

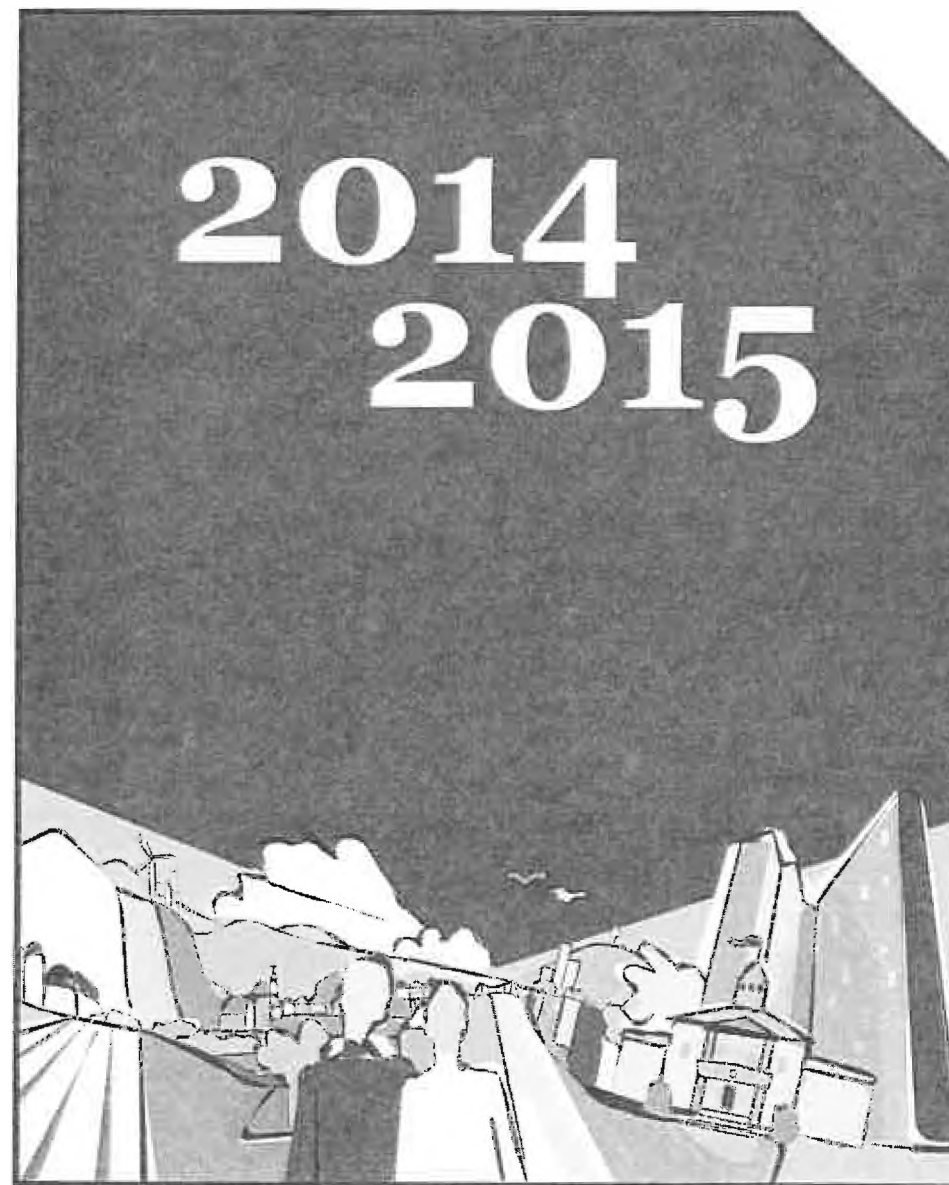
Étude des crédits

Demande de renseignements particuliers

VOLUME 4

DEMANDE 52

Juin 2014



Affaires municipales
et Occupation
du territoire

Québec



Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #52

Liste des rencontres tenues par la CAR en 2013-2014. Indiquer les dates et lieux. Identifier les personnes présentes et fournir une copie des ordres du jour et procès-verbaux. Indiquer les rencontres inscrites à l'agenda pour 2014-2015.

Conférence administrative régionale (CAR)	Rencontres tenues : nombre, dates et lieux
01 - Bas-Saint-Laurent	2013-2014 : 3 rencontres : 24 mai 2013, 18 octobre 2013, 6 décembre 2013 (annulée – tempête) et 14 février 2014, toutes à Rimouski. Le procès-verbal de la rencontre du 14 février 2014 n'est pas en annexe car non adopté.
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	2013-2014 : 4 rencontres : 17 mai 2013 (Jonquière), 20 juin 2013 (Chicoutimi), 30 octobre 2013 (Jonquière), 11 décembre 2013 (Chicoutimi).
03 - Capitale-Nationale	Relève du Bureau de la Capitale-Nationale
04 - Mauricie	2013-2014 : 4 rencontres : 7 juin 2013 (Trois-Rivières), 13 septembre 2013 (Shawinigan), 29 novembre 2013 (Saint-Anne-de-la-Perade) et 28 février 2014 (Trois-Rivières). Le procès-verbal de la rencontre du 28 février 2014 n'est pas en annexe car non adopté.
05 - Estrie	2013-2014 : 3 rencontres : 19 avril 2013, 20 septembre 2013 et 31 janvier 2014, toutes à Sherbrooke. Le procès-verbal de la rencontre du 31 janvier 2014 n'est pas en annexe car non adopté.
06 - Montréal	2013-2014 : 3 rencontres tenues : 24 septembre 2013, 26 novembre 2013 et 11 février 2014. Le procès-verbal de la rencontre du 11 février 2014 n'est pas en annexe car non approuvé.
07 - Outaouais	2013-2014 : 5 rencontres : 15 avril 2013, 18 octobre 2013, 22 novembre 2013 et 24 février 2014, toutes à Gatineau. Aucun procès-verbal pour la rencontre du 22 novembre 2013 et celui de la rencontre du 24 février 2014 est non disponible.
08 - Abitibi-Témiscamingue	2013-2014 : 6 rencontres : 19 avril 2013, 13 septembre 2013, 15 novembre 2013, 16 janvier 2014 (rencontre spéciale), 17 janvier 2014 et 21 mars 2014, toutes à Rouyn-Noranda. Aucun procès-verbal n'a été rédigé pour la rencontre du 16 janvier 2014. Le procès-verbal de la rencontre du 21 mars 2014 n'est pas disponible.
09 - Côte-Nord	2013-2014 : 4 rencontres : 22 mai 2013 (Sept-Îles), 11 septembre 2013 (Baie-Comeau), 26 novembre 2013 (Sept-Îles) et 25 février 2014 (Baie-Comeau). Le procès-verbal de la rencontre du 25 février 2014 n'est pas en annexe car non adopté.

Étude des crédits 2014-2015
Demande de renseignements particuliers

Demande #52

Liste des rencontres tenues par la CAR en 2013-2014. Indiquer les dates et lieux. Identifier les personnes présentes et fournir une copie des ordres du jour et procès-verbaux. Indiquer les rencontres inscrites à l'agenda pour 2014-2015.

Conférence administrative régionale (CAR)	Rencontres tenues : nombre, dates et lieux
10 - Nord-du-Québec	2013-2014 : 3 rencontres : 13 juin 2013 (Chibougamau), 9 décembre 2013 (conférence téléphonique) et 18 mars 2014 (Chibougamau). Le procès-verbal du 18 mars 2014 est non disponible.
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	2013-2014 : 3 rencontres : 19 juin 2013 (Gaspé), 7 novembre 2013 (Sainte-Anne-des-Monts) et 6 mars 2014 (Chandler). Le procès-verbal du 6 mars 2014 est non disponible.
12 - Chaudière-Appalaches	2013-2014 : 4 rencontres : 7 juin 2013 (Lévis), 4 octobre 2013 (Thetford Mines), 6 décembre 2013 (Saint-Romuald) et 7 mars 2014 (Sainte-Marie). Le procès-verbal du 7 mars 2014 est non disponible.
13 - Laval	2013-2014 : 15 octobre 2013, 10 décembre 2013 et 25 février 2014. Le procès-verbal de la rencontre du 25 février 2014 n'est pas en annexe car non adopté.
14 - Lanaudière	2013-2014 : 4 rencontres : 17 avril 2013 (Joliette), 9 octobre 2013 (Saint-Charles-Borromée), 11 décembre 2013 (Saint-Charles-Borromée) et 12 mars 2014 (Joliette). Le procès-verbal du 12 mars 2014 est non disponible.
15 - Laurentides	2013-2014 : 4 rencontres : 12 juin 2013 (Mirabel), 16 septembre 2013 (St-Jérôme), 18 novembre 2013 (St-Jérôme) et 17 février 2014 (St-Jérôme). Le procès-verbal de la rencontre du 17 février 2014 n'est pas en annexe car non adopté.
16 - Montérégie	2013-2014 : 4 rencontres : 11 juin 2013, 1 ^{er} octobre 2013, 10 décembre 2013 et 11 mars 2014, toutes à Longueuil. Le procès-verbal de la rencontre du 11 mars 2014 n'est pas en annexe car non adopté.
17 - Centre-du-Québec	2013-2014 : 4 rencontres : 26 avril 2013 (Victoriaville), 14 juin 2013 (Drummondville), 18 octobre 2013 (Nicolet) et 24 janvier 2014 (Bécancour). Le procès-verbal du 24 janvier 2014 est non disponible.

*Rencontre de la Conférence administrative régionale du Bas-Saint-Laurent
le 24 mai 2013, dès 9 h
Salle du MELS, 337, rue Moreault, 2^e étage, Rimouski*

Ordre du jour

- | | |
|---------|--|
| 9 h | 1. MOT DE BIENVENUE ET OUVERTURE DE LA RENCONTRE |
| 9 h 05 | 2. LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR |
| 9 h 10 | 3. ADOPTION DU COMPTE RENDU DU 22 FÉVRIER 2013 ET SUIVI |
| 9 h 15 | 4. SITE WEB « SERVICES ACCESSIBLES » (20 MINUTES)
Mme Johanne Blanchette et M. Léandre Lagacé, OPHQ |
| 9 h 35 | 5. POLITIQUE DE SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE DU QUÉBEC
(30 MINUTES)
M. Michel Riendeau, MAPAQ |
| 10 h 05 | PAUSE |
| 10 h 20 | 6. PRÉSENTATION DES PROGRAMMES DE LA SHQ (20 MINUTES)
M. Pascal Rivard, SHQ |
| 10 h 40 | 7. POINT D'INFORMATION DE LA CRÉ (20 MINUTES)
M. Gérald Beaudry, CRÉBSL |
| 11 h | 8. POINT D'INFORMATION DU MAMROT (30 MINUTES)
M. Gilles Julien, MAMROT |
| 11 h 30 | 9. AUTRES SUJETS |
| 11 h 45 | 10. PROCHAINE RENCONTRE |
| 12 h | 11. LEVÉE DE LA RÉUNION |



**COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DE LA
CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE (CAR) DU BAS-SAINT-LAURENT**

**TENUE LE VENDREDI, 24 MAI 2013, DÈS 9 H
AU 337, RUE MOREAULT, SALLE DU MELS, À RIMOUSKI**

Sous la présidence de :

M. Gilles Julien, directeur régional, MAMROT Bas-Saint-Laurent, président de la CAR

Ont participé :

CRÉ	M. Gérald Beaudry	CNT	M. Christian Fournier
IQ	Mme Lucie Beaulieu	OPHQ	M. Léandre Lagacé
MELS	M. Gérard Bédard	MCC	M. Louis Landry
MSP	M. Jacques Bélanger	MAPAQ	M. Michel Riendeau
OPHQ	Mme Johanne Blanchette	SHQ	M. Pascal Rivard
CSPQ	Mme Marie-André Carboneau	MTQ	Mme Lise Therriault

Étaient aussi présentes :

Mme Guylaine Bédard, OPHQ
Mme Nancy Robichaud, MAMROT, secrétaire de la CAR

1. Mot de bienvenue et ouverture de la rencontre

M. Julien procède à l'ouverture de la rencontre en souhaitant la bienvenue à toutes les personnes présentes et particulièrement à Mme Guylaine Bédard de l'OPHQ, à M. Pascal Rivard de la SHQ en remplacement de Mme Nathalie Couillard, qui y siègera dorénavant et à M. Michel Riendeau, nouvellement nommé directeur régional au MAPAQ.

Il rappelle qu'afin de réduire l'émission de gaz à effet de serre, le Ministère tient des CAR carboneutres. Ainsi, un tableau indiquant le moyen de transport utilisé et le nombre de kilomètres parcourus est à compléter.

2. Lecture et adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté. Le point 9, autres sujets, demeure ouvert. Le Point Cercle de gestion et groupe de codéveloppement est ajouté.

3. Adoption du compte rendu du 22 février 2013 et suivi

M. Julien précise que le compte rendu a été transmis. Il est conforme aux échanges.

- Suivi

M. Louis Landry rappelle que l'*Entente spécifique sur la culture dans la région du Bas-Saint-Laurent 2012-2015* a été signée par le MAMROT, la CRÉ, le MCC, l'Association touristique du Bas-Saint-Laurent, l'Association touristique de la Gaspésie et le Conseil de la culture du Bas-Saint-Laurent. Il souligne également qu'il est possible de partager la borne servant à la recharge de la voiture électrique louée. Une demande, à cet effet, peut être adressée à la Société immobilière du Québec (SIQ).

4. Site web « Services accessibles »

Depuis l'adoption de la politique « L'accès aux documents et aux services offerts au public » en décembre 2006, tous les ministères et organismes doivent s'assurer de l'accessibilité des documents qu'ils produisent que ceux-ci soient en format papier ou électronique. En respectant les standards édictés par la politique, le gouvernement montre sa volonté d'assurer l'inclusion de l'ensemble de la population, et ce, sans discrimination à l'égard des capacités des personnes.

Mme Guylaine Bédard présente le site web conçu par l'Office des personnes handicapées du Québec afin d'offrir des informations sur les obligations et responsabilités des ministères et organismes à l'endroit des personnes handicapées, mais a priori de proposer des pratiques d'accueil et de services et de fournir des outils aux ministères et organismes. De plus, il sera éventuellement possible de suivre une formation en ligne sur l'accueil et les services à offrir aux personnes handicapées. L'adresse du site est la suivante : <http://www.formation.ophq.gouv.qc.ca/>. La réalisation de ce site a été rendue possible grâce à la collaboration de nombreux partenaires.

La qualité du site est soulignée. Celui-ci sera publicisé auprès des médias, des partenaires, des ministères et organismes gouvernementaux. De plus, l'OPHQ participera à des colloques et congrès afin de le faire connaître. Les membres de la CAR sont invités à agir comme agents multiplicateurs afin de promouvoir cet outil. Un encart traitant de ce nouvel outil est distribué

La présentation de Mme Bédard est jointe au compte rendu.

5. Politique de souveraineté alimentaire du Québec

M. Michel Riendeau souligne que le 16 mai 2013 était lancée à Baie-Saint-Paul, la Politique de souveraineté alimentaire. Elle privilégie notamment la production locale pour nourrir la population, de même que l'accès à la terre et aux ressources pour y parvenir. Elle s'articule autour de quatre (4) axes soit : l'identité des aliments du Québec, l'occupation dynamique du territoire, la valorisation du potentiel économique du secteur et le développement durable. Plus spécifiquement, elle vise à accroître la part de marché des produits bioalimentaires dans les écoles, les hôpitaux, les garderies et les autres organismes gouvernementaux. Il est souhaité d'accroître de 50 % la proportion d'aliments du Québec consommés par les Québécois. Par des mesures incitatives, Québec veut convaincre les distributeurs d'offrir davantage de produits locaux auprès des acheteurs du secteur institutionnel.

Au Québec, on compte 66 500 entreprises oeuvrant dans le secteur bioalimentaire ce qui représente 475 189 emplois. Les exportations sont de l'ordre de 6,1 G\$ et les importations de 5,4 G\$ alors que la demande alimentaire du Québec est de 33,5 G\$. Notons qu'un total de 4 % du territoire québécois est en zone agricole. Deux (2) activités de transformation bioalimentaire

sont plus importantes soit la production de viandes et de volailles qui représente 25 % et la production laitière qui représente 21 % des activités totales.

Pour renforcer la protection du territoire agricole, la Politique de souveraineté alimentaire prévoit aussi le dépôt de deux projets de loi soit, la «Loi sur l'acquisition de terres agricoles par des non-résidents» qui vise à prévenir la spéculation, notamment de la part d'intérêts étrangers et la «Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles». D'autres modifications pourraient être apportées pour mieux protéger les terres contre l'étalement urbain et dans le but d'encourager la relève.

La présentation de M. Riendeau est jointe au compte rendu. Celle-ci est destinée au seul usage des membres de la CAR.

6. Présentation des programmes de la SHQ

M. Pascal Rivard présente un portrait de l'habitation au Québec et les programmes de la SHQ, lesquels vise à soutenir l'habitation sociale et communautaire et à améliorer l'habitat.

Le logement social relève de la compétence exclusive des provinces, en vertu de l'article 92 de la *Loi constitutionnelle de 1867*. En 2006, on retrouvait 3,2 M de logements au Québec. Un total de 324 590 ménages québécois sont considérés comme ayant des besoins impérieux en matière de logement et un peu plus de 37 500 ménages étaient en attente d'une habitation à loyer modique (HLM) en 2011. Le vieillissement de la population, la diminution de la taille des ménages (augmentation des ménages d'une personne), la diminution de l'offre de logements abordables sur le marché privé, le maintien à domicile, etc. sont quelques-uns des défis auxquels le Québec est confronté.

La SHQ a pour mission de faciliter l'accès des Québécois à des conditions adéquates de logement en tenant compte de leurs ressources financières et de la diversité de leurs besoins. Elle compte un effectif de 400 personnes, un budget en 2011-2012 de 855,7 M\$ et un parc de 73 524 HLM offertes aux personnes handicapées, aux personnes seules et familles à faible revenu et aux personnes de 65 ans et plus autonomes.

Au Bas-Saint-Laurent, on compte 2 470 HLM. Le temps d'attente moyen, pour les personnes désireuses d'habiter ces logements, est de 22 mois.

De plus, la SHQ dispose de programmes tels AccèsLogis Québec, Logement abordable Québec, Supplément au loyer, Allocation-logement, Aide aux organismes communautaires en habitation, Adaptation de domicile, etc.

La présentation de M. Rivard est jointe au compte rendu.

7. Point d'information de la CRÉ

Plan de développement régional 2013-2018

M. Beaudry remercie les membres de la CAR d'avoir participé à la rencontre de travail qui s'est tenue le 26 avril dernier à l'Hôtel Rimouski. À cette occasion, les participants étaient invités à s'exprimer sur un document préliminaire et à partager leurs engagements en lien avec le plan de développement. Une soixantaine de personnes y ont assisté et cela a donné lieu à des échanges fort intéressants qui serviront à bonifier le plan, dont la version finale sera présentée aux membres du Conseil d'administration de la CRÉ, le 14 juin prochain.

Développement de la filière éolienne

Le 10 mai 2013, la première ministre, Mme Pauline Marois, annonçait, à Gaspé, un quatrième appel d'offres d'énergie éolienne de 800 MW répartis en quatre (4) volets soit, 150 MW attribués de gré à gré à un projet d'un regroupement formé de trois communautés autochtones, 200 MW destinés à Hydro-Québec Production, 300 MW octroyés par appel d'offres pour des projets associant la communauté des régions de la Gaspésie (75 MW) et du Bas-Saint-Laurent (225 MW) et 150 MW attribués par appel d'offres pour des projets dans l'ensemble du Québec. Les modalités demeurent inconnues pour le moment. L'objectif de la CRÉ est de déposer un projet complet d'ici la fin de l'année 2013.

Cyberfoire de l'emploi du Bas-Saint-Laurent

Du 10 au 14 avril 2013 se tenait au Bas-Saint-Laurent, la Cyberfoire de l'emploi. Les résultats atteints ont dépassé les objectifs fixés. Un total de 1 471 curriculum vitae ont été déposés et 111 entreprises se sont inscrites. Cette initiative a permis de rejoindre 3 300 chercheurs d'emplois et 1 033 postes ont été affichés. Compte tenu du succès remporté par cet activité et des faibles coûts qui y sont associés, l'événement devrait être tenu à nouveau l'an prochain.

Par ailleurs, un sondage sur l'attraction et la rétention de la main-d'œuvre est réalisé présentement.

Les Lunettes Famille

M. Beaudry remet à tous un outil qui a été produit, par la Commission jeunesse du Bas-Saint-Laurent (CJBSL) et ses partenaires, dans le but de susciter la réflexion au sein des organismes lors de l'élaboration d'actions et d'événements favorisant ainsi la reconnaissance des différentes réalités familiales tout en améliorant la qualité de vie des familles bas-laurentiennes. L'outil Lunettes Famille est composé d'une paire de lunettes, d'une affiche illustrant des idées de pratiques à considérer pour les organismes et d'un signet suggérant des pistes de réflexion. Une version Web est disponible sur le site de la CJBSL au <http://www.iejunessebsl.org/famille>.

Par ailleurs, les jeunes de l'extérieur de la région qui doivent se déplacer au Bas-Saint-Laurent pour une entrevue ou une démarche entrepreneuriale peuvent bénéficier de la bourse CONTACT. Celle-ci leur permet de défrayer une partie des coûts liés au déplacement dans la région.

8. Point d'information du MAMROT

M. Gilles Julien souligne que la *Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires* stipule que des indicateurs d'occupation et de vitalité des territoires (OVT) doivent être adoptés par le gouvernement et rendus publics. C'est ainsi que 26 indicateurs ont été adoptés. Ceux-ci visent notamment à permettre de faire un suivi des progrès réalisés au Québec et à différentes échelles territoriales en matière d'OVT au regard de l'occupation territoriale, de la qualité de vie et de la prospérité économique. Les dimensions couvertes sont la démographie, la densité des territoires urbanisés, la mobilité des personnes et des marchandises, les services de proximité, l'habitation, le patrimoine culture, la scolarisation et la formation, les investissements et la croissance économique, l'emploi, le revenu et la vitalité économique et la sécurité des personnes. Ces indicateurs peuvent être consultés à l'adresse suivante : http://www.mamrot.gouv.qc.ca/pub/occupation_territoire/liste-indicateurs-OVT.pdf.

Par ailleurs, le *Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires* prévoit que sera mis à la disposition des ministres responsables des régions un outil de suivi des enjeux régionaux. Dans cet ordre d'idées, un projet de décret des CAR sera déposé au conseil des ministres ultérieurement.

9. Autres sujets

- Cercle de gestion et groupe de codéveloppement

Mme Marie-Andrée Carbonneau mentionne que la période d'inscription pour les activités de codéveloppement est présentement en cours. À cet égard, le personnel d'encadrement intéressé est invité à s'inscrire aux cercles de gestion interministériels; alors que le personnel professionnel et technique en situation de gestion, de supervision et de coordination est invité à s'inscrire aux groupes de codéveloppement interministériels.

La période d'inscription se termine le 14 juin 2013. Il s'agit de consulter le site Internet du *Centre de leadership et de développement des compétences* à l'adresse suivante : <https://www.cldc.cspq.gouv.qc.ca/Default.aspx?tabid=127&CategoryID=63&List=1&SortField=ProductName%2CProductName&Level=a&ProductID=54>.

10. Prochaine rencontre

Comme prévu au calendrier des rencontres déjà transmis, la prochaine réunion de la CAR se tiendra le vendredi, 18 octobre 2013, dès 9 h.

11. Levée de la réunion

La réunion est levée à 12h.

Préparé par Nancy Robichaud
Secrétaire de la CAR Bas-Saint-Laurent

Liste des présences
CAR – BAS-SAINT-LAURENT
24 mai 2013 - 9 h à 12 h
Lieu : 337, rue Moreault, Salle du MELS
 Sous la présidence de Gilles Julien
 Nancy Robichaud, secrétaire de la CAR BSL

		Remplacé-e ou accompagné-e (+)		Informations supplémentaires
Arsenault, André	SIQ		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Beaudry, Gérald	CRÉ BSL		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Beaulieu, Lucie	Investissement Québec		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Bédard, Gérard	MELS		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Bélanger, Bruno	Fin. agricole		Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Bélanger, Jacques	Sécurité publique (séc civile)		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Berger, Raynald	Agence du Revenu		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Bernier, Frédéric	Investissement Québec		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Bérubé, Pascal	Ministre délégué Ministère du Tourisme		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Blais, Josée	MAPAQ		Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Blanchette, Johanne	OPHQ		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Bouchard, Sylvie	Conseil Statut de la Femme		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Boudreault, Valérie	MCE- Aff. Autochtones		Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Boulanger, Jules	MDDEFP-CCEQ		Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Carbonneau, Marie-Andrée	CSPQ		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Caron, Mona	SAAQ		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Chabot, Christine	CSF		Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Couillard, Nathalie	SHQ		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Pascal Rivard Remplaçant
Cyr, Viateur	Justice		Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Deschênes, Élise	Tourisme Québec		Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Dionne, Jean-Marie	MDDEFP		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Dionne, Richard	MTQ		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Lise Thériault Remplaçante
Doyle, Yvon	MICC		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Dubé, Diane	Télé-Québec		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Dubé, Simon	CSST		Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Fournier, Christian	CNT		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Gagné, Nancy	Conseillère politique rég. Ministère du Tourisme		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Goulet, Denis	MFE		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Julien, Gilles	MAMROT		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Lagacé, Léandre	OPHQ		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Landry, Louis	MCC		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Lévasseur, Michel	MSQ		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Malo, Isabelle	ASSS		Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Picard, Jean-François	MF		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Pineault, Charles	Régie du bâtiment		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Riendeau, Michel	MAPAQ		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Rioux, Christiane	Services Québec		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Robichaud, Nancy	MAMROT		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
St-Laurent, Paul	MRN		Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Trudelle, Claude	MRI		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Vallières, Diane	MTESS		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Viel, Guy	SAAQ		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Ward, Salim	OQLF		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	

**Rencontre de la Conférence administrative régionale du Bas-Saint-Laurent
le 18 octobre 2013, dès 9 h
Salle du MELS, 337, rue Moreault, 2^e étage, Rimouski**

Ordre du jour

- | | |
|---------|---|
| 9 h | 1. MOT DE BIENVENUE ET OUVERTURE DE LA RENCONTRE |
| 9 h 05 | 2. LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR |
| 9 h 10 | 3. ADOPTION DU COMPTE-RENDU DU 22 FÉVRIER 2013 ET SUIVI |
| 9 h 20 | 4. FORUM SUR L'ENTREPRENEURIAT, RENDEZ-VOUS DE
L'INNOVATION ET POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
(40 MINUTES)
M. Denis Goulet, MFE |
| 10 h | 5. AGENDA 21 DE LA CULTURE/CHANTIER GOUVERNEMENTAL EN
DÉVELOPPEMENT DURABLE (20 MINUTES)
M. Louis Landry et Mme Myriam Thériault, MCC |
| 10 h 20 | PAUSE |
| 10 h 30 | 6. PLAN STRATÉGIQUE DU SECTEUR BIOALIMENTAIRE
BAS-LAURENTIEN 2013-2018
BILAN DES INTERVENTIONS DE L'ENTENTE SPÉCIFIQUE
AGROALIMENTAIRE 2009-2013
SIGNATURE D'UNE NOUVELLE ENTENTE (40 MINUTES)
M. MICHEL RIENDEAU, MAPAQ ET MME MYLÈNE BLANCHETTE,
TCABSL |
| 11 h 10 | 7. CHANTALE DUMONT (20 MINUTES)
STRATÉGIE D'ATTRACTIVITÉ DU BSL |
| 11 h 30 | 8. POINT D'INFORMATION DU MAMROT (20 MINUTES)
M. Gilles Julien, MAMROT |
| 11 h 50 | 9. AUTRES SUJETS |
| 11 h 55 | 10. PROCHAINE RENCONTRE |
| 12 h | 11. LEVÉE DE LA RÉUNION |



**COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DE LA
CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE (CAR) DU BAS-SAINT-LAURENT**

**TENUE LE VENDREDI, 18 OCTOBRE 2013, DÈS 9 H
AU 337, RUE MOREAULT, SALLE DU MELS, À RIMOUSKI**

Sous la présidence de :

M. Gilles Julien, directeur régional, MAMROT Bas-Saint-Laurent, président de la CAR

Ont participé :

SIQ	M. André Arsenault	SHQ	Mme Nathalie Couillard
MRN	M. Charles Banville	MICC	M. Yvon Doyle
IQ	Mme Lucie Beaulieu	MCC	M. Louis Landry
MDDEFP-CCEQ	M. Jules Boulanger	MAPAQ	M. Michel Riendeau
CSPQ	Mme Marie-André Carbonneau	MSP	M. Jacques Bélanger
MELS	M. Gérard Bédard	MFE	M. Denis Goulet

Étaient aussi présentes :

Mme Mylène Blanchette, Table de concertation agroalimentaire du Bas-Saint-Laurent (TCABSL)

Mme Myriam Thériault, MCC

Mme Chantale Dumont, CRÉ

Mme Nancy Robichaud, MAMROT, secrétaire de la CAR

1. Mot de bienvenue et ouverture de la rencontre

M. Julien procède à l'ouverture de la rencontre en souhaitant la bienvenue à toutes les personnes présentes et particulièrement à Mmes Couillard et Blanchette.

Il rappelle qu'afin de réduire l'émission de gaz à effet de serre, le Ministère tient des CAR carboneutres. Ainsi, un tableau indiquant le moyen de transport utilisé et le nombre de kilomètres parcourus est à compléter.

2. Lecture et adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté. M. Jacques Bélanger fera une présentation sur la tragédie du Lac Mégantic et sur le Portrait de l'état de préparation générale en sécurité civile à la DRSCCI 01-11 au point 9, autres sujets.

3. Adoption du compte rendu du 24 mai 2013 et suivi

M. Julien précise que le compte rendu a été transmis. Il est conforme aux échanges.

- Suivi

Présentation des programmes de la SHQ

Il est souligné que la présentation du portrait de l'habitation au Québec et des programmes de la SHQ n'a pas été transmise aux membres de la CAR, suite à la rencontre du 24 mai 2013. Elle sera donc transmise en même temps que le prochain compte rendu.

Plan de développement régional 2013-2018

Les membres de la CAR seront invités au lancement officiel du Plan qui devrait avoir lieu d'ici Noël. Un tableau de bord sera produit afin d'outiller les ministères pour qu'ils puissent faire état des actions réalisées dans le cadre dudit plan.

Églises

M. Landry mentionne que depuis quelques années, l'entretien voire la survie de certains lieux de culte dans nombre de municipalités est l'objet de préoccupations. Or, la position du MAMROT et du MCC sur cette question diffère. Une rencontre entre les deux ministères est donc à prévoir. D'une part, le MCC dispose de programmes pour sauvegarder le patrimoine religieux et d'autre part, le MAMROT indique que les municipalités qui acquièrent ces bâtiments doivent porter une attention particulière au respect de leur obligation de neutralité religieuse.

4. Forum sur l'Entrepreneuriat, Rendez-vous Innovation et Politique économique

Forum sur l'Entrepreneuriat

Dans le but de stimuler la relance économique dans un contexte de vieillissement de la population et d'un manque de relève, le gouvernement du Québec lançait, en 2010, un processus de consultation d'une stratégie québécoise de l'entrepreneuriat. M. Clément Gignac, alors ministre, a donc fait une tournée du Québec afin de rencontrer les intervenants de première ligne en matière d'entrepreneuriat. Un Forum national de l'entrepreneuriat s'est tenu en mars 2011. Par ces consultations, il fut notamment constaté une méconnaissance par les intervenants eux-mêmes du rôle à jouer par les différents acteurs de l'entrepreneuriat. En novembre 2011, la *Stratégie québécoise de l'entrepreneuriat* fut lancée et toutes les régions du Québec ont été invitées à mettre en place une Table d'action en entrepreneuriat. Celle-ci a pour mandat d'élaborer et mettre en oeuvre un plan d'action basé sur les besoins régionaux. Au Bas-Saint-Laurent, trois enjeux et six priorités ont été retenus. Des entrepreneurs y siègent ainsi que plusieurs intervenants. M. Goulet invite les membres de la CAR à prendre connaissance du plan d'action. Celui-ci est joint au compte rendu.

Au Québec, comme au Bas-Saint-Laurent, on constate un taux entrepreneurial plus faible qu'ailleurs au Canada. Au cours des prochaines années, l'entrepreneuriat dans la région sera confronté à des enjeux importants. C'est pourquoi la Table d'action en entrepreneuriat du Bas-Saint-Laurent tiendra à l'Hôtel Rimouski, le mardi 3 décembre prochain, un forum sur l'entrepreneuriat. Il s'agira d'une occasion pour les participants d'échanger sur les enjeux et d'encourager la concertation. Notamment, à cette occasion, M. Alain Lemaire, président exécutif du conseil d'administration de Cascades fera une conférence. De plus, le concept d'école entrepreneuriale sera présenté. M. Bédard mentionne qu'il est souhaité qu'il y ait une école de ce type par région administrative. Au Bas-Saint-Laurent, nous comptons une école entrepreneuriale soit l'École secondaire Chanoine-Beaudet de Saint-Pascal. Ce modèle sera présenté lors du Forum.

Rendez-vous Innovation

Organisé par la Société de promotion économique de Rimouski (SOPER) en collaboration avec les Centres locaux de développement (CLD) et Centres locaux d'emploi (CLE), le Rendez-vous Innovation 2013 se tiendra, le 12 novembre 2013, à l'Hôtel Rimouski. Cette activité s'adresse aux entrepreneurs et acteurs de l'innovation au Bas-Saint-Laurent, provenant de la PME, de la recherche et du milieu des affaires.

Politique économique – Priorité emploi

Le 7 octobre dernier, la première ministre et le ministre des Finances et de l'Économie présentaient la nouvelle politique économique, dont l'objectif principal est la création d'emplois. Cette politique permettra de créer plus de 43 000 emplois d'ici 2017. Elle s'articulera autour de deux volets. Le premier sera consacré à quatre mesures phares soit, l'utilisation des surplus d'électricité pour créer des investissements et des emplois, l'accélération des investissements publics prêts à démarrer pour rénover et moderniser les écoles, les infrastructures communautaires de sport et de loisir ainsi que les installations de la Société des établissements de plein air du Québec (SEPAQ), en plus d'autres grands projets d'infrastructures, des mesures fiscales pour stimuler les investissements des particuliers et des entreprises et la poursuite des investissements dans les infrastructures du Nord. Le deuxième volet est consacré aux quatre initiatives stratégiques suivantes :

- la Politique nationale de la recherche et de l'innovation;
- la Politique industrielle québécoise;
- le Plan de développement du commerce extérieur;
- la Stratégie d'électrification des transports.

De plus, deux mesures sectorielles ciblées, en tourisme et dans le secteur de la forêt, s'ajoutent à ces initiatives stratégiques.

Par ailleurs, cette politique prévoit le financement pour trois années supplémentaires, des créneaux ACCORD et grappes industrielles. D'ici 2016-2017, une somme additionnelle de 40 millions de dollars y sera allouée. Au Québec, il y avait 40 créneaux, quatre ont disparu. Le Bas-Saint-Laurent compte quatre créneaux. Deux ont été renouvelés soit, le Créneau Tourbe et Agroenvironnement, lequel a eu la meilleure note au Québec, et le Créneau Ressources, sciences et technologies marines (RSTM).

Également, le capital de risque jouant un rôle essentiel, le gouvernement a annoncé la création de Capital Émergence, avec un capital de 50 millions de dollars.

5. Agenda 21 de la Culture/Chantier gouvernemental en développement durable

Mme Myriam Thériault présente l'Agenda 21 Culture du Québec, qui s'inscrit dans une mouvance internationale d'inclure la culture comme une composante transversale du "développement durable". Ce concept a notamment été popularisé au Sommet de la Terre de 1992 par le dépôt du rapport Brundtland. L'Agenda 21 de la culture a établi 21 objectifs répartis en quatre thèmes qui intègrent la culture au sein des trois axes du développement durable : culture-société, culture-environnement et culture-économie. La mise en oeuvre de l'Agenda 21 de la culture au Québec repose, notamment, sur le Chantier gouvernemental en culture qui vise à intégrer la culture à la démarche gouvernementale de développement durable. L'Agenda propose la prise en compte de quatre principes à l'intérieur de la Stratégie gouvernementale de développement durable soit, la protection du patrimoine culturel, la préservation de la diversité culturelle, l'utilisation durable des ressources culturelles et la créativité et l'innovation. Tous les ministères et organismes (121) visés par la Loi sur le développement durable prennent part au Chantier gouvernemental. Ils doivent bonifier leurs plans d'action de développement durable et ont jusqu'au 31 mars 2015 pour réaliser lesdites actions. La présentation de Mme Thériault est jointe au compte rendu.

6. Plan stratégique du secteur bioalimentaire bas-laurentien 2013-2018 – Bilan des interventions de l'Entente spécifique agroalimentaire 2009-2013 – Signature d'une nouvelle entente

Plan stratégique du secteur bioalimentaire bas-laurentien 2013-2018

Mme Blanchette précise que la mission de la TCABSL est de conjuguer les efforts des différents partenaires autour de moyens à privilégier pour mettre en œuvre les axes prioritaires de la région et faire progresser ses dossiers. C'est donc pour identifier ces axes prioritaires que la TCABSL a initié une démarche afin de réaliser un nouveau plan stratégique. Celui-ci résulte d'échanges et de consultations des membres de la TCABSL et des partenaires de la filière agroalimentaire bas-laurentienne. La TCABSL s'est vue confier par ses membres, la responsabilité de la coordination et du suivi de la mise en œuvre du plan stratégique. Il importe de préciser qu'il ne s'agit pas du plan de la TCABSL mais bien du plan du secteur bioalimentaire auquel sont invités à le mettre en œuvre tous les partenaires concernés. Ce plan s'articule autour de quatre cibles soit, la concertation et la coordination régionale, la production et la transformation, la valorisation des produits sur les marchés et le rayonnement du secteur.

Bilan des interventions de l'Entente spécifique agroalimentaire 2009-2013

Dotée d'une enveloppe de 721 000 \$, l'entente avait pour objectifs d'accroître le développement des compétences et la disponibilité de la main-d'œuvre, de favoriser la transformation des produits agroalimentaires, de favoriser le développement technologique, l'acquisition d'expertise et l'innovation, de valoriser l'agriculture et l'ensemble du secteur agroalimentaire et de favoriser la commercialisation et la consommation des produits agroalimentaires régionaux.

Grâce à cette entente, un total de 61 projets ont été financés pour des investissements de 312 897 \$. Un total de 55 % des interventions ont soutenu des initiatives en matière de commercialisation. Des projets ont été financés dans chacune des MRC, mais c'est la MRC Rimouski-Neigette qui en a bénéficié le plus (13 %). Notons qu'un total de 38 % des projets financés étaient des projets régionaux.

Signature d'une nouvelle entente

Une nouvelle entente est en négociation. Elle regroupera plusieurs partenaires dont la TCABSL, le MAPAQ, la CRÉ, le MAMROT, l'UPA, la Fédération des Caisses Desjardins du Québec et les huit CLD du Bas-Saint-Laurent. Par ailleurs, bien que non signataires, Emploi-Québec, le MFEQ et DEC seront aussi partenaires de cette entente. Également, les directeurs généraux des huit SADC du Bas-Saint-Laurent ont été rencontrés et des possibilités de partenariat sont explorées. Une somme de 912 300 \$ sur trois serait consentie. Il est souhaité de signer cette entente avant les fêtes.

7. Stratégie d'attractivité du BSL

Mme Dumont présente la stratégie d'attractivité. Elle souligne que celle-ci vise à développer et coordonner les actions visant à favoriser une synergie régionale autour de la question de l'attractivité en matière de main-d'œuvre et d'établissement. Notamment, il est prévu de coordonner les réalisations liées à l'immigration, à la Cyberfoire, à Vivre à temps plein en plus des activités liées aux communications de la CRÉ. De plus, il est prévu de mettre en place un service de promotion et de recrutement à Québec.

8. Point d'information du MAMROT

Politique nationale de la ruralité 2014-2024

La première ministre a profité de son passage aux Assises annuelles de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) pour annoncer le renouvellement de la Politique nationale de la ruralité. Cette nouvelle génération de la Politique prévoit des investissements de 470 millions de dollars sur 10 ans. Celle-ci devrait inclure des mesures pour soutenir les municipalités dévitalisées, bonifier l'aide octroyée pour financer les agents ruraux et prévoir la signature de Pacte +.

Loi cadre en économie sociale

Adoptée le 10 octobre 2013, la Loi sur l'économie sociale vise à reconnaître, promouvoir et développer l'économie sociale. Elle définit les principes guidant les entreprises qui la composent (coopératives, mutuelles et organismes à but non lucratif à vocation marchande). Comme il s'agit d'une loi-cadre, elle incite les ministères et organismes gouvernementaux à prendre en considération l'économie sociale dans leurs programmes et mesures. Plus précisément, cette loi vise à :

- reconnaître la contribution de l'économie sociale au développement socioéconomique du Québec;
- établir le rôle du gouvernement dans ce domaine;
- promouvoir l'économie sociale;
- soutenir son développement par l'élaboration ou l'adaptation d'outils d'intervention;
- assurer l'accès équitable pour les entreprises d'économie sociale aux programmes et mesures des ministères et organismes gouvernementaux.

Un Plan d'action gouvernemental en économie sociale sera élaboré et devrait être adopté au plus tard, le 1^{er} avril 2014.

Ententes spécifiques

M. Julien mentionne que plusieurs ententes spécifiques sont en cours telles Entente spécifique sur l'égalité entre les femmes et les hommes 2011-2015, Entente de partenariat régional en tourisme 2012-2015, Entente spécifique sur les modalités d'un soutien financier à la Chaire de recherche sur la forêt habitée de l'UQAR dans la région du Bas-Saint-Laurent, Entente spécifique en économie sociale pour la région du Bas-Saint-Laurent 2010-2015 et Entente spécifique visant à soutenir l'innovation au sein des entreprises des secteurs manufacturier et tertiaire moteur de la région du Bas-Saint-Laurent 2012-2015. D'autres sont en négociation. Elles concernent l'immigration, la culture, les éclaircies commerciales, les personnes âgées et l'agroalimentaire.

9. Autres sujets

Tragédie Lac Mégantic – le 6 juillet 2013

M. Jacques Bélanger mentionne que le déraillement et l'explosion d'un train de 72 wagons transportant du pétrole, dans la nuit du 6 juillet à Lac-Mégantic a fait 42 morts et cinq disparus. L'accident a détruit 40 bâtiments et mobilisé 17 services en sécurité incendie. En plus d'avoir des conséquences environnementales majeures, cette tragédie a également des conséquences économiques importantes.

Le plan régional et national de la sécurité civile a été déployé et le soutien gouvernemental mis en place. Coordonnée par l'Organisation régionale de la sécurité civile (ORSC), cette équipe a regroupé des employés d'une vingtaine de ministères et organismes gouvernementaux auxquels se sont ajoutés des intervenants de la SOPFEU, de la Croix-Rouge, de Bell, etc. Un

Bureau d'aide et d'information (BAI) ainsi qu'un Bureau de coordination et d'expertise (BEC) ont été mis en place. Trois éléments se dégagent de ce drame soit, l'importance de bien maîtriser sa mission, la nécessaire collaboration de tous les partenaires à tous les niveaux et l'innovation notamment, avec la mise en place du BAI et du BEC.

Portrait de l'état de préparation générale en sécurité civile à la DRSCSI 01-11

M. Bélanger mentionne qu'un sondage a été réalisé en 2012 auprès des municipalités. Un plan stratégique provincial a été élaboré. Échelonné sur quatre ans, il vise notamment, à améliorer l'état de préparation en sécurité civile des municipalités du Québec. Un total de 39,6 % des municipalités du Bas-Saint-Laurent/Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine ont un Plan municipal en sécurité civile (PMSC) à jour au 30 juin 2013. Un modèle type de PMSC a été élaboré afin d'aider les municipalités et un questionnaire, lequel sera en ligne, est en préparation. Il est souhaité que les municipalités mettent en commun des ressources matérielles, financières et humaines. Par ailleurs, la Loi sur la sécurité civile et des règlements seront modifiés, l'approche sur les schémas de sécurité civile sera modifiée et des secours spécialisés seront mis en place (matières dangereuses, espaces clos, etc.). Les présentations de M. Bélanger sont jointes au compte rendu.

10. Prochaine rencontre

Comme prévu au calendrier des rencontres déjà transmis, la prochaine réunion de la CAR se tiendra le vendredi 6 décembre 2013, dès 9 h.

11. Levée de la réunion

La réunion est levée à 12 h 10.

Préparé par Nancy Robichaud
Secrétaire de la CAR Bas-Saint-Laurent

Liste des présences
CAR – BAS-SAINT-LAURENT
9 h à 12 h
Lieu : 337, rue Moreault, Salle du MELS
 Sous la présidence de Gilles Julien
 Nancy Robichaud, secrétaire de la CAR BSL

		Remplacé-e ou accompagné-e (+)		Informations supplémentaires
Arsenault, André	SIQ		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Beaudry, Gérald	CRÉ BSL		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Beaulieu, Lucie	Investissement Québec		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Bédard, Gérard	MELS		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Bélanger, Bruno	Fin. agricole		Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Bélanger, Jacques	Sécurité publique (séc civile)		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Berger, Raynald	Agence du Revenu		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Bernier, Frédéric	Investissement Québec		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Bérubé, Pascal	Ministre délégué Ministère du Tourisme		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Blais, Josée	MAPAQ		Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Blanchette, Johanne	OPHQ		Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Bouchard, Sylvie	Conseil Statut de la Femme		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Boudreault, Valérie	MCE- Aff. Autochtones		Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Boulanger, Jules	MDDEFP-CCEQ		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Carbonneau, Marie-Andrée	CSPQ		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Caron, Mona	SAAQ		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Chabot, Christine	CSF		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Couillard, Nathalie	SHQ		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Cyr, Viateur	Justice		Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Deschênes, Élise	Tourisme Québec		Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Dionne, Jean-Marie	MDDEFP		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Dionne, Richard	MTQ		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Doyle, Yvon	MICC		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Dubé, Diane	Télé-Québec		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Dubé, Simon	CSST		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Fournier, Christian	CNT		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Gagné, Nancy	Conseillère politique rég. Ministère du Tourisme		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Goulet, Denis	MFE		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Julien, Gilles	MAMROT		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Lagacé, Léandre	OPHQ		Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Landry, Louis	MCC		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Présence de Myriam Thériault
Lanthier, Sébastien	MRI		Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Lévasseur, Michel	MSQ		Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Malo, Isabelle	ASSS		Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Picard, Jean-François	MF		Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Pineault, Charles	Régie du bâtiment		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Riendeau, Michel	MAPAQ		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Rioux, Christiane	Services Québec		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Robichaud, Nancy	MAMROT		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
St-Laurent, Paul	MRN		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Charles Banville Remplaçant
Vallières, Diane	MTESS		Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Viel, Guy	SAAQ		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Ward, Salim	OQLF		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	

**Rencontre de la Conférence administrative régionale du Bas-Saint-Laurent
le 6 décembre 2013, dès 9 h
Salle du MELS, 337, rue Moreault, 2^e étage, Rimouski**

Ordre du jour

- | | |
|---------|--|
| 9 h | 1. MOT DE BIENVENUE ET OUVERTURE DE LA RENCONTRE |
| 9 h 05 | 2. LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR |
| 9 h 10 | 3. ADOPTION DU COMPTE RENDU DU 22 FÉVRIER 2013 ET SUIVI |
| 9 h 15 | 4. AVIS SUR LES FEMMES DANS LES MÉTIERS DE LA CONSTRUCTION
(45 MINUTES)
<i>Mme Christine Chabot, CSF</i> |
| 10 h | PAUSE

<i>Johanne dumont et michèle grenier</i>
Voici ce que j'en sais actuellement: Madame Dumont veut présenter un bilan mi-parcours du plan d'action gouvernemental 2011-2015 pour l'égalité entre les femmes et les hommes et s'entretenir de la régionalisation de la politique. Aussi, informer brièvement sur le plan d'action gouvernemental 2012-2017 en matière de violence conjugale, lancé à l'automne dernier par la première ministre, qui interpelle plusieurs ministères; elle abordera entre autres le nouveau chantier de l'exploitation sexuelle.

Avant de transmettre ton ordre du jour de décembre, tu pourras me relancer et je pourrai être davantage précise. En attendant, je comprends qu'on peut réserver le 6 décembre et que tu me confirmeras le tout au moment opportun. |
| 10 h 15 | • ??plan stratégique agroalimentaire ??? voir mylène |
| 11 h | 7. POINT D'INFORMATION DE LA CRÉ (20 MINUTES)
<i>M. Gérald Beaudry, CRÉBSL</i> |
| 11 h 20 | 8. POINT D'INFORMATION DU MAMROT (20 MINUTES)
<i>M. Gilles Julien, MAMROT</i> |
| 11 h 40 | 9. AUTRES SUJETS |
| 12 h 00 | 10. PROCHAINE RENCONTRE |



12 h 10

11. LEVÉE DE LA RÉUNION

**Rencontre de la Conférence administrative régionale du Bas-Saint-Laurent
le 14 février 2014, dès 9 h
Salle du MELS, 337, rue Moreault, 2^e étage, Rimouski**

Ordre du jour

- | | |
|---------|---|
| 9 h | 1. MOT DE BIENVENUE ET OUVERTURE DE LA RENCONTRE |
| 9 h 05 | 2. LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR |
| 9 h 10 | 3. ADOPTION DU COMPTE RENDU DU 18 OCTOBRE 2013 ET SUIVI |
| 9 h 15 | 4. AVIS SUR LES FEMMES DANS LES MÉTIERS DE LA CONSTRUCTION (45 MINUTES)
Mme Christine Chabot, CSF |
| 10 h | PAUSE |
| 10 h 15 | 5. STRATÉGIE POUR AUGMENTER LES PRODUITS ALIMENTAIRES DU QUÉBEC DANS LES INSTITUTIONS (30 MINUTES)
M. Michel Riendeau, MAPAQ |
| 10 h 45 | 6. TRAGÉDIE DE L'ISLE-VERTE (15 MINUTES)
M. Jacques Bélanger, MSP |
| 11 h | 7. POINT D'INFORMATION DE LA CRÉ (20 MINUTES)
M. Gérald Beaudry, CRÉBSL |
| 11 h 20 | 8. POINT D'INFORMATION DU MAMROT (20 MINUTES)
M. Gilles Julien, MAMROT |
| 11 h 40 | 9. AUTRES SUJETS |
| 12 h 00 | 10. PROCHAINE RENCONTRE |
| 12 h 10 | 11. LEVÉE DE LA RÉUNION |



Liste des présences
CAR – BAS-SAINT-LAURENT
9 h à 12 h
Lieu : 337, rue Moreault, Salle du MELS
Sous la présidence de Gilles Julien
Nancy Robichaud, secrétaire de la CAR BSL

		Remplacé-e ou accompagné-e (+)	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Informations supplémentaires
Arsenault, André	SIQ		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Beaudry, Gérald	CRÉ BSL		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Beaulieu, Lucie	Investissement Québec		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Bédard, Gérard	MELS		Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Bélanger, Bruno	Fin. agricole		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Bélanger, Jacques	Sécurité publique (séc civile)		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Berger, Raynald	Agence du Revenu		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Bernier, Frédéric	Investissement Québec		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Bérubé, Pascal	Ministre délégué Ministère du Tourisme		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Blais, Josée	MAPAQ		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Blanchette, Johanne	OPHQ		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Bouchard, Sylvie	Conseil Statut de la Femme		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Boudreault, Valérie	MCE- Aff. Autochtones		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Boulanger, Jules	MDDEFP-CCEQ		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Carbonneau, Marie-Andrée	CSPQ		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Caron, Mona	SAAQ		Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Chabot, Christine	CSF		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Couillard, Nathalie	SHQ		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Cyr, Viateur	Justice		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Deschênes, Élise	Tourisme Québec		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Dionne, Jean-Marie	MDDEFP		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Dionne, Richard	MTQ	Lise Therriault remplaçante	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Dubé, Diane	Télé-Québec		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Fournier, Christian	CNT		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Fournier, Nelson	MRN		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Gagné, Nancy	Conseillère politique rég. Ministère du Tourisme		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Gagnon, Pascale	MICC		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Conférence téléphonique
Goulet, Denis	MFE		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Julien, Gilles	MAMROT		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Lagacé, Léandre	OPHQ		Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Landry, Louis	MCC	Myriam Thériault remplaçante	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Laplane, Pierre	ATR		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Lévesque, Michel	MSQ		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Malo, Isabelle	ASSS		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Conférence téléphonique
Picard, Jean-François	MF		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Conférence téléphonique
Pineault, Charles	Régie du bâtiment		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Riendeau, Michel	MAPAQ		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Rioux, Christiane	Services Québec		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Robichaud, Nancy	MAMROT		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
St-Laurent, Paul	MRN	Charles Barville remplaçant	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Trudelle, Claude	MRI		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Vallières, Diane	MTESS	Christiane Rioux remplaçante	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Viel, Guy	SAAQ		Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	

Ward, Salim	OQLF		Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	
-------------	------	--	------------------------------	------------------------------	--

**CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE
DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN**

Date : Le vendredi, 17 mai 2013 – de 9 h à 12 h

Lieu : Direction régionale de la sécurité civile du ministère de la
Sécurité publique, Édifice Marguerite-Belley,
3950, boulevard Harvey, Jonquière, salle RC-03

Ordre du jour

1. Ouverture de la réunion
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour
3. Lecture et adoption du compte rendu des rencontres des 20 novembre et 14 décembre 2012
4. Suivi des travaux des comités
5. Présentation de la mission et des rôles de la sécurité civile
6. Exercice de priorités régionales de la CAR

PAUSE

7. Présentation du nouveau régime forestier
8. Point d'information du directeur général de la CRÉ
9. Affaires nouvelles
 - 9.1 Immigration
 - 9.2 _____
10. Rencontre de la CAR du 20 juin 2013
11. Fin de la rencontre

COMPTE RENDU

Réunion de la Conférence administrative régionale du Saguenay–Lac-Saint-Jean (CAR-02)

Tenue le 17 mai 2013 de 9 h à 12 h

Direction régionale de la sécurité civile du ministère de la Sécurité publique
Édifice Marguerite Belley, salle RC-03
3950, boulevard Harvey, Jonquière

Présences :

M^{mes} Audrey Bouchard, BANQ
Diane Boudreault, MELS
Christine Chabot, CSF
Josée Desjardins, MSP
Malie Durocher-Guay, SHQ
Francine Harvey, Services Québec
Gradys Harvey, MFE
Diane Larose, MRN
Violaine Lavoie, CSST
Sylvie Poudrier, SAA
Édith Tremblay, MDDEFP

MM David Blouin, OPHQ
Pierre Dassylva, MSP, sécurité civile
André Gagnon, MAPAQ

MM. Marc Dubé, CRÉ
Dominique Dufour, EJ
Christian Garneau, Hydro-Québec
Réjean Goudreault, MCC
François Guillot, SÉPAQ
Robert Lacroix, MRN
Yves Lefebvre, FAQ
Michel Thibault, MICC
Alain Thibeault, MRN
Donald Turgeon, MTQ
Jean Dionne, MAMROT
Pierre-A. Gauthier, MAMROT
Benoît Poulin, MAMROT
Gilles Gauthier, MAMROT
David Jean, MAMROT

Sujet	Suivi
1. Ouverture de la réunion La réunion débute à 9 h par le mot de bienvenue du président de la CAR. M. Jean Dionne remercie M. Pierre Dassylva d'accueillir la CAR dans ses locaux.	
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour M. Dionne procède à la lecture de l'ordre du jour de la rencontre. On propose d'ajouter aux affaires nouvelles les points suivants : 9.1 Immigration, 9.2 Politique de souveraineté alimentaire, 9.3 Délégation de signature. L'ordre du jour est adopté avec ces modifications.	
3. Lecture et adoption du compte rendu de la rencontre du 11 novembre et du 14 décembre 2012 M. Dionne fait état des comptes rendus des deux dernières rencontres. Les comptes rendus sont adoptés sans modification.	

4. Suivi des comités permanents

> Comité occupation et vitalité des territoires

M. Dionne mentionne que le comité s'est réuni à deux reprises. Une première rencontre s'est tenue le 10 avril afin de discuter du renouvellement du Plan quinquennal de la CRÉ et de l'implication de la CAR. La rencontre a également permis aux membres de se préparer à la rencontre avec M. Stéphane Bédard, ministre responsable de la région, qui s'est tenue le 13 mai dernier. Cette deuxième rencontre a permis de valider auprès du ministre régional trois priorités d'intervention : la réalisation d'un exercice sur les priorités régionales, l'organisation d'une activité sur la valorisation de la fonction publique, une réflexion sur des expériences-pilotes en matière de décentralisation.

> Comité desserte des services gouvernementaux

M^{me} Francine Harvey, directrice régionale de Services Québec, mentionne que la rencontre du 13 mai avec M. Bédard a permis de présenter le sommaire exécutif du rapport « Une présence accrue en région ». Durant cette rencontre, les participantes et les participants ont proposé une alternative à la centralisation des effectifs, sous la forme d'une approche multiservice et multisite. M. Bédard souhaite également obtenir des exemples de services gouvernementaux qui pourraient être déconcentrés ou encore décentralisés administrativement aux bénéfices des directions régionales. La rencontre a permis de valider la proposition de tenir une journée régionale sur la thématique de la valorisation de la fonction publique. Le déroulement de la journée prévoit une conférence, des ateliers, des activités de réseautage, une activité de soulèvement des 25 ans de services et des départs à la retraite.

> Comité développement économique et emploi

M^{me} Gladys Harvey, directrice régionale du ministère des Finances et de l'Économie, mentionne que le comité s'est réuni le 23 avril pour faire le point sur les dossiers suivants : la Table régionale en entrepreneuriat, le projet de Centre d'excellence des drones et la situation de Perfecta Forêt. Les participants ont également assisté à la présentation du portrait régional de la transformation agroalimentaire de la région et à la présentation de la Stratégie Tous pour l'emploi.

> Comité aménagement du territoire

Le comité ne s'est pas réuni depuis la dernière rencontre de la CAR. M. Alain Thibeault mentionne que la prochaine rencontre est prévue le 7 juin prochain et les points suivants seront, entre autres, abordés : le projet de Ressources d'Arianne, Éco-parc industriel d'Alma et la Loi sur le patrimoine culturel.

> Table régionale de concertation sur les saines habitudes de vie

M. Benoit Poulin fait état des travaux de la Table régionale de concertation sur les saines habitudes de vie.

> Comité interministériel sur la condition féminine

M^{me} Christine Chabot, responsable régionale du Conseil du statut de la femme, mentionne que le comité a travaillé sur trois éléments. Elle ajoute que la tenue des Café-Égalité a rejoint plus de 100 personnes.

> Comité engagement jeunesse

M. Dominique Dufour, agent de liaison d'Engagement jeunesse, mentionne que le comité s'est réuni à deux reprises au cours des dernières semaines et il fait le point sur l'avancement des dossiers.

<p>➤ Comité tourisme, nature et culture</p> <p>M. Réjean Goudreault, directeur régional du ministère de la Culture et des Communications, fait état des deux dernières rencontres du comité. Plusieurs sujets ont été abordés, dont Regard sur le court métrage, le Plan de développement touristique de Petit-Saguenay, l'Agrotourisme, le Colloque sur le tourisme culturel, le projet d'Entente spécifique en culture, la planification stratégique de l'industrie touristique du Saguenay-Lac-Saint-Jean 2014-2020, le Créneau ACCORD écotourisme et tourisme d'aventure.</p>	
<p>5. Présentation de la mission et des rôles de la sécurité civile</p> <p>M. Pierre Dassylva, directeur régional de la Sécurité civile, débute par la présentation de la direction régionale. Il explique également que la salle dans laquelle se tient la rencontre sert de centre de coordination pour les mesures d'urgence.</p> <p>M. Dassylva invite M^{me} Line Marcotte, conseillère en sécurité civile, à présenter « La sécurité civile au Québec ». La présentation est jointe au présent compte rendu et en fait partie intégrante.</p>	
<p>6. Exercice de priorités régionales de la CAR</p> <p>Une rencontre spéciale de la CAR se tiendra le 20 juin prochain, en compagnie de M. Stéphane Bédard, ministre responsable de la région, M. Sylvain Gaudreault, ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et ministre du Transport, et M. Marc-Urbain Proulx, sous-ministre associé aux Régions. Les participants seront invités à discuter autour des cinq enjeux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La présence de la fonction publique en région et couverture des services gouvernementaux; - L'occupation et vitalité des territoires; - Les saines habitudes de vie; - La contribution de la conservation et de l'exploitation des ressources naturelles à la richesse collective régionale; - La diversification de l'économie régionale. <p>L'objectif de la rencontre est de réaliser un exercice de prospective sur cinq enjeux régionaux avec l'ensemble des ministères et organismes présents en région et de déterminer des pistes d'intervention interministérielles. Au terme de l'exercice, un bilan des réflexions concernant les enjeux identifiés sera réalisé. Celui-ci permettra au ministre responsable de la région d'identifier des actions innovantes interministérielles porteuses, aux ministères et organismes gouvernementaux de bonifier leur plan d'action avec des initiatives régionales ou locales, à la Conférence régionale des élus d'identifier des opportunités d'action pour son plan quinquennal de développement et à la Conférence administrative régionale d'orienter ses actions et ceux de ses sous-comités pour les prochaines années.</p> <p>Chacun des ministères et organismes, membres de la CAR, recevra dans les prochains jours un document préparatoire à la rencontre, dans lequel les enjeux seront détaillés et une grille de réponse sera proposée. Les discussions du 20 juin porteront sur cette réflexion.</p>	
<p>7. Présentation du nouveau régime forestier</p> <p>M. Alain Thibeault, directeur général au MRN, mentionne que le nouveau régime forestier est entré en vigueur le 1 avril 2013. Il invite M. Robert Lacroix, directeur des opérations intégrées, à présenter la « Mise en œuvre du nouveau régime forestier ». La présentation est jointe au présent compte rendu et en fait partie intégrante.</p>	

<p>8. Point d'information du directeur de la CRÉ</p> <p>M. Marc Dubé, directeur général de la CRÉ, fait part des ententes spécifiques en négociation et celle en processus de signature. Le document « Ententes spécifiques en négociation au 1^{er} avril 2013 » est joint au présent compte rendu et en fait partie intégrante.</p>	
<p>9. Affaires nouvelles</p> <p>9.1 Immigration</p> <p>M. Michel Thibault, conseiller au MICC, explique que le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles souhaite signer une entente spécifique en immigration avec la région d'ici la fin juillet. L'exercice va demander une bonne coordination et la collaboration de tous les partenaires.</p> <p>9.2 Politique de souveraineté alimentaire</p> <p>M. Sylvie Denis, directrice régionale au MAPAQ, mentionne que la Politique de souveraineté alimentaire du Québec a été récemment adopté et qu'elle pourrait faire l'objet d'une présentation à la prochaine rencontre de la CAR.</p> <p>9.3 Autorisation de délégation de signature</p> <p>M. Réjean Goudreault, directeur régional au MCC, explique qu'il participe à un comité de travail sur les possibilités de délégation de signature à l'intérieur de son ministère. Il aimerait connaître la forme que prend la délégation de signature à l'intérieur des autres ministères. Les participants sont invités à communiquer directement à lui.</p>	
<p>10. Rencontre de la CAR du 20 juin</p> <p>M. Jean Dionne, directeur régional du MAMROT, rappelle aux participants que la prochaine rencontre est prévue le 20 juin prochain, en compagnie de M. Bédard, ministre responsable de la région, et M. Goudreault.</p>	
<p>11. Fin de la rencontre</p> <p>La rencontre se termine à 12 h.</p>	

Rédigé par :David Jean, MAMROT
418 698-3523, poste 80206

ORDRE DU JOUR

**de la rencontre de la CAR du 20 juin 2013
sur les priorités régionales**

**de 8 h 30 à 16 h 15, à l'hôtel Le Montagnais
1080, boulevard Talbot, Chicoutimi
Salle Réserve C**

- 1. Accueil des participants (8 h 30)**
- 2. Ouverture de la rencontre et présentation du déroulement de la journée par le président de la CAR, M. Jean Dionne (9 h)**
- 3. Intervention de M. Stéphane Bédard, ministre responsable de la région, ministre responsable de l'Administration gouvernementale, président du Conseil du trésor et leader parlementaire du gouvernement, et de M. Sylvain Gaudreault, ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'occupation du territoire et ministre des Transports (9 h 15)**
- 4. Présentation de la synthèse des fiches d'enjeu par MM. David Jean et Dominique Dufour (9 h 35)**

Pause (10 h 5)

- 5. Présentation de M. Marc-Urbain Proulx, sous-ministre associé aux Régions, sur l'innovation territoriale et le rôle des CAR (10 h 20)**
- 6. Panel d'échanges avec MM. Bédard, Gaudreault, Proulx, et des représentants du comité occupation et vitalité des territoires (10 h 50)**

Dîner (12 h)

- 7. Discussion en atelier sur les enjeux (13 h 30)**
 - L'occupation et la vitalité des territoires en difficulté
 - La présence de la fonction publique en région et la couverture des services gouvernementaux
 - L'adoption de saines habitudes de vie
 - La diversification de l'économie régionale
 - La contribution de la conservation et de l'exploitation des ressources naturelles à la richesse collective régionale
- 8. Actions innovantes identifiées (15 h 30)**
- 9. Retour en plénière sur l'exercice (16 h)**
- 10. Fin de la rencontre (16 h 15)**

Conférence administrative régionale du Saguenay–Lac-Saint-Jean

Rapport de la rencontre du 20 juin 2013
sur les enjeux de développement régional



Préparé par :
M. David Jean
Conseiller en développement régional
Ministère des Affaires municipales, des Régions
et de l'Occupation du territoire

TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE EXÉCUTIF	5
INTRODUCTION	7
L'ORGANISATION DE LA RENCONTRE	9
L'organisation de la rencontre	9
Le panel d'experts	9
Les ateliers de réflexion sous la forme d'un World Caré	9
PROPOSITION D'UNE EXPÉRIENCE PILOTE EN MATIÈRE DE DÉCENTRALISATION	10
PRÉSENTATION DES ENJEUX	12
Enjeux 1 : L'occupation et la vitalité des territoires en difficulté	12
Enjeux 2 : La présence de la fonction publique en région et la couverture des services gouvernementaux.....	13
Enjeux 3 : L'adoption des saines habitudes de vie.....	14
Enjeux 4 : La diversification de l'économie régionale.....	15
Enjeux 5 : La contribution de la conservation et de l'exploitation des ressources naturelles à la richesse collective régionale.....	16
LE PANEL D'EXERTS	17
Les participantes et participants au panel	17
Le déroulement du panel.....	17
Réaction des panélistes	18
Réactions au modèle de M. Proulx.....	18
Intervention des ministres M. Bédard et M. Gaudreault	18
ATELIERS DE DISCUSSION – WORLD CAFÉ	19
Le déroulement	19
L'objection	19
Mise en garde.....	19
AUTRES ACTIONS INNOVANTES IDENTIFIÉES	23
ANNEXE I : Liste des présences	25
ANNEXE II : Ordre du jour – Rencontre de la CAR spéciale du 20 juin 2013	29
ANNEXE III : Document préparatoire de la rencontre de la CAR spéciale du 20 juin 2013 sur les priorités régionales	33
ANNEXE IV : La synergie territoriale pour optimiser le soutien décentralisé à l'innovation	41
ANNEXE V : Compte rendu – Panel d'experts de la Conférence administrative régionale du Saguenay–Lac-Saint-Jean.....	51
FIGURE 1 : Processus de planification territoriale selon une perspective d'innovation.....	10
FIGURE 2 : Exemple de table de partenaires sectoriels	10
FIGURE 3 : Réception de projets de territoires au comité ministériel	11

SOMMAIRE EXÉCUTIF

Le 20 juin 2013, les membres de la CAR du Saguenay–Lac-Saint-Jean et leurs collaborateurs, essentiellement des professionnels oeuvrant dans les ministères et organismes de la région, ont échangé sur les enjeux de développement régional en présence de monsieur Stéphane Bédard, ministre responsable de l'Administration gouvernementale, président du Conseil du trésor, leader parlementaire du gouvernement et ministre responsable de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean et de monsieur Sylvain Gaudreault, ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et ministre des Transports.

Monsieur Marc-Urbain Proulx, sous-ministre associé aux Régions au MAMROT, a participé à l'exercice en présentant une proposition d'expérience pilote en matière de décentralisation sous le thème de l'innovation territoriale et le rôle des CAR intitulé « La synergie territoriale pour optimiser le soutien décentralisé à l'innovation ».

L'objectif de la journée de réflexion était de réaliser un exercice de prospective sur cinq enjeux régionaux avec l'ensemble des ministères et organismes présents en région et, au terme de l'exercice, de déterminer des pistes d'action innovantes et interministérielles pour l'avenir de la région.

Les enjeux identifiés pour l'activité étaient les suivants :

- La présence de la fonction publique en région et la couverture des services gouvernementaux;
- L'occupation et la vitalité des territoires;
- Les saines habitudes de vie;
- La contribution de la conservation et de l'exploitation des ressources naturelles à la richesse collective régionale;
- La diversification de l'économie régionale.

La première partie de la journée était consacrée à la présentation des enjeux et à un panel d'experts. Dans la deuxième partie de la journée, les personnes présentes étaient invitées à exprimer leurs points de vue lors de trois ateliers de discussion qui ont pris la forme d'un World Café.

Au terme de l'exercice, une série d'actions innovantes ont été identifiées pour chacun des enjeux. Un projet de plan d'action, porté par la CAR, est en élaboration afin de mettre en œuvre les actions les plus structurantes pour l'avenir de la région.

INTRODUCTION

La Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires, sanctionnée le 3 mai 2012, revoit le rôle et le fonctionnement des Conférences administratives régionales (CAR) et reconnaît la contribution des ministres responsables des régions. Il est aussi prévu dans cette loi que les ministères et les organismes qui oeuvrent en région doivent rendre publique leur contribution à l'atteinte des objectifs de la Stratégie pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires, en plus d'en rendre compte dans leur rapport annuel de gestion.

Par ailleurs, les Conférences régionales des élus (CRÉ) du Québec doivent prochainement élaborer leur plan quinquennal de développement en collaboration avec les organisations des milieux locaux et régionaux. Il est prévu dans la loi que les conférences administratives régionales soient consultées.

Dans ce contexte, il semble que ce soit un bon moment pour engager une réflexion entre les ministères et organismes gouvernementaux oeuvrant au Saguenay–Lac-Saint-Jean afin d'échanger sur les enjeux qui les interpellent dans les prochaines années et sur leur capacité à intervenir sur ceux-ci en intersectorialité.

Les objectifs de la journée de réflexion étaient multiples :

- Réaliser un exercice de prospective sur cinq enjeux régionaux avec l'ensemble des ministères et organismes présents en région;
- Déterminer des pistes d'action innovantes et interministérielles;
- Proposer la mise en place d'une expérience pilote au Saguenay–Lac-Saint-Jean pour laquelle la CAR jouerait un rôle actif.

Les enjeux identifiés pour l'activité étaient les suivants :

- La présence de la fonction publique en région et la couverture des services gouvernementaux;
- L'occupation et la vitalité des territoires;
- Les saines habitudes de vie;
- La contribution de la conservation et de l'exploitation des ressources naturelles à la richesse collective régionale;
- La diversification de l'économie régionale.

Dans la suite de ce rapport, nous allons expliquer les choix d'animation pour l'organisation de la rencontre. Nous allons présenter une courte description des enjeux et des synthèses des réponses obtenues des ministères et organismes. La proposition d'expérience pilote déposée par M. Proulx sera détaillée ainsi que les discussions qui ont animé le panel d'experts. Enfin, nous présenterons la liste des actions innovantes qui ont émergé du World Café.

L'ORGANISATION DE LA RENCONTRE

Dans cette partie, nous allons décrire l'organisation de la rencontre et expliquer les choix d'animation pour le panel d'experts et pour les ateliers de discussion.

L'ORGANISATION DE LA RENCONTRE

L'organisation de la rencontre a été possible grâce au partenariat et à la collaboration active des membres de la CAR, et plus particulièrement d'un comité de travail en occupation et vitalité des territoires. Plusieurs rencontres de travail avec le ministre régional et son équipe ont également été nécessaires pour circonscrire un choix réduit de cinq enjeux déterminants pour l'avenir de la région. Pour chacun des enjeux retenus, une direction régionale était mandatée pour écrire une description formelle et une liste de questions à répondre. La prochaine partie « Présentation des enjeux et des réponses obtenues » décrit en détail cette étape de l'exercice. Chacun des membres de la CAR a été invité à remplir le document préparatoire à la rencontre et à répondre aux questions suivantes, selon la perspective de sa mission respective :

- Quel est l'impact actuel de l'enjeu sur la région?
- Quel est l'impact projeté de l'enjeu, dans un horizon de cinq ans, si aucune action n'est entreprise?
- Quels sont les contraintes et les leviers pour agir sur l'enjeu?
- Identifier une action innovante pour agir sur cet enjeu.

La synthèse de l'ensemble des réponses obtenues a été présentée au début de la rencontre, ce qui a permis de cibler les éléments de consensus propre à chacun des enjeux et d'offrir aux participantes et participants une compréhension commune de la situation actuelle de l'enjeu, de la situation projetée, des contraintes et des leviers à l'action.

LE PANEL D'EXPERTS

Le panel d'experts a réuni cinq directeurs régionaux dont la mission de leur ministère était directement touchée par l'un des enjeux. MM. Bédard et Gaudreault ont participé aux échanges ainsi que M. Proulx.

L'objectif du panel était de réagir à la présentation de la synthèse, afin de relever les éléments les plus significatifs de la synthèse en axant sur l'enjeu dont ils étaient porteurs. Les interventions des panélistes ont mis l'accent sur les perspectives de collaboration interministérielle. La proposition d'expérience pilote de M. Proulx a également fait l'objet des discussions.

LES ATELIERS DE RÉFLEXION SOUS LA FORME D'UN WORLD CAFÉ

Les ateliers de discussion ont pris la forme d'un World Café d'une durée de 1 h 30 divisée en trois ateliers distincts de 30 minutes. Les participantes et les participants étaient invités à participer, selon leur préférence à l'une des tables d'enjeux. Chacun des cinq enjeux était représenté par un nombre égal de tables.

L'objectif du World Café était de dégager des pistes d'actions innovantes interministérielles sur chacun des enjeux. Le cumul des échanges des trois ateliers a permis de dégager des pistes de collaboration et d'actions.

PROPOSITION D'UNE EXPÉRIENCE PILOTE
EN MATIÈRE DE DÉCENTRALISATION

Cette partie présente les éléments-clés de la présentation réalisée par M. Marc-Urbain Proulx, sous-ministre associé aux Régions sur « La synergie territoriale pour optimiser le soutien décentralisé à l'innovation », une proposition d'une expérience pilote au Saguenay–Lac-Saint-Jean.

L'approche proposée préconise les complémentarités et les synergies territoriales entre les instances sectorielles, à des degrés différents de décentralisation, afin de stimuler l'innovation.

La démarche de décentralisation s'inscrit autour des deux idées suivantes :

- Le territoire peut susciter l'interaction de qualité en interpellant des enjeux collectifs ciblés pour leur pertinence;
- La planification territoriale pourrait davantage soutenir la capacité des collectivités et stimuler l'innovation sous toutes ses formes.

La figure ci-dessous présente le processus de planification d'un territoire selon une perspective d'innovation. L'un des objectifs concernés par la mise en place d'une expérience pilote serait de définir les mécanismes et les contraintes reliés à la mise en action des intervenants d'un territoire pour chacun de ces processus.

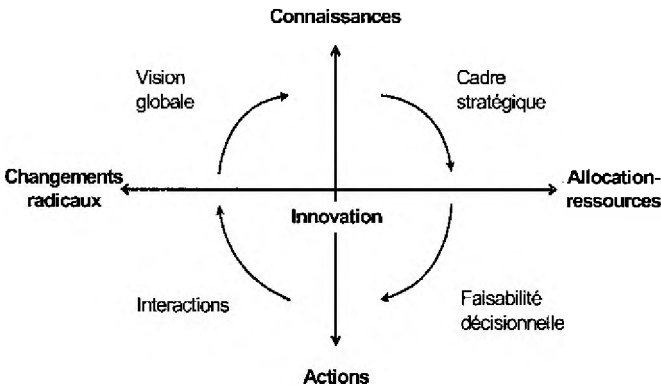


Figure 1 : Processus de planification territoriale selon une perspective d'innovation

Pour la mise en place d'une expérience pilote au Saguenay–Lac-Saint-Jean, M. Proulx propose un mécanisme de consultation qui stimulerait la mise en place d'une vision collective. La figure ci-dessous présente, à titre d'exemple, la forme que pourrait prendre une table des partenaires sectoriels.

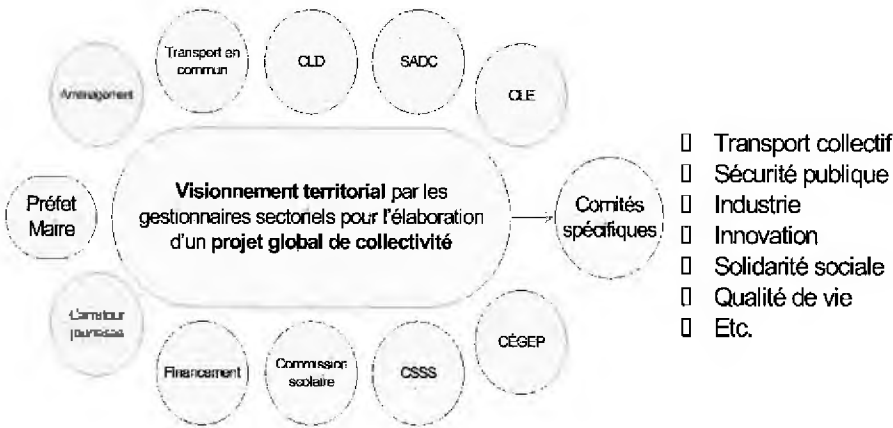


Figure 2 : Exemple de table des partenaires sectoriels

Le mandat d'une table de partenaires sectoriels consisterait à développer une planification à l'échelle du territoire, autour de cinq axes :

1. Décristallisation des partenaires par leur mise en interaction méthodique;
2. Visionnement collectif global du territoire par circulation et cumul de connaissances;
3. Ciblage d'enjeux collectifs à interpellier par une méthode de créativité et d'innovation dans un esprit de synergie;
4. Établissement d'une vocation et des axes structurants pour la convergence des stratégies et actions;
5. Mise en œuvre du projet territorial.

La réflexion des tables de partenaires sectoriels devrait permettre d'articuler des liens plus directs avec les instances ministérielles qui agissent au niveau régional, dont la CAR fait partie.

La figure ci-dessous illustre l'articulation possible entre les acteurs de ces deux paliers.

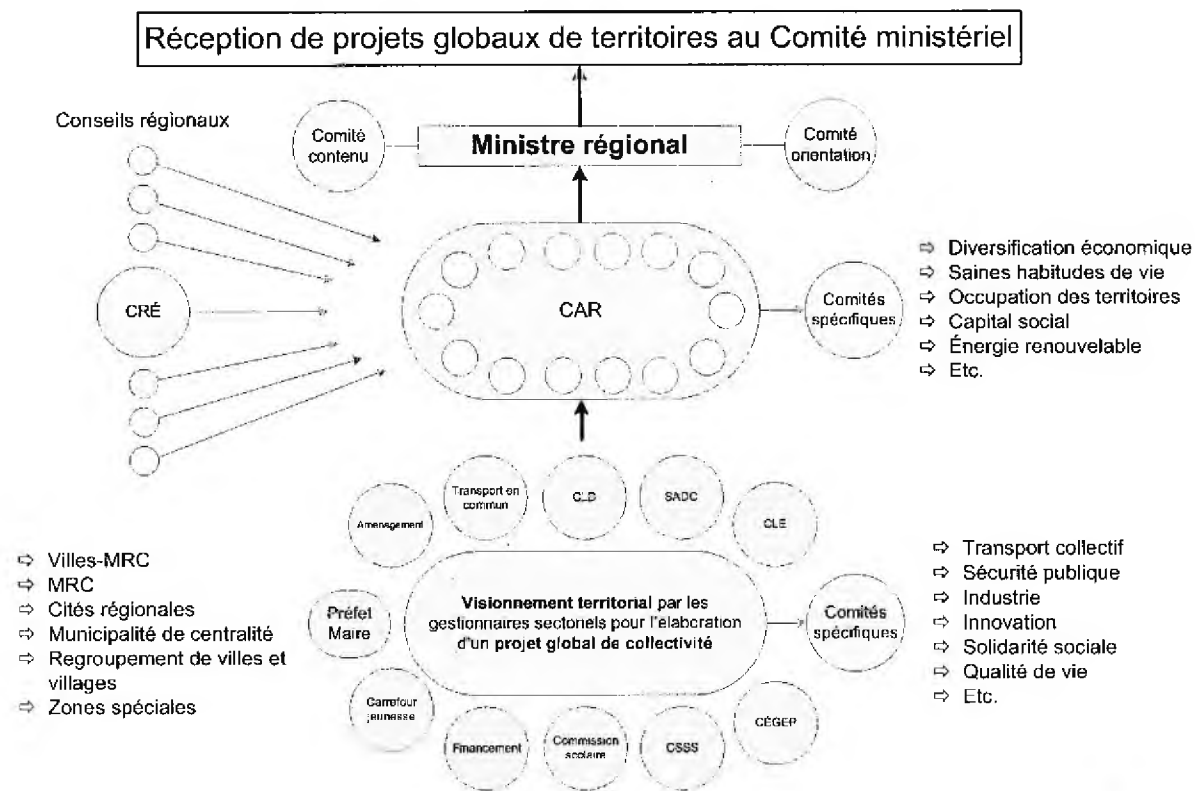


Figure 3 : Réception de projets globaux de territoires au Comité ministériel

PRÉSENTATION DES ENJEUX

On retrouve dans cette partie une courte présentation de chacun des enjeux ainsi que la synthèse des réponses obtenues dans le document préparatoire à la rencontre.

ENJEU 1

L'OCCUPATION ET LA VITALITÉ DES TERRITOIRES EN DIFFICULTÉ

1.1 EXTRAIT DE LA DESCRIPTION DE L'ENJEU

Plusieurs communautés de la région ont été identifiées comme étant en difficulté ou en situation de dévitalisation. Concrètement, la dévitalisation de ces communautés se caractérise par :

- Le déclin de la population accentué par le vieillissement et l'exode des jeunes;
- Un taux de chômage élevé;
- Un revenu moyen inférieur à la moyenne québécoise;
- Une économie locale peu diversifiée;
- Des lacunes au niveau des services de proximité et des services collectifs;
- La gouvernance locale souvent déficiente.

Une bonne partie des interventions des ministères et des organismes s'effectue auprès de ces communautés. La réflexion qui se pose est la suivante : de quelle manière les interventions ministérielles peuvent-elles être coordonnées pour agir avec plus d'impact sur ces communautés?

1.2 SYNTHÈSE DES RÉPONSES OBTENUES

Prospective : situation actuelle et situation future

Les municipalités en difficulté comprennent 44 894 personnes dans la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean, dont 4 695 vivant dans des municipalités dévitalisées.

Les municipalités dévitalisées sont des territoires qui perdent leur capacité à se renouveler :

- Maintien de services de proximité;
- Avenir de l'école;
- Relève entrepreneuriale et agricole;
- Difficulté dans le secteur forestier traditionnel;
- Leadership local;
- Atteinte d'un seuil critique du modèle d'occupation du territoire pour plusieurs petites municipalités dévitalisées.

Si aucune action n'est entreprise :

- Les facteurs de dévitalisation risquent de s'aggraver;
- Le nombre de territoires touchés par la dévitalisation risque d'augmenter;
- L'État devra soutenir davantage ces populations;
- L'exode des forces vives va se poursuivre.

Contraintes

À agir sur les facteurs de dévitalisation :

- Difficulté à maximiser les retombées locales des ressources naturelles;
- Difficulté à diversifier la base économique;
- Disparition des services de proximité;
- Décrochage scolaire.

À agir sur la prise en main des milieux :

- Difficulté à obtenir un porteur de dossiers;
- Beaucoup d'agents, beaucoup d'actions, mais peu de concertation;
- Intérêt modéré des organisations et des leaders régionaux pour ces milieux;
- Difficulté à moduler l'action gouvernementale.

Leviers

- Présence de l'État sur le territoire : école, réseau de la santé, CLE, CLD, réseau biblio, réseau muséal;
- Mesures et programmes de soutien existants;
- Conscient de l'importance de moduler et d'adapter les mesures;
- Volonté des partenaires à travailler en concertation;
- Expertise gouvernementale dans l'accompagnement des milieux dévitalisés.

ENJEU 2

LA PRÉSENCE DE LA FONCTION PUBLIQUE EN RÉGION ET LA COUVERTURE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

2.1 EXTRAIT DE LA DESCRIPTION DE L'ENJEU

La région du Saguenay–Lac-Saint-Jean connaît encore des problèmes de dévitalisation, pendant que celle de la Capitale-Nationale est en situation de quasi-plein emploi. Le contexte lié à l'adoption de la stratégie et de la Loi-cadre pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires et le dépôt prochain d'un projet de loi sur la décentralisation, ainsi que la conjoncture offerte par les départs massifs à la retraite constituent une opportunité sans précédent pour le redéploiement de postes vers les régions, afin d'y assurer le maintien de services de proximité et de contribuer à leur vitalité. D'autre part, aujourd'hui les technologies permettent de transcender les distances et ainsi il devient possible d'œuvrer pour un ministère ou organisme à partir de la région.

- Êtes-vous d'avis qu'il y a un risque réel pour les citoyens de la région de perdre peu à peu leurs services gouvernementaux?
- Selon vous, quels services, opérations, directions, etc. de ministères et organismes pourraient être déconcentrés dans la région?
- Comment croyez-vous que les ministères et organismes pourraient travailler ensemble dans la région pour offrir le maximum de services ou réaliser des économies d'échelle?

2.2 SYNTHÈSE DES RÉPONSES OBTENUES

<p>Prospective : situation actuelle et situation future</p> <p>Dans la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean, on compte 1 500 emplois dans la fonction publique, 10 700 dans le secteur de la santé et 10 000 dans le secteur de l'éducation.</p> <p><u>Actuellement, on assiste à une tendance :</u></p> <ul style="list-style-type: none">▪ Manque d'effectifs pour les besoins;▪ Centralisation;▪ Réduction de la couverture des services;▪ Perte d'expertise dans les petites équipes. <p>PARADOXE : avec l'utilisation des technologies numériques, on assiste à l'élimination de la notion de distance dans la desserte des services, mais qui se traduit par une centralisation accrue.</p> <p><u>Si la tendance se maintient... :</u></p> <ul style="list-style-type: none">▪ Découpage du Québec en grandes régions géographiques;▪ Fermeture de certains points de services ou même de direction régionale;▪ Disparition des comptoirs de services;▪ Exclusion des personnes en situation de pauvreté, sans accès aux technologies numériques ou avec un handicap;▪ Effritement du pouvoir décisionnel de la région;▪ Diminution de la capacité de l'État à soutenir les projets de développement de la région.	
<p>Contraintes</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Disponibilité budgétaire limitée;▪ Tendance naturelle à la centralisation;▪ Résistance interne au changement.	<p>Leviers</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Renouvellement de la fonction publique avec les départs massifs à la retraite;▪ Arrivée d'une nouvelle main-d'œuvre qualifiée et mobile;▪ Technologies numériques;▪ Occupation et vitalité du territoire et projet de décentralisation;▪ Présence en régions de gestionnaires d'expérience et polyvalents;▪ Meilleure rétention de la main-d'œuvre;▪ Coûts locatifs moindres des bureaux administratifs.

ENJEU 3

L'ADOPTION DE SAINES HABITUDES DE VIE

3.1 EXTRAIT DE LA DESCRIPTION DE L'ENJEU

Les individus ont des habitudes de vie qui peuvent ou non contribuer à leur santé et leur bien-être. Ces habitudes sont fortement influencées par divers facteurs sociaux, économiques et environnementaux, d'où l'importance de créer des environnements et des conditions favorables à l'adoption et au maintien de saines habitudes de vie (saine alimentation et mode de vie physiquement actif). L'amélioration des habitudes de vie et la création d'environnements favorables facilitant leur adoption ou leur maintien sont l'affaire de tous. En effet, ceci nécessite la contribution de nombreux acteurs gouvernementaux et paragouvernementaux pour la création d'environnements physiques, politiques, socioculturels et économiques.

- Quelles sont les conditions à réunir pour que vous puissiez jouer davantage votre rôle, ou encore un rôle, et mettre à contribution vos expertises, outils et leviers?
- Qu'est-ce qui permettrait de stimuler l'identification d'opportunités régionales et le développement d'actions et projets à large portée pour la mise en place d'environnements favorables aux saines habitudes de vie?
- Quels moyens pourraient-ils être déployés pour favoriser le décloisonnement des actions nécessaires à ces projets et la synergie de tous les acteurs?

3.2 SYNTHÈSE DES RÉPONSES OBTENUES

<p>Prospective : situation actuelle et situation future</p> <p>La génération actuelle pourrait être la première à vivre moins longtemps que celle qui l'a précédée. La majorité des maladies chroniques peuvent être évitées par l'adoption et le maintien de saines habitudes de vie.</p> <p><u>Actuellement, on assiste à une tendance :</u></p> <ul style="list-style-type: none">▪ Conscientisation accrue;▪ Coûts pour les organisations des mauvaises habitudes de vie;▪ Gains en productivité, assiduité, attraction;▪ Mise en place d'environnements favorables.	
<p>Contraintes</p> <p><u>Contraintes par rapport au territoire :</u></p> <ul style="list-style-type: none">▪ Manque de vision du milieu municipal;▪ Manque d'équipements sur le territoire;▪ Mobilité durable faible. <p><u>Contraintes par rapport aux individus :</u></p> <ul style="list-style-type: none">▪ Coûts;▪ Effort d'éducation;▪ Conciliation des temps sociaux. <p><u>Contraintes par rapport au milieu de travail :</u></p> <ul style="list-style-type: none">▪ Adaptation pour faciliter le transport actif;▪ Manque de programmes pour encourager l'activité physique;▪ Parc immobilier gouvernemental peu propice à l'installation d'infrastructures pour favoriser l'activité physique.	<p>Leviers</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Grande mobilisation collective;▪ Conscientisation des décideurs;▪ Table régionale des saines habitudes de vie de la CAR;▪ Créneau ACCORD en écotourisme et tourisme d'aventure.

ENJEU 4

LA DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE RÉGIONALE

4.1 EXTRAIT DE LA DESCRIPTION DE L'ENJEU

Le secteur manufacturier de la région est principalement axé sur la transformation des ressources naturelles. À cet égard, la région se caractérise par une forte concentration des emplois : 68 % de l'emploi manufacturier se retrouve dans trois secteurs (forêt, aluminium, métaux ouvré). Cette concentration génère pour l'économie de la région d'importantes difficultés quant à la croissance et au maintien de l'emploi. Lorsqu'un secteur porteur est en difficulté parce que la demande ralentit ou parce que la concurrence s'accroît, la région est solidement frappée.

- Comment identifier les potentiels régionaux de diversification économique et mobiliser les acteurs (ministères et organismes socioéconomiques) autour de ces potentiels?
- Comment décloisonner les actions respectives des ministères et organismes gouvernementaux à l'égard de projet (diversification et allongement de chaîne de valeur) afin d'assurer une meilleure portée de nos actions?
- Comment s'assurer de répondre aux besoins de main-d'œuvre qualifiée pour favoriser la diversification?

4.2 SYNTHÈSE DES RÉPONSES OBTENUES

<p>Prospective : situation actuelle et situation future</p> <p>68 % de l'emploi manufacturier se retrouve dans trois secteurs : forêt, aluminium et métaux oeuvrés. La région accuse un retard sur l'ensemble de l'économie du Québec en terme de perspective de croissance et de maintien du niveau d'emplois.</p> <p><u>La situation actuelle se caractérise par :</u></p> <ul style="list-style-type: none">▪ Forte dépendance envers les ressources naturelles;▪ Impacts plus importants pour les municipalités mono-industrielles;▪ Perte de projets au profit d'autres régions. <p><u>Dans cinq ans... :</u></p> <ul style="list-style-type: none">▪ Des territoires plus déstructurés;▪ Accentuation de l'écart de croissance de l'emploi entre la région et le reste du Québec;▪ Baisse de l'activité économique;▪ Baisse du salaire moyen à cause de l'impact moins important de la grande industrie;▪ Plus grande pression sur les PME liées aux secteurs de la grande entreprise.	
<p>Contraintes</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Disponibilité de l'aide gouvernementale :<ul style="list-style-type: none">◦ Peu d'argent;◦ Accompagnement sectoriel principalement;◦ Longs délais d'intervention. Mouvement d'opposition à l'exploitation des ressources naturelles▪ Pas de créneaux ACCORD pour la forêt;▪ Éloignement des marchés;▪ Rareté de main-d'oeuvre qualifiée.	<p>Leviers</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Développement de nouvelles filières (bleuet, champignon, biomasse);▪ La présence du CMAX (retombées des grands chantiers);▪ Présence de retraités avec de bons moyens financiers;▪ Présence d'une fonction publique dynamique;▪ Mobilisation soutenue d'acteurs de différentes sphères économiques;▪ Créneaux d'excellence (agriculture nordique axée sur le bleuet sauvage et la pomme de terre de semence, le tourisme d'aventure et l'écotourisme et la transformation de l'aluminium).

ENJEU 5

LA CONTRIBUTION DE LA CONSERVATION ET DE L'EXPLOITATION DES RESSOURCES NATURELLES À LA RICHESSE COLLECTIVE RÉGIONALE

5.1 EXTRAIT DE LA DESCRIPTION DE L'ENJEU

Les ressources naturelles (forestières, minières, énergétiques, fauniques, etc.) constituent des éléments majeurs de la structure économique régionale. La maximisation de la valorisation de ces richesses est un défi à relever pour permettre à la population régionale de mieux vivre de son territoire.

Les ressources naturelles sont omniprésentes dans l'économie régionale et la proportion d'emplois liés à la première transformation des ressources est plus grande ici que la moyenne québécoise. Ces éléments permettent d'illustrer en partie l'interdépendance entre le territoire public et le milieu habité du Saguenay–Lac-Saint-Jean où la vitalité socioéconomique de plusieurs communautés de la région dépend fortement de l'utilisation directe ou indirecte des ressources naturelles. Ce capital territorial pourrait sans doute dégager de plus grands bénéfices des activités d'exploitation, de transformation et de conservation, et ce, par la diversification des activités et la maximisation des chaînes de valeur.

Il faut repenser les défis que posent les multiples facettes inhérentes à l'élaboration de projets en regard des orientations, planifications et règlements en vigueur ainsi que de la conciliation des droits consentis et leur harmonisation. L'accompagnement des acteurs économiques, sociaux et environnementaux par l'appareil gouvernemental revêt ainsi un aspect très significatif :

- Comment assurer une adéquation entre le potentiel des ressources naturelles régionales et le développement des chaînes de valeur?
- Comment assurer une concertation interministérielle qui permet une approche intégrée et cohérente de la protection et la mise en valeur des ressources naturelles?
- Comment les ministères et organismes gouvernementaux peuvent-ils mieux accompagner les promoteurs et les collectivités?

5.2 SYNTHÈSE DES RÉPONSES OBTENUES

<p>Prospective : situation actuelle et situation future</p> <p>93 % du territoire du Saguenay–Lac-Saint-Jean est en terre publique et 26 % du bois récolté au Québec provient de la région. 8 % de la puissance hydroélectrique du Québec est tirée de la région et alimente en partie l'industrie régionale.</p> <p><u>La situation actuelle se caractérise par :</u></p> <ul style="list-style-type: none">▪ Toutes baisses de possibilité forestière entraînent des pertes d'emplois et contribuent à la dévitalisation des milieux;▪ Le maintien d'une activité économique de l'exploitation des ressources naturelles tout en conciliant la mise en valeur et la conservation reste un grand défi;▪ Le fait que ça prendra un certain temps;▪ Le risque de perdre, d'une part, des opportunités économiques et, d'autre part, du capital naturel;▪ L'acceptabilité sociale est un incontournable dans les projets d'exploitation. <p><u>Et si la tendance se maintient... :</u></p> <ul style="list-style-type: none">• On pourrait assister à une détérioration accélérée des milieux.	
<p>Contraintes</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Manque d'accompagnement pour les promoteurs au sein de l'appareil gouvernemental;▪ Absence de positionnements clairs sur certains enjeux (caribou forestier, aire protégée, etc.);▪ Absence de programme pour la conservation, la mise en valeur et pour l'acquisition de connaissances sur les retombées de ces activités;▪ Conciliation difficile des intérêts multiples sur le territoire public;▪ Manque de cohésion entre les acteurs (CRÉ, MRC, municipalités, ministères);▪ Manque de cohésion et d'arrimage entre les différentes planifications (locale, régionale et nationale);▪ Vision négative dans la population de l'exploitation des ressources naturelles;▪ Capacités financières et organisationnelles déficientes de certains territoires.	<p>Leviers</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Historique de consultation;▪ Responsabilité de gestion des ressources naturelles dévolue aux ministères;▪ Présence d'un plan régional de développement intégré des ressources naturelles et du territoire;▪ Collaboration avec les communautés autochtones.

LE PANEL D'EXPERTS

Dans cette partie, nous allons présenter les participantes et les participants au panel et décrire le déroulement de celui-ci. Les principales réactions des panélistes sont synthétisées ainsi que les réactions au modèle présenté par M. Proulx. Les interventions de MM. Bédard et Gaudreault complètent le tout.

LES PARTICIPANTES ET PARTICIPANTS AU PANEL

Un panel d'experts, animé par M^{me} Lison Rhéaume, directrice régionale d'Emploi-Québec, a réuni les panélistes suivants :

- M. Alain Thibeault, directeur général au ministère des Ressources naturelles : enjeu de la contribution de la conservation et de l'exploitation des ressources naturelles à la richesse collective régionale;
- M^{me} Francine Harvey, directrice régionale de Services Québec : enjeu de la présence de la fonction publique en région et la couverture des services gouvernementaux;
- M^{me} Gladys Harvey, directrice régionale au ministère des Finances et de l'Économie : enjeu de la diversification de l'économie régionale;
- M^{me} Martine Couture, présidente et directrice générale de l'Agence de la santé et des services sociaux du Saguenay-Lac-Saint-Jean : enjeu sur les saines habitudes de vie;
- M. Jean Dionne, directeur régional au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire : enjeu sur l'occupation et la vitalité des territoires



M. Stéphane Bédard, ministre responsable de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, M. Sylvain Gaudreault, ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, et M. Marc-Urbain Proulx, sous-ministre associé aux Régions ont également participé au panel.

LE DÉROULEMENT DU PANEL

Le panel s'est déroulé en deux temps. Dans un premier temps, les panélistes ont réagi sur la synthèse de l'enjeu qui les interpellait. Ils ont précisé certains éléments, ajouté du contenu ou corrigé certaines perceptions. Dans un deuxième temps, MM. Bédard, Gaudreault et Proulx ont fait une intervention sur les enjeux présentés. Une période d'échanges entre les panélistes, les ministres et l'ensemble des personnes présentes dans la salle a permis de lancer les discussions.



Une partie des panélistes, de gauche à droite : M. Jean Dionne, M^{me} Gladys Harvey, M^{me} Francine Harvey, M. Sylvain Gaudreault, M. Stéphane Bédard, M^{me} Martine Couture, M. Alain Thibeault

Absents sur la photo :
M. Marc-Urbain Proulx, M^{me} Lison Rhéaume

RÉACTIONS DES PANÉLISTES

Le compte rendu complet du panel se retrouve à l'annexe 5 du rapport. Cette section fait la synthèse des faits saillants qui ont été évoqués par les panélistes.

Les commentaires des panélistes ont porté essentiellement sur deux éléments : le rôle de la CAR pour renforcer la collaboration interministérielle et les conditions à remplir pour assurer un accompagnement adéquat avec les promoteurs du milieu.

Les panélistes ont insisté sur l'importance de coordonner l'action gouvernementale et le rôle de la CAR à cet effet. La Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires demande aux ministères de faire preuve d'ouverture et d'innovation aux bénéfices du développement des territoires. Il s'agit d'une opportunité pour mettre l'accent sur un modèle d'intervention axé sur la synergie. À titre d'exemple, M^{me} Couture a mentionné que la Table sur la promotion des saines habitudes de vie de la CAR est un outil qui a généré des résultats pour mobiliser les partenaires et mener à terme des projets régionaux.

Un second élément sur lequel un consensus a émergé est que la région pourrait se développer plus rapidement si plusieurs projets majeurs bénéficiaient d'un accompagnement soutenu et personnalisé par l'appareil gouvernemental. Des conditions gagnantes sont requises pour offrir un accompagnement adéquat aux territoires et aux promoteurs : être présent dans le milieu, être en mesure d'échanger de l'information rapidement entre les ministères, avoir une capacité d'intervention humaine et financière. Il est aussi évoqué qu'une partie de la solution pour le développement des territoires réside dans la capacité d'innovation. En vue des ateliers de réflexion, les panélistes ont posé aux participantes et participants les questions suivantes :

- * Serait-il possible de mettre en place des réseaux express pour répondre à des problématiques particulières?
- * Dans quelles circonstances et pour quels types de projets serait-il approprié d'en convoquer?
- * Quelle pourrait être la contribution des ministères?

RÉACTIONS AU MODÈLE DE M. PROULX

En lien avec les éléments soulevés précédemment, le modèle proposé par M. Proulx pourrait stimuler l'émergence de solutions créatives et inédites et faciliter la coordination de l'accompagnement gouvernemental. M. Proulx souligne que le volontarisme dont les membres de la CAR font preuve pour le développement de la région est notable. Il retient une constante pour chacun des enjeux, la collaboration et l'accompagnement des milieux sont nécessaires pour hamacher la force des territoires et faire émerger l'innovation. Il souhaite pouvoir travailler étroitement avec la CAR pour mettre en place une première expérience pilote en vue de développer un modèle de décentralisation et d'innovation territoriale.

INTERVENTION DES MINISTRES M. BÉDARD ET M. GAUDREULT

M. Bédard souligne le travail de la CAR et l'esprit de collaboration qui la caractérise. Il mentionne qu'à titre de ministre régional, il aura besoin de la contribution de celle-ci pour initier des actions innovantes pour le développement de la région. Malgré le contexte économique difficile, il voit dans la région plusieurs forces sur lesquelles on doit miser : la présence d'une fonction publique dynamique et dévouée à sa région, un fort sentiment d'appartenance, la connaissance fine par les directions régionales de la réalité des différents territoires. Le manque d'accompagnement des promoteurs apparaît à M. Bédard comme un élément récurrent des discussions sur lequel la CAR devrait s'investir. Plusieurs opportunités de développement échappent probablement ainsi à la région. Malgré les effectifs limités, il croit que par une collaboration renforcée, avec des activités de travail interministérielles comme cette journée de réflexion, les directions régionales sauront offrir un support adéquat aux promoteurs. Il mentionne qu'en matière de décentralisation, les nouvelles technologies pourraient constituer une opportunité pour renforcer la présence de la fonction publique dans la région. À cet égard, il s'attend à recevoir de la CAR des propositions en matière de décentralisation de services. Enfin, pour l'ensemble des actions innovantes qui seront discutées durant les ateliers de l'après-midi, il s'attend à recevoir un plan d'action afin d'identifier les actions innovantes interministérielles les plus porteuses à mettre en œuvre.

M. Gaudreault souligne que la mise en œuvre de la Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires constitue une opportunité pour renforcer la collaboration interministérielle au bénéfice du développement de la région. Dans cette perspective, la mise en place d'une expérience pilote en matière de décentralisation dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean reconnaît le rôle de la CAR comme intervenant privilégié. Il s'agit d'une première étape vers l'adoption d'une loi-cadre sur la décentralisation.

ATELIERS DE DISCUSSION – WORLD CAFÉ

Dans cette partie, nous allons résumer le déroulement du World Café et les objectifs visés par l'exercice. Après une brève mise en garde, nous allons présenter les idées innovantes issues des ateliers.

LE DÉROULEMENT

Les ateliers de discussion ont pris la forme d'un World Café d'une durée de 1 h 30 divisée en trois ateliers distincts de 30 minutes. Les participantes et les participants étaient invités à participer, selon leur préférence, à l'une des tables d'enjeux. Chacun des cinq enjeux était représenté par un nombre égal de tables. À la fin du premier atelier de 30 minutes, toutes les personnes étaient invitées à se séparer et aller discuter d'un nouvel enjeu. En début du deuxième atelier, les personnes jouant le rôle de mémoires de table avaient pour tâche de résumer les discussions du premier groupe, afin de poursuivre et de bonifier la réflexion avec le second groupe. L'exercice s'est répété une troisième et dernière fois.

L'OBJECTIF

L'objectif des ateliers d'échange était de dégager des pistes d'actions innovantes interministérielles sur chacun des enjeux. Les participantes et les participants étaient invités à réfléchir collectivement à la nouveauté dans un esprit d'ouverture. Le cumul des échanges des trois ateliers a permis de dégager des pistes de collaboration et d'actions inédites.

MISE EN GARDE

Le processus d'innovation utilisé est ouvert, collaboratif et non limitatif. Parmi l'ensemble des résultats obtenu lors des échanges, plusieurs propositions présentent sans contredit un caractère innovant. Notons toutefois que plusieurs autres sont difficiles à mettre en œuvre, impliquent un changement de culture important ou encore nécessitent des moyens financiers et humains élevés. Nous avons tout de même jugé bon de reproduire l'ensemble des idées innovantes. Le projet de plan d'action de la CAR, qui est présenté un peu plus loin, planifie la mise en œuvre d'une partie de ce contenu.

L'occupation et la vitalité des territoires en difficulté	
Quelles actions interministérielles innovantes les ministères pourraient-ils poser pour agir sur l'enjeu?	
<ul style="list-style-type: none">◆ Faciliter le partage de diagnostics territoriaux en mettant sur pied un réseau express;◆ Suivre des initiatives locales de revitalisation à la CAR;◆ Créer un arrimage entre les planifications municipales, les agents ruraux et les agents communautaires de l'Agence;◆ Établir un seuil limite des services de base (école, dépanneur, service de garde) qui déclenche une intervention de la CAR lorsque franchi;◆ Octroyer un pouvoir discrétionnaire de financement aux directions régionales pour situation exceptionnelle;	<ul style="list-style-type: none">◆ Intégrer une clause territoire en difficulté dans les mesures et programmes;◆ Donner un rôle renforcé aux MRC pour déterminer une vision territoriale;◆ Signer des contrats de territoire;◆ Déléguer de nouvelles compétences aux MRC;◆ Déléguer la gestion de programme.

La présence de la fonction publique en région et la couverture des services gouvernementaux	
Quelles actions interministérielles innovantes les ministères pourraient-ils poser pour agir sur l'enjeu?	
<ul style="list-style-type: none">◆ Tenir un colloque régional pour la valorisation de la fonction publique afin de renforcer le réseautage;◆ Mettre en place une approche multisite et multiservice;◆ Donner des responsabilités élargies, multidisciplinaires et multisectorielles aux dispenseurs de services qui sont en contact direct avec la population◆ Augmenter l'autonomie et les responsabilités des directions régionales;◆ Offrir d'autres services de base et de proximité dans les comptoirs existants (ex. : CLÉ);	<ul style="list-style-type: none">◆ Développer des pôles d'expertises régionales;◆ Mettre en commun les ressources humaines ayant une expertise professionnelle particulière;◆ Signifier des attentes aux hauts fonctionnaires pour régionaliser les services;

L'adoption de saines habitudes de vie

Quelles actions interministérielles innovantes les ministères pourraient-ils poser pour agir sur l'enjeu?

- | | |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none">◇ Intégrer les critères des saines habitudes de vie dans l'analyse de projet (à l'exemple des critères d'écoconditionnalité);◇ Réviser la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme pour qu'elle tienne compte des saines habitudes de vie;◇ Donner de la formation concernant la saine alimentation en milieu scolaire;◇ Soutenir la réalisation d'une entente spécifique sur la mise en commun d'une ressource de loisirs pour les municipalités rurales;◇ Intégrer certains critères pour les environnements favorables dans le design des bâtiments (code du bâtiment) et les normes pour les développements immobiliers;◇ Encourager la création de parcs de stationnement à vélo dans les centres-villes; | <ul style="list-style-type: none">◇ Créer une trousse de diagnostics sur les saines habitudes de vie pour l'usage des communautés rurales (partenariat avec Pacte rural);◇ Favoriser la mise en place et la promotion de circuits courts en agroalimentaire;◇ Favoriser l'offre de service de panier de légumes dans les lieux de travail;◇ Réaliser des ententes de complémentarité des équipements entre les municipalités et les commissions scolaires;◇ Augmenter le nombre de kilomètres du réseau routier avec bande élargie;◇ Favoriser l'installation de supports à vélo sur les véhicules de transport en commun;◇ Adapter les milieux de travail (douche, support à vélo). |
|---|--|

La diversification de l'économie régionale

Quelles actions interministérielles innovantes les ministères pourraient-ils poser pour agir sur l'enjeu?

- | | |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none">◇ Mettre sur pied un bureau de coordination des projets de développement régional de diversification de la CAR;◇ Désigner un ministère porteur pour faciliter la réussite d'un projet de diversification;◇ Mettre en place un fonds de capital de risque et de capital patient;◇ Miser sur des filières innovantes et porteuses (drone, PFNL, fourrure sauvage, transformation du bois); | <ul style="list-style-type: none">◇ Mettre en place des équipes tactiques interministérielles;◇ Faciliter le partage d'informations afin de permettre une plus grande collaboration;◇ Revoir les normes d'accès à l'information et de confidentialité;◇ Assurer une veille régionale sur la diversification;◇ Tenir une rencontre pour réseauter les professionnels des ministères à vocation économique et les entrepreneurs. |
|---|--|

La contribution de la conservation et de l'exploitation des ressources naturelles à la richesse collective régionale

Quelles actions interministérielles innovantes les ministères pourraient-ils poser pour agir sur l'enjeu?

- | | |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none">◇ Partager l'information;◇ Arrimage MRN - MFE - MAPAQ – MDDEFP;◇ Favoriser une meilleure collaboration entre les comités d'experts (COMEX - CRÉ) et les sous-comités de la CAR pour répondre aux besoins du milieu; | <ul style="list-style-type: none">◇ Identifier un interlocuteur/accompagnateur pour les promoteurs (guichet unique);◇ Assurer une collaboration interministérielle pour quantifier les retombées de la conservation du territoire public;◇ Développer l'émergence de nouveaux créneaux autour de la forêt : agrotouristique, fourrure sauvage, biomasse forestière. |
|---|---|

ANNEXE I

LISTE DES PRÉSENCES

LISTE DES PRÉSENCES

Agences de la santé et des services sociaux	André Marchand, agent de planification, programmation et recherche Chantal-Anne Moreau, adjointe au directeur Martine Couture, présidente-directrice générale Véronique Tremblay, agente de planification, programmation et recherche
Bibliothèque et Archives nationales du Québec	Audrey Bouchard, archiviste régionale
Bureau de circonscription de Chicoutimi	Stéphane Bédard, député de Chicoutimi Marie-Annick Fortin, attachée politique Louis Jalbert, attaché politique
Bureau de circonscription de Jonquière	Sylvain Gaudreault, ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et des Transports Jean-François Caron, conseiller politique Joël Brochu, conseiller politique Denise Turcotte, discrétionnaire du ministre
Centre de services partagés du Québec	Mireille Côté, responsable régionale
Commission de la santé et sécurité au travail	Jean Hébert, directeur de la prévention et inspection Violaine Lavoie, directrice régionale
Conseil du statut de la femme	Christine Chabot, responsable régionale
Financière agricole du Québec	Lefebvre Yves, directeur régional
Hydro-Québec	Christian Garneau, chef, relations avec le milieu Roger Gosselin, directeur régional
Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire	Jean Dionne, directeur régional Caroline Ducharme, technicienne en administration Dominique Dufour, conseiller en développement régional et en affaires municipales Gilles Gauthier, conseiller en affaires municipales Pierre A Gauthier, conseiller en aménagement et urbanisme David Jean, conseiller en développement régional Benoît Poulin, conseiller en développement régional Marc-Urbain Proulx, sous-ministre associé aux Régions
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	André Gagnon, directeur adjoint Marie-Josée Gravel, conseillère en aménagement et en développement rural Pascal Lavaute, conseiller régional Pierre-Olivier Martel, conseiller en horticulture
Ministère de la Culture et des Communications	Martin Duval, agent de recherche et de développement socioéconomique Gaston Gagnon, agent de recherche et de développement socioéconomique Réjean Goudreault, directeur régional Chantale Leblond, agente de recherche et de développement socioéconomique
Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs	Martin Lamontagne, coordonnateur à l'analyse Édith Tremblay, directrice régionale Véronique Tremblay, biologiste analyste
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	Diane Boudreault, conseillère en loisir Jean-François Coulombe, directeur régional
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	Richard Boudreault, adjoint à direction régionale du Saguenay–Lac-Saint-Jean Clément Desbiens, directeur de la planification et du partenariat Lison Rhéaume, directrice régionale Marc Tremblay, conseiller en développement

Ministère des Finances et de l'Économie	Stéphane Bergeron, adjoint exécutif Martin Desgagnés, conseiller en développement économique Gladys Harvey, directrice régionale Dominique Teufel, conseillère en développement économique
Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles	Yvon Doyle, directeur régional adjoint Michel Thibault, conseiller en immigration
Ministère des Ressources naturelles	Damien Côté, biologiste Robert Lacroix, directeur des opérations intégrées Diane Larose, directrice régionale d'expertise Alain Thibeault, directeur général Catherine Thibeault, responsable des communications Daniel Tremblay, directeur des affaires régionales
Ministère de la Sécurité publique	Pierre Dassylva, directeur régional
Ministère des Transports	Jean-Denis Bouchard, ingénieur Catherine Larouche, adjointe au directeur Jean-François Leclerc, chef du service des inventaires et du plan Donald Turgeon, directeur régional
Investissement Québec	Julie Simard, directrice de portefeuille
Office des personnes handicapées du Québec	David Blouin, conseiller à l'intervention collective régionale
Secrétariat aux affaires autochtones	Sylvie Poudrier, conseillère aux affaires autochtones
Sépaq – Parc national Saguenay	Daniel Groleau, directeur Parc national Saguenay
Services Québec	Francine Harvey, directrice régionale
Société d'habitation du Québec	Guylaine Marcoux, directrice des programmes, de la recherche et du partenariat
Tourisme Québec	Jean-Luc Bessette, coordonnateur au développement nordique

ANNEXE II

ORDRE DU JOUR

**RENCONTRE DE LA CAR SPÉCIALE
DU 20 JUIN 2013**

ORDRE DU JOUR

de la rencontre de la CAR du 20 juin 2013 sur les priorités régionales

de 8 h 30 à 16 h 15, à l'hôtel Le Montagnais
1080, boulevard Talbot, Chicoutimi, Salle Réserve C

1. Accueil des participants (8 h 30)
2. Ouverture de la rencontre et présentation du déroulement de la journée par le président de la CAR, M. Jean Dionne (9 h)
3. Intervention de M. Stéphane Bédard, ministre responsable de la région, ministre responsable de l'Administration gouvernementale, président du Conseil du trésor et leader parlementaire du gouvernement, et de M. Sylvain Gaudreault, ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'occupation du territoire et ministre des Transports (9 h 15)
4. Présentation de la synthèse des fiches d'enjeu par MM. David Jean et Dominique Dufour (9 h 35)

Pause (10 h 5)

5. Présentation de M. Marc-Urbain Proulx, sous-ministre associé aux Régions, sur l'innovation territoriale et le rôle des CAR (10 h 20)
6. Panel d'échanges avec MM. Bédard, Gaudreault, Proulx, et des représentants du comité occupation et vitalité des territoires (10 h 50)

Dîner (12 h)

7. Discussion en atelier sur les enjeux (13 h 30) :
 - L'occupation et la vitalité des territoires en difficulté
 - La présence de la fonction publique en région et la couverture des services gouvernementaux
 - L'adoption de saines habitudes de vie
 - La diversification de l'économie régionale
 - La contribution de la conservation et de l'exploitation des ressources naturelles à la richesse collective régionale
8. Actions innovantes identifiées (15 h 30)
9. Retour en plénière sur l'exercice (16 h)
10. Fin de la rencontre (16 h 15)

ANNEXE III

**DOCUMENT PRÉPARATOIRE DE LA RENCONTRE
DE LA CAR SPÉCIALE DU 20 JUIN 2013
SUR LES PRIORITÉS RÉGIONALES**

FICHE D'ENJEU

1 – ENJEU : L'OCCUPATION ET LA VITALITÉ DES TERRITOIRES EN DIFFICULTÉ

L'exercice de réflexion interministérielle de la CAR du 20 juin se rattache à une obligation des ministères et organismes de supporter l'occupation et la vitalité des territoires de notre région. L'ensemble des enjeux abordés dans la journée s'inscrit dans la Stratégie sur l'occupation et la vitalité des territoires : la diversification de l'économie régionale, la présence de la fonction publique en région et la couverture des services gouvernementaux, les saines habitudes de vie, la contribution des ressources naturelles à la richesse régionale.

Aux fins de cette fiche d'enjeu, nous allons circonscrire l'occupation et la vitalité des territoires sous l'angle du soutien que les ministères et organismes pourraient apporter aux communautés en difficulté ou en situation de dévitalisation. Depuis, la mise en place de l'indice de dévitalisation et, plus récemment, l'adoption des indicateurs en occupation et vitalité des territoires, plusieurs communautés de la région ont été identifiées comme étant en difficulté ou en situation de dévitalisation.

Concrètement, la dévitalisation de ces communautés se caractérise par :

- Le déclin de la population accentué par le vieillissement et l'exode des jeunes;
- Un taux de chômage élevé (près de 20 %);
- Un revenu moyen inférieur à la moyenne québécoise;
- Une économie locale peu diversifiée;
- Des lacunes au niveau des services de proximité et des services collectifs;
- La gouvernance locale souvent déficiente.

Une bonne partie des interventions des ministères et des organismes s'effectue auprès de ces communautés. La réflexion qui se pose est : de quelle manière les actions existantes peuvent-elles être coordonnées pour agir avec plus d'impact sur ces communautés?

Les questions suivantes sont présentées afin de vous guider dans votre réflexion sur l'enjeu. Elles feront l'objet de discussions en atelier.

- Comment les ministères et organismes gouvernementaux peuvent-ils agir pour soutenir le développement économique et social de ces territoires qui sont généralement des communautés forestières ou des territoires agricoles peu mis en valeur?
- Comment l'intervention gouvernementale pourrait-elle soutenir les services de proximité (école, épicerie, poste d'essence, caisse populaire, etc.)?
- Puisque ces territoires vieillissent plus vite, ils seront les premiers à être concernés par le changement démographique. Comment pouvons-nous adapter nos services à cette réalité?
- Le développement touristique constitue-t-il une avenue de développement pour ces territoires?

FICHE D'ENJEU

2 – ENJEU : PRÉSENCE DE LA FONCTION PUBLIQUE EN RÉGION ET COUVERTURE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Depuis quelques années, dans la poursuite d'objectifs de réduction de la taille de l'État et de rationalisation des dépenses, plusieurs ministères et organismes ont fait le choix ou envisagent la centralisation de certains services ou activités comme moyen pour réaliser des économies d'échelle. Pour le mode de prestation téléphonique, la tendance est à la création de grands centres d'appels situés principalement à Québec et à Montréal. Certains ministères et organismes privilégient l'utilisation du Web et délaissent peu à peu le mode de prestation en personne dans les bureaux en région. Au niveau administratif, on a observé une tendance à diviser le Québec en quelques grands territoires et de moins en moins de gestionnaires sont postés en région, ce qui nous éloigne du palier décisionnel rendant parfois les arrimages avec le milieu plus difficile à réaliser et l'autonomie régionale moins évidente. Tous ces constats, tout comme le non-remplacement d'une partie des départs à la retraite, semblent affecter plus durement les petites unités régionales qui éprouvent, de plus en plus, de difficultés à maintenir leurs opérations et se trouvent parfois menacées de fermeture.

Or, la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean connaît encore des problèmes de dévitalisation, pendant que celle de la Capitale-Nationale est en situation de quasi-plein emploi. Le contexte lié à l'adoption de la stratégie et de la Loi-cadre pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires et le dépôt prochain d'un projet de loi sur la décentralisation, ainsi que la conjoncture offerte par les départs massifs à la retraite constitue une opportunité sans précédent pour le redéploiement de postes vers les régions, afin d'y assurer le maintien de services de proximité et de contribuer à leur vitalité. D'autre part, aujourd'hui les technologies permettent de transcender les distances et ainsi il devient possible d'œuvrer pour un ministère ou organisme à partir de la région.

Les questions suivantes sont présentées afin de vous guider dans votre réflexion sur l'enjeu. Elles feront l'objet de discussions en atelier.

- Êtes-vous d'avis qu'il y a un risque réel pour les citoyens de la région de perdre peu à peu leurs services gouvernementaux?
- Est-il souhaitable et possible d'amener les ministères et organismes à faire autrement dans l'intérêt de la région?
- Selon vous, quels services, opérations, directions, etc. de ministères et organismes pourraient être déconcentrés dans la région?
- Sommes-nous en mesure de fournir des arguments en faveur d'une déconcentration de la fonction publique qui séduiraient les gestionnaires en autorité dans les ministères et organismes?
- Comment croyez-vous que les ministères et organismes pourraient travailler ensemble dans la région pour offrir le maximum de services ou réaliser des économies d'échelle?

FICHE D'ENJEU

3 – ENJEU : ADOPTION DE SAINES HABITUDES DE VIE

Les individus ont des habitudes de vie qui peuvent ou non contribuer à leur santé et leur bien-être. Ces habitudes sont fortement influencées par divers facteurs sociaux, économiques et environnementaux, d'où l'importance de créer des environnements et des conditions favorables à l'adoption et au maintien de saines habitudes de vie (saine alimentation et mode de vie physiquement actif).

L'amélioration des habitudes de vie et la création d'environnements favorables facilitant leur adoption ou leur maintien sont l'affaire de tous. En effet, ceci nécessite la contribution de nombreux acteurs gouvernementaux et paragouvernementaux pour la création d'environnements physiques, politiques, socioculturels et économiques. Les actions et les messages doivent être cohérents et portés par l'ensemble des acteurs des différents secteurs appelés, à un degré ou à un autre, à jouer un rôle dans la promotion des saines habitudes de vie et la prévention des maladies chroniques.

La majorité des maladies chroniques peuvent être évitées; 80 % des décès liés aux maladies cardiovasculaires, 90 % de ceux liés au diabète et plus du tiers de ceux attribuables au cancer peuvent être prévenus par des conditions socioéconomiques et des environnements favorables.

Le but à atteindre consiste à améliorer la qualité de vie de la population régionale en leur permettant de vivre dans des environnements qui favorisent l'adoption et le maintien de saines habitudes, un mode de vie physiquement actif et une saine alimentation. Nous obtiendrons alors un gain sur la santé de notre population qui, inévitablement, aura un impact économique sur notre région.

Les questions suivantes sont présentées afin de vous guider dans votre réflexion sur l'enjeu. Elles feront l'objet de discussions en atelier.

- Comment une population en meilleure santé, bénéficiant de meilleures conditions de vie et qualité de vie, pourrait-elle avoir un impact sur les activités de votre ministère ou organisme?
- En tant qu'employeurs et acteurs gouvernementaux avec des mandats spécifiques, comment voyiez-vous votre rôle dans le développement d'environnements physiques, économiques, politiques et socioculturels favorables aux saines habitudes de vie et à la qualité de vie?
- Quelles sont les conditions à réunir pour que vous puissiez jouer davantage votre rôle, ou encore un rôle, et mettre à contribution vos expertises, outils et leviers?
- Comment assurer une plus grande cohérence autant dans les messages que dans les actions à déployer?
- Qu'est-ce qui permettrait de stimuler l'identification d'opportunités régionales et le développement d'actions et projets à large portée pour la mise en place d'environnements favorables aux saines habitudes de vie?
- Quels moyens pourraient être déployés pour favoriser le décloisonnement des actions nécessaires à ces projets et la synergie de tous les acteurs?

FICHE D'ENJEU

4 – ENJEU : LA DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE RÉGIONALE

Le secteur manufacturier de la région est principalement axé sur la transformation des ressources naturelles. À cet égard, la région se caractérise par une forte concentration des emplois : 68 % de l'emploi manufacturier se retrouve dans trois secteurs. Dans l'ensemble du Québec, les trois principaux secteurs manufacturiers ne représentent que 29 % de l'emploi manufacturier.

Cette concentration génère pour l'économie de la région d'importantes difficultés quant à la croissance et au maintien de l'emploi. Lorsqu'un secteur porteur est en difficulté parce que la demande ralentit ou parce que la concurrence s'accroît, la région est solidement frappée. Pour ces raisons, la région accuse un important retard sur l'ensemble de l'économie québécoise, relativement aux perspectives de croissance et même au maintien du niveau de l'emploi.

Afin de diminuer les effets structurels et conjoncturels négatifs rencontrés dans ces secteurs, il faut :

- Allonger la chaîne de valeur¹ vers des transformations à forte valeur ajoutée en attirant de nouveaux projets structurants;
- Mettre en valeur et encourager les importants potentiels régionaux de diversification du secteur manufacturier et du tertiaire moteur de la région afin d'assurer une meilleure répartition de l'emploi dans un bassin d'activité manufacturière moins concentré.

Plusieurs facteurs en conditionnent la réussite, dont la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée pour occuper ces emplois à plus grande valeur ajoutée et le soutien à l'innovation, l'investissement et l'entrepreneuriat.

Les questions suivantes sont présentées afin de vous guider dans votre réflexion sur l'enjeu. Elles feront l'objet de discussions en atelier.

- Comment les ministères et organismes gouvernementaux peuvent-ils agir pour faciliter l'allongement de la chaîne de valeur et la diversification du bassin d'activité manufacturière?
- Comment identifier les potentiels régionaux de diversification économique et mobiliser les acteurs (ministères et organismes socioéconomiques) autour de ces potentiels?
- Comment dynamiser et assurer la synergie des actions des ministères et organismes gouvernementaux autour de projets d'allongement de la chaîne de valeur et de diversification économique?
- Comment décloisonner les actions respectives des ministères et organismes gouvernementaux à l'égard de projet (diversification et allongement de chaîne de valeur) afin d'assurer une meilleure portée de nos actions?
- Comment s'assurer de répondre aux besoins de main-d'œuvre qualifiée pour favoriser la diversification?

Préparé par : Gladys Harvey, directrice régionale, MFEQ

¹ L'ensemble d'activités interdépendantes dont la poursuite permet de créer de la valeur identifiable et, si possible, mesurable. Elle intègre donc toutes les étapes de l'approvisionnement en matières premières à la consommation du produit par le consommateur.

FICHE D'ENJEU

5 – ENJEU : LA CONTRIBUTION DE LA CONSERVATION ET DE L'EXPLOITATION DES RESSOURCES NATURELLES À LA RICHESSE COLLECTIVE RÉGIONALE¹

Les ressources naturelles (forestières, minières, énergétiques, fauniques, etc.) constituent des éléments majeurs de la structure économique régionale. La maximisation de la valorisation de ces richesses est un défi à relever pour permettre à la population régionale de mieux vivre de son territoire. À cet effet, seuls 7 % des quelque 100 000 km² de la région sont de tenure privée. On retrouve sur le territoire public régional :

- 26 % du bois récolté annuellement en territoire public québécois, soit 6 Mm³, dont 1,7 Mm³ disponible en appel d'offres public, lequel approvisionne directement une vingtaine de scieries régionales;
- 100 % des secteurs aménagés par l'industrie forestière certifiée FSC ou SFI;
- 8 % de la puissance hydroélectrique installée au Québec, qui alimente en partie l'activité industrielle régionale;
- Le quart des droits de villégiature québécois avec des immobilisations de plus de 116 M\$ et des retombées annuelles de 55,6 M\$;
- Des activités fauniques générant des dépenses annuelles de près de 163 M\$;
- Des activités récréotouristiques considérables et, à terme, environ 12 000 km² bénéficieront d'un statut d'aires protégées;
- De la biomasse, un grand potentiel de développement éolien et de production de bleuets sauvages, un potentiel minier encore méconnu.

Les ressources naturelles sont omniprésentes dans l'économie régionale et la proportion d'emplois liés à la première transformation des ressources est plus grande ici que la moyenne québécoise. Ces éléments permettent d'illustrer en partie l'interdépendance entre le territoire public et le milieu habité du Saguenay–Lac-Saint-Jean où la vitalité socioéconomique de plusieurs communautés de la région dépend fortement de l'utilisation directe ou indirecte des ressources naturelles. Ce capital territorial pourrait sans doute dégager de plus grands bénéfices des activités d'exploitation, de transformation et de conservation, et ce, par la diversification des activités et la maximisation des chaînes de valeur.

Il faut repenser les défis que posent les multiples facettes inhérentes à l'élaboration de projets en regard des orientations, planifications et règlements en vigueur ainsi que de la conciliation des droits consentis et leur harmonisation. L'accompagnement des acteurs économiques, sociaux et environnementaux par l'appareil gouvernemental revêt ainsi un aspect très significatif.

Les questions suivantes sont présentées afin de vous guider dans votre réflexion sur l'enjeu. Elles feront l'objet de discussions en atelier.

- Comment assurer une adéquation entre le potentiel des ressources naturelles régionales et le développement des chaînes de valeur?
- Comment mobiliser les acteurs (ministères et organismes socioéconomiques) autour de ces potentiels et supporter leur valorisation dans une vision intégrée?
- Comment assurer une concertation interministérielle qui permet une approche intégrée et cohérente de la protection et la mise en valeur des ressources naturelles?
- Comment les ministères et organismes gouvernementaux peuvent-ils mieux accompagner les promoteurs et les collectivités?

Préparé par : Daniel Tremblay, directeur régional, MRN

¹ Les chiffres présentés dans le texte sont présentés à titre indicatif seulement.

Source : MRN. *Portrait territorial Saguenay–Lac-Saint-Jean, gouvernement du Québec*, 2006.

GRILLE RÉPONSE AUX FICHES D'ENJEU	
PROSPECTIVE	Déterminer l'impact actuel de l'enjeu sur la région.
	Déterminer l'impact projeté, dans un horizon de cinq ans, de l'enjeu si aucune action n'est entreprise.
CAPACITÉ D'INTERVENTION	Quelles sont les contraintes à l'action sur l'enjeu?
	Quels sont les leviers pour agir sur l'enjeu?
ACTIONS INNOVANTES	Identifier une action innovante pour agir sur cet enjeu.

ANNEXE IV

**« LA SYNERGIE TERRITORIALE POUR OPTIMISER
LE SOUTIEN DÉCENTRALISÉ À L'INNOVATION »**

**PROPOSITION D'UNE EXPÉRIENCE PILOTE
AU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN**

MARC-URBAIN PROULX
SOUS-MINISTRE ASSOCIÉ AUX RÉGIONS
**Ministère des Affaires municipales, des Régions
et de l'Occupation du territoire**

Conférence administrative régionale du Saguenay–Lac-Saint-Jean

« La synergie territoriale pour optimiser le soutien décentralisé à l'innovation »

Proposition d'une expérience pilote au Saguenay–Lac-Saint-Jean

Le 20 juin 2013

Marc-Urbain Proulx
Sous-ministre associé aux Régions



Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire
Québec

Plan de la présentation



- Baliser le processus de décentralisation par une loi-cadre;
- Le soutien décentralisé à l'innovation;
- Proposition d'une démarche collective de gouvernance basée sur les synergies territoriales.

2

Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire
Québec

Avec la consolidation de l'État-nation, le XX^e siècle fut une période de forte centralisation décisionnelle dans le domaine public.

La décentralisation gouvernementale possède néanmoins beaucoup de vertus, trop souvent oubliées.



3

Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire
Québec

Finalité générale de la décentralisation



Améliorer la qualité des services publics desservis aux collectivités en rapprochant les opérateurs des clients pour une meilleure prise en compte de leurs besoins, leurs goûts et leurs préférences.

4

Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire
Québec

La décentralisation fait appel à la capacité d'appropriation territoriale de responsabilités publiques et de leviers de développement



Localisme
Communautarisme
Régionalisme
Territorialisme

5

Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire
Québec

Définitions retenues



1. Décentralisation politique :
 - Transferts de compétences à des instances directement élues et financièrement dotées.
2. Décentralisation contractuelle :
 - Délégation de responsabilités par ententes, en conservant l'imputabilité à Québec.
3. Décentralisation administrative :
 - Déconcentration de responsabilités vers des directions ou bureaux territorialisés.

6

Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire
Québec

Au Québec, la décentralisation s'inscrit tel un processus progressif, par étapes



- Fusions municipales et scolaires par vagues depuis 1960;
- Construction institutionnelle des régions avec directions, organismes, conseils et associations régionaux (1970);
- Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (1979) et création des territoires MRC avec conseils des maires;
- Réformes territoriales dans l'emploi, la santé, le scolaire (1995-2002) et aussi le développement avec les CLD;
- Volonté gouvernementale actuelle en deux actes :

7

Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire
Québec

Acte 1 : Baliser le processus par une loi-cadre



- Trois types de décentralisation envisagés à trois échelons;
- Imputabilité / subsidiarité / transparence / reddition de comptes / flexibilité / modulation / etc.;
- Les compétences et responsabilités seront négociées et convenues avant la décentralisation;
- Respect des limites des instances en place;
- Respect de l'acceptabilité sociale de la population;
- Mesures d'accompagnement fonctionnel;
- Seuil minimal d'accès aux services publics;
- Avis aux municipalités avant le retrait de service;
- Respect des compétences des commissions scolaires;
- Proposition à multiples volets, avant 12 mois.

8

Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire
Québec

Acte 2 : Proposition concrète de décentralisation gouvernementale

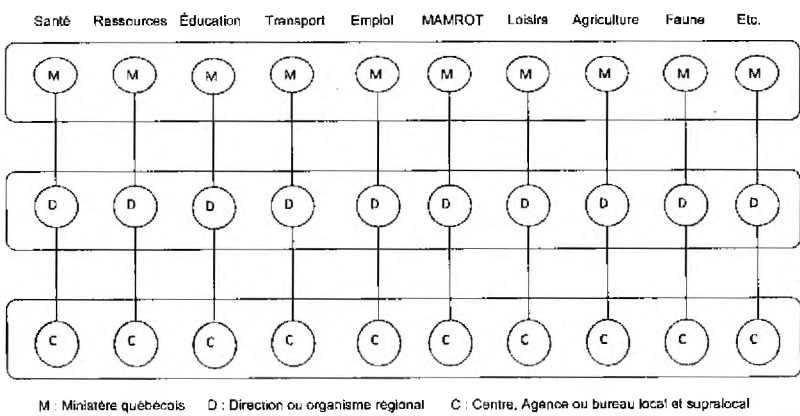


- Décentraliser de nouvelles compétences et responsabilités dans certains secteurs, à l'échelle appropriée;
- Favoriser les complémentarités, les convergences, la coordination et les synergies territoriales entre les instances sectorielles, plus ou moins décentralisées :
 - Régions (1968) et MRC (1979) : Gouvernance territoriale;
 - 1979 : Aménagement du territoire;
 - 1998 : Développement économique, social et culturel;
 - Maintenant : Soutien à l'innovation.

9

Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire
Québec

Gouvernance publique par secteurs et par échelles



Affaires municipales,
régions et Occupation
du territoire
Québec

Modèles de soutien territorial à l'innovation



En théorie universelle :

- Milieu innovateur;
- Système territorial d'innovation;
- District fertile;
- Territoire innovant;
- Communauté apprenante;
- Cité intelligente.

En pratique québécoise :

- Cités du multimédia et de l'optique-photonique;
- Technopoles de Rimouski, Saint-Hyacinthe, Sherbrooke;
- Technoparcs de Gatineau, Laval et autres;
- Carrefours de la nouvelle économie;
- Grappes industrielles territorialisées.

Affaires municipales,
régions et Occupation
du territoire
Québec

Les modèles illustrent le rôle crucial de l'interaction de qualité cognitive



Acteurs universellement ciblés :

- Enseignement supérieur;
- Centre de R&D et de transfert;
- Capital de risques;
- Formation professionnelle;
- Incubation et plans d'affaires;
- Transport et communications;
- Réseaux d'entreprises;
- Entreprises leader ou phares.

Acteurs au Québec :

- Universités et Cégeps;
- Centres R&D, transferts, CCTT;
- Fonds et financement;
- CLE, DRHC, Commissions scolaires;
- CLD, SADC, Corporation de développement;
- CSSS, SHQ;
- Municipalités, sociétés;
- Chambres de commerce, clubs;
- Carrefours jeunesse emplois;
- Entreprises fortement innovatrices.

Affaires municipales,
régions et Occupation
du territoire
Québec

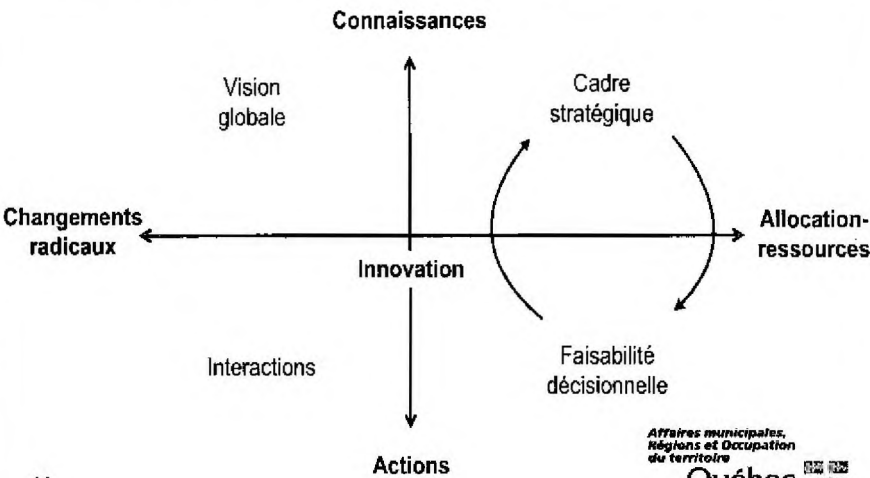


Le territoire peut susciter l'interaction de qualité en interpellant des enjeux collectifs ciblés pour leur pertinence

L'exercice de planification territoriale peut servir à cet effet d'interaction de qualité.



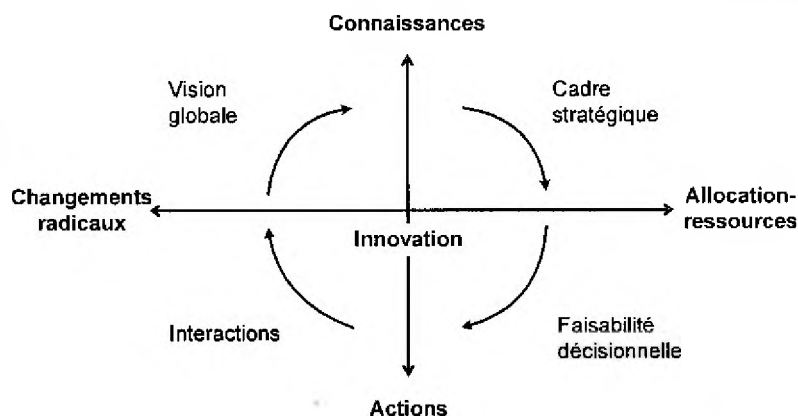
**Processus actuel de planification territoriale :
fort en stratégies et en décisions rationnelles, mais trop
faible en changements pour optimiser l'innovation**



**La planification territoriale pourrait davantage soutenir la
capacité des collectivités et stimuler l'innovation sous
toutes ses formes**

et ainsi aider les collectivités territoriales à faire face aux
changements sociétaux rapides.

Processus global désiré de planification territoriale



Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire
Québec

16

Enjeux spécifiques pour susciter l'interaction territoriale de qualité

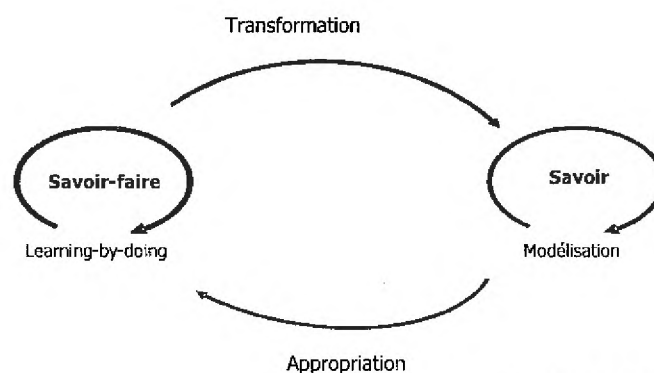


- Problèmes collectifs à résoudre;
- Menaces pour des joyaux économiques;
- Potentiels à exploiter;
- Occasions d'affaires à relever;
- Moyens offerts pour des cibles par les programmes publics;
- Contraintes au bon fonctionnement économique;
- Expertise idoine à fertiliser;
- Besoins communs à satisfaire;
- Initiatives à soutenir adéquatement;
- Etc.

Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire
Québec

17

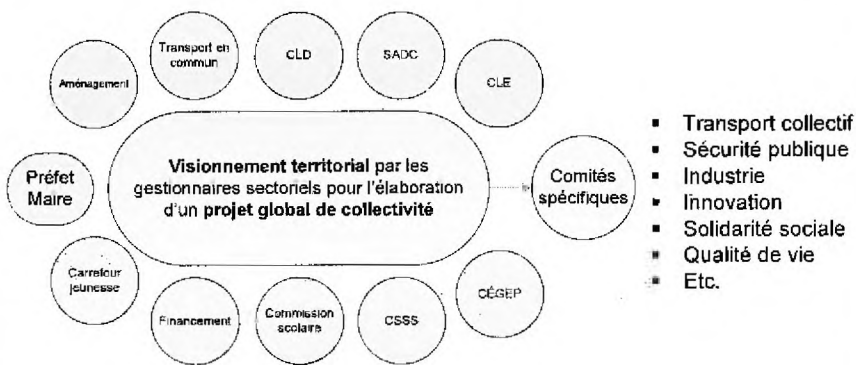
Médiation idéale pour l'interaction de qualité sur des enjeux territoriaux



Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire
Québec

18

Mécanisme de visionnement collectif vers un projet global d'innovation pour le territoire



Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire
Québec

19

Mandat d'une table de partenaires sectoriels : la planification d'un projet territorial

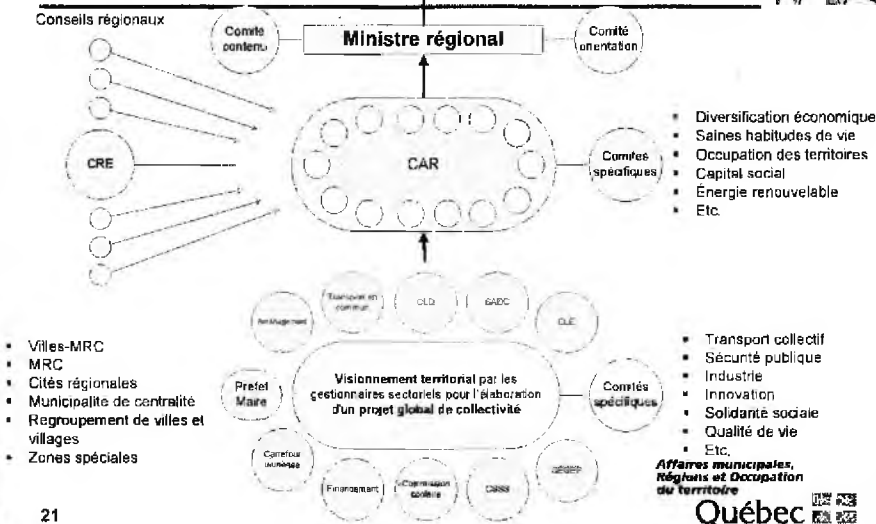


1. Décristallisation des partenaires par leur mise en interaction méthodique.
2. Visionnement collectif global du territoire par circulation et cumul de connaissances.
3. Ciblage d'enjeux collectifs à interpeller par une méthode de créativité et d'innovation dans un esprit de synergies.
4. Établissement d'une vocation et des axes structurants pour la convergence des stratégies et actions.
5. Mise en œuvre du projet territorial.

Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire
Québec

20

Réception de projets globaux de territoires au Comité ministériel



Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire
Québec

21

ANNEXE V

COMPTE RENDU

**PANEL D'EXPERTS DE LA CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE
DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN**

RENCONTRE DU 20 JUIN 2013

COMPTRE RENDU

Panel d'experts de la Conférence administrative régionale du Saguenay–Lac-Saint-Jean
rencontre du 20 juin 2013

LES PANÉLISTES	
M ^{mes} Lison Rhéaume, directrice régionale Emploi-Québec Martine Couture, présidente et directrice générale, Agence de la santé et des services sociaux du Saguenay–Lac-Saint-Jean Francine Harvey, directrice régionale, Services Québec Gladys Harvey, directrice régionale, ministère des Finances et de l'Économie	MM. Stéphane Bédard, ministre responsable de l'Administration gouvernementale, président du Conseil du trésor, Leader parlementaire du gouvernement, ministre responsable de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean Sylvain Gaudreault, ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et ministre des Transports Marc-Urbain Proulx, sous-ministre associé aux Régions, MAMROT Alain Thibeault, directeur général, MRN Jean Dionne, directeur régional, MAMROT

SUJET	SUIVI
<p>1. Ouverture du panel</p> <p>Le panel débute à 10 h 30 par le mot de bienvenue de l'animatrice, M^{me} Lison Rhéaume.</p> <p>M^{me} Rhéaume remercie les panélistes pour leur participation. Elle souligne la présence de MM. Bédard, Gaudreault et Proulx.</p> <p>2. Introduction et présentation des participants</p> <p>M^{me} Rhéaume présente les panélistes et l'enjeu qui leur est associé :</p> <ul style="list-style-type: none">➤ M. Stéphane Bédard, ministre responsable de l'Administration gouvernementale, président du Conseil du trésor, Leader parlementaire du gouvernement, ministre responsable de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean;➤ M. Sylvain Gaudreault, ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et ministre des Transports;➤ M. Marc-Urbain Proulx, sous-ministre associé aux Régions;➤ Mme Martine Couture, présidente et directrice générale de l'Agence de la santé et des services sociaux du Saguenay–Lac-Saint-Jean, pour l'enjeu sur les saines habitudes de vie;➤ Mme Francine Harvey, directrice régionale de Services Québec, pour l'enjeu sur la présence de la fonction publique en région et la couverture des services gouvernementaux;➤ Mme Gladys Harvey, directrice régionale au ministère des Finances et de l'Économie, pour l'enjeu sur la diversification de l'économie régionale;➤ M. Alain Thibeault, directeur régional au ministère des Ressources naturelles, pour l'enjeu sur la contribution de la conservation et de l'exploitation des ressources naturelles à la richesse collective régionale;➤ M. Jean Dionne, directeur régional au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, pour l'enjeu sur l'occupation et vitalité des territoires en difficulté. <p>M^{me} Rhéaume précise le déroulement du panel. Dans un premier temps, chaque participant aura quelques minutes pour réagir sur la synthèse de l'enjeu qui l'interpelle. Dans un deuxième temps, les ministres feront une intervention sur les enjeux présentés. Enfin, une période d'échanges est prévue entre les panélistes, les ministres et l'ensemble des participants</p>	

3. Réaction à la synthèse des enjeux

M^{me} Rhéaume demande aux panélistes de réagir à la synthèse de l'enjeu qui les interpelle. Elle invite les panélistes à préciser certains éléments, à corriger certaines perceptions ou encore à souligner les perspectives de collaboration interministérielle pour alimenter les discussions de l'après-midi.

M. Dionne commente la synthèse de l'enjeu sur l'occupation et la vitalité des territoires. Il souligne que la problématique des territoires en difficulté est multiple et s'accroît plus qu'on s'éloigne des centres régionaux. L'enjeu sur l'occupation et la vitalité des territoires est intrinsèquement relié aux autres enjeux abordés, notamment les retombées des ressources naturelles et la diversification de l'économie. Ces territoires ont un besoin d'accompagnement soutenu et particulier de la part des ministères. Le modèle proposé par M. Proulx pourrait stimuler l'émergence de solutions créatives et inédites et faciliter la coordination de l'accompagnement gouvernemental.

M^{me} Francine Harvey commente la synthèse de l'enjeu sur la présence de la fonction publique en région et la couverture des services gouvernementaux. Elle confirme les préoccupations de la diminution des effectifs et de la difficulté croissante à maintenir des points de service en région. Elle souligne que les approches innovantes, comme des comptoirs multiservices, permettraient de conserver les effectifs tout en offrant un service de qualité. La Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires demande aux ministères de faire preuve d'ouverture et d'innovation aux bénéfices du développement des territoires. Il s'agit d'une opportunité pour repenser un modèle de desserte des services gouvernementaux qui offre une alternative à la centralisation des services.

M^{me} Gladys Harvey commente la synthèse sur la diversification et l'économie régionale. Elle a retenu que la région peut miser sur plusieurs forces pour assurer son développement : une fonction publique dynamique, la présence de gestionnaires d'expérience et polyvalents et une main-d'œuvre mobile. Un élément qui semble se dégager est le besoin d'offrir un accompagnement soutenu et personnalisé aux promoteurs. La Table régionale en entrepreneuriat et son plan d'action sont une première étape en ce sens. M^{me} Harvey ajoute que des conditions gagnantes sont requises pour offrir un accompagnement adéquat : être présent dans le milieu, être en mesure d'échanger de l'information rapidement entre les ministères et avoir une capacité d'intervention humaine et financière. Outre le manque de moyens pour offrir l'accompagnement idéal, une plus grande souplesse pour moduler les mesures et programmes serait nécessaire. M^{me} Harvey pose des questions pour alimenter la réflexion de l'après-midi :

- serait-il possible de mettre en place des réseaux express pour répondre à des problématiques particulières? Dans quelles circonstances et pour quels types de projets serait-il approprié d'en convoquer? Quelle pourrait être la contribution des ministères?

M^{me} Martine Couture commente la synthèse de l'enjeu sur les saines habitudes de vie. Elle rappelle qu'une partie de la mission de l'Agence de la santé et des services sociaux n'est pas seulement d'offrir des soins de santé, mais d'agir en amont de ceux-ci pour diminuer l'occurrence et l'acuité des problèmes de santé publique. L'adoption de saines habitudes de vie est grandement influencée par la présence d'environnements favorables. Cet enjeu touche tous les ministères et organismes, que ce soit avec leurs clientèles qu'avec leurs employés. Il est important de coordonner l'action gouvernementale pour poursuivre les efforts mis en place. À cet égard, la Table sur la promotion des saines habitudes de vie de la CAR permet de mobiliser les partenaires. M^{me} Couture croit que l'on peut aller encore plus loin dans le travail de concertation et que les discussions de l'après-midi permettront de souligner des idées innovantes et de nouvelles perspectives de collaboration.

M. Alain Thibeault commente la synthèse de l'enjeu sur la contribution de la conservation et de l'exploitation des ressources naturelles à la richesse collective régionale. Il débute par la présentation des différents usages du territoire public. La présentation PowerPoint « Gestion du territoire public : droits, gestion et usages » est jointe au compte rendu à l'annexe VI et en fait partie intégrante. Il souligne que les nombreuses planifications sur le territoire sont une force sur laquelle on doit miser. L'action gouvernementale gagnerait à se concentrer sur l'accompagnement des milieux et des promoteurs, autant pour les projets de mise en valeur des ressources naturelles que pour les projets de conservation. Plusieurs projets majeurs dans la région bénéficieraient d'un accompagnement plus soutenu et personnalisé. M. Thibeault rappelle également que du temps sera nécessaire pour développer cette nouvelle approche.

M^{me} Rhéaume demande à M. Proulx s'il voit des liens entre sa proposition d'expérience pilote et les discussions. M. Proulx souligne que le volontarisme dont les membres de la CAR font preuve pour le développement de la région est notable. Il retient une constante pour chacun des enjeux : la collaboration et l'accompagnement des milieux sont nécessaires pour harnacher la force des territoires et faire émerger l'innovation. Il souhaite pouvoir travailler étroitement avec la CAR pour mettre en place une première expérience pilote en vue de développer un modèle de décentralisation et d'innovation territoriale.

4. Interventions des ministres

M. Bédard souligne l'excellence du travail de la CAR et l'esprit de collaboration qui la caractérise. Il mentionne qu'à titre de ministre régional, il compte beaucoup sur sa contribution pour initier des actions innovantes pour le développement de la région. Malgré le contexte économique difficile, il voit dans la région plusieurs forces sur lesquelles miser : la présence d'une fonction publique dynamique et dévouée à sa région, un fort sentiment d'appartenance, la connaissance fine des directions régionales de la réalité des différents territoires.

Le manque d'accompagnement des promoteurs apparaît à M. Bédard comme un élément récurrent des discussions sur lequel la CAR devrait s'investir. Plusieurs opportunités de développement échappent probablement ainsi à la région. Malgré les effectifs limités, il croit que par une collaboration renforcée, avec des activités de travail interministérielles comme cette journée de réflexion, les directions régionales sauront offrir un support adéquat aux promoteurs.

L'enjeu sur les saines habitudes de vie interpelle particulièrement le ministre, car la région a longtemps été à l'avant-garde du Québec en cette matière. On observe toutefois notre avance s'effriter. Il voit dans la promotion des saines habitudes de vie une expertise régionale importante qui permettrait l'émergence d'un créneau de développement. La région pourrait développer un modèle d'affaires autour des saines habitudes de vie. L'émergence d'un tel créneau générerait des retombées positives en regard des enjeux sur l'occupation et la vitalité des territoires, de la diversification économique et de la mise en valeur du territoire public.

Le ministre entend demander un effort additionnel à la CAR afin qu'elle dégage des opportunités de développement pour la région. Il mentionne par exemple qu'en matière de décentralisation, les nouvelles technologies constitueraient une opportunité pour renforcer la présence de la fonction publique dans la région. À cet égard, il s'attend à recevoir des propositions de la CAR en matière de décentralisation de services.

M. Bédard conclut son intervention en mentionnant que pour l'ensemble des actions innovantes qui seront discutées durant les ateliers de l'après-midi, il s'attend à recevoir un plan d'action de la CAR qui identifierait les actions innovantes interministérielles les plus porteuses à mettre en œuvre.

M. Gaudreault souligne que la mise en œuvre de la Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires constitue une occasion favorable pour renforcer la collaboration interministérielle au bénéfice du développement de la région. Dans cette perspective, la mise en place d'une expérience pilote en matière de décentralisation dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean reconnaît le rôle de la CAR comme intervenant privilégié. Il s'agit d'une première étape vers l'adoption d'une Loi-cadre sur la décentralisation.

Le ministre ajoute que les ateliers de réflexion de l'après-midi pourraient tenir compte de certaines préoccupations :

- L'importance de développer une stratégie pour conserver nos entreprises innovantes dans la région dans un contexte de mondialisation des marchés et d'éloignement des centres de décision;
- Le rôle du transport collectif pour assurer une vitalité économique dans les territoires ruraux;
- L'importance de la protection des terres agricoles;
- Le maintien des exclusivités de formation collégiales comme outils d'attractivité pour les territoires;
- Le soutien aux créateurs artistiques pour supporter l'innovation.

M. Gaudreault commente la proposition d'expérience pilote en matière de décentralisation en spécifiant quelques vertus du modèle et les pièges potentiels à prendre en compte. Parmi les vertus, le modèle répond à un besoin d'une structure qui est souple et adaptable aux spécificités de chaque milieu, qui possède un caractère informel et qui offrirait une rapidité d'action suffisante. Parmi les pièges à surveiller, il faut éviter de se perdre dans les planifications et conserver une orientation sur l'action. Une autre difficulté consiste à conjuguer l'ensemble des intérêts locaux sectoriels dans une vision de territoire.

5. Échanges

M^{me} Rhéaume invite les participants à échanger avec les panélistes.

M. Réjean Gaudreault, directeur régional au MCC, souhaite apporter un élément additionnel aux synthèses : le grand nombre de créateurs dans la région et la difficulté de faire reconnaître leur juste contribution dans le processus de l'innovation et de la création de richesse collective. Par exemple, ce

sont nos créateurs qui vont transformer nos arbres en nouveaux produits, de sorte que pour chacun des enjeux, la culture peut jouer un rôle important. Face au modèle présenté par M. Proulx, M. Réjean Goudreault exprime ses préoccupations quant à la capacité des directions régionales avec un petit nombre d'effectifs d'être en mesure d'accompagner adéquatement le milieu.

M^{me} Diane Larose, directrice régionale d'expertise au MRN, affirme qu'on doit s'attaquer aux difficultés qu'ont les ministères à partager de l'information rapidement sur un projet. Ainsi, on rendrait plus facile l'accompagnement interministériel des projets. Aussi, il existe dans la fonction publique régionale une mine d'expertises diversifiées qui nous permettrait d'être plus efficaces si elle était connue et partagée.

M^{me} Édith Tremblay, directrice régionale du MDDEFP, mentionne que la préoccupation du développement durable et de la préservation de l'environnement comme une source de richesse collective devrait être plus présente dans les enjeux.

M. Goudreault ajoute un enjeu qui n'a pas été abordé : la sauvegarde du patrimoine régional, en particulier sur l'avenir de nos églises et des autres bâtiments patrimoniaux. Cet enjeu risque de prendre de l'ampleur et de se généraliser dans toutes les communautés de la région.

M. Daniel Groleau, directeur du Parc national Saguenay, aborde le sujet de la gouvernance, qui est un élément important dans la mise en action des partenaires et qui a été peu abordé. Il existe une difficulté importante à faire émerger une vision commune dans les territoires. De plus, on pourrait davantage lier l'action des partenaires autour de celle-ci. Il faudrait travailler à créer davantage de synergie entre les territoires.

M. André Marchand, agent de planification, programmation et recherche de l'ASSS, affirme que la région vit un succès relatif dans la promotion des saines habitudes de vie, mais que le défi va devenir plus important encore avec le vieillissement de la population. Les municipalités et les MRC devront prendre conscience de leur rôle et être plus proactives.

M. Proulx termine l'échange en partageant sa vision de la décentralisation. Il croit que la démarche de prise en place de tables locales des partenaires sectorielles devra être balisée.

Les ministères et organismes risquent d'avoir un rôle de leadership. La CRÉ devra collaborer au processus. Il rappelle que l'ensemble de la démarche vise l'atteinte des objectifs suivants :

- mieux prendre en main l'action sur le terrain;
- stimuler la capacité d'innovation des territoires;
- créer des convergences et des synergies entre les municipalités, les MRC et les régions par des actions communes.



**Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire**

Québec



**CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE
DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN**

Date : Le mercredi, 30 octobre 2013 – de 9 h à 12 h

Lieu : Hôtel Delta Saguenay, salle William-Price
2675, boulevard du Royaume, Jonquière (Arvida)

Ordre du jour

1. Ouverture de la réunion – 9 h
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour – 9 h
3. Lecture et adoption du compte rendu de la rencontre du 17 mai 2013 – 9 h 05
4. Forum de la fonction publique régionale (15 minutes) (Francine Harvey) – 9 h 10
5. Suivi des travaux des comités – 9 h 25
6. Présentation de la Direction régionale du Saguenay-Lac-Saint-Jean, secteur faune au MDDEFP (Claude Dussault) – 10 h 05
7. Rendez-vous de la forêt québécoise les 21 et 22 novembre 2013 (Alain Thibeault) – 10 h 15

PAUSE

8. Dépôt du rapport de l'activité du 20 juin, projet de plan d'action de la CAR et suite de la démarche – 10 h 30
9. Présentation de Tourisme Saguenay-Lac-Saint-Jean (Jean-Luc Bessette, Annie Châteauvert et Julie Dubord) – 11 h
10. Politique de souveraineté alimentaire (Sylvie Denis) – 11 h 20
11. Point d'information du directeur général de la CRÉ (Alain Belley) – 11 h 50
12. Affaires nouvelles
 - 12.1 Plan d'action pour contrer la racisme et la discrimination envers les Autochtones (SAA)
 - 12.2 _____
13. Prochaine rencontre (4 décembre 2013 de 9 h à 12 h)
14. Fin de la rencontre – 12 h

COMPTE RENDU

Réunion de la Conférence administrative régionale du Saguenay – Lac-Saint-Jean (CAR-02)

Tenue le 30 octobre 2013 de 9 h à 12 h

Hôtel Delta Saguenay, salle William-Price
2675, boulevard du Royaume, Jonquière

Présences :

M^{mes} Annie Châteauvert, TQ
Christine Chabot, CSF
Édith Tremblay, MDDEFP
Francine Harvey, Services Québec
Gradys Harvey, MFE
Julie Dubord, ATR
Julie Rodrigue, SAA
Julie Simard, IQ
Lison Rhéaume, MESS
Malie Durocher-Guay, SHQ
Martine Couture, ASSS
Sylvie Denis, MAPAQ

MM Alain Belley, CRÉ
Alain Thibeault, MRN
Claude Dussault, MDDEFP
David Blouin, OPHQ
Donald Turgeon, MTQ
Gaston Dallaire, SIQ
Jean-Luc Bessette, TQ
Réjean Goudreault, MCC
Michel Thibault, MICC
Yves Lefebvre, FAQ
Jean Dionne, MAMROT
Pierre-A. Gauthier, MAMROT
Benoît Poulin, MAMROT
Gilles Gauthier, MAMROT
David Jean, MAMROT

Sujet	Suivi
1. Ouverture de la réunion La réunion débute à 9 h par le mot de bienvenue du président de la CAR. M. Jean Dionne souhaite la bienvenue aux nouveaux participants, à savoir Marie-Hélène Forest, d'Engagement jeunesse, Annie Chateauvert de Tourisme Québec, Julie Rodrigue, du Secrétariat aux affaires autochtones, M. Claude Dussault, de la Direction de la Faune au MDDEFP.	
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour M. Dionne procède à la lecture de l'ordre du jour de la rencontre. L'ordre du jour est adopté sans modification.	
3. Lecture et adoption du compte rendu de la rencontre du 17 mai 2013 M. David Jean fait la lecture du compte rendu de la rencontre du 17 mai. Deux corrections sont à apporter sur la fiche de présence. Le compte rendu est adopté avec ces modifications.	David Jean : apporter les modifications au CR du 17 mai
4. Forum de la fonction publique régionale M. Dionne invite M ^{me} Francine Harvey, directrice régionale adjointe au MESS, à faire état aux membres de la CAR de l'avancement des travaux pour l'organisation du Forum de la fonction publique régionale prévue le 30 janvier prochain.	

<p>M^{me} Harvey mentionne que les travaux vont bon train et que la participation est au rendez-vous. Elle remercie les membres de la CAR d'avoir libéré le personnel qui s'implique à l'organisation du Forum. Elle rappelle les objectifs du Forum :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ reconnaître l'apport de la fonction publique au développement régional; ➤ réseauter les membres de la fonction publique régionale; ➤ augmenter le sentiment d'appartenance. <p>L'horaire de la journée du 30 janvier prévoit l'intervention de deux conférenciers : M. Jean Saint-Gelais, secrétaire général et greffier du Conseil exécutif, et M^{me} Marie Doye, du réseau DOF. Une activité reconnaissance des bons coups d'équipe et des 25 ans de services sont également prévus. L'invitation officielle sera envoyée aux différents ministères et organismes en novembre.</p> <p>M^{me} Édith Tremblay, directrice régionale au MDDEFP, demande si des balises sont proposées par le comité pour choisir les participants à l'activité. La question va être abordée en comité.</p>	
<p>5. Suivi des travaux des comités</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Comité occupation et vitalité des territoires Les rencontres du comité se sont concentrées à l'organisation de l'activité du 20 juin et aux suites de l'exercice. La dernière rencontre a eu lieu le 1^{er} octobre afin de commenter le rapport et le projet de plan d'action. Le processus de renouvellement du Plan quinquennal de développement et la contribution de la CAR ont fait également l'objet de discussion. ➤ Comité desserte des services gouvernementaux Les travaux de ce comité ont été couverts au point 4. ➤ Comité développement économique et emploi M^{me} Gladys Harvey, directrice régionale, mentionne que le comité ne s'est pas réuni depuis le 20 juin dernier. La prochaine rencontre est prévue le 20 novembre prochain. Elle invite les participants à faire parvenir leurs propositions de sujet au secrétaire du comité. ➤ Comité aménagement du territoire Le comité s'est réuni le 7 juin dernier et a abordé trois sujets principaux : la Loi sur le patrimoine culturel, la présentation du projet d'Ariane Phosphate, la présentation du projet de parc industriel à Alma. La prochaine rencontre est prévue le 15 novembre. ➤ Table régionale de concertation sur les saines habitudes de vie M^{me} Martine Couture, présidente-directrice générale à l'ASSS, mentionne que le nouveau Plan d'action sur la promotion des saines habitudes de vie est en élaboration. Le financement de Québec en forme de 180 000 \$ sur deux ans est d'ailleurs confirmé. Le prochain plan devrait tenir compte des actions incluses dans le Plan d'action de la CAR en matière de saines habitudes de vie. M^{me} Couture termine en remerciant les membres pour la participation nombreuse aux sessions de sensibilisation aux environnements favorables aux saines habitudes de vie. ➤ Comité interministériel sur la condition féminine Le comité s'est réuni le 7 octobre dernier. Parmi les sujets abordés, les participants ont discuté de la nouvelle entente spécifique en condition féminine et d'une modification de la forme des prochains Café-égalité prévus en mars. Le comité a également été consulté sur le projet du Plan d'action de la CAR. Il devrait formuler un avis d'ici la prochaine rencontre, notamment afin de tenir compte de l'analyse différenciée selon le sexe. 	

<p>➤ Comité engagement jeunesse</p> <p>M^{me} Lison Rhéaume, directrice régionale, mentionne que la mesure d'engagement jeunesse a été prolongée pour une année supplémentaire, soit jusqu'au 31 mars 2015. Elle annonce que M. Dominique Dufour, suite à l'obtention d'un poste au MAMROT, a cédé sa place à une nouvelle ressource. M^{me} Marie-Hélène Forest, coordonnatrice d'Engagement jeunesse, se présente et annonce qu'elle entend reprendre les dossiers dans une optique de continuité en vue de la fin de la mesure prévue le 31 mars 2015.</p> <p>➤ Comité tourisme, nature et culture</p> <p>M. Réjean Goudreault, directeur régional au MCC, mentionne que le comité s'est réuni le 25 octobre dernier. Le comité a été consulté sur le projet de Plan d'action de la CAR suite aux discussions, trois actions en lien avec le domaine « tourisme, nature et culture » ont été ajoutées au plan. Parmi les autres sujets abordés lors de la rencontre, les membres du comité ont discuté des suites du Colloque sur le tourisme culturel, de l'entente de partenariat régional en tourisme, et du suivi de projets régionaux particuliers.</p>	
<p>6. Présentation de la Direction régionale du Saguenay–Lac-Saint-Jean, secteur faune au MDDEFP</p> <p>M. Claude Dussault, directeur par intérim (secteur Faune), présente la nouvelle direction régionale secteur faune du MDDEFP.</p>	
<p>7. Rendez-vous de la forêt québécoise les 21 et 22 novembre 2013</p> <p>M. Alain Thibeault, directeur général, annonce qu'un événement national d'ampleur, les Rendez-vous de la forêt québécoise, auront lieu à Saint-Félicien les 21 et 22 novembre prochains. On attend entre 200 à 300 personnes qui sont attendues pour l'événement. Les membres sont invités à aller consulter le site Web qui décrit l'événement : http://rendezvousdelaforet.gouv.qc.ca/.</p>	
<p>8. Dépôt du rapport de l'activité du 20 juin, projet de plan d'action de la CAR et suite de la démarche</p> <p>M. Dionne rappelle brièvement la tenue de l'activité du 20 juin et fait état des suites qui ont été réalisées, à savoir le rapport de l'activité, le projet de Plan d'action de la CAR et le document « Autres actions identifiées ».</p> <p>Le comité en occupation et vitalité de la CAR a émis une série de commentaires sur le projet de plan d'action. Le MAMROT a également préparé une note d'information au ministre afin de l'informer de la démarche qui a été entreprise et d'attirer son attention sur certaines actions qui nécessitent un signal clair des autorités pour leur mise en œuvre. Parmi les recommandations, on propose de faire suivre une note au Conseil des ministres afin d'obtenir l'engagement des ministères et organismes au plan d'action et des ressources additionnelles nécessaires à sa mise en œuvre.</p> <p>Une lettre aux différents sous-ministres touchés sera également transmise afin de les informer de la démarche régionale.</p> <p>Le projet de plan d'action sera également présenté à la Direction générale de la CRÉ afin de relever les maillages possibles avec le processus de renouvellement du Plan quinquennal de développement.</p> <p>M. David Jean présente le projet de plan d'action et définit en détail chacune des actions. Les membres émettent des commentaires sur les libellés de certaines actions et proposent d'établir une numérotation plus claire. On invite les gens à signifier par écrit leurs commentaires et modifications au secrétaire de la CAR d'ici le 13 novembre prochain. Plusieurs membres présents soulignent la qualité du rapport.</p>	<p>David Jean : apporter les modifications proposées par les membres</p>

<p>9. Présentation de Tourisme Saguenay–Lac-Saint-Jean</p> <p>M^{me} Annie Châteauvert, conseillère en communication à la Direction du partenariat et des programmes d'aide financière en tourisme, présente la nouvelle <u>Politique économique – Priorité emploi du Québec</u> et les éléments en tourisme qui y sont inclus. Elle présente également la nouvelle image promotionnelle du Québec en tourisme. M^{me} Chateauvert annonce que le ministre du MTO et du MAMROT a convenu d'un accord afin d'inviter l'ATR aux rencontres de la CAR, selon la pertinence des sujets abordés. M^{me} Chateauvert invite M^{me} Julie Dubord, directrice générale à Tourisme Saguenay–Lac-Saint-Jean, à venir présenter l'ATR et son rôle.</p>	
<p>10. Politique de souveraineté alimentaire</p> <p>M^{me} Sylvie Denis, directrice régionale, présente la nouvelle <u>Politique de souveraineté alimentaire</u>. La présentation « Politique de souveraineté alimentaire » est jointe au compte rendu et en fait partie intégrante.</p>	
<p>11. Point d'information du directeur de la CRÉ</p> <p>M. Alain Belley, conseiller en développement, en remplacement de M. Marc Dubé, directeur général, présente un survol du processus de renouvellement de la CRÉ qui fera l'objet du point principal de la prochaine rencontre de la CAR.</p> <p>Il mentionne que l'exercice proposé tiendra compte du développement durable, de la place des femmes et des jeunes, de l'analyse différenciée selon le sexe et l'occupation et la vitalité des territoires.</p> <p>La CRÉ entend mettre en place un plan stratégique dit dynamique, dont l'évaluation, la mesurabilité et l'ajout de nouvelles orientations seraient fait en continu, et non sur une base quinquennale. M. Belley annonce que la CRÉ s'attend à une contribution active des membres de la CAR plus engageante que par le passé. La CRÉ entend également forcer le milieu à se donner un indice de développement, sous la forme d'un indice de développement de la région. Pour terminer, M. Belley annonce que les commissions sectorielles ont été dissoutes et cinq « comités sectoriels » seront créés. Les MO seront invités à y siéger.</p> <p>La prochaine rencontre de la CAR permettra d'aller plus en détail sur chacun des éléments énoncés.</p>	
<p>12. Affaires nouvelles</p> <p>12.1 Plan d'action pour contrer le racisme et la discrimination envers les Autochtones</p> <p>M^{me} Julie Rodrigue, adjointe au directeur général au SAA, annonce que le Secrétariat aux affaires autochtones a entamé une vaste consultation afin de réaliser un plan d'action pour contrer le racisme et la discrimination envers les autochtones. Des rencontres sont prévues les 5 et 6 novembre prochains à Québec. Les MO sont invités à y participer afin de partager des enjeux régionaux particuliers en liens avec la problématique.</p>	
<p>13 Prochaine rencontre</p> <p>La date de la rencontre a été modifiée depuis la rencontre de la CAR. La prochaine rencontre est prévue le 11 décembre, de 9 h à 12 h au MESS, salle Saguenay.</p>	
<p>14 Fin de la rencontre</p> <p>La rencontre se termine à 12 h 15.</p>	

Rédigé par : David Jean, MAMROT
418 698-3523, poste 80206

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

Date : Le mercredi, 11 décembre 2013 – de 9 h à 12 h

Lieu : Emploi-Québec (MESS), salle Saguenay
210, rue des Oblats Ouest, à Chicoutimi

Ordre du jour

1. Ouverture de la réunion – 9 h
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour – 9 h
3. Lecture et adoption du compte rendu de la rencontre du 30 octobre 2013 – 9 h 05
4. Forum de la fonction publique régionale (Francine Harvey) – 9 h 10
5. Suivi du Plan d'action de la CAR (Jean Dionne) - 9 h 15
6. Suivi des travaux des comités – 9 h 25
7. Présentation de la Loi sur l'économie sociale (Benoit Poulin) – 9 h 45
8. Pôle régional en économie sociale (Steeve Ménard) – 10 h

PAUSE

9. Présentation du processus de renouvellement du Plan quinquennal de la Conférence régionale des élus (Marc Dubé) – 10 h 45
10. Affaires nouvelles
 - 10.1 Fusion de la SIQ avec Infrastructures Québec (Gaston Dallaire)
 - 10.2 Projet de loi n°41 – Loi modifiant la Loi sur la fonction publique principalement en matière de dotation des emplois (Mireille Côté)
11. Prochaine rencontre
12. Fin de la rencontre – 12 h

COMPTE RENDU

Réunion de la Conférence administrative régionale du Saguenay – Lac-Saint-Jean (CAR-02)

Tenue le 11 décembre 2013 de 9 h à 12 h

Emploi-Québec (MESS), salle Saguenay
210, rue des Oblats Ouest, Chicoutimi

Présences :

M ^{mes}	Annie Châteauvert, TQ Christine Chabot, CSF Francine Harvey, Services Québec Gladys Harvey, MFE Lison Rhéaume, MESS Malie Durocher-Guay, SHQ Sylvie Denis, MAPAQ Mireille Côté, CSPQ Marie-Hélène Forest, Engagement jeunesse	MM.	David Blouin, OPHQ Gaston Dallaire, SIQ Jean-François St-Gelais, ASSS Réjean Goudreau, MCC Jean Dionne, MAMROT Pierre-A. Gauthier, MAMROT Gilles Gauthier, MAMROT David Jean, MAMROT Marc Dubé, CRÉ Dominique Dufour, MAMROT Jean-Philippe Marchand, MAMROT
------------------	---	-----	---

Sujet	Suivi
1. Ouverture de la réunion La réunion débute à 9 h 05 par le mot de bienvenue du président de la CAR. M. Jean Dionne entame un tour de table afin de présenter l'ensemble des participants.	
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour M. Dionne procède à la lecture de l'ordre du jour de la rencontre. Le point affaires nouvelles sera traité avant la pause. L'ordre du jour est adopté avec cette modification.	
3. Lecture et adoption du compte rendu de la rencontre du 30 octobre 2013 M. David Jean fait la lecture des points de suivi du compte rendu de la rencontre du 30 octobre. Le compte rendu est adopté avec ces modifications.	
4. Forum de la fonction publique régionale M. Dionne invite M ^{me} Lison Rhéaume, directrice régionale au MESS, à faire état de l'avancement des travaux entourant l'organisation du Forum de la fonction publique régionale prévue le 30 janvier prochain. M ^{me} Rhéaume mentionne que les invitations officielles ont été envoyées. Le Forum permettra de souligner les bons coups d'équipe et pour ce faire, la participation des directeurs et directrices est importante. La date limite pour déposer la confirmation des participants et les bons coups est le 20 décembre. [La date d'échéance a depuis été reportée au 10 janvier.]	

<p>5. Suivi du plan d'action de la CAR</p> <p>M. Dionne mentionne que plusieurs actions inscrites au Plan d'action de la CAR sont bien amorcées, pensons notamment à l'organisation du Forum de la fonction publique régionale. Toutefois, certaines actions demandent toujours une validation des autorités avant d'entamer les travaux. Le plan d'action est actuellement sur le bureau du sous-ministre du MAMROT, qui devrait le transmettre dans une correspondance à tous les sous-ministres membres de la CAR.</p> <p>M. Dionne propose également qu'un tableau de suivi du Plan d'action de la CAR soit mis sur pied, afin qu'à la prochaine rencontre on puisse apprécier l'état d'avancement général de celui-ci. La dernière version du Plan d'action sera également réacheminée à l'ensemble des membres de la CAR.</p>	<p>David Jean : acheminer aux membres la dernière version du Plan d'action; mettre sur pied un tableau de suivi et déposer un état de situation à la prochaine CAR</p>
<p>6. Suivi des travaux des comités</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Comité occupation et vitalité des territoires Le comité ne s'est pas réuni depuis la dernière rencontre. ➤ Comité desserte des services gouvernementaux Les travaux de ce comité ont été couverts au point 4. ➤ Comité développement économique et emploi M^{me} Gladys Harvey, directrice régionale, mentionne que le comité s'est réuni le 20 novembre dernier. Les sujets suivants ont été abordés lors de la rencontre : politique industrielle du Québec, Table d'action en entrepreneuriat, le suivi de certains projets de développement. M^{me} Harvey souligne l'importance d'être présent à la prochaine rencontre puisqu'il sera question de la contribution du comité à la réalisation du Plan d'action de la CAR. ➤ Comité aménagement du territoire M. Pierre-A. Gauthier, en remplacement de Daniel Tremblay, fait un suivi de la rencontre du 15 novembre dernier. Les sujets suivants ont été abordés : le vieillissement de la population, le projet d'agrandissement de la Mine Niobec, le processus de consultation autochtone au MRN. M. Gauthier informe les participants de la tenue d'une rencontre conjointe des comités aménagement et développement économique prévue le 15 janvier 2014 qui va porter sur le dossier des aires protégées. ➤ Table régionale de concertation sur les saines habitudes de vie M. Jean-François St-Gelais, fait le suivi de la dernière rencontre de la Table et des actions entreprises. ➤ Comité interministériel sur la condition féminine Le comité a été consulté sur le projet du Plan d'action de la CAR et a formulé un avis qui sera transmis prochainement au président de la CAR, notamment afin de tenir compte de l'analyse différenciée selon le sexe et de l'implication des femmes. ➤ Comité engagement jeunesse M^{me} Rhéaume débute par présenter M. Jean-Philippe Marchand qui collaborera à Engagement jeunesse pour une année. Elle mentionne que le comité directeur d'engagement jeunesse s'est réuni le 4 décembre dernier. En collaboration avec Marie-Hélène Forest, coordonnatrice à Engagement jeunesse, elle présente les priorités identifiées par le Comité directeur régional pour les prochains mois. 	

<p>➤ Comité tourisme, nature et culture</p> <p>M. Dionne mentionne que le comité ne s'est pas réuni depuis la dernière rencontre.</p>	
<p>7. Présentation de la Loi sur l'économie sociale</p> <p>M. Dionne présente la loi cadre sur l'économie sociale. La présentation « Loi cadre sur l'économie sociale » est jointe au compte-rendu et en fait partie intégrante. Les participants discutent de la démarche de reconnaissance institutionnelle et de la place des femmes prévues dans le Plan d'action.</p>	
<p>8. Pôle régional en économie sociale</p> <p>M. Steeve Ménard, coordonnateur, présente le Pôle régional en économie sociale. La présentation « L'économie sociale » est jointe au compte-rendu et en fait partie intégrante.</p>	
<p>9. Présentation du processus de renouvellement du Plan quinquennal de développement de la Conférence régionale des élus</p> <p>M. Marc Dubé, directeur à la CRÉ, présente le processus de renouvellement du Plan quinquennal de développement (PQD) de la Conférence régionale des élus. Il résumé la mécanique d'élaboration du prochain PQD, notamment à l'égard de l'importance des indicateurs de développement, de l'élaboration d'un « cahier de revendication politique de la Région » et de la mise en place des comités stratégiques sectoriels. La présentation « Processus d'élaboration du plan quinquennal de développement 2014-2019 » est jointe au présent compte-rendu et en fait partie intégrante.</p> <p>Les participants discutent de la forme que prendra la consultation régionale sur les enjeux inscrits au PQD, de la consultation des maires des municipalités de moins de 5000 habitants, de la composition de chacun des comités sectoriels, de l'intégration de la Ville de Saguenay et de la communauté autochtone de Mashteuiatsh à cet exercice.</p>	
<p>10. Affaires nouvelles</p> <p>10.1 Fusion de la SIQ avec Infrastructures Québec</p> <p>M. Gaston Dallaire présente le changement de structure à la SIQ et les changements dans l'offre de service. Il en profite pour résumer les activités de son organisation.</p> <p>10.2 Projet de loi n°41 – Loi modifiant la Loi sur la fonction publique principalement en matière de dotation des emplois</p> <p>M^{me} Mireille Côté explique les changements qui seront apportés dans la procédure de dotation des emplois. Elle précise qu'il faudra patienter encore quelques mois avant que ceux-ci sont complètement effectifs.</p> <p>10.3 Politique nationale de la ruralité</p> <p>M. Dionne informe les participants que la troisième Politique nationale de la ruralité a été annoncée. La CAR sera sollicitée dans sa mise en œuvre, notamment pour recevoir les portraits locaux et pour promouvoir des actions intersectorielles. M. Dionne souligne les changements suivants : une somme de 470 M\$ sur 10 ans, la présence d'agents ruraux spécifiquement dédiés aux municipalités dévitalisées, les Pactes plus et la disparition de la mesure des produits de spécialité.</p>	

11. Prochaine rencontre La date de la prochaine rencontre de la CAR fera l'objet d'une convocation au début de l'année 2014.	
12. Fin de la rencontre La rencontre se termine à 12 h 00.	

Rédigé par : David Jean, MAMROT
418 698-3523, poste 80206

Conférence administrative régionale Mauricie

**Projet d'ordre du jour
Vendredi 7 juin 2013 de 9 h à 12 h
CRÉ de la Mauricie
3450, boulevard Gene-H. Kruger, bureau 200
Trois-Rivières**

- | | |
|---------|--|
| 9 h | Mot de bienvenue |
| 9 h 05 | Lecture et adoption de l'ordre du jour |
| 9 h 10 | Adoption du compte rendu de la réunion du 15 mars 2013 |
| 9 h 15 | L'occupation et la vitalité des territoires <ul style="list-style-type: none">➤ M. Pierre Robert |
| 10 h 00 | Pause |
| 10h15 | Les femmes dans le domaine de la construction <ul style="list-style-type: none">➤ Mme Félicité Godbout |
| 10h45 | Les informations de la CRÉ de la Mauricie <ul style="list-style-type: none">➤ M. Christian Savard, directeur général |
| 11h00 | Bilan et perspectives de la CAR Aménagement <ul style="list-style-type: none">➤ Mme Sandra Baron |
| 11 h 15 | Autres sujets <ul style="list-style-type: none">➤ Rencontre de M. Marc-Urbain Proulx sur la décentralisation➤ Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie |
| 11 h45 | Fin de la réunion et date de la prochaine |

Conférence administrative régionale de la Mauricie

Compte rendu de la rencontre tenue le 7 juin 2013
CRÉ Mauricie
3450, boulevard Gene-H. Kruger, bureau 200
Trois-Rivières (Québec)

Rédigé par Sandra Baron
Conseillère en aménagement du territoire

Personnes présentes :

Michel Beaulac, FADQ Mauricie
Sébastien Doire, Sécurité civile, MSP
Jean Douville, MTQ
Félicité Godbout, CSF
Denis Hébert, MFE
Gilles Hudon, ASSS, santé publique

Mario Leblanc, CNT
Lorraine Lafrenière, MICC
Mélanie Poisson, MCC
Robert Ricard, Emploi Québec
René Sauvageau, SHQ
Julie Caron, OPHQ

Invités

Christian Savard, directeur général, CRÉ Mauricie

Pierre Robert, MAMROT
Président de la CAR

Sandra Baron, MAMROT
Manon Filion, MAMROT

Personnes excusées :

Sylvain Beaulieu, RQ
Yvan Bourgeois, CSST
Marie-Pier Boutin, Ministère du Tourisme
Aurélie Couture-Boissinot, SAA
Jacques Damphousse, Services correctionnels
Christian Éthier, Hydro-Québec
Michel Falardeau, MJ
Isabelle Filion, OQLF
Carole Gaudet, MELS
Lise Giroux, Curateur public

Paul Grégoire, Investissement Québec
Yves Guay, Sûreté du Québec
Norman Houle, MAPAQ
Gilles Labrie, CCQ
Marie-Ève Landry, CSPQ
Denis Marceau, SIQ
Roger Paré, MELS-Québec
René Patry, MF
Patricia Rousseau, Services Québec
Alain Simard, MRN

01. Ouverture de la réunion – Mot de bienvenue

Le président de la CAR souhaite la bienvenue aux participants et fait un tour de table pour permettre à ces derniers de se présenter. En outre, deux nouveaux membres sont accueillis : messieurs Gilles Hudon et René Sauvageau.

Le président rappelle que les rencontres de la CAR sont identifiées comme des événements carboneutres. Entre le 1^{er} avril 2012 et le 31 mars 2013, le MAMROT a fait planter 196 arbres pour compenser les émissions de CO₂ produit par les participants à des événements ciblés.

02. Lecture et adoption de l'ordre du jour

Après la lecture par le président de la CAR, le projet d'ordre du jour est adopté sur la proposition de M. Denis Hébert.

03. Adoption du compte rendu de la réunion du 15 mars 2013

Après le rappel des principaux éléments par le président de la CAR, le compte rendu est adopté sur la proposition de M. Denis Hébert. Dans les suivis, le président souligne le dépôt du projet de loi en économie sociale le 19 mars 2013 et l'audition de 23 groupes, organismes ou citoyens en commission parlementaire.

04. L'occupation et la vitalité des territoires

Le président de la CAR présente d'abord le Plan d'action 2013-2016 du MAMROT en occupation et vitalité des territoires, disponible sur le site Internet. Le plan d'action touche à 9 des 17 axes de la Stratégie OVT. Deux actions concernent particulièrement la Direction régionale de la Mauricie : la production d'un guide afin de renforcer l'accompagnement gouvernemental pour l'aménagement et le développement intégrés des territoires, le développement de l'entrepreneuriat collectif dans les milieux en revitalisation. D'autres actions concernent les ententes spécifiques, le rôle des CAR et des CRÉ, le dépôt d'une loi-cadre sur la décentralisation, etc.

Les commentaires ont porté sur la transposition de la Stratégie OVT au niveau régional, notamment lorsque les mandats ministériels sont spécialisés, l'utilité de partager ou mettre en commun les approches ministérielles, la production de guides à l'intention des CRÉ et le projet de décentralisation gouvernementale.

Le président présente ensuite la liste des indicateurs de suivi OVT qui viennent d'être rendus publics. Les 26 indicateurs sont regroupés en 13 thèmes dont la démographie, la mobilité des personnes et des marchandises, les services de proximité, les investissements et la croissance

économique et le revenu. Ces indicateurs ont reçu un avis favorable, quant à leur qualité statistique, de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ).

Dans les discussions qui ont suivi, des préoccupations ont été formulées sur la détermination des cibles à atteindre, l'influence régionale dans la détermination des indicateurs, la production de statistiques différenciées selon le genre et sur leur prise en compte dans l'analyse des résultats, etc.

0.5 Les femmes dans le domaine de la construction

Mme Félicité Godbout présente l'avis du CSF publié en mars 2013 : Une mixité en chantier Les femmes dans les métiers de la construction. Le secteur de la construction est traditionnellement masculin à 98,7 % et le Québec se retrouve au dernier rang des provinces. Mme Godbout illustre les réalités des femmes dans la construction à l'aide d'expériences vécues. Afin d'inverser la tendance, notamment que cessent le harcèlement, l'intimidation et la discrimination à l'égard des femmes, il est recommandé d'agir aux plans : légal, structurel, éducatif et social.

Dans les commentaires, il fut mentionné entre autres que certaines expériences décrites étaient connues des intervenants du domaine de la construction, que des démarches d'intervention étaient en cours et que la diffusion des bonnes pratiques pourrait constituer une avenue de communication.

06. Les informations de la CRÉ

M. Savard expose les dossiers majeurs de la CRÉ. Il mentionne d'abord que le réseau des CRÉ, formé à la suite des nouvelles relations entre les CRÉ et le gouvernement, se consolidera par l'embauche d'un coordonnateur. Les CRÉ sont en attente à l'égard du MRN quant à l'avenir des CRNNT et du programme d'aide financière Volet II. Le Plan quinquennal de développement 2010-2015 fera l'objet prochainement d'un bilan et d'une amorce de révision sous forme de réflexions préliminaires.

Il fait référence ensuite à la conciliation travail-famille-étude, dans laquelle un coordonnateur est recherché, au prochain Gala de la production agricole, à la présentation de l'UQTR sur la caractérisation des eaux souterraines, au projet de balisage de la rivière Saint-Maurice, au premier projet régional lié au transport collectif dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS).

07. Bilan et perspectives de la CAR Aménagement

Mme Sandra Baron, coordonnatrice de la CAR Aménagement, présente son contexte de création, son mode de fonctionnement, les thématiques qui ont été abordées au cours des deux dernières

années et les projets à venir, dont la production d'un guide de bonnes pratiques en aménagement et développement intégrés.

08. Autres sujets

Le président de la CAR rappelle la rencontre de M. Marc-Urbain Proulx, sous-ministre associé aux régions au MAMROT, avec le conseil d'administration de la CRÉ, le Forum de la société civile et les membres de la CAR, le 13 juin 2013, à Saint-Thècle. Cette rencontre portera sur le projet de décentralisation du gouvernement. L'invitation a été transmise le 22 mai 2013 par la CRÉ.

Le président rappelle aux membres l'adoption, en mai 2011, du Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie, sous la responsabilité du ministère de la Justice. Le plan d'action vise une plus grande reconnaissance de la diversité sexuelle, notamment au niveau social, et plusieurs ministères ont participé à son adoption et pris des engagements.

M. Robert Ricard informe les membres de la tenue d'un colloque sur les ressources humaines, les 22 et 23 octobre 2013, à l'intention des entreprises privées et des organisations publiques et para publiques. Le colloque répond à des préoccupations grandissantes sur la gestion des ressources humaines dans les entreprises, tant privées que publiques.

Mme Julie Caron mentionne que la semaine nationale des personnes handicapées s'est tenue du 1^{er} au 7 juin 2013.

M. Denis Hébert propose une présentation du Plan de diversification économique de la Mauricie lors de la prochaine rencontre de la CAR.

09. Fin de la réunion et date de la prochaine

L'ordre du jour étant épuisé, l'assemblée est levée à 11 h 50. La prochaine rencontre de la CAR se tiendra à l'automne 2013.

Conférence administrative régionale Mauricie

Projet d'ordre du jour
Vendredi 13 septembre 2013 de 9 h à 12 h
Restaurant l'Escapade
3383, rue Garnier
Shawinigan

- | | |
|---------|---|
| 9 h | Mot de bienvenue |
| 9 h 05 | Lecture et adoption de l'ordre du jour |
| 9 h 10 | Adoption du compte rendu de la réunion du 7 juin 2013 |
| 9 h 15 | La campagne Centraide de 2013 <ul style="list-style-type: none">➤ Mme Julie Colbert |
| 9 h 30 | La situation de l'emploi dans la Mauricie <ul style="list-style-type: none">➤ M. Robert Ricard |
| 10 h 15 | Pause |
| 10h30 | Les informations de la CRÉ de la Mauricie <ul style="list-style-type: none">➤ M. Christian Savard |
| 10h45 | Le Plan de diversification économique de la Mauricie <ul style="list-style-type: none">➤ M. Denis Hébert |
| 11 h 30 | Autres sujets <ul style="list-style-type: none">➤ Rencontre de la TQR du 9 septembre➤ Plan d'action gouvernemental de lutte contre le racisme et la discrimination➤ Rencontre de la CAR Aménagement sur le projet d'oléoduc |
| 12 h00 | Fin de la réunion et date de la prochaine |

Conférence administrative régionale de la Mauricie

Compte rendu de la rencontre tenue le 13 septembre 2013
Auberge l'Escapade
3383, rue Garnier, Shawinigan (Québec)

Rédigé par Carmen Auger
Secrétaire du MAMROT

Personnes présentes :

Michel Beaulac, FADQ Mauricie
Marie-Pier Boutin, Tourisme Québec
Aurélie Couture-Boissinot, SAA
Sébastien Doire, Sécurité civile, MSP
Michel Falardeau, Ministère de la Justice
Carole Gaudet, MELS
Félicité Godbout, CSF
Denis Hébert, MFE

Mario Leblanc, CNT
Lorraine Lafrenière, MICC
Mélanie Poisson, MCC
Robert Ricard, Emploi Québec
René Sauvageau, SHQ
Lucie Carpentier, MRN
Céline Tremblay, MDDEFP

Invités

Christian Savard, directeur général, CRÉ Mauricie

Pierre Robert, MAMROT
Président de la CAR

Sandra Baron, MAMROT

Personnes excusées :

Sylvain Beaulieu, RQ
Yvan Bourgeois, CSST
Jacques Damphousse, Services correctionnels
Jean Douville, Ministère des Transports
Christian Éthier, Hydro-Québec
Isabelle Fillon, OQLF
Lise Giroux, Curateur public
Paul Grégoire, Investissement Québec
Yves Guay, Sûreté du Québec

Norman Houle, MAPAQ
Gilles Hudon, ASSS
Gilles Labrie, CCQ
Marie-Ève Landry, CSPQ
Denis Marceau, SIQ
Roger Paré, MELS-Québec
René Patry, Ministère de la Famille
Patricia Rousseau, Services Québec
Monique Savoie, OPHQ

01. Ouverture de la réunion – Mot de bienvenue

Le président de la CAR souhaite la bienvenue aux participants et fait un tour de table pour permettre à ces derniers de se présenter. Il informe le groupe du départ de M. Jean Douville, directeur régional du Ministère des Transports, qui quitte pour un poste à Montréal et qui sera remplacé par M. Carl Bélanger à compter du 16 septembre. Il fait référence à l'entente, entre le MAMROT et le ministère du Tourisme, relative à la participation possible des directeurs des Associations touristiques régionales aux rencontres de CAR.

02. Lecture et adoption de l'ordre du jour

Après la lecture par le président de la CAR, le projet d'ordre du jour est adopté sur la proposition de M. Denis Hébert.

03. Adoption du compte rendu de la réunion du 7 juin 2013

Le président de la CAR rappelle les principaux sujets de la rencontre du 7 juin 2013. Il informe les membres de l'adoption de principe par l'Assemblée nationale du projet de loi sur l'économie sociale le 6 juin et de l'élaboration du plan d'action gouvernemental qui devrait être adopté d'ici le 31 mars 2014. La réflexion sur la décentralisation progresse au sein de MAMROT avec le sous-ministre responsable, M. Urbain Proulx, et il est possible que l'intention gouvernementale se précise d'ici la fin de l'automne. Enfin, les interventions en matière d'occupation et de vitalité des territoires se poursuivent quant aux indicateurs et aux plans d'action gouvernementaux.

M. Robert Ricard rappelle que les journées de formation sur les ressources humaines : «Le Capital humain, la Mauricie de demain» se tiendront les 22 et 23 octobre 2013, à Shawinigan. Il est toujours possible pour les gestionnaires publics intéressés de s'inscrire pour la première de ces journées. Le compte rendu de la dernière réunion est adopté sur la proposition de M. Ricard.

04. La campagne Centraide 2013

Mesdames Julie Colbert, directrice générale, et Chantal Ferland, coordonnatrice, de Centraide Mauricie viennent informer les membres sur la campagne de financement populaire qui débutera le 7 octobre prochain. Après avoir présenté sommairement le portrait et la mission de leur organisme, Mmes Colbert et Ferland ont insisté sur les impacts dans la région de la Mauricie : 115 organismes et 100 000 personnes aidés, des actions sur les causes de la pauvreté et non seulement sur les conséquences, une police d'assurance collective, etc. La présentation a également permis de situer la campagne d'Entraide, qui existe depuis 2006, à l'intention des employés actifs et retraités de la fonction publique.

0.5 La situation de l'emploi en Mauricie

Monsieur Robert Ricard présente les éléments d'analyse d'Emploi-Québec sur l'édition 2013 du Bulletin statistique régional Mauricie et du Panorama des régions du Québec. Il fait état du vieillissement de la population (un âge médian de 47,5 ans), de la proportion élevée des diplômes collégiaux de niveau technique (59,2 %), de la faible performance en matière de taux d'emploi (50,8%) et de taux des travailleurs de 25 à 64 ans (69,4%), notamment en science et technologie, du taux de faible revenu des familles (84,4 % de la moyenne québécoise), de l'évolution de l'emploi qui n'a pas été favorable aux industries productrices de biens et à celles générant des services de 2008 à 2012, des dépenses en immobilisations en baisse, de la proportion des ménages branchés à Internet plus faible dans la MRC de Mékinac, du nombre de médecins en progression et du grand nombre d'établissements offrant des produits culturels.

M. Ricard insiste sur la culture économique qui a prévalu longtemps dans la région et qui a eu pour effet de limiter le développement d'entreprises. Il mentionne les impacts de la pauvreté sur toute la vie des personnes, en référant à la présentation en juin 2012 du Directeur de la Santé publique, Dr Gilles Grenier, sur les inégalités sociales de la santé. Enfin, il considère que des emplois de qualité, avec des salaires élevés, contribuent à une meilleure scolarisation. À cet égard, Mme Carole Gaudet précise que son ministère travaille à mettre à jour les informations relatives à la pauvreté des élèves, car il s'agit de la première cause des échecs scolaires. Mme Félicité Godbout trouve intéressante l'opportunité que l'UQTR offre à ses étudiants en médecine de suivre les grossesses de femme sans médecins de famille, un facteur de rétention des jeunes médecins.

À la suite d'une question sur le rôle des PME dans l'économie de la région, M. Hébert explique que plusieurs PME ont négligé d'investir dans leur technologie et leurs équipements, pendant plusieurs années, profitant d'un taux de change avantageux avec les États-Unis. Les PME se sont retrouvées avec des équipements et une technologie désuets, réduisant leur capacité concurrentielle et leur potentiel de transactions.

06. Les informations de la CRÉ

M. Christian Savard informe les membres que le projet de transport collectif interrégional a été prolongé d'un an, qu'une entente administrative sur l'immigration est entrée en vigueur aujourd'hui même et qu'une entente spécifique concernant les aînés sera préparée. L'entente sur l'immigration contribuera à déterminer la stratégie régionale d'attraction et de rétention des personnes de la CRÉ. À la suite de l'annonce gouvernementale en juillet 2013 d'un nouveau Programme de développement régional et forestier, la CRÉ a entrepris des discussions avec le MRN et les territoires afin de réaménager les programmes pour le milieu forestier et une proposition sera soumise au prochain conseil d'administration. M. Savard mentionne des événements à venir dans la région : Pleins feux sur la participation citoyenne, le 25 octobre, et le Gala Terre et Saveurs, le 26 octobre.

07. Le plan de diversification économique de la Mauricie (Fonds Gentilly-2)

M. Hébert fait d'abord référence à la Table de diversification économique, mise en place à la suite de l'annonce gouvernementale sur une enveloppe d'intervention de 200 M\$, et du plan de diversification qui a été adopté. Le plan vise notamment l'entrepreneuriat, l'innovation, le développement durable et les projets d'affaires solides et tournés vers l'avenir. M. Hébert indique que le Fonds de 200 M\$ se divise en deux parties : 150 M\$ réservés pour les villes de Trois-Rivières et de Bécancour, 50 M\$ pour les autres MRC. La fermeture de la centrale Gentilly-2 n'a pas eu l'impact considérable qui était redouté. Les pertes d'emploi sont peu nombreuses pour le Québec. Les sous-traitants pour la fourniture des pièces étaient situés pour la plupart à l'extérieur du Québec et ceux, pour la sécurisation des lieux, existent toujours localement.

M. Hébert précise les clientèles, les secteurs d'activité et les projets qui sont admissibles. L'étude des projets requiert la collaboration d'Emploi-Québec, du ministère des Finances et de l'Économie et d'Investissement Québec. La démarche d'acceptation comprend plusieurs étapes : le dépôt du projet avec tous les documents requis, l'analyse de la recevabilité, l'analyse financière, le regard de la Table de diversification économique et la décision. Selon M. Hébert, le manque appréhendé de projets structurants risque de nuire à la mise en œuvre du plan de diversification. Il espère qu'un plus grand entrepreneuriat et qu'une plus grande diversification soient au rendez-vous.

Les commentaires portent sur le début de la mise en œuvre du plan de diversification, la pérennité des mesures, la collaboration interministérielle, le délai de traitement, les premières annonces, l'admissibilité des grandes entreprises et des entreprises étrangères.

08. Autres sujets

Le président de la CAR indique qu'une rencontre de la Table Québec-Régions (TQR) a eu lieu le 9 septembre. Le ministre, M. Sylvain Gaudreault, a rassuré les présidents de CRÉ, quant à l'importance des CRÉ dans la concertation sur leur territoire. Il a parlé d'économie sociale, d'entente de gestion entre le MAMROT et les CRÉ, et à titre de ministre du MTQ, de sentiers récréatifs. La ministre du MRN, Mme Martine Ouellet, a discuté des modalités d'application de son nouveau Programme de développement régional et forestier. Le ministre du MESS, M. Réjean Hébert, a présenté sa vision de l'assurance autonomie des personnes âgées et d'ententes régionales. La prochaine rencontre de la TQR est prévue en 2014.

Le président fait part aux membres de la Politique gouvernementale pour favoriser la participation de tous à l'essor du Québec et du Plan d'action gouvernemental 2008-2013 qui en découle. Il rappelle l'existence de l'entente spécifique en immigration 2009-2013 dans la région et de la nouvelle entente sur une période de 18 mois. Les enjeux de la région touchent la promotion de l'immigration et l'établissement durable des immigrants, notamment par leur employabilité. Les volets racisme et discrimination ne semblent pas constituer des préoccupations régionales ou locales. Mme Aurélie Couture-Boissinot informe les membres que le Secrétariat aux affaires

autochtones (SAA) tiendra une rencontre à la fin de septembre sur le racisme envers les autochtones. M. Ricard indique que les difficultés au niveau de la langue parlée posent plus de problèmes que les comportements de racisme ou de discrimination. Mme Carole Gaudet mentionne que les futurs immigrants bénéficient de cours avant leur arrivée.

Mme Sandra Baron informe les membres que le projet d'oléoduc qui traversera la région est à l'ordre du jour de la prochaine rencontre de la CAR Aménagement, le 19 septembre. La compagnie TransCanada viendra présenter le tracé probable de l'oléoduc et d'autres informations. Les représentants gouvernementaux, autres que ceux de la CAR Aménagement, peuvent participer à cette rencontre.

M. Ricard fait part aux membres des travaux du Groupe Initiative Mauricie sur l'élaboration d'une stratégie industrielle et forestière. Les partenaires gouvernementaux et du secteur de la foresterie se concertent pour discuter et repenser l'industrie forestière dans la région.

Mme Couture-Boissinot informe les membres de l'état d'avancement des négociations territoriales avec la nation Atikamekw. Une nouvelle échéance a été fixée au 21 octobre 2013 et un nouveau négociateur gouvernemental, M. Henri Grondin, est à l'œuvre.

M. Sébastien Doire commente les événements tragiques de Lac-Mégantic. Étant présent sur place, il a vécu une expérience incroyable et instructive. Il indique que les plans d'urgence des municipalités ne peuvent pas tout prévoir, mais qu'il demeure important de les réviser périodiquement. Il propose d'en faire une présentation lors d'une prochaine rencontre de la CAR.

Mme Gaudet informe les membres que la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Mme Marie Malavoy, entreprendra une tournée de consultation sur la modernisation de la Politique nationale du sport, du loisir et de l'activité physique. Lors de ces rencontres, il est probable que la ministre soit interpellée sur la problématique de la taxation scolaire, considérant que la Première ministre, Mme Pauline Marois, a critiqué les dernières hausses de taxes.

09. Fin de la réunion et date de la prochaine

L'ordre du jour étant épuisé, l'assemblée est levée à 11 h 20. La prochaine rencontre de la CAR se tiendra le 29 novembre 2013.

Conférence administrative régionale Mauricie

Projet d'ordre du jour
Vendredi 29 novembre 2013 de 8h45 à 12h
Restaurant Les Boissons du Roy
745, rue Principale
Sainte-Anne-de-la-Pérade

- | | |
|---------|---|
| 9 h 00 | Mot de bienvenue |
| 9 h 05 | Lecture et adoption de l'ordre du jour |
| 9 h 10 | MultiBoulot : spécialité et polyvalence |
| | ➤ M. Marco Bélanger |
| 9 h 30 | Adoption du compte-rendu de la rencontre du 13 septembre 2013 |
| 9 h 40 | La Financière agricole |
| | ➤ M. Michel Beaulac |
| 10 h 15 | Pause |
| 10h30 | De la Politique de souveraineté alimentaire à la Mauricie |
| | ➤ M. Norman Houle |
| 11h30 | Les informations de la CRÉ de la Mauricie |
| | ➤ M. Christian Savard |
| 11 h 45 | Autres sujets |
| | ➤ Vers une nouvelle Politique nationale de la ruralité |
| | ➤ |
| | ➤ |
| 12 h00 | Fin de la réunion et date de la prochaine |

Conférence administrative régionale de la Mauricie

Compte rendu de la rencontre tenue le 29 novembre 2013
Restaurant Les Boissons du Roy
745, rue Principale
Sainte-Anne-de-la-Pérade (Québec)

Rédigé par Carmen Auger
Secrétaire du MAMROT

Personnes présentes :

Michel Beaulac, FADQ Mauricie
Carl Bélanger, MTQ
Sébastien Doire, Sécurité civile, MSP
Félicité Godbout, CSF
Norman Houle, MAPAQ
Gilles Hudon, ASSS

Gilles Labrie, CCQ
Mario Leblanc, CNT
René Patry, MFF
Robert Ricard, Emploi Québec
René Sauvageau, SHQ

Invités

Christian Savard, directeur général, CRÉ Mauricie

Mme Mélanie Cossette, Multiboulot
Mme France Pronovost, Multiboulot

Pierre Robert, MAMROT
Président de la CAR

Sandra Baron, MAMROT
Manon Filion, MAMROT

Personnes excusées :

Sylvain Beaulieu, RQ
Yvan Bourgeois, CSST
Marie-Pier Boutin, Tourisme Québec
Aurélien Couture-Boissinot, SAA
Jacques Damphousse, Services correctionnels
Christian Éthier, Hydro-Québec
Michel Falardeau, Ministère de la Justice
Isabelle Filion, OQLF
Carole Gaudet, MELS
Lise Giroux, Curateur public
Paul Grégoire, Investissement Québec

Denis Hébert, MFÉ
Marie-Ève Landry, CSPQ
Chantal Lussier, MICC
Denis Marceau, SIQ
Roger Paré, MELS-Québec
Jocelyne Jacques, MCC
Magaye Diop, OPHQ
Alain Simard, MRN
Céline Tremblay, MDDEFP
Yves Guay, Sûreté du Québec

01. Ouverture de la réunion – Mot de bienvenue

Monsieur Pierre Robert, président de la CAR, souhaite la bienvenue aux participants et fait un tour de table pour permettre à ces derniers de se présenter. Il demande à monsieur Gilles Hudon d'informer les membres du remplacement prochain du Directeur de la santé publique. Monsieur Hudon confirme que monsieur Gilles Grenier prendra sa retraite et que madame Isabelle Goupil Sormani le remplacera à compter du 16 janvier 2014.

02. Lecture et adoption de l'ordre du jour

Après la lecture par monsieur Robert et l'ajout de trois sujets au point sur les autres sujets, le projet d'ordre du jour est adopté sur la proposition de monsieur Norman Houle.

03. MultiBoulot – spécialité et polyvalence

Mesdames Mélanie Cossette, directrice des opérations, et France Pronovost, coordonnatrice administrative chez MultiBoulot, viennent expliquer que MultiBoulot est une entreprise d'économie sociale qui a pour mission la réinsertion sociale et socioprofessionnelle des résidents des habitations à loyers modiques (HLM) et prestataires de l'aide sociale de la Ville de Trois-Rivières.

Les résidents désireux d'améliorer leur situation ont ainsi l'occasion de gagner de l'expérience et de l'estime de soi dans le cadre d'un emploi rémunéré en entretien général, de participer à des stages pratiques qui favorisent le développement de leur savoir-faire et de leur savoir-être, de suivre des formations pour être préparés aux réalités du milieu du travail et d'apprendre les façons les plus efficaces de trouver un emploi.

Plusieurs commentaires sont formulés sur les employés, les contrats, le transfert possible de l'expérience auprès des entreprises agricoles, d'autres clientèles comme les assistés sociaux en général et les décrocheurs scolaires.

04. Adoption du compte rendu de la réunion du 13 septembre 2013

Monsieur Robert fait le suivi du compte rendu et revient sur le colloque Capital humain qui a réuni 125 personnes, sur les indicateurs de l'occupation et la vitalité du territoire et des négociations avec les Atikamekw. L'adoption du compte rendu a été proposée par monsieur Robert Ricard.

0.5 La Financière agricole

Monsieur Michel Beaulac, directeur régional, présente une vision globale de son organisation. La Financière agricole du Québec (Financière) relève du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, monsieur François Gendron. Le centre de services de Trois-Rivières comprend dix sept employés oeuvrant dans les assurances et le financement des entreprises en agriculture et agroalimentaire afin de contribuer à leur prospérité. Selon monsieur Beaulac, les principaux avantages de la Financière sont l'expertise développée, l'approche basée sur les objectifs des clients et le financement responsable.

Les commentaires portent sur la perception internationale du rôle de la Financière, l'appropriation des terres agricoles par des personnes de l'extérieur du Canada, l'état des terres agricoles dans la région de la Mauricie, la concentration des entreprises agricoles et le défi de la relève.

06. De la Politique de souveraineté alimentaire à la Mauricie

Monsieur Norman Houle, directeur régional, présente le bilan des réalisations 2012-2013 de la Direction régionale de la Mauricie du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) et la Politique de souveraineté alimentaire. Il situe l'état de l'agriculture dans la région à l'aide de statistiques et les mesures de soutien de son ministère. La diminution du nombre de fermes, le transfert des propriétés agricoles et l'établissement des nouveaux producteurs constituent des défis importants. Les exploitations divergentes, les expériences communautaires et la culture de l'asclépiade, qui permet d'obtenir une valeur ajoutée, deviennent des avenues intéressantes. Enfin, les pratiques agricoles autour du lac Saint-Pierre doivent évoluer pour tenir compte des habitants fauniques, en particulier ceux de la perchaude.

La Politique de souveraineté alimentaire (mai 2013) comprend quatre axes : l'identité des aliments du Québec, l'occupation dynamique du territoire, la valorisation du potentiel économique du secteur et le développement durable. Le producteur agricole est appelé à devenir davantage un entrepreneur. Une table de concertation élargie, composée de quatre-vingt personnes, est à l'œuvre pour déterminer des actions et des indicateurs. Selon monsieur Houle, des plans d'action régionaux seront également élaborés.

Les commentaires touchent l'évolution des pratiques agricoles vers un plus grand entrepreneuriat et le développement durable. Les rôles du MAPAQ, de la Financière et de la concertation gouvernementale et régionale dans la mise en œuvre du Plan de développement de l'agriculture et de l'agroalimentaire de la Mauricie (PDAM) deviennent importants pour favoriser cette évolution.

07. Les informations de la CRÉ

Monsieur Christian Savard, directeur général, fait état des principaux dossiers de la Conférence régionale des élus (CRÉ). La prochaine rencontre du conseil d'administration aura lieu le 5 décembre et sera suivie d'un 5 à 7, une activité traditionnelle de la fin d'année. Tous les membres de la CAR sont invités. L'année 2014 sera celle de la révision du Plan quinquennal de développement (PQD). Les travaux ont démarré avec la préparation des bilans et les premières discussions relatives à la structuration du PQD 2015-2020, notamment les indicateurs à tenir compte.

Dans les ententes entre la CRÉ et le gouvernement, monsieur Savard souligne la tenue du premier Gala des gens de Terre & Saveurs de la Mauricie le 26 octobre dernier dans le cadre de la mise en œuvre de l'entente sur le PDAAM, la sélection d'un projet régional relatif à la salubrité des immeubles issu de la décentralisation du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), la négociation de nouvelles ententes pour développement social et pour les aînés, la mise en œuvre

de l'entente sur la régionalisation de l'immigration qui tient compte des grandes lignes de la future Stratégie globale sur l'attraction et la rétention des personnes.

08. Autres sujets

Les informations du MAMROT

La nouvelle Politique nationale de la ruralité a été adoptée par le Conseil des ministres le 6 novembre et son annonce officielle devrait se faire la semaine prochaine. La politique mise notamment sur une approche intersectorielle au sein d'une MRC. Les indicateurs en occupation et vitalité des territoires sont progressivement disponibles sur le site Internet de la Banque de données statistiques officielles depuis le 14 novembre. Onze municipalités de la région ont des conseils municipaux dont les membres ont été réélus ou élus par acclamation lors des dernières élections municipales. Deux changements se sont produits au conseil d'administration de la CRÉ par l'élection de nouveaux maires à Louiseville et à Notre-Dame-du-Mont-Carmel.

Monsieur Robert félicite M. Sébastien Doire, directeur régional de la Sécurité civile, qui a été élu au conseil de la municipalité d'Aston-Jonction, dans la région du Centre-du-Québec.

Plaidoyer pour un accès ouvert à la première ligne médicale

Madame Félicité Godbout, responsable régionale du Conseil du statut de la femme (CSF) informe les membres de la CAR que le CSF a publié, le 10 octobre, un avis *Femmes et santé : plaidoyer pour un accès ouvert à la première ligne médicale* et en dépose des copies. Madame Godbout souligne quelques éléments du plaidoyer à savoir que le manque de médecins affecte 25 % de la population québécoise en 2012, notamment les femmes, que le manque est davantage attribuable à l'organisation des services de première ligne, que le mode de rémunération des médecins devrait favoriser une plus grande continuité de soins et de prises en charge, permettant de soulager les proches aidants formés majoritairement de femmes.

Madame Godbout dépose également des copies d'un autre avis du CSF, publié le 30 octobre, *Les crimes d'honneur : de l'indignation à l'action*. Des copies de cet avis sont aussi disponibles.

Visite consultative du Conseil supérieur de l'Éducation

Monsieur Robert résume la visite du Conseil Supérieur de l'Éducation le 14 novembre dernier. Le président, M. Claude Lessard, dans son mot de clôture, s'est dit impressionné par la concertation stratégique et opérationnelle dans le milieu de l'éducation de la région de la Mauricie.

09. Fin de la réunion et date de la prochaine

L'ordre du jour étant épuisé, l'assemblée est levée à 12 h 10. La prochaine rencontre de la CAR se tiendra le 28 février 2014.

Conférence administrative régionale Mauricie

Projet d'ordre du jour
Vendredi - 28 février 2014 - de 9h à 12h
Restaurant Castel des Prés
5800, boulevard Gene-H. Kruger, Trois-Rivières

- | | |
|---------|--|
| 9 h 00 | Mot de bienvenue |
| 9 h 05 | Lecture et adoption de l'ordre du jour |
| 9 h 10 | Adoption du compte rendu de la rencontre du 29 novembre 2013 |
| 9 h 20 | Lac Mégantic <ul style="list-style-type: none">➤ M. Sébastien Doire |
| 9 h 50 | La révision du Plan quinquennal de développement de la CRÉ <ul style="list-style-type: none">➤ M. Christian Savard |
| 10 h 30 | Pause |
| 10 h 45 | La Politique nationale de la ruralité <ul style="list-style-type: none">➤ Mme Manon Filion |
| 11 h 30 | Autres sujets <ul style="list-style-type: none">➤➤➤ |
| 12 h 00 | Fin de la réunion et date de la prochaine |



ORDRE DU JOUR - CAR ESTRIE

19 avril 2013 – 13 h à 16 h

Direction régionale – Emploi-Québec Estrie
70, rue King Ouest, salle King, 2^e étage
Sherbrooke (Québec)

13 h	Mot de bienvenue, adoption de l'ordre du jour et dépôt du compte rendu – Pierre Poulin	1 - 2
13 h 05	Objectifs de la rencontre CAR-CRÉ sur le PQD – Pierre Poulin	
13 h 15	Présentation des attentes de la CRÉ – Maurice Bernier, président	
13 h 25	Présentation du Plan quinquennal de développement de l'Estrie – Marie-Hélène Wolfe, directrice générale	3 - 4
14 h	Tour de table – Identification des objectifs où les M/O ont l'intention de contribuer et de quelle façon	
15 h 30	Prochaines étapes - Maurice Bernier	
15 h 40	Divers • •	
16 h	Clôture et levée de la rencontre – Pierre Poulin	



CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE L'ESTRIE

COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE DU 19 AVRIL 2013

Étaient présents :

Nom	Prénom	Organisme
Alexis	Fred-Édouard	Société d'habitation du Québec
Boucher-Poulin	Frédéric	Ressources naturelles
Bourque	Gilles	Transports Québec
Bowen	Micheline	Conseil du statut de la femme
Carignan	Sonia	Tourisme Québec
Éthier	Anne-Marie	Emploi et Solidarité sociale/Emploi-Québec
Fortin	Robert	Finance et Économie
Jacques	Jocelyne	Culture et Communications
Lussier	Chantal	Immigration et Communautés culturelles
Plamondon	Renée	Dév. durable, Environnement, Faune et Parcs (analyse)
Poulin	Pierre	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire
Roy	Alain	Agriculture, Pêcheries et Alimentation
Lemieux	Marie-Andrée	Office des personnes handicapées du Québec
Tremblay	Roger	Éducation, loisir et sport (Éducation)
Vallée	Guy	Commission de la santé et de la sécurité du travail

Étaient invités :

Nom	Prénom	Organisme
Boucher	Étienne-Alexis	Attaché politique, ministre responsable de la région
La Madeleine	Carole	Attachée politique, ministre responsable de la région
Lamontagne	Robert	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire
Michaud	Jacques	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire
Séigny	Patricia	Conférence régionale des élus (CRÉ)
Wolfe	Marie-Hélène	Conférence régionale des élus (CRÉ)

Étaient absents :

Nom	Prénom	Organisme
Anctil	Manon	Curateur public (chef de service)
Arpin	Serge	Justice
Auclair	Chantal	Régie des rentes
Beauchesne	Lynda	Société immobilière du Québec
Bilodeau	Normand	Revenu Québec
Boucher	Odette	Régie du bâtiment
Caron	Sylvain	Sûreté du Québec
Carroll	Kathleen	Sécurité publique (services correctionnels)
Desrochers	Yves	Hydro-Québec
Dionne	Marie-France	Services Québec
Gaboriault	Luc	Commission des normes du travail
Gagnon	Michel-Claude	Commission des lésions professionnelles
Garneau	Pierre	Société de l'assurance automobile du Québec

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE L'ESTRIE

COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE DU 19 AVRIL 2013

Nom	Prénom	Organisme
Lemay	André B.	Ressources naturelles
Lepage	Viviane	Centre de services partagés
Léveillé	Robert	Sûreté du Québec
Paquin	Pierre	Dév. durable, Environnement, Faune et Parcs (analyse)
Lessard	Dominique	Régie du bâtiment
Loubier	Claude	Contrôle routier
Ménard	Roger	Relations internationales
Parenteau	Serge	Investissement Québec
Patry	René	Famille et Aînés
Perras	Alain	Financière agricole du Québec
Santucci	Anacleto	Régie du logement
Savard	Christine	Sécurité publique, Dir. gén. Séc. civile et incendie
Savoie	Monique	Office des personnes handicapées du Québec
Turgeon	Johanne	Agence de la santé et des services sociaux
Vaillancourt	Lise	Dév. durable, Environnement, Faune et Parcs (analyse)

1. Mot de bienvenue et adoption de l'ordre du jour

Monsieur Pierre Poulin souhaite la bienvenue à tous et présente les invités à la rencontre. Il donne les principaux points de l'ordre du jour et indique que le compte rendu de la dernière rencontre est déposé. Il a morcé le tour de table de présentation des personnes.

2. Objectifs de la rencontre

Monsieur Poulin traite des objectifs de la rencontre. Il rappelle que la Conférence régionale des élus de l'Estrie (CRÉ) a terminé le processus d'élaboration de son Plan quinquennal de développement 2013-2018 et est à concevoir le plan de mise en œuvre. Étant donné le rôle majeur de cet organisme en matière de concertation, il est important que les ministères et organismes du gouvernement contribuent à la réalisation de ce plan de mise en œuvre pour en maximiser les retombées et en faire bénéficier la population.

3. Présentation des attentes de la CRÉ

Monsieur Maurice Bernier se considère privilégié d'être accueilli, en tant que président de la CRÉ, à la CAR et exprime ses remerciements.

D'entrée de jeu, M. Bernier explique la mise en place du réseau des CRÉ. Il mentionne qu'il agit comme coordonnateur des CRÉ du Québec. Actuellement, 19 des 20 CRÉ du Québec ont adhéré à ce regroupement. Il fait état des discussions concernant les CRÉ depuis septembre dernier. Il ajoute que le gouvernement du Québec se questionne sur la place qu'elles occupent dans les régions. Le projet de loi-cadre sur la décentralisation pourrait avoir un impact sur leurs mandats. Toutefois, il indique que le ministre du MAMROT a l'intention ferme de les maintenir avec sensiblement les mêmes fonctions. Il souligne aussi qu'à la Table Québec-régions, il a appris que monsieur Marc-Urbain Proulx, sous-ministre associé aux régions du MAMROT, fait une réflexion quant à la redéfinition de leur rôle. Cette discussion est surtout portée par la Fédération des municipalités du Québec et l'Association des centres locaux de développement du Québec, qui perçoivent moins bien leur rôle dans les régions du Québec.

Il termine sur ce thème en soulignant que la CRÉ de Estrie, même s'il peut y avoir des ajustements, fait partie des références quant à son mode de fonctionnement. Il ajoute que le ministre responsable de la région de l'Estrie partage cette analyse.

En abordant le sujet du Plan quinquennal de développement (PQD) de la région, il rappelle la rencontre de consultation du 14 février 2013 qui a permis de confirmer l'adhésion des intervenants de l'Estrie à ce plan.

Monsieur Bernier traite ensuite de ses attentes envers les représentants des ministères et organismes pour la mise en œuvre du PQD. Elles se résument ainsi :

- La collaboration des ministères et organismes de l'État est essentielle à la modulation des interventions gouvernementales qui constitue un élément majeur du plan.
- Une grande complicité régionale devrait s'implanter entre les membres de la CAR et de la CRÉ pour en réaliser les objectifs. Elle devrait servir à partager les contraintes de l'administration gouvernementale. La qualité de l'information fournie permettra aux

instances politiques de la région d'intervenir et de livrer le bon message auprès du milieu politique québécois.

- Les membres de la CAR devraient véhiculer le contenu du PQD et les messages de la région auprès de leur organisation.
- Comme il a été mentionné par le ministre Sylvain Gaudet, les ministères et organismes du gouvernement devraient mettre en œuvre leurs priorités sectorielles qui s'inscrivent dans le PQD, à même leur budget respectif et sans obliger la CRÉ à intervenir par l'entremise du FDR.
- Les membres devraient aussi concentrer leurs actions autour du PQD afin de mettre en place un mouvement de convergence qui inclut les organismes et les diverses instances politiques, qu'elles soient régionales, territoriales ou locales.

4. Présentation du Plan quinquennal de développement de l'Estrie

Madame Marie-Hélène Wolfe présente le plan de la région et dépose son document aux membres de la CAR. Tout au long de son exposé, les points suivants, en lien avec le contenu du PQD, ont été abordés :

- Les mots clés à retenir pour sa mise en œuvre sont la cohérence et la convergence des actions.
- Suite aux commentaires du vérificateur général à leur sujet, les CRÉ devront produire un plan d'action sur lequel elles feront une reddition de compte. La CRÉ de l'Estrie ciblera donc des objectifs pour lesquels elle sera l'organisme porteur. Elle devra y accorder une importance lors de l'affectation du FDR pour assurer la réalisation de son plan d'action.
- Le principe d'intervention reposera sur la reconnaissance d'organismes porteurs d'un objectif spécifique et d'organismes collaborateurs à leur mise en œuvre. Le porteur prend la responsabilité de faire avancer l'objectif et de faire état des réalisations auprès de la CRÉ. Le collaborateur contribue à l'avancement de l'objectif par son soutien à des activités ou des projets découlant du plan de mise en œuvre.
- Tout au long de la mise en œuvre du PQD, une attention particulière devra porter sur la modulation. Jusqu'à présent, il est difficile de parler de réussite. À titre d'exemple, plusieurs ententes spécifiques ont les mêmes contenus dans toutes les régions et le processus menant à la signature est très long. Des membres de la CAR ont indiqué qu'il y avait une réflexion dans leur ministère à ce sujet. Au cours des prochains mois, des fonds dédiés aux ententes spécifiques pourraient être mis en place dans certains ministères. Avec ces fonds, il sera alors plus facile de moduler l'action de l'état aux particularités régionales. De façon plus concrète, monsieur Robert Fortin parle de programmes modulés et cite la Stratégie ACCORD, les programmes d'entrepreneuriat et de développement local.
- La CRÉ veut identifier dix objectifs prioritaires. Le travail porte actuellement sur le développement de stratégies. Lorsqu'elles seront rédigées, elles seront validées auprès des partenaires. C'est principalement pour ces stratégies que la CRÉ souhaite avoir des organismes porteurs et collaborateurs. Les comités consultatifs se tiendront d'ici la fin mai pour que le plan de mise en œuvre soit adopté le 19 juin 2013.

5. Tour de table sur l'implication des ministères et organismes dans la mise en oeuvre du PQD

Ce tour de table permet aux ministères et organismes de se prononcer sur leur intérêt à agir à titre d'organisme porteur ou collaborateur. Le PQD est présenté sous forme de grands objectifs, d'objectifs spécifiques et de composantes d'un objectif spécifique. Les propos des membres de la CAR sont repris sous la forme suivante :

- 1. représentant les grands objectifs
- 1.1. représentant les objectifs spécifiques
- 1.1.a. représentant les composantes d'un objectif spécifique

Emploi-Québec	<p>Emploi-Québec apportera sa contribution dans les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">1. Développer et exploiter le savoir et le savoir-faire des personnes, des entreprises, des institutions et des organisations<ul style="list-style-type: none">1.2. Améliorer la disponibilité de la main-d'œuvre qualifiée<ul style="list-style-type: none">1.2.a. Accroître la formation continue en entreprise1.2.d. Développer l'employabilité des personnes en âge de travailler qui ne sont ni aux études ni en emploi, en adéquation avec les besoins du marché du travail2. Augmenter la prospérité des entreprises et de leur main-d'oeuvre<ul style="list-style-type: none">2.1.a. Accélérer l'innovation dans ces entreprises; augmenter leur productivité; augmenter leur utilisation de technologies2.5. Sensibiliser et appuyer les dirigeants de PME dans la gestion prévisionnelle de la main-d'œuvre3. Assurer la qualité de vie des citoyennes et des citoyens en ville et dans les milieux ruraux<ul style="list-style-type: none">3.1. Réduire la pauvreté et l'exclusion sociale <p>Madame Éthier indique que le Conseil régional des partenaires du marché du travail adoptera, dans les prochaines semaines, le Plan d'action régional en matière de main-d'œuvre de l'Estrie. Elle souligne qu'il comprend 5 stratégies qui s'inscrivent dans les 3 grands objectifs du PQD.</p> <p>La personne à contacter est : madame Anne-Marie Éthier.</p>
Immigration et Communautés culturelles	<ul style="list-style-type: none">1. Développer et exploiter le savoir et le savoir-faire des personnes, des entreprises, des institutions et des organisations<ul style="list-style-type: none">1.2. Améliorer la disponibilité de main-d'œuvre qualifiée3. Assurer la qualité de vie des citoyennes et des citoyens en ville et dans les milieux ruraux<ul style="list-style-type: none">3.6. Attirer et intégrer de nouveaux citoyens4. Objectifs transversaux<ul style="list-style-type: none">Dans les principes directeurs « ouverture à la diversité » <p>La personne à contacter est : madame Chantal Lussier.</p>
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	<p>Monsieur Alain Roy mentionne que plusieurs actions du ministère vont contribuer à la mise en œuvre du PQD. Il considère que la planification stratégique du secteur agroalimentaire de la région et le PQD sont convergents. Il indique que la Direction régionale réalise 2 plans de développement de la zone agricole qui favoriseront la cohabitation des populations en milieu rural. Il présentera le PQD à son personnel pour</p>

	<p>qu'il soit bien sensibilisé. Au sujet des objectifs du PQD, il a été mentionné :</p> <p>2. Augmenter la prospérité des entreprises et de leur main-d'oeuvre</p> <p>2.1. Soutenir les entreprises estriennes de transformation et du tertiaire moteur dans leurs efforts pour maintenir et améliorer leur valeur ajoutée</p> <p>2.1.b. Soutenir la commercialisation de leurs produits et services</p> <p>2.1.c. Assurer leur relève entrepreneuriale</p> <p>2.2. Favoriser l'expression d'une culture entrepreneuriale forte.</p> <p>2.4. Favoriser la mise en valeur et la transformation des ressources, particulièrement du milieu forestier et agricole, ainsi que l'énergie renouvelable</p> <p>La personne à contacter est : monsieur Alain Roy.</p>
Finance et Économie	<p>Monsieur Robert Fortin considère que plusieurs des composantes des objectifs spécifiques sont directement liées à sa mission. Plusieurs programmes sont modulables aux réalités de la région. Il cite en exemple les stratégies à l'internationale et à l'entrepreneuriat, la compétitivité des entreprises, l'innovation, la recherche et le soutien au développement local. À l'intérieur du PQD, il est mentionné :</p> <p>2. Augmenter la prospérité des entreprises et de leur main-d'oeuvre</p> <p>2.1.a. Accélérer l'innovation dans ces entreprises; augmenter leur productivité; augmenter leur utilisation de technologies</p> <p>2.2. Favoriser l'expression d'une culture entrepreneuriale forte</p> <p>Les personnes à contacter sont : messieurs Robert Fortin et Daniel Meunier.</p>
Tourisme Québec	<p>Madame Sonia Carignan informe que Tourisme Québec est à réviser sa stratégie de développement. Elle sera connue en 2014. Les 4 chantiers qui retiennent l'attention présentement concernent le tourisme culturel, environnemental, nature et hivernal. Il y a des réflexions sur différents thèmes, dont les centres-villes signatures, les noyaux villageois, le plein air avec les parcs régionaux, le cyclotourisme, la raquette et le tourisme gourmand.</p> <p>Elle annonce une nouvelle mesure, soit le financement d'une ressource d'une durée d'une année pour le développement de projet concernant plus d'une MRC.</p> <p>L'outil privilégié est l'entente de concertation et de partenariat avec les régions. Elle permet à chaque région de décider des priorités qu'elles veulent soutenir.</p> <p>En Estrie, une deuxième entente a été signée et Tourisme Canton-de-l'Est a adopté son plan stratégique 2013-2020.</p> <p>La personne à contacter est : madame Sonia Carignan.</p>
Office des personnes handicapées	<p>Madame Marie-Andrée Lemieux fait beaucoup de liens entre les besoins de sa clientèle et le PQD. Elle est disposée à apporter son expertise sur plusieurs points :</p>

	<p>1. Développer et exploiter le savoir et le savoir-faire des personnes, des entreprises, des institutions et des organisations</p> <p>1.1. Augmenter la diplomation et la qualification des jeunes Estriens et lutter contre le décrochage scolaire</p> <p>1.2. Améliorer la disponibilité de main-d'œuvre qualifiée</p> <p>1.2.d. Développer l'employabilité des personnes en âge de travailler qui ne sont ni aux études ni en emploi, en adéquation avec les besoins du marché du travail</p> <p>3. Assurer la qualité de vie des citoyennes et des citoyens en ville et dans les milieux ruraux</p> <p>3.1. Réduire la pauvreté et l'exclusion sociale</p> <p>3.2. Maintenir et développer des infrastructures culturelles, sportives et de loisir et faciliter l'offre d'activités</p> <p>3.5. Déployer des services de transport collectif en milieu rural et mettre en place les conditions favorables à leur utilisation</p> <p>4. Objectifs transversaux</p> <p>4.1. Augmenter l'accessibilité aux milieux naturels pour la pratique d'activités récréatives par les citoyens et les visiteurs</p> <p>La personne à contacter est : madame Marie-Andrée Lemieux.</p>
Éducation, Loisir et Sport	<p>Monsieur Roger Tremblay considère que la modulation des programmes demeure un enjeu gouvernemental très important. Sur les objectifs du PQD, il donne un portrait global de la situation à son ministère. Au sujet de la diplomation, il dit que le taux de décrochage a diminué et qu'il serait de l'ordre de 19 % pour la dernière année de référence, soit 2010-2011. Même si le réseau de l'éducation est très sollicité, il y a des programmes qui fonctionnent moins bien. Il faut demeurer à l'affût pour optimiser l'utilisation des ressources financière. Un exemple est l'intégration de la clientèle immigrante dans les cohortes d'enseignement. Il faut innover dans le cadre de la formation professionnelle et technique pour rejoindre les clientèles. Sur la culture entrepreneuriale, les directeurs des réseaux en parlent beaucoup et des idées sont en gestation. Donc sur le PQD, la Direction régionale est particulièrement concernée par :</p> <p>1. Développer et exploiter le savoir et le savoir-faire des personnes, des entreprises, des institutions et des organisations</p> <p>1.1. Augmenter la diplomation et la qualification des jeunes Estriens et lutter contre le décrochage scolaire</p> <p>1.2. Améliorer la disponibilité de main-d'œuvre qualifiée</p> <p>1.2.a. Accroître la formation continue en entreprise</p> <p>1.2.c. Promouvoir la formation professionnelle et technique</p> <p>2. Augmenter la prospérité des entreprises et de leur main-d'œuvre</p> <p>2.2. Favoriser l'expression d'une culture entrepreneuriale forte</p> <p>La personne à contacter est : monsieur Francis Culée qui agira à titre intérimaire.</p>
Transports	<p>Monsieur Gilles Bourque traite du transport collectif et adapté. Le MTQ gère les règles, les programmes et les budgets de ces mesures.</p>

	<p>3. Assurer la qualité de vie des citoyennes et des citoyens en ville et dans les milieux ruraux</p> <p>3.3 Favoriser la disponibilité de services de proximité liés à la famille en milieu rural, soit les services de garde subventionnés, les services éducatifs et les soins de santé</p> <p>3.5 Déployer des services de transport collectif en milieu rural et mettre en place les conditions favorables à leur utilisation</p> <p>Les règles de certains programmes devraient être assouplies, le temps de permettre au service de bien s'implanter. Le financement est problématique en ce qui concerne le transport adapté. Le manque de financement a pour conséquence de réduire le service ou d'augmenter la contribution financière des municipalités.</p> <p>Monsieur Bourque transmettra des orientations porteuses et des avenues de solutions qui pourraient favoriser une modulation de ces programmes.</p> <p>La personne à contacter est : monsieur Gilles Bourque.</p>
Culture et Communications	<p>Madame Jocelyne Jacques explique que le secteur culturel est concerné par la mise en œuvre du PQD. Elle cite notamment l'organisation d'activités culturelles en milieu scolaire, qui peuvent aider les jeunes à s'intéresser à leurs études, la bonification de l'offre de produits culturels pour l'amélioration des services de proximité et les ententes régionales pour les bibliothèques, les artistes, etc. Dans le PQD, ces champs d'intérêt se traduisent dans les objectifs :</p> <p>1. Développer et exploiter le savoir et le savoir-faire des personnes, des entreprises, des institutions et des organisations</p> <p>1.1. Augmenter la diplomation et la qualification des jeunes Estriens et lutter contre le décrochage scolaire</p> <p>3. Assurer la qualité de vie des citoyennes et des citoyens en ville et dans les milieux ruraux</p> <p>3.2. Maintenir et développer des infrastructures culturelles, sportives et de loisir et faciliter l'offre d'activités</p> <p>3.3. Favoriser la disponibilité de services de proximité liés à la famille, en milieu rural, soit les services de garde subventionnés, les services éducatifs et les soins de santé</p> <p>4. Objectifs transversaux</p> <p>4.b. Développer le sentiment d'appartenance et la fierté de vivre en Estrie, de produire en Estrie et de consommer l'Estrie (miser entre autres sur l'achat local, par les citoyens, les entreprises, les municipalités et les institutions)</p> <p>La personne à contacter est : madame Jocelyne Jacques.</p>
Conseil du statut de la femme	<p>Madame Micheline Bowen est intéressée à aider la région à la rédaction d'une politique d'égalité homme-femme. Ce type de politique existe déjà dans 15 régions du Québec.</p> <p>La personne à contacter est : madame Micheline Bowen.</p>

Ressources naturelles	<p>Monsieur Frédéric Boucher-Poulin informe que son ministère est particulièrement intéressé par les volets développement durable et économique. Il mentionne qu'il est important de soutenir la prospérité des entreprises, mais il ne faudrait pas oublier la partie exploitation de la matière première. Il faut avoir la ressource et l'amener à l'industrie. Il y aura lieu de se rencontrer pour discuter de stratégies.</p> <p>2. Augmenter la prospérité des entreprises et de leur main-d'oeuvre 2.1.a. Accélérer l'innovation dans ces entreprises; augmenter leur productivité; augmenter leur utilisation de technologies</p> <p>La personne à contacter est : monsieur Frédéric Boucher-Poulin.</p>
Développement durable, Environnement et Parcs	<p>Madame Renée Plamondon indique que le ministère peut contribuer à la conservation et la protection de l'environnement. L'objectif du PQD dans lequel la Direction régionale peut s'inscrire est :</p> <p>3. Assurer la qualité de vie des citoyennes et des citoyens en ville et dans les milieux ruraux 3.7. Conserver et protéger les milieux naturels</p> <p>Suite à une question de monsieur Maurice Bernier au sujet du territoire à desservir à partir du bureau de Sherbrooke, madame Plamondon indique que le bureau de Sherbrooke couvre l'Estrie et le secteur de Bromont.</p> <p>Les personnes à contacter sont : mesdames Renée Plamondon et Lise Vaillancourt.</p>
Commission de la santé et sécurité du travail	<p>Monsieur Guy Vallée précise qu'il est intéressé à s'inscrire dans la dynamique régionale et cherche une façon de s'intégrer dans la mise en œuvre du PQD. À la base, son mandat santé et sécurité a une adéquation avec la productivité et la réintégration de personnes en emploi peut donc avoir un lien avec la formation.</p> <p>Madame Wolfe considère l'ouverture intéressante et identifie quelques éléments sur lesquels il pourrait y avoir une collaboration. Il s'agit :</p> <p>1. Développer et exploiter le savoir et le savoir-faire des personnes, des entreprises, des institutions et des organisations 1.3. Augmenter le niveau de connaissance dans les entreprises et les organisations contribuant au développement de l'Estrie</p> <p>2. Augmenter la prospérité des entreprises et de leur main-d'oeuvre 2.1.a. Accélérer l'innovation dans ces entreprises; augmenter leur productivité; augmenter leur utilisation de technologies 2.5 Sensibiliser et appuyer les dirigeants de PME dans la gestion prévisionnelle de la main-d'œuvre</p> <p>La personne à contacter est : monsieur Guy Vallée.</p>
Société d'habitation du Québec	<p>Monsieur Fred-Edouard Alexis mentionne que la SHQ augmentera sa présence en région et participera à certaines instances régionales qui ont une incidence sur leur mandat. Bien que les ressources seront localisées à Montréal, une personne sera affectée pour couvrir la région.</p>

	<p>La SHQ est interpellée, notamment par des sujets concernant la qualité de vie des citoyens, la diminution de la pauvreté et l'occupation du territoire. La SHQ révisé présentement son approche et ses programmes. À titre d'exemple, il mentionne que la SHQ regarde la possibilité de signer une ou des ententes spécifiques avec le fonds requis pour assurer leur financement et de mettre en place une Table du logement pour mieux connaître les besoins. La modulation des programmes fait aussi partie de l'évaluation en cours.</p> <p>Dans le PQD de l'Estrie, la SHQ est concernée par :</p> <p>3. Assurer la qualité de vie des citoyennes et des citoyens en ville et dans les milieux ruraux.</p> <p>3.1. Réduire la pauvreté et l'exclusion sociale</p> <p>3.6. Attirer et intégrer de nouveaux citoyens</p> <p>La personne à contacter est : monsieur Fred-Edouard Alexis.</p>
--	--

À la fin de ce tour de table, messieurs Bernier et Poulin remercient les membres pour l'intérêt qu'ils portent envers le PQD de la région.

6. Prochaines étapes

Monsieur Bernier et madame Wolfe fournissent les étapes devant mener à l'adoption du PQD le 19 juin prochain. Madame Wolfe explique que l'information recueillie dans la journée sera compilée et que des membres de son équipe les contacteront pour valider l'information.

7. Clôture de la rencontre

En terminant, monsieur Pierre Poulin invite chacun à présenter le PQD à leur équipe. Le PQD reviendra à l'ordre du jour de la CAR à l'automne prochain. Il profite de l'occasion pour informer les gens de l'importance que la CRÉ apporte aux avis qui sont formulés et les invite à poursuivre leur bon travail.

Levée de la rencontre

La réunion prend fin à 15 h 30.

Robert Lamontagne
3 mai 2013



ORDRE DU JOUR - CAR ESTRIE

20 septembre 2013 – 9 h à 12 h

Direction régionale – Emploi-Québec Estrie
70, rue King Ouest, salle King, 2^e étage
Sherbrooke (Québec)

- | | | |
|---------|---|-------|
| 9 h | Mot de bienvenue, adoption de l'ordre du jour et dépôt du compte rendu – Pierre Poulin | 1 - 2 |
| 9 h 05 | Mise en oeuvre du Plan quinquennal de développement de l'Estrie
Ententes spécifiques – Marie-Hélène Wolfe, (CRÉ) | |
| 9 h 45 | Politique de souveraineté alimentaire – Alain Roy (MAPAQ) | |
| 10 h 25 | Pause | |
| 10 h 35 | Programmation des activités de formation et développement 2013-2014 – Viviane Lepage (CSPQ)
Présentation des produits et services en gestion des ressources humaines du CSPQ – Viviane Lepage
Forum de la fonction publique – Viviane Lepage et Pierre Poulin | |
| 10 h 50 | Loi sur le patrimoine culturel – Jocelyne Jacques et Danielle Potvin (MCC) | |
| 11 h 50 | Divers
•
• | |
| 12 h | Clôture et levée de la rencontre – Pierre Poulin | |



CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE L'ESTRIE

COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE DU 20 SEPTEMBRE 2013

Étaient présents :

Nom	Prénom	Organisme
Boucher-Poulin	Frédéric	Ressources naturelles
Bourque	Gilles	Transports Québec
Bowen	Micheline	Conseil du statut de la femme
Dugré	André	Société d'habitation du Québec
Éthier	Anne-Marie	Emploi et Solidarité sociale/Emploi-Québec
Jacques	Jocelyne	Culture et Communications
Gaboriault	Luc	Commission des normes du travail
Lemieux	Marie-Andrée	Office des personnes handicapées du Québec
Lepage	Viviane	Centre de services partagés
Lussier	Chantal	Immigration et Communautés culturelles
Parenteau	Serge	Investissement Québec
Patry	René	Famille et Aînés
Perras	Alain	Financière agricole du Québec
Plamondon	Renée	Dév. durable, Environnement, Faune et Parcs (analyse)
Poulin	Pierre	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire
Roy	Alain	Agriculture, Pêcheries et Alimentation
Samuel	Marie-Claude	Éducation, loisir et sport (Éducation)
Savard	Christine	Sécurité publique, Dir. gén. Séc. civile et incendie

Étaient invités :

Nom	Prénom	Organisme
La Madeleine	Carole	Attachée politique, ministre responsable de la région
Lamontagne	Robert	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire
Michaud	Jacques	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire
Potvin	Danielle	Culture et Communications
Wolfe	Marie-Hélène	Conférence régionale des élus (CRÉ)

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE L'ESTRIE

COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE DU 20 SEPTEMBRE 2013

Étaient absents :

Nom	Prénom	Organisme
Anctil	Manon	Curateur public (chef de service)
Arpin	Serge	Justice
Auclair	Chantal	Régie des rentes
Beauchesne	Lynda	Société immobilière du Québec
Bilodeau	Normand	Revenu Québec
Boucher	Odette	Régie du bâtiment
Carignan	Sonia	Tourisme Québec
Caron	Sylvain	Sûreté du Québec
Carroll	Kathleen	Sécurité publique (services correctionnels)
Desrochers	Yves	Hydro-Québec
Dionne	Marie-France	Services Québec
Fortin	Robert	Finance et Économie
Gagnon	Michel-Claude	Commission des lésions professionnelles
Garneau	Pierre	Société de l'assurance automobile du Québec
Lemay	André B.	Ressources naturelles
Léveillé	Robert	Sûreté du Québec
Paquin	Pierre	Dév. durable, Environnement, Faune et Parcs (analyse)
Lessard	Dominique	Régie du bâtiment
Loubier	Claude	Contrôle routier
Ménard	Roger	Relations internationales
Santucci	Anacleto	Régie du logement
Savoie	Monique	Office des personnes handicapées du Québec
Turgeon	Johanne	Agence de la santé et des services sociaux
Vallée	Guy	Commission de la santé et de la sécurité du travail
Vaillancourt	Lise	Dév. durable, Environnement, Faune et Parcs (analyse)

1. Mot de bienvenue et adoption de l'ordre du jour

Monsieur Pierre Poulin souhaite la bienvenue à tous. Il donne les principaux points de l'ordre du jour et indique que le compte rendu de la dernière rencontre est déposé. À la suite de l'adoption de l'ordre du jour, un tour de table de présentation des personnes est amorcé.

2. Mise en œuvre du Plan quinquennal de développement de l'Estrie

Madame Wolfe annonce que monsieur Jacques Demers, préfet de la Municipalité régionale de comté (MRC) de Memphrémagog, a été nommé président du conseil d'administration de la CRÉ suite au départ de monsieur Maurice Bernier.

Puis, elle énumère la liste des documents compris dans la pochette remise aux membres. Il s'agit : du Plan de développement de l'Estrie (2013-2018) et d'un aide-mémoire de celui-ci; du Plan de mise en œuvre (2013-2015) du plan quinquennal de développement de la région; de la Politique d'investissement (2013-2018) du Fonds de développement régional; et du rapport annuel 2012-2013 de la Conférence régionale des élus de l'Estrie.

Une tournée régionale a été entreprise pour la présentation de la démarche réalisée par la CRÉ dans le cadre de la mise en œuvre du prochain Plan de développement de l'Estrie. À ce jour, la Ville de Sherbrooke ainsi que les MRC du Haut-Saint-François, du Val-Saint-François et de Memphrémagog ont été rencontrées; celle de Coaticook le sera le 24 septembre 2013. Compte tenu des circonstances exceptionnelles, la rencontre avec la MRC du Granit aura lieu ultérieurement.

➤ Plan de développement de l'Estrie (2013-2018) et aide-mémoire

Dans les grandes lignes, madame Wolfe explique que le Plan de développement de l'Estrie repose sur cinq principes directeurs qui orientent le Plan, indiquent comment les objectifs du Plan doivent être atteints et guident les décisions pour le développement de la région. Ces principes sont supportés par des objectifs transversaux et généraux.

Le mécanisme de suivi du Plan de développement de l'Estrie reste à définir.

➤ Plan de mise en œuvre (2013-2015) du plan quinquennal de développement de la région

Le Plan de mise en œuvre du Plan de développement de l'Estrie raffine les objectifs généraux en stratégies de développement auxquelles sont associées des organismes porteurs et contributeurs. Madame Wolfe précise que les organismes porteurs auront la responsabilité de faire avancer la stratégie pour laquelle ils sont assignés.

➤ Politique d'investissement (2013-2018) du Fonds de développement régional

Madame Wolfe présente la nouvelle Politique d'investissement de la CRÉ. Elle attire l'attention sur les éléments suivants :

1. La notion de projet régional a été précisée. Un projet doit couvrir au moins un territoire de MRC;

2. Les projets seront redirigés vers les programmes pouvant répondre à la demande;
3. Lorsqu'une entente spécifique prévoit la mise en place d'un fonds d'investissement, les demandes de financement admissibles à l'entente seront dirigées vers le fonds de l'entente.

➤ **Fonds de développement régional**

Le solde actuel du Fonds de développement régional est d'un million de dollars. Ce montant sera utilisé pour financer les projets structurants et les ententes spécifiques. Il est à noter qu'un budget est réservé pour le financement des ententes spécifiques en cours de négociation.

Un formulaire pour le dépôt de projet sera élaboré de façon à faciliter l'évaluation des projets. Madame Wolfe mentionne que la personne-ressource pour des informations sur ce fonds est monsieur Jean-Louis Blanchette. Elle demande à toutes les personnes désirant déposer un projet au FDR de contacter monsieur Blanchette au début de leurs démarches afin de s'assurer de leur admissibilité et des règles à respecter.

Un appel à projet est en cours. La période de dépôt de projet se termine le 29 novembre prochain et les décisions seront rendues au cours du mois de février 2014.

Au début décembre, plusieurs ministères seront sollicités pour fournir leur avis sur les projets qui les concernent. Elle remercie les gens pour leur collaboration, la pertinence des avis formulés et la diligence dont ils font preuve compte tenu des délais accordés.

➤ **Du rapport annuel 2012-2013 de la Conférence régionale des élus de l'Estrie.**

Madame Wolfe remet le rapport annuel à titre d'information.

3. Politique de souveraineté alimentaire

Monsieur Alain Roy présente les grandes lignes de la Politique de souveraineté alimentaire adoptée le 8 mai dernier et lancée par la première ministre madame Marois et le ministre François Gendron le 16 mai 2013.

Cette Politique de souveraineté alimentaire prend en considération les quatre axes suivants : l'identité des aliments du Québec, l'occupation dynamique du territoire, la valorisation du potentiel économique du secteur agroalimentaire et le développement durable.

En ce qui concerne l'occupation dynamique du territoire, monsieur Roy indique qu'il y a 66 500 entreprises agricoles au Québec qui occupent plus de 66 000 personnes. Avec la forêt, il s'agit de l'activité économique prédominante dans les territoires ruraux du Québec.

Au sujet de la valorisation du potentiel économique du secteur agroalimentaire, monsieur Roy fait mention des principales données économiques du secteur au Québec et traite de l'élaboration des deux plans de développement de la zone agricole en Estrie dans les municipalités régionales de comté de Memphrémagog et des Sources, et du potentiel

agricole pour la relève. Il ajoute que les grandes productions comme l'industrie laitière sont moins accessibles pour la relève. Il y a davantage de possibilités pour la relève dans les nouvelles productions et il cite en exemple la transformation des fromages fins.

Le volet développement durable prend une place importante dans cette Politique. Monsieur Roy mentionne qu'il y a une préoccupation de faire un suivi sur l'utilisation de produits chimiques avec le souci de demeurer compétitif sur les différents marchés.

Il dépose les priorités de la Direction régionale du MAPAQ en Estrie.

4. Forum de la fonction publique

Monsieur Pierre Poulin traite du Forum de la fonction publique qui aura lieu le 30 octobre prochain au Théâtre Granada. Le thème sera « La fonction publique : une équipe » et le conférencier, monsieur Robert Laurin, parlera de la motivation au travail et de la mobilisation des équipes. Le coût est de 35 \$ pour toute la journée.

Monsieur Poulin mentionne que lors du Gala reconnaissance qui fait partie de ce Forum, il y aura un événement spécial pour souligner l'implication du personnel de la fonction publique suite à la tragédie survenue à Lac-Mégantic.

Il invite les gestionnaires à déposer des candidatures dans les différentes catégories des prix reconnaissance. Les gestionnaires ont encore une semaine pour transmettre leurs candidatures.

Une lettre de convocation sera transmise.

5. Programmation des activités de formation et de développement (2013-2014)

Madame Viviane Lepage dépose la programmation des activités de formation et de développement 2013-2014. Elle la commente par les commentaires suivants :

- Les formations qui ont eu le plus de succès l'année dernière demeurent à la programmation de cette année.
- Afin d'agrandir le bassin de la clientèle, les formations seront offertes à la fonction publique élargie.
- Les midis-conférences seront maintenus et à l'occasion des conférenciers seront présents sur place.
- Les prochaines formations porteront sur la gestion des personnalités particulières et le programme Antidote.
- La période d'inscription étant terminée, les cercles de gestion et de codéveloppement démarreront sous peu. Ces formations demeurent encore cette année et sont accessibles aux professionnels.

Monsieur Alain Roy demande si l'offre de formation est spécifique à l'Estrie ou si elle est offerte dans l'ensemble du Québec.

Madame Lepage explique que toutes les régions développent leur offre de formation. Certaines peuvent être offertes dans plusieurs régions. Elle souhaite mettre en place un groupe interministériel pour mieux définir les besoins en région et adapter l'offre de

formation. Elle demande aux gens qui désirent participer à ce comité de la contacter. Elle souhaiterait connaître les noms au plus tard dans deux semaines.

Les personnes participantes auront comme première tâche de définir le mode de fonctionnement du comité, les mandats et les outils à mettre en place.

6. Présentation des produits et services en gestion des ressources humaines du CSPQ

Madame Lepage dépose un document sur les produits et services en gestion des ressources humaines.

Elle cite en exemple les services offerts à Emploi-Québec pour pourvoir à un poste au Centre local d'emploi de Lac-Mégantic. Elle explique que pour les concours provinciaux, les listes de déclarations d'aptitude permettent aux personnes inscrites de poser leur candidature pour des postes partout au Québec. Dans le cas des concours réservés, les personnes sur la liste ne peuvent pas postuler ailleurs.

Elle invite les gens qui auraient des besoins de services en matière de ressources humaines ou de programme d'aide aux employés de la contacter.

7. La Loi sur le patrimoine culturel

Madame Danielle Potvin fait la présentation de cette nouvelle loi.

La Loi sur le patrimoine culturel est en vigueur depuis le 19 octobre 2012. Elle remplace la Loi sur les biens culturels datant de 1972.

Elle a pour objet de favoriser la connaissance, la protection, la mise en valeur et la transmission du patrimoine culturel, reflet de l'identité d'une société, dans l'intérêt public et dans une perspective de développement durable. Le patrimoine culturel est constitué de personnages, de lieux et d'événements historiques, de documents, d'immeubles, d'objets et de sites patrimoniaux, de paysages culturels patrimoniaux et de patrimoine immatériel.

Les biens patrimoniaux sont des sites, immeubles, objets et documents.

Le patrimoine immatériel est composé des savoir-faire, des connaissances, des expressions et des pratiques transmis de génération en génération et recréés en permanence.

Le paysage culturel patrimonial se définit comme tout territoire reconnu par une collectivité pour ses caractéristiques paysagères remarquables résultant de l'interrelation de facteurs naturels et humains et qui méritent d'être conservés et, le cas échéant, mis en valeur en raison de leur intérêt historique, emblématique ou identitaire.

La désignation d'un paysage culturel découle d'une initiative par une municipalité, une municipalité régionale de comté ou une communauté métropolitaine. La demande doit être déposée au ministre de la Culture et des Communications qui fait une recommandation au gouvernement.

Les sites patrimoniaux déclarés et les paysages culturels patrimoniaux désignés relèvent de la décision du gouvernement. Le patrimoine classé comme les sites patrimoniaux classés et

les éléments désignés comme le patrimoine immatériel et les lieux historiques relèvent d'une décision du ministre.

Madame Potvin mentionne qu'il existe un Registre du patrimoine qui est disponible en ligne.

8. Prochaines rencontres

Monsieur Pierre Poulin indique que les prochaines rencontres de la CAR auront lieu le 29 novembre 2013, le 31 janvier et le 2 mai 2014.

9. Clôture de la rencontre

Il remercie les gens pour leur participation et informe que Robert Lamontagne participe à sa dernière CAR.

Levée de la rencontre

La réunion prend fin à 12 h 10.

Robert Lamontagne
2 octobre 2013



ORDRE DU JOUR - CAR ESTRIE

31 janvier 2014 – 9 h à 12 h

Direction régionale – Emploi-Québec Estrie
70, rue King Ouest, salle Mont-Orford, 3^e étage
Sherbrooke (Québec)

- 9 h Mot de bienvenue, adoption de l'ordre du jour et dépôt du compte rendu – Pierre Poulin
- 9 h 05 Présentation - Plan de développement de l'industrie touristique 2012-2020
Sonia Carignan – Tourisme Québec
- Données sur l'industrie du tourisme et les Cantons-de-l'Est;
 - Principaux axes et les mesures identifiées par Tourisme Québec;
 - Programmes d'aide financière pour la mise en œuvre du PDIT.
- 10 h 05 Pause
- 10 h 20 Présentation des grands dossiers de Tourisme Cantons-de-l'Est – Alain Larouche
- Introduction et mise à niveau : Tourisme durable et Art de vivre, la marque Cantons-de-l'Est, le positionnement;
 - Chantiers réalisés récemment : Véloroute des cantons, randonnée pédestre, Routes & circuits, tourisme gourmand (Cafés de villages, Créateurs), TSH à 3 \$, révision des outils;
 - Les partenariats majeurs : EPRT/FDOT, Booking.com, Vitrine culturelle, MTO, DEC;
 - Le Plan de match du tourisme régional 2013-2020 : produits et marchés, nouveau chantier : «Cœurs villageois et centre-villes signatures»;
 - Les grands défis : les TI (Mobilité), l'hébergement (illégal), la relève, les centres de montagne, la communauté, la viabilité, la villégiature, l'environnement.
- 11 h 35 Échanges
- 11 h 50 Divers
-
- 12 h Clôture et levée de la rencontre – Pierre Poulin

1 - 2



**Rencontre de la CARO
Projet d'ordre du jour**

DATE : Le 15 avril 2013
HEURE : 9 h à 12 h
LIEU : 170, Hôtel-de-Ville, salle 700-A, rez-de-chaussée

1. Mot de bienvenue
2. Adoption de l'ordre du jour (5 minutes)
3. Adoption du projet de compte rendu de la CARO du 18 février 2013 (10 minutes)
4. Dépôt du premier cahier de briefing régional (10 minutes, M. Yannick Gignac)
5. Tour de table (45 minutes)
6. L'OVT et l'OPHQ, (20 minutes, Mme Anna-Charlène Beugré)
7. Pause
8. Résolution d'appui à la création du créneau agro (10 minutes, M. Jeffrey MacHan)
9. Informations du MAMROT (10 minutes, M. Yannick Gignac et Mme Chantal Perreault)
 - Grands Prix de la ruralité
 - Élections municipales
10. Fonctionnement de la CARO : journées préférées de rencontre (15 minutes, M. Yannick Gignac)
11. Divers
 -

Fin de la réunion à 12 h.

- Sujets d'informations proposés par les membres à conserver pour d'autres rencontres :
 - Décentralisation, MAMROT
 - Laboratoires ruraux, MAMROT – en attente
 - Nouveau régime forestier, MRN
 - Diagnostic régional en culture, MCC

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE L'OUTAOUAIS
PROJET DE COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE DU 15 AVRIL 2013
Édifice Jos Montferrand

Étaient présents :

- Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire, M. Yannick Gignac
- Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire, Mme Chantal Perreault
- Agriculture, Pêcheries et Alimentation, M. Yves Lévesque
- Cabinet du Ministre Stéphane Bergeron, Mme Lise Goulet
- Centre de services partagés du Québec, Mme Hélène Gonthier
- Commission de la santé et de la sécurité au travail, M. François Asselin
- Conférence régionale des élus de l'Outaouais, M. Melvin Jomphe
- Culture et Communications, Mme Anne-Marie Gendron
- Développement durable, Environnement, Faune et Parcs, Mme Hélène Audet
- Éducation, Loisir et Sport, Mme Louise Lafontaine
- Finances et Économie, M. Jeffrey MacHan
- Emploi-Québec, Mme Claire Gendron
- Office des personnes handicapées du Québec, Mme Anna-Charlène Beugré
- Ressources naturelles, M. Pierre Ménard
- Services Québec, Mme Nicole Ste-Marie
- Société immobilière du Québec, M. Pierre Caouette
- Transport Québec, M. Jacques Henry

Ministères et organismes absents :

- Agence de santé et services sociaux de l'Outaouais
- Commission des normes du travail
- Conseil du statut de la femme
- Famille
- Immigration et Communautés culturelles
- Investissement Québec
- Justice
- Relations internationales, direction des affaires régionales et événements internationaux
- Revenu Québec
- Sécurité publique
- Services judiciaires de l'Outaouais
- Sûreté du Québec
- Société d'habitation du Québec
- Tourisme Québec

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
1. Mot de bienvenue	Ouverture de la rencontre à 9 h 05.	M. MacHan indique que son ministère ne se retrouve pas dans la liste des présences. Mme Perreault s'en assurera pour la prochaine rencontre.
2. Lecture de l'ordre du jour	Un seul ajout à l'ordre du jour, la date de la prochaine rencontre. La présentation d'un des laboratoires ruraux en Outaouais était prévue à l'ordre du jour. Ces derniers étant presque achevés, les présentations ont été remises à une rencontre ultérieure pour avoir un bilan complet.	
3. Adoption du projet de compte rendu de la CARO du 18 février 2013	Mme Audet demande de préciser dans le compte-rendu, à la page 4, paragraphe du MDDEFP, que les enjeux majeurs sont des enjeux régionaux retenus dans la Planification stratégique régionale. Avec cette modification, le compte-rendu est adopté à l'unanimité.	
4. Dépôt du premier cahier de briefing régional	M. Gignac dépose le premier cahier de briefing de la CARO. Pour le moment, la présentation fonctionne et ne requiert pas de modifications. Mme Perreault fera suivre une copie électronique aux membres. Les membres indiquent qu'ils souhaitent avoir au moins deux rappels pour l'écriture du cahier de briefing et le recevoir au moins une semaine avant la rencontre pour en prendre connaissance. Mme Goulet réitère l'intérêt de ce document pour Cabinet du ministre régional. Elle propose que les membres de la CARO le présentent au ministre régional dès que possible.	Faire suivre la copie électronique du cahier de briefing aux membres. Mme Perreault s'assurera de faire ses suivis.
5. Tour de table	CSST : Les membres de la CARO souhaitent la bienvenue à M. Asselin, nouveau directeur régional par intérim. La CSST travaille à la consolidation des dossiers et à la réduction des durées de traitement. Le volet de prévention et d'inspection ainsi que l'augmentation de la présence dans les endroits à risque, sont parmi leurs priorités. MTQ : M. Henry nous explique les grands points indiqués dans sa section du cahier de briefing. Le ministre a annoncé la planification des budgets provinciaux pour 2 ans. Il s'agit d'une nouveauté, car habituellement les budgets sont annoncés sur	

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
	<p>L'OPHQ travaille avec le MELS les projets TEVA. Leur priorité est l'intégration au travail de leur clientèle.</p> <p>MAMROT : Les dossiers d'actualité sont : le nouveau plan d'action en matière d'occupation et vitalité des territoires (OVT), plusieurs projets de loi (financement en politique municipale), le projet de Loi 10 permettant de relever provisoirement de ses fonctions un élu municipal qui fait l'objet d'une poursuite durant son mandat, la Loi sur l'économie sociale et la modification des paramètres du PIQM.</p>	<p>Une copie du plan d'action en matière d'occupation et vitalité des territoires sera envoyée aux membres.</p>
<p>6. L'OVT et l'OPHQ : Mme Anna-Charlène Beugré</p>	<p>Mme Beugré nous présente les réflexions de l'OPHQ au niveau de l'OVT.</p>	<p>Une copie de la présentation sera envoyée aux membres de la CARO.</p>
<p>7. Résolution d'appui à la création du créneau agroalimentaire : M. Jeffrey MacHan</p>	<p>ATTENDU que le secteur agroalimentaire est un des secteurs à fort potentiel pour la diversification de l'économie de l'Outaouais et que celui-ci a été identifié dans le Plan stratégique régional (PSR) 2012-2017 adopté par la Conférence régionale des élus de l'Outaouais (CRÉO) le 3 décembre 2012;</p> <p>ATTENDU QUE l'industrie agroalimentaire de l'Outaouais contribuait 360 millions \$ au PIB de la région en 2011 et générait 15 200 emplois à même 2 400 entreprises;</p> <p>ATTENDU l'importance économique du secteur agroalimentaire pour la région et particulièrement pour les MRC rurales aux prises avec une dévitalisation importante de leur tissu économique;</p> <p>ATTENDU QUE la région de l'Outaouais est une région frontalière à proximité d'un marché interprovincial (Gatineau-Ottawa) significatif représentant une population de 1,2 million de personnes en date du dernier recensement;</p> <p>ATTENDU la volonté régionale d'accroître la notoriété du secteur agroalimentaire de l'Outaouais par la promotion et la valorisation du secteur, des entreprises et des produits régionaux sur le marché de l'Outaouais et en Ontario;</p> <p>ATTENDU QUE la commercialisation est un enjeu d'envergure pour les entreprises du secteur agroalimentaire en Outaouais dans la poursuite des objectifs de diversification des activités agricoles et d'accroissement de la transformation alimentaire;</p>	<p>La résolution sera envoyée au MFE, au MAPAQ et à la CRÉO.</p>

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
	<p>ATTENDU QUE la promotion des nouveaux produits peut être réalisée par les entreprises de la région sur une base individuelle ainsi que de façon collective par le biais de campagnes promotionnelles, d'événements et autres actions complémentaires;</p> <p>ATTENDU QUE le Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ), Emploi-Québec, le Ministère des Finances et de l'Économie (MFÉ) et la Conférence régionale des élus de l'Outaouais (CRÉO) ont manifesté leur intérêt à signer une Entente administrative concernant le développement durable du secteur agroalimentaire en Outaouais pour une durée d'un an, soit pour l'année 2013-2014;</p> <p>ATTENDU QUE le comité de régional ACCORD en Outaouais a donné le mandat au ministère des Finances et de l'Économie de préparer une demande de reconnaissance d'un Créneau d'excellence ACCORD dans le secteur agroalimentaire en Outaouais;</p> <p>ATTENDU QUE le développement d'un secteur à fort potentiel peut difficilement se faire sans innovation ou activités de recherche et développement qui nourrissent le processus de diversification et de croissance;</p> <p>Il est résolu unanimement,</p> <p>Que la Conférence administrative régionale appuie la création d'un Créneau d'excellence ACCORD dans le secteur agroalimentaire en Outaouais, soit en « Commercialisation et mise en marché des produits agroalimentaires régionaux dans un contexte frontalier ».</p>	
8. Informations du MAMROT	<p>Grands prix de la ruralité 2013 : Mme Perreault fait le point sur le fonctionnement régionalisé des Grands Prix depuis 2013. La date limite pour déposer des candidatures a été remise au 19 avril 2013.</p> <p>Élections municipales : M. Gignac indique que la direction régionale participe à une tournée sur le territoire de l'Outaouais pour informer les élus potentiels du rôle</p>	

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
	<p>d'un élu municipal et du conseil. De plus, des séances d'informations plus précises seront tenues pour les élus après les élections.</p> <p>M. Gignac informe les membres sur un éventuel regroupement municipal dans la MRC de Pontiac ainsi qu'un possible transfert de la municipalité de Pontiac dans la MRC du même nom.</p>	
<p>9. Fonctionnement de la CARO : journées préférées de rencontre</p>	<p>À la suite du sondage à propos de la meilleure journée pour tenir les rencontres de la CARO, les lundis et vendredis matins sont les deux journées ciblées. Il est décidé d'alterner les rencontres entre ses deux journées pour permettre à un plus grand nombre de membres d'être présents.</p>	<p>Pour la prochaine rencontre, Mme Goulet validera les dates de disponibilité du ministre régional en juin.</p>
<p>Fin de la réunion vers 11 h 30</p>		

Rédigé par Chantal Perreault, secrétaire de la CARO
Avril 2013

**Rencontre de la CARO
Projet d'ordre du jour**

DATE : Le 18 octobre 2013
HEURE : 9 h à 12 h
LIEU : Salle Outaouais (# 5.020B) au 5^e étage
170, rue de l'Hôtel-de-ville, Gatineau

1. Mot de bienvenue
2. Adoption de l'ordre du jour (5 minutes)
3. Adoption du projet de compte rendu de la CARO du 15 avril 2013 et suivi (10 minutes)
4. Dépôt du cahier de briefing régional (10 minutes, M. Yannick Gignac)
5. Tour de table (45 minutes)
6. Nouveau régime forestier (30 minutes, M. Pierre Ménard, MRN)
7. Pause
8. Saines habitudes de vie (30 minutes, Mme Isabelle Girard, ASSSO) à 10h30
9. L'ATINO (30 minutes, M. Yannick Gignac)
10. Fonctionnement de la CARO : (10 minutes, M. Yannick Gignac)
 - Présence de l'ATR à la CAR
11. Divers :
 -

Fin de la réunion à 12 heures

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE L'OUTAOUAIS
PROJET DE COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE DU 18 OCTOBRE 2013
Édifce Jos Montferrand

Étaient présents :

- Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire, M. Yannick Gignac
- Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire, Mme Chantal Perreault
- Commission de la santé et de la sécurité au travail, M. François Asselin
- Conférence régionale des élus de l'Outaouais, M. Melvin Jomphe
- Culture et Communications, Mme Anne-Marie Gendron
- Développement durable, Environnement, Faune et Parcs, Mme Hélène Audet
- Emploi-Québec, Mme Claire Gendron
- Finances et Économie, M. Jeffrey MacHan
- Immigration et Communautés culturelles, M. Dominic Vaillancourt
- Office des personnes handicapées du Québec, Mme Anna-Charlène Beugré
- Ressources naturelles, M. Pierre Ménard
- Société d'habitation du Québec, M. Moïse Hazzan
- Société immobilière du Québec, M. Pierre Caouette
- Tourisme Québec, Sonia Carignan

Visite impromptue :

- M. Stéphane Bergeron, ministre régional
- Cabinet du Ministre Stéphane Bergeron, Mme Lise Goulet
- Et son personnel

Conférenciers :

- Agence de santé et services sociaux de l'Outaouais, Mme Isabelle Girard
- Agence de santé et services sociaux de l'Outaouais, M. Jean-Marc Purenne

Ministères et organismes absents :

- Agriculture, Pêcheries et Alimentation
- Centre de services partagés du Québec
- Commission des normes du travail
- Conseil du statut de la femme
- Éducation, Loisir et Sport
- Famille
- Investissement Québec
- Justice
- Relations internationales, direction des affaires régionales et événements internationaux
- Revenu Québec
- Sécurité publique
- Services Québec
- Services judiciaires de l'Outaouais
- Sûreté du Québec
- Transport Québec

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
1. Mot de bienvenue	Ouverture de la rencontre à 9 h 10.	
2. Lecture de l'ordre du jour	M. Stéphane Bergeron, le ministre régional, viendra saluer la CARO ce matin. Pas d'autres ajouts à l'ordre du jour.	
3. Adoption du projet de compte rendu de la CARO du 18 février 2013	<p>Dans la section du tour de table, M. MacHan indique une erreur dans la désignation pour la Banque de développement économique du Québec.</p> <p>Une modification est à faire dans le texte pour Emploi-Québec en enlevant la phrase qui inclue « lever l'hélicoptère ».</p> <p>Suivis de M. Jomphe de la CRÉO au compte-rendu. M. Jomphe nous explique les dernières modifications à l'intérieur de son équipe et des commissions. Ces dernières sont maintenant au nombre de trois. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Commission sur le développement économique. • Commission sur le développement social, la recherche et l'innovation. • Commission sur l'environnement. <p>L'équipe a aussi diminué passant de 21 employés à 15 employés. Trois agents demeurent pour la CRÉO. Voici en gros la répartition des dossiers :</p> <ul style="list-style-type: none"> • M. Daniel Fortin : environnement, agriculture et occupation du territoire. • M. Pierre Boucher : innovations, développement social et éducation. • M. Réjean Lampron : développement économique, culture et tourisme. 	Les modifications seront faites.
4. Visite du ministre régional, M. Stéphane Bergeron	<p>M. Bergeron vient saluer les membres présents de la CARO en s'excusant d'interrompre la rencontre et de ne pas être venu plus tôt malgré le rôle important de la CAR en région.</p> <p>Il nous indique qu'une rencontre en novembre avec les membres de la CARO se prépare. Le cahier de briefing régional de la CARO mis à jour lui sera présenté à ce moment.</p>	Le MAMROT tiendra les membres au courant pour la rencontre de novembre avec le ministre régional et fera un rappel avant pour la mise à jour du cahier de briefing.
5. Dépôt du cahier de briefing	M. Gignac indique que le cahier de briefing régional suscite un intérêt certain. Il a	Une modification sera faite pour enlever

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
régional	<p>amené quelques organisations à prendre part à certains dossiers, par exemple : le parc régional du Sault-des-Chats et le cahier de briefing a permis à Mme Goulet de porter certains dossiers à l'attention du ministre régional.</p> <p>M. MacHan indique qu'il n'a pas participé au dernier de briefing car il est en attente de la politique économique pour le mettre à jour.</p>	« direction régionale » en avant d'Emploi-Québec Outaouais.
6. Tour de table	<p>Mme Beugré de l'OPHQ a résumé les informations contenues dans le cahier de briefing.</p> <p>M. Asselin (CSST) nous a fait le topo des statistiques régionales. Les projets d'informatisation sont en cours soit le « dossier électronique » et de services en ligne. Deux projets santé et sécurité sont importants. Il s'agit de rendre les équipements des formations techniques sécuritaires ainsi que les interventions sur le monoxyde de carbone dans les garages.</p> <p>M. Asselin nous informe que Mme Nicole Ménard, gestionnaire de la CSST siège comme représentante gouvernementale à la Campagne Centraide.</p> <p>À part ce qu'il y a dans le cahier de briefing, Mme Gendron du MCC, nous informe du maintien des programmes cette année tout en ayant certains paramètres en révision, d'un retard pour la négociation et la signature de l'entente spécifique avec le CALQ et qu'elle a créé une page Facebook pour la direction régionale où les informations culturelles sont relayées. Pour les intéressés, voici le nom de la page : mccdirectionoutaouais.</p> <p>M. Ménard du MRN fait le point sur les dossiers externes suivants : l'adoption du programme forestier et les pourparlers avec les CRÉ à ce sujet, la commission des enjeux énergétiques et le dépôt le 23 octobre d'une proposition d'affaires du Secrétariat aux Affaires autochtones (SAA) à la communauté algonquine de Lac-Barrière.</p> <p>Pour les dossiers internes du MRN, il nous parle de l'arrivée d'une nouvelle sous-ministre, Mme Christine Tremblay, de la réorganisation interne et des discussions</p>	<p>Il est demandé aux organisations de transmettre à Mme Ménard le nom des responsables de la campagne Entraide par courriel : nicole.menard@csst.qc.ca.</p> <p>M. Ménard suggère que le point de l'inclusion des nations autochtones au développement régional soit abordé à la CARO en invitant le SAA.</p>

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
	<p>du rôle des directions régionales. Il nous indique qu'une nouvelle directrice régionale du secteur de la Faune est en poste depuis le 1^{er} octobre. Il transmet les coordonnées de Mme Simona Motnikar pour l'inviter à la CARO.</p> <p>Mme Gendron d'Emploi-Québec, nous parle du financement du fonds de développement du marché du travail suite au discours du Trône au fédéral. Pour l'Outaouais, si les annonces se concrétisent, il s'agit de 13 millions de moins à l'entente.</p> <p>À la suite de la fusion avec Services Québec, une douzaine d'employés de cet organisme intégreront les bureaux d'Emploi-Québec au 9^e étage de l'édifice Jos-Monteferrand.</p> <p>Pour la SIQ, M. Ménard nous informe que son organisation fera le registre des bâtiments avec de l'amiante exigé par la loi pour toute sa clientèle que la SIQ soit propriétaire ou locataire. Il sera selon un échéancier de deux ans.</p> <p>M. Vaillancourt du MICC nous fait le suivi de l'entente spécifique en régionalisation de l'immigration finie depuis 2012 et qui devrait se transformer en entente spécifique sur l'attraction et la rétention de la main d'œuvre. Il espère signer une nouvelle entente pour la prochaine année. La table des partenaires en immigrations sera réactivée sous peu.</p> <p>Le MFE vient de se doter de la Politique économique Priorité emploi. Les mesures qui en découlent ne sont pas encore détaillées. M. MacHan fait le point sur les dossiers suivants : l'embauche de M. Charles Blais comme directeur du nouveau créneau Accord, le renouvellement du budget de la table d'action en entrepreneuriat pour trois ans, les partenariats à bâtir entre le MFE, Investissement Québec et les CLD en lien avec un plan régional d'intervention en entreprise et le projet de la Banque de développement économique du Québec qui est sur la glace.</p> <p>Il y a eu une annonce de montants de 255 millions dans le volet tourisme pour Tourisme Québec, hier. À part ce qui est dans le cahier de briefing, Mme Carignan nous parle du travail accroché avec la région depuis que la région de l'Outaouais est reconnue comme porte d'entrée du Québec.</p>	<p>Mme Motnikar sera invitée à la prochaine CARO.</p> <p>M. Vaillancourt fait un appel à tous pour le développement de la nouvelle entente : si votre organisation ou d'autres que vous connaissez seraient intéressées à se joindre à la mobilisation en immigration et diversité, lui en faire part.</p> <p>À prévoir une présentation du plan de développement touristique pour la prochaine CARO.</p>

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
	<p>La CAR a un nouveau membre : M. Moïse Hazzan de la SHQ. Il explique qu'il regardera comment il peut s'intégrer à la CARO et les domaines d'action de la SHQ. Il nous informe qu'un nouveau PDG a été nommé à la SHQ, M. Charles Larochelle.</p> <p>Mme Audet du MDDEFP nous fait un topo sur : les consultations autour de la qualité de l'eau potable, le jugement de la cour précisant les obligations des municipalités et celle du ministère.</p>	Mme Audet propose de présenter le dossier de la Rue Jacques-Cartier à une prochaine rencontre.
7. Nouveau régime forestier, minutes, M. Pierre Ménard	M. Ménard nous fait la présentation.	La présentation sera transmise aux membres de la CARO.
8. Saines habitudes de vie, Mme Isabelle Girard et M. Jean-Marc Purenne, ASSSO	La présentation a permis de faire le point sur les actions entamées dans la région à la suite du plan d'action gouvernementale et une approche pour donner la formation aux diverses organisations gouvernementales.	
9. L'ATINO, M. Yannick Gignac	Le point a été remis vu le manque de temps. Il s'agissait de présenter l'organisme et ses services.	M. Gignac enverra un courriel sur l'offre de service. La directrice de L'ATINO sera invitée à la prochaine CARO.
10. Fonctionnement de la CARO : Présence de l'ATR à la CAR	Les membres de la CARO reçoivent une copie de la lettre envoyée à la sous-ministre associée au Tourisme par le sous-ministre du MAMROT à ce sujet. En résumé, lorsqu'un sujet touristique sera à l'ordre du jour, le DG de l'ATR sera invité. Les ordres du jour de la CARO seront aménagés pour permettre la présence du DG de l'ATR pour les points pertinents.	
Fin de la réunion vers 12 h 30		

Rédigé par Chantal Perreault, secrétaire de la CARO
Octobre 2013

**Conférence administrative
régionale de l'Outaouais**

**Rencontre de la CARO
Projet d'ordre du jour**

DATE : Le 22 novembre 2013
HEURE : 10 h à 11 h 30
LIEU : Salle #9.602b au 9^e étage (MICC)
170, rue de l'Hôtel-de-ville, Gatineau

Présidence : Mme Gisèle Demers, directrice régionale de l'Outaouais, MAMROT
Secrétariat : M. Yannick Gignac, MAMROT

1. Mot de bienvenue, visite du ministre régional, M. Stéphane Bergeron
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Dépôt du cahier de briefing régional, édition du 21 novembre 2013
4. Tour de table

Fin de la réunion à 11 h 30

Présences confirmées

En personne :

1. Stéphane Bergeron, ministre régional et son équipe
2. François Asselin, CSST
3. Gaétan Lessard, Sécurité civile
4. Anne-Marie Gendron, MCC
5. Claire Gendron, Emploi-Québec
6. Moïse Hazzan, SHQ
7. Gisèle Demers, MAMROT
8. Yannick Gignac ou Chantal Perreault, MAMROT
9. Jeffrey MacHan, MFÉQ
10. Pierre Ménard, MRN

Par téléphone :

1. Pierre Caouette, SIQ
2. Sonia Carignan, Tourisme Québec

Ne seront pas présents :

1. Carole Vigneau, Famille
2. Hélène Gonthier, CSPQ
3. Stéphane Raymond, Sûreté du Québec
4. Marie-Danielle Pied, Sûreté du Québec
5. Hélène Audet, MDDEFP
6. Mireille Gagnon, Conseil du statut de la femme

Conférence administrative
régionale de l'Outaouais

**Rencontre de la CARO
Projet d'ordre du jour**

DATE : Le 24 février 2014
HEURE : 9 h à 12 h
LIEU : Salle Outaouais (# 5.020B) au 5^e étage
170, rue de l'Hôtel-de-ville, Gatineau

9h00 Mot de bienvenue

9h05 Adoption de l'ordre du jour (décision)

9h10 Adoption du projet de compte rendu de la CARO du 15 avril 2013 et suivi (décision)

9h15 *Politique nationale de la ruralité 2014-2024* Madame Gisèle Demers, MAMROT
(discussion)

9h30 Tour de table (discussion)

10h15 *Centre collégial de Transfert technologique (CCTT) du Cégep de l' Outaouais* par
madame Joanne Moreau et monsieur Reda Bensouda, Cégep de l' Outaouais
(présentation).

10h40 Résolution d'appui au projet de CCTT du Cégep de l'Outaouais (décision).

10h45 **Pause**

11h00 *Planification stratégique régionale 2015- 2020 – forum territorial sur le bilan de la PSR
2010-2015 et le contexte régional en santé et services sociaux*
par monsieur Jean Hébert et monsieur André Lussier, Agence de la santé et des
services sociaux de l'Outaouais (présentation et discussion).

12h00 Fin de la réunion

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE
DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Réunion du vendredi 19 avril 2013
de 9 h 30 à 12 h

Salle de conférences de la Direction régionale de la sécurité civile
170, avenue Principale, RC-02, Rouyn-Noranda

PROPOSITION D'ORDRE DU JOUR

HEURE	POINTS D'ORDRE DU JOUR	INFO-ÉCHANGE	DÉCISIONS	RESPONSABLES	DOCUMENTS
9 h 30	1. Mot de bienvenue	x		Denis Moffet	
9 h 35	2. Lecture et adoption de l'ordre du jour		x	Denis Moffet	Joint
9 h 40	3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 7 décembre 2012		x	Denis Moffet	Joint
9 h 45	4. Points de suivis – Tableau de suivis	x		Denis Moffet	Joint
10 h 00	5. Présentation de la Loi sur le patrimoine culturel	x		Monik Duhaime	
10 h 30	6. Table d'action régionale en entrepreneuriat	x		Yves Drolet	
10 h 40	7. Présentation du Projet de loi modifiant la Loi sur la fonction publique	x		Julie Lefebvre	
11 h 00	8. Adhésion des ministères au réseau large bande	x	x	Louis Dallaire Michel Gosselin	Sur place
11 h 15	9. Occupation et vitalité des territoires	x		Denis Moffet	
11 h 35	10. Autres affaires			Denis Moffet	
11 h 55	11. Prochaine rencontre de la CAR		x	Denis Moffet	
12 h 00	12. Levée de la rencontre		x	Denis Moffet	

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

COMPTE RENDU

Rencontre tenue à Rouyn-Noranda le 19 avril 2013
Salle de conférences de la Direction régionale de la Sécurité civile

Rédigé par : Mélanie Chartier, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

ÉTAIENT PRÉSENT(E)S

Bélisle, Luc	Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue
Boissonneault, Jacques	Agence de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue
Coutu, Yves	Ministère des Transports
Dickey, Marc	La Financière agricole du Québec – Centre de services de Rouyn-Noranda et d'Amos
Drolet, Yves	Ministère des Finances et de l'Économie
Giguère, Robert	Ministère des Ressources naturelles – Secteur Mines – Géologie Québec
Lapointe, Yves	Régie du bâtiment du Québec
Lefebvre, Julie	Centre de services partagés du Québec
Lessard, Gaëtan	Ministère de la Sécurité publique-Direction régionale de la sécurité civile et de la sécurité incendie
Moffet, Denis	Ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
Roy, Patrice	Bureau de l'exploration géologique du Québec
Sarrazin, Alain	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Vaillancourt, Dominic (au téléphone)	Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
van de Walle, Édith	Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs Direction régionale de l'analyse et de l'expertise – Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec
Yergeau, Yvon	Commission de la construction du Québec

1. MOT DE BIENVENUE

M. Denis Moffet ouvre la rencontre et invite les personnes à se présenter.

2. LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Le projet d'ordre du jour a été transmis avant la rencontre et est adopté tel quel.

Il est proposé par M. Yvon Yergeau, appuyé par M. Yves Lapointe, et résolu à l'unanimité d'adopter l'ordre du jour présenté.

3. ADOPTION DU COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE DU 7 DÉCEMBRE 2012

Le compte rendu du 7 décembre 2012 a été transmis avant la rencontre. M^{me} Edith van de Walle demande une modification à la page 10, section portant sur le Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs. On devrait lire « ...que la mise en place du Fonds vert, alimenté par la tarification, permet d'avoir une source de revenus. Aussi... ».

Il est proposé par M. Yves Coutu, appuyé par M^{me} Edith van de Walle, et résolu à l'unanimité d'adopter le compte rendu avec la modification demandée.

4. SUIVIS – TABLEAU

→ *Présentation de la Loi sur le patrimoine culturel*

Ce point de suivi est inscrit à l'ordre du jour. Cependant, pour des raisons hors de son contrôle, M^{me} Monik Duhaime, directrice régionale du MCC, ne peut assister à la rencontre. La présentation est reportée à une rencontre ultérieure.

→ *Rencontre spéciale avec le SAA afin de faire le point sur l'état des relations, l'état des besoins et l'avenir de nos relations avec les communautés autochtones comme fonction publique québécoise*

- Avec les représentants du SAA, il a été convenu de tenir cette rencontre spéciale de la CAR à l'automne 2013.

→ *Projet pilote en ressources humaines*

- Les échanges sont débutés et doivent se poursuivre avec M. Olivier Duchesne, attaché politique au bureau du ministre François Gendron, afin de bien structurer les actions requises pour présenter le projet pilote au président du Conseil du trésor.

→ *Comité de promotion des emplois de la fonction publique*

- Les membres du comité se sont réunis une première fois et les travaux se poursuivent. Lors de la prochaine rencontre, les orientations du comité seront discutées afin de bien cibler les actions à mettre en place.

Les responsables ont participé à un premier salon le 11 avril dernier à Rouyn-Noranda. Lors de cette « Journée de la réussite / Emploi • Formation • Ressources », plusieurs futurs diplômés de la catégorie « personnel de soutien » ont été rencontrés. Des salons de l'emploi du même type se sont aussi tenus dans diverses MRC, toutefois, l'information n'ayant pas circulé, les ministères n'étaient pas présents.

Certains ministères constatent que la pénurie de spécialistes se résorbe quelque peu alors qu'elle s'accroît dans la catégorie du personnel de soutien.

→ *Capsules de formation*

- M^{me} Lefebvre a transmis les informations concernant le Centre de leadership et de développement des compétences (CLDC) à M^{me} Gracia Laforge. Les personnes présentes n'étant pas en mesure de confirmer les avoir reçues, un suivi sera fait auprès de cette dernière à son retour.

→ *Révision du processus de conclusion des ententes spécifiques*

- Les travaux ont été interrompus pendant une certaine période mais devraient reprendre sous peu. Des informations concernant le nouveau processus pourraient être disponibles lors de la prochaine rencontre de la CAR.

→ *Rencontre de la ministre Diane de Courcy (10 décembre 2012)*

- En raison de problèmes de communication téléphonique, M. Dominic Vaillancourt ne peut présenter le bilan de cette rencontre. Ce suivi est donc reporté à une prochaine rencontre.

→ *Table d'action régionale en entrepreneuriat*

- Ce point est à l'ordre du jour de la présente rencontre.

→ *Relocalisation de la communauté de Kitcisakik*

- Un nouveau vote devait avoir lieu au début du mois d'avril. À ce jour, le résultat de ce vote n'est pas connu.

→ *Occupation et vitalité des territoires*

- Ce point est à l'ordre du jour de la présente rencontre.

→ *Fonctionnement de la CAR*

- Le décret n'ayant toujours pas été adopté, les CAR continuent de fonctionner selon la formule habituelle.

5. PRÉSENTATION DE LA LOI SUR LE PATRIMOINE CULTUREL

Pour des raisons hors de son contrôle, M^{me} Monik Duhaime, directrice régionale du MCC, ne peut assister à la rencontre. La présentation est reportée à une rencontre ultérieure.

6. TABLE RÉGIONALE EN ENTREPRENEURIAT

M Yves Drolet rappelle que la Stratégie en entrepreneuriat, initiée par le gouvernement libéral, est toujours d'actualité.

Depuis novembre dernier, les tables régionales en entrepreneuriat se mettent en place. M. Drolet souligne que la table de l'Abitibi-Témiscamingue est majoritairement composée d'entrepreneurs.

Trois volets ont été identifiés pour en guider les actions :

- Culture entrepreneuriale à l'école.
- Relève entrepreneuriale.
- Valorisation de l'entrepreneuriat.

Une première version du plan d'action sera déposée à la fin avril. Au cours du mois suivant, les partenaires régionaux seront interpellés afin d'identifier des leviers susceptibles de favoriser la réalisation de ces actions. Les autorités ministérielles seront informées du plan d'action de l'Abitibi-Témiscamingue à la fin du mois de mai 2013. Sa mise en œuvre s'échelonne jusqu'en 2015.

Les membres de la table souhaitent travailler en concertation avec des intervenants qui ont à cœur le développement de l'entreprise, favoriser les mesures régionales et privilégier celles qui seront structurantes et durables.

M. Drolet déposera le plan d'action de cette table lors de la prochaine rencontre de la CAR.

7. PRÉSENTATION DU PROJET DE LOI SUR LA FONCTION PUBLIQUE

La Loi sur la fonction publique devrait être modifiée sous peu afin de s'ajuster aux réalités du marché du travail. M^{me} Julie Lefebvre en présente les principaux éléments :

- Les listes de déclaration d'aptitudes et les concours tels qu'on les connaît se transformeraient en processus de qualification et en la création d'une banque de candidatures.
- Mise en place de processus de qualification plus rapides pour attirer et fidéliser les étudiants et reconnaître la qualification déjà acquise par les retraités qui reviennent sur le marché du travail.
- En fonction de leur besoin, les ministères auraient la possibilité de faire des évaluations complémentaires au processus.

Dans ce contexte, les membres discutent des liens à faire avec le projet pilote en ressources humaines et de l'importance de se positionner rapidement afin que les besoins de la région soient pris en considération.

8. ADHÉSION DES MINISTÈRES AU RÉSEAU LARGE BANDE

Messieurs Louis Dallaire et Michel Gosselin, respectivement président et vice-président du GIRAT (Gestion de l'infrastructure régionale de l'Abitibi-Témiscamingue), rappellent que la corporation a été constituée pour mettre en place et gérer un réseau à large bande passante devant desservir tout le territoire de l'Abitibi-Témiscamingue. Ils présentent brièvement les objectifs, les activités et les projets en cours de leur organisation.

Le réseau large bande est maintenant déployé et est en mesure d'accueillir de nouveaux clients tels que les ministères et organismes gouvernementaux. Les représentants de la corporation estiment pouvoir offrir aux ministères et organismes gouvernementaux un service très fiable et beaucoup moins dispendieux, tout en bénéficiant d'une expertise présente en région.

Une rencontre est prévue avec les responsables du RETEM (Réseau de télécommunication multimédia) afin de faire valoir l'offre de service. Par ailleurs, messieurs Dallaire et Gosselin demandent aux membres de la CAR de sensibiliser les dirigeants des services technologiques de leur ministère à l'existence et aux

possibilités offertes par le GIRAT. De plus, il est convenu que le président de la CAR adressera une lettre au président du Conseil du trésor pour l'informer de l'intérêt des membres de la CAR à faire affaire avec le GIRAT.

Les différents échanges font ressortir, entre autres, l'importance d'avoir accès à un système de visioconférence convivial et compatible avec différents équipements.

9. OCCUPATION ET VITALITÉ DES TERRITOIRES

M. Moffet explique que le nouveau gouvernement ajoute la notion de décentralisation à celle de l'occupation et de la vitalité des territoires. Le sous-ministre associé aux régions du MAMROT, M. Marc-Urbain Proulx, est à élaborer un projet de loi cadre à cet effet. Celui-ci sera probablement déposé à l'automne.

Trois formes de décentralisation pourraient être mises de l'avant :

- Administrative (délégation)
- Politique (mandat et budget)
- Déconcentration (certains mandats centraux)

M. Proulx travaille également à la mise en place d'un nouveau chantier portant sur l'identification d'actions structurantes. À terme, la formule pourrait ressembler à des contrats de territoire.

Le MAMROT a publié son plan d'action en Occupation et vitalité des territoires. À celui-ci ont été ajoutées des actions régionales dont trois proposées par l'Abitibi-Témiscamingue :

- Évaluation de l'offre de service public et privé dans les petites collectivités.
- Soutien aux associations de riverains.
- Recherche sur la propriété des terres de l'Abitibi-Témiscamingue.

M. Moffet ajoute que le MAMROT publiera sous peu une série d'indicateurs permettant de qualifier la vitalité des milieux.

10. AUTRES AFFAIRES

Aucun nouveau sujet.

11. PROCHAINE RENCONTRE DE LA CAR

La prochaine rencontre est prévue le 17 mai prochain.

12. LEVÉE DE LA RENCONTRE

La levée de la rencontre est proposée par M. Yves Lapointe, appuyé par M. Jacques Boissonneault, à 12 h 15.

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

COMPTE RENDU

Rencontre tenue à Rouyn-Noranda le 13 septembre 2013
Salle de conférences de la Direction régionale de la Sécurité civile

Rédigé par : Gracia Laforge, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

ÉTAIENT PRÉSENT(E)S

Bélisle, Luc	Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue
Boissonneault, Jacques	Agence de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue
Bouchard, Serge	Société d'habitation du Québec – Direction des affaires intergouvernementales et autochtones
Coutu, Yves	Ministère des Transports
Drolet, Yves	Ministère des Finances et de l'Économie
Guertin, Marie-Pier	Office québécois de la langue française
Huot, Rachel	Emploi-Québec
Iracà, Hélène	Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs – Centre de contrôle environnemental
Lapointe, Yves	SAAQ – Permis de conduire, immatriculation et évaluation des conducteurs – Centre de services Rouyn-Noranda, La Sarre et Ville-Marie
Lefebvre, Julie	Centre de services partagés du Québec
Massicotte, Lynn	Hydro-Québec
Moffet, Denis	Ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
Morin, Suzy-Ann (au téléphone)	Ministère de la Famille
Sarrazin, Alain	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Vaillancourt, Dominic (au téléphone)	Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
van de Walle, Édith	Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs Direction régionale de l'analyse et de l'expertise – Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec

ÉTAIENT INVITÉES

Morin, Marie-Noëlle	Ministère des Finances et de l'Économie
---------------------	---

1. MOT DE BIENVENUE

M. Denis Moffet ouvre la rencontre et invite les personnes à se présenter.

2. LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

M. Moffet fait la lecture du projet d'ordre du jour qui a été transmis avant la rencontre.

Le libellé du point 5 : « *Adoption du calendrier de la CARAT 2013-2014* » est modifié pour « *Dépôt du calendrier de la CARAT 2013-2014* ».

M. Yves Drolet précise que le point 7.2 « *Plan d'action spécifique au domaine minier* » n'a pas de lien avec la Table régionale en entrepreneuriat. Le point 7.2 doit être considéré comme un nouveau sujet.

Dans « Autres affaires », M^{me} Rachel Huot demande d'ajouter un point 10.2 « *Dîner Entraide* ».

M. Dominic Vaillancourt souhaite inscrire à l'ordre du jour un point d'information concernant le plan d'action du MICC qui a été récemment annoncé aux partenaires. Considérant que M. Vaillancourt doit quitter en cours de rencontre et qu'un suivi sur le dossier immigration est déjà prévu au point 4, l'ensemble des sujets touchant l'immigration seront traités lors de la période réservée aux suivis.

Il est proposé par M. Yves Coutu, appuyé par M^{me} Julie Lefebvre, et résolu à l'unanimité d'adopter l'ordre du jour modifié et de laisser ouvert le point 10 « Autres affaires ».

3. ADOPTION DES COMPTES RENDUS

3.1 Rencontre du 19 avril 2013

Le compte rendu du 19 avril 2013 a été transmis avant la rencontre.

M^{me} Julie Lefebvre met à jour les informations relatives au point 7 : *Présentation du projet de loi sur la fonction publique*. Elle indique que le projet de loi 41 est actuellement en processus de deuxième lecture et pourrait être approuvé par l'Assemblée nationale au printemps. Elle rappelle que le texte de loi ne fait plus mention de concours pour chaque classe d'emploi mais plutôt de banques de personnel qualifié. Des appels de candidatures seraient ouverts sur une longue période et les concours seraient tenus au fur et à mesure, selon la clientèle. Le nouveau processus modifiera complètement la façon de recruter pour les ministères et les changements proposés auront beaucoup d'impacts sur l'environnement de travail au CSPQ. Un an ou davantage pourrait être nécessaire avant que le CSPQ puisse mettre en application les nouvelles modalités. Elle ajoute que des mesures sont prévues pour faciliter l'accès des étudiants stagiaires et du personnel retraité aux emplois de la fonction publique.

Dans ce contexte, M. Moffet s'interroge sur la pertinence de poursuivre les démarches concernant le projet pilote en ressources humaines élaboré par la CAR. M^{me} Lefebvre propose de réviser le projet en établissant un parallèle avec le projet de loi. Une rencontre de travail CSPQ - MAMROT sera organisée à cet effet.

Il est proposé par M^{me} Edith van de walle, appuyée par M. Alain Sarrazin, et résolu à l'unanimité d'adopter le compte rendu tel que rédigé.

3.2 Rencontre spéciale du 25 février 2013

Ce compte rendu ayant été transmis tardivement, M. Moffet suggère d'en faire l'adoption lors de la prochaine rencontre. Toutefois, une demande sera adressée à tous les membres de la CAR présents à la rencontre du 25 février afin de valider le texte concernant leur ministère ou organisme et de transmettre leurs corrections ou commentaires avant le 20 septembre 2013.

Lorsque le compte rendu aura été validé, il sera transmis au personnel politique de la députation régionale.

4. SUIVIS – TABLEAU

→ Compte rendu de la rencontre régulière du 7 décembre 2012

- Le compte rendu a été modifié conformément à la demande faite lors de la rencontre du 19 avril 2013 et transmis aux membres.

→ Compte rendu de la rencontre spéciale du 25 février 2013

- Le suivi sera fait selon la démarche proposée au point 3.2 du présent compte rendu.

→ Projet pilote en ressources humaines

- Avant de poursuivre les échanges avec M. Olivier Duchesne, attaché politique au bureau de M. François Gendron, le projet sera revu avec M^{me} Lefebvre tel que convenu au point 3.1 du présent compte rendu.

→ Comité de promotion des emplois de la fonction publique

- Concernant l'organisation d'une journée de l'emploi similaire à celle de l'automne dernier, M^{me} Lefebvre indique qu'elle a été à même de constater l'intérêt des ministères et organismes pour participer à ce type d'événement, toutefois, ces derniers ne semblent pas en mesure de rendre des ressources disponibles pour s'impliquer dans l'organisation d'une deuxième édition. Conséquemment, elle propose que le CSPQ élabore une formule de style « clé en main » à laquelle

les m/o pourront s'inscrire sans avoir à libérer des ressources. Elle précise que cette façon de faire implique que la prochaine journée de l'emploi ne pourra se tenir avant l'automne 2014. En attendant, comme il se fait couramment, les m/o pourraient se joindre aux événements déjà planifiés au printemps par d'autres acteurs : Emploi-Québec ou autres. Elle ajoute qu'en planifiant la tenue d'un événement pour l'automne, il serait alors possible de tenir compte des nouvelles modalités du projet de loi 41, si celui-ci est adopté au printemps comme prévu.

- Pour un prochain événement, le comité de promotion a envisagé d'élargir la notion de fonction publique pour inclure le réseau de la santé. Ce faisant, il serait plus approprié de parler alors « d'administration publique ». Cependant, une réflexion est nécessaire avant d'inclure des réseaux tels que la santé, l'éducation ou Revenu Québec puisqu'ils ont des modalités de recrutement différentes et, parfois, des processus d'embauche beaucoup plus simples que ceux de la fonction publique.

M^{me} Lefebvre élaborera un scénario et le soumettra à la discussion lors de la prochaine rencontre du comité de promotion prévu en décembre prochain. Les membres de ce comité auront aussi à planifier la participation des m/o aux activités générales de recrutement du printemps.

- Lorsque toutes les hypothèses de participation auront été discutées et qu'une formule aura été retenue, M^{me} Lefebvre en informera rapidement les m/o afin qu'ils puissent se préparer adéquatement et ainsi maximiser les retombées de leur participation.
- Il est demandé à M^{me} Lefebvre de faire le point sur l'évolution de ce dossier et des travaux du comité à chacune des rencontres de la CAR.

→ *Capsule de formation du Centre de leadership et de développement des compétences (CLDC)*

- Les capsules ont été transmises à tous les membres de la CAR le 20 décembre 2012.

→ *Rencontre spéciale avec le SAA afin de faire le point sur l'état des relations, l'état des besoins et l'avenir de nos relations avec les communautés autochtones comme fonction publique québécoise*

- Le sujet est inscrit au point 6 de l'ordre du jour de la rencontre.

→ *Dossier immigration*

- M. Dominic Vaillancourt mentionne que la rencontre du 10 décembre 2012 entre la ministre et plusieurs acteurs régionaux visait à entendre les défis de la région au sujet de l'intégration et de l'attraction des personnes immigrantes. La ministre a terminé sa tournée des régions le 15 avril dernier et se sont ensuivis plusieurs travaux de réflexion et de mise en commun des différents éléments qui ont été portés à son attention.

Le 12 septembre, la ministre a invité toutes les personnes ayant participé aux rencontres régionales à assister à l'annonce et à la présentation du nouveau plan d'action du MICC intitulé « *Un Québec fort de son immigration* ». Ce plan d'action est composé de 24 mesures regroupées sous 6 axes différents dont soutenir les entreprises, soutenir la francisation, favoriser l'intégration et autres.

M. Vaillancourt rappelle que le MICC souhaite renouveler l'entente pour favoriser l'intégration des personnes immigrantes en Abitibi-Témiscamingue. Au cours des prochains mois, son ministère tentera de mener cette action à terme. Il invite tous les ministères et organismes ayant des intérêts ou des besoins pouvant s'inscrire dans le cadre d'une entente en immigration à devenir partenaires de l'entente.

Enfin, M. Vaillancourt indique qu'une capsule rapportant les échanges entre la ministre et les acteurs régionaux lors de l'annonce du plan d'action peut être consultée sur le site du MICC. Lui et son équipe demeurent disponibles pour répondre à des questions en lien avec les mesures ou pour compléter l'information, au besoin. Des faits saillants des rencontres entre la ministre et les acteurs régionaux sont aussi présentés sur le site du ministère.

→ *Table d'action en entrepreneuriat Abitibi-Témiscamingue*

- Le sujet est inscrit au point 7 de l'ordre du jour de la rencontre.

→ *Adhésion des ministères au réseau large bande*

- La présentation de messieurs Dallaire et Gosselin a été transmise à tous les membres de la CAR le 26 avril 2013.

- Concernant la lettre à adresser au président du Conseil du trésor, ce suivi reste à faire. Il est suggéré de vérifier la fiabilité du réseau en période de grande utilisation avant d'interpeller le Conseil du trésor à ce sujet.
- *Loi sur le patrimoine culturel*
- M^{me} Monik Duhaime ne pouvant pas être présente, le sujet a été retiré de la proposition d'ordre du jour de la présente rencontre et remis à une rencontre ultérieure.
- *Fonctionnement de la CAR*
- M. Moffet indique que le décret devant confirmer le nouveau fonctionnement des CAR dans le cadre de la *Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires* n'est toujours pas en vigueur. À la suite de ce décret, le rôle du ministre régional en rapport avec la CAR devra être précisé.
- D'autre part, il est souhaité :
- que la CAR soit impliquée de façon plus directe dans la préparation du plan stratégique régional de la CRÉ. Cette implication pourrait se traduire par l'émission d'un avis formel ou informel;
 - qu'il y ait des rencontres annuelles entre les membres de la CAR et des membres de l'exécutif de la CRÉ, rencontre où le ministre régional serait présent, pour échanger sur un certain nombre de dossiers.
- *Relocalisation de la communauté de Kitcisakik*
- M. Moffet mentionne que des décisions devaient être prises au cours des derniers jours. Toutefois, il semble n'y avoir aucune information qui a circulée à ce sujet.
 - M. Serge Bouchard indique que la SHQ a déjà rénové une trentaine de maisons du village actuel et qu'une nouvelle demande leur a été adressée, pour les trois prochaines années, concernant la rénovation d'environ 12 à 18 maisons supplémentaires. La demande est à l'étude et les autorités de la SHQ auront à rendre une décision.
 - Face à cette nouvelle demande qui vise des réparations urgentes et sachant que le délai avant que le nouveau village soit en place se situe entre 2 à 5 ans, la SHQ a demandé un bilan de santé des habitations restantes. Ce bilan leur sera transmis avec le profil socioéconomique de la communauté, nombre d'habitants par maison, revenus familiaux et autres, afin que la SHQ puisse avoir une idée des rénovations à venir.

5. CALENDRIER CARAT 2013 - 2014

Le calendrier prévoit des rencontres aux deux mois, le vendredi en avant-midi. Les membres n'y voient pas de contre-indications ou de conflit d'horaire.

6. PLANIFICATION DE LA RENCONTRE SPÉCIALE AVEC LES REPRÉSENTANTS DU SAA

6.1 Déterminer la date de la rencontre

M. Moffet rappelle que la rencontre avec les représentants du SAA s'ajoutera au calendrier régulier de la CAR et devrait se tenir vers la fin octobre ou le début de novembre. Les membres se disent en accord avec la période visée.

6.2 Sujets à inscrire à l'ordre du jour

En ce qui a trait aux sujets à inscrire à l'ordre du jour, la SAA a formulé le souhait d'être informé à l'avance de sujets particuliers.

À ce jour, le déroulement a été prévu sur presque une journée et il a été demandé que, dans un premier temps, les représentants du SAA nous tracent un portrait :

- des discussions qu'ils ont avec chacune des communautés, particulièrement les 7 communautés algonquines de l'Abitibi-Témiscamingue;
- des dossiers avec les communautés crie du Nord-du-Québec puisque leurs interventions ont des conséquences sur le territoire régional;
- des discussions en cours avec les Atikameks sur une entente globale puisque ces derniers fréquentent un territoire très à l'Est de Senneterre faisant partie de l'Abitibi-Témiscamingue.

La deuxième partie de la rencontre devrait permettre à chaque m/o de présenter l'état de leurs relations ou les problématiques rencontrées avec les communautés.

Il est convenu que les conseillers en matière autochtone des m/o seront invités à cette rencontre.

7. TABLE RÉGIONALE EN ENTREPRENEURIAT ET SECTEUR MINIER

7.1 Plan d'action de la Table régionale

M. Yves Drolet précise qu'il est accompagné de M^{me} Marie-Noëlle Morin qui coordonne la stratégie gouvernementale en région.

M. Drolet indique qu'il fera un bref rappel des différents éléments de la Stratégie québécoise de l'entrepreneuriat (SQE) et de sa mise en œuvre en région par la Table d'action en entrepreneuriat. Le document d'information utilisé pour la présentation sera transmis à tous les membres de la CAR.

La Stratégie a été lancée en 2010 par le précédent gouvernement et comprend les 5 axes suivants : valoriser l'entrepreneuriat, faire du développement, soutenir l'entrepreneuriat, être plus efficace dans l'accompagnement fait aux entrepreneurs et créer du dynamisme.

La Stratégie a reçu un très bon accueil au plan national. À l'hiver dernier, lors de l'étude des crédits en commission parlementaire, les trois parties ont été unanimes à reconnaître son importance. La stratégie a été mise en place pour corriger le fait que, comparativement aux autres provinces, il se fait deux fois moins d'entrepreneuriat au Québec et aussi en Abitibi-Témiscamingue. À l'analyse des différents paramètres, entres autres à ce qui a trait à la retraite des entrepreneurs et les intentions d'entreprendre, tous présentent le même ratio de 2 pour 1. À titre d'exemple, M. Drolet mentionne que le départ à la retraite des entrepreneurs du Québec se fait beaucoup plus tôt qu'ailleurs au Canada ou aux États-Unis. Alors que les entrepreneurs de l'Ontario quittent à 70 ans, ceux du Québec le font vers 55 ou 60 ans. Or, le groupe d'âge qui devrait constituer la relève ne se manifeste pas. La plus grande problématique se situe dans le groupe 35 à 45 ans. C'est donc dans ce contexte d'écarts considérables que le gouvernement a lancé cette stratégie multipartite qui interpelle plusieurs ministères et le privé.

La Table régionale est un lieu de concertation permettant d'examiner ce qui se fait en région et de tenter d'identifier ce qui pourrait dynamiser davantage ou donner une valeur ajoutée à ce qui existe déjà. Cette table est composée majoritairement d'entrepreneurs auxquels s'ajoutent des organismes et des ministères. L'objectif premier de la table est de tenter d'améliorer la concertation. Un portrait a été élaboré pour connaître la situation régionale en entrepreneuriat. M. Drolet propose de le transmettre aux membres de la CAR tout en précisant que ce dernier est à diffusion restreinte puisqu'il s'agit d'un document interne, devant servir à supporter la réflexion des membres de la table régionale. Sur la base de ce portrait, un plan stratégique a été élaboré. Simultanément, une consultation a été réalisée auprès des intervenants concernant le soutien à l'entrepreneuriat et la table travaille à la mise en œuvre d'un plan d'action en entrepreneuriat.

L'Abitibi-Témiscamingue a déposé son plan à la ministre au début du mois de septembre.

M. Drolet présente les principes-cadres et invite M^{me} Marie-Noëlle Morin à traiter des trois enjeux retenus par la table et des priorités qui y sont rattachées :

→ Enjeu 1 : Renforcer la culture entrepreneuriale à l'école

- Identifier et qualifier les initiatives au soutien de la culture entrepreneuriale en milieu scolaire :
le but de cet enjeu est de faire un recensement des initiatives. Ce dernier sera par la suite distribué à chacun des partenaires de chaque MRC pour leur permettre d'échanger sur les initiatives recensées et ainsi stimuler de nouvelles initiatives.
- Renouveler l'entente sur la culture entrepreneuriale :
l'entente est pilotée par la CRÉ et un comité est déjà constitué. La table souhaite examiner avec ceux-ci les moyens à mettre en place pour favoriser son renouvellement.
- Promouvoir le Concours québécois en entrepreneuriat (CQE) :
cette initiative nationale est déjà présente en Abitibi-Témiscamingue mais il y a lieu de mieux la faire connaître.

→ Enjeu 2 : Valoriser l'entrepreneur

- Valoriser l'entrepreneuriat :

cette priorité vise à faire reconnaître le métier d'entrepreneur par le biais, entre autres, de participation à des kiosques d'emplois, la production d'un dépliant décrivant l'entrepreneuriat, les services et l'aide disponibles, l'organisation d'une activité annuelle où tous les partenaires en entrepreneuriat peuvent se faire connaître et, en plus, de diffuser et optimiser l'information sur divers sites déjà existants.

- Renouveler l'entente portant sur la culture entrepreneuriale
- Mettre sur pied une campagne promotionnelle

faire affaire avec une firme de communication qui évaluera la forme ou les formes que pourrait prendre une campagne régionale

→ Enjeu 3 : Stimuler la relève entrepreneuriale

- Créer un lien entre les acheteurs et les vendeurs potentiels :

mettre en place un projet pilote visant à faire connaître les vendeurs à des personnes intéressées à acheter une entreprise. Il s'agit de créer une plateforme confidentielle où tous les bureaux de comptables pourraient avoir accès à des profils d'acheteurs et faire le lien avec des vendeurs. Un organisme porteur a déjà été identifié.

- Assurer la pérennité des entreprises :

plusieurs formations sont offertes, il s'agit de s'assurer que les formations pertinentes sont dispensées en région et, s'il y a lieu, répondre à des besoins non comblés.

- Évaluer l'implantation d'un centre de transfert aux entreprises :

la stratégie québécoise prévoit que toutes les régions du Québec auront un centre de transfert d'ici 2015, il faut donc évaluer le besoin en Abitibi-Témiscamingue et identifier le porteur. Il s'agit d'une personne ressource ou d'un organisme au palier régional qui fait le lien avec les vendeurs.

- Évaluer d'autres modèles d'encadrement d'entrepreneurs :

il existe déjà des modèles sur les territoires ou au national qui pourraient être adaptés et pilotés pour avoir une portée régionale.

M^{me} Morin précise que ces enjeux seront ceux des années 2013-2015. Le plan peut toutefois s'ajuster au cours des années. Pour aider à la réalisation de ces enjeux, il y a un programme d'aide à l'entrepreneuriat où des sommes sont disponibles. Elle fait état des critères d'admissibilité.

M. Drolet attire l'attention sur le fait que le ministère sort des sentiers battus en modifiant les approches habituelles de gestion de programmes en confiant la responsabilité de mise en œuvre. L'effet de levier se situe au niveau de la concertation. Une interaction interministérielle sera donc nécessaire et il peut arriver qu'une demande soit adressée à certains ministères de dégager une ressource pour compléter la mise en œuvre. Certains aspects demeurent à clarifier et il faut identifier des porteurs. Une rencontre entre la ministre et les présidents des tables aura lieu le 10 octobre prochain pour discuter des enjeux et des attentes. Enfin, le plan d'action fera l'objet d'un suivi pour s'assurer que les actions soient réalisées.

7.2 Plan d'action spécifique au secteur minier

Tel que déjà précisé, le point 7.2 n'est pas en lien avec la table en entrepreneuriat.

M. Drolet indique que le secteur minier vit présentement une période de « contraction » dans certains sous-secteurs. Devant cet état de fait, une initiative régionale du MFE a permis de regrouper des intervenants en lien avec le secteur (48^e Nord, Emploi-Québec, MRN, MISA, MFE, DEC et la CRÉ) pour tenter de colliger toutes les données disponibles, couvrant une période prédéterminée, afin d'avoir un portrait de la situation et de tenter d'en identifier les facteurs. Dans un deuxième temps, environ 250 entreprises seront questionnées pour savoir si elles sont directement concernées par cette contraction et entendre ce qu'elles ont à dire sur ce qui se passe dans chacun de leur secteur d'activités puisque la situation est à géométrie extrêmement variable.

Ce sondage « maison » devrait permettre aux intervenants de faire des constats qui seront ensuite validés par un groupe témoin et en arriver ainsi à moduler, en coordination ministérielle, l'offre de service afin de mieux supporter les entreprises dans tous les aspects problématiques : fonds de roulement, développement des marchés, innovation et gestion de la main-d'œuvre.

M. Vaillancourt met fin à sa participation téléphonique.

M. Drolet termine en mentionnant que les résultats de la démarche mèneront peut-être certains ministères à devoir sensibiliser les autorités concernées.

L'échéancier prévu pour compléter l'opération est novembre. M. Drolet est invité à tenir la CAR informée des résultats des travaux.

8. DIAGNOSTIC STRATÉGIQUE RÉGIONAL

M. Moffet indique que l'une des étapes dans l'élaboration du Plan stratégique de développement de la région produit par la CRÉ est de produire un diagnostic stratégique régional touchant plusieurs domaines. Le 10 septembre dernier, plusieurs personnes ont été invitées à participer à une rencontre visant à identifier des enjeux et établir des priorités. Le directeur général de la CRÉ est invité à informer les membres des travaux réalisés et de ceux à venir.

M. Bélisle distribue le résumé du diagnostic et indique que la version intégrale est disponible sur le site de la CRÉ. Il rappelle que sur le processus global, la CRÉ utilise la démarche, étapes et lexique, développée par le Conseil du trésor.

L'année dernière, la CRÉ a travaillé sur la vision, les principes et les valeurs qui ont été adoptés à l'été. À la suite d'un mouvement de personnel, l'échéancier a été revu et au cours de l'hiver, beaucoup de cueillettes d'information ont été réalisées en tentant de couvrir tous les angles : une trentaine d'entrevues individuelles avec des intervenants du développement régional, une série d'activités tendances avec des groupes dans chacun des territoires, un questionnaire web avec questions à développement a été complété par 388 personnes. L'information recueillie auprès de tous ces participants a servi à la préparation au diagnostic stratégique.

En termes de vision, la planification stratégique devrait permettre d'avoir un portrait des grands enjeux et des grandes tendances qui toucheront le développement de l'Abitibi-Témiscamingue dans les prochaines années (court, moyen et long termes) tout en essayant de déceler des signaux encore faibles mais dont on commence à percevoir les premières ondes. En ce qui a trait aux enjeux, ils devront être stratégiques, c'est-à-dire qui, par leur caractère, peuvent affecter d'autres sphères d'activité et ont un impact majeur sur l'avenir de la région.

La rencontre de septembre avait un double objectif :

- partager le diagnostic et faire cheminer les quelques 200 participants sur les forces, les faiblesses et les opportunités dans le but d'avoir une compréhension commune de la région.
- avoir un premier signal concernant les cinq blocs du diagnostic :
 - Une société et un territoire d'inclusion sociale
 - Une qualité de vie et l'attractivité des territoires
 - Une économie diversifiée, créatrice de richesses et d'emplois
 - Un milieu de vie, son environnement et ses ressources naturelles
 - Une région reconnue et ouverte sur le monde

M. Bélisle souligne l'importance de tenir compte des ramifications qui existent entre chaque enjeu. La rencontre de septembre s'est terminée en demandant aux participants de se positionner sur différents enjeux à l'aide d'un télévotant. Au terme de cet exercice, il faut maintenant faire une synthèse des résultats, faire ressortir les enjeux les plus stratégiques, les réduire en établissant les priorités et définir ensuite les orientations. La CRÉ souhaite avoir une proposition globale en décembre.

Les ministères représentent un groupe important dans la mise en œuvre de cette planification. Pour chacune des orientations stratégiques, la CRÉ souhaite identifier les principaux porteurs. Les ministères seront donc éventuellement interpellés. Un comité de suivi de la planification stratégique sera mis en place et probablement composé des principaux porteurs des orientations. Par contre, M. Bélisle mentionne son intention de revoir les structures régionales de concertation afin d'assurer la cohérence avec les grandes orientations et les manières de faire.

M. Yves Coutu quitte la rencontre

M. Bélisle invite les personnes à prendre connaissance du diagnostic complet, à lui faire part de leurs commentaires et il répond aux questions.

Les personnes présentes reconnaissent l'importance d'arrimer leurs actions et leurs planifications au plan de la région pour agir de façon cohérente et efficace. Le lien entre les orientations régionales et les orientations gouvernementales feront ressortir, s'il y a lieu, les besoins de modulation et de régionalisation.

9. FONCTIONNEMENT DE LA CAR

9.1 Participation des ATR

Tourisme Québec, qui fait maintenant partie du ministère des Finances et de l'Économie, demeure membre de la CAR et continuera d'y siéger. Toutefois, l'une des mesures du *Plan de développement de l'industrie touristique 2012-2020* prévoit que lorsqu'un sujet d'ordre touristique (ou d'intérêt pour une ATR) est inscrit à l'ordre du jour d'une rencontre de la CAR, le représentant de Tourisme Québec en informe l'ATR de la région concernée et, s'il y a lieu, avise le président de la CAR de l'intérêt de cette dernière pour participer à la rencontre.

Il se peut donc qu'éventuellement l'ATR de l'Abitibi-Témiscamingue soit invitée à assister à une rencontre de la CAR, et ce, pour des sujets particuliers.

9.2 CAR carboneutre

Une demande a été adressée à l'ensemble des organisations gouvernementales pour être carboneutre. À cet effet, un court questionnaire sera complété pour indiquer le moyen de transport utilisé pour se rendre aux rencontres des CAR. Sur cette base, des crédits carbone sont achetés auprès d'une organisation au plan national.

10. AUTRES AFFAIRES

10.1 Propair

M. Moffet informe les membres que depuis le 9 septembre, Propair, compagnie aérienne régionale, offre des vols vers Québec. Il transmet les informations concernant les vols et indique qu'éventuellement la compagnie prévoit mettre à la disposition des gens de la région un appareil de 18 places.

10.2 Dîner Entraide

Dans le cadre de la campagne Entraide qui a lieu du 7 octobre au 18 octobre, la quatrième édition du dîner-bénéfice Entraide se tiendra le 7 octobre. Les ministères sont invités à vendre des billets au coût de 15 \$ à leur personnel et à leur famille et amis. Tous sont bienvenus.

10.3 Atelier de leadership

M^{me} Julie Lefebvre transmettra le calendrier de formation dans la semaine du 16 septembre 2013

11. PROCHAINE RENCONTRE DE LA CAR

La prochaine rencontre régulière de la CAR se tiendra le 15 novembre prochain.

La date de la rencontre spéciale avec les représentants du SAA sera transmise dès qu'elle sera confirmée.

12. LEVÉE DE LA RENCONTRE

La levée de la rencontre est proposée par M^{me} Hélène Iraca, appuyée par M. Jacques Boissonneault, à 12 h 10.

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Réunion du vendredi 13 septembre 2013

de 9 h 30 à 12 h

Salle de conférences de la Direction régionale de la sécurité civile

170, avenue Principale, RC-02, Rouyn-Noranda

PROPOSITION D'ORDRE DU JOUR

HEURE	POINTS D'ORDRE DU JOUR	INFO-ÉCHANGE	DÉCISIONS	RESPONSABLES	DOCUMENTS
9 h 30	1. Mot de bienvenue	x		Denis Moffet	
9 h 35	2. Lecture et adoption de l'ordre du jour		x	Denis Moffet	Joint
9 h 40	3. Adoption des comptes rendus				
	3.1 Rencontre du 19 avril 2013		x	Denis Moffet	Joint
	3.2 Rencontre spéciale du 25 février 2013		x	Denis Moffet	À venir
9 h 50	4. Suivis - Tableau	x		Denis Moffet	Joint
10 h 10	5. Adoption du calendrier CARAT 2013-2014		x	Denis Moffet	Joint
10 h 15	6. Planification de la rencontre spéciale avec les représentants du SAA				
	6.1 Déterminer la date de la rencontre		x	Denis Moffet	
	6.2 Sujets à inscrire à l'ordre du jour		x	Denis Moffet	
10 h 30	7. Table régionale en entrepreneuriat				
	7.1 Plan d'action de la Table régionale	x		Yves Drolet	
	7.2 Plan d'action spécifique au secteur minier	x		Yves Drolet	Sur place
11 h 10	8. Diagnostic stratégique régional	x		Denis Moffet	
11 h 30	9. Fonctionnement de la CAR				
	9.1 Participation des ATR	x		Denis Moffet	
	9.2 CAR carboneutre	x		Denis Moffet	Sur place
11 h 45	10. Autres affaires				
	10.1 Propair	x		Denis Moffet	
11 h 55	11. Prochaine rencontre de la CAR		x	Denis Moffet	
12 h 00	12. Levée de la rencontre		x	Denis Moffet	

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

COMPTE RENDU

Rencontre tenue à Rouyn-Noranda le 15 novembre 2013
Salle de conférences de la Direction régionale de la Sécurité civile

Rédigé par : Gracia Laforge, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

ÉTAIENT PRÉSENT(E)S

Bélisle, Luc (à compter de 10 h 30)	Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue
Bouchard, Serge	Société d'habitation du Québec – Direction des affaires intergouvernementales et autochtones
Boutin, Marie-Pier	Tourisme Québec
Charland, Nancy (au téléphone)	Secrétariat aux affaires autochtones
Coutu, Yves	Ministère des Transports
Dickey, Marc	La Financière agricole du Québec – Centre de services de Rouyn-Noranda et d'Amos
Drolet, Yves	Ministère des Finances et de l'Économie
Duhaime, Monik	Ministère de la Culture et des Communications
Gingras, Martin (au téléphone)	Ministère des Ressources naturelles
Guertin, Marie-Pier	Office québécois de la langue française
Huot, Rachel (à compter de 10 h)	Emploi-Québec
Iracà, Hélène	Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs – Centre de contrôle environnemental
Lapointe, Yves	SAAQ – Permis de conduire, immatriculation et évaluation des conducteurs – Centre de services Rouyn-Noranda, La Sarre et Ville-Marie
Lefebvre, Julie	Centre de services partagés du Québec
Lessard, Gaëtan	Ministère de la Sécurité publique – Direction régionale de la sécurité civile et de la sécurité incendie
Moffet, Denis	Ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
Sarrazin, Alain	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Tremblay, Marie-Hélène	Secrétariat aux affaires autochtones
Vaillancourt, Dominic (au téléphone)	Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
Yergeau, Yvon	Commission de la construction du Québec

1. MOT DE BIENVENUE

M. Denis Moffet ouvre la rencontre et invite les personnes à se présenter.

2. LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

M. Moffet fait la lecture du projet d'ordre du jour qui a été transmis avant la rencontre.

Il est proposé par M^{me} Monik Dumaine, appuyée par M^{me} Hélène Iracà, et résolu à l'unanimité d'adopter l'ordre du jour en laissant le point 9 « Affaires nouvelles » ouvert.

3. ADOPTION DES COMPTES RENDUS

3.1 Rencontre du 13 septembre 2013

Le compte rendu du 13 septembre 2013 a été transmis avant la rencontre.

M^{me} Marie-Pier Boutin apporte une précision concernant le point 9.1 : Participation des ATR. Elle souligne que Tourisme Québec demeure membre de la CAR et continuera à siéger à la CAR. La mesure de l'entente nationale prévoit que l'ATR sera invitée à participer lorsqu'un sujet touristique ou un sujet d'intérêt pour celle-ci est à l'ordre du jour. Conséquemment, l'ATR ne remplace pas Tourisme Québec à la CAR. M^{me} Boutin ajoute que cette mesure fera l'objet d'une évaluation à l'automne 2014 en ce qui a trait aux modalités d'application et aux résultats.

Le texte du projet de compte rendu du 13 septembre sera modifié pour clarifier cet aspect et la version corrigée sera transmise aux membres de la CAR.

Il est proposé par M. Serge Bouchard, appuyé par M. Yves Lapointe, et résolu à l'unanimité d'adopter le compte rendu en y apportant la précision demandée concernant Tourisme Québec et les ATR.

3.2 Rencontre spéciale du 25 février 2013

Le compte rendu a été, dans un premier temps, validé par chacun des membres présents à la rencontre du 25 février et la version finale a été transmise avant la rencontre.

M. Moffet précise que la version validée a été envoyée aux attachés politiques avec la mention « projet ».

Il est proposé par M. Yves Coutu, appuyé par M. Gaëtan Lessard, et résolu à l'unanimité d'adopter le compte rendu tel que rédigé.

4. SUIVIS – TABLEAU

→ *Compte rendu de la rencontre régulière du 19 avril 2013*

- Le compte rendu a été modifié conformément à la demande faite lors de la rencontre du 13 septembre 2013 et transmis aux membres le 16 septembre 2013.

→ *Compte rendu de la rencontre spéciale du 25 février 2013*

- L'exercice de validation par les membres de la CAR s'est terminé le 29 octobre 2013 et le compte rendu a été transmis au personnel politique le 30 octobre.

→ *Projet pilote en ressources humaines*

- Le sujet *Projet pilote en ressources humaines* est à l'ordre du jour de la rencontre.

→ *Comité de promotion des emplois de la fonction publique*

- Faire le point sur les travaux de ce comité fait partie des suivis réguliers à la CAR. M^{me} Lefebvre indique que la prochaine rencontre de ce comité est prévue en décembre.

→ *Adhésion des ministères au réseau large bande*

- M. Moffet a procédé aux vérifications concernant la fiabilité du réseau en période de grande utilisation. Selon les informations recueillies, il y aurait suffisamment de marge dans la bande pour éviter les problèmes de réseau pendant les heures normales de travail. Par ailleurs, certains soirs le service pourrait être ralenti par l'augmentation du nombre d'utilisateurs et le volume des téléchargements effectués.

Aussi, M. Moffet souligne que le GIRAT pourrait éventuellement recevoir un nouveau mandat. Des discussions sont en cours avec la CRÉ pour que cet organisme devienne responsable des technologies, de l'information et des communications pour la région. Le GIRAT est présentement à la recherche d'un directeur général pouvant assumer cette responsabilité.

Certains membres réitèrent leurs inquiétudes tout en reconnaissant l'importance d'avoir un organisme leader dans ce domaine.

Bien que ce dossier ne relève pas du GIRAT, il est mentionné que le problème de l'engorgement des communications en région devra faire l'objet éventuellement de représentations. Il est constaté que tous les ministères sont à développer des stratégies numériques alors que les services de

communications dans la région sont désuets. Cet élément vient renforcer la nécessité d'avoir un organisme porteur régional.

M. Moffet discutera à nouveau avec M. Dallaire afin d'obtenir l'assurance que le GIRAT est à la hauteur des attentes avant de faire une recommandation au Conseil du trésor.

→ *Plan d'action du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles « Un Québec fort de son immigration »*

- Le plan d'action est en ligne depuis environ une semaine. M. Vaillancourt souhaite le présenter lors d'une rencontre où il sera sur place pour pouvoir échanger plus facilement sur les différentes mesures, particulièrement celles touchant la région.

→ *Plan d'action spécifique au secteur minier*

- M. Yves Drolet fait état des résultats du sondage qui a été réalisé auprès des entreprises du secteur minier afin de connaître leur situation actuelle. Il indique que des 352 entreprises sollicitées, 122 ont répondu.

Les réponses démontrent qu'environ 70 % des entreprises sont en baisse alors qu'une baisse est encore anticipée pour plus de 60 % d'entre eux. Par ordre d'importance, les défis identifiés sont :

- acquérir de nouveaux clients : 70 %
- maintenir les emplois actuels : 66 %
- diversifier des marchés : 60 %
- diminuer des coûts d'opération : 59 %
- maintenir le fonds de roulement : 56 %
- recruter du personnel qualifié : 36 %

M. Drolet tient à faire la mise en garde suivante : les réponses à ce sondage permettent uniquement d'avoir une idée de la situation et de savoir que la contraction touche tous les secteurs, toutefois, les informations qui en découlent ne peuvent être considérées comme complètes.

Une rencontre des intervenants est prévue pour discuter des offres de services possibles.

→ *Fonctionnement de la CAR*

- Il n'y a pas de nouvelles informations à transmettre sur ce sujet.

→ *Occupation et vitalité des territoires*

- M. Moffet parle de l'étude menée par la Chaire Desjardins sur l'utilisation du territoire privé et public en Abitibi-Témiscamingue. En ce qui a trait au territoire privé, l'étude voulait, entre autres, identifier les propriétaires des terres et mesurer ainsi le degré d'accaparement des terres de la région. Les résultats de cette recherche qui couvre l'ensemble du territoire à l'extérieur des périmètres urbanisés seront livrés le 21 novembre prochain dans le cadre du forum « À qui appartient l'Abitibi-Témiscamingue ». M. Moffet propose de présenter les grandes lignes de cette étude lors d'une prochaine rencontre.
- Vingt-six indicateurs sur l'occupation et la vitalité des territoires ont été identifiés. De ce nombre, une douzaine sont appuyés par des données statistiques qui viennent d'être rendues publiques. Dans la *Banque de données des statistiques officielles* (bdso.gouv.qc.ca), sous l'onglet Occupation et vitalité du territoire, sont documentés les indicateurs connus à ce jour (immigration, PIB, variation de population, formation et autres). Dans certains cas, il est possible d'avoir une information par territoire de MRC, toutefois, les méthodes de recensement de Statistique Canada ne permettent de recueillir une information locale. Les 26 indicateurs devraient être connus d'ici le mois de mars.

→ *Révision du processus de conclusion des ententes spécifiques*

- Il n'y a pas de nouvelles informations concernant la révision du processus de conclusion des ententes spécifiques.
- M^{me} Huot et M. Vaillancourt mentionnent qu'une entente spécifique en immigration est en discussion et que les partenaires souhaitent que les processus de négociation, d'écriture et de signatures soient complétés d'ici le 31 mars 2014.

→ *Relocalisation de la communauté de Kitcisakik*

- M^{me} Nancy Charland rappelle que le 15 mai dernier a eu lieu un référendum local, tenu par le conseil de Kitcisakik, afin de savoir si la population était en faveur ou non de la construction d'un village permanent dans le secteur du Lac Ribot situé à quelques kilomètres de l'emplacement actuel. Selon les informations rendues publiques, 57 % de la population se serait prononcée en faveur de cette nouvelle localisation. Les résultats du référendum n'ont pas été transmis au SAA de manière officielle mais la chef du conseil a émis un communiqué dans les médias régionaux pour en annoncer les résultats.

À la suite de ce référendum, une campagne électorale a été déclenchée à Kitcisakik où des élections se sont tenues le 5 août dernier. Toutefois, le 7 août, le comité des élections a invalidé les résultats de cette élection et ceux-ci n'ont pas été transmis au gouvernement fédéral.

Selon des renseignements non officiels, la chef aurait été réélue avec un nouveau conseil. Cette dernière conteste l'annulation de l'élection du 5 août devant la Cour fédérale. Le dossier étant maintenant judiciairisé, plusieurs mois pourraient s'écouler avant que la cause soit entendue. Entre temps, le conseil qui avait été élu en 2009 est toujours en poste et adopte des résolutions. L'administration de la communauté se poursuit mais les discussions avec le gouvernement concernant le village permanent ne reprendront pas tant que le nouveau conseil n'aura pas été reconnu par une décision de la Cour fédérale.

M^{me} Charland précise qu'il n'y a que le conseil de bande qui peut demander au gouvernement, par résolution, de construire un village permanent. Cependant, seul un conseil de bande dûment reconnu peut le faire. Advenant que la chef fasse reconnaître les résultats du 5 août, il faudra voir comment le nouveau conseil va se positionner dans ce dossier.

Il n'y a pas d'unanimité dans la communauté face à l'implantation d'un village permanent au Lac Ribot mais toutes les informations formelles et informelles reçues de la communauté laissent croire qu'une majorité de la population serait en faveur de ce choix. Par ailleurs, une tranche de la population s'y oppose, et ce, principalement parce que le nouveau village se trouverait en périphérie des territoires d'intérêts de la communauté plutôt qu'en son cœur.

5. PROJET PILOTE EN RESSOURCES HUMAINES

M. Moffet rappelle que l'élaboration d'un projet pilote découlait d'importantes discussions visant à trouver un moyen pour améliorer le système de recrutement de nouveau personnel de la fonction publique, système plus ou moins efficace pour une région comme l'Abitibi-Témiscamingue. Ce projet pilote a été soumis au gouvernement précédent.

Depuis, un changement de gouvernement a eu lieu et le projet de loi 41 visant à modifier la Loi sur la fonction publique, plus particulièrement le processus de dotation des ministères, a été déposé. Ce projet de loi a franchi plusieurs étapes et semble faire l'unanimité. La volonté du gouvernement est qu'il soit adopté avant la fin de la session parlementaire de l'automne 2013.

Tel que demandé lors de la dernière rencontre, un comité de travail CSPQ-MAMROT a fait le parallèle entre le projet pilote et le projet de loi 41 afin de pouvoir établir la pertinence de poursuivre, ou non, les interventions politiques pour faire accepter la mise en place du projet pilote. M^{me} Lefebvre est invitée à présenter les différents éléments examinés.

Dans un premier temps, à titre de documents explicatifs, sont distribuées des copies d'articles publiés dans le journal Le Soleil du 23 octobre dernier. Le premier article trace les grandes lignes du projet de loi 41 et le deuxième explique le déploiement éventuel (fin du printemps 2014) du système de dotation en ligne (SGR3) qui constitue le volet ressources humaines de la stratégie gouvernementale SAGIR (Solutions d'affaires en gestion intégrée des ressources).

M^{me} Lefebvre rappelle que le but du projet de loi 41 est de réduire de façon significative les délais lors de la tenue de concours. Selon l'urgence de la situation, il s'avère que le processus pourrait être complété en 28 jours alors que le délai actuel est de 3 à 6 mois. Elle précise que cet objectif semble réaliste puisque, actuellement, l'Agence du revenu du Québec atteint ce résultat.

Tel que déjà mentionné, le projet de loi remplace les notions de « concours » et de « listes de déclaration d'aptitudes » par celles de « processus de qualification » et « banque de personnes qualifiées ». Ainsi, lorsqu'il y a une quantité suffisante de personnes intéressées, une séance d'examen est tenue et les personnes ayant réussi l'examen s'ajoutent à la banque des personnes qualifiées. Dans le cadre d'un appel de candidatures, une personne qui participe à un processus de qualification pourra être nommée à un emploi dès qu'elle sera déclarée qualifiée.

Dans certaines classes d'emploi, notamment les ingénieurs, le personnel informatique ou autres, l'inscription au processus de qualification sera continue et les séances d'examen organisées dès que sera atteint un nombre suffisant de candidatures.

Pour ce qui est d'un étudiant, il sera maintenant possible de prendre en considération la compétence démontrée dans le cadre de son stage ou de son travail étudiant lors de l'évaluation de son dossier.

Par ailleurs, le projet de loi propose aussi de maintenir la qualification des employés de la fonction publique qui partent à la retraite afin d'éviter de devoir requalifier ces derniers pour répondre à un besoin particulier, sur une base occasionnelle.

Quant au système SGR3, ce dernier est un système grand public de dotation en ligne des postes disponibles dans la fonction publique. Il va permettre aux gens de poser leur candidature en ligne, de se créer un profil et de recevoir des alertes lorsque des appels de candidatures seront annoncés en lien avec leur champ d'intérêt. La mise en service pourrait être à la fin du printemps 2014, ou, plus réalistement, en début d'automne puisque le SGR3 est un système informatique existant mais qui doit être adapté aux particularités de la fonction publique.

Au terme de la présentation des changements annoncés, M^{me} Lefebvre fait état des motifs et du contexte qui avaient conduits à l'élaboration du projet pilote et souligne que, sur cette base, le comité de travail a constaté que les principales problématiques de la région trouvent réponse dans le projet de loi 41. Conséquemment, le projet pilote en ressources humaines n'a plus vraiment de pertinence.

Cependant, étant donné que le projet de loi redonne au Conseil du trésor l'autorité nécessaire pour établir de nouvelles règles et sachant que ce dernier examine présentement les processus permettant de mettre en application la nouvelle loi, la question suivante se pose :

- Est-ce que les membres de la CAR de l'Abitibi-Témiscamingue devraient profiter de ce moment pour tenter d'influencer la mise en place de règles qui répondent plus adéquatement aux problématiques et particularités de la région ainsi qu'aux besoins des régions vivant les mêmes problématiques ? (*Rapport sur la problématique touchant l'embauche et la rétention du personnel de la fonction publique en région, rapport basé sur les travaux des Conférences administratives des régions de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, du Nord-du-Québec, de l'Outaouais et du Saguenay-Lac-Saint-Jean*).

Les membres de la CAR sont invités à donner leur avis sur cette question. Les éléments suivants en ressortent :

- le contexte économique ayant évolué, la rareté et les besoins de main-d'œuvre sont moins importants;
- le projet de loi semble solutionner plusieurs irritants, toutefois, les modalités d'application ne sont pas encore connues;
- compte tenu que certaines règles sont appliquées différemment d'un ministère à l'autre, la portée d'une intervention de la région, avant de connaître les modalités, demeure incertaine;
- dans certains cas, le problème relève davantage de l'administration faite par les ministères que des règles elles-mêmes (exemple : règles du 1 sur 2, signature obligatoire du sous-ministre avant de procéder à l'embauche, concours réservés, autres).

Après discussion, les membres conviennent que, pour le moment, il n'y a pas lieu de faire une intervention dans ce dossier. Ils préfèrent, dans un premier temps, suivre son évolution.

M^{me} Lefebvre s'engage à tenir les membres de la CAR informés des développements et indique qu'elle s'attend à ce que ces derniers l'informent, s'il y a lieu, de répercussions dans leur organisation afin qu'elle puisse documenter le dossier.

Le sujet fera partie des suivis réguliers faits à chacune des rencontres de la CAR afin de pouvoir intervenir au besoin.

6. PRÉSENTATION DE L'HABITATION ET DES PROGRAMMES DE LA SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC

M. Serge Bouchard est conseiller en gestion et s'occupe principalement du volet logements autochtones et inuits et gère aussi des logements dans la région Centre-du-Québec. Il précise que des conseillers en gestion sont localisés au bureau de Montréal et de Québec et que la région de l'Abitibi-Témiscamingue relève normalement du bureau de Montréal. Cependant, pour des raisons d'organisation et parce qu'il est responsable du logement autochtone, et plus précisément du dossier Kitchisakik, il a été nommé pour représenter la SHQ aux rencontres de la CAR de l'Abitibi-Témiscamingue.

M. Bouchard explique que la SHQ souhaite être présente aux rencontres de la CAR puisqu'elle participe à 15 plans d'action gouvernementaux parmi lesquels se retrouvent notamment la *Stratégie pour assurer l'occupation et la vitalité du territoire 2011-2016*, le *Plan d'action gouvernementale pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015*, la *Politique nationale de la ruralité 2007-2014* et que la mise en œuvre de ces plans exige la présence de la SHQ en région.

De plus, dans le *Plan stratégique de la Société d'habitation du Québec 2011-2016*, l'orientation 3 demande de rapprocher la prise de décisions des citoyens, de renforcer la complémentarité des activités de la SHQ et de ses partenaires et d'intensifier la collaboration interministérielle. Enfin, pour répondre à sa mission d'exercer un meilleur leadership en habitation, la SHQ doit être plus proche des réalités territoriales et mettre en place des interventions plus adaptées aux besoins des régions (ententes spécifiques, modulations de programmes, alliances de solidarité et autres) et, là aussi, en intensifiant la collaboration interministérielle.

À l'aide du document d'information qui a été transmis à tous les membres de la CAR avec l'avis de convocation, M. Bouchard poursuit en présentant le contexte législatif, les faits saillants et les principaux défis et enjeux en matière d'habitation au Québec. Il précise que la Société dispose de trois programmes : habitation sociale, habitation communautaire et amélioration de l'habitat. Il décrit brièvement la mission et les caractéristiques de la SHQ et présente, commente et répond aux questions de clarification concernant les différents programmes, leurs fonctions et les données statistiques et financières qui y sont associées. Un tableau des différents programmes détaille les ententes, les clientèles, les volets, le nombre de logements touchés et les subventions accordées en 2011-2012 pour l'ensemble du Québec.

Il présente ensuite les grandes lignes du profil socio-démographique de la région.

7. POLITIQUE INDUSTRIELLE DU MINISTÈRE DES FINANCES ET DE L'ÉCONOMIE

M. Yves Drolet distribue un résumé de la Politique industrielle québécoise 2013-2017. Cette politique met de l'avant les points suivants : l'importance et le déclin du secteur manufacturier, en Amérique du Nord et particulièrement préoccupant au Québec, une productivité beaucoup trop faible et le développement du « coté vert ». Le gouvernement a constitué un comité de l'industrie qui a le mandat de supporter la ministre dans la mise en œuvre de cette politique.

Les trois axes de la politique sont :

- Des entreprises vertes et modernes
- L'émergence de nouveaux fleurons
- L'innovation : de l'idée à la commercialisation

Entre autres éléments annoncés, M. Drolet souligne qu'un soutien massif à l'investissement sera fait à même des crédits d'impôt, des programmes d'accompagnement aux entreprises et une attention spéciale sera apportée aux volets de la technologie de l'information et des communications et des technologies de pointe ainsi qu'à la sensibilisation aux pratiques écoresponsables dans les entreprises. Les créneaux d'excellence et les tables d'action en entrepreneuriat continueront d'être supportés avec des montants additionnels pour la réalisation des plans d'action. Un accompagnement particulier sera fait auprès d'un groupe de 300 entreprises les plus dynamiques dans le but d'accélérer leur croissance et des entreprises de la région pourraient être identifiées pour en faire partie.

Une cartographie de la région devrait être finalisée dans les prochaines semaines. Elle mettra en lumière les éléments économiques qui caractérisent la région et ce qui devrait être amélioré et, de manière plus qualitative, identifiera ce qui distingue l'Abitibi-Témiscamingue des autres régions. Le ministère réalise cette cartographie conjointement avec les CLD et Investissement Québec.

Parmi les stratégies touchant l'innovation, la région est directement concernée par les centres de recherche et les CCTT (Centre collégial de transfert de technologie) dans lequel des ressources additionnelles seront injectées pour aider les entreprises dans des projets d'innovation.

Pour de plus amples détails, M. Drolet invite les membres à prendre connaissance du document qu'il a déposé et mentionne que beaucoup de travail reste à faire pour bien comprendre la politique et identifier les opportunités pour la région.

8. POLITIQUE NATIONALE DE LA RURALITÉ

M. Moffet mentionne que la première ministre, madame Marois, a annoncé le renouvellement de la PNR. Les détails de cette troisième Politique devraient être connus en décembre. Toutefois, certains éléments ont déjà été présentés.

Ainsi, la politique aura une durée de vie de 10 ans avec une révision à mi-parcours. Les budgets serviront, dans un premier temps, à renouveler ou à maintenir les pactes ruraux et à maintenir le réseau des agents ruraux présent dans chacun des territoires de MRC.

Par ailleurs, parmi les nouveautés annoncées, l'une d'elles devrait interpeller plusieurs ministères. À l'exemple de la première et de la deuxième politique, la MRC doit préparer un plan de travail avant de pouvoir adopter des projets. Cette obligation est maintenant assortie de l'exigence suivante : avant de faire son plan, la MRC devra se donner une vision de son territoire, et ce, en élargissant l'exercice aux intervenants du territoire.

La deuxième nouveauté, nommée pour le moment « Pacte plus », consiste en des sommes disponibles dans chacune des MRC pour soutenir 2 ou 3 projets d'innovation territoriale (selon la durée du projet) jusqu'à la date d'échéance de la politique. Deux obligations y sont associées : faire une démarche intersectorielle (partenaires du territoire et M/O) et soumettre des projets qui soient novateurs dans différents domaines (exemples : services de proximité, culture, le développement économique et autres). Une douzaine de thèmes seront soumis aux territoires.

9. AUTRES AFFAIRES

M. Moffet demande à M. Luc Bélisle de faire un bref suivi concernant les derniers travaux concernant la planification stratégique de développement régional 2013-2018

M. Bélisle rappelle qu'une rencontre a eu lieu à la fin octobre réunissant un nombre important de personnes occupant des postes stratégiques pour identifier les enjeux prioritaires en développement stratégique pour l'Abitibi-Témiscamingue. Quatre enjeux transversaux ont été identifiés :

- Compétence
- Attractivité
- Identité
- Équilibre

Pour chacun de ces enjeux, un groupe de travail sera constitué dont la composition repose là aussi sur des personnes occupant des postes stratégiques afin de se donner des orientations, définir les axes, les objectifs, les leviers, les cibles et les indicateurs.

Les enjeux étant très larges, ils pourront être abordés sous plusieurs angles. Quelques rencontres intersectorielles seront convoquées pour que les membres des 4 comités de travail puissent être informés de tous les travaux en cours.

La CRÉ et ses comités auront ensuite à identifier les personnes, organisations ou instances en mesure de prendre en charge les objectifs et les actions qui découleront de ces travaux, selon les enjeux.

Les travaux des comités devraient se poursuivre jusqu'à la mi-janvier et M. Bélisle invite les membres de la CAR concernés à se rendre disponibles autant que faire se peut afin de pouvoir respecter ce calendrier.

M. Bélisle mentionne qu'il y aura possiblement des arrimages à faire avec les plans de travail des MRC prévus dans la nouvelle Politique nationale de la ruralité.

M. Bélisle fait ensuite état des changements apportés au conseil d'administration de la CRÉ par l'arrivée de nouveaux élus municipaux.

10. PROCHAINE RENCONTRE DE LA CAR

La rencontre spéciale avec les représentants du SAA aura lieu le 16 janvier 2014.

Tel qu'inscrit au calendrier, la rencontre régulière de la CAR se tiendra le 17 janvier 2014.

11. LEVÉE DE LA RENCONTRE

La levée de la rencontre est proposée par M. Yvon Yergeau, appuyé par M. Serge Bouchard, à 12 h 05.

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE
DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Réunion du vendredi 15 novembre 2013
de 9 h 30 à 12 h
Salle de conférences de la Direction régionale de la sécurité civile
170, avenue Principale, RC-02, Rouyn-Noranda

PROPOSITION D'ORDRE DU JOUR

HEURE	POINTS D'ORDRE DU JOUR	INFO-ÉCHANGE	DÉCISIONS	RESPONSABLES	DOCUMENTS
9 h 30	1. Mot de bienvenue	x		Denis Moffet	
9 h 35	2. Lecture et adoption de l'ordre du jour		x	Denis Moffet	Joint
9 h 40	3. Adoption des comptes rendus 3.1 Rencontre du 13 septembre 2013 3.2 Rencontre spéciale du 25 février 2013		x x	Denis Moffet Denis Moffet	Joint Joint
9 h 50	4. Suivis - Tableau	x		Denis Moffet	Joint
10 h 10	5. Projet pilote en ressources humaines		x	Denis Moffet Julie Lefebvre	
10 h 30	6. Présentation de l'habitation et des programmes de la Société d'habitation du Québec	x		Serge Bouchard	Joint
11 h 00	7. Politique industrielle du ministère des Finances et de l'Économie	x		Yves Drolet	
11 h 30	8. Politique nationale de la ruralité	x		Denis Moffet	
11 h 45	9. Affaires nouvelles 9.1			Denis Moffet	
11 h 55	10. Prochaine rencontre de la CAR		x	Denis Moffet	
12 h 00	11. Levée de la rencontre		x	Denis Moffet	

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Réunion spéciale du jeudi 16 janvier 2014
de 9 h 30 à 15 h

PROPOSITION DE DÉROULEMENT

HEURE	POINTS D'ORDRE DU JOUR	RESPONSABLES	DOCUMENTS
9 h 30	1. Accueil <ul style="list-style-type: none">➤ membres de la CAR➤ personnes responsables des relations avec les communautés autochtones dans les M/O➤ représentant SAA : Frédéric Desrosiers	Denis Moffet	
9 h 35	2. Indications sur le déroulement de la rencontre	Denis Moffet	
9 h 40	3. Présentation de différents aspects des relations actuelles avec les : <ul style="list-style-type: none">➤ Communautés algonquines➤ Communautés criées	Frédéric Desrosiers	Sur place
12 h 00	4. Dîner libre		
13 h 30	5. Tour de table et échanges sur les dossiers des ministères et organismes gouvernementaux	Denis Moffet	
15 h 00	6. Mot de la fin		

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Réunion du vendredi 17 janvier 2014
de 9 h 30 à 12 h

Salle de conférences de la Direction régionale de la sécurité civile
170, avenue Principale, RC-02, Rouyn-Noranda

PROPOSITION D'ORDRE DU JOUR

HEURE	POINTS D'ORDRE DU JOUR	INFO-ÉCHANGE	DÉCISIONS	RESPONSABLES	DOCUMENTS
9 h 30	1. Mot de bienvenue	x		Denis Moffet	
9 h 35	2. Lecture et adoption de l'ordre du jour		x	Denis Moffet	Joint
9 h 40	3. Adoption du compte rendu de la rencontre de la CAR du 15 novembre 2013		x	Denis Moffet	Joint
9 h 50	4. Suivis - Tableau	x		Denis Moffet	Joint
10 h 10	5. Fonds de développement régional (CRÉ)	x		Luc Bélisle (À confirmer)	
10 h 40	6. Politique nationale de la ruralité	x		Denis Moffet	
11 h 25	7. Présentation des résultats de l'étude de la Chaire Desjardins : « À qui appartient l'Abitibi-Témiscamingue »	x		Denis Moffet Étienne Audet	
11 h 45	8. Affaires nouvelles			Denis Moffet	
11 h 55	9. Prochaine rencontre de la CAR	x		Denis Moffet	
12 h 00	10. Levée de la rencontre		x	Denis Moffet	

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

COMPTE RENDU

Rencontre tenue à Rouyn-Noranda le 17 janvier 2014
Salle de conférences de la Direction régionale de la Sécurité civile

Rédigé par : Gracia Laforge, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

ÉTAIENT PRÉSENT(E)S

Bélisle, Luc	Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue
Boissonneault, Jacques	Agence de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue
Bouchard, Serge	Société d'habitation du Québec – Direction des affaires intergouvernementales et autochtones
Boutin, Marie-Pier (au téléphone)	Tourisme Québec
Camirand, Julie	Ministère de la Sécurité publique – Direction territoriale des services correctionnels
Coutu, Yves	Ministère des Transports
Deschesnes, Marc	Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs – Direction des opérations régionales
Drolet, Yves	Ministère des Finances et de l'Économie
Huot, Rachel	Emploi-Québec
Lefebvre, Julie	Centre de services partagés du Québec
Lessard, Gaëtan	Ministère de la Sécurité publique – Direction régionale de la sécurité civile et de la sécurité incendie
Massicotte, Lyne	Hydro-Québec
Moffet, Denis	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
Roy, Patrice (au téléphone)	Bureau de l'exploration géologique du Québec
Poirier, Mario	Ministère des Ressources naturelles
Yergeau, Yvon	Commission de la construction du Québec

ÉTAIT INVITÉ

Audet, Étienne	Étudiant finissant à la maîtrise en administration publique de l'ÉNAP et stagiaire au MAMROT
----------------	--

1. MOT DE BIENVENUE

M. Denis Moffet ouvre la rencontre et invite les personnes à se présenter.

2. LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Le projet d'ordre du jour a été transmis avant la rencontre. M. Moffet propose d'inscrire au point 8. *Affaires nouvelles* :

8.1 Retour sur la rencontre spéciale de la CAR du 16 janvier 2014

M. Serge Bouchard souhaite pouvoir fournir quelques informations complémentaires à sa présentation du 15 novembre dernier. Le sujet est ajouté aux suivis du point 4 :

→ Informations complémentaires à la présentation de la SHQ du 15 novembre 2014.

Il est proposé par M. Yves Coutu, appuyé par M. Jacques Boissonneault, et résolu à l'unanimité d'adopter l'ordre du jour en laissant ouvert le point 8. « Affaires nouvelles ».

3. ADOPTION DU COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE DE LA CAR DU 15 NOVEMBRE 2013

Le compte rendu de la rencontre du 15 novembre 2013 a été transmis avant la rencontre.

Il est proposé par M. Serge Bouchard, appuyé par M. Yvon Yergeau, et résolu à l'unanimité d'adopter le compte rendu tel que rédigé.

4. SUIVIS – TABLEAU ET AUTRES

→ *Compte rendu de la rencontre de la CAR du 13 septembre 2013*

- Conformément à la demande faite lors de la rencontre du 15 novembre, le compte rendu du 13 septembre 2013 a été modifié afin de clarifier les modalités de participation des ATR aux rencontres de la CAR. Ce compte rendu modifié a été transmis aux membres avec l'avis de convocation à la présente rencontre.

→ *Projet de loi 41 et Comité de promotion des emplois du secteur public*

- M^{me} Julie Lefebvre fait les suivis concernant le projet de loi 41. Elle précise que la « *Loi modifiant la Loi sur la fonction publique principalement en matière de dotation des emplois* » a été adoptée et sanctionnée les 19 et 20 novembre 2013. Les politiques, règlements et autres devant accompagner cette Loi sont maintenant à développer et entraîneront des changements dans les façons de recruter dès le printemps 2014.

La mise en place du SGR3, système de recrutement et de dotation, ainsi que du SGR2, système pour gérer l'assiduité, les gains déclaratoires et autres éléments du dossier d'un(e) employé(e), devraient aussi être en place au printemps.

- Le CSPQ étant en attente des orientations du Conseil du trésor en matière de recrutement, le comité de promotion des emplois a été moins actif. Le contexte a fait en sorte que peu d'opérations de recrutement ont été réalisées au cours des derniers mois et, lorsque requis, les activités ont été davantage concentrées dans les classes d'emploi en pénurie. Lorsque les règles seront connues, les activités du comité seront relancées.
- M^{me} Lefebvre mentionne que la campagne de recrutement provinciale pour les étudiants se tiendra tout de même du 3 au 28 février 2014.
- La Loi 41, ses processus et les changements qui en découleront feront l'objet d'un suivi à chacune des prochaines rencontres de la CAR.
- M^{me} Rachel Huot informe les membres de la tenue prochaine d'un concours de recrutement « classe 4 » pour le MESS, elle fait état des discussions en cours visant à établir les modalités de ce concours.

→ *Adhésion des ministères au réseau large bande*

- M. Moffet a discuté avec M. Louis Dallaire concernant la fiabilité du réseau. Ce dernier a reconnu que le GIRAT a rencontré quelques difficultés, cependant, celles-ci se sont avérées temporaires et rapidement résolues par le remplacement de certains équipements. M. Moffet propose de faire une dernière validation auprès de quelques résident(e)s des territoires ayant connu des problèmes avant de faire une recommandation au Conseil du trésor.

→ *Plan d'action du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles « Un Québec fort de son immigration »*

- M. Vaillancourt souhaitant présenter sur place le plan d'action du MICC, le sujet sera mis à l'ordre du jour d'une rencontre où il sera présent.

→ *Plan de développement de l'industrie touristique du Québec 2012-2020 : un itinéraire vers la croissance*

- M^{me} Marie-Pier Boutin indique qu'elle prévoit être en région lors de la prochaine rencontre de la CAR pour présenter ce plan de développement.

→ *Occupation et vitalité des territoires*

- Il n'y a pas de nouveau développement dans ce dossier.

→ *Révision du processus de conclusion des ententes spécifiques*

- Les travaux entourant la révision de ce processus se poursuivent.

→ *Fonctionnement de la CAR*

- Il n'y a pas de nouvelle information à transmettre sur ce sujet.

→ *Relocalisation de la communauté de Kitcisakik*

- À ce jour, les informations transmises par M^{me} Nancy Charland à la rencontre du 15 novembre dernier demeurent d'actualité et la situation ne pourra évoluer tant et aussi longtemps que le nouveau conseil n'aura pas été reconnu par une décision de la Cour fédérale.

→ *Informations complémentaires à la présentation de la SHQ du 15 novembre 2013*

M. Bouchard revient sur certaines questions qui avaient été soulevées par les membres.

- Il indique que les données socioéconomiques de la région, pour la période se terminant le 31 décembre 2013, seront compilées dans les prochains jours et que le portrait de la région sera disponible lors de la rencontre de la CAR prévue en mars.
- Concernant le dossier des logements vacants, il confirme que quelques municipalités de la région en disposent. Cette situation peut s'expliquer, entre autres, par le fait que certaines municipalités plus ou moins dévitalisées sont moins attrayantes pour de nouveaux résidents, où par le fait que ces résidents peuvent bénéficier de revenus annuels supérieurs au maximum prévu dans le règlement sur l'attribution des logements abordables en fonction de la composition familiale.
- Toutefois, il précise que certaines dérogations sont possibles et que chaque cas fait l'objet d'une analyse distincte par la SHQ. À titre d'exemple, il mentionne les situations suivantes : un revenu légèrement supérieur au maximum prévu, la démonstration par l'Office municipal d'habitation qu'un logement est disponible depuis plus de 6 mois ou en fonction des normes d'occupation.

Par ailleurs, M. Bouchard distribue un dépliant intitulé « L'habitation en bref 2013 ». Ce dépliant trace le portrait statistique, pour l'ensemble du Québec, au 31 décembre 2013. Il rappelle que le portrait spécifique à la région sera disponible à la rencontre de la CAR du mois de mars.

En terminant, il mentionne les annonces récentes faites en région : la construction d'une nouvelle résidence transitoire de 12 chambres à La Sarre et un investissement de 5 millions pour permettre à 36 familles de Malartic d'avoir accès à un nouveau logement neuf ou entièrement rénové.

→ *Planification stratégique régionale 2013-2018*

M. Bélisle rappelle que l'étape des choix stratégiques se poursuit. Les travaux en cours portent sur l'identification des enjeux, des orientations stratégiques, des axes et des objectifs qui en découlent. Il

rappelle la transversalité des objectifs et précise que, bien qu'ils se situent sous des axes, ces derniers peuvent contribuer de façon importante à la réalisation de plusieurs enjeux.

L'exercice étant réalisé par divers groupes, il s'avère maintenant nécessaire d'avoir accès à une vue d'ensemble. Pour répondre à ce besoin, des tableaux synoptiques ont été élaborés.

Une tournée des territoires est prévue dans les prochaines semaines pour valider et bonifier, au besoin, le contenu de ces tableaux. D'autre part, M. Bélisle informe les membres qu'ils seront invités à la rencontre des décideurs prévue le 19 février. Cette rencontre sera l'occasion d'approuver les concepts retenus et d'amorcer l'identification des porteurs, c'est-à-dire les organisations qui exerceront un rôle de leader dans la mise en œuvre des objectifs stratégiques proposés.

Une rencontre est aussi prévue avec la députation régionale pour les informer de l'évolution du dossier.

Selon l'échéancier actuel, cette phase de la planification stratégique régionale pourrait être complétée au début du mois de mars.

5. FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL (CRÉ)

M. Moffet mentionne que la CRÉ a dû procéder, au cours des derniers mois, à un examen de l'ensemble de ses opérations. Devant faire face à une coupure de l'enveloppe budgétaire du Fonds de développement régional (FDR) et, dans ce contexte, faisant le constat que plusieurs engagements de longue durée avaient pour effet de réduire considérablement leur marge de manœuvre, les membres du conseil d'administration ont senti le besoin de revoir leurs priorités, leurs modes d'intervention et les façons de faire. À la suite de cet exercice, la CRÉ souhaite informer ses partenaires des choix qui ont été faits et de leurs effets sur les prochaines interventions de la CRÉ.

M. Luc Bélisle dépose une fiche synthèse et mentionne, à l'intention des personnes au téléphone, que ce document a été acheminé le matin même à l'ensemble des membres de la CAR.

M. Bélisle précise que la CRÉ a subi deux compressions majeures au cours des dernières années. Dans un premier temps, le FDR a subi une coupure ponctuelle de 800 000 \$ et une deuxième de l'ordre d'environ 600 000 \$ sur le budget de l'année en cours, représentant une compression de 15 % dans le FDR. La compression de 800 000 \$ était un facteur particulièrement irritant puisqu'elle portait sur des argent non dépensés, sans distinction entre les sommes engagées et versées. Il souligne que l'Abitibi-Témiscamingue dispose de l'un des plus importants FDR de la province, après Montréal.

M. Bélisle rappelle que le FDR couvre le fonctionnement de la CRÉ, toutes les activités de concertation non déjà planifiées dans des ententes particulières et l'implication financière de la CRÉ dans différentes ententes et projets de différentes durées.

Pour l'année en cours, la CRÉ a absorbé la compression en limitant l'augmentation des coûts de système, en réduisant ses investissements dans certains projets ou ententes ou en ne renouvelant pas quelques ententes.

Au fil des ans, les ententes ont monopolisé une partie de plus en plus importante de l'enveloppe. M. Bélisle fait état des travaux d'analyse réalisés par certains comités dès la première compression en 2011, travaux qui n'ont pas entraîné de réorientation importante.

La CRÉ a donc poursuivi l'analyse de ses ententes à l'aide d'une grille comportant plusieurs critères et a réalisé un diagnostic sur l'ensemble des ententes. Avant d'utiliser ce diagnostic pour décider de l'avenir des différentes ententes, la CRÉ s'est donné les principes qui guideront ses prochains investissements. M. Bélisle les présente et les commente :

- Donner au FDR la marge de manœuvre nécessaire à la mise en œuvre des priorités régionales du prochain plan stratégique de développement.
- Limiter les contributions au fonctionnement récurrent des organismes.
- Prioriser des projets structurants ponctuels.
- Limiter les coupes dans les ententes en milieu d'année.
- Ne plus réserver d'enveloppe pour une organisation qui, par la suite, propose des projets à la CRÉ.
- Ne pas convenir d'ententes avec le gouvernement sous le principal prétexte qu'une contribution de la CRÉ doit être versée pour accéder à une contribution d'un ministère.
- Se retirer du financement d'ententes que la CRÉ a soutenues durant plusieurs années et qui, en principe, devraient être intéressantes mais pour lesquelles les résultats sont peu probants.

M. Bélisle mentionne que la fiche synthèse contient la liste des ententes en cours et les montants qui y sont associés et souligne que la CRÉ sera plus critique face à de nouvelles ententes spécifiques ou de partenariat. L'effet de levier sera pris en considération.

Par ailleurs, M. Bélisle indique que l'information concernant ces nouvelles orientations est présentement diffusée à tous les partenaires financiers ou organismes concernés.

En terminant, M. Bélisle souligne, qu'à ce jour, la CRÉ a réussi à dégager une marge de manœuvre d'environ 600 000 \$, montant qui pourrait fondre très rapidement selon les projets ou ententes soutenus. Enfin, il mentionne n'avoir reçu aucune information concernant le prochain budget du FDR.

M. Bélisle répond aux questions et invite les membres à communiquer avec lui pour obtenir davantage d'information sur des ententes en cours ou sur la possibilité d'en conclure de nouvelles.

6. POLITIQUE NATIONALE DE LA RURALITÉ

Un résumé de la Politique nationale de la ruralité 2014-2024 (PNR) est remis sur place. Ce document ainsi que le texte complet de la politique sont disponibles sur le site du MAMROT.

M. Moffet mentionne que M. Gaétan Lelièvre, ministre délégué aux Régions, devrait être en Abitibi-Témiscamingue le 27 janvier prochain pour annoncer cette nouvelle politique et les montants dévolus aux MRC dans le cadre des pactes ruraux. Une invitation sera transmise aux ministères et organismes puisqu'ils seront appelés à être des partenaires des MRC : contribuer à définir des priorités, collaborer à l'élaboration de projets, fournir de l'expertise ou autres.

M. Moffet fait un bref historique. Il rappelle que la présente politique a été déposée à l'Assemblée nationale au début du mois de décembre et souligne qu'il est rare qu'une politique soit renouvelée pour des périodes aussi longues, et ce, en continuité. Il précise que la première politique de la ruralité couvrait 5 années (2002-2007), la deuxième s'est échelonnée sur 7 ans (2007-2014) et que la nouvelle couvre les 10 prochaines années (2014-2024). Il ajoute que l'OCDE a identifié la politique de la ruralité comme étant l'une des politiques les plus intéressantes au monde en raison, entre autres, de la latitude laissée au milieu pour faire des choix et des moyens rendus disponibles pour qu'ils puissent intervenir.

En Abitibi-Témiscamingue, le territoire d'application de la politique devrait demeurer le même. Sont exclus du territoire rural la partie urbaine de Rouyn-Noranda, Évain et Granada et la partie urbaine de Val-d'Or et Sullivan.

Le pacte rural est maintenu et la MRC continue de disposer d'une enveloppe pour financer des initiatives sur son territoire. Bien que globalement le budget de la PNR ait été augmenté, celui des pactes ruraux demeurera, dans un premier temps, approximativement le même. L'enveloppe nationale de 33 millions passera à 35 millions dans 5 ans.

Le nombre d'agentes et agents ruraux sera accru pour permettre d'œuvrer sur divers plans. Actuellement, chaque MRC de la région bénéficie des services d'une personne et certains territoires, ayant plusieurs municipalités rurales et dévitalisées (Témiscamingue, Abitibi et Abitibi-Ouest), ont droit à des agent(e)s supplémentaires. Dans la nouvelle PNR, en plus des agent(e)s déjà présents dans chaque territoire, une ressource supplémentaire sera allouée pour couvrir les municipalités les plus dévitalisées.

Par ailleurs, avec l'Institut de la statistique du Québec, un nouvel indice de vitalité économique a été développé. Cet indice sera basé, entre autres, sur l'évolution des revenus tels que déclarés à l'Agence du revenu du Québec et sur l'évolution de la population d'un territoire. Ce classement permettra d'identifier les municipalités dont l'indice est négatif et, plus précisément, les 150 municipalités plus fortement dévitalisées. Lorsqu'un territoire a plus de 5 municipalités à indice négatif et fortement dévitalisées, le nombre d'agent(e)s augmente. M. Moffet précise que les indices de l'Abitibi-Témiscamingue ne sont pas encore connus et il ajoute que tous les indices seront revus aux 3 ans pour permettre des ajustements, au besoin.

Le plan d'action à l'intention des municipalités dévitalisées devrait être reconduit, cependant, les aspects de développement sont à définir. La Politique permettra de s'assurer de l'évolution des territoires et offrira les périodes de transition nécessaires pour ne pas pénaliser les bonnes performances.

D'autre part, dorénavant, avant de pouvoir obtenir des sommes du pacte rural, chacune des MRC devra se donner une vision du développement de son territoire et établir ses priorités d'interventions. Cette vision devra découler de consultations faites auprès de tous les acteurs : résidents, groupes et organismes du milieu, organismes et ministères à l'extérieur du territoire et autres. M. Moffet mentionne que, le cas échéant, un comité de travail relevant de la CAR pourrait être mis en place pour mettre en réseau les personnes ressources des ministères qui seront appelées à accompagner les territoires.

La nouvelle politique introduit les « pactes plus ». Ces derniers, assortis d'une enveloppe de 750 000 \$, sont destinés à financer, sur un horizon de 9 ans, deux ou trois projets novateurs. Quelques thématiques découlant des laboratoires ruraux ou de groupes de travail similaires sont déjà suggérées dans la politique sans toutefois exclure la possibilité pour un territoire d'explorer de nouveaux domaines. Les ministères pourraient là aussi être mis à contribution dans l'élaboration et la mise en œuvre de ces projets d'avenir.

Parmi les nouveautés, il est demandé de faciliter le réseautage de l'ensemble des agentes et agents de développement. M. Moffet mentionne que les ministères seront invités à s'associer au MAMROT pour organiser des activités ou des événements permettant de favoriser le travail en collaboration.

Enfin, la PNR prévoit un fonds pour supporter des projets de recherche ou pour développer des outils qui seront mis à la disposition des agents ruraux et des personnes ressources dans les ministères selon les besoins. À ce jour, un outil de mesure de la vitalité sociale (outil en ligne) a été développé.

Le gouvernement procédera à une évaluation de la PNR à mi-parcours afin de pouvoir apporter des correctifs, si nécessaire.

7. PRÉSENTATION DES RÉSULTATS DE L'ÉTUDE DE LA CHAIRE DESJARDINS : « À QUI APPARTIENT L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE »

M. Étienne Audet, finissant à la maîtrise en administration publique à l'ÉNAP et stagiaire au MAMROT, est invité à présenter les grandes lignes d'une étude réalisée par la Chaire de développement des petites collectivités sur la question de la propriété et l'utilisation des terres en Abitibi-Témiscamingue. M. Patrice Leblanc et M. Audet ont procédé à cette étude qui peut être mise en lien avec la Stratégie en matière d'occupation et de vitalité des territoires. Dans le cadre des travaux de la stratégie, pour certaines personnes de la région, le territoire de l'Abitibi-Témiscamingue, bien que très vaste, était relativement peu utilisable par les communautés. L'objectif de l'étude était de vérifier si on peut exercer un certain contrôle sur le territoire et avoir ainsi la capacité de le développer.

Les résultats de l'étude ont été dévoilés lors d'un forum régional, tenu en novembre 2013, dont la programmation portait sur différents thèmes liés à la propriété et de l'accaparement des terres.

Des rumeurs ou des inquiétudes exprimées dans les médias en rapport avec l'achat et la vente de terre à des investisseurs étrangers ou à des producteurs agricoles hors région n'est pas un phénomène nouveau. Pour vérifier la propriété des terres, divers documents ont été consultés (rôles d'évaluation, comptes de taxes et autres), des regroupements ont été faits et le lieu du compte de taxe a été associé à un territoire de correspondance.

À partir de cet exercice, on constate que 83 % des terres appartiennent à des gens qui habitent la région et que ces personnes détiennent 85 % des terres de l'Abitibi-Témiscamingue. Si on ajoute les terres appartenant à des organismes publics, qui sont pour la plupart des municipalités, ce pourcentage atteint 90 %.

En deuxième lieu, on constate que l'utilisation des terres se répartit entre trois blocs majeurs : agriculture et élevage (33 %), terres inexploitées (36 %) et habitation (26 %). La méthodologie a permis de démontrer que les terres pour l'élevage et l'agriculture sont à 94 % la propriété des agriculteurs d'ici. D'autre part, bien que des études plus poussées seront nécessaires pour avoir un portrait plus représentatif de la région, on constate que les terres inexploitées et les terres pour les ressources naturelles sont celles le plus détenues par des gens hors région.

La répartition de la propriété des terres a aussi été compilée pour chacune des MRC :

- Dans la MRC de La Vallée-de-l'Or, une proportion plus forte des terres (42 %) appartient à des gens de l'extérieur de la région.
- Dans la MRC d'Abitibi, une proportion plus forte des terres (93 %) appartient à des gens de la région.
- Rouyn-Noranda (6 %) et la MRC de Témiscamingue (6 %) sont les territoires où les terres pour l'agriculture et l'élevage sont le plus détenues par des gens de l'extérieur, toutefois, les pourcentages sont plutôt faibles.
- Les agriculteurs hors région opèrent principalement dans les MRC d'Abitibi-Ouest et de Témiscamingue.

Si la situation n'est pas alarmante pour l'instant, il serait intéressant de refaire l'étude dans quelques années pour vérifier si la situation s'est détériorée et pouvoir s'il y a lieu, poser un diagnostic.

8. AUTRES AFFAIRES

8.1 Suivi de la rencontre spéciale de la CAR du 16 janvier 2014

M. Moffet fait un bref retour sur le déroulement de la rencontre portant sur les relations avec les communautés autochtones et émet quelques constats :

- règle générale, les personnes présentes avaient une assez bonne connaissance de la situation sur le territoire;
- la majorité des personnes étaient au fait de la réalité de chacune des communautés;
- en ce qui a trait à chacune des négociations et revendications en cours avec les différentes communautés, la rencontre n'a pas permis d'entrevoir dans quelle direction les pourparlers se poursuivront;
- le MRN a fait état de tous les problèmes reliés aux obligations de consultations dont les règles et les territoires d'application sont mal définis ou respectés;
- aucune problématique particulière ou besoin de formation n'ont été soulevés par les participants.

M. Moffet ajoute qu'il serait intéressant de refaire éventuellement l'exercice avec le SAA mais en spécifiant les sujets sur lesquels la région souhaite recevoir de l'information.

En ce qui a trait aux besoins de formation, il est mentionné que beaucoup de personnes ont déjà assistées aux différentes formations offertes, notamment celle dispensée par l'UQAT qui est mieux adaptée à la réalité des communautés de notre territoire. À cet effet, M^{me} Julie Lefebvre indique que l'UQAT est à développer une nouvelle formation et qu'elle en avisera les ministères lorsque le contenu sera connu et disponible.

M. Bélisle mentionne que l'appropriation de la réalité algonquine semble maintenant acquise et que les besoins de la région ont évolués. À titre d'organisme, la CRÉ souhaite élaborer des projets avec les communautés, mais elle fait face à des difficultés générées par les paliers de responsabilité et de financement (fédéral - provincial). Il suggère que la consolidation des partenariats, incluant ceux avec les ministères, soit le prochain objectif à atteindre.

La version finale de la présentation faite par M. Frédéric Desrosiers du SAA sera transmise aux membres.

9. PROCHAINE RENCONTRE DE LA CAR

Tel qu'inscrit au calendrier, la prochaine rencontre régulière de la CAR se tiendra le 21 mars 2014.

10. LEVÉE DE LA RENCONTRE

La levée de la rencontre est proposée par M. Yvon Yergeau, appuyé par M. Jacques Boissonneault, à 12 h.

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE
DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Réunion du vendredi 21 mars 2014
de 9 h 30 à 12 h
Salle de conférences de la Direction régionale de la sécurité civile
170, avenue Principale, RC-02, Rouyn-Noranda

PROPOSITION D'ORDRE DU JOUR

HEURE	POINTS D'ORDRE DU JOUR	INFO-ÉCHANGE	DÉCISIONS	RESPONSABLES	DOCUMENTS
9 h 30	1. Mot de bienvenue	x		Denis Moffet	
9 h 35	2. Lecture et adoption de l'ordre du jour		x	Denis Moffet	Transmis
9 h 40	3. Adoption du compte rendu de la rencontre régulière de la CAR du 17 janvier 2014		x	Denis Moffet	Transmis
9 h 50	4. Suivis	x		Denis Moffet	Transmis
10 h 05	5. SHQ - Profil sociodémographique et socioéconomique de l'Abitibi-Témiscamingue au 31 décembre 2013 (partiel)	x		Serge Bouchard	Transmis
10 h 15	6. Planification stratégique 2015-2020 de l'UQAT - Consultation des membres	x		Pierre Labelle	
11 h 15	7. Planification stratégique de développement de l'Abitibi-Témiscamingue 2013 – 2018 - Suivi de la consultation réalisée par la CRÉ	x		Mariella Collini Aline Sauvageau	Transmis
11 h 45	8. Affaires nouvelles				
	8.1 Annonces - Places en services de garde	x		Chantal Perreault	
	8.2 Cadre de référence en saines habitudes	x		Chantal Perreault	
	8.3 Programme de soutien aux politiques familiales municipales	x		Chantal Perreault	
11 h 55	9. Prochaine rencontre de la CAR	x		Denis Moffet	
12 h 00	10. Levée de la rencontre		x	Denis Moffet	

**RÉUNION DE LA CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE
DE LA CÔTE-NORD**

Date : Le 22 mai 2013

Heure : 9 h à 16 h

Endroit : Hôtel Les Gouverneurs, 666, boulevard Laure, Sept-Îles.

ORDRE DU JOUR	
9 h	1. Ouverture de la réunion et enregistrement des présences - Accueil des nouveaux membres. 2. Lecture et adoption de l'ordre du jour
9 h 10	Lecture et adoption du compte rendu de la réunion du 18 avril 2013
9 h 15	3. Suites au compte rendu : 3.1 Secrétariat au développement nordique; 3.2 Entente spécifique : Immigration; 3.3 Programme d'infrastructures Québec/Municipalités : Volet développement Nordique
9 h 30	4. Coopérative de solidarité en tourisme équitable (COSTE). M ^{me} Alberte Marcoux, directrice générale. Présentation de la COSTE et offre de services aux directions régionales des ministères.
9 h 50	5. Société d'habitation du Québec. Participation de la SHQ à la CAR et présentation des dossiers et enjeux sur la Côte-Nord. M. Pascal Rivard, conseiller en gestion - Direction du conseil en gestion.
10 h 20	Pause
10 h 35	6. Conseil du statut de la femme. Présentation d'un nouvel avis par le Conseil du statut de la femme: « <i>Une mixité en chantier, les femmes dans les métiers de la construction</i> ». M ^{me} Sylvie Bouchard, répondante régionale.
11 h	7. Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport. Présentation: état de situation de l'éducation sur la Côte-Nord. M ^{me} Suzanne Côté, directrice régionale.
11 h 30	8. Ministère de la Sécurité publique. Comité régional de prévention. M. Pierre Dassylva, directeur régional.
12 h	Dîner Salle à manger de l'Hôtel des Gouverneurs.

13 h 30	9. Assurance-emploi. Modifications apportées au programme d'assurance-emploi. M. Marc Mitchell, directeur, Services aux citoyens et des programmes sur le territoire - Services Canada.
14 h 30	10. Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Présentation de la stratégie « <i>Tous pour l'emploi, une nouvelle stratégie avec les partenaires</i> ». Candide Tremblay, directrice de la planification et du partenariat.
15 h 30	11. Affaires nouvelles : 11.1 Ministère des Ressources naturelles, nouveau régime forestier; 11.2 Rapport sur la qualité de l'air dans l'édifice du 625, boul. Laflèche; 11.3
15 h 45	12. Date et lieu de la prochaine réunion.
16 h	13. Fin de la rencontre.

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DE LA CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE LA CÔTE-NORD

Date : Le lundi 22 mai 2013

Heure : 9 h à 15 h 30

Endroit : Hôtel Les Gouverneurs, Sept-Îles

Rédigé par : Yves Melançon
Conseillers aux opérations régionales - MAMROT

Étaient présents et présentes :

M ^{me} Sylvie	Bouchard	Conseil du statut de la femme
M ^{me} Christine	Chabot	Conseil du statut de la femme
M. Bruno	Caron	Ministère de la Sécurité publique
M. Raynald	Cloutier	Agence de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord
M ^{me} Suzanne	Côté	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
M. Mathieu	Cyr	Ministère des Ressources naturelles
Pierre	Dassylva	Ministère de la Sécurité publique
M. Yvon	Doyle	Immigration Québec
M ^{me} Marilyn	Émond	Office des personnes handicapées du Québec
M. Alain	Gaudreault	Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs
M. Gaétan	Gauthier	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
M ^{me} Marthe	Keiser	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
M. Marc	Larin	Ministère des Transports du Québec
M. Yves	Melançon	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
M ^{me} Sylvie	Poudrier	Secrétariat aux affaires autochtones
M. Pascal	Rivard	Société d'habitation du Québec
M. Guy	St-Pierre	Commission de la santé et de la sécurité au travail
M. Sylvain	Turbide	Centre de services partagés du Québec

Étaient invités :

M ^{me} Alberte	Marcoux	Directrice générale, Coopérative de solidarité en tourisme équitable.
M. Marc	Mitchell	Directeur, Services aux citoyens et des programmes, Services Canada

Étaient absents et absentes :

M ^{me} Françoise	Aubry	Ministère de la Culture et des Communications
M. Michel	Bérubé	Ministère des Transports
M ^{me} Nadine	Bégin	Services Québec
M. Jean-Luc	Bessette	Ministère du Tourisme
M. Réginald	Caron	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale – Emploi Québec,
M. Jacques	Chiasson	Ministère des Finances et de l'Économie
M ^{me} Nathalie	Chouinard	Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs
M. Alain	Côté	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
M ^{me} Diane	Douville	Ministère de la Justice
M ^{me} Karine	Noël	Investissement Québec
M. Jean-François	Picard	Ministère de la Famille
M. Patrick	Hamelin	Conférence régionale des élus (en après-midi)
M. Guy	St-Pierre	Commission de la santé et de la sécurité au travail (CSST)
M ^{me} Linda	Tremblay	Ministère des Ressources naturelles
M ^{me} Françoise	Trudel	Hydro-Québec
M. Claude	Trudelle	Ministère des Relations internationales

Copie : aux membres de la CAR

Déroulement de la rencontre

1-Ouverture de la réunion et enregistrement des présences

La rencontre débute à 9 h 05.

M. Gaétan Gauthier, à titre de président de la CAR, souhaite la bienvenue aux participantes et participants.

Accueil des nouveaux membres : M. Pascal Rivard, conseiller en gestion de la Société d'habitation du Québec.

2-Lecture et adoption de l'ordre du jour

M. Gaétan Gauthier présente le projet d'ordre du jour. Il est convenu de le modifier par l'ajout suivant :

11.5 : Projet de loi 41, Loi modifiant la Loi sur la fonction publique principalement en matière de dotation des emplois.

3- Lecture et adoption du compte rendu de la réunion 18 février 2013

M. Gaétan Gauthier présente sommairement les principaux éléments du compte rendu de la rencontre du 18 février 2013.

Aucune modification apportée au compte rendu.

3.1- Suivi du compte rendu du 18 février 2013

- 3.1.1. Programme d'infrastructure Québec municipalités volet 4 (PIQM-4)

Présentation des douze projets annoncés en Minganie, par la première ministre et de l'enveloppe. Les municipalités devront désigner leur porte-parole. Il y a d'autres projets d'infrastructures que ceux annoncés, tel le parc industriel à Fermont, les besoins en services de garde, en logement, etc.

Dans son communiqué, la première ministre a aussi précisé que des représentants du Secrétariat au développement nordique (SDN) seront présents sur la Côte-Nord. Dans l'intervalle, le SDN participe aux travaux de la CAR. M. Patrick Brunelle est désigné au Comité développement nordique de la CAR Côte-Nord.

- 3.1.2. Point 7 Modalités de collaboration entre le député responsable de la région et la CAR de la Côte-Nord.

Le ministre responsable de la région se verra attribuer des mandats à accomplir avec la CAR.

- 3.1.3. Point 8 Modalités de collaboration entre le Secrétariat au développement nordique et la CAR Côte-Nord

Une rencontre avec les représentants du Secrétariat au développement nordique a eu lieu après la rencontre le 18 février 2013. M. Gaétan Gauthier et M^{me} Linda Tremblay y assistaient et il fut rappelé que le Bureau régional de coordination gouvernementale souhaite demeurer l'intervenant en région pour les projets d'infrastructures et de services aux municipalités dans le contexte du développement nordique, avec la collaboration du SDN.

4- Coopérative de solidarité en tourisme équitable (CoSte)

M^{me} Alberte Marcoux, directrice générale, présente le contexte ayant donné naissance à l'entreprise, ses offres de service dans la planification et l'organisation de séjours, et sa mission de promotion touristique.

Les représentants à la CAR sont invités à recourir aux services de la CoSte pour leur séjour en Minganie et sur la Basse-Côte-Nord.

5- Présentation de la Société d'habitation du Québec.

M. Pascal Rivard, est désigné pour représenter la Société d'habitation du Québec à la CAR Côte-Nord. Pour la circonstance, M. Rivard présente la mission de la Société d'habitation du Québec et ses principaux programmes. Il décrit la situation du logement sur la Côte-Nord, les interventions de l'organisme et leurs investissements dans la région.

6- Présentation du Conseil du Statut de la femme.

Présentation par M^{me} Chabot de la situation de l'emploi des femmes dans les métiers non traditionnels, notamment dans la construction et sur la Côte-Nord, en particulier, ainsi que leur présence dans la gouvernance des entreprises et des institutions démocratiques. L'organisme explique ses recommandations pour favoriser le recrutement des femmes dans les métiers de la construction.

7- Ministère de l'Éducation, des Loisirs et du Sport

M^{me} Suzanne Côté présente l'état de situation de l'éducation dans la région et le renouveau pédagogique dans le système scolaire.

8- Sécurité civile

M. Dassylva relate les faits saillants du premier cadre de prévention. Un autre cadre est en préparation et l'enveloppe n'est pas encore établie, bien que nous sachions que les besoins sont nombreux et coûteux.

Le comité de prévention régional reprendra ses activités afin de revenir à une démarche plus régionalisée, notamment au chapitre des risques côtiers qui demeurent une préoccupation tant pour les citoyens que pour les municipalités. Ce comité, qui est un sous-comité de l'Organisation régionale en Sécurité civile (ORSC), est un lieu privilégié d'échanges

Déroulement de la rencontre

pour que les préoccupations régionales soient transmises au ministère de la Sécurité civile, et qu'également soient mieux coordonnées les interventions gouvernementales.

M. Dassylva remet un bref document sur la vocation du comité régional de prévention et demande les commentaires aux ministères participants avant l'été.

Des échanges soulèvent les interventions en sécurité civile concernant les réserves autochtones et la participation d'organismes régionaux, tel le comité ZIP Côte-Nord. L'ORSC accueille une représentante du ministère des Affaires autochtones et du Développement du nord du Canada et des rencontres ont lieu avec des communautés de la région. Par ailleurs, le comité régional de prévention peut s'adjoindre d'autres organismes, tel que le comité ZIP Côte-Nord, sur des comités de travail où sont traités des sujets plus spécifiques.

9- Assurance emploi

M. Marc Mitchell, directeur du Service aux citoyens et des programmes sur le territoire à Services Canada, présente les modifications apportées au programme de l'assurance emploi. Plusieurs précisions sont apportées au sujet de la recherche d'emploi en fonction des réalités locales du marché du travail, de ce qui est convenable comme emploi et des diverses obligations pour les prestataires.

Préalablement à ces changements, il n'y a pas eu une étude qui anticipe les effets de ces modifications et M. Mitchell ajoute qu'il faudra attendre un cycle avant de mesurer les impacts économiques et sociaux.

10- Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

M^{me} Tremblay présente la stratégie *Tous pour l'emploi, une impulsion nouvelle avec les partenaires*. Il s'agit d'une stratégie pour le développement de la main-d'œuvre avec des mesures et interventions adaptées aux clientèles et à la demande dans les régions.

11 Affaires nouvelles

11.1 Ministère des Ressources naturelles.

Le programme de réfection des ponts sur les chemins forestiers dispose d'une enveloppe de 2 M\$ à l'échelle provinciale.

Fusion des programmes d'approche intégrée et régionalisée et de mise en valeur des ressources du milieu forestier avec une enveloppe de 1,5 M\$ pour la Côte-Nord.

11.2 Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

Rapport sur la qualité de l'air dans l'édifice Paul-Provencher (625, boul. Laflèche). Un comité de travail s'est réuni en avril pour faire un rapport signé par les ministères. Des démarches seront faites auprès de la Société immobilière du Québec.

11.3 Centre de services partagés du Québec

Dépôt le 14 mai du projet de Loi 41 modifiant la Loi sur la fonction publique principalement en matière de dotation des emplois. Ce projet vise à moderniser le processus d'embauche et à l'adapter à la réalité du marché de l'emploi. Un processus d'embauche continu succédera au concours d'appel de candidatures. M. Turbide sera en mesure de nous donner plus de détails ultérieurement.

12. Date et lieu de la prochaine rencontre.

La rencontre se tiendra à Baie-Comeau, durant la première ou la deuxième semaine de septembre. Nous vérifierons les disponibilités du sous-ministre associé aux régions du MAMROT, M. Marc-Urbain Proulx.

**RÉUNION DE LA CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE
DE LA CÔTE-NORD**

Date : Le 11 septembre 2013

Heure : 9 h à 16 h

Endroit : Hôtel Le Comte, 285 boulevard La Salle, Baie-Comeau

ORDRE DU JOUR	
9 h	1. Ouverture de la réunion et enregistrement des présences. 2. Lecture et adoption de l'ordre du jour.
9 h 10	Lecture et adoption du compte rendu de la réunion du 22 mai 2013.
9 h 15	3. Suite au compte rendu : 3.1 Rapport sur la qualité du milieu de travail.
9 h 20	4. Société d'habitation du Québec et la Cité des bâtisseurs, Côte-Nord. Présentation de la Cité des bâtisseurs, son rôle, les projets réalisés et projetés sur la Côte-Nord.
9 h 50	5. La Loi pour assurer l'occupation et la vitalité du territoire, MAMROT. Présentation du plan d'action du MAMROT. Participation des directions régionales dans la préparation des plans d'action ministériels.
10 h 20	Pause
10 h 35	6. Bureau régional de coordination gouvernementale Côte-Nord : 6.1. Collaboration avec le Secrétariat au développement nordique ; 6.2. Chevery : problème d'approvisionnement en essence; 6.3. Gros-Mécatina : projets en agriculture; 6.4. Comité de relance Baie-Johan-Beetz; 6.5. Suivi des projets du Programme d'infrastructures Québec-Municipalités, volet 4.
11 h 30	7. Participation du député responsable de la Côte-Nord, M. Marjolain Dufour, aux rencontres de la CAR Côte-Nord. Présentation par M. Yannick Charrette, directeur adjoint cabinet.
12 h	Dîner Brasserie Les Trois Barils
13 h 30	8. M. Marc-Urbain Proulx, sous-ministre associé aux régions, MAMROT. Deux thèmes : la décentralisation et les enjeux sur le développement du Nord.
14 h 30	9. Secrétariat aux affaires autochtones. Négociations territoriales avec les Innus : état de situation. M ^{me} Sylvie Poudrier.
14 h 50	10. Élections municipales sur la Côte-Nord, MAMROT.
15 h 15	11. Affaires nouvelles : 11.1. Centre de Services partagés du Québec : activités de développement et de formation; 11.2. MAMROT : Participation des ATR aux rencontres de la CAR; 11.3. Intégration du secteur faune au MDDEFP; 11.4 Conseil du statut de la femme (ajouté lors de la rencontre); 11.5 Déversement mazout dans la baie- de Sept-Îles (ajouté lors de la rencontre); 11.6 Jardin des Glaciers (ajouté lors de la rencontre).
15 h 45	12. Date et lieu de la prochaine réunion.
16 h	13. Fin de la rencontre.

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DE LA CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE LA CÔTE-NORD

Date : Le mercredi 11 septembre 2013

Heure : 9 h à 15 h 30

Endroit : Hôtel Le Comte, Baie-Comeau

Rédigé par :
Yves Melançon
Conseiller aux opérations régionales - MAMROT

Étaient présents et présentes :

M ^{me} Nadine	Bégin	Services Québec
M. Jean-Luc	Bessette	Tourisme Québec
M ^{me} Claire	Bilodeau	Ministère de la Justice
M ^{me} Lise	Boivin	Agence de santé et des services sociaux
M ^{me} Sylvie	Bouchard	Conseil du statut de la femme
M. Stéphane	Boudreau	MAMROT
M ^{me} Élisabeth	Carmichael	Ministère de la Culture et des Communications
M. Bruno	Caron	Ministère de la Sécurité publique
M. Réginald	Caron	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale – Emploi-Québec
M ^{me} Lyne	Châteauevert	Tourisme Québec
M. Jacques	Chiasson	Ministère des Finances et de l'Économie
M ^{me} Audray	Cloutier	Secrétariat au développement nordique
M. Mathieu	Cyr	Ministère des Ressources naturelles
M. Pierre	Dassylva	Ministère de la Sécurité publique
M. Serge	Dubois	MAPAQ
M ^{me} Marilyn	Émond	Office des personnes handicapées du Québec
M. Alain	Gaudreault	Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs
M. Gaétan	Gauthier	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
M. Patrick	Hamelin	Conférence régionale des élus (en après-midi)
M. Marc	Larin	Ministère des Transports du Québec
M. Yves	Melançon	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
M. Pierre-Antoine	Morin	MAMROT
M ^{me} Karine	Noël	Investissement Québec
M. Alain	Otis	Commission de la santé et de la sécurité au travail
M ^{me} Sylvie	Poudrier	Secrétariat aux affaires autochtones
M. Pascal	Rivard	Société d'habitation du Québec
M. Michel	Thibeault	Immigration Québec
M. Sylvain	Turbide	Centre de services partagés du Québec

Étaient invités :

M. Marc-Urbain	Proulx	Sous-ministre associé aux régions, MAMROT
M ^{me} Renée	Chiasson	Cité des bâtisseurs
M ^{me} Nicole	Demers	Cité des bâtisseurs

Étaient absents et absentes :

M ^{me} Françoise	Aubry	Ministère de la Culture et des Communications
M. Michel	Bérubé	Ministère des Transports
M ^{me} Nathalie	Chouinard	Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs
M ^{me} Suzanne	Côté	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
M. Alain	Côté	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
M ^{me} Diane	Douville	Ministère de la Justice
M. Yvon	Doyle	Immigration Québec
M. Jean-François	Picard	Ministère de la Famille
M. Guy	St-Pierre	Commission de la santé et de la sécurité au travail (CSST)
M ^{me} Linda	Tremblay	Ministère des Ressources naturelles
M ^{me} Françoise	Trudel	Hydro-Québec
M. Claude	Trudelle	Ministère des Relations internationales

Copie : aux membres de la CAR

1. Ouverture de la réunion et enregistrement des présences

La rencontre débute à 9 h 05.

2. Lecture et adoption de l'ordre du jour

Le député, ou son représentant, ne pouvant être présent, le point 7 est reporté.

Les points suivants sont ajoutés:

- 11.4. Conseil du statut de la femme;
- 11.5. Déversement de mazout dans la baie de Sept-Îles;
- 11.6. Jardin des Glaciers.

3. Lecture et adoption du compte rendu de la réunion 22 mai 2013

M. Gaétan Gauthier présente sommairement les principaux éléments du compte rendu de la rencontre du 22 mai.

3.1 Suivi du compte rendu

- 3.1.1 Rapport sur la qualité de l'environnement de travail au 625, boulevard Laflèche. Des mesures ont été prises, mais non sans que le gérant de l'établissement fasse part de ses observations et des attentes envers les occupants. Les directeurs des ministères concernés sont invités à faire le suivi et les vérifications nécessaires.

4. Société d'habitation du Québec et la Cité des Bâisseurs de la Côte-Nord.

À la suite de sa participation à la rencontre du 22 mai dernier, M. Rivard de la Société d'habitation du Québec a suggéré de présenter la Cité des bâtisseurs de la Côte-Nord. M^{mes} Renée Chiasson, directrice, et Nicole Demers, présidente du conseil d'administration, présentent l'organisme, sa mission sociale, ses ressources et réalisations. La Cité des bâtisseurs offre un accompagnement à toutes les étapes d'un projet communautaire.

Les contraintes que l'organisme rencontre pour la Côte-Nord sont essentiellement:

- Un seul programme gouvernemental pour le logement communautaire;
- Le renouvellement du programme *AccèsLogis Québec* de la SHQ est fait annuellement et non à plus long terme;
- L'enveloppe budgétaire est épuisée pour les projets en régions éloignées;
- Les coûts de construction sont plus élevés sur la Côte-Nord (30 % de plus qu'ailleurs au Québec);
- Les difficultés à amasser les contributions du milieu requises pour l'avancement des projets;
- La nouvelle certification des résidences pour aînés.

Depuis 1978, l'organisme a réalisé des projets pour 39,164 M\$ et 433 unités de logements.

5. La Loi pour assurer l'occupation et la vitalité du territoire, MAMROT

- Le MAMROT fait une présentation de la Loi adoptée en 2012, qui introduit des mesures visant à renforcer la cohérence des actions gouvernementales en matière d'occupation et de vitalité des territoires (OVT) tout en conviant les ministères, organismes et sociétés d'État concernés (M/O) à ajouter une « préoccupation territoriale » à leurs interventions sectorielles en reconnaissant la diversité et la spécificité des territoires.
- Vingt-quatre M/O devaient rendre publique leur *planification pluriannuelle* qui présente leur contribution à l'atteinte des objectifs de la stratégie de l'OVT;
- Les M/O doivent aussi rendre compte de leurs engagements en matière d'OVT dans leur rapport annuel de gestion (art. 14).
- La Loi assure ainsi l'imputabilité de l'administration par des moyens de planification, de suivi et de reddition de comptes

À l'exception d'une ou deux personnes présentes, les directions régionales semblent avoir été peu associées à la démarche de sectorielle. Des vérifications seront faites par les membres de la CAR.

Le MAMROT présente les 9 axes d'intervention de la stratégie et les actions qui s'y rattachent.

Vingt-six indicateurs ont été retenus pour mesurer la mise en œuvre de la stratégie. Chaque ministère et organisme concerné retient les indicateurs pertinents qui les aideront à faire leur bilan annuel. Mme Bouchard demande pourquoi certains indicateurs ne tiennent pas compte de la distinction homme/femme, alors qu'autrement ils préciseraient la situation et l'évolution socioéconomique. Vérification sera faite par le MAMROT.

Les CAR sont appelées à jouer un rôle important en matière d'OVT. La Loi bonifie les responsabilités et précise le mode de fonctionnement des CAR dans le cadre de l'OVT. Il est prévu qu'un décret soit rédigé et adopté pour renforcer le rôle des CAR. Les nouvelles responsabilités consisteront notamment à contribuer à l'élaboration des PQD des CRÉ et à collaborer au développement d'un outil de suivi des enjeux régionaux en OVT à l'intention du ministre responsable de la région.

6. Bureau régional de coordination gouvernementale.

6.1 Collaboration avec le Secrétariat au développement nordique

Le Secrétariat au développement nordique a un représentant désigné à la CAR, M. René Dufresne, directeur général. M^{me} Audray Cloutier et M. Frédéric Schautaud du SDN accompagnent les municipalités dans leurs projets de développement.

Trois postes pour les antennes du Secrétariat à Baie-Comeau, Sept-Îles et à Chibougamau seront comblés dans les prochaines semaines. Les descriptions des postes sont préparées. Il s'agira de classe 105.

6.2 Chevery : problème d'approvisionnement en essence

Le comité de travail du Bureau régional de coordination gouvernementale a préparé un brouillon du rapport qui expose la situation et avance des pistes de solutions. Au moment où il procédait à des commentaires, la sous-ministre du MRN a demandé copie du rapport tel qu'il était. Les discussions se poursuivent à l'interne au MRN entre les directions du territoire et de l'énergie sur les solutions à envisager. Le temps joue contre les résidents de Chevery, car toute solution exigera l'installation de réservoirs alors que la saison froide arrive rapidement sur la Basse-Côte-Nord.

6.3 Gros-Mécatina : projets en agriculture

M. Serge Dubois du MAPAQ fait une présentation des trois projets, résume la contribution des partenaires et l'avancement des travaux. Les partenaires sont : le CLD Basse-Côte-Nord, la SADC, Emploi-Québec, le MAPAQ, le MAMROT, la Municipalité et le milieu. Le projet fut difficile à démarrer dans la communauté, mais la participation aux travaux est bonne et la confiance y est.

Bien des défis nous attendent pour mener à terme ces projets. L'accompagnement est et sera nécessaire tout au long de la réalisation. Le défi pour les ministères et les organismes est de trouver le financement récurrent au cours des trois prochaines années pour les projets agricoles. Ce projet est un bel exemple de mesures pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires.

Le prochain projet est une usine de transformation des produits marins. Dans l'intervalle, l'usine et les équipements font l'objet d'hypothèque levée de la part du ministère de la Justice au fédéral et de Revenu Québec. Le maire souhaiterait conserver les équipements. Ceux-ci sont cependant vieux et certains des bâtiments sont dans un piteux état et contiennent des matières dangereuses.

6.4 Comité de relance Baie-Johan-Beetz

Trois pourvoiries ont été affectées. Vingt-quatre emplois sont touchés, dix-huit devraient être retrouvés par le maintien d'activités de deux pourvoiries en 2014. Une étude d'opportunité en lien avec la régénérescence de la forêt est en discussion. Un comité de coordination a été mis en place avec des ministères, des organismes et la municipalité pour analyser les possibilités de relancer l'activité économique dans la municipalité.

Le ministre délégué au Tourisme, M. Pascal Bérubé, a versé un montant de 5 000 \$ et demande un plan d'action pour les municipalités de Baie-Johan-Beetz, Aguanish et Natashquan.

6.5 Suivi des projets du Programme d'infrastructures Québec-Municipalités, volet 4

M. Gaétan Gauthier fait l'état d'avancement des douze projets.

Parmi ceux-ci, le projet de l'usine d'eau potable à Fermont et l'autorisation d'accroître la capacité de pompage de l'eau dans le Lac Perchard posent problème. Le secteur de la Faune indique que d'autres solutions peuvent être envisagées avant de recourir à des mesures de compensation pour pallier les impacts que causerait sur la faune un prélèvement accru de l'eau.

La concertation avec les représentants du secteur Faune reste à définir. Ce secteur en région relèvera désormais d'une direction générale à Québec.

7. Participation du député responsable de la Côte-Nord, M. Marjolain Dufour, aux rencontres de la CAR Côte-Nord

Ce point est reporté à une rencontre ultérieure.

8. M. Marc-Urbain Proulx, sous-ministre associé aux régions, MAMROT

Présentation de deux thèmes : la décentralisation et les enjeux sur le développement du Nord.

M. Marc-Urbain Proulx expose les principes qui guident la préparation de la loi-cadre sur la décentralisation, principes qui favorisent une approche territoriale et intersectorielle dans chacune des régions.

Par la suite, M. Proulx attire notre attention sur l'activité économique dans les territoires de ressources naturelles et sa relation avec la population et l'occupation du territoire. Les activités d'extraction ne sont plus créatrices de nouvelles agglomérations. Ce sont des villes intermédiaires entre les grands centres et les sites d'extraction qui peuvent profiter des retombées de ces activités économiques par leur capacité à répondre aux besoins de l'industrie.

9. Secrétariat aux affaires autochtones

M^{me} Poudrier fait état de l'avancement des négociations territoriales avec le gouvernement.

Les négociations se poursuivent entre le gouvernement fédéral, le gouvernement provincial et les autochtones, sur la base de l'entente conclue il y a maintenant près de 9 ans. La communauté de Pessamit s'est toutefois retirée des négociations pour le moment et demande à Québec d'entamer des négociations bilatérales. Le gouvernement du Québec se dit favorable à cette formule. Présentement, le gouvernement fédéral a débuté des consultations auprès de tous les Innus de la province, des Cris, des Attikamekh et des Hurons ainsi qu'auprès des Innus du Labrador, sur l'entente de 2004, afin de recueillir leurs commentaires. Les Innus y voient ainsi encore un délai supplémentaire.

Les négociations territoriales portent sur le Nitassinan et l'InnuAssi: compensation financière, justice, fiscalité, ressources naturelles, développement économique.

La confection des cartes de l'InnuAssi est toujours en discussion, notamment pour la partie au sud d'Essipit. Le SAA fera connaître les nouvelles modifications lorsque les discussions auront permis de déterminer les limites retenues.

Réginal Caron, directeur du MESS, mentionnait qu'en l'absence d'une représentation de la nation Innu, les négociations territoriales se font par communauté et que parfois des communautés revendiquent le même territoire. Sur ce point, SAA précise que seule la partie à l'est de Natashquan portant sur 14 km est revendiquée à la fois par la communauté de Nutakuan et d'Unamen Shipu.

10. Élections municipales sur la Côte-Nord, MAMROT.

M. Pierre-Antoine Morin du MAMROT explique le fonctionnement des prochaines élections municipales sur la Côte-Nord.

11. Affaires nouvelles

11.1 Centre de Services partagés du Québec.

M. Turbide présente les formations à venir.

11.2 MAMROT : Participation des ATR aux rencontres de la CAR;

MM. Gauthier et Bessette résument l'entente entre les deux ministères afin que les représentants des Associations touristiques régionales sur la Côte-Nord participent aux rencontres de la CAR. Les ATR seront invités à participer aux rencontres sur invitation. Tourisme Québec demeure le représentant du secteur touristique au sein de la CAR.

11.3 Intégration du secteur faune au MDDEFP;

M. Alain Gaudreault explique le passage du secteur de la Faune du MRN vers le MDDEFP. Le personnel du secteur de la Faune à Sept-Îles relèvera d'une direction générale à Québec et non de la direction régionale du MDDEFP à Sept-Îles.

Un représentant devra être désigné pour le Bureau régional de coordination gouvernementale de la CAR. Plusieurs dossiers et projets nordiques nécessitent les avis et des décisions du secteur de la Faune.

11.4 Conseil du statut de la femme.

M^{me} Bouchard explique la démarche du Conseil du statut de la femme sur le projet de la charte sur la laïcité.

Déroulement de la rencontre

11.5 Déversement mazout dans la baie de Sept-Îles.

M. Alain Gaudreault fait le point sur le déversement de mazout dans la baie de Sept-Îles et sur le nettoyage en cours. Il y a enquête pour déterminer les causes. Bruno Caron de la Sécurité civile résume les interventions faites à ce jour. Pour le moment, c'est la minière Cliffs qui mène ses opérations de nettoyage.

11.6 Jardin des Glaciers.

L'ATR Manicouagan et Tourisme Québec ont mandaté une firme de la région pour faire un plan de redressement du Jardin des glaciers. La présentation du rapport aura lieu après les élections municipales. Tourisme Québec favorise l'option du maintien des activités du Jardin, mais selon une formule mieux adaptée.

12. Date et lieu de la prochaine rencontre.

La rencontre se tiendra à Sept-Îles, durant la dernière semaine de novembre ou la première de décembre.

13. Fin de la rencontre

La rencontre prend fin à 15 h 50.

RÉUNION DE LA CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE LA CÔTE-NORD

Date :

Le mardi 26 novembre 2013

Heure :

9 h à 16 h

Endroit :

Hôtel Les Gouverneurs, 666 boulevard Laure, Sept-Îles

ORDRE DU JOUR	
9 h	1. Ouverture de la réunion et enregistrement des présences. 2. Lecture et adoption de l'ordre du jour.
9 h 10	Lecture et adoption du compte rendu de la réunion du 11 sept 2013.
9 h 15	3. Suite au compte rendu : 3.1 Retour sur les élections :
9 h 20	4. Tourisme Québec et les Associations touristiques régionales de Manicouagan et de Duplessis. Annie Chateauvert. Campagne de promotion touristique et partenariats régionaux.
9 h 50	5. Ministère de la Sécurité publique. Isabelle Jobin Nouveau cadre de prévention et retour sur les feux de forêts à Baie-Johan-Beetz.
10 h 20	Pause
10 h 35	6. Conseil du statut de la femme. Sylvie Bouchard Avis du Conseil en lien avec les travaux du Comité sur l'exploitation sexuelle sur la Côte-Nord.
11 h 00	7. Bureau régional de coordination gouvernementale 7.1. Baie-Johan-Beetz : études d'opportunité et relances de projets 7.2. Gros-Mécatina : avancement des projets agricoles 7.3. Chevery : approvisionnement en essence.
11 h 15	8. Ministère de la Famille et des aînés. Jean-François Picard Développement des places en service de garde sur la Côte-Nord.
11 h 35	9. Plan Quinquennal de développement. Patrick Hamelin Avancement des travaux. Échange sur la participation des ministères et organismes
12 h	Dîner
13 h 30	10. Présentation de M. Bernard Gauthier, commissaire industriel à la Corporation de développement économique de Port-Cartier. Le contexte économique de l'industrie minière sur la Côte-Nord.
14 h 30	11. Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires. Gaétan Gauthier et Yves Melançon Suivi de la démarche auprès des ministères et organismes.
14 h 50	12. Affaires nouvelles : 12.1. Secrétariat aux affaires autochtones : Plan d'action pour contrer le racisme
15 h 15	13. Date et lieu de la prochaine réunion.
	14. Fin de la rencontre.

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DE LA CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE LA CÔTE-NORD

Date : Le mercredi 26 novembre 2013
Heure : 9 h à 15 h 30
Endroit : Hôtel Les Gouverneurs, Sept-Îles
Rédigé par : Yves Melançon
 Conseiller aux opérations régionales - MAMROT

Étaient présents et présentes :

M ^{me} Sylvie	Bouchard	Conseil du statut de la femme
M ^{me} Annie	Châteauevert	Tourisme Québec
M ^{me} Audray	Cloutier	Secrétariat au développement nordique
M. Frédéric	Perron	Ministère des Ressources naturelles
M. Alain	Gaudreault	Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs
M. Gaétan	Gauthier	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
M. Patrick	Hamelin	Conférence régionale des élus (en après-midi)
M ^{me} Isabelle	Jobin	Ministère de la Sécurité publique
M. Marc	Larin	Ministère des Transports du Québec
M. Yves	Melançon	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
M. Alain	Michaud	Commission de la santé et de la sécurité au travail
M. Jean-François	Picard	Ministère de la Famille
M ^{me} Sylvie	Poudrier	Secrétariat aux affaires autochtones
M. Pascal	Rivard	Société d'habitation du Québec
M ^{me} Candide	Tremblay	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale – Emploi-Québec
M ^{me} Françoise	Trudel	Hydro-Québec
M. Sylvain	Turbide	Centre de services partagés du Québec

Était invité :

M ^{me} Marie-Soleil	Vigneault	Directrice de l'ATR-Duplessis
M. Bernard	Gauthier	Commissaire industriel de la Ville de Sept-Îles

Étaient absents et absentes :

M ^{me} Élisabeth	Carmichael	Ministère de la Culture et des Communications
M. Michel	Bérubé	Ministère des Transports
M. Réginald	Caron	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale – Emploi-Québec
M. Jacques	Chiasson	Ministère des Finances et de l'Économie
M ^{me} Nathalie	Chouinard	Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs
M ^{me} Suzanne	Côté	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
M. Alain	Côté	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
M. Pierre	Dassylva	Ministère de la Sécurité publique
M. Ivo	Di Piazza	Agence de santé et des services sociaux
M ^{me} Diane	Douville	Ministère de la Justice
M. Yvon	Doyle	Immigration Québec
M ^{me} Marilyn	Émond	Office des personnes handicapées du Québec
M ^{me} Karine	Noël	Investissement Québec
M. Guy	St-Pierre	Commission de la santé et de la sécurité au travail (CSST)
M ^{me} Linda	Tremblay	Ministère des Ressources naturelles
M. Claude	Trudelle	Ministère des Relations internationales

Copie : aux membres de la CAR

Déroulement de la rencontre

1. Ouverture de la réunion et enregistrement des présences

La rencontre débute à 9 h 05.

2. Lecture et adoption de l'ordre du jour

Les points suivants sont ajoutés :

7.4 : Lien avec le Secrétariat au développement nordique;

10 : M. Bernard Gauthier ayant un contretemps, la présentation se fera à une autre rencontre;

12.2 : Communiqués et avis du Conseil du statut de la femme;

12.3 : CSPQ, Projet de loi 41, sur le recrutement dans la fonction publique;

3. Lecture et adoption du compte rendu de la réunion 11 septembre 2013

M. Gaétan Gauthier présente sommairement les principaux éléments du compte rendu de la rencontre du 22 mai 2013.

Modifications apportées:

Présences;

Point 5: Conseil du statut de la femme sur les indicateurs pour mesurer l'occupation et la vitalité des territoires.

3.1 Suivi du compte rendu

- Alimentation en eau potable à Fermont. Le Secrétariat au développement nordique explique que la démarche se poursuit avec le secteur de la Faune du MDDEFP pour en arriver à une entente sur la solution.
- Négociation autochtone : le MAMROT a tenu deux rencontres dans le contexte de sa tournée des MRC, l'une en Minganie et l'autre en Basse-Côte-Nord. Les MRC expriment des inquiétudes dans le dossier des négociations autochtones sur l'accès aux ressources du territoire et à l'effet qu'une partie du territoire soit revendiquée par plusieurs communautés autochtones.
- Élections municipales. Plusieurs changements dans le paysage politique municipal. Beaucoup de nouveaux membres devront se familiariser à leurs nouvelles fonctions et à la participation aux activités de la CRÉ Côte-Nord. L'effet sera senti également sur les conseils d'administration des Offices municipaux d'habitation.
- Contamination de la baie de Sept-Îles. Les travaux de décontamination exécutés la minière Cliffs se poursuivent et progressent.
- Jardin des glaciers : Le rapport de la firme Malette sera présenté à l'ATR de Manicouagan et à Tourisme Québec. Le contenu ne sera pas public avant un certain temps, la Ville de Baie-Comeau et le conseil nouvellement élu devant en prendre connaissance.

4. Tourisme Québec - Associations touristiques régionales de la Côte-Nord.

M^{me} Marie-Soleil Vigneault et M^{me} Annie Châteauvert présentent les grandes lignes de la politique économique concernant le développement touristique. La mise en valeur du Saint-Laurent, du tourisme hivernal et du Nord sont des mesures favorables à la Côte-Nord.

M^{me} Vigneault énumère quelques projets. Dorénavant, la planification et la promotion touristique seront faites à l'échelle de la région, les deux régions touristiques s'unissant pour faire la promotion de la Côte-Nord. Chacune des deux régions a élaboré une entente de partenariat régional en tourisme. La région touristique de Duplessis dispose de 723 500 \$, jusqu'en 2015, et la région de Manicouagan de 697 500 \$.

La répartition des enveloppes pour le nord se fait en fonction de critères pour développer l'offre touristique. À propos de l'aide financière pour les projets touristiques dans les communautés autochtones, le Nunavik doit se structurer pour mieux préparer des projets et obtenir des aides financières. La Côte-Nord a fait l'exercice en faisant un plan Côte-Nord qui lui est profitable. Du côté des projets touristiques chez les premières nations, c'est la continuité des projets qui pose un problème dans l'évaluation des projets.

L'identification de pôles, la préparation de plans directeurs, de plans de communication et d'une méthode de travail sont des points saillants de la Planification stratégique pour favoriser le soutien de projets.

5. Ministère de la Sécurité publique, Sécurité civile.

M^{me} Jobin expose les grandes lignes du nouveau cadre de prévention 2013-2020, lequel comprend les phénomènes d'érosion, les mouvements de sol, les inondations, la submersion, les feux de forêt, les avalanches, les tremblements de terre ainsi que les risques liés aux matières dangereuses.

Les investissements pourraient atteindre 96,4 millions:

- 43,4 M\$ pour l'appréciation des risques (études) ;
- 49,5 M\$ pour le traitement des risques (projet d'analyse de solution, d'atténuation et de prévention des risques);
- 3,5 M\$ pour la communication de risque.

Le comité régional de prévention de la Côte-Nord reprend ses activités. Ce sera l'occasion de préparer un plan d'action régional. Il est encore trop tôt pour savoir comment sera fait l'arrimage entre la région et le Ministère.

Par ailleurs, le MSP travaille avec la municipalité de Baie-Johan-Beetz pour évaluer la possibilité de réduire la vulnérabilité aux feux de forêt dans l'avenir. Le projet de prévention est basé sur celui de la municipalité de

6. Conseil du Statut de la femme.

Présentation par M^{me} Sylvie Bouchard de l'étude sur la violence et la prostitution réalisée par le Conseil du statut de la femme.

Le Conseil du statut de la femme refuse de considérer la légalisation ou la décriminalisation de la prostitution comme solution aux problèmes complexes que vivent les femmes dans ce milieu. De surcroît, le statu quo du contexte légal actuel criminalise les femmes et les empêche de se sortir de ce milieu, ce qui est tout autant inacceptable.

Le Conseil demande à l'État québécois, en invoquant le principe de l'égalité des hommes et des femmes, d'intervenir en mettant en place une politique globale axée sur la responsabilité de tous les acteurs sociaux :

- 1- Pour lutter contre le proxénétisme sans criminaliser les femmes;
- 2- Soutenir les femmes pour les sortir du milieu de la prostitution;
- 3- Clamer que la prostitution est socialement inacceptable.

Pour la Côte-Nord, le Conseil invoque la recommandation 4 de son avis sur le Plan Nord (Les femmes et le Plan Nord, pour un développement nordique égalitaire) pour documenter et prévenir ce problème dans le contexte du développement minier et des grands projets. Le Conseil demande que le ministère de la Santé et des Services sociaux étudie les incidences de l'embauche massive de travailleurs sur les communautés locales à l'égard de la prostitution et du harcèlement. Un moyen coercitif serait d'accorder des permis d'exploitation à certaines conditions.

6. Bureau régional de coordination gouvernementale

Les activités du bureau ont ralenti à la suite de l'annonce des projets du PIQM Volet 4. Des rencontres ont eu lieu en 2013 et le rythme a ralenti par la suite. La collaboration des ministères demeure une préoccupation du Secrétariat au développement nordique.

Le dossier de l'eau potable à Fermont est une priorité au Secrétariat. Des rencontres ont lieu avec la direction de la Faune au MDDEFP pour trouver une solution à l'approvisionnement dans le lac Perchard.

Un concours de recrutement en mutation est en cours. Les deux personnes ressources aideront la relance des activités du bureau par leur présence sur la Côte-Nord. Elles devraient entrer en fonction au début 2014.

6.1 Baie-Johan-Beetz

Un comité de travail a été mis sur pied en septembre. Un devis d'étude d'opportunité est préparé pour identifier les diverses avenues de relances de l'activité économique locale. L'ancien maire de la municipalité sera engagé comme agent de développement. Une partie des fonds proviendra du Pacte rural. Un plan d'action sera fait pour relancer le tourisme.

6.2 Gros-Mécatina : projets agricoles

Les projets de la première année sont complétés. Beaucoup de travaux ont été faits pour préparer les terres, déboisement, drainage, amendement des sols, commandes et achat de matériel. Les citoyens s'activent et réalisent l'importance du projet pour leur communauté. La contribution des ministères durant les 3 prochaines années est essentielle, ce qui représente un défi en soi.

La prochaine rencontre du comité de relance portera sur la planification des travaux de l'an prochain. Plusieurs formations de la main-d'œuvre sont à prévoir.

6.3 Approvisionnement en essence à Chevery.

Le MRN a repris le dossier en main après que le comité de travail du Bureau régional de coordination gouvernementale eu soumis quelques pistes de solutions pour commentaires. Le problème n'est pas réglé, mais le dossier suit son cours.

7. Ministère de la Famille et des Aînés

M. Picard présente l'historique des places à contribution réduite accordées sur la Côte-Nord ainsi que le processus d'attribution.

Le contexte économique de la Côte-Nord et des besoins en main-d'œuvre crée des demandes importantes pour des besoins de places en garderie. Dans ce contexte, le MFA doit examiner les projets et nombre de détails qu'il lui est parfois difficile de vérifier. La collaboration des ministères et directions régionales de la Côte-Nord lui est essentielle pour obtenir des commentaires ou des avis techniques sur des aspects des projets : contraintes physiques, anthropiques, zonages et réglementations diverses (gouvernementales et

municipales).

La disponibilité des places en services de garde devient une condition essentielle pour la migration de la main-d'œuvre et des familles dans notre région. Le problème se fait sentir particulièrement à Sept-Îles. Il y a des projets de construction de logements avec l'Office d'habitation. Il serait possible de jumeler un projet de services de garde et répondre ainsi à une clientèle ciblée. Les besoins de logements dans un contexte de pénurie devraient devenir des occasions pour des projets de place en garderie.

8. Préparation du Plan quinquennal de développement 2014-2019

M. Hamelin résume le processus et les étapes menant au prochain Plan quinquennal de développement.

La participation des ministères et de la CAR est nécessaire pour partager les enjeux, les orientations et définir des priorités.

Des ministères comprennent que la démarche du plan prévoit de les consulter, mais ils expriment les réserves auxquelles ils sont astreints. Il n'a pas lieu pour un ministère de prendre une position sur des choix. M. Gaudreault juge que les ministères peuvent apporter leur expertise, mais pas au point de participer aux décisions lors des consultations du Plan quinquennal de développement.

Les ministères peuvent être consultés séparément des assemblées avec l'objectif d'éclairer le débat. Au final, la CAR Côte-Nord sera invitée à se prononcer sur le plan qui sera adopté à l'été 2014.

9. Loi sur l'Occupation et la vitalité des territoires

La loi a pour objet de contribuer à l'occupation et à la vitalité des territoires (OVT) en adaptant le cadre de gestion de l'Administration et en conviant les élus municipaux à agir en ce sens dans leurs fonctions. La Stratégie sur l'OVT est le document de référence du gouvernement.

En 2013, les vingt-trois ministères et organismes ont apporté leur contribution à l'atteinte des objectifs de la Stratégie dans leur champ de compétence et à l'intérieur de leur planification pluriannuelle (plan stratégique, plan de développement durable). Le document «*Un gouvernement en action pour mieux habiter et vivre de nos territoires*» recense les orientations, axes, objectifs et actions. La liste des actions retenues par les ministères et organismes y est présentée.

La loi prévoit des mécanismes de reddition de compte pour les ministères et organismes (rapport annuel de gestion des ministères). Une liste d'indicateurs élaborés avec l'Institut de la statistique du Québec permettra d'évaluer l'occupation et la vitalité des territoires. Quelques-uns des indicateurs sont présentés, d'autres restent à venir.

Certains commentaires sont faits à l'effet que le concept d'occupation et de vitalité des territoires est large et sujet à interprétation. Quelques indicateurs retenus aux fins de l'OVT le montrent d'ailleurs. En revanche, plusieurs directions régionales ou organismes posent des gestes concrets qui s'inscrivent dans la contribution à l'OVT.

Compte tenu que les ministères doivent préparer un bilan annuel, la CAR pourrait aussi faire un bilan annuel des actions régionales en OVT.

Suggestion : puisque les CAR sont appelés à se prononcer sur les Plans quinquennaux de développement et par la même occasion sur la prise en considération de la Stratégie en matière d'OVT par les CRÉ, les ministères et organismes de la CAR Côte-Nord pourraient aussi commenter et exprimer comment ils entendent arrimer leurs actions sectorielles en OVT avec le PQD 2014-2019.

À la prochaine rencontre, nous reviendrons sur le sujet pour suggérer comment l'exercice de consultation pourrait être mené.

10. Affaires nouvelles

10.1 Centre de Services partagés du Québec.

M. Turbide n'a pas plus de détails à nous donner pour le moment. Le projet de loi 41 a été adopté, mais entre en vigueur plus tard en 2014.

Entretemps, SAGIR 3 doit entrer en fonction.

10.2 Conseil du statut de la femme;

M^{me} Bouchard présente 3 communiqués préparés par le Conseil :

- mémoire qu'il a préparé sur le projet d'assurance autonomie;
- une étude du Conseil du statut de la femme sur les crimes d'honneur;
- un avis sur l'accès à des soins médicaux pour les femmes (accès à la première ligne médicale).

10.3. Incendie de l'entreprise Ushkuai

M. Frédéric Perron et M^{me} Candide Tremblay nous font part des impacts. L'usine est une perte totale. Une quarantaine d'emplois sont affectés. Un programme de formation de la main-d'œuvre avec Bersaco était en cours. Cette dernière entreprise peut aider à la relance des activités. Il reste des inventaires à écouler. Les propriétaires et la municipalité de Longue-Rive vérifient si l'ancienne scierie Beaulieu peut accueillir les activités d'Ushkuai.

12. Date et lieu de la prochaine rencontre.

La rencontre se tiendra à Baie-Comeau, en février.

13. Fin de la rencontre

La rencontre prend fin à 14 h 40.

RÉUNION DE LA CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE
DE LA CÔTE-NORD

Date : Le mardi 25 février 2014

Heure : 9 h à 16 h

Endroit : Hôtel La Caravelle, 202, boul. La Salle, Baie-Comeau

ORDRE DU JOUR	
9 h	1. Ouverture de la réunion et enregistrement des présences. 2. Lecture et adoption de l'ordre du jour.
9 h 10	3. Lecture et adoption du compte rendu de la réunion du 26 novembre 2013.
9 h 15	4. Suite au compte rendu.
9 h 20	5. M. Marjolain Dufour, député de René-Lévesque - Responsable de la région de la Côte-Nord - Whip en chef du gouvernement.
9 h 50	6. Ministère des Transports du Québec, M ^{me} Lise Fortin. Projet de création de l'Agence des transports.
10 h 20	Pause.
10 h 35	7. Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs, M. Alain Gaudreault. Rapport du BAPE sur le projet de mine Arnaud à Sept-Îles.
11 h 00	8. Ministère des Finances et de l'Économie, M. Jacques Chiasson. <i>La Politique industrielle québécoise, 2013-2017.</i>
11 h 30	9. Société d'habitation du Québec, M. Pascal Rivard. Étude sur les interventions de la Société d'habitation du Québec.
12 h 00	10. Bureau régional de coordination gouvernementale, M. Gaétan Gauthier. 10.1 Recrutement des professionnels, M. René Dufresne, Secrétariat au développement nordique; 10.2 Baie-Johan-Beetz; 10.3 Gros-Mécatina : deuxième saison des projets agricoles.
12 h 15	Dîner
13 h 30	11. CRÉ Côte-Nord Côte-Nord 11.1 Présentation du transport collectif régional M. Luc Imbeault; 11.2 État de situation négociations autochtones.
14 h 30	12. Conférence régionale des élus et MAMROT, Plan quinquennal de développement consultation des ministères et organismes de la CAR, MM. Patrick Hamelin et Gaétan Gauthier.
15 h 00	13. Affaires nouvelles : 13.1 Jardin des glaciers : relance et entente de gestion avec la MRC Manicouagan sur le parc régional Boréal; 13.2 Centre des services partagés du Québec : changements au processus d'embauche dans la fonction publique; 13.3 Autres.
15 h 20	14. Date et lieu de la prochaine réunion.
	15. Fin de la rencontre.

Conférence administrative régionale du Nord-du-Québec
Ordre du jour
13 Juin 2013, au 312, 3^e Rue, Chibougamau (CRSSSBJ)

9 h 00	1. Ouverture de la séance
9 h 05	2. Lecture et adoption de l'ordre du jour
9 h 10	3. Adoption du compte rendu et suivi de la rencontre du 13 mars 2013
9 h 15	4. Avis sur le Plan Nord et avis sur les femmes dans les métiers de la construction, Marie-Josée Marcoux, Conseil du statut de la femme
9 h 45	5. Présentation sur la nouvelle gouvernance dans le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James et bilan de la tournée d'information – Richard Leclerc, MAMROT
10 h 30	6. Présentation de la Banque de développement économique du Québec, Alain Poirier, MFE
11 h 00	7. Mise en place du Secrétariat au développement nordique
11 h 05	8. Intérêt pour une formation à la sécurité civile 101, Richard Leclerc, MAMROT
11 h 10	9. Tour de table – Dossiers
11 h 50	10. Date de la prochaine rencontre
12 h	11. Levée de la rencontre

*Conférence administrative régionale du Nord-du-Québec,
Compte rendu de la réunion tenue le 13 juin 2013
À compter de 9 h, au CRSSSBJ, à Chibougamau*

ÉTAIENT PRÉSENTS

Nathalie Boisvert	Présidente-directrice générale, Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (CRSSSBJ)
Pierre Brisson	Conseiller en gestion, Société d'habitation du Québec (SHQ)
Pierre Rhéaume	Conseiller, Direction des relations et du suivi des ententes, Secrétariat aux affaires autochtones (SAA)
Isabelle Plamondon	Conseillère, Direction des Affaires régionales, ministère des Ressources naturelles (MRN)
Patricia Hébert	Conseillère aux opérations régionales, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT)
Richard Leclerc	Directeur régional, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT)
Alain Poirier	Adjoint exécutif, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère des Finances et de l'Économie (MFE)
Philippe Lemire	Directeur, Bureau de la coordination du Nord-du-Québec, ministère des Transports (MTQ)
Gaetan Lessard	Conseiller en sécurité civile, Direction régionale de l'Outaouais, de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec, ministère de la Sécurité publique (MSP)
Marie-Josée Marcoux	Responsable régionale, Conseil du statut de la femme (CSF)
Raymond Thibault	Président-directeur général, Société de développement de la Baie-James (SDBJ)
Renée-Claude Baillargeon	Directrice du soutien aux opérations et de la planification-partenariat, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS)
Édith van de Walle	Directrice régionale, Direction de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec, direction de l'analyse et de l'expertise régionales, ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP)

Sujets à l'ordre du jour	Résumé des discussions	Point (s) ou commentaire (s) importants (s)	Suivi/Responsable (s)	Échéancier
1. Ouverture de la séance	<ul style="list-style-type: none"> La séance débute à 9 h 5. 			
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour	<ul style="list-style-type: none"> L'ordre du jour est adopté tel quel. 			
3. Adoption du compte-rendu de la rencontre du 13 mars 2013	<ul style="list-style-type: none"> Le compte-rendu est adopté tel quel. 			
4. Avis sur le Plan Nord et avis sur les femmes dans les métiers de la construction, Marie-Josée Marcoux, Conseil du statut de la Femme	<ul style="list-style-type: none"> M^{me} Marcoux présente un diaporama concernant deux avis qui ont été émis par le CSF. L'avis sur le Plan Nord vise notamment à évaluer si le projet contribuera à l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes, ou à son recul, et à proposer des aménagements pour améliorer l'égalité économique entre les femmes et les hommes. L'avis concernant les femmes dans les métiers de construction a comme objectifs d'analyser les obstacles qui limitent l'accès des femmes aux programmes d'études et aux emplois liés aux métiers de la construction et de faire la lumière sur les raisons qui expliquent leur désertion des chantiers. Le diaporama sera envoyé à tous les membres. 	Le diaporama a été transmis	Richard Leclerc	31 juillet 2013
5. Présentation sur la nouvelle gouvernance dans le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James et bilan de la tournée d'information – Richard Leclerc, MAMROT	<ul style="list-style-type: none"> Afin de faire connaître cette entente à la population jamésienne, des séances d'information publiques, présidées par M. Florent Gagné, ont eu lieu dans les municipalités et les localités de la Baie-James entre le 8 et le 17 avril 2013. À cette occasion, accompagné de M^{me} Linda Morin, sous-ministre adjointe responsable de la nouvelle gouvernance à la Baie-James au MAMROT, M. Gagné a présenté les principaux éléments de l'entente et les étapes subséquentes de sa mise en œuvre aux employés des organisations touchées et à la population. Plus de 375 personnes ont assisté à ces rencontres. M. Leclerc présente aux membres la présentation qui a été faite à la population en ajoutant certains éléments concernant l'adoption du projet de loi, le 13 juin 2013. Il informe également les membres que M^{me} Linda Morin souhaite venir discuter de la mise en place du gouvernement régional lors de la rencontre de la CAR prévue en septembre. Le diaporama sera envoyé à tous les membres. 	Le diaporama a été transmis	Richard Leclerc	31 juillet 2013
6. Présentation de la Banque de développement économique du Québec, Alain Poirier, MFE	<ul style="list-style-type: none"> M. Poirier dresse un portrait du projet initial visant la création de la Banque de développement économique du Québec. La ministre déléguée à la Politique industrielle et à la Banque de développement économique du Québec, M^{me} Elaine Zakaïb souhaitait la fusion du MFE, d'Investissement-Québec, des services d'accompagnement-conseil et d'Accord. Cette fusion visait à offrir un 			

Sujets à l'ordre du jour	Résumé des discussions	Point (s) ou commentaire (s) importants (s)	Suivi/Responsable (s)	Échéancier
	<p>guichet unique pour les entrepreneurs.</p> <ul style="list-style-type: none"> Le projet de loi 36 : <i>Loi sur la Banque de développement économique du Québec</i> a été déposé le 24 avril 2013. Lors des audiences publiques qui ont suivi, 34 mémoires ont été déposés. Une majorité était en accord avec l'idée de regrouper les services. L'opposition a cependant voté contre le projet de loi et celui-ci a avorté. Il sera possiblement modifié et représenté à l'Assemblée nationale à l'automne. 			
7. Mise en place du Secrétariat au développement nordique, Richard Leclerc, MAMROT	<ul style="list-style-type: none"> Le nouveau secrétaire associé qui assure la direction du Secrétariat est M. Bernard Lauzon. Une antenne du Secrétariat sera présente à Chibougamau. L'implantation devrait se faire à l'automne. Il y a 15 employés qui œuvrent au Secrétariat à Québec. La table des partenaires resterait identique, mais la composition des groupes de travail sera modifiée. 			
8. Intérêt pour une formation à la sécurité civile 101, Richard Leclerc, MAMROT	<ul style="list-style-type: none"> M. Leclerc sonde l'intérêt des membres pour une formation générale sur la sécurité civile qui serait offerte par l'ORSC Abitibi-Témiscamingue-Baie-James. Les membres démontrent un intérêt et un suivi sera effectué à l'automne. 	Organiser la présentation de la formation	Richard Leclerc	Septembre 2013
9. Tour de table – Dossiers	<ul style="list-style-type: none"> Emploi-Québec : il y a eu des amendements réglementaires sur l'aide financière de dernier recours. Concernant la fusion avec Services Québec, il n'y a aucun effectif dans le Nord-du-Québec. L'approche est à développer. MSP : M. Gaétan Lessard deviendra directeur régional lors du départ à la retraite de M. Jacques Viger. MTQ : une présentation sera faite à la prochaine CAR concernant l'Agence des transports. CRSSSBJ : œuvre actuellement sur la couverture d'urgence du territoire. Le Plan national de la santé en milieu nordique sortira cet été. Il y aura une consultation. SDBJ : Route de la Baie-James : elle s'assure de la sécurité en attendant de régler la problématique. MDDEP : Ouverture du bureau à Chapais. Il y a actuellement deux employés. MRN : Cession des terres signée avec Chibougamau. Matagami sera signée prochainement. CSF : Distribution aux membres de la brochure Au cœur du pouvoir. Œuvre actuellement à la prochaine version du portrait de territoire SHQ : Volonté de participer à la CAR pour connaître mieux la réalité du 			

Sujets à l'ordre du jour	Résumé des discussions	Point (s) ou commentaire (s) importants (s)	Suivi/Responsable (s)	Échéancier
	<p>territoire. Une présentation des programmes de la SHQ sera effectuée lors d'une prochaine CAR.</p> <ul style="list-style-type: none"> SAA : Il y aura une rencontre vendredi entre la première ministre et des représentants inuits au sujet du coût de la vie et des annonces seront faites. 			
10. Date de la prochaine rencontre	<ul style="list-style-type: none"> La prochaine rencontre est prévue en septembre. Un Doodle sera envoyé aux membres. 			
11. Levée de la rencontre	<ul style="list-style-type: none"> La rencontre se termine à 12 h 20 			

Par : Patricia Hébert, conseillère aux opérations régionales, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

Conférence administrative régionale du Nord-du-Québec
Ordre du jour
9 décembre 2013 par conférence téléphonique

Numéro de téléphone : 1-866-494-3309
Code d'accès : 410030

- | | | |
|---------|-----|--|
| 13 h 15 | 1. | Ouverture de la séance |
| 13 h 20 | 2. | Lecture et adoption de l'ordre du jour |
| 13 h 25 | 3. | Adoption du compte-rendu et suivi de la rencontre du 13 juin 2013 |
| 13 h 30 | 4. | Mise en place du Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James – Linda Morin, sous-ministre adjointe responsable de la nouvelle gouvernance à la Baie-James, MAMROT |
| 14 h 15 | 5. | Participation des DG d'ATR à la CAR du Nord-du-Québec et présentation des campagnes promotionnelles de Tourisme Québec sur les marchés hors Québec, Jean-Luc Besette, TQ |
| 14 h 30 | 6. | Rencontre d'un groupe de travail (Conservation of Arctic Flora and Fauna) du Conseil de l'Arctique à Kuujuaq, du 11 au 13 février 2014, Patrik Gilbert, MRIFCE |
| 14 h 40 | 7. | -Formation Session de sensibilisation aux réalités autochtones dans la région
- Intérêt des membres pour un vol nolisé à Kuujuaq, Renée Claude Baillargeon, MESS |
| 14 h 50 | 8. | Varia |
| 15 h 00 | 9. | Date de la prochaine rencontre |
| 15 h 05 | 10. | Fin de la rencontre |
-

***Conférence administrative régionale du Nord-du-Québec,
Compte rendu de la réunion tenue le 9 décembre 2013
À compter de 13 h 15, au MAMROT, à Chibougamau***

ÉTAIENT PRÉSENTS

Renée-Claude Baillargeon	Directrice régionale, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS)
Marie-Ève Barbeau	Conseillère aux opérations régionales, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT)
Mathieu Beaudry	Conseiller, Direction régionale de l'Outaouais, de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec, ministère de la Culture et des Communications (MCC)
Jean-Luc Bessette	Coordonnateur au développement nordique, ministère du Tourisme (MT)
André Brunet	Directeur général, Conférence régionale des élus de la Baie-James (CRÉBJ)
Audrey Cloutier,	Conseillère, Secrétariat au développement nordique (SDN)
Mireille Gagnon	Responsable régionale, Conseil du statut de la femme (CSF)
Patrik Gilbert	Conseiller en affaires internationales, ministère des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur (MRIFCE)
Élizabeth Harvey	Directrice des affaires régionales, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère des Ressources naturelles (MRN)
Patricia Hébert	Conseillère aux opérations régionales, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT)
Alain Hurteau	Attaché politique du député d'Ungava, M. Luc Ferland
Philippe Lemire	Directeur, Bureau de la coordination du Nord-du-Québec, ministère des Transports (MTQ)
Gaétan Lessard	Directeur régional, Direction régionale de l'Outaouais, de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec, ministère de la Sécurité publique (MSP)
Linda Morin	Sous-ministre adjointe, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT)
Alain Poirier	Adjoint exécutif, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère des Finances et de l'Économie (MFEQ)
Alain Sarrazin	Directeur régional par intérim, Direction de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ)
Richard Simard	Conseiller aux relations avec le milieu, Hydro-Québec
Raymond Thibault	Président-directeur général, Société de développement de la Baie-James (SDBJ)
Dominic Vaillancourt	Directeur régional, Direction régionale de l'Outaouais, de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC)

Sujets à l'ordre du jour	Résumé des discussions	Point (s) ou commentaire (s) importants (s)	Suivi/Responsable (s)	Échéancier
1. Ouverture de la séance	<ul style="list-style-type: none"> La séance débute à 13 h 15. 			
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour	<ul style="list-style-type: none"> Deux points sont ajoutés en varia à l'ordre du jour : Créneau d'excellence bois (Alain Poirier, MFE) et Route de la Baie-James (Raymond Thibault, SDBJ). L'ordre du jour est adopté tel que modifié. 			
3. Adoption du compte-rendu et suivi de la rencontre du 13 juin 2013	<ul style="list-style-type: none"> M^{me} Hébert fait le suivi des points présentés dans le compte-rendu. La formation générale sur la sécurité civile n'a pas été offerte cet automne par manque de disponibilité. Toutefois, un suivi sera fait par M. Leclerc après le congé des fêtes. Le poste de professionnel au Secrétariat au développement nordique est actuellement en affichage, cependant, il ne s'agit pas d'un poste de niveau expert. Le compte-rendu est adopté tel quel. 	Organiser la présentation de la formation	Richard Leclerc	Mars 2014
4. Mise en place du Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James – Linda Morin, sous-ministre adjointe responsable de la nouvelle gouvernance à la Baie-James, MAMROT	<ul style="list-style-type: none"> M^{me} Morin présente l'avancement des travaux en lien avec la nouvelle gouvernance. La première rencontre du conseil du gouvernement régional est prévue vers le 21 janvier 2014 à Waskaganish. Les rencontres subséquentes se tiendront en alternance dans les communautés crie et jamésiennes. Le comité de mise en œuvre tente de faire concorder cette date avec la visite de la première ministre dans la région. Un tirage au sort a déterminé que le premier président du gouvernement régional sera Jamésien. Le vice-président sera Mathieu Coon-Come. Le comité de mise en œuvre, dont l'objectif est d'assurer la mise en place harmonieuse de la nouvelle gouvernance, s'est activé depuis septembre. Ses membres ont travaillé à l'écriture d'une description de tâche pour le poste de directeur général adjoint (pour un Cri), à l'élaboration du premier budget et à la tenue d'un concours pour créer le logo de la nouvelle entité. M^{me} Harvey demande si un groupe de travail a été mis sur pied concernant le programme de développement régional forestier, qui permet d'aller de l'avant dans la planification forestière, et si le MRN sera convoqué. M^{me} Morin indique que les représentants cris n'ont pas encore été identifiés. De plus, la priorité actuelle est à la mise en place du gouvernement régional et ce sujet ne sera sans doute pas abordé d'ici le printemps. M. Poirier souligne que certains projets financés par le Centre local de développement de la Baie-James (CLDBJ) nécessitent la collaboration des Crie 			

Sujets à l'ordre du jour	Résumé des discussions	Point (s) ou commentaire (s) importants (s)	Suivi/Responsable (s)	Échéancier
	<p>(notamment les pourvoyeurs dont les activités se situent en terres publiques). M. Poirier se demande qui deviendrait le répondant cri du CLDBJ, puisque l'Administration régionale cri n'a pas encore montré l'intérêt de mettre sur pied un CLD. M^{me} Morin rappelle que tous les dossiers ne pourront être traités au début et que le comité de mise en œuvre agira en parallèle s'il y a problème.</p> <ul style="list-style-type: none"> M. Thibault demande si un représentant du gouvernement régional siégera à la CAR. M^{me} Morin répond que la CAR pourrait envoyer une invitation si elle en voit le besoin. M. Thibault rappelle également qu'il est prévu à la loi sur la nouvelle gouvernance que trois administrateurs cris siègent à la SDBJ. Considérant que 5 sièges sur 7 sont actuellement occupés, et qu'un nouveau plan de développement doit être élaboré en février, il aimerait savoir quand ces administrateurs seront nommés. M^{me} Hébert précise que la représentation à l'Administration régionale Baie-James (ARBJ) sera modifiée. Ainsi, il n'y aura plus de représentants des territoires non urbanisés, ni de représentants de la société civile. Toutefois, chaque ville et localité devra nommer un conseiller municipal pour siéger à l'ARBJ. Du point de vue fiscal, les localités dépendront du Gouvernement régional Eeyou-Istchee-Baie-James, tandis que du point de vue du développement régional, les localités auront accès aux programmes de l'ARBJ. M. Brunet rappelle que le Fonds Eastmain, qui était géré selon la politique de financement de la MBJ, sera transféré à l'Administration régionale Baie-James. Toutefois, l'ARBJ ne dispose pas actuellement de règles de gestion concernant l'administration de ce fonds. La CRÉBJ aimerait obtenir du MAMROT des balises claires. M^{me} Morin décrit les mesures prévues concernant la traduction durant les séances. Il est prévu que les séances seront traduites simultanément en trois langues (français, anglais, cris). Tous les documents de travail devront être traduits en français et en anglais, et certains devront être en cris (ils ne sont pas encore identifiés). 			
5. Participation des directeurs régionaux d'ATR à la CAR du Nord-du-Québec et présentation des campagnes promotionnelles de Tourisme Québec sur les marchés hors Québec, Jean-Luc Bessette, MT	<ul style="list-style-type: none"> M. Bessette annonce qu'il remplace M^{me} Louise Séguin à la CAR. Il indique que la présence des directeurs généraux des ATR à la CAR est l'une des mesures du plan de développement de l'industrie touristique. Il sera responsable de vérifier l'intérêt puis d'inviter les directeurs généraux à participer aux rencontres, selon les points à l'ordre du jour. Il n'est pas encore déterminé si les trois directeurs généraux seront présents à la CAR ou s'ils délégueront un représentant, selon le sujet. M. Lessard est préoccupé par la sécurité des touristes qui affluent dans le territoire (la desserte ambulancière peut être problématique dans certains cas, de même que la connaissance des lieux où sont les touristes, notamment lors d'incendies de forêt). Une réunion exploratoire avec les représentants de la 	Inviter les partenaires du tourisme, de la santé et du nouveau gouvernement régional à une rencontre exploratoire concernant la	Gaétan Lessard	Mars 2014

Sujets à l'ordre du jour	Résumé des discussions	Point (s) ou commentaire (s) importants (s)	Suivi/Responsable (s)	Échéancier
	<p>santé, peut-être même avec le nouveau gouvernement régional, serait intéressante pour sensibiliser les partenaires aux risques. M. Bessette confirme que c'est aussi un enjeu ciblé dans la Stratégie touristique au nord du 49^e parallèle.</p> <ul style="list-style-type: none"> M. Bessette nous invite à prendre connaissance de la nouvelle image de marque de Tourisme Québec : Québec original. La campagne vise actuellement la France et la Belgique francophone et met en évidence des mots typiquement québécois. 	sécurité des touristes sur le territoire		
6. Rencontre d'un groupe de travail (Conservation of Arctic Flora and Fauna) du Conseil de l'Arctique à Kuujuaq, du 11 au 13 février 2014, Patrick Gilbert, MRIFCE	<ul style="list-style-type: none"> M. Gilbert nous informe que le Québec sera mis en valeur lors de la prochaine rencontre du Conseil de l'Arctique qui aura lieu à Kuujuaq. Il s'agit d'une opportunité à saisir pour montrer les réalisations scientifiques du Québec en matière de biodiversité et pour renforcer la valeur symbolique que représente notre caractère nordique. M. Gilbert nous fera parvenir le programme. M. Bessette demande si les organisateurs de l'événement ont pensé offrir aux voyageurs un forfait touristique pré-post événement? Rien n'a été offert actuellement. 	Faire parvenir l'horaire de la rencontre à la CAR	Patrik Gilbert	Février 2014
7. Formation Session de sensibilisation aux réalités autochtones dans la région et intérêt des membres pour un vol nolisé à Kuujuaq, Renée-Claude Baillargeon, MESS	<ul style="list-style-type: none"> M^{me} Baillargeon rappelle que la CAR avait reçu une lettre du Secrétariat aux affaires autochtones mentionnant qu'ils n'avaient pas le budget pour offrir la session de sensibilisation aux réalités autochtones dans notre région avant le 31 mars 2014. Elle propose que la CAR expédie une nouvelle lettre en les incitant à réserver ces fonds dans leur prochain budget, puisqu'il serait facile de réunir 25 fonctionnaires pour cette formation. La proposition est adoptée à l'unanimité. M^{me} Baillargeon sonde les membres sur leur intérêt à nolisier un vol pour Kuujuaq en janvier 2014. Les membres souhaitant s'y déplacer doivent manifester leur intérêt à madame Patricia Hébert, qui les transférera à M^{me} Baillargeon. Le MAMROT, le MFEQ et le MRN sont intéressés. 	Écrire une lettre au SAA pour les inviter à réserver un budget de formation à l'intention des fonctionnaires du Nord-du-Québec	Richard Leclerc	Janvier 2014
8. Varia	<ul style="list-style-type: none"> Créneau d'excellence bois : M. Poirier annonce que dans le cadre de la démarche ACCORD, le créneau d'excellence bois n'avait pas été reconnu à cause de l'absence d'une masse critique d'entreprises dans ce secteur. À la suite de plusieurs discussions avec l'Abitibi-Témiscamingue, un nouveau créneau interrégional vient d'être approuvé : Systèmes structuraux en bois d'épinettes noires. Le directeur du créneau est en Abitibi-Témiscamingue. Il s'agit d'une victoire importante pour le secteur. Route de la Baie-James : M. Thibault nous informe qu'un budget de 100 M\$ a été attribué au MTQ pour la réfection de la route de la Baie-James. Il n'a toutefois pas encore eu de détails sur le budget. Toutefois, le problème de 	Écrire une lettre à la ministre des Ressources naturelles pour la bonification du budget d'entretien de la route	Richard Leclerc	Janvier 2014

Sujets à l'ordre du jour	Résumé des discussions	Point (s) ou commentaire (s) importants (s)	Suivi/Responsable (s)	Échéancier
	<p>l'entretien de la route demeure important : 2,2 à 3 M\$ manquent au budget de la SDBJ pour assurer l'entretien, notamment durant l'hiver. Ses stocks de sel sont au plus bas et son budget ne lui permet pas d'acheter davantage d'abrasifs. Il aimerait recevoir un appui des communautés crie de même que des Jamésiens pour obtenir un meilleur budget d'entretien. Il est proposé que la CAR envoie une lettre d'appui concernant la demande de M. Thibault à la ministre des Ressources naturelles en vue de l'obtention d'un meilleur budget d'entretien par la SDBJ. Cette lettre fera état des enjeux stratégiques reliés à l'entretien de cette route.</p> <ul style="list-style-type: none"> Secrétariat au développement nordique : M^{me} Cloutier informe les membres de la CAR que tous les postes régionaux sont affichés actuellement. Puisque les entrevues se feront en début d'année et qu'une formation à Québec est prévue pour les personnes retenues, leur présence sur le terrain n'aura pas lieu avant février. Certains membres de la CAR expriment leur déception que le poste ne soit pas de niveau expert, mentionnant qu'il sera difficile de recruter un candidat compétent et avec expérience, sans amélioration de ses conditions de travail. Ils font également la remarque que les mandats confiés à cet employé sont plutôt exigeants et auraient requis un meilleur classement. Il est proposé, puis adopté à l'unanimité qu'un point concernant le Secrétariat au développement nordique soit toujours à l'ordre du jour des rencontres de la CAR. 	de la Baie-James		
9. Date de la prochaine rencontre	<ul style="list-style-type: none"> La prochaine rencontre est prévue en mars 2014. Un Doodle sera envoyé aux membres. 			
10. Fin de la rencontre	<ul style="list-style-type: none"> La rencontre se termine à 15 h 15. 			

Par : Marie-Ève Barbeau, conseillère aux opérations régionales, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

Conférence administrative régionale du Nord-du-Québec
Ordre du jour
18 mars 2014
Hôtel Chibougamau, Salle des Pionniers
473, 3^e Rue à Chibougamau

9 h 00	1.	Ouverture de la séance
9 h 05	2.	Lecture et adoption de l'ordre du jour
9 h 10	3.	Adoption du compte-rendu et suivi de la rencontre du 9 décembre 2013
9 h 20	4.	Réflexion sur la veille stratégique et le partage de l'information à l'égard du développement nordique en présence de M. Marc-Urbain Proulx, sous-ministre associé au MAMROT (voir document joint)
11 h 45 à 13 h		Dîner (Réservation à l'Hôtel Chibougamau)
13 h 00	5.	Rencontre avec la présidente du gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James, Manon Cyr
14 h 00	6.	Suite de la réflexion sur la veille stratégique et le partage de l'information à l'égard du développement nordique
14 h 45	7.	Mise en place des bureaux régionaux du Secrétariat au développement nordique, Audray Cloutier, SDN
15 h 00	8.	Mise en place de l'Agence des infrastructures de transport du Québec, Philippe Lemire, MTQ
15 h 30	9.	Varia
15 h 45	10.	Date de la prochaine rencontre
15 h 50	11.	Fin de la rencontre

**Rencontre de la Conférence administrative régionale
Au bureau du MRN, 21 rue des Lilas, Gaspé
Le 19 juin 2013**

9h30	Ouverture de la rencontre
9h40	Adoption de l'ordre du jour Adoption du compte rendu de la dernière CAR de novembre 2012
9h45	Présentations de la CRÉ-GÎM <ul style="list-style-type: none">- Plan quinquennal de la région : Une région naturellement attractive- Plan numérique territorial : Une région branchée sur l'avenir! Gilbert Scantland
11h15	Engagements de la Stratégie d'intervention gouvernementale de développement – GÎM Sébastien Daignault
12h	Diner
13h30	Mécanismes de suivi de la Stratégie d'intervention gouvernementale de développement – GÎM <ul style="list-style-type: none">- composition du comité de mise en œuvre- composition du comité des partenaires- etc Sébastien Daignault
14h30	Présentation du Fonds d'aide aux initiatives régionales - FAIR Michel Gionest
15h30	Affaires diverses <ul style="list-style-type: none">- document CSFQ
15h45	Fin de la rencontre



**Rencontre de la Conférence administrative régionale
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine
Mercredi, 19 juin 2013
Édifice MRN, 21 rue des Lilas, Gaspé
Compte rendu**

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
1. Ouverture de la rencontre	Michel Gionest président, ouvre la rencontre à 9 h et souhaite la bienvenue à l'ensemble des membres présents.	
2. Adoption de l'ordre du jour	<p>L'ordre du jour est adopté tel que présenté.</p> <p>Affaires diverses :</p> <ul style="list-style-type: none"> • OPHQ (Jean-François Houde) • Union des forces (Marc Groleau) • MFEQ (Re : Banque de développement économique – Roger Cyr) 	
3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 26 novembre 2012	<p>Le compte rendu est adopté tel que rédigé.</p> <p>Précisions et suivi par M. le président, on retire Sylvie Bouchard CSF de la liste des présences à cette réunion.</p>	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>4. Présentation de la CRÉ-GÎM</p> <p>(Gilbert Scantland)</p>	<p>4.1 <i>Plan quinquennal de la région : Une région naturellement attractive</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Soumis au CA de la CRÉ, le 21 juin 2013 ➤ Le plan d'action 2013-2014 sera également présenté ➤ Quelle sera la balance démographique dans cinq ans? ➤ Les leviers de développement ➤ L'entrepreneuriat à valoriser compte tenu de la moyenne d'âge des entrepreneurs ➤ Un point paraîtra de façon récurrente lors des prochaines réunions de la CAR de façon à suivre l'évolution de ce plan <p>4.2 <i>Plan numérique territorial : Une région branchée sur l'avenir!</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Nous sommes la 1^{re} région à s'impliquer dans ce domaine ➤ L'économie numérique est bien présente dans notre région, l'écocertification dans les pêches en est un très bon exemple ➤ Bureau virtuel à la CRÉ <p>➤ Des statistiques ont révélé les carences en région – taux d'usage des réseaux connaissances limitées des systèmes et l'âge moyen de la population</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Document disponible sur le site de la CRÉ ▪ Besoins : <ul style="list-style-type: none"> ◦ Haute vitesse sur notre territoire ◦ Connections à Internet en déficit par rapport à la moyenne provinciale ▪ Les enjeux sont importants... ▪ Bornes Wi-Fi ▪ Adhésions à la ZAP

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>4. Présentation de la CRÉ-GÎM (Gilbert Scantland) (suite)</p>	<p>4.2 (suite)</p> <p>Information sur la situation dans notre territoire, des besoins et des moyens de réaliser</p> <p>La situation des personnes handicapées, le vieillissement de la population vs les infrastructures adéquates (Jean-François Houde)</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Le plan couvre très bien la situation globale de la région et le rôle important de la CRÉ (Marc Groleau) ➤ Démographie – Une situation préoccupante (Marie-Josée Noël) ➤ Plan très intégrateur (implique différents ministères - Louis Bigaouette) 	
<p>5. Engagement de la Stratégie d'intervention gouvernementale de développement – GÎM (Sébastien Daignault)</p>	<p>Plusieurs ministères sont interpellés dans cet engagement</p> <p>Une carte géographique de la région est remise à tous les membres présents</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ On présente la liste des dossiers priorisés dans la stratégie <p>Réunion vendredi 2013-06-21 à Bonaventure</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Ministre régional, monsieur Robert Sauvé et les autres membres (Table des partenaires page 64 du document - <i>La mise en œuvre de la stratégie</i>) 	<ul style="list-style-type: none"> • À court terme : <ul style="list-style-type: none"> ◦ Projets chantiers ◦ Programmation – automne & hiver • On questionne la liste des dossiers, l'ordre de priorité ainsi que les véritables décideurs?

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>6. Mécanisme de suivi de la Stratégie d'intervention gouvernementale de développement - GIM (Sébastien Daignault)</p>	<p><i>6.1 Composition du comité de mise en œuvre</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Document « La mise en œuvre de la stratégie » ➤ La composition de ce comité est déposée au dossier <p><i>6.2 Composition du comité des partenaires</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Document « La mise en œuvre de la stratégie » ➤ Page 64 « La Table des partenaires » 	
<p>7. Présentation du Fonds d'aide aux initiatives régionales (FAIR) (Michel Gionest)</p>	<p><i>« FAIR » remplace la FADT et le FISR - Les mesures temporaires d'emplois sont abolies</i></p> <p>Bilan FISR - 2008-2012</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ 280 projets ➤ 116 M\$ en investissements ➤ 3 400 emplois créés et 4 400 autres consolidés <p>Bilan FADT - 2008-2012</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Entre 350 et 1 000 participants par année 	<ul style="list-style-type: none"> • Enveloppe financière annuelle 6M\$

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
<p>7. Présentation du Fonds d'aide aux initiatives régionales (FAIR)</p> <p>(Michel Gionest)</p> <p>(suite)</p>	<p>FAIR : 6 volets</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Volet I : Soutien à l'environnement d'affaires ➤ Volet II : Soutien aux projets économiques ➤ Volet III : Soutien au financement de salaires de professionnels ➤ Volet IV : Soutien au développement des municipalités locales ➤ Volet V : Soutien au financement des mesures salariales ➤ Volet VI : Soutien aux projets découlant de la SIG-GÎM <p>Enveloppe financière de 1 M\$</p> <p>Discretionnaire du ministre régional</p> <p>Normes</p> <p>Le projet déposé n'est pas admissible aux 5 volets précédants</p>	<p>Volet II :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 70 % cumul – pêches et forêt • 10 % majoration aux municipalités dévitalisées • 10 % aux moins de 40 ans <p>Volet IV :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Attention spéciale à l'aménagement faunique et forestier et son interprétation par les intervenants
<p>8. Affaires diverses</p>	<p>8.1 <i>Document du Conseil du statut de la femme du Québec (CSFQ)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Réf : Document déposé. Les femmes dans la gouvernance des entreprises et dans les institutions démocratiques ➤ Également présent sur le site de CSFQ <p>8.2 <i>Union des forces : Exposés de Marc Groleau d'Emploi-Québec et Marie-Jeanne Cotton de Services Québec</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Il s'agit d'un projet ambitieux ➤ Emploi-Québec et Services Québec ont élaboré un plan de communication au service aux citoyens. Rapport déposé à l'Assemblée nationale. Cette « organisation » devrait être en place en 2015-2016 	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
8. Affaires diverses (suite)	<p>8.3 Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ) - Présentation de Jean-François Houde</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Composition du regroupement ➤ Infrastructures municipales (Demande aux municipalités de s'auto-évaluer) ➤ Les 43 municipalités de la région GÎM ont été sensibilisées ➤ Plan de sensibilisation dans les médias régionaux <p>8.4 Banque de développement économique du Québec</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Projet de loi défait à l'Assemblée nationale ➤ Débat prévu à l'automne 2013 	
9. Fin de la rencontre	La rencontre se termine à 15 h 35	
10. Marc Groleau	Un hommage très spécial a été présenté à ce dynamique membre de la CAR qui prend sa retraite dans quelques jours. On a souligné l'apport de Marc à la CAR depuis plusieurs années. Marc était en fait la « mémoire » de la CAR depuis ses débuts. Des vœux de bonne retraite lui ont été présentés.	

Walter Smith, conseiller aux opérations régionales – MAMROT
Secrétaire de la rencontre

**Rencontre de la Conférence administrative régionale
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine
mercredi, 19 juin 2013
Édifice MRN, 21 rue des Lilas, Gaspé
Compte rendu**

Liste des présences

Étaient présentes :

Mesdames :

Sylvie Bouchard	CSF
Marie-Jeanne Cotton	Services Québec
Élise Deschênes	Tourisme Québec
Suzanne Furguson	Services Québec
Marie-Josée Noël	CCC / E-Q

Étaient présents :

Messieurs :

Louis Bigaouette	MAPAQ – Agriculture
Alain Cassivi	MAMROT
Roger Cyr	MFEQ
Sébastien Daignault	MAMROT
Marc Desrosiers	Sécurité civile
Michel Gionest	MAMROT
Marc Groleau	E-Q
Jean-François Houde	OPHQ
Bruno Lachance	MRN
Roger Lavoie	MELS
Marcel Roussy	MAPAQ – Pêches
Gilbert Scantland	CRÉ-GÎM
Steven Sheehan	SHQ
Walter Smith	MAMROT
Jacques Thomassin	SQ

**Rencontre de la Conférence administrative régionale
Au Pub Chez Bass, 170 1^{re} Avenue Ouest, Ste-Anne-des-Monts
Le jeudi 7 novembre 2013**

9 h 30	Ouverture de la rencontre
9 h 40	Adoption de l'ordre du jour Adoption du compte rendu de la dernière CAR de juin 2013
9 h 45	Élections municipales 2013 Michel Gionest
10 h 15	SIG-GIM - État d'avancement Michel Gionest
11 h	Agroalimentaire : diagnostic sectoriel, plan de développement et programme régional Louis Bigaouette
12 h	Dîner
13 h 30	Stratégie d'établissement durable – Mise en œuvre Danik O'connor
14 h 30	Plan quinquennal de développement de la GÎM – État d'avancement Gilbert Scantland
15 h 30	Comité économique de la CAR – Information Roger Cyr
15 h 45	Affaires diverses - Présence des ATR aux rencontres de la CAR
16 h 15	Fin de la rencontre



**Rencontre de la Conférence administrative régionale
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine
Jeudi, 7 novembre 2013
Pub Chez Bass, 170, 1^{re} Avenue Ouest, Sainte-Anne-des-Monts
Compte rendu**

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
1. Ouverture de la rencontre	Michel Gionest président, ouvre la rencontre à 9 h 45 et souhaite la bienvenue à l'ensemble des membres présents.	
2. Adoption de l'ordre du jour	L'ordre du jour est adopté tel que présenté avec les ajouts suivants : <ul style="list-style-type: none">➤ MRN (Faune) au MDDEF Claude Pelletier responsable➤ MRN = rotation ou recrutement (M. Marc Lauzon)	
3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 19 juin 2013 et suivi	Le compte rendu est adopté tel que rédigé CAR-CRÉ - Évolution des priorités	

Sujet	Commentaires	Suivi
<p>4. Élections municipales 2013</p>	<p>4. <i>Élections municipales 2013</i> (voir rapport)</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Impacts sur le plan régional (CRÉ, MRC et municipalités) ➤ Réélection de : Jean-Guy Poirier – Saint-Siméon Denis Henry – Carleton Louisette Langlois – Chandler Délisca Ritchie Roussy – Murdochville Micheline Pelletier – Sainte-Anne-des-Monts ➤ Élection de : Daniel Côté – Gaspé Jonathan Lapierre – Îles-de-la-Madeleine ➤ Défaites de : Bertrand Berger – Ex-maire d’Escuminac Joël Arseneau – Ex-maire des Îles-de-la-Madeleine ➤ Préfecture de le MRC Le Rocher-Percé : Diane Lebouthillier réélue ➤ CRÉ (Élections) : Est-ce que la société civile a droit de regard ou que ce point est réservé aux élus(es)? - Réponse attendue pour le 14 	
<p>5. SIG-GÎM État d’avancement (Michel Gionest)</p>	<p>5. <i>SIG-GÎM (Stratégie d’intervention gouvernementale)</i></p> <p>État d’avancement (voir document déposé)</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Maintien emploi en forêt ➤ Cap-sur-Mer aux Îles-de-la-Madeleine ➤ Train touristique de Percé ➤ Programme de formation professionnelle en Haute-Gaspésie 	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
5. SIG-GÎM État d'avancement (Michel Gionest) (suite)	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Salle de spectacle Gaspé etc... ➤ Un dossier fera l'objet d'une étude particulière : Consortium Gaspé Cured ➤ Les objectifs (normatif) du Volet IV FAIR sont requestionnés par le politique ➤ Les fonds du FAIR sont épuisés pour l'exercice financier en cours ➤ Dossier Serres Jardins-Nature Volet II (25 000 \$ à 30 000 \$) suite à un sinistre ➤ On déplore les modifications par rapport aux structures de fonctionnement prévues ➤ Les sectoriels sont exclus ou se sentent exclus des processus ➤ Constat : Le processus est hautement politique ➤ MAPAQ-Pêches précise qu'il ne s'agit pas d'argent neuf. Programmes normés – D'autres projets sont en étude 	
6. Agroalimentaire : (Louis Bigaouette)	<p><i>Diapositives et exposé de M. Louis Bigaouette, directeur régional du MAPAQ-Agriculture</i></p> <p>Diagnostic sectoriel</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ PRDA origines PRDA I – PRDA II ➤ Portrait diagnostic – Plan de développement <p>Plan de développement</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ 11 000 emplois – 4 000 entreprises en bioalimentaire – Pêche, agriculture, aquaculture 	

Sujet	Commentaires	Suivi
<p>6. Agroalimentaire : (Louis Bigaouette) (suite)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 265 entreprises en 2012 ➤ 270 entreprises en 2010 ➤ Stabilité du nombre de fermes depuis 2004 ➤ 60 % des entreprises situées dans les MRC d'Avignon et Bonaventure ➤ Voir tableau au document « Revenus des principales productions en 2010 » <p>Programme régional – La Stratégie d'intervention gouvernementale (P.D.S.A., MAMROT, CRÉ-GÎM, et MAPAQ)</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ FPDQ ➤ Quotas relevés à l'avantage de la Gaspésie ➤ La production bovine domine mais la rentabilité est faible ➤ trois grandes priorités retenues : <ul style="list-style-type: none"> • Plan de commercialisation • Gaspésie gourmande, un bon véhicule de marketing • Le bon goût frais des Îles 	
<p>7. Stratégie d'établissement durable – Mise en œuvre (Danik O'Connor)</p>	<p>Stratégie d'établissement durable (SED) Gaspésie – Les Îles</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ M. Danik O'Connor remplace M^{me} Maryève Charland-Lallier, affectée à la représentation en Montérégie 	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
7. Stratégie d'établissement durable – Mise en œuvre (Danik O'Connor) (suite)	Diapositive et présentation <ul style="list-style-type: none"> ➤ Deux sondages : <ul style="list-style-type: none"> • La perception des gaspésiens sur leur région • La perception des gens de l'extérieur sur notre région 	
8. Plan quinquennal de développement de la GÎM État d'avancement (Gilbert Scantland)	<i>Plan quinquennal de développement de la GÎM (2013-2018) – État d'avancement</i> Diapositive et présentation par M. Gilbert Scantland Remerciements aux membres du comité <ul style="list-style-type: none"> ➤ Participation citoyenne positive, les organismes ont utilisé leur propre plan afin d'enrichir la démarche ➤ Vision collective, mobilisation et collaboration gouvernementale 	
9. Comité économique de la CAR - Information (Roger Cyr)	Roger Cyr, directeur régional du MFEQ donne un compte rendu sommaire de la réunion CAR économique tenue à Sainte-Anne-des-Monts mercredi le 6 novembre 2013	
10. Affaires diverses	Présence des ATR aux rencontres de la CAR <ul style="list-style-type: none"> ➤ Oui dans certaines régions du Québec présentement ➤ GÎM (deux ATR) 	

SUJET	COMMENTAIRES	SUIVI
10. Affaires diverses (suite)	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Il est question d'un projet pilote pour un an ➤ Il est difficile d'ouvrir à la présence des organismes ➤ ATR serait invitée sur des cas particuliers et non comme membre régulier ➤ T.Q. serait contacté avant les réunions ➤ ATR serait présente à la table afin de traiter uniquement du sujet qui les concerne <p>MRN – Rotation & recrutement (M. Marc Lauzon)</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Possibilité de concours à certains postes, concours réservé à la région – Bassin de ressources ➤ Demande d'appui de la CAR d'engager cette procédure ➤ Marie-Andrée Carbonneau sera interpellée à ce sujet. Elle sera invitée à la prochaine CAR 	
11. Fin de la rencontre	<p>La rencontre se termine à 14 h 57</p> <p>Prochaine rencontre en janvier et mars 2014, à préciser ultérieurement</p>	

Walter Smith, conseiller aux opérations régionales – MAMROT
Secrétaire de la rencontre

**Rencontre de la Conférence administrative régionale
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine
Jeudi, 7 novembre 2013
Pub Chez Bass, 170, 1^{re} Avenue Ouest, Sainte-Anne-des-Monts
Compte rendu**

Liste des présences

Étaient présentes :

Mesdames :

Lucie Beaulieu	I.Q.
Marie-Jeanne Cotton	Services Québec
Élise Deschênes	Tourisme Québec
Maryse Nicole	MCC
Carole St-Pierre	Emploi-Québec

Étaient présents :

Messieurs :

Gérard Bédard	MELS
Jacques Bélanger	MSP
Louis Bigaouette	MAPAQ–Agriculture
Roger Cyr	MFEQ
Sébastien Daignault	MAMROT
Michel Gionest	MAMROT
Marc Lauzon	MRN
David O'Connor	SED
Marcel Roussy	MAPAQ–Pêches
Gilbert Scantland	CRÉ-GÎM
Walter Smith	MAMROT
Julien Lambrey de Souza	UQAR

**Rencontre de la Conférence administrative régionale
Au bureau du MFEQ, 500 avenue Daignault, Chandler
Le 6 mars 2014**

9 h 30	Ouverture de la rencontre
9 h 40	Adoption de l'ordre du jour Adoption du compte rendu de la dernière CAR de novembre 2013
9 h 45	FAIR - État de situation Michel Gionest
10 h 30	Une mixité en chantier - Les femmes dans les métiers de la construction Sylvie Bouchard
11 h 15	Environnements favorables aux seines habitudes de vie Marie-France Perrée - URLS
12 h 00	Dîner
13 h 30	Plan quinquennal de développement de la GÎM – Indicateurs Gilbert Scantland et David Bourdages
14 h 30	Pause santé
14 h 45	Projet de la super cimenterie de Port-Daniel Christian Gagnon, PDG de Ciment McInnis
15 h 45	Développement des services de garde dans la région de la Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine Jean-François Picard
16 h 00	Affaires diverses - Présence de la CAR aux Îles-de-la-Madeleine
16 h 15	Fin de la rencontre





Conférence administrative régionale de la Chaudière-Appalaches (CAR)

Rencontre régulière du vendredi 7 juin 2013

Emploi-Québec – Direction régionale de la Chaudière-Appalaches
Salles 312-313
5130, boulevard de la Rive-Sud, bureau 300
Lévis (Québec) G6V 9L3
Tél. : 418-838-2605

de 9 h à 15 h 25



Prendre note qu'il est possible que
M^{me} Agnès Maltais, ministre responsable de la région de la Chaudière-Appalaches
participe à la rencontre.
Dans un tel cas, l'ordre du jour sera modifié selon ses disponibilités.

- 9 h 1. Mot de bienvenue;
- 9 h 5 2. Adoption de l'ordre du jour;
- 9 h 10 3. Présentation des nouveaux membres;
- 9 h 20 4. Lecture et adoption du compte rendu de la réunion régulière du 1^{er} mars 2013;
- 9 h 25 5. Affaires découlant du dernier compte rendu :
 - Dossier surmobilisation;
 - Ententes spécifiques – processus;
 - 5.1 Point statutaire : Géomatique - Échanges et discussions (M^{me} Danie Croteau – MAMROT – M^{me} Renée Caron - MAPAQ);
- 10 h 30 Pause-santé;
- 10 h 45 6. Échanges et discussions :
 - Loi sur l'occupation et la vitalité des territoires (OVT) (M^{me} Danie Croteau – MAMROT);
- 11 h 30 7. Nouvelles régionales (tour de table – **10 minutes maximum par membre**);
- 12 h 15 Dîner sur place (boîtes à lunch);
- 13 h 15 8. Dossiers régionaux :
 - 8.1 Table de travail interministérielle – MRC des Appalaches (M. Roch Delagrave – MFEQ);
 - 8.2 Comité de vitalisation – MRC des Etchemins (M^{me} Danie Croteau – MAMROT);
- 15 h 15 9. Affaires nouvelles :
 -
- 15 h 20 10. Date de la prochaine rencontre – Le 4 octobre 2013 – Thetford Mines;
- 15 h 25 11. Fin de la réunion.



**Compte rendu de la réunion de la CAR de la Chaudière-Appalaches
tenue le vendredi 7 juin 2013**

**Emploi-Québec – Direction régionale de la Chaudière-Appalaches
Salles 312-313
5130, boulevard de la Rive-Sud, bureau 300
Lévis (Québec) G6V 9L3
Tél. : 418-838-2605**

de 9 h à 15 h 45

Étaient présents
M^{mes}

**Danie Croteau – MAMROT
Renée Caron – MAPAQ
Isabelle Olivier –MDDEFP
Nicole Champagne – MCC
France-Sylvie Loisel – MSP
Diane Boudreault - MELS**

MM.

**Daniel Paré – ASSS (am)
Laurent Lampron – CRÉ-CA
Marc Tremblay – MESS
Pierre Drouin – MAMROT
Richard Charpentier - MTQ
Roch Delagrave – MFEQ
Yvon Doyle – MICC
Claude Hasty – FADQ
Daniel Galarneau – Tourisme Québec
Didier Chauveau – SIQ
Stéphane Petit – CNT
Carl Tremblay – SHQ
Serge Lachance – MRN
Marc Savoie – OPHQ**

Étaient absents
M^{mes}

**Félicité Godbout – CSF
Sonia Lambert – IQ
Céline Dessureault – Revenu Québec
Hélène Bélanger – Services Québec**

MM.

**Guy Larose – MELS
Jean-François Picard – MF
Louis G. Chassé – MJQ
Roger Ménard – MRIFCE
Pierre-André Dupont – RBQ
Lucien Dubé – RLQ**



Certifié carboneutre

Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
1. Mot de bienvenue	M ^{me} Danie Croteau souhaite la bienvenue aux membres. Elle mentionne que la ministre Maltais ne pourra être présente à la rencontre.	
2. Adoption de l'ordre du jour	L'ordre du jour est adopté tel que présenté.	
3. Présentation des nouveaux membres	M ^{me} Danie Croteau souligne la présence d'un nouveau membre, soit M. Carl Tremblay de la Société d'Habitation du Québec. Chaque membre identifie le ministère qu'il représente ainsi que sa fonction.	
4. Lecture et adoption du compte rendu du 1 ^{er} mars 2013	M ^{me} Croteau explique que pour les prochaines rencontres, le compte-rendu sera envoyé au préalable pour validation de l'ensemble des membres. Cette façon de faire permettra de ne pas revoir l'ensemble du document. Également, M ^{me} Croteau demande aux membres, dans la mesure du possible, de remettre au secrétaire de la CAR un écrit de leur propos lors du tour de table. La lecture du compte rendu du 1 ^{er} mars 2013 est faite et celui-ci est adopté après les modifications suivantes (en gras) : Pt 9 – Nouvelles régionales : CRÉ (M. Laurent Lampron) : ✓ 5 ^{es} assises ... : ...L'animation sera réalisée par M. Stéphan Bureau . MTQ (M. Richard Charpentier) : ✓ Agence de transport : le projet de loi sera déposé pour une mise en œuvre en 2014. Tourisme Québec (M. Daniel Galarneau) : ✓ Filaction : devrait être annoncé sous peu . ✓ Crédit d'impôt : Le crédit d'impôt est une mesure fiscale de Revenu Québec pour l'amélioration de l'hébergement touristique .	MAMROT : Corriger la version et la retourner aux membres pour la prochaine rencontre.
5. Affaires découlant du dernier compte rendu	Pt.7 : Le document n'a pas été envoyé aux membres, ne l'ayant pas reçu du CSF.	
- Dossier surmobilisation	Aucun développement pour l'instant.	
- Ententes spécifiques - processus	Le mémoire n'a pas encore été déposé au Conseil des ministres par les autorités du MAMROT. Par contre, la nouvelle approche est déjà commencée. En effet, dans certaines Ententes, ce sont les sous-ministres qui ont signé.	



Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	Quant à une éventuelle signature des Ententes au niveau de la direction régionale du MAMROT, celle-ci ne sera possible qu'à la suite d'une délégation de signature. D'ici là, la signature demeurera au niveau sous-ministériel. On rappelle que le processus administratif, par exemple la signature d'une Entente, n'enlève en rien la visibilité politique qui est du ressort des ministres.	
5.1 Point statutaire : Géomatique	<p>Lors de la rencontre de la CAR de mars dernier, les membres avaient convenu de consulter le système d'information et de reprendre la discussion sur l'intérêt à poursuivre ou non ce projet.</p> <p>Les membres sont donc invités à s'exprimer. Bien qu'intéressant, on se questionne sur la pertinence de cet outil considérant qu'il existe déjà beaucoup de partage d'informations entre M/O.</p> <p>Après discussions, il est convenu de ne pas mettre fin définitivement à ce projet et il est demandé de :</p> <ul style="list-style-type: none">- Retourner la liste des personnes qui ont accès à l'outil géoloc pour validation;- Faire un retour à la CAR de décembre pour discussion supplémentaire.	<p>MAMROT - Retourner la liste des personnes ayant participé aux travaux du comité pour validation.</p> <p>MEMBRES – Valider la liste et répondre par courriel à M. Pierre Drouin.</p> <p>MAMROT – inscrire le point à l'ordre du jour de décembre 2013.</p>
6. Échanges et discussion : - Loi sur l'occupation et la vitalité des territoires (OVT) (M^{me} Danie Croteau – MAMROT)	Une présentation du Plan d'action en OVT du MAMROT est faite aux membres.	Document joint en annexe.
7. Nouvelles régionales		
ASSS (M. Daniel Paré)	M. Paré informe les membres qu'il participera en après-midi à une annonce importante pour la région avec M ^{me} Agnès Maltais, ministre responsable de la Chaudière-Appalaches, laquelle concerne le nouveau Centre intégré en cancérologie de Lévis, un investissement de 120 M\$. D'autres annonces ont également été faites concernant une chambre hyperbare à l'Hôtel-Dieu-de-Lévis, l'agrandissement d'un CHSLD, l'inauguration de la clinique-réseau Lévis-Métro et la clinique médicale de La Nouvelle-Beauce.	
CNT (M. Stéphane Petit)	<p>Formation :</p> <ul style="list-style-type: none">- Quatre séminaires d'une durée de trois heures chacun ont été tenus au cours du mois de mai. Plus de cent employeurs de moins de cinquante employés ont participé aux séminaires. Les sujets traités concernaient les jours fériés et les congés parentaux. Ces expériences ont été appréciées et il pourrait y avoir une reprise des séminaires.	



Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	Développement du Nord : <ul style="list-style-type: none">- On remarque une augmentation du nombre de plaintes des travailleurs concernant les frais de déplacement, le temps supplémentaire et la rémunération lors des déplacements.	
CRÉ (M. Laurent Lampron)	5^{es} assises franco-québécoise de la coopération décentralisée : <ul style="list-style-type: none">- L'événement est considéré comme un succès. Plus de 320 personnes se sont inscrites. La thématique des 5^{es} assises était l'« Économie sociale et solidaire ». Réseau des CRÉs du Québec : <ul style="list-style-type: none">- La structure de représentation a été créée en mars dernier. Elle sera coordonnée par M. Michel Guimond. Le mandat de ce nouvel organisme, dont la CRÉ de Chaudière-Appalaches est membre, est de promouvoir les CRÉs et de mettre en relief la nécessité d'une intervention gouvernementale qui prend en compte les réalités vécues dans chacun des milieux. Le Réseau comprend 19 conférences régionales des élus membres. Assurance-emploi : <ul style="list-style-type: none">- La Commission nationale d'examen sur l'assurance-emploi (CNEAE) doit commencer ses audiences au cours du mois d'août. La tournée régionale s'arrêtera en Chaudière-Appalaches, le 8 octobre prochain. Le dépôt des mémoires doit être envoyé à la CRÉ avant le 15 août. L'audience se tiendra au Georgesville, situé à Saint-Georges. Élection municipale 2013 : <ul style="list-style-type: none">- Les élections de novembre prochain auront un impact sur la composition du conseil d'administration de la CRÉ. Selon les informations reçues, c'est plus de 50 % du conseil d'administration qui sera renouvelé et plus de 80 % du conseil exécutif. Budget 2013-2014 : <ul style="list-style-type: none">- M. Lampron explique l'incidence de la coupure de 26 % sur le fonctionnement de la CRÉ. Il souhaite que cette coupure ne soit pas récurrente car elle pourrait avoir des impacts importants pour l'organisation.	http://www.newswire.ca/fr/story/1179995/reseau-des-conferences-regionales-des-elus-cre-du-quebec-nomination-de-monsieur-michel-guimond-a-la-coordination-du-nouveau-reseau-des-cre http://www.cneae.gouv.qc.ca/commission/mandat.asp
CSF (M ^{me} Félicité Godbout)	Absente.	
FADQ (M. Claude Hasty)	Politique de souveraineté alimentaire : <ul style="list-style-type: none">- L'annonce de la nouvelle politique a été faite le 16 mai dernier.- L'appui à la relève agricole est accentué :	http://www.mapaq.gouv.qc.ca/fr/md/Publications/Pages/Details-Publication.aspx?guid={58e6f3f8-



Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	<ul style="list-style-type: none">○ Subventions à l'établissement et au démarrage sont améliorées :<ul style="list-style-type: none">▪ Établissement sur une entreprise agricole :<ul style="list-style-type: none">• Niveau 1 (DEC en gestion agricole, Bacc en science agricole ou équivalent) : passe de 40 000 \$ à 50 000 \$;• Niveau 2 (DEC en techniques agricoles ou équivalent) : reste à 30 000 \$;• Niveau 3 (DEP en agriculture ou équivalent) : reste à 20 000 \$.▪ Démarrage d'une entreprise agricole : L'aide est dorénavant modulée selon la scolarité au même titre que les subventions à l'établissement et équivaldront à 50 % de la subvention à l'établissement du niveau de scolarité correspondant.○ Modalités administratives sont simplifiées pour augmenter l'admissibilité des jeunes entrepreneurs agricoles à ces subventions.○ Frais administratifs au démarrage sont diminués au minimum.○ Pour les entreprises faisant de la transformation, il n'est plus nécessaire que les produits transformés proviennent tous de l'entreprise pour obtenir un financement.○ Fonds d'investissement à la relève agricole (FIRA) : Son mandat s'élargit à toute la relève agricole, pas seulement aux relèves non-apparentées. <p>Il est souligné que la relève est toujours bonne mais difficile dû à l'augmentation des actifs des entreprises.</p> <p>Récolte 2013 :</p> <ul style="list-style-type: none">- Sirop d'érable : Le printemps fut une année exceptionnelle, autant en qualité qu'en quantité.- Sauvagine : Les dommages causés par la sauvagine sont supérieurs à la moyenne.- Semis : au début juin, 30 % des superficies n'étaient pas encore ensemencées. Certains choix de cultures devront être revus pour être admissibles à l'assurance-récolte malgré la prorogation de certaines dates de semis (date limite d'ensemencement). <p>Cultivons l'Avenir II – Politique cadre fédérale :</p> <ul style="list-style-type: none">- Le gouvernement fédéral diminue son soutien dans le programme d'Agri stabilité (de 85 % à 70 % de couverture) et d'Agri investissement (de 1,5 % à 1 % de contribution gouvernementale).	<u>c542-4bde-9529-3236234c82c0\</u>
IQ (M ^{me} Sonia Lambert)	Absente.	



Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
MAPAQ (M ^{me} Renée Caron)	<p>Politique de souveraineté alimentaire :</p> <ul style="list-style-type: none">- La Politique poursuit trois grands objectifs :<ul style="list-style-type: none">o Assurer à l'ensemble des Québécois un approvisionnement en aliments de qualité, à juste prix et bons pour leur santé.o Accroître la proportion de l'alimentation des Québécois qui est satisfaite grâce aux aliments du Québec.o Développer un secteur bioalimentaire prospère, rémunérateur, générateur d'emplois, respectueux de l'environnement et contribuant à l'occupation dynamique du territoire québécois.- La Politique s'articule autour de quatre axes :<ul style="list-style-type: none">o L'identité des aliments du Québec :<ul style="list-style-type: none">▪ Accent sur la publicité/promotion des produits.▪ Stratégie d'achat local propre aux établissements publics (ex : hôpital).o L'occupation dynamique du territoire :<ul style="list-style-type: none">▪ Deux projets de loi en élaboration :<ul style="list-style-type: none">✓ Acquisition des terres par des non-résidents.✓ Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles.▪ Appui à la relève amélioré.o La valorisation du potentiel économique du secteur :<ul style="list-style-type: none">▪ Tarification d'Hydro-Québec adaptée pour les serres.▪ Programme sur les Boissons et les Termes valorisants.o Le développement durable :<ul style="list-style-type: none">▪ Renouvellement du programme Prime-vert. On y introduit les pratiques environnementales.- Création d'une Table de concertation des partenaires du bioalimentaire : Plus d'une quinzaine d'organisations participent aux travaux. Elles sont issues du secteur de la production et de la capture, des coopératives et de la transformation alimentaire, du commerce des aliments, du secteur de la restauration, du milieu du savoir et de l'innovation, du monde municipal et rural, du domaine environnemental et de celui de la représentation citoyenne.- Une rencontre entre le MAPAQ, l'UPA et la FADQ aura lieu afin de regarder les actions à réaliser. <p>Exposition agricole :</p> <ul style="list-style-type: none">- Une annonce a été faite le 28 mai pour la reconduction du Programme d'appui financier aux expositions agricoles (PAFEA). En Chaudière-Appalaches, on y retrouve cinq expositions dont celle de Montmagny, qui remplace pour la 1^{re} fois l'exposition provinciale de Québec pour le jugement d'animaux. Une aide de	<p>http://www.mapaq.gouv.qc.ca/fr/md/Publications/Pages/Details-Publication.aspx?guid={58e6f3f8-c542-4bde-9529-3236234c82c0}</p> <p>http://communiqués.gouv.qc.ca/gouvqc/communiqués/GPOF/Mai2013/16/c7751.html</p>



Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	230 000 \$ est accordée.	
MCC (M ^{me} Nicole Champagne)	Réseau muséal : <ul style="list-style-type: none">- Le ministre Kotto a annoncé la mise en place d'un groupe de travail sur l'avenir du réseau muséal au Québec. Ce groupe de travail est présidé par M. Claude Corbo et il sera accompagné de M^{me} Marie Lavigne et de M. Laurier Lacroix. Le rapport final, qui dégagera une vision d'avenir pouvant ouvrir la voie à une actualisation de la politique muséale, sera déposé au ministre Kotto à l'automne 2013. Commission parlementaire sur le prix unique du livre <ul style="list-style-type: none">- La Commission doit débiter ses travaux le 19 août prochain.	http://communiqués.gouv.qc.ca/gouvqc/communiqués/GPOF/Mai2013/08/c4981.html
MDDEFP (M ^{me} Isabelle Olivier)	Agriculture : <ul style="list-style-type: none">- Depuis 2007, les producteurs sont assujettis à l'écoconditionnalité. Entre autres, les producteurs sont obligés de fournir leur bilan phosphore pour avoir droit aux divers programmes d'aide du gouvernement. En Chaudière-Appalaches, moins de 10 entreprises ne respectent pas ce concept. Ainsi, ils n'auront pas droit aux aides provenant de la Financière agricole. Jugement Rosa Nova : <ul style="list-style-type: none">- Il s'agit d'une décision de la Cour d'appel dans un dossier opposant le MDDEFP à un entrepreneur de la ville de Laval et qui a pour conséquence qu'aucune autorité, que ce soit provinciale ou municipale ne peut autoriser des projets de développements résidentiels impliquant des travaux dans les rives, le littoral ou la plaine inondable d'un cours d'eau. Cette décision a un impact en Chaudière-Appalaches pour certains promoteurs et entrepreneurs.	http://www.jugements.qc.ca/php/decision.php?liste=70716431&doc=7D4D29C298FA4337D807DB2A01532D07E5260EFF62B836C8F36398B36D22C075&page=1
MELS (M. Guy Larose)	Absent.	
MELS (M ^{me} Diane Boudreault)	Livre vert sur « Le goût et le plaisir de bouger – vers une politique nationale du sport, du loisir et de l'activité physique » : <ul style="list-style-type: none">- Une consultation régionale sera faite en Chaudière-Appalaches par M. Sylvain Pagé, adjoint parlementaire à la ministre (volet loisir et sport). Elle aura lieu le 15 août prochain. Le tout est organisé avec la collaboration de l'URLS. Organigramme : <ul style="list-style-type: none">- Une nouvelle sous-ministre adjointe a été nommée en avril dernier. Il s'agit de M^{me} Geneviève Moisan.	



Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	<p>Jeux du Canada :</p> <ul style="list-style-type: none">- Les Jeux du Canada auront lieu à l'été 2013 au Québec, plus précisément à Sherbrooke. <p>Prix Dollar Morin :</p> <ul style="list-style-type: none">- Créé en 1992, le Prix du bénévolat en loisir et en sport Dollard-Morin vise à mettre en valeur l'apport inestimable des personnes au développement de leur communauté et au bien-être de leurs concitoyennes et concitoyens. Il vise également à souligner le concours des municipalités, des entreprises et des organismes, y compris les établissements scolaires, qui soutiennent les bénévoles dans leurs actions.- Les candidatures doivent être déposées avant le 28 juin 2013. Les lauréats seront connus à l'automne. <p>Conférence internationale des villes amies des aînés :</p> <ul style="list-style-type: none">- La 2^e conférence internationale des villes amies des aînés se tiendra à Québec du 9 au 11 septembre 2013.- Le MSSS est responsable de l'organisation de cet événement. <p>Association des Parcs régionaux ;</p> <ul style="list-style-type: none">- Une nouvelle association est sur le point de se former. Le Parc régional du Massif du Sud sera membre de cette association.	<p>http://www.conferencedestables.org/news/a2e-conference-internationale-des-villes-amies-des-a%C3%A9nes2/</p>
MESS (M. Marc Tremblay)	<p>Données :</p> <ul style="list-style-type: none">- Le taux de chômage augmente depuis trois mois en Chaudière-Appalaches mais reste encore le plus bas de la province. Il se situe à 5,6 %.- Le taux d'activité et le taux d'emploi sont en diminution. <p>Projet pilote :</p> <ul style="list-style-type: none">- Un projet-pilote « Union des forces » qui consiste à réunir Services Québec avec le MESS aura lieu à Thetford Mines. L'objectif est d'offrir une prestation de services de proximité et de poursuivre l'offre de services gouvernementaux. Le projet-pilote doit débuter en septembre. <p>Subvention canadienne pour l'emploi :</p> <ul style="list-style-type: none">- Dans le cadre du budget fédéral 2013, le gouvernement fédéral a annoncé son intention de créer la « Subvention canadienne pour l'emploi » et de financer celle-ci par une ponction des sommes annuelles actuellement transférées aux provinces par l'entremise des Ententes sur le marché du travail.	



Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	<ul style="list-style-type: none">- L'Entente Canada-Québec sur le marché du travail 2008-2014 se termine en mars 2014. Selon les résultats de la négociation, le montant d'argent actuellement géré par le MESS peut être différent.	
MF (M. Jean-François Picard)	Absent.	
MFEQ (M. Roch Delagrave)	<p>Nouvelle structure :</p> <ul style="list-style-type: none">- Le projet de loi créant la Banque de développement économique du Québec n'a pas été adopté faute d'appui de l'opposition. Les autorités du Ministère sont en réflexion pour définir une façon de faire qui réunirait les activités des directions régionales du MFEQ à celles d'Investissement-Québec. <p>Budget sur les programmes d'aide aux entreprises :</p> <ul style="list-style-type: none">- Le MFEQ n'a pas obtenu de nouveaux budgets pour ses programmes d'aide aux entreprises. <p>Femme Essor :</p> <ul style="list-style-type: none">- La mise en place est presque terminée.	
MICC (M. Yvon Doyle)	<p>Charte française :</p> <ul style="list-style-type: none">- Le projet de loi modifiant la charte française est déposé. <p>Programmes :</p> <ul style="list-style-type: none">- Le 1^{er} juillet, quelques modifications seront apportées à certains programmes. Pour les organismes d'accueil, le niveau de financement est revu.	
MJQ (M. Louis G. Chassé)	Absent.	
MRIFCE (M. Roger Ménard)	Absent.	
MRN (M. Serge Lachance en remplacement de M ^{me} Cécile Tremblay)	<p>Mines :</p> <ul style="list-style-type: none">- Un projet de loi sur les mines a été déposé. À l'intérieur de ce projet de loi, les municipalités auront le pouvoir d'encadrer les projets miniers sur leur territoire. De leur côté, les compagnies auront l'obligation de déposer un plan d'action aux municipalités afin de permettre une harmonisation des usages. La Commission parlementaire devrait se tenir à l'automne. <p>Programme PAIR :</p> <ul style="list-style-type: none">- Le programme s'est terminé le 31 mars 2013. L'évaluation est terminée. Le Ministère est en attente de la	



Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	<p>décision de la ministre Ouellette.</p> <p>Parc régional Massif du Sud :</p> <ul style="list-style-type: none">- Le Parc a maintenant 15 ans.- Une partie des droits fonciers pour les éoliennes situées sur les terres du domaine de l'État sont retournés aux MRC de Bellechasse et des Etchemins pour la mise en valeur et le développement du Parc régional du Massif du Sud. Ces droits représentent un montant d'environ 300 000 \$ versé annuellement par le promoteur aux deux MRC.	
MSP (M ^{me} France-Sylvie Loiselle)	<p>Schéma de couverture de risques :</p> <ul style="list-style-type: none">- La MRC Beauce-Sartigan n'a pas encore adopté son schéma de couverture de risques. Deux autres MRC sont dans la même situation, soit Avignon et Mirabel. <p>Rapport du Protecteur du citoyen – sauvetage en milieu éloigné :</p> <ul style="list-style-type: none">- Le rapport a fait certains constats dont la difficulté de compréhension des rôles des divers intervenants (ambulancier, pompiers, policiers).- Les recommandations émises concernent :<ul style="list-style-type: none">o La clarification des mandats de chacun.o L'assurance d'une meilleure couverture.o Le 911.o L'élaboration d'un protocole d'alerte.- Trois comités ont été mis en place :<ul style="list-style-type: none">o Communication.o Opération.o Financement.- Un plan de travail doit être terminé d'ici la fin juin et aura un impact sur les MRC et les municipalités.	
MTQ (M. Richard Charpentier)	<p>Politique de mobilité durable :</p> <ul style="list-style-type: none">- La politique est disponible pour consultation en ligne. <p>Photo radar :</p> <ul style="list-style-type: none">- La deuxième phase est en cours. Pour Chaudière-Appalaches, il y aura dix nouveaux sites. <p>Investissement routier :</p> <ul style="list-style-type: none">- La ministre Maltais a fait l'annonce, le 3 mai dernier, des investissements qui seront réalisés au cours des deux	<p>http://www.mobilitedurable.gouv.qc.ca/portal/page/portal/Librairie/Publications/fr/transport_collectif/POMD/Document%20de%20consultation%20-%20POMD.pdf</p>



Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	prochaines années. C'est plus de 654 M\$ qui seront investis pour plusieurs projets dont : <ul style="list-style-type: none">o Autoroute 73 : la fin des travaux est prévue en 2015.o Route 112 : une deuxième série d'assouplissements a été accordée, ce qui permet de prévoir la fin des travaux en 2015.	
Tourisme Québec (M. Daniel Galarneau en remplacement de M. François Côté)	Entente spécifique : <ul style="list-style-type: none">- Cinq projets ont été retenus sur les 28. Les cinq projets retenus se situent sur tout le territoire de la Chaudière-Appalaches. Programme d'appui au développement des attraits touristiques (PADAT) : <ul style="list-style-type: none">- Ce programme, initié par Tourisme Québec, est géré et administré par Investissement Québec, division Tourisme. Un avis de pertinence touristique est élaboré par Tourisme Québec. En date du 18 mars, deux projets sont déposés dont un provenant de la Chaudière-Appalaches. Filaction : <ul style="list-style-type: none">- Une annonce a été faite, le 5 avril dernier, pour un montant de 5 M\$. Ces sommes sont disponibles pour de petits projets, soit à partir de 25 000 \$. Ces sommes proviennent du Fonds tourisme PME.	
OPHQ (M. Marc Savoie en remplacement de M ^{me} Monique Savoie)	Changement de direction générale de l'OPHQ : <ul style="list-style-type: none">- M^{me} Sylvie Tremblay est la nouvelle directrice générale. Elle succède à M^{me} Céline Giroux. Site Web : <ul style="list-style-type: none">- Un nouveau site Web a été mis en ligne le 8 février. Il est conçu pour former et sensibiliser le personnel en contact avec le public afin que les personnes handicapées soient mieux accueillies et servies. Enquête : <ul style="list-style-type: none">- L'ISQ a réalisé une enquête québécoise sur les limitations d'activités, les maladies chroniques et le vieillissement 2010-2011. Il en ressort que 10,7 % de la population âgée de quinze ans et plus ont une incapacité modérée ou grave. Cyberbulletin : <ul style="list-style-type: none">- Le dernier numéro de L'Approvisionnement accessible a été mis en ligne le 29 mai dernier. Plan des engagements gouvernementaux :	www.formation.ophq.gouv.qc.ca



Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	<ul style="list-style-type: none">- La politique « À part entière » a été adoptée en 2009 et se termine en 2019.- 28 ministères et organismes ont inscrit plus de 400 engagements sur cinq ans.- De nouveaux engagements seront élaborés pour la période 2014-2019.- Le PEG s'appuiera sur trois grandes orientations :<ul style="list-style-type: none">o Réitérer que les plans d'action des ministères, organismes publics et municipalités sont des moyens privilégiés de mise en œuvre de la politique.o Consolider les démarches intersectorielles liées à la politique.o L'obtention d'engagements spécifiques dans les secteurs névralgiques en s'appuyant sur les politiques, les plans d'action et les plans stratégiques des M/O. <p>Semaine québécoise des personnes handicapées :</p> <ul style="list-style-type: none">- La Semaine aura lieu du 1^{er} au 7 juin 2013. M. Martin Deschamps sera le porte-parole et M. Mathieu Gratton, le président d'honneur.- L'affiche de cette année est une œuvre de M^{me} Josée Bernard intitulée « À la recherche du bonheur ».- Une lettre conjointe des ministres Sylvain Gaudreault et Véronique Hivon a été envoyée pour inviter les municipalités à prendre des mesures favorisant la participation sociale.	
RBQ (M. Pierre-André Dupont)	Absent.	
RLQ (M. Lucien Dubé)	Absent.	
Revenu-Québec (M ^{me} Céline Dessureault)	Absente.	
Services Québec (M ^{me} Hélène Bélanger)	Absente.	
SIQ (M. Didier Chauveau en remplacement de M. Guy Boilard)	<p>Espaces occupés par la SIQ :</p> <ul style="list-style-type: none">- En location : plus de soixante baux en Chaudière-Appalaches.- En propriété : Ce sont principalement les Palais de justice.	
SHQ (M. Carl Tremblay)	<p>Programme :</p> <ul style="list-style-type: none">- La SHQ gère une vingtaine de programmes, le plus connu étant celui concernant les HLM.- Concernant les HLM plus vieux, les rénovations s'accroissent. Le ministre Gaudreault a annoncé que la SHQ et la SCHL s'étaient entendus pour verser 345 M\$, en 2013-2014, pour la rénovation et les améliorations majeures (RAM) des HLM.	



Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	<p>- Dans les rénovations, l'effort est mis sur l'amélioration de l'accessibilité pour les personnes handicapées.</p> <p>Accès logis : certaines inquiétudes sont émises concernant ce programme suite aux intentions du gouvernement de rehausser le crédit d'impôt pour le maintien à domicile.</p>	
8. Dossiers régionaux :		
8.1 Table de travail interministérielle – MRC des Appalaches (M. Roch Delagrave – MFEQ)	Une présentation est faite à l'ensemble des membres.	Document joint en annexe.
8.2 Comité de vitalisation – MRC des Etchemins (M^{me} Danie Croteau – MAMROT)	Une présentation est faite à l'ensemble des membres.	Document joint en annexe.
9. Affaires nouvelles	Aucun point.	
10. Date de la prochaine rencontre	<p>La prochaine rencontre aura lieu le 4 octobre 2013, à Thetford Mines.</p> <p>M. Luc Berthold, maire de la Ville de Thetford Mines fera une présentation.</p>	
11. Fin de la réunion	La réunion est levée à 15 h 45.	

Projet d'Ordre du jour



Certifié carboneutre

Conférence administrative régionale de la Chaudière-Appalaches (CAR)

Rencontre régulière du vendredi 4 octobre 2013

SDE région de Thetford (CLD)

Édifice Appalaches
233, boul. Frontenac Ouest, bureau 301
Thetford Mines (Québec)
G6G 6K2

Tél. : 418-338-2188

de 9 h à 15 h 30

- | | | |
|---------|-----|---|
| 9 h | 1. | Mot de bienvenue; |
| 9 h 5 | 2. | Adoption de l'ordre du jour; |
| 9 h 10 | 3. | Présentation des nouveaux membres; |
| 9 h 20 | 4. | Lecture et adoption du compte rendu de la réunion régulière du 7 juin 2013; |
| 9 h 25 | 5. | Affaires découlant du dernier compte rendu : <ul style="list-style-type: none">- Dossier surmobilisation;- Ententes spécifiques – processus; |
| 9 h 30 | 6. | Présentation : <ul style="list-style-type: none">- « Une mixité en chantier – les femmes dans les métiers de la construction » (M^{me} Félicité Godbout – CSF) |
| 10 h | | Pause-santé; |
| 10 h 15 | 7. | Nouvelles régionales (tour de table – 10 minutes maximum par membre); |
| 11 h | 8. | Présentation : <ul style="list-style-type: none">- « Enjeux de la MRC des Appalaches » (M. Luc Berthold – Maire de la Ville de Thetford Mines et président de la SDE de la région de Thetford); |
| 12 h | | Dîner; |
| 13 h 15 | 9. | Nouvelles régionales (tour de table – 10 minutes maximum par membre); |
| 15 h 15 | 10. | Affaires nouvelles : <ul style="list-style-type: none">- |
| 15 h 20 | 11. | Date de la prochaine rencontre – Le 6 décembre 2013 – Endroit à déterminer; |
| 15 h 25 | 12. | Fin de la réunion. |



**Compte rendu de la réunion de la CAR de la Chaudière-Appalaches
tenue le vendredi 4 octobre 2013**

SDE région de Thetford (CLD)
Édifice Appalaches
233, boulevard Frontenac Ouest, bureau 301
Thetford Mines (Québec)
G6G 6K2

de 9 h à 16 h

Étaient présents

M^{mcs} Félicité Godbout – CSF
Danie Croteau – MAMROT
Renée Caron – MAPAQ
Sonia Lambert – IQ
Nicole Champagne – MCC
France-Sylvie Loisel – MSP
Linda Ancil (en remplacement de M^{me} Gina Savard) – Hydro-Québec

MM. Daniel Paré (à partir de 11 h 30) – ASSS
Laurent Lampron – CRÉ-CA
Marc Tremblay – MESS
Pierre Drouin – MAMROT
Yvon Labonté (en remplacement de M. Richard Charpentier) - MTQ
Roch Delagrave – MFEQ
Yvon Doyle – MICC
Claude Hasty – FADQ
Jean-François Picard – Min. Famille
Stéphane Petit – CNT
Serge Lachance (en remplacement de M^{me} Cécile Tremblay) – MRN

Étaient absents

M^{mcs} Isabelle Olivier –MDDEFP
Céline Dessureault – Revenu Québec
Hélène Bélanger – Services Québec
Monique Savoie – OPHQ
Diane Boudreault – MELS

MM. Pierre-André Dupont – RBQ
Guy Larose – MELS
Louis G. Chassé – MJUS
Roger Ménard – MRIFCE
François Côté – Tourisme Québec
Lucien Dubé – Régie du Logement
Guy Boilard – SIQ
Carl Tremblay – SHQ

Invités

MM. Luc Berthold – maire de la Ville de Thetford Mines et président de la
SDE de la Région de Thetford (CLD)
Charles-William Houle – directeur général par intérim de la SDE de
la Région de Thetford (CLD)



Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
1. Mot de bienvenue	M ^{me} Danie Croteau souhaite la bienvenue aux membres.	
2. Adoption de l'ordre du jour	L'ordre du jour est adopté tel que présenté.	
3. Présentation des nouveaux membres	M ^{me} Danie Croteau indique que quelques nouveaux membres se joignent pour la première fois à la CAR, soient : M. Jean-François Picard, directeur régional par intérim du Ministère de la Famille, M ^{me} Félicité Godbout, responsable régionale du Conseil du statut de la femme et M ^{me} Linda Anctil, en remplacement de M ^{me} Gina Savard, d'Hydro-Québec. Chaque nouveau membre identifie le ministère qu'il représente ainsi que sa fonction.	
4. Lecture et adoption du compte rendu du 7 juin 2013	La lecture du compte rendu du 7 juin 2013 est faite et celui-ci est adopté tel que présenté.	
5. Affaires découlant du dernier compte rendu	Dossier Géomatique : Un cours rappel est fait à l'ensemble des membres afin que chacun s'assure de la bonne représentation indiquée sur la liste qui fut envoyée à chacun. À ce jour, il manque les réponses du MICC, du MFEQ, de l'ASSS, du MSP et de la RBQ.	
- Dossier surmobilisation	M. Lampron informe que M. Paul Bureau, directeur du Groupe Développement Social, vient également d'être élu président du Réseau Québécois du développement social (RQDS). Le dossier de la surmobilisation fait partie des priorités de la RQDS et ce dossier sera documenté au cours de l'automne.	
- Ententes spécifiques - processus	Aucune nouvelle pour le moment.	
6. Présentation : - « Une mixité en chantier – les femmes dans les métiers de la construction » (M ^{me} Félicité Godbout – CSF)	Une présentation Powerpoint est faite à l'ensemble des membres. Malgré leur intérêt pour ces emplois bien payés, les femmes ne représentent que 1,3 % des travailleurs de la construction notamment en raison du harcèlement, de l'intimidation et de la discrimination que nombre d'entre elles subissent sur les chantiers. C'est 62 % des travailleuses qui quittent les chantiers après cinq ans, et la plupart n'y remettront plus jamais les pieds. Les mesures incitatives n'ayant pas fonctionnées, le Conseil recommande au gouvernement, entre autres, d'exiger que les entrepreneurs qui obtiennent des contrats publics embauchent un minimum de 3 % de femmes sur leurs chantiers, soit l'équivalent de la moyenne canadienne, d'ici trois ans. Selon l'avis du Conseil, il serait temps que les métiers de la construction incarnent au Québec une avenue qui soit intéressante tant pour les femmes que pour les hommes.	Document joint en annexe.



7. Présentation : - « Enjeux de la MRC des Appalaches » (M. Luc Berthold – maire de la Ville de Thetford Mines et président de la SDE de la région de Thetford (CLD))	Une présentation Powerpoint est faite à l'ensemble des membres.	Document joint en annexe.
8. Nouvelles régionales		
ASSS (M. Daniel Paré)	<p><u>Assurance autonomie</u> : Un livre blanc est actuellement en consultation sur la création d'une assurance autonomie intitulé <i>L'autonomie pour tous</i>. Si l'assurance autonomie est adoptée, le fonctionnement des organisations en région fera l'objet de changement.</p> <p><u>Mourir dans la dignité</u> : Un projet de loi concernant les soins de vie est en élaboration.</p> <p><u>Santé mentale</u> : Une première journée régionale a été organisée sur le « Continuum de services intégrés en santé mentale ». Cet événement s'est tenu le 23 septembre dernier au Centre Caztel de Sainte-Marie. Plus de 200 personnes ont participé à cette formation.</p> <p><u>Cancer</u> : Une deuxième journée régionale sur le cancer aura lieu au cours du mois d'octobre. Le thème sera « Survivance au cancer : place aux saines habitudes de vie ».</p> <p><u>Politique alimentaire</u> : Un projet-pilote se tient en Chaudière-Appalaches dans tous les CSSS de la région. Issue de la mise en œuvre des politiques alimentaires maintenant en application dans le réseau de la santé, l'offre alimentaire des établissements de santé de la région comportera dorénavant des petits fruits cultivés chez les producteurs de la région.</p> <p><u>CHSLD</u> : Le rapport de visites des CHSLD indique que toutes les résidences visitées sont bien cotées.</p>	
CNT (M. Stéphane Petit)	<p><u>Séminaire aux employeurs</u> : Cet automne, la Commission des normes du travail offre aux employeurs de participer à un tout nouveau séminaire sous le thème : « <i>Prévenir et gérer les situations difficiles en entreprise</i> ». Les objectifs visés par cette formation aux employeurs sont de préciser la portée du droit de gérance, d'acquérir des notions de base relativement à la prévention et à la gestion des conflits et de maîtriser davantage les normes et les bonnes pratiques en matière de fin d'emploi. En Chaudière-Appalaches, ces sessions de formation se tiendront en octobre à Saint-Nicolas, Scott, Lévis et Saint-Georges. Quelques places,</p>	



	<p>environ 10, sont encore disponibles à Scott. Sinon, il y a encore quelques places libres à l'Aquarium de Québec.</p> <p>Activités de prévention, normes pécuniaires : Au cours des deux prochains trimestres, dans le cadre des activités de prévention, les inspecteurs vérifieront, entre autres, les registres d'entreprises du secteur des services alimentaires (services de traiteurs) et interviendront de manière préventive auprès d'employeurs du secteur des loisirs qui embauchent du personnel saisonnier (camping, golf, etc.). D'ici mars 2014, des interventions seront également réalisées auprès de nouveaux employeurs, tous secteurs confondus (entreprises en opération depuis moins de deux ou trois ans).</p> <p>Activités de prévention en matière de harcèlement psychologique : Les directeurs généraux de trois MRC de la Chaudière-Appalaches ont acceptés d'organiser une séance d'information portant sur le harcèlement psychologique au travail, soit en convoquant les municipalités à une rencontre spéciale ou en réalisant la séance d'information lors d'une réunion de la MRC. Les trois MRC sont : Lotbinière, La Nouvelle-Beauce et Bellechasse. La séance d'information s'adresse aux directeurs généraux des municipalités qui font partie de la MRC et pour lesquelles le personnel n'est pas syndiqué. La durée de la séance peut varier de deux à trois heures.</p>	
CRÉ (M. Laurent Lampron)	<p>Assurance emploi : Un mémoire régional a été rédigé et sera présenté aux auditions de la Commission nationale d'examen sur l'assurance emploi qui auront lieu à Saint-Georges, le mardi 8 octobre prochain. Principalement, le mémoire sera orienté sur la saisonnalité.</p> <p>Élections municipales 2013 : Des changements sont prévus au conseil d'administration après les élections du 3 novembre 2013. 12 à 13 sièges devraient être touchés.</p> <p>PDRF : La Ministre des Ressources naturelles a annoncé le 11 juillet dernier le nouveau programme.</p> <p>VHR : Les travaux de la Table VHR recommenceront le 16 octobre prochain.</p> <p>Conférence de presse : Trois conférences de presse sont en préparation :</p> <ul style="list-style-type: none">- 9 octobre 2013 – Ruralys;- 24 octobre 2013 – Entente spécifique sur le logement social et communautaire;- 29 octobre 2013 – Entente spécifique sur la persévérance scolaire et les carrières scientifique et technologique.	



	<p>Organisation : Deux nouvelles ressources viennent d'être embauchées à la CRÉ. Il s'agit de M^{me} Marianne Laroche, qui s'occupera principalement du programme SISCA, et de M^{me} Micheline Huard, qui s'occupera principalement de l'Entente spécifique en Immigration. Ces deux personnes seront dans l'équipe du Groupe Développement Social. Concernant la CRRNT, le contrat de deux ressources n'a pas été renouvelé.</p>	
CSF (M ^{me} Félicité Godbout)	<p>Avis : Un avis a été adopté par les membres du Conseil du statut de la femme le 14 juin 2013. Le sujet abordé par l'avis est « Femmes et santé : plaidoyer pour un accès ouvert à la première ligne médicale ».</p> <p>Document : En suivi à une intervention de M^{me} Sandra Shee, lors de la rencontre du 1^{er} mars dernier, une distribution du document « Au cœur du pouvoir » est effectuée aux membres. Ce document vise à attirer l'attention sur les défis liés à la participation des femmes dans les lieux décisionnels, et à les aider à se familiariser avec ces structures démocratiques où sont prises les décisions.</p>	
FADQ (M. Claude Hasty)	<p>Programme d'appui à la diversification et au développement régional : Le 25 septembre dernier, la FADQ, en collaboration avec le MAPAQ, a lancé le <i>Programme d'appui à la diversification et au développement régional</i>. Ce programme s'adresse aux entreprises agricoles visant des produits « nouveaux ». Les produits sous assurance-stabilisation et sous gestion de l'offre ne sont pas admissibles. Sur une période de cinq ans, 3 000 000 \$ seront disponibles et il est estimé que près de 300 projets pourraient être aidés. Pour la région, on estime que 50 projets pourraient profiter de ce programme. L'appel de projets est lancé et la période d'inscription est du 3 octobre au 3 décembre 2013. Un autre appel de projets sera lancé en janvier 2014. Le programme permet l'accès à un prêt maximal de 130 000 \$ avec congé d'intérêt pour trois ans. Il se divise en deux volets :</p> <ul style="list-style-type: none">- Volet 1 – Appui à la diversification : Les clientèles admissibles sont :<ul style="list-style-type: none">o Entreprise agricole dont le revenu agricole brut est inférieur à 300 000 \$;o Entreprise d'agrotransformation, dont le chiffre d'affaires est inférieur à 500 000 \$;o Nouvelle entreprise dont le revenu agricole brut pourra atteindre au moins 30 000 \$ au plus tard trois ans après l'implantation prévue du projet.- Volet 2 – Appui à l'amélioration foncière : Ce volet s'adresse aux entreprises des MRC désignées prioritaires par le MAPAQ. <p>L'analyse et la priorisation des projets se feront en collaboration étroite avec le MAPAQ.</p> <p>Programme d'appui au secteur bovin : Le 16 septembre dernier, la FADQ a annoncé la mise en place de mesures totalisant plus de 2 millions de dollars pour soutenir les producteurs bovins.</p>	



	<ul style="list-style-type: none"> - <u>Assurance-stabilisation pour la production de veaux d'embouche (ASRA)</u> : Retour sur une portion (25 %) de la compensation ASRA sur la vache pour deux ans, soit 2014 et 2015. La compensation est normalement versée sur le nombre de kg de veau produit. - <u>Promotion de l'achat et de l'engraissement de veaux du Québec</u> : Un producteur de bouvillons recevra un montant forfaitaire de 10 \$ pour l'achat de chaque veau d'embouche né et engraisé au Québec au cours de la période allant du 1^{er} août 2013 au 31 mars 2014. - <u>Pour les régions périphériques non-productrices de maïs grain</u> : Afin de soutenir les entreprises agricoles affectées par la hausse importante du prix des céréales, les producteurs recevront un soutien supplémentaire de l'ordre de 18,40 \$ par bouvillon et de 8,45 \$ par veau de grain pour l'année 2012. <p>Relève agricole : Malgré l'amélioration des programmes envers cette clientèle, la relève agricole est en baisse. La FADQ fait une offensive pour informer et stimuler la relève agricole.</p> <p>Assurance récolte : Un projet pilote a été réalisé au cours de 2013 concernant le nouveau programme d'assurance récolte. Il touchait les paniers de légumes. Concernant le rendement des récoltes, l'année 2013 n'est pas catastrophique mais ne représente pas une très bonne année.</p>	
Hydro-Québec (M ^{me} Linda Anctil – en remplacement de M ^{me} Gina Savard)	<p>Route 112 : La ligne de transport sera déplacée en deux temps.</p> <p>Programme de mise en valeur intégré (PMVI) : Le PMVI s'adresse uniquement aux organismes admissibles – y compris les municipalités – dont le territoire accueille de nouvelles lignes de transport ou de nouveaux postes de transport. Une somme correspondant à 1 % de la valeur initialement autorisée pour les installations visées est versée pour des initiatives touchant l'environnement, l'aménagement du territoire ou encore le développement d'une région ou d'une communauté autochtone. Dernièrement, l'Écocentre Thetford a profité de cette aide.</p> <p>Équipement de transport : Hydro-Québec améliore le système de transport de la région de la Chaudière-Appalaches par la création d'un nouveau poste à Saint-Narcisse. En effet, la région possède beaucoup de lignes de transport de tension de moins de 69 kV. La tension prévue pour les améliorations est de 120 kV.</p>	
IQ (M ^{me} Sonia Lambert)	<p>Organisation : Depuis le 2 juillet 2013, M. Mario Albert est le président-directeur général d'Investissement Québec. Avant son arrivée à Investissement Québec, M. Albert occupait le poste de président-directeur général de l'Autorité des marchés financiers. Parmi ses mandats, il doit élaborer un nouveau plan d'orientation stratégique d'ici la fin novembre.</p>	



	<p>Relève : IQ travaille avec ses propres outils pour la relève entrepreneuriale sauf dans le cas d'ESSOR où IQ travaille conjointement avec le MFEQ.</p>	
MAMROT (M ^{me} Danie Croteau)	<p>Présence des ATR à la CAR : Une nouvelle procédure a été envoyée à chaque direction régionale afin d'expliquer la participation possible et ponctuelle des ATR à la CAR. Suite aux discussions entre les membres, il est convenu que l'ATR participera à des sujets précis et convenu au préalable entre la présidente de la CAR et Tourisme Québec.</p> <p>Projet de loi #27 – Économie sociale : L'étude du projet de loi en économie sociale s'est terminée le 1^{er} octobre dernier. L'adoption est prévue au cours de la semaine prochaine. Faisant parti de ce projet de loi, l'élaboration d'un plan d'action gouvernementale devant débiter le 1^{er} avril 2014 est en cours.</p> <p>Projet de loi #57 – Lac-Mégantic : La « Loi faisant suite au sinistre ferroviaire du 6 juillet 2013 dans la Ville de Lac-Mégantic » a été adoptée le 19 septembre 2013.</p> <p>Décentralisation : Lors des Assises annuelles de la Fédération québécois des municipalités (FQM), un atelier s'est tenu sur le sujet. La FQM proposait à ses membres de « Recommander au gouvernement l'expérimentation d'une nouvelle gouvernance décentralisée à l'échelle de la MRC par la réalisation de projets pilotes par des MRC volontaires ». Lors de cet atelier, on reconnaissait les compétences essentielles suivantes : l'aménagement du territoire, le transport, le développement touristique et la gestion des terres publiques. On reconnaissait également les compétences facultatives suivantes : les infrastructures et le logement social. Après discussion entre les membres de la FQM, la proposition retenue est plutôt que les MRC veulent une décentralisation en fonction de leurs capacités à recevoir ces nouvelles compétences. Un suivi pourra être fait à la prochaine CAR.</p> <p>Politique nationale de la ruralité (PNR) : La première ministre du Québec a profité de son passage aux Assises annuelles de la FQM pour annoncer le renouvellement de la PNR. Cette nouvelle génération de la Politique prévoit des investissements de 470 millions de dollars sur 10 ans (2014-2014). Elle prévoit une nouvelle génération de pactes ruraux bonifiés qui s'appuiera sur une forte concertation intersectorielle ainsi que sur un réseau renforcé d'agents de développement rural. Les détails seront connus plus tard.</p> <p>Produit de spécialité : Un document est remis à l'ensemble des membres.</p> <p>Grands prix de la ruralité : La remise des Grands prix de la ruralité à l'Assemblée nationale aura lieu le 10 octobre prochain. Une candidature de la région a été retenue dans la catégorie Mobilisation.</p>	Suivi.



	<p><u>Contrée en montagnes dans Bellechasse</u> : Les quatre municipalités du sud de la MRC de Bellechasse soient Saint-Léon-de-Standon – Saint-Nazaire – Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland – Saint-Philémon, ont reçu le Prix du leadership municipal de la FQM lors de leurs Assises annuelles.</p> <p><u>Élection 2013</u> : Les mises en candidature se terminent cet après-midi. Les élections se dérouleront le 3 novembre prochain.</p>	
MAPAQ (M ^{me} Renée Caron)	<p><u>Projet pilote</u> : Un projet pilote avec les épiceries Métro se déroule actuellement afin de donner plus de place aux produits locaux. Trois régions font parties de ce projet soit Lanaudière, Centre-du-Québec et Chaudière-Appalaches. Pour la région de la Chaudière-Appalaches, ce sont cinq épiceries qui sont visées.</p> <p><u>Apiculture</u> : Le sous-ministre a envoyé une lettre aux producteurs de maïs-grain ainsi qu'aux fournisseurs afin de les sensibiliser aux effets néfastes des divers produits utilisés sur la production apicole.</p> <p><u>Plan de développement de la zone agricole (PDZA)</u> : Suite à l'appel de projet, trois MRC de la région ont déposé un plan d'affaires, soient les MRC de La Nouvelle-Beauce, de Lotbinière et des Appalaches. Une aide financière de 40 000 \$ est disponible pour les MRC retenues. Au niveau provincial, sept à huit MRC seront retenues.</p> <p><u>Plan de développement agroalimentaire régional (PDAR)</u> : Le PDAR se termine le 31 mars 2014. Le MAPAQ, en collaboration avec les divers partenaires, travaille actuellement à son renouvellement.</p> <p><u>Exposition provincial de Montmagny</u> : La première expo provinciale a enregistré 12 800 entrées payantes soit environ la moitié de l'objectif espéré. Du côté des jugements d'animaux, les participants ont été satisfaits.</p>	
MCC (M ^{me} Nicole Champagne)	<p><u>Investissements</u> : Plusieurs investissements ont été ou seront réalisés dans la région de la Chaudière-Appalaches soient : travaux de restauration de la Maison natale de Louis-Fréchette, construction à la Seigneurie des Aulnaies, la Chapelle des Marins et la restauration de l'ancien Hôtel de ville de Lauzon.</p> <p><u>Chantier Davie</u> : Le 15 juillet 2013, le ministre de la Culture et des Communications a procédé au classement, à titre de document et d'objet patrimoniaux, du fonds d'archives Les Industries Davie inc. et des maquettes du chantier Davie inc., en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel.</p> <p><u>Patrimoine culturel</u> : Un appel de projet a été lancé le 9 septembre dernier et se termine le 18 octobre prochain.</p>	



	<p>Prix unique du livre : Les consultations particulières et les auditions publiques de la Commission de la culture et de l'éducation sur la Commission parlementaire sur le prix unique du livre se sont terminées le 20 septembre dernier.</p> <p>Musée d'État : Afin de donner aux adolescents un plus grand accès aux trois grands musées d'État du Québec, les prix d'entrée seront à 1 \$ pour les jeunes de 13 à 17 ans, à compter du mardi 1^{er} octobre 2013.</p>	
MDDEFP (M ^{me} Isabelle Olivier)	Absente.	
MELS (M. Guy Larose)	Absent.	
MELS (M ^{me} Diane Boudreault)	Absente.	
MESS (M. Marc Tremblay)	<p>Entente fédérale-provinciale sur le développement du marché du travail : Le budget d'intervention qu'administre actuellement Emploi-Québec provient en bonne partie du fédéral à hauteur de 75 %. Dans le cadre de son renouvellement, le fédéral voudrait en reprendre une grande partie. L'ensemble des provinces conteste cette orientation.</p> <p>Projet pilote : Depuis le 16 septembre dernier, le bureau de Services Québec est relocalisé au Centre local d'emploi de Thetford Mines. En 2013-2014, 20 autres endroits seront touchés. D'ici les trois prochaines années, c'est 80 bureaux qui verront leurs mandats s'élargir.</p>	
Min. Famille (M. Jean-François Picard)	<p>Service de gardes :</p> <ul style="list-style-type: none">- <u>Développement des places autorisées 2008-2012</u> : Un suivi est effectué concernant les différentes places accordées.- <u>Appel de projets ciblé pour optimiser les services de garde à contribution réduite</u> : L'appel de projets a été lancé le 8 mai dernier. En vertu de cet appel de projets ciblé, les CPE et les garderies pourront compléter les groupes d'enfants déjà existants afin d'atteindre les ratios prévus au Règlement sur les services de garde éducatifs à l'enfance. Les lettres aux CPE et garderies retenues ont été envoyées en septembre. Le projet doit se réaliser d'ici la fin octobre 2013.- <u>Nouvel appel de projets</u> : Un appel de projets a été lancé en juin dernier. L'annonce des places autorisées sera dévoilée d'ici janvier 2014. <p>Enquête québécoise sur le développement des enfants à la maternelle (EQDEM) : Cette enquête a été menée en 2012 par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), en collaboration avec le ministère de la Santé et des Services sociaux, le ministère de la Famille, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS)</p>	



	<p>ainsi que l'organisme Avenir d'enfants (AE). Elle s'inscrit dans le cadre de l'Initiative concertée d'intervention pour le développement des jeunes enfants (ICIDJE), qui vise à soutenir le développement des enfants québécois de 0 à 5 ans, à mieux préparer leur entrée scolaire et à favoriser la mobilisation des communautés à l'égard du développement des jeunes enfants. Les informations concernant la région de la Chaudière-Appalaches devraient sortir à la mi-octobre.</p> <p>Forum de la famille québécoise : Six grands thèmes seront abordés au cours du Forum : la conciliation travail-famille, la contribution des communautés au mieux-être des familles, les familles québécoises au cœur des changements, la primauté de la responsabilité parentale, les nombreux visages des familles québécoises d'aujourd'hui et de demain, et la dimension économique de la politique familiale. L'événement se tiendra les 7 et 8 novembre prochain à Montréal.</p>	
MFEQ (M. Roch Delagrave)	Table interministérielle : Un retour est fait sur l'ensemble des différents dossiers relevant de la Table.	
MICC (M. Yvon Doyle)	<p>Annnonce : De nouvelles règles et procédures d'immigration ont été annoncées. Ainsi, 23 mesures ont été dévoilées dont une majorité est axée sur le renforcement de la langue française. Également, des mesures sont aussi prises pour l'intégration des personnes immigrantes en région, en collaboration avec Emploi-Québec.</p> <p>Entente spécifique : La CRÉ a réservé un montant de 100 000 \$ par année pour cinq ans afin de conclure une Entente en immigration. Des discussions ont commencé entre la CRÉ, Emploi-Québec et le MICC. Le MAMROT sera bientôt interpellé. Il est souhaité que l'Entente soit signée d'ici juin 2014.</p>	
MJUS (M. Louis G. Chassé)	Absent.	
MRIFCE (M. Roger Ménard)	Absent.	
MRN (M. Serge Lachance en remplacement de M ^{me} Cécile Tremblay)	<p>Commission sur les enjeux énergétiques : Une commission itinérante indépendante a été mise sur pied et elle est coprésidée par deux personnes reconnues dans le domaine de l'énergie. Cette démarche de consultation se déroule du 4 septembre au 11 octobre 2013. Les participants sont invités à se prononcer sur cinq grands enjeux. Jusqu'à maintenant, plus de 160 mémoires ont été déposés. La commission a jusqu'à la mi-décembre pour déposer leur rapport. Une nouvelle politique énergétique devrait être adoptée en juin 2014.</p> <p>Plan de développement régional forestier (PDRF) : Pour la région de la Chaudière-Appalaches, une coupure de 30 % a été faite par rapport à l'ancien programme. Un comité MRN-CRÉ a été mis en place pour améliorer le cadre normatif du programme, revoir la répartition des montants régionaux alloués en 2014-2015 et s'assurer que les orientations recherchées par le gouvernement sont atteignables et réalisables par les CRÉs.</p>	



	<u>Parc régional Massif du Sud</u> : Un litige a lieu actuellement entre les deux MRC et la Station touristique Massif du Sud. Une demande d'injonction a été faite par les MRC afin de forcer la Station à cesser ses activités en dehors du territoire consenti par bail.	
MSP (M ^{me} France-Sylvie Loisel)	<u>Sauvetage en milieu éloigné</u> : Suite au rapport déposé par le protecteur du citoyen, un plan d'action a été déposé en juin. En plus du MSP, l'ASSS, la Sûreté du Québec, les comités bénévoles, les municipalités et les MRC sont concernés. Une présentation à la Table VHR aura lieu le 16 octobre prochain. <u>Lac Mégantic</u> : Suite à la tragédie de Lac Mégantic, des inquiétudes sont survenues quant à la contamination de l'eau, principalement pour les municipalités s'approvisionnant dans la rivière Chaudière. <u>Prévention des risques</u> : Un nouveau cadre a été élaboré et est reconduit pour sept ans. Cinq M/O sont interpellés, soient l'ASSS, le MRN, le MDDEFP, le MAMROT et le MSP. <u>Semaine de prévention des incendies</u> : En 2013, la Semaine de la prévention des incendies se tiendra du 6 au 12 octobre sous le thème : « Sitôt averti, sitôt sorti! ». Le 9 octobre prochain aura lieu « La Grande Évacuation » où tous les citoyens du Québec, en particulier les familles, sont invités à faire un exercice d'évacuation en cas d'incendie, le même jour, au même moment. <u>La grande secousse</u> : Le 26 septembre dernier s'est tenu la « Grande secousse de Charlevoix ». Ce fut un bel exercice.	
MTQ (M. Yvon Labonté en remplacement de M. Richard Charpentier)	<u>Photos radar</u> : L'implantation des nouveaux photos radar sera complétée d'ici le printemps 2014. <u>Route 112</u> : Les travaux ont débuté en août par l'attribution de quatre contrats. Deux autres appels d'offres seront faits au printemps 2014. La fin des travaux est toujours prévue à l'automne 2015. Le coût pour l'ensemble des travaux est estimé à 100 M\$. <u>Autoroute 73</u> : Il ne reste qu'un secteur pour terminer le réseau routier.	
Tourisme Québec (M. Daniel Galarneau en remplacement de M. François Côté)	Absent.	
OPHQ (M ^{me} Monique Savoie)	Absente.	



RBQ (M. Pierre-André Dupont)	Absent.	
RLQ (M. Lucien Dubé)	Absent.	
Revenu-Québec (M ^{me} Céline Dessureault)	Absente.	
Services Québec (M ^{me} Hélène Bélanger)	Absente.	
SIQ (M. Guy Boilard)	Absent.	
SHQ (M. Carl Tremblay)	Absent.	
9. Affaires nouvelles	Au cours des prochaines CAR, quelques présentations sont suggérées : <ul style="list-style-type: none">- FSTD Les Etchemins (décembre 2013);- Évaluation du PDAR – TACA (mars 2014);- Ruralys;- Fonds de développement touristique;- Cadre de prévention des risques.	
10. Date de la prochaine rencontre	La prochaine rencontre aura lieu le 6 décembre 2013. L'endroit reste à déterminer.	
11. Fin de la réunion	La réunion est levée à 16 heures.	



Projet d'Ordre du jour

Conférence administrative régionale de la Chaudière-Appalaches (CAR)

Rencontre régulière du vendredi 6 décembre 2013

CLE du littoral

1205, boulevard de la Rive-Sud, bureau 300
Saint-Romuald (Québec) G6W 0K9

Tél. : 418-835-1500

de 9 h à 15 h 30

- | | | |
|---------|-----|--|
| 9 h | 1. | Mot de bienvenue; |
| 9 h 5 | 2. | Adoption de l'ordre du jour; |
| 9 h 10 | 3. | Présentation des nouveaux membres; |
| 9 h 20 | 4. | Lecture et adoption du compte rendu de la réunion régulière du 4 octobre 2013; |
| 9 h 25 | 5. | Affaires découlant du dernier compte rendu : |
| | - | Dossier surmobilisation; |
| | - | Ententes spécifiques – processus; |
| | 5.1 | Point statutaire : Géomatique - Échanges et discussions (M ^{me} Danie Croteau); |
| 9 h 30 | 6. | Présentation : |
| | - | FSTD Les Etchemins (M. Yvon Lévesque – DG - CLD des Etchemins); |
| 10 h 15 | | Pause-santé; |
| 10 h 30 | 7. | Dossiers MAMROT (M ^{me} Danie Croteau); |
| 11 h | 8. | Nouvelles régionales (tour de table – 10 minutes maximum par membre); |
| 12 h | | Dîner; |
| 13 h 30 | 9. | Nouvelles régionales (tour de table – 10 minutes maximum par membre); |
| 14 h 30 | 10. | Affaires nouvelles : |
| | - | |
| 14 h 35 | 11. | Prochaines présentations; |
| 14 h 40 | 12. | Date de la prochaine rencontre – Le 7 mars 2014 – Endroit à déterminer; |
| 14 h 45 | 13. | Fin de la réunion. |



**Compte rendu de la réunion de la CAR de la Chaudière-Appalaches
tenue le vendredi 6 décembre 2013**

CLE du littoral

1205, boulevard de la Rive-Sud, bureau 300
Saint-Romuald (Québec) G6W 0K9
Tél. : 418-835-1500

de 9 h à 15 h

Étaient présents

M^{mes}

Félicité Godbout – CSF
Danie Croteau – MAMROT
Renée Caron – MAPAQ
Isabelle Olivier –MDDEFP
Nicole Champagne – MCC
France-Sylvie Loisel – MSP
Cécile Tremblay – MRN
Marlène Roy (en remplacement de M. Yvon Doyle) – MICC

MM.

Daniel Paré – ASSS
Laurent Lampron – CRÉ-CA (parti à 11h)
Claude Painchaud (en remplacement de M. Guy Larose) – MELS
Marc Tremblay – MESS
Pierre Drouin – MAMROT
Richard Charpentier - MTQ
Claude Hasty – FADQ
Daniel Galarneau – Tourisme Québec
Carl Tremblay – SHQ
Marc Savoie (en remplacement de M^{me} Monique Savoie) – OPHQ

Étaient absents

M^{mes}

Sonia Lambert – IQ
Céline Dessureault – Revenu Québec
Hélène Bélanger – Services Québec
Diane Boudreault - MELS

MM.

Roch Delagrave – MFEQ
Pierre-André Dupont – RBQ
Jean-François Picard – Min. Famille
Louis G. Chassé – MJUS
Roger Ménard – MRIFCE
Lucien Dubé – Régie du Logement
Guy Boilard – SIQ
Stéphane Petit – CNT

Invités

MM.

Yvon Lévesque – DG - CLD des Etchemins
Hector Provencal – Préfet de la MRC des Etchemins



Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
1. Mot de bienvenue	M ^{me} Danie Croteau souhaite la bienvenue aux membres.	
2. Adoption de l'ordre du jour	L'ordre du jour est adopté tel que présenté.	
3. Présentation des nouveaux membres	<p>M^{me} Danie Croteau souligne le départ de M. Yvon Doyle du MICC. M. Doyle a accepté le poste de directeur de la gestion des prêts du Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie (MESRST). Jusqu'à la nomination du nouveau directeur, l'intérim sera assumé par M. Philippe Ancil. Les membres proposent d'envoyer un extrait du compte rendu à M. Doyle pour le remercier de sa bonne participation au cours des dernières années à la CAR et lui souhaiter la meilleure des chances dans ses nouvelles fonctions.</p> <p>Également, M^{me} Croteau souligne le départ à la retraite de M^{me} Sandra Shee. Les membres proposent d'envoyer un extrait du compte rendu à M^{me} Shee pour la remercier de sa bonne participation au cours des dernières années à la CAR et lui souhaiter une belle retraite.</p> <p>Finalement, deux membres se joignent pour la rencontre d'aujourd'hui, soit M^{me} Marlène Roy – MICC et M. Claude Painchaud – MELS. Un tour de table est fait et chaque membre identifie le ministère ou l'organisme qu'il représente.</p>	
4. Lecture et adoption du compte rendu du 7 juin 2013	<p>La lecture du compte rendu du 4 octobre 2013 est faite et celui-ci est adopté après les modifications suivantes (en gras) :</p> <p>Point 8 – Nouvelles régionales :</p> <p>MCC :</p> <p><u>Chantier Davie</u> : On remplace le texte par le suivant : Le 15 juillet 2013, le ministre de la Culture et des Communications a procédé au classement, à titre de document et d'objet patrimoniaux, du fonds d'archives Les Industries Davie inc. et des maquettes du chantier Davie inc., en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel.</p> <p>MRN :</p> <p><u>Plan de développement régional forestier (PDRF)</u> : Pour la région de la Chaudière-Appalaches, une coupure de 30 % a été faite par rapport à l'ancien programme. Un comité MRN-CRÉ a été mis en place pour améliorer le cadre normatif du programme, revoir la répartition des montants régionaux alloués en 2014-15 et s'assurer que les orientations recherchées par le gouvernement sont atteignables et réalisables par les CRÉs.</p>	



Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	MSP : On apporte la correction au nom de M ^{me} France-Sylvie Loisel.	
5. Affaires découlant du dernier compte rendu	Il n'y a pas d'affaires découlant du dernier compte rendu.	
- Dossier surmobilisation	Comme il a été mentionné au cours de la dernière rencontre, ce dossier est discuté au niveau provincial. M. Lampron propose de retirer ce point pour les prochaines rencontres. Par contre, les membres rappellent la préoccupation de ce dossier pour la région.	
- Ententes spécifiques - processus	Aucune nouvelle pour l'instant.	
5.1 Point statutaire : Géomatique	Tel qu'inscrit dans le compte rendu de juin 2013, ce point est ramené pour discussion. M ^{me} Croteau fait un rappel des dernières étapes concernant ce dossier. Après discussion, il est convenu que : <ul style="list-style-type: none"> - Ce dossier ne sera pas ramené lors des prochaines rencontres; - Que la liste des personnes identifiées sera envoyée aux professionnels inscrits et aux directeurs concernés. Il appartiendra aux professionnels et directeurs de faire les mises à jour nécessaires.	
6. Présentation : - FSTD MRC des Etchemins - M. Hector Provencal, préfet de la MRC des Etchemins	Une présentation est faite aux membres par MM Hector Provencal, préfet de la MRC des Etchemins et Yvon Lévesque, directeur général du CLD des Etchemins. Pour ce point, M. Richard Moreau, directeur général de l'Association touristique régionale de Chaudière-Appalaches est invité à participer à la rencontre. Lors de la prochaine CAR, M. Moreau sera invité à présenter son organisation.	Document joint en annexe.
7. MAMROT – M^{me} Danie Croteau	Loi 27 – Économie sociale : La loi a été adoptée le 10 octobre dernier et M ^{me} Croteau rappelle sommairement ce qu'elle prévoit et ses objectifs. Elle mentionne également que le gouvernement doit adopter, au plus tard le 1 ^{er} avril 2014, un Plan d'action gouvernemental en économie sociale, lequel interpellera tous les ministères et organismes mais plus particulièrement le MAMROT, le MFEQ et le MESS. M ^{me} Croteau précise enfin qu'il sera important que la prochaine Entente spécifique en économie sociale s'arrime avec la loi, notamment au niveau de la définition de l'économie sociale. OVT – Indicateurs : M ^{me} Croteau informe les membres que 12 des 26 indicateurs d'occupation et de vitalité des territoires ont été mis en ligne sur le site de la Banque de données des statistiques officielles sur le Québec. Ces indicateurs peuvent également être consultés sur le site Internet du MAMROT. M. Drouin explique aux membres la façon de procéder pour les consulter et donne un bref aperçu des résultats. PNR3 : La nouvelle Politique nationale de la ruralité a été lancée le 5 décembre 2013 à l'Assemblée	http://www.mamrot.gouv.qc.ca/occupation-et-vitalite-des-territoires/indicateurs/



Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	<p>nationale. La politique a une durée de 10 ans, 2014-2024, pour un montant global de 470 M\$ soit 7 M\$ de plus annuellement que la présente PNR. Elle se caractérise par une approche intersectorielle au sein des MRC. Ainsi, chaque MRC devra convier à une table différents secteurs tels l'éducation, l'emploi, la culture, l'économie sociale ..., à un exercice visant à actualiser sa vision et à assurer la complémentarité des actions qui seront posées par les uns et les autres. La directrice régionale du MAMROT s'associera à cet exercice et, par le truchement de la CAR, elle s'assurera d'obtenir la collaboration des autres ministères de la région. L'approche intersectorielle caractérisera la gestion du pacte rural et du pacte +.</p> <p>M^{me} Croteau et M. Drouin informent les membres de la CAR qu'une présentation plus détaillée de la PNR 3 sera faite en mars prochain.</p> <p>Élection 2013 : M. Drouin fournit aux membres des données statistiques à la suite des élections du 3 novembre dernier.</p>	
8. Nouvelles régionales		
ASSS (M. Daniel Paré)	<p>Assurance autonomie : La commission parlementaire se termine aujourd'hui. Un suivi sera fait lors de la prochaine CAR.</p> <p>Journées régionales :</p> <ul style="list-style-type: none">- Cancer : La deuxième journée s'est tenue en octobre. Plus de 200 personnes se sont réunies lors de cette journée.- Maltraitance : 80 personnes se sont réunies lors de la journée. <p>Médecins de famille : En Chaudière-Appalaches, il est possible de recevoir sept nouveaux médecins facturant et huit médecins pratiquant peuvent venir s'installer. Selon l'Institut de la Statistique, la Proportion de la population inscrite auprès d'un médecin de famille s'élève à 80 %, ce qui est très bon.</p>	
CNT (M. Stéphane Petit)	Absent.	
CRÉ (M. Laurent Lampron)	<p>Entente spécifique : M. Lampron rappelle aux membres de la CAR signataires des Ententes spécifiques qu'il est important de respecter le Programme d'identification visuelle (PIV) dans les communications.</p> <p>Journée sur les paysages : Cette journée a réuni 80 personnes. L'objectif était de 150. M. Lampron rappelle que la venue des parcs éoliens en Chaudière-Appalaches apporte des changements importants dans les paysages de plusieurs MRC.</p>	



Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	<p>Nouvelles : M. Lampron informe les membres que Quebecor a vendu environ 75 médias régionaux à Transcontinental. Dans un tel contexte, il est prévisible que l'information régionale soit désormais beaucoup plus monolithique. La CRÉ est d'autant plus préoccupée car déjà elle avait peu de visibilité dans ces médias.</p> <p>Conseil d'administration : M. Lampron informe les membres que le prochain Conseil d'administration de la CRÉ aura lieu le 11 décembre prochain et qu'il sera composé de 12 nouveaux élus dont trois pour la ville de Lévis et les deux nouveaux maires des villes de Thetford Mines et de Saint-Georges-de-Beauce. Le CA de la CRÉ accueillera également deux nouveaux membres socioéconomiques dont un représentant du CRPMT et un pour l'ASSS.</p>	
CSF (M ^{me} Félicité Godbout)	<p>Avis : Tel qu'annoncé lors de rencontre de la CAR du 4 octobre dernier, le Conseil du statut de la femme a rendu public l'avis « Femmes et santé : plaidoyer pour un accès ouvert à la première ligne médicale », le 10 octobre dernier. Le Conseil dénonce le manque d'accessibilité à la première ligne parce qu'il pénalise entre autres les proches aidants, qui sont majoritairement des femmes. La fonction reproductive des femmes, leur rôle social au sein de la famille et leur longévité les amènent par ailleurs à être de plus grandes usagères du réseau de la santé et des services sociaux. Dans son avis, le Conseil suggère notamment de revoir le mode de rémunération des médecins pour une meilleure prise en charge des patients en cabinet, en clinique ou à domicile.</p> <p>Mémoire : Dans un mémoire rendu public le 19 novembre 2013 sur le Livre blanc intitulé : « L'autonomie pour tous », le Conseil du statut de la femme rappelle au gouvernement que les femmes portent doublement le poids de l'expérience du vieillissement : elles sont les principales dispensatrices des soins à domicile, comme travailleuses ou proches aidantes, et de grandes bénéficiaires du réseau de la santé. Cette réalité exige des mesures spécifiques, qui vont de la nécessité d'une plus grande disponibilité à domicile des médecins généralistes envers leurs patientes et patients âgés, au besoin de soutenir les proches aidants et de rehausser les salaires des travailleuses et des travailleurs qui œuvrent au domicile des malades.</p>	
FADQ (M. Claude Hasty)	<p>Programme d'appui à la diversification et au développement régional : L'aide financière accordée prend la forme d'un remboursement d'intérêt pouvant atteindre 10 000 \$ par entreprise. Les deux volets de ce programme ont toutefois des conditions d'admissibilité spécifiques. Un appel de projets s'est déroulé du 3 novembre au 3 décembre dernier et trois projets seulement ont été soumis dans Chaudière-Appalaches. Un nouvel appel de projets sera mis en œuvre en janvier ou février 2014.</p> <p>Volet 1 : appui à la diversification : La diversification des activités d'une entreprise peut notamment se traduire par l'agrotourisme, la transformation, le développement d'une nouvelle production ou la conversion</p>	



Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	<p>biologique d'une production existante.</p> <p>Volet 2 : appui à l'amélioration foncière : Les travaux liés à l'amélioration foncière pourraient être, notamment, l'installation ou la réfection d'un système de drainage, la remise en culture de terres en friche ou une correction majeure de l'acidité du sol.</p> <p>La FADQ administre ce programme en collaboration avec le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ).</p> <p>Programme d'aide visant à promouvoir l'achat de veaux d'embouche nés au Québec : Ce programme vise à favoriser l'achat et l'engraissement des veaux d'embouche du Québec. Il s'adresse spécifiquement aux entreprises qui participent au Programme d'assurance stabilisation des revenus agricoles (ASRA) pour le produit <i>Bouvillons et bovins d'abattage</i> et dont l'approvisionnement en veaux d'embouche québécois est effectué entre le 1^{er} août 2013 et le 31 mars 2014. Un montant forfaitaire de 10 \$ sera versé à l'assuré pour chaque achat de veaux nés et engraisés au Québec.</p> <p>Programme d'aide aux entreprises de bouvillons et de veaux de grain situées en régions : Ce programme d'aide spéciale offre un soutien ciblé aux entreprises de bouvillons et de veaux de grain qui ont été affectées par la hausse importante et imprévue du prix des grains en 2012. Les producteurs des régions suivantes peuvent être admissibles :</p> <ul style="list-style-type: none">- Abitibi-Témiscamingue;- Bas-Saint-Laurent;- Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine;- Côte-Nord;- Saguenay-Lac-Saint-Jean;- Secteurs qui ne rencontrent pas les conditions requises à la production de maïs-grain (municipalités avec moins de 2 100 unités thermiques maïs (UTM)). <p>De plus, un soutien supplémentaire sera versé aux producteurs, d'ici la fin de l'année 2013, selon les volumes assurés à l'ASRA pour l'année d'assurance 2012. Il sera de l'ordre de 18,40 \$ par bouvillon et de 8,45 \$ par veau de grain.</p> <p>Ajustement aux programmes de gestion globale des risques : Pour faire suite aux baisses d'intervention des programmes de gestion des risques annoncées dans le cadre de « Cultivons l'avenir 2 », un ajustement est apporté aux programmes de gestion des risques pour les entreprises qui ne bénéficient ni de la gestion de</p>	<p>http://www.mapaq.gouv.qc.ca/fr/Region/s/estrie/journal/novembre2013/Pages/diversification_dev_regional.aspx</p>



Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	<p>l'offre, ni de l'ASRA. Cet ajustement se traduit par les deux mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- La création d'un programme pour pallier la baisse d'intervention du programme Agri-Stabilité, qui fera passer de 70 à 80 % la couverture de la marge de référence;- Une bonification de la contribution gouvernementale à Agri-Québec afin de la rendre concurrentielle au regard du programme d'autogestion des risques de l'Ontario. <p><u>Bilan de la saison des récoltes 2013</u> : Le rétablissement des prix dans le porc est une bonne nouvelle pour l'ASRA.</p> <p>Malgré un départ lent et douteux de la saison de végétation, on aura eu finalement d'assez bonnes récoltes dans la plupart des productions, avec des rendements « de moyens à bons ». Une année comparable à 2012 avec plus de 2M\$ de prévu en indemnités pour 2013, principalement dans le maïs-grain (1 M\$) et le soya (548 K\$). Année comparable à 2012. Encore un peu de maïs-grain au champ mais rien de dramatique. Les primes devraient encore baisser en 2014...</p> <p><u>Marché Public de Lévis</u> : Annonce lundi dernier par la ville de Lévis de la mise en place pour juin 2014 du Marché public permanent de Lévis dont le site sera en face du Centre des congrès de Lévis dans les condominiums du rez-de-chaussée où loge le café Van Houtte.</p>	
IQ (M ^{me} Sonia Lambert)	Absente.	
MAPAQ (M ^{me} Renée Caron)	<p><u>Plan de développement de la zone agricole (PDZA)</u> : Suite à l'appel de projets, trois MRC de la région de la Chaudière-Appalaches ont déposé une demande soit la MRC des Appalaches, la MRC de La Nouvelle-Beauce et la MRC de Lotbinière. Au niveau provincial, il y avait la possibilité de huit projets. Après analyse, la MRC des Appalaches a été retenue. Les MRC de Lotbinière et de La Nouvelle-Beauce n'ont pas été retenues. À la suite de ce refus, la MRC de La Nouvelle-Beauce a décidé de réaliser quand même son PDZA à même son budget.</p> <p><u>Développement de l'industrie des alcools québécois</u> : Le programme existant prévoit une aide financière aux producteurs de vins, de cidre et de petits fruits. Le ministère a annoncé une bonification de l'aide de 2 \$ pour les producteurs de vins certifiés uniquement. Pour obtenir cette bonification, les producteurs devront répondre aux critères.</p> <p><u>HRI</u> : Une nouvelle stratégie gouvernementale devrait être déposée avant la période des Fêtes sur les approvisionnements des HRI.</p>	



Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	<p>Serres : Une mesure énergétique est annoncée pour diminuer les coûts d'éclairage.</p> <p>Porcs : Une nouvelle maladie est apparue aux États-Unis et elle inquiète les producteurs de la province. Il s'agit de la Diarrhée Épidémique Porcine (DEP).</p> <p>Marché de Noël : Une invitation est lancée aux membres afin de faire des emplettes dans les différents marchés de Noël de la région.</p>	
MCC (M ^{me} Nicole Champagne)	<p>L'automne a vu l'avancement ou la réalisation de plusieurs chantiers ministériels. Ainsi, deux rapports ont été déposés au ministre de la Culture et des Communications, Maka Kotto, soit le rapport sur l'avenir du réseau muséal québécois et le rapport du Groupe de travail sur les enjeux du cinéma québécois.</p> <p>De plus, le ministre a lancé le plan d'action en archéologie lors du 14^e Forum annuel du réseau Archéo-Québec qui se tenait à Lévis le 14 novembre 2013.</p> <p>Aussi, conjointement avec la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, M. Kotto a signé le nouveau protocole d'entente interministériel culture-éducation. La version actualisée du protocole d'entente comporte un nouveau volet intitulé « Une école accueille un artiste » qui sera graduellement mis en place. Au cours de l'hiver 2014, des projets-pilotes seront menés dans six régions ciblées dont la Chaudière-Appalaches.</p> <p>Enfin, le ministre a annoncé qu'il a reçu le mandat de procéder à l'élaboration d'un projet de loi afin d'encadrer le prix des livres neufs imprimés et numériques dans le but de limiter à 10 % le rabais sur les nouveautés pendant neuf mois.</p> <p>L'aide financière au fonctionnement pour les médias communautaires a été renouvelée. Pour la Chaudière-Appalaches, cette aide représente une somme de 349 720 \$ qui se répartit entre dix-huit médias communautaires. À noter que, cette année, la radio communautaire de Lévis s'ajoute aux médias soutenus par le Ministère.</p> <p>Le 19 novembre, le ministre s'est rendu au Cégep de Thetford Mines pour annoncer une subvention de 407 800 \$ pour un projet d'immobilisation visant la mise aux normes du Centre d'archives de la région de Thetford.</p> <p>En ce qui concerne l'Entente spécifique pour le développement et le rayonnement de la pratique artistique professionnelle dans la Chaudière-Appalaches, l'appel de projets lancé au début de l'automne a suscité le dépôt de 33 dossiers. Le jury se réunira les 16 et 17 décembre prochains.</p>	



Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	Dans la foulée de la publication du Portrait statistique de la Chaudière-Appalaches en juin 2012, la direction régionale a tenu trois consultations publiques dans le but de produire un diagnostic culturel régional. Les consultations, organisées en collaboration avec le Conseil de la culture, se sont tenues les 3, 4 et 5 décembre à Lévis, Saint-Joseph-de-Beauce et Montmagny et ont réuni environ 120 personnes provenant de différents milieux (artistes et artisans, élus, représentants du milieu municipal, scolaire, communautaire, de la culture et des communications, etc.). La publication du diagnostic est prévue d'ici le printemps 2014.	
MDDEFP (M ^{me} Isabelle Olivier)	<p>Lac Mégantic : Les travaux réalisés sur les berges de la Rivière Chaudière sont suspendus pour la période hivernale. Ceux-ci reprendront au printemps. Une surveillance analytique, procédure établie pour le printemps, se réalisera dans les trois villes s'approvisionnant dans la rivière. Il s'agit de Saint-Georges, Sainte-Marie et Lévis.</p> <p>Amiante : Une rencontre entre le MDDEFP, le MFEQ et l'ASSS aura lieu le 11 décembre prochain et portera sur la problématique de l'amiante dans la région des Appalaches. Une discussion se tiendra sur la préoccupation du niveau de fibre dans l'air lorsqu'il y a réutilisation de matériel provenant des haldes minières.</p> <p>Recours judiciaire : M^{me} Olivier a mentionné que la poursuite de la MRC de Bellechasse envers le MDDEFP serait entendue en juin 2014. Concernant le dossier de la MRC de La Nouvelle-Beauce, il n'y a pas d'autres informations.</p>	
MELS (M. Claude Painchaud)	<p>50^e anniversaire : En mai 2014, le Ministère de l'Éducation et le Conseil supérieur de l'éducation célébrera son 50^e anniversaire d'existence. Plusieurs activités seront tenues pour souligner l'événement.</p> <p>Taxes scolaires : Cette année, la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport a décidé de mettre fin graduellement à une mesure temporaire appelée « aide additionnelle à la péréquation » qui avait été mise en place pour amortir l'importante hausse de la valeur des propriétés observée au milieu des années 2000. Aussi, plusieurs commissions scolaires ont choisi d'augmenter la taxe scolaire de façon importante dès la première année pour compenser cette baisse de revenus. Jugeant cette situation inacceptable, la ministre a récemment présenté à l'Assemblée nationale le projet de loi sur le financement de certaines commissions scolaires pour les exercices financiers 2014-2015 et 2015-2016. Celui-ci vise notamment à exiger des commissions scolaires qu'elles remettent 100 M\$ en taxes scolaires aux contribuables.</p> <p>La ministre a par ailleurs confié à un groupe d'experts le mandat d'étudier le financement, l'administration, la gestion et la gouvernance des commissions scolaires. Le rapport du comité est attendu en mai 2014.</p>	



Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	<p><u>Lutte contre le décrochage scolaire</u> : Lors des « Grandes rencontres sur la persévérance scolaire », tenues en octobre 2013, la première ministre et la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport ont exprimé leur intention de doter le Québec d'une première politique nationale de lutte contre le décrochage scolaire. Cette nouvelle politique vise à faire en sorte que le Québec devienne l'une des nations les plus performantes de l'OCDE en matière de diplomation au secondaire, que deux élèves sur trois obtiennent leur diplôme dans les délais prévus et que 80 % des élèves soient diplômés avant l'âge de 20 ans.</p> <p>Par ailleurs, du 10 au 14 février 2014, auront lieu les journées de la persévérance scolaire.</p> <p><u>Éducation des adultes et littératie</u> : Le Ministère travaille actuellement, de concert avec plusieurs autres partenaires gouvernementaux, à l'élaboration d'une Politique nationale d'éducation des adultes, de formation continue et de littératie. Celle-ci est prévue pour le printemps 2014. Près de la moitié des québécoises et québécois de 16 à 65 ans ne possèdent pas les compétences suffisantes pour comprendre et traiter l'information écrite, et fonctionner aisément dans la vie quotidienne. L'enjeu du rehaussement et du maintien des compétences en littératie de ces adultes revêt donc la plus grande importance.</p> <p><u>Sport et Loisir</u> : Une Politique nationale du sport, du loisir et de l'activité publique est en cours d'élaboration et devrait être dévoilée en 2014. Celle-ci découle du livre vert publié en juin dernier ainsi que des consultations nationales, régionales et en ligne qui ont été menées pendant l'été et l'automne 2013.</p>	
MELS (M ^{me} Diane Boudreault)	Absente.	
MESS (M. Marc Tremblay)	<p><u>Données régionales</u> : les grandes lignes des données de l'emploi sont présentées aux membres. Pour l'instant, les données de la région de la Chaudière-Appalaches sont stables.</p> <p><u>Enquête sur les besoins de main-d'œuvre et des caractéristiques des entreprises de Chaudière-Appalaches</u> : Le lancement a été fait le 6 novembre dernier.</p>	
Min Famille (M. Jean-François Picard)	Absent.	
MFEQ (M. Roch Delagrave)	Absent.	
MICC (M ^{me} Marlène Roy)	<p><u>Francisation et intégration des personnes immigrantes</u> :</p> <p>- Septembre 2013 : Lancement du plan d'action pour la francisation et l'intégration des personnes immigrantes : « <i>Un Québec fort de son immigration</i> ».</p>	http://www.micc.gouv.qc.ca/fr/plani_fication/plan-action.html#plan1



Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	<ul style="list-style-type: none">- Octobre 2013 : Communiqué de la ministre annonçant des investissements pour la francisation et l'intégration : 57 M\$ pour les trois prochaines années, dont 13,5 M\$ en financement supplémentaire pour la francisation des personnes immigrantes.- Novembre 2013 : Réorganisation du secteur intégration et francisation. Regroupement sous la Direction générale des services de francisation et d'intégration, ce qui favorisera des liens plus étroits entre les services offerts aux personnes immigrantes. Interface au regard de la francisation sera assurée par la Direction régionale de la Capitale-Nationale et de l'Est-du-Québec (DRCNEQ). <p>Organisation : Novembre 2013 : Changements à la DRCNEQ : départ de M. Yvon Doyle pour le MESRST, intérim assumé par M. Philippe Anctil jusqu'à son remplacement.</p> <p>Entente spécifique en immigration : Discussions amorcées. Rencontre récente réunissant la CRÉ, le MAMROT, Emploi-Québec, le Forum-Jeunesse et le MICC. Des consultations auprès de partenaires régionaux sont à venir.</p> <p>Statistiques : Statistiques régionales sur l'immigration dans la région suite à l'Enquête nationale auprès des familles. Croissance de la présence immigrante. 2006 : 4 665 p.i. (1,2 % pop. régionale). 2011 : 5 630 (1,4 % pop. régionale).</p>	
MJUS (M. Louis G. Chassé)	Absent.	
MRIFCE (M. Roger Ménard)	Absent.	
MRN (M ^{me} Cécile Tremblay)	<p>Rendez-vous national de la forêt québécoise : Le Rendez-vous national de la forêt québécoise s'est déroulé les 21 et 22 novembre en présence de la première ministre, de M^{me} Martine Ouellet, de M. Denis Trottier et d'autres membres du gouvernement. Une quarantaine d'intervenants et leurs accompagnateurs provenant de tous les milieux du secteur forestier y ont participé.</p> <ul style="list-style-type: none">- Trois thèmes ont été traités : transformer l'industrie et développer les filières à fort potentiel, adapter notre sylviculture afin d'optimiser le potentiel de nos forêts et unir nos forces pour assurer l'avenir de la filière bois;- Les mesures concrètes mises de l'avant totalisent des investissements de 675 M\$ sur trois ans pour le secteur forestier (428,4 M\$ pour l'industrie de la transformation, 196 M\$ pour la sylviculture et 50,4 M\$ pour des mesures reliées à la main-d'œuvre et à la promotion);	<p>Le lien pour la charte du bois est joint :</p> <p>http://www.mrn.gouv.qc.ca/publications/forets/entreprises/charte-bois.pdf</p>



Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	<ul style="list-style-type: none">- Trois chantiers importants découleront du Rendez-vous:<ul style="list-style-type: none">o 1) le chantier sur une stratégie de production de bois;o 2) le chantier sur l'efficacité dans la livraison des programmes de forêt privée;o 3) le chantier sur les améliorations à apporter à la mise en œuvre du régime forestier;- Parmi les mesures dévoilées, la prévisibilité des budgets consacrés à la sylviculture grâce à un cadre financier sur trois ans, un nouveau programme de biomasse forestière résiduelle et l'impulsion nouvelle insufflée à la charte du bois pourraient avoir un impact positif dans la région de la Chaudière-Appalaches;- L'ensemble des acteurs présents est satisfait des échanges et orientations convenues.	
MSP (M ^{me} France-Sylvie Loisel)	<p>Ponts de Québec et Pierre Laporte : On explique brièvement le début des travaux concernant le Plan d'intervention des mesures d'urgence dans le cas de fermeture d'un des ponts entre la rive-sud et la rive-nord pour Chaudière-Appalaches. Différents ministères sont interpellés pour ces travaux.</p> <p>Formation : Le 16 décembre prochain, se tiendront des ateliers sur l'interopérabilité en communication et en mesures d'urgence. L'événement aura lieu à Lévis.</p> <p>911 : À partir du 31 décembre 2013, les municipalités travailleront avec une des deux organisations reconnues soit CAUCA ou Centre 911 Lévis.</p> <p>Tournée MSP dans les MRC : Considérant le changement de plusieurs maires à la suite des élections de novembre dernier, la direction régionale prévoit faire une tournée des MRC afin de leur rappeler leurs obligations quant au schéma de couverture de risques en incendie. Cette tournée pourrait s'arrimer avec celle que le MAMROT prévoit également faire dans le cadre de la nouvelle Politique nationale de la ruralité. Une coordination sera fait entre ces deux ministères.</p>	
MTQ (M. Richard Charpentier)	<p>Route 112 : Les travaux sont bien amorcés. Trois contrats sont maintenant octroyés; deux autres contrats sont à venir. L'échéancier reste toujours 2015.</p> <p>Autoroute 73 : Une première section est maintenant ouverte, soit celle près de Saint-Georges. Pour la section entre Saint-Georges et Vallée-Jonction, trois contrats sont en cours et il reste deux autres contrats à octroyer. Concernant la section Vallée-Jonction – Sainte-Marie (dédoublement), trois contrats sont en cours et il en reste un à octroyer. L'échéancier pour l'ensemble des travaux est 2015.</p> <p>Projet Loi 68 – Loi sur l'Agence des infrastructures de transport du Québec : Le projet de loi 68 vise à créer une Agence des infrastructures de transports. Le MTQ serait responsable des grandes orientations. Les directions régionales demeureraient en fonction mais relèveraient de l'Agence. La création de l'Agence est</p>	



Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	souhaitée pour avril 2015. Un suivi sera fait à la CAR.	
Tourisme Québec (M. Daniel Galarneau)	<p>Plan de développement de l'industrie touristique : En lien et en continuité avec le Plan de développement de l'industrie touristique 2012-2020 lancé en mai 2012, dont le but premier est de faire augmenter les recettes touristiques du Québec de 11 MM\$ à 18 MM\$, Tourisme Québec poursuit sa mise en œuvre en articulant cinq stratégies, toujours en concertation avec l'industrie, afin de cibler les priorités d'interventions qui permettront l'atteinte de l'objectif. La Stratégie Saint-Laurent et la Stratégie Hiver au Québec seront présentées à l'industrie en décembre 2013 et devraient faire l'objet d'une annonce publique en janvier 2014. Ces deux stratégies sont accompagnées d'un cadre financier de l'ordre de plus de 60 M\$ chacune, dévoilé dans le cadre de la Politique économique-Priorité Emploi lancée en octobre 2013. Ces stratégies pourraient éventuellement bénéficier à la région Chaudière-Appalaches avec la zone touristique de Montmagny-Les Îles et avec le produit motoneige.</p> <p>PADAT : Une conférence de presse s'est tenue avec le ministre délégué au Tourisme, M. Pascal Bérubé, à La Cache à Maxime à Scott, pour annoncer le premier projet soutenu financièrement par un prêt de 1,9 M\$ d'Investissement-Québec dans le cadre du Programme d'aide au développement des attraits touristiques (PADAT) sur un projet total de 5,3 M\$.</p> <p>Entente spécifique : L'Entente de partenariat régional en tourisme de Chaudière-Appalaches avait une date de tombée du 6 décembre pour le dépôt de projets. Un peu moins d'une trentaine de projets sont pressentis. Les réponses devraient être rendues en février 2014.</p> <p>Vérificateur général : Tourisme Québec a fait l'objet d'une vérification interne par le Vérificateur général qui a duré plus d'un an. Quatre ATR du Québec ont été vérifiées, dont Chaudière-Appalaches. Le rapport a fait grand état de la situation de Tourisme Montréal concernant son ancien président-directeur général et provoqué une grande médiatisation du sujet. Actuellement, Tourisme Québec a pris acte du rapport du VG et étudie le suivi qu'il entend accorder aux recommandations.</p>	
OPHQ (M. Marc Savoie en remplacement M ^{me} Monique Savoie)	<p>L'Office a 35 ans! : L'année 2013 correspond au 35^e anniversaire de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées, dont l'Office est une composante.</p> <p>Table québécoise de la sécurité routière : Dans son troisième rapport adressé au ministre des Transports, la Table québécoise de la sécurité routière (TQSR) émet 23 recommandations. La première est à l'effet « d'encourager les municipalités à se doter d'un plan de mobilité durable favorisant le transfert modal et les déplacements actifs sécuritaires dans une perspective d'accessibilité universelle ».</p>	



Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	<p><i>Accessibilité universelle : caractéristique d'un produit, d'un procédé, d'un service, d'une information ou d'un environnement qui, dans un but d'équité et dans une approche inclusive, permet à toute personne de réaliser des activités de façon autonome et d'obtenir des résultats identiques.</i></p> <p><u>L'Approvisionnement accessible</u> : En novembre 2013, l'Office a mis en ligne son cinquième numéro. Ce dernier fait part d'un sondage mené auprès des ministères, des organismes publics et des municipalités sur le degré d'appropriation et d'application de l'article de loi sur l'approvisionnement.</p> <p><u>Élections municipales</u> : En novembre dernier avaient lieu les élections municipales. Même si la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités prévoit des mesures pour faciliter l'exercice du droit de vote aux personnes handicapées, des obstacles subsistent.</p> <p>Selon les statistiques de 2010 du ministère des Transports, il n'y aurait pas de service de transport adapté offert le dimanche dans quelque 440 municipalités au Québec. Dans Chaudière-Appalaches, 60 municipalités n'offrent pas de service le dimanche.</p> <p>L'Office a :</p> <ul style="list-style-type: none">- proposé au DGE de profiter des activités de formation qu'il offrait aux présidents d'élection pour les sensibiliser à l'importance que des moyens soient prévus afin que les personnes handicapées puissent se déplacer pour exercer leur droit de vote;- demandé au ministre des Transports d'intervenir auprès des municipalités pour que celles-ci prennent entente avec les organismes de transport de leur localité pour offrir un service de transport adapté le jour du vote par anticipation et le jour de l'élection;- suggéré au ministre des Affaires municipales de produire des communications incitant les personnes handicapées à voter et promouvant les adaptations possibles;- communiqué avec les autorités organisatrices de transport qui n'offrent pas de service de transport adapté le dimanche et avec les responsables du plan d'action annuel à l'égard des personnes handicapées des municipalités concernées. <p>De plus, les dernières élections municipales ont été l'occasion de tester deux nouveaux modes de votation par le biais de projets-pilotes : huit municipalités du Québec ont participé au vote par anticipation à domicile et huit autres au vote au bureau du président d'élection.</p> <p>Dans la région de la Chaudière-Appalaches, la Ville de Montmagny a participé au vote au bureau du président</p>	



Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	<p>d'élection. La Ville de Thetford Mines a participé au vote à domicile de l'électeur incapable de se déplacer.</p> <p>Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées : Le 12 juin dernier, la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale a déposé à l'Assemblée nationale le bilan 2008-2013 de la première phase de la Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées. Lancée en 2008, la Stratégie a pour objectif de réduire de 50 % l'écart entre le taux d'emploi des personnes handicapées et celui des personnes sans incapacité d'ici 2018. Le bilan présente quant à lui l'état d'avancement des 61 engagements adoptés par les ministères et les organismes gouvernementaux en ce sens.</p> <p>En vue d'élaborer la deuxième phase, la ministre a lancé, en septembre dernier, une consultation publique en vue de la deuxième phase de la Stratégie nationale.</p> <p>Trois thèmes spécifiques ont été abordés lors de la consultation, soit :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'augmentation du bassin des personnes handicapées actives sur le marché du travail;- l'accompagnement des employeurs pour favoriser le recrutement et la rétention en emploi des personnes handicapées;- la réponse aux enjeux spécifiques entourant l'emploi des personnes présentant un trouble mental grave ou un trouble envahissant du développement.	
RBQ (M. Pierre-André Dupont)	Absent.	
RLQ (M. Lucien Dubé)	Absent.	
Revenu-Québec (M ^{me} Céline Dessureault)	Absente.	
Services Québec (M ^{me} Hélène Bélanger)	Absente.	
SIQ (M. Guy Boilard)	Absent.	
SHQ (M. Carl Tremblay)	<p>Nomination : Depuis environ deux mois, la SHQ a un nouveau PDG en la personne de M. Charles Larochelle. Il s'agit d'une personne qui a œuvré dans la fonction publique du Québec depuis plus de 25 ans dont le mandat précédent était au MDDEFP.</p> <p>Politique nationale d'habitation : Le ministre Sylvain Gaudreault a annoncé, lors du Rendez-vous de</p>	



Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
	<p>L'Habitation en octobre dernier, la tenue de consultations avec certains grands partenaires au mois de novembre et décembre, en prévision de l'élaboration d'un projet national de politique d'Habitation. La SHQ a prêté main forte à l'organisation de ces consultations qui sont menées par M. André Villeneuve député de Berthier et un représentant de la SHQ, M. Robert Verret. Elles ont débuté le 22 novembre et visent dans un premier temps, à cerner la portée du projet de politique et non pas ses orientations. D'autres travaux suivront au cours de l'année 2014. Les villes mandataires dont Montréal ainsi que la Fédération québécoise des municipalités et l'Union des municipalités du Québec ont été rencontrées le 28 novembre dernier.</p> <p><u>Programme d'adaptation de domicile (PAD)</u> : Le ministre responsable de la Société d'habitation du Québec (SHQ), M Sylvain Gaudreault, a annoncé que des modifications au Programme d'adaptation de domicile (PAD) de la SHQ permettront de diminuer le délai de traitement de certaines demandes.</p> <p>Une nouvelle mesure sera mise en place progressivement afin que les travaux nécessaires pour permettre à des personnes handicapées d'accéder à leur domicile puissent être réalisés plus rapidement. Cette mesure donnera droit à une aide financière permettant l'installation d'une rampe d'accès ou d'une plateforme élévatrice requérant la présence d'un aidant. Les bénéficiaires de cette mesure auront ainsi l'avantage de réaliser plus rapidement des travaux d'accès à leur domicile et pourront par la suite, au besoin, faire réaliser d'autres travaux d'adaptation à l'intérieur de leur logis.</p> <p>Depuis plusieurs années, la SHQ travaille, de concert avec ses partenaires municipaux et ses partenaires du réseau de la santé et des services sociaux, à élaborer et à proposer diverses solutions afin d'optimiser l'application du PAD et de diminuer le délai de traitement des dossiers présentés dans le cadre de ce programme. Le délai moyen de traitement des demandes est ainsi passé de 45 mois en 2006-2007 à 26 mois en 2012-2013.</p> <p><u>Investissements en travaux majeurs (RAM) dans les HLM de la région 12 par MRC</u> : Une courte explication est donnée concernant la répartition du budget 2013 dans la région de la Chaudière-Appalaches.</p> <p><u>Projets développés en 2013 dans la région Chaudière-Appalaches par le programme Accès Logis et Logements Abordables</u> : En 2013 la SHQ a développé 420 unités de logement réparties dans 9 municipalités de la région 12. Depuis la création de ce programme il y a environ 10 ans, 1 780 unités ont été développées dans cette région. Le programme est toujours en vigueur et les milieux municipaux (OMH) ou communautaires sont invités à présenter leurs projets si les besoins sont présents.</p>	<p>Tableau joint en annexe.</p>



Ordre du jour	Résumé des discussions	Suite - Délai
9. Nouvelles régionales	Inscrites au point 8.	
10. Affaires nouvelles	<p>En vue de préparer les prochaines rencontres de la CAR, on demande aux membres d'identifier des sujets qui pourraient faire l'objet de présentation. Les sujets proposés sont :</p> <ul style="list-style-type: none">- Les paysages de la Chaudière-Appalaches – Ruralys;- Cadre de prévention – MSP;- Fonds de développement touristique – Tourisme Québec;- Politique de souveraineté alimentaire – MAPAQ;- Site web – OPHQ;- Avis sur les crimes d'honneur – CSF;- Diagnostic culturel – MCC;- Entente spécifique sur le logement social et communautaire – SHQ;- Politique nationale de la ruralité 2014-2024 – MAMROT;- Plan de développement agroalimentaire régional – TACA;- Présentation de l'ATR Chaudière-Appalaches – ATR.	
11. Date de la prochaine rencontre	La prochaine rencontre aura lieu le 7 mars 2014. L'endroit reste à déterminer.	
12. Fin de la réunion	La réunion est levée à 15 h.	



Projet d'Ordre du jour

Conférence administrative régionale de la Chaudière-Appalaches (CAR)

Rencontre régulière du vendredi 7 mars 2014

MAPAQ

Direction régionale de la Chaudière-Appalaches

Salles 2 et 3

675, route Cameron

Sainte-Marie (Québec) G6E 3V7

Tél. 418-386-8116

de 9 h à 16 h

- | | | |
|---------|-----|--|
| 9 h | 1. | Mot de bienvenue; |
| 9 h 5 | 2. | Adoption de l'ordre du jour; |
| 9 h 10 | 3. | Présentation des nouveaux membres; |
| 9 h 20 | 4. | Lecture et adoption du compte rendu de la réunion régulière du 6 décembre 2013; |
| 9 h 25 | 5. | Affaires découlant du dernier compte rendu; |
| 9 h 30 | 6. | Présentations : |
| | - | Politique de souveraineté alimentaire (M ^{me} Renée Caron - MAPAQ); |
| | - | Stratégie de positionnement des aliments du Québec sur le marché institutionnel (M ^{me} Renée Caron - MAPAQ); |
| | - | Plan de développement bioalimentaire régional (M. Jean-Michel Bordron - TACA); |
| 11 h | 7. | Dossiers MAMROT (M ^{me} Danie Croteau) : |
| | - | Politique nationale de la ruralité 2014-2024; |
| 12 h | | Dîner |
| 13 h 15 | 8. | Site Web de l'OPHQ (M. Marc Savoie – OPHQ); |
| 13 h 45 | 9. | Nouvelles régionales (tour de table – 10 minutes maximum par membre); |
| 15 h 30 | 10. | Affaires nouvelles : |
| | - | |
| 15 h 35 | 11. | Prochaines présentations; |
| 15 h 40 | 12. | Date de la prochaine rencontre – Le 6 juin 2014 – Endroit à déterminer; |
| 15 h 45 | 13. | Fin de la réunion. |

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE LANAUDIÈRE

Date et heure:
Rencontre du 17 avril 2013
8 h 30 à 12 h 30

Lieu de la rencontre :
Hôtel Château Joliette
450, rue Saint-Thomas
Joliette

ORDRE DU JOUR

PROJET

8 h 30 **Accueil**

8 h 45

- 1. Mot de bienvenue**
- 2. Compte-rendu de la rencontre du 21 janvier 2013**
- 3. Tour de Table**

10 h

Pause

10h 15

4. Présentations :

- 4.1 Plan d'action 2012-2015 en matière de saines habitudes de vie (SHV)**
Jean-Pierre Trépanier, Donald Dessureault et Brigitte Chalifoux, Agence
- 4.2 Initiative : L'Économie sociale, J'achète**
Manon Bonin et Marc-André Brûlé, TRESL
- 4.3 Projet rencontre CAR-Élu(e)s**
Claudette Larouche

12 h

Fin de la rencontre



Certifié carboneutre

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE LANAUDIÈRE

Le 17 avril 2013
8 h 30 à 12 h 30

*Hôtel Château Joliette
450, rue Saint-Thomas
Joliette*

PROJETCOMPTE-RENDU

No	Sujets	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISION ET SUIVI
1	Mot de bienvenue	<p>Madame Manon Bonin, directrice régionale p.i. du MAMROT, souhaite la bienvenue à tous les membres de la CAR.</p> <p>Elle les informe que madame Marie-Claude Samuel, directrice générale des affaires territoriales du MAMROT, ainsi que monsieur Jessy Baron du MAMROT se joindront à nous après la pause afin de donner des informations concernant la Direction régionale de Lanaudière du MAMROT.</p>	
2	Compte-rendu de la rencontre du 21 janvier 2013	<p>Le compte-rendu est accepté en considérant les modifications demandées par la SHQ, le CSF, l'OPHQ et le MCC.</p>	
3	Tour de Table	<p>MFA</p> <ul style="list-style-type: none">➤ Création de 3334 places en service de garde accordées pour Lanaudière d'ici le 31 mars 2016.➤ Comité consultatif créé pour faire le choix des projets pour recommandations à la ministre. <p>Le comité doit tenir compte de la faisabilité, de la pertinence et de la qualité des projets. 85 % des places développées dans la phase 2 devraient être des « centres de la petite enfance ».</p>	

No	Sujets	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISION ET SUIVI
	Tour de Table	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pour la province, 15 309 places subventionnées devraient être développées d'ici 2016. ➤ Le MFA a rencontré le CA de la CRÉ Lanaudière le 21 mars pour échanger sur le processus et l'acceptabilité des projets. On demande aux Municipalités de soutenir les promoteurs, lorsque possible, en cédant, par exemple, des terrains ou des bâtisses qui permettraient l'implantation de services de garde. ➤ L'appel de projets se termine en juin. Les agences seront sollicitées vers le mois de septembre. <p>SHQ</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Dans le cadre de la Stratégie pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires, la SHQ a implanté une structure de représentation régionale soutenue par des équipes de professionnels. <p>CNT</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Madame Ménard sera remplacée par monsieur Michel Beaudoin. <p>MFEQ</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Stratégie québécoise en entrepreneuriat : table régionale, meilleure concertation régionale. Sept rencontres ont déjà eu lieu. ➤ Plan d'action terminé : présentation prévue lors de la prochaine rencontre de la CAR. ➤ Dossier Électrolux : les procédures visant la fermeture de l'usine en 2014 se poursuivent. ➤ Alliance métal Québec finalise actuellement le plan d'action triennal. ➤ Le programme Export est en suspend. <p>Bureau de la ministre responsable de la région</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Madame Véronique Hivon a apprécié l'échange lors de la dernière CAR et désire maintenir une grande collaboration avec les membres de la CAR. ➤ Plusieurs annonces faites depuis cette rencontre de la CAR, notamment ce qui a trait à : <ul style="list-style-type: none"> ○ Hôpital régional; ○ 1,8 M\$ pour les 21 ans et plus; ○ Appui pour le Musée d'art de Joliette. 	

No	Sujets	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISION ET SUIVI
	Tour de Table	<p>MICC</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Entente signée avec SAFIMA. ➤ Signature d'entente possible en juin avec AMINAT. ➤ Augmentation importante de l'immigration dans le sud de la région. ➤ Négociations débutées en vue d'une nouvelle entente spécifique en immigration. ➤ CRCI coordonné par la CRÉ. Les travaux ont débuté pour le nouveau plan d'action et le bilan. ➤ Entente avec Agence et CSSSNL pour établir un système de bilan pour les besoins des nouveaux réfugiés. <p>MESS</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Comité local Electrolux : 4^e projet de formation de base en vue du DES débute le 2 avril. Le MESS couvre les frais de formation et une partie du salaire. ➤ Fusion MESS et Services Québec depuis hier. Les entités demeurent toutefois autonomes. Un chantier est en cours pour opérationnaliser la fusion. ➤ Bonification des mesures financières dans « Tous pour l'emploi ». D'autres mesures seront mises en place au cours de l'année. ➤ En lien avec le ministère de la Famille, une formation pour éducateurs en service de garde est prévue. La planification pour l'achat de cours devient une priorité. Collaboration appréciée de part et d'autre. <p>CRÉ</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Planification stratégique organisationnelle se finalise à l'interne. Un nouveau membre s'ajoute au C. A. : Représentant jeunesse. ➤ Au niveau national : le réseau des CRÉ du Québec est créé. Un montant de 8000 \$ par année par CRÉ est accordé pour ce réseau. ➤ Au niveau régional : Une proposition d'une nouvelle façon de se financer sera présentée au C. A. de demain, une discussion est prévue à cet effet. ➤ Si, pour la prochaine année, le budget de la CRÉ n'est pas maintenu, certaines ententes pourraient être remises en cause. 	

No	Sujets	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISION ET SUIVI
	Tour de Table	<p>ASSS de Lanaudière</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Transfert du Secrétariat aux aînés vers le MSSS. ➤ Annonce faite il y a 2 jours par la Première ministre, madame Pauline Marois, et monsieur Réjean Hébert pour des lits supplémentaires à l'hôpital Le Gardeur. Le début des travaux est prévu en 2017. 8 M\$ viendront combler 22 % d'iniquité en santé. 4,4 M\$ de ce montant sont prévus pour le rapatriement de certaines clientèles de médecine transitoire vers Lanaudière. ➤ L'accueil de nouveaux médecins spécialistes est à prévoir. ➤ 1.8 M\$ sera investi pour la clientèle des 21 ans et plus avec des troubles envahissants du développement. <p>La CRÉ se dit très satisfaite de cette annonce. Elle veut savoir si l'agrandissement de Le Gardeur pourrait amener les résidents de Montréal-Est à utiliser en plus grand nombre les services offerts à Lachenaie. On ne veut pas que ça devienne étanche. L'Est de Montréal est mal desservi en ce sens. La correction de situation pourrait se faire par des projets qui pourraient se développer à Montréal.</p> <p>MRN</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Le Secteur des Opérations a obtenu sa certification ISO 9001. ➤ Consultation le 1^{er} mai pour le Plan d'affectation du territoire public. Des discussions sont actuellement en cours à ce sujet. ➤ L'Association forestière de Lanaudière animera un forum « Produits forestiers non-ligneux dans nos assiettes », dès vendredi. ➤ Le nouveau régime forestier : rôle et responsabilité partagés. <p>MTQ</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Monsieur Sylvain Gaudreault a fait l'annonce nationale de 5,6 G\$ sur deux ans pour les investissements routiers, dont 160 M\$ sur deux ans pour Lanaudière. On retrouvera environ 100 chantiers, principalement dans le sud de Lanaudière. On propose de consulter le site Internet pour connaître les 19 projets spécifiques à Lanaudière qui sont déjà annoncés. ➤ Programme d'aide financière : reconduction de certains programmes, dont celui lié aux 	

No	Sujets	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISION ET SUIVI
	Tour de Table	<p>saines habitudes de vie.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Lutte à la collusion se poursuit. <p>MELS</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Cinq chantiers font suite au Sommet. ➤ Le prochain événement « Chapeau les filles » aura lieu le 16 mai prochain à Laval au Centre Compétence 2000. Trente et une bourses variant entre 500 \$ et 1000 \$ y seront offertes, dont 6 pour des récipiendaires de Lanaudière. On souligne le succès de l'organisation malgré le court laps de temps pour sa préparation grâce à la participation de plusieurs femmes et le soutien de nombreux partenaires. ➤ Le ministère poursuit le partage des responsabilités à la suite des changements ministériels. ➤ Offre de formations collégiales est à l'étude. ➤ Consultation à venir concernant le Livre vert sur la modernisation de la politique nationale du sport et du loisir. ➤ Concernant le dossier des « maternelles 4 ans », les commissions scolaires ont le mandat de faire un plan d'action pour implanter une classe par territoire. La Commission scolaire des Affluents recevra 5 000 \$ par jeune pour un projet de classe de 18 élèves. Avec ce projet, on vise la complémentarité. Le Ministère ne veut toutefois rien imposer. L'ENAP fera rapport sur l'implantation de ces maternelles. ➤ Aide financière aux études maintenue. ➤ Plan d'action sur la lecture à l'école (PAL) visant à développer des habitudes pour lecture chez les jeunes. 6 prix entre 450 \$ et 1000 \$. 2 écoles reconnues dans Lanaudière. La reconduction de ce plan est souhaitée. ➤ Annonce à l'Épiphanie : 374 125 \$ pour un projet de patinoire réfrigérée couverte qui desservira plusieurs municipalités. ➤ Politiques de financement des Universités. 	

No	Sujets	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISION ET SUIVI
		<p>MAPAQ</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Renouvellement de programmes qui seront modifiés. ➤ Politique pour une souveraineté alimentaire : des démarches sont en cours. On prévoit une rencontre prochainement pour consulter les partenaires éventuels. Une nouvelle politique est attendue pour juin prochain. ➤ Consultation fructueuse dans le cadre du Plan de développement des zones agricoles. Le rapport touchera notamment plusieurs ministères. ➤ Soutien en entrepreneuriat aboutira sur des actions qui interpelleront plusieurs partenaires. Associé à CIEL, CLD, CDBL, UPA et en lien avec le PMAD. <p>CSF</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Avis émis sur les chantiers en construction. Femme vue comme une menace réelle par plusieurs. Les femmes se retrouvent surtout dans les secteurs de la finition et de la décoration. Il ressort de plusieurs témoignages de la discrimination à l'embauche, du harcèlement sur les chantiers, la conciliation travail-famille est peu reconnue, beaucoup de préjugés concernant la force physique des femmes. 2\3 des femmes quittent les chantiers dans les 5 premières années. ➤ 18 mesures volontaires proposées, malheureusement sans résultat. CSF propose des mesures plus contraignantes, des comités et des actions qui viseraient le milieu de l'éducation. ➤ Au cœur du pouvoir : plusieurs porte-paroles dans chaque région, dont madame Claudine Harnois. ➤ La Gazette des femmes : édition spéciale disponible. ➤ Présentation du fascicule : 25 lieux décisionnels à découvrir. <p>MCC</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Annonces concernant le Musée d'arts de Joliette ainsi que pour Hector-Charland. ➤ Café culturel de la Chasse-galerie de Lavaltrie devient un nouveau diffuseur reconnu. ➤ Plus d'argent dans les programmes politiques culturels de Laval, Laurentides et Lanaudière. 	

No	Sujets	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISION ET SUIVI
		<p>MAMROT</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Publication du Plan d'action du ministère en occupation et en vitalité des territoires. ➤ Dépôt du projet de loi-cadre en économie sociale. ➤ PNR en renouvellement. 	
	<p>Retour de la Pause</p>	<p>Madame Marie-Claude Samuel, directrice générale des affaires territoriales au MAMROT, se joint aux membres de la CAR pour remercier madame Manon Bonin pour le travail accompli depuis janvier à titre de directrice régionale par intérim dans Lanaudière. Son engagement a permis d'assurer une transition à la suite du départ de monsieur Jean Ouellet. Elle souligne également l'engagement de monsieur Ouellet pour ses années de service au Ministère. De plus, elle remercie madame Claudette Larouche pour son travail à titre de secrétaire de la CAR et annonce sa nomination à titre de directrice régionale de la région des Laurentides. Elle pourra ainsi mettre à profit son expertise de la CAR dans le cadre de ses nouvelles fonctions.</p> <p>Madame Samuel souligne que le ministre et le sous-ministre ont entendu la demande des CRÉ quant à la nécessité d'avoir un directeur dédié par région.</p> <p>Elle annonce la nomination de monsieur Jessy Baron au poste de directeur régional de Lanaudière. Son expertise à titre de propriétaire d'une entreprise culturelle au cours des dernières années ainsi que son expérience en développement régional à la Direction du développement rural, des régions et de l'économie sociale l'ont amené à travailler dans plusieurs dossiers, dont celui de l'occupation et la vitalité des territoires.</p> <p>En plus de son mandat de directeur régional, il lui sera confié des mandats horizontaux dans le but d'améliorer la cohérence entre les différents bureaux du Ministère. À cet effet, le volet relation entre la CMM et la couronne nord, plus particulièrement les discussions liées à l'orientation 10 sera confié à monsieur Baron.</p> <p>Plusieurs grands dossiers seront priorisés cette année au MAMROT, dont le renforcement de la CAR, les élections municipales en novembre 2013 et le renouvellement des plans quinquennaux des CRÉ.</p> <p>Monsieur Baron mentionne qu'il est fier de se joindre à l'équipe régionale de Lanaudière. Il dit avoir développé un grand intérêt pour les enjeux en développement régional au cours des dernières années. La collaboration et la concertation entre les ministères prennent toute leur importance avec la Stratégie pour assurer l'occupation et la vitalité des Territoires.</p>	

No	Sujets	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISION ET SUIVI
		<p>Madame Samuel précise que tout le monde sera en poste au plus tard à la mi-mai et que les nouveaux gestionnaires seront assurés d'un encadrement adéquat.</p> <p>M. Guy Raynault se dit triplement heureux. La décision de nommer un directeur pour Lanaudière règle l'iniquité par rapport aux autres régions. Il remercie madame Larouche pour le travail accompli dans la région et se dit satisfait du choix de monsieur Baron avec qui il a eu à une très bonne collaboration antérieurement. Au cours de la dernière année, monsieur Baron a d'ailleurs été très présent en support aux CRÉ.</p>	
<p>4</p> <p>4.1</p>	<p>Présentations</p> <p>Plan d'action 2012-2015 en matière de saines habitudes de vie (SHV)</p>	<p><i>Jean-Pierre Trépanier, Donald Dessureault et Brigitte Chalifoux, ASSS</i></p> <p>M. Trépanier présente les objectifs visés par le Plateau intersectoriel.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ On vise la réussite d'un plan d'action concerté avec les différents partenaires. Ce dernier est ambitieux, mais toutefois appuyé sur des données probantes. ➤ La mise en place de conditions de succès est incontournable. Une de ces conditions est axée sur l'aménagement du territoire visant à encourager les modes de vie actifs. ➤ Prendre compte des saines habitudes de vie doit devenir un réflexe dans toutes les décisions que nous avons à prendre. ➤ Plusieurs chantiers sont entrepris pour réaliser les différentes actions prévues au plan d'action. La réussite de ces chantiers repose sur l'expertise et la participation de tous les partenaires. ➤ M. Trépanier rappelle qu'en matière de santé et sécurité, il faut s'attendre à ce que les effets puissent s'évaluer sur le long terme comme tout changement de comportement dans le domaine. ➤ Des suites au PAG sur les saines habitudes de vie, qui se terminera en 2015, sont attendues. ➤ D'ici là : <ul style="list-style-type: none"> ❖ Livre vert sur la Politique de prévention de la santé est prévu au printemps ❖ Programme national en santé publique ➤ Invitation à tous les ministères de se prévaloir de la formation d'ici la fin juin. ➤ On demande de faire le relais auprès des différents partenaires. 	

No	Sujets	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISION ET SUIVI
4.2	Initiative : L'Économie sociale, J'achète	<p><i>Manon Bonin et Marc-André Brûlé, TRESL</i></p> <p>L'économie sociale veut répondre aux besoins du milieu, par le milieu, pour le milieu. Elle veut également générer une activité économique qui engendre la richesse collective.</p> <p>Le MAMROT prévoit que le projet de loi-cadre sur l'économie sociale franchisse toutes les étapes législatives d'ici la fin d'année 2013 ou début 2014.</p> <p>Une des actions prévues dans le présent plan d'action gouvernemental est d'inciter les ministères et organismes gouvernementaux à considérer les achats auprès des entreprises en économie sociale. Pour ce faire, le MAMROT et le Chantier de l'économie sociale ont développé une plateforme WEB. Plateforme commercesolidaire.com est déjà accessible pour les entreprises et des travaux sont faits pour que les ministères et organismes gouvernementaux puissent également y accéder.</p>	
4.3	Projet rencontre CAR-Élu(e)s	<p>Madame Claudette Larouche fait part des informations recueillies concernant l'organisation d'un événement ayant pour objectif d'informer les élus municipaux 2013 concernant les services offerts par les ministères et organismes.</p> <p>Étant donné l'arrivée prochaine de monsieur Jessy Baron à titre de président de la CAR et le départ de madame Larouche au début mai, il est proposé de remettre la discussion à une prochaine rencontre. Il est aussi proposé de prévoir l'événement en début d'année 2014 afin de laisser le temps aux nouveaux élus de s'installer dans leurs nouvelles fonctions.</p> <p>Fin de la rencontre.</p>	Point à l'ordre du jour de la rencontre du 9 octobre 2013



CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE LANAUDIÈRE

Le 9 octobre 2013
8 h 30 à 12 h 30

Centre Saint-Jean-Bosco
249, Chemin du golf Est, Saint-Charles-Borromée

PROJET D'ORDRE DU JOUR

1. Ouverture de la rencontre (8 h 30 – 8 h 35)
2. Compte-rendu de la rencontre du 17 avril 2013 (8 h 35 – 8 h 40)
3. Proposition de mise en place d'un comité technique de la CAR en aménagement (8 h 40 – 8 h 50)
4. Point d'information sur le Secrétariat à la région métropolitaine (8 h 50 – 9 h)
5. Présentation et échanges sur le Plan d'action «Un Québec fort de son immigration», ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (9 h – 9 h 40)
6. Présentation de la Table régionale sur la réduction de la dépendance au pétrole (9 h 40 – 10 h 10)
7. Rencontre CAR Lanaudière/Élus (10 h 10 – 10 h 25)
8. Tour de table (10 h 25 – 10 h 50)

Pause (10 h 50 – 11 h)

9. Table économique de la CAR de Lanaudière (11 h – 12 h 30)
 - Mot de bienvenue
 - Table d'action en entrepreneuriat
 - Dossiers économiques régionaux
10. Divers (12 h 30)
11. Prochaine rencontre (12 h 35)





Certifié carboneutre

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE LANAUDIÈRE

Le 9 octobre 2013
8 h 30 à 12 h 30

*Centre Saint-Jean-Bosco
249, chemin du golf Est, Saint-Charles-Borromée*

PROJET DE COMPTE RENDU

Sujets	Description et synthèse des échanges	Décision et suivi
1. Mot de bienvenue	M. Jessy Baron, directeur régional du MAMROT, souhaite la bienvenue aux membres de la CAR Lanaudière. Afin de renforcer la CAR, il invite les membres à ne pas hésiter à faire appel à cette instance lorsqu'il y a des enjeux qui nécessitent une concertation interministérielle et à proposer des sujets qui devraient être abordés lors des prochaines rencontres.	
2. Compte rendu de la rencontre du 17 avril 2013	Le compte-rendu est accepté en considérant les modifications demandées par l'ASSS, le MTQ et le MELS.	Transmettre une version amendée du compte rendu aux membres de la CAR.
3. Proposition de mise en place d'un comité technique de la CAR en aménagement	<p>M. Jessy Baron présente le document sur le projet de mise en place d'un comité technique en aménagement du territoire de la CAR de Lanaudière. Ce Comité aurait pour mandat de favoriser la concertation et l'harmonisation des actions des ministères et des organismes du gouvernement dans la région de Lanaudière dans le cadre de la mise en œuvre des politiques et des activités gouvernementales ayant des incidences sur l'aménagement du territoire.</p> <p>Les membres de la CAR reçoivent favorablement la proposition de mise en place de ce comité.</p>	

Sujets	Description et synthèse des échanges	Décision et suivi
3. Proposition de mise en place d'un comité technique de la CAR en aménagement (suite)	<p>M. Alexandre Martel, attaché politique de la ministre Véronique Hivon, demande si les MRC pourront faire appel à ce comité. M^{me} Chantal Fafard, qui sera la coordonnatrice de ce comité, mentionne que les MRC pourront notamment soumettre des versions préliminaires de leurs documents aux membres du comité et également venir rencontrer les représentants des M/O, le cas échéant.</p> <p>M. Daniel Soulières (MRN) se questionne à savoir si le comité traitera à la fois des dossiers du Nord et du Sud de Lanaudière. M. Baron répond que ce comité couvrira l'ensemble de la région. Au besoin, des représentants de la Direction des affaires métropolitaines du MAMROT pourront participer aux travaux.</p> <p>La première rencontre de ce comité aura lieu le 27 novembre 2013.</p>	
4. Point d'information sur le Secrétariat à la région métropolitaine	<p>Dans l'optique de favoriser les arrimages entre les ministères et organismes oeuvrant sur le territoire de Lanaudière et le Secrétariat à la région métropolitaine (SRM), il est proposé que ce Secrétariat siège dorénavant aux rencontres de la CAR de Lanaudière.</p> <p>M^{me} Lucie Tremblay (SRM) présente brièvement le Secrétariat. Elle indique qu'il s'agit d'une instance qui relève du ministère du Conseil exécutif. Son mandat est de conseiller le gouvernement du Québec sur toute question ou mesure ayant un impact significatif sur la région métropolitaine de Montréal et son développement, et de susciter la concertation avec ses différents partenaires stratégiques afin de favoriser la cohérence et la convergence de l'ensemble des interventions, ainsi que l'essor et le dynamisme de la région métropolitaine. Il assure également le secrétariat du Comité ministériel de la région métropolitaine, présidé par le ministre responsable de la région de Montréal. M^{me} Tremblay fait état également des principales priorités du SRM, dont l'amélioration du transport collectif et l'attraction de même que la rétention des familles.</p> <p>Les membres de la CAR se disent favorables à la participation du SRM aux travaux de la CAR de Lanaudière. M. Guy Raynault (CRÉ) croit que la participation du SRM peut contribuer à renforcer la cohérence et la complémentarité des actions. Selon lui, plusieurs enjeux lanauois nécessitent une concertation avec les acteurs « métropolitains » et c'est d'ailleurs pour cette raison que des rencontres, réunissant l'ensemble des CRÉ du « Grand Montréal », sont tenues à l'occasion.</p>	

Sujets	Description et synthèse des échanges	Décision et suivi
4. Point d'information sur le Secrétariat à la région métropolitaine (suite)	<p>En réponse à certains membres de la CAR, M^{me} Tremblay mentionne que ce sera M. André Lavallée, secrétaire général associé, qui siègera officiellement à la CAR et que celui-ci devrait être présent lors de la prochaine rencontre.</p>	
5. Présentation et échanges sur le Plan d'action «Un Québec fort de son immigration», MICC	<p>M. Jean-Marc Bricault et M^{me} Elsy Maythee Elias Lopez (MICC) présentent le Plan d'action « Un Québec fort de son immigration », qui a été dévoilé par la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles, M^{me} Diane de Courcy, le 12 septembre 2013.</p> <p>Ce plan présente 24 actions visant à favoriser la pleine participation des personnes immigrantes à l'essor économique, à la vitalité de la langue française et à l'épanouissement de toutes les régions du Québec</p> <p>La mise en œuvre du plan d'action, dont certaines mesures ont débuté au cours des derniers mois, s'échelonne jusqu'en 2016. Ce plan, élaboré au terme d'une tournée de la ministre dans les 17 régions du Québec, s'articule autour de six axes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ mieux sélectionner pour faciliter l'intégration en français des personnes immigrantes; ▪ améliorer le niveau de préparation avant l'arrivée au Québec; ▪ faciliter l'intégration en francisant davantage au Québec; ▪ mieux arrimer les actions en matière d'intégration; ▪ favoriser l'établissement durable en région et mieux soutenir les entreprises; ▪ mobiliser les collectivités et la population pour faciliter l'intégration. <p>Par ailleurs, M^{me} Elsy Maythee Elias Lopez informe les membres de la CAR qu'une entente spécifique en immigration dans la région de Lanaudière pour la période 2013-2018 est présentement en négociation et devrait notamment contribuer à favoriser la régionalisation de l'immigration.</p>	

Sujets	Description et synthèse des échanges	Décision et suivi
5. Présentation et échanges sur le Plan d'action «Un Québec fort de son immigration», MICC (suite)	<p>M. Giovanni Carboni (MESS) mentionne qu'il y a des besoins importants en ce qui a trait aux travailleurs agricoles et qu'il serait opportun de mener des réflexions concernant le transport des immigrants qui demeurent à Montréal. Il existe certes des initiatives, comme l'offre de service de transport par l'Union des producteurs agricoles, mais force est de constater qu'il y a toujours une grande pénurie de main-d'œuvre. Il y aurait donc lieu de poursuivre les discussions à ce sujet.</p> <p>Les membres de la CAR accueillent favorablement le déploiement de plusieurs mesures qui visent l'établissement durable des immigrants à l'extérieur de la région métropolitaine de Montréal. Il est notamment question des actions en lien avec l'intégration des réfugiés dans la Ville de Joliette. Par ailleurs, les représentants du MICC signalent que certaines actions, qui visent a priori la région de Montréal, pourraient être élargies si nécessaire (ex. : francisation des personnes immigrantes en milieu de travail).</p>	
6. Présentation de la Table régionale sur la réduction de la dépendance au pétrole	<p>MM. Gilles Côté et Charles Gratton de la Table régionale sur la réduction de la dépendance au pétrole viennent présenter le portrait énergétique de Lanaudière. Ceux-ci mentionnent d'abord qu'il y a eu en 2010 dans chacune des régions des Rendez-vous de l'énergie qui visaient à inviter la société québécoise à réfléchir de façon constructive à notre dépendance au pétrole et à trouver des alternatives afin de réduire cette dépendance en misant sur les nombreux bénéfices économiques, sociaux et environnementaux qui y sont associés. Par la suite, en novembre 2011, le Forum québécois sur l'énergie a été l'occasion d'échanger et de réfléchir sur les enjeux, les opportunités et les obstacles à surmonter en faveur d'une stratégie globale et à long terme de réduction de notre dépendance au pétrole.</p> <p>Afin de bien identifier les mesures à prioriser dans Lanaudière, il a été jugé opportun de réaliser un portrait énergétique régional. M. Gratton signale, entre autres, que Lanaudière est moins énergivore que la moyenne québécoise (ex. : 165 GJ/an/Lanaudois vs 223 GJ/an/Québécois), mais que nous avons une grande dépendance envers le pétrole, particulièrement en raison du secteur du transport. M. Gratton informe les membres de la CAR que 38 pistes d'action régionales ont été identifiées et que 20 ont été définies comme étant prioritaires. Il invite les représentants des M/O à en prendre connaissance et à déterminer les gestes qui peuvent être posés dans leur organisation pour favoriser la réduction de notre dépendance au pétrole.</p>	

Sujets	Description et synthèse des échanges	Décision et suivi
6. Présentation de la Table régionale sur la réduction de la dépendance au pétrole (suite)	<p>M. Guy Raynault (CRÉ) est d'avis qu'il y a un grand potentiel de réduction de la dépendance au pétrole dans le transport des marchandises. Il cite en exemple des initiatives internationales (ex. : Suède) pour démontrer les gains qui peuvent être réalisés en cette matière, notamment en ce qui a trait aux actions visant à diminuer le nombre de camions qui ne circulent pas à pleine capacité.</p> <p>M^{me} Manon Bonin (MAMROT) signale qu'il serait important que le plan d'action soit largement diffusé dans les municipalités et les MRC afin d'en favoriser la mise en œuvre. Les représentants de la Table partagent cet avis et mentionnent qu'ils devraient embaucher une ressource à temps partiel au cours de la prochaine année, ce qui leur permettra notamment de mieux faire connaître les actions jugées prioritaires dans les milieux.</p>	
7. Rencontre CAR Lanaudière/Élus municipaux	<p>M. Jessy Baron mentionne qu'à la suite des élections municipales de 2009, une rencontre avait été organisée dans la région pour présenter aux nouveaux élus l'offre de services des M/O oeuvrant dans la région de Lanaudière. Considérant que cette initiative avait été bien appréciée et que plusieurs élus municipaux en ont fait la demande au MAMROT depuis, il est proposé de tenir à nouveau cet événement, le 3 février 2014, à Saint-Liguori. À l'occasion de cette rencontre, les M/O seraient invités à présenter leur offre de service et/ou tenir un kiosque d'information</p> <p>Les membres de la CAR se disent favorables à l'organisation de cette rencontre. Ceux-ci sont donc invités à confirmer leur intention de faire une présentation de leur offre de service et/ou de tenir un kiosque de même qu'à identifier une personne ressource pour l'organisation de la rencontre d'ici le 31 octobre 2013.</p>	
8. Tour de table	<p>Les points suivants ont notamment fait l'objet de discussions lors du tour de table :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Entente spécifique 2013-2018 en immigration en cours de négociation. ▪ Nouveau plan d'action du Comité régional de concertation en immigration dans la région de Lanaudière en élaboration. ▪ L'Entente spécifique sur le soutien du Carrefour industriel et expérimental de Lanaudière (CIEL), qui se termine le 31 décembre 2013, est en cours de négociation. 	

Sujets	Description et synthèse des échanges	Décision et suivi
<p>8. Tour de table (suite)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le concours de l'Ordre national du mérite agricole s'est déroulé cette année dans les régions des Laurentides, de Montréal-Laval-Lanaudière et de l'Outaouais. ▪ M^{me} Josée Desjardins, directrice régionale p.i. (MELS), remplacera dorénavant M. Daniel Parent à la CAR. ▪ Le Rendez-vous national de la forêt québécoise aura lieu les 21 et 22 novembre 2013 à Saint-Félicien. ▪ Le nouveau Programme de développement régional et forestier a été lancé le 11 juillet 2013. Ce programme remplace le Programme de mise en valeur de l'approche intégrée et régionalisée (PAIR) ainsi que le Programme de mise en valeur des ressources du milieu forestier - Volet II. ▪ Le Plan d'action régional du Plateau lanaudois intersectoriel 2012-2015 en matière de saines habitudes de vie a fait l'objet de certaines mises à jour et a été transmis, le 7 octobre 2013, à Québec en forme aux fins de financement. ▪ La deuxième rencontre régionale de réflexion sur les arrimages pour la solidarité et l'inclusion sociale aura lieu le 7 novembre 2013 au Club de golf de Joliette. ▪ Le projet de Loi-cadre sur l'économie sociale a été adopté à l'unanimité le 10 octobre 2013 et vise notamment à favoriser la reconnaissance des entreprises collectives à la vitalité des territoires. ▪ Le gouvernement devrait lancer, au cours de l'automne 2013, la nouvelle Politique nationale de la ruralité qui couvrira la période 2014-2024 et qui prévoit des investissements de 470 M\$. ▪ La Politique économique du Québec a été dévoilée le 10 octobre 2013 et prévoit des investissements privés et publics de près de 13 G\$ d'ici 10 ans, et la création de plus de 43 000 emplois d'ici 2017. ▪ Le 10 octobre 2013, la Politique industrielle sera déposée et pourra faire l'objet d'une présentation lors d'une prochaine rencontre de la CAR. 	

Sujets	Description et synthèse des échanges	Décision et suivi
8. Tour de table (suite)	<ul style="list-style-type: none"> La CRÉ a amorcé les travaux en vue du renouvellement du plan quinquennal de développement et sollicite la participation des membres de la CAR dans le cadre de cette démarche. Des questionnaires devraient notamment être transmis aux différents partenaires, dont les M/O, d'ici la fin de l'automne 2013. La CRÉ vise l'adoption d'un nouveau plan au début de l'automne 2014. La Chambre de commerce du Montréal métropolitain organisera, le 6 décembre prochain, le Forum « Les industries créatives : des acteurs clés dans l'économie de la métropole » qui vise notamment à accroître les occasions d'affaires et de partenariat au Québec. 	
9. Table économique de la CAR <ul style="list-style-type: none"> Mot de bienvenue 	<p>M. Éric Lescarbeault (MFEQ) souhaite la bienvenue à toutes et à tous. Les membres du comité mentionnent qu'ils n'ont pas reçu le compte-rendu de la dernière rencontre, il sera donc acheminé avec le prochain envoi.</p> <p>M. Lescarbeault souligne que dans les suivis, l'offre de M. Luc Cossette du MTQ concernant les contrats potentiels disponibles pour les entreprises Lanaudaises a été transmise aux partenaires de notre région. À cet égard, une formation pourrait être organisée avec les entreprises à l'hiver 2014 afin que ces dernières puissent saisir les opportunités offertes par le MTQ.</p> <p>Afin de compléter le tour de table, M. Lescarbeault cède la parole à M. Pierre Lacoursière de Développement économique Canada (DEC). Celui-ci souligne que suite à la restructuration effectuée par DEC, le territoire Lanaudois est maintenant desservi par deux bureaux, soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <u>Grand Montréal</u> qui couvre les MRC de L'Assomption et Les Moulins; <u>Trois-Rivières</u> qui couvre les MRC de D'Autray, Joliette, Matawinie et Montcalm. Les conseillers responsables de ces territoires sont M. Jean-François Trudeau et M^{me} Neïla Ghribi. 	

Sujets	Description et synthèse des échanges	Décision et suivi
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Table d'action en entrepreneuriat de Lanaudière 	<p>Une présentation du plan d'action de la Table d'action en entrepreneuriat est effectuée par M^{me} Nathalie Breault.</p> <p>En résumé :</p> <p><u>Mission</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ La table veille à la réalisation du plan d'action régional tout en tenant compte des orientations gouvernementales, dont la Stratégie québécoise de l'entrepreneuriat. <p><u>Mandats</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Mettre en œuvre un plan d'action régional pour favoriser le développement de l'entrepreneuriat dans la région; 2. Réaliser des mesures et des projets structurants pour la région; 3. Mobiliser des intervenants locaux et régionaux concernés par le soutien à l'entrepreneuriat. <p><u>Objectifs</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Favoriser la concertation et la mobilisation des acteurs locaux et régionaux en matière d'entrepreneuriat; ▪ Répondre efficacement aux demandes des entrepreneurs; ▪ Établir et mettre en œuvre des plans d'action régionaux en entrepreneuriat; ▪ Concourir à l'atteinte des cibles des plans d'action entrepreneuriaux régionaux par la mise en œuvre de mesures et de projets structurants; ▪ Diffuser efficacement l'offre de services en entrepreneuriat auprès de diverses clientèles. 	

Sujets	Description et synthèse des échanges	Décision et suivi
	<p>PLAN D'ACTION RÉGIONAL</p> <p><u>Enjeux</u> : Reconnaissance et relève des entrepreneurs / Absence de plan de relève / Connaissance et accès aux capitaux / Soutien</p> <p><u>Priorités / actions</u></p> <p>Mettre en place un groupe d'entrepreneurs-conférenciers (fier d'entreprendre) / démontrer / mobiliser par l'exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ soutenir et/ou susciter les initiatives entrepreneuriales auprès des écoles; ▪ créer une trousse de support aux conférences (forfait information avant, pendant et après les conférences); ▪ effectuer des ateliers / conférences dans les écoles. <p>Mettre en place une campagne de promotion locale / régionale abordable :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ définir un positionnement entrepreneurial favorable de la région de Lanaudière; ▪ faire une campagne promotionnelle régionale s'adressant aux salariés; ▪ promouvoir la fierté du cédant de voir son patrimoine se perpétuer. <p>Optimiser la relève :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ mettre en place un service régional spécialisé en relève d'entreprise; ▪ favoriser un point de jonction entre cédant et entrepreneur (réseau de contacts / opportunités). <p>Créer des accès aux capitaux (mettre en valeur ce qui existe, assurer l'adéquation entre programme et projet) :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ effectuer un inventaire de toutes les sources de financement au Québec et identifier les sources manquantes; ▪ bonifier l'accompagnement, de façon harmonieuse, des entrepreneurs dans la structure de financement de leur projet d'entreprise; ▪ favoriser l'accès des entreprises lanaudoises à des réseaux d'anges financiers; 	

Sujets	Description et synthèse des échanges	Décision et suivi
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ mettre en place un fonds régional de microcrédit. <p>Favoriser l'accès à l'intelligence entrepreneuriale :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ définir un mécanisme permettant la création de comités consultatifs; ▪ soutenir / bonifier le mentorat auprès des structures actuelles; ▪ mettre en place une plate-forme régionale de diffusion / information Web de qui fait quoi? 	
<p>Dossiers économiques régionaux</p>	<p>Femmessor Lanaudière</p> <p>M. Éric Lescarbeault mentionne que depuis quelques mois, la région de Lanaudière bénéficie d'un nouvel organisme à but non lucratif, soit Femmessor Lanaudière.</p> <p>Cet organisme a pour mission de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ promouvoir l'entrepreneuriat féminin; ▪ aiguiller les femmes entrepreneures vers les ressources du milieu; ▪ accompagner les femmes entrepreneures dans leurs démarches; ▪ assurer un financement aux femmes entrepreneures; ▪ faciliter le maillage et le mentorat. <p>Femmessor Lanaudière possède un fonds de 990 000 \$ pour investir dans les entreprises :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ détenues majoritairement par des femmes entrepreneures; ▪ dont la principale place d'affaires est située dans Lanaudière; ▪ qui démontre un caractère de permanence, de rentabilité et de viabilité ainsi que de bonnes perspectives d'avenir; ▪ de tous les secteurs d'activités. <p>Femmessor Lanaudière offre des prêts :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ de 5 000 \$ à 35 000 \$; ▪ qui porte intérêt à un taux évalué en fonction du risque de l'investissement, du terme du prêt, des honoraires de suivi et des garanties retenues; ▪ d'une période d'amortissement maximale de 5 ans. 	

Sujets	Description et synthèse des échanges	Décision et suivi
	<p>Créneaux d'excellence de Lanaudière</p> <p>M. Éric Lescarbeault souligne que :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ le créneau Agroalimentaire et bioproduits végétaux sera en évaluation à compter du 10 octobre 2013. À la fin du processus d'évaluation, à l'automne 2013, et selon la note obtenue lors du processus, le MFEQ confirmera aux membres du comité de créneau s'il est reconduit pour les prochaines années; ▪ les membres du créneau Meuble, 2^e et 3^e transformations de Lanaudière ont conclu une entente avec les membres du créneau Meuble de la Mauricie et ont décidé d'unir leurs forces et fusionner leur créneau respectif. Le nom du nouveau créneau est Design d'ameublement Lanaudière / Mauricie. Le financement de la permanence des créneaux est assuré par le MFEQ, la CRÉ Lanaudière et la CRÉ Mauricie. Le créneau est en attente de la signature de la ministre déléguée à la Politique industrielle et à la Banque de développement économique du Québec, M^{me} Élane Zakaïb pour un renouvellement de trois ans; ▪ le créneau Structures complexes et composantes métalliques portera désormais l'appellation Alliance Métal Québec. Le créneau devrait déposer, sous peu, la planification stratégique finale à la ministre déléguée à la Politique industrielle et à la Banque de développement économique du Québec, M^{me} Élane Zakaïb, pour un renouvellement de cinq ans. <p>M^{me} Nathalie Breault mentionne que différents projets économiques sont soutenus par Lanaudière Économique, soit l'organisme chargé du développement de projets à teneur économique pour Lanaudière. Elle remet aux membres de la Table la carte des services aux entreprises développée par Lanaudière Économique et souligne les particularités de certains projets en cours, soit :</p>	

Sujets	Description et synthèse des échanges	Décision et suivi
	<p><u>Centre de transfert aux entreprises (CTE)</u></p> <p>Le CTE embauche présentement deux conseillers en transfert d'entreprise. Ces conseillers offrent différents services en relève. Que ce soit pour un diagnostic d'entreprise, de l'accompagnement personnalisé dans la gestion du processus de transfert et du traitement des aspects humains, ou encore des cohortes d'entrepreneurs (releveur/cédant), le CTE est le spécialiste en transfert reconnu par toutes les organisations en développement économique Lanaudoises.</p> <p>De plus, le CTE a également obtenu l'autorisation d'offrir un service aux entreprises agricoles du territoire. Connu sous le nom de Centre régional d'établissement en agriculture (CRÉA), cet organisme fait donc maintenant partie intégrante du CTE. Désormais, les services du CTE sont offerts à tout type d'entreprise qui œuvre sur le territoire Lanaudois.</p> <p><u>Développement durable</u></p> <p>Lanaudière Économique et ses partenaires ont dévoilé un projet de développement durable qui vise à guider concrètement une centaine d'entreprises dans la région vers une tendance lourde, soit le développement durable qui s'appuie sur une vision à long terme, qui prend en compte le caractère indissociable des dimensions environnementales, sociales et économiques. Le ministère des Finances et de l'Économie du Québec, Développement économique Canada, les Sociétés d'aide au développement des communautés, Emploi-Québec et la Conférence régionale des élus(es) de Lanaudière ont permis à Lanaudière Économique d'élaborer un plan d'action qui se déploie sous forme de formation, d'accompagnement et de création d'alliances, sur le terrain, pour une synergie des matières résiduelles.</p>	

Sujets	Description et synthèse des échanges	Décision et suivi
	<p><u>Savoir Affaires</u></p> <p>Le projet Savoir Affaires Lanaudière-Laurentides se tiendra du 8 au 11 février 2014 dans Lanaudière et du 12 au 14 février 2014 dans les Laurentides.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Cette initiative innovante est le résultat d'une alliance entre le savoir spécialisé et l'entrepreneuriat qui permettra de : <ul style="list-style-type: none"> ○ mettre à profit l'expertise d'une cinquantaine d'étudiants de cycles supérieurs des dix établissements du réseau de l'Université du Québec (couvrant l'ensemble du territoire québécois) en les impliquant dans une démarche de diversification économique et d'innovation afin de trouver de nouvelles idées de projets d'entreprises dans les régions de Lanaudière et des Laurentides; ○ mobiliser des gens d'affaires (entrepreneurs, dirigeants d'entreprises et industriels), soutenus par des intervenants économiques, Centres locaux de développement (CLD), Lanaudière Économique, Laurentides Économique, Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC) et les conseillers économiques de divers paliers gouvernementaux; ○ jumeler le leadership entrepreneurial et le savoir scientifique dans le but de générer des retombées économiques et sociales à moyen et à long terme, accompagnées de résultats concrets par des projets d'entreprises. <p>Concrètement, l'initiative Savoir Affaires Lanaudière-Laurentides vise à :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ identifier et proposer des projets porteurs à caractère entrepreneurial pouvant contribuer, dans une perspective d'innovation, à la vitalité des milieux ruraux et urbains des six MRC de Lanaudière et des sept MRC des Laurentides, et ce, dans les secteurs suivants : agroalimentaire et bioproduits végétaux, technologies et design, tourisme de villégiature quatre saisons et matériaux composites; ▪ mettre l'UQO et l'ensemble des établissements du réseau de l'Université du Québec au service de ces deux régions en utilisant les compétences développées et les connaissances acquises par les étudiants de cycles supérieurs au cours de leurs études; 	

Sujets	Description et synthèse des échanges	Décision et suivi
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ favoriser le développement des habiletés de gestion et des compétences entrepreneuriales chez les étudiants; ▪ encourager le maillage et le développement de nouveaux partenariats en mobilisant les participants autour de projets résultant du Savoir Affaires Lanaudière-Laurentides; ▪ encourager l'établissement de nouveaux citoyens hautement qualifiés dans les régions de Lanaudière et des Laurentides. <p>Formation sur la Gouvernance</p> <p>M. Éric Lescarbeault souligne que le MFEQ, en collaboration avec le MAMROT et Lanaudière Économique, offrira une formation sur la Gouvernance.</p> <p><u>Objectifs de la formation</u></p> <p>La formation proposée vise à clarifier les rôles et responsabilités des membres de conseils d'administration pour assurer une gouvernance de qualité. Parmi les sujets abordés, nous retrouverons aussi les conditions à mettre en place et les comportements à adopter comme membre du conseil, pour favoriser des décisions de qualité et une saine gouvernance. Des exemples concrets et des exercices compléteront les présentations.</p> <p><u>Thème général</u> : la gouvernance et l'évolution des conseils d'administration.</p> <p><u>Plan de la formation</u></p> <p>Introduction : ce qu'est la «gouvernance » et la demande sociale pour une «meilleure gouvernance».</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Rôles et responsabilités des membres de C.A. (ce qu'ils ne sont pas, ce qu'ils sont : devoirs et obligations); 2. Pour bien jouer ce rôle, il faut connaître et comprendre : l'organisation, sa mission, son plan stratégique, l'équipe de direction, son rôle et ses responsabilités et les risques de l'organisation; 3. Votre actif – les compétences de chaque membre du C.A. et son engagement : clarifier le profil de compétences requis, analyser le profil de compétence actuel; 	

Sujets	Description et synthèse des échanges	Décision et suivi
	<p>4. Valeurs à privilégier, à communiquer et à actualiser/incarnier;</p> <p>5. Quelques guides comportementaux pour un C.A. efficace : communiquer efficacement, quelques règles d'or et comportements à encourager.</p> <p>Les formations seront offertes aux organisations du territoire les lundis 11 novembre et 2 décembre 2013. Seulement 30 places par formation seront disponibles. Les lieux seront à confirmer.</p> <p>Politique économique et Politique industrielle</p> <p>M. Lescarbeault souligne que la première ministre du Québec, M^{me} Pauline Marois, et le ministre des Finances, M. Nicolas Marceau, ont déposé lundi la Politique économique du Québec. Il mentionne que toutes les informations concernant cette politique sont disponibles sur le site Web du MFEQ. De plus, il mentionne que le 10 octobre prochain, la Politique industrielle sera également déposée.</p>	
10. Divers	<p>Électrolux</p> <p>M. Carboni souligne qu'il a obtenu un montant important pour offrir des formations. Toutefois, étant donné que l'entreprise est toujours en activité et que les mises à pied ne sont pas encore officielles, certaines formations ne sont pas offertes comme prévu.</p> <p>M. Lescarbeault souligne que le gouvernement du Québec collabore étroitement avec les membres du comité de relance et les intervenants de la MRC de L'Assomption afin de trouver des solutions servant au mieux les intérêts des travailleurs, de leurs familles et de toute la population de Lanaudière.</p> <p>Pour ce faire, la MRC et le CLD de L'Assomption ont présenté aux ministres Nicolas Marceau et Véronique Hivon ainsi qu'au député Scott McKay leur plan de relance suite à l'annonce de la fermeture de l'usine Électrolux. Ce plan de relance comprend la mise en place de huit initiatives qui mèneront, à terme, à des projets économiques structurants pour la MRC de L'Assomption, mais également pour la région.</p>	

Sujets	Description et synthèse des échanges	Décision et suivi
10. Divers (suite)	En mai 2013, le gouvernement du Québec confirmait un appui financier de 600 000 \$ pour la réalisation de ces initiatives qui sont regroupées en trois grands axes de développement : exploiter le potentiel de conversion industrielle de l'usine dès que possible, modeler la vision de la structure économique projetée pour la MRC et rehausser l'attrait industriel de la MRC à moyen et à long terme. Des études de faisabilité et des plans d'affaires seront réalisés à court terme dans le cadre de cette stratégie.	
11. Prochaine rencontre	Les membres de la CAR conviennent de tenir la prochaine rencontre le 11 décembre 2013.	



CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE LANAUDIÈRE

Le 11 décembre 2013
9 h 00 à 12 h 30

CENTRE SAINT-JEAN-BOSCO

249, CHEMIN DU GOLF EST, SAINT-CHARLES-BORROMÉE

PROJET D'ORDRE DU JOUR

1. Ouverture de la rencontre
2. Adoption du projet d'ordre du jour et du compte-rendu de la rencontre du 9 octobre 2013
3. Point d'information sur les travaux du comité technique en aménagement du territoire de la CAR
4. Présentation du système de sécurité civile au Québec, ministère de la Sécurité publique

Pause

5. Présentation de la Politique industrielle du Québec, ministère des Finances et de l'Économie
6. Point d'information sur l'organisation de la CAR-élus municipaux
7. Tour de table
8. Divers
9. Prochaine rencontre





Certifié carboneutre

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE LANAUDIÈRE

Le 11 décembre 2013
9 h 00 à 12 h 30

*Centre Saint-Jean-Bosco
249, chemin du golf Est, Saint-Charles-Borromée*

COMPTE RENDU

Sujets	Description et synthèse des échanges	Décision et suivi
1. Mot de bienvenue	M. Jessy Baron, directeur régional du MAMROT, souhaite la bienvenue aux membres de la CAR Lanaudière.	
2. Adoption du projet d'ordre du jour et du compte rendu de la rencontre du 9 octobre 2013	L'ordre du jour et le compte-rendu de la rencontre du 9 octobre sont acceptés tels que présentés.	
3. Point d'information sur les travaux du comité technique en aménagement du territoire de la CAR	<p>Madame Chantal Fafard, conseillère en aménagement du territoire au MAMROT, fait état de la première rencontre du comité technique en aménagement du territoire, qui s'est tenue le 27 novembre dernier. Le compte rendu de la rencontre est remis aux membres de la CAR séance tenante.</p> <p>Madame Fafard informe les membres de la CAR du travail qui est mis de l'avant avec les MRC et de leurs commentaires positifs à l'égard de la mise en place d'un tel comité. Les échanges entre les ministères présents au comité sont appréciés et des exercices d'amélioration des connaissances sont envisagés. La prochaine rencontre du comité est prévue en février 2014.</p>	

Sujets	Description et synthèse des échanges	Décision et suivi
	Les membres de la CAR conviennent qu'un point d'information concernant les travaux du comité technique en aménagement du territoire sera dorénavant un point statutaire de l'ordre du jour.	
4. Présentation du système de sécurité civile au Québec, ministère de la Sécurité publique (MSP)	<p>Monsieur Éric Doneys du MSP fait une présentation concernant l'offre de services en matière de sécurité civile au Québec.</p> <p>La présentation comporte notamment un aperçu du ministère de la Sécurité publique, un survol de la direction générale et des directions régionales, des éléments d'information concernant quelques événements marquants ayant nécessité l'intervention du système de sécurité civile, une définition du concept de sécurité civile, une définition du principe de responsabilités partagées, une explication du rôle des citoyens, des municipalités et du gouvernement ainsi qu'une présentation du plan national de sécurité.</p> <p>Il est également mentionné qu'une personne du MSP est toujours en mesure d'être rejointe, et ce, 24h sur 24. Par ailleurs, M. Doneys mentionne que la direction régionale a un bureau à Montréal, à Saint-Jérôme et à Joliette.</p> <p>Pour plus d'information, les membres sont invités à visiter le site Web suivant : www.securitecivile.gouv.qc.ca.</p> <p>La présentation sera envoyée aux membres de la CAR.</p>	Transmettre la présentation aux membres de la CAR
5. Point d'information sur l'organisation de la CAR-élus municipaux	<p>Monsieur Baron transmet aux membres de la CAR un document d'information concernant la logistique de la journée du 3 février 2014. Les membres de la CAR sont priés de préciser les informations demandées auprès de madame Véronique Jetté-Nantel, conseillère en développement régional au MAMROT.</p> <p>Monsieur Baron informe les membres présents qu'une lettre d'invitation a notamment été transmise à tous les élus de Lanaudière (maires, conseillers et directions générales). À ce jour, plus de 50 personnes ont confirmé leur participation et 15 M/O devraient être présents.</p> <p>Madame Véronique Hivon, ministre responsable de la région de Lanaudière, a été invitée à prononcer le mot d'ouverture, qui sera suivi d'une allocution de monsieur Gaétan Morin, président de la CRÉ, et de monsieur Jessy Baron du MAMROT. Ce</p>	

Sujets	Description et synthèse des échanges	Décision et suivi
	<p>dernier rappelle que les présentations prévues par la suite ne devront pas dépasser 10 minutes. Les présentations devraient aborder l'offre de service des M/O en matière d'affaires municipales. Pour les M/O qui le désirent, des espaces seront disponibles pour l'installation de kiosques.</p> <p>Monsieur Baron fait également un appel à tous afin que certains membres puissent mettre à la disposition de l'événement des ressources humaines pour favoriser un meilleur accueil.</p>	
<p>6. Présentation de la Politique industrielle du Québec, ministère des Finances et de l'Économie (MFEQ)</p>	<p>Monsieur Éric Lescarbeault, directeur régional du MFEQ, vient présenter la nouvelle Politique industrielle du Québec.</p> <p>La présentation comporte, entre autres, une mise en contexte de la politique, un volet sur le cadre financier, une présentation des trois axes de la politique et un sommaire des mesures reliées à la politique. M. Lescarbeault souligne aussi que la politique industrielle vise à contribuer à l'atteinte des objectifs que s'est donnés le gouvernement dans sa politique économique. Les cibles définies visent à ce que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la croissance de la productivité du travail soit supérieure afin de dépasser le niveau de la moyenne canadienne; • les investissements des entreprises en machines et matériel par travailleur soient accélérés pour dépasser la moyenne canadienne; • les investissements en recherche et développement soient supérieurs à 3 % du produit intérieur brut (PIB); • le niveau des exportations dépasse 55 % du PIB. <p>Par ailleurs, M. Lescarbeault mentionne que le processus d'identification des entreprises « gazelles » devrait être lancé au cours de l'hiver 2014. Un commentaire est apporté quant à l'importance que le Ministère maintienne des liens étroits avec les 6 CLD de la région afin que ces derniers soient bien informés de cette aide gouvernementale. M. Lescarbeault signale qu'il y a notamment un travail national qui est fait avec l'ACLDQ et qu'il y a une volonté de travailler de pair avec les CLD de la région dans ce dossier. Un des objectifs visés est que les entreprises ciblées obtiennent le maximum de soutien de tous les partenaires concernés.</p>	

Sujets	Description et synthèse des échanges	Décision et suivi
	Pour plus d'information, les membres sont invités à visiter le site Web suivant : www.economie.gouv.qc.ca	
7. Tour de table	<p>Les points suivants ont notamment fait l'objet de discussions lors du tour de table :</p> <p><u>Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ) :</u></p> <p>Le 1^{er} plan de mise en œuvre de la politique <i>À part entière : pour un véritable exercice du droit à l'égalité</i> vient à échéance et l'OPHQ travaille actuellement à l'élaboration du prochain plan de mise en œuvre, qui visera notamment à favoriser la participation sociale des personnes handicapées. Au niveau régional, il y aura un salon de l'emploi le 3 avril 2014 au Centre Saint-Jean-Bosco et l'OPHQ souhaite la participation d'une soixantaine d'entreprises.</p> <p><u>Secrétariat à la région métropolitaine :</u></p> <p>Le 6 décembre dernier, le Secrétariat a assisté au Forum stratégique sur les industries créatives de la Chambre de commerce du Montréal Métropolitain auquel assistaient plus de 500 personnes.</p> <p><u>Tourisme Québec (TQ) :</u></p> <p>TQ est actuellement dans la phase de mise en œuvre du <i>Plan de développement de l'industrie touristique 2012-2020</i>, qui contient 36 mesures. L'entente de partenariat pour la région de Lanaudière est en œuvre jusqu'en 2015. Dans le cadre de la <i>Politique économique Priorité emploi</i>, un investissement supplémentaire de 225 M\$ pour favoriser l'essor du tourisme au Québec a été annoncé en octobre 2013.</p> <p><u>Ministre responsable de la région :</u></p> <p>Un suivi se fait régulièrement concernant le dossier de l'entreprise Électrolux de L'Assomption. Un appel de projets pour les CCTT est lancé et des projets lanaudois devraient être déposés. L'annonce concernant l'Entente spécifique en culture est reportée. En octobre 2013, une annonce de 120 M\$ supplémentaires pour le financement des organismes communautaires a été faite.</p>	

Sujets	Description et synthèse des échanges	Décision et suivi
	<p><u>Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP) :</u></p> <p>Il y a eu la première vente aux enchères d'unités d'émissions de gaz à effet de serre du marché québécois du carbone. La prochaine vente aux enchères devrait avoir lieu au cours du mois de mars 2014.</p> <p><u>Ministère des Finances et de l'Économie (MFEQ) :</u></p> <p>L'événement Savoir-affaires est prévu du 8 au 11 février 2014 et le MFEQ souligne la collaboration de nombreux partenaires à ce projet, dont Emploi-Québec et Lanaudière économique. Le 2 décembre dernier, une formation sur la gouvernance a été donnée. Dans le dossier d'Électrolux, un suivi est effectué régulièrement et le MFEQ est concerné par le plan de relance de la MRC L'Assomption.</p> <p><u>Ministère de la Sécurité publique (MSP) :</u></p> <p>Le Colloque sur la sécurité civile et incendie aura lieu à Québec en février 2014 et les membres de la CAR sont invités à y participer. Le MSP travaille toujours au rétablissement de la Ville de Lac-Mégantic.</p> <p><u>Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) :</u></p> <p>Le lancement de la <i>Politique de la ruralité</i> a eu lieu le 5 décembre dernier. La nouvelle politique propose une importante augmentation par rapport à la dernière. Le volet <i>Pacte plus</i> permettra de financer des projets innovants qui interpellent un plus grand nombre d'acteurs intersectoriels. Quant aux agents de développement rural, la mesure est renouvelée. Il sera possible, lors de la prochaine rencontre, qu'il y ait une présentation de la politique.</p> <p>Plusieurs ententes spécifiques sont actuellement en renouvellement : immigration, CIEL, aînés et développement social. Dans plusieurs d'entre elles, de nouveaux joueurs sont impliqués, ce qui est une bonne nouvelle pour la région. En novembre a eu lieu le mois de l'économie sociale qui a été un grand succès. Il est toujours possible, pour les M/O qui le désirent, de signer la lettre d'engagement envers l'économie sociale dans le cadre de la campagne nationale <i>L'économie sociale : j'achète</i>.</p>	

Sujets	Description et synthèse des échanges	Décision et suivi
	<p><u>Agence de la santé et des services sociaux (ASSS) :</u></p> <p>L'ASSS a participé aux consultations concernant le projet de loi sur l'assurance autonomie. Dans le cadre de la 17^e édition des Journées annuelles de santé publique, le CSSS du Sud a reçu le prix du partenariat pour sa participation dans le dossier de la fermeture de l'usine Électrolux. Aussi le projet <i>On s'en déroule-tu un!?</i> a été reconduit et s'est mérité le 1^{er} prix pour l'affiche reliée à la campagne. Dans le cadre du Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids, le plan d'action du Plateau Lanaudois intersectoriel (PLI) a été déposé à Québec en forme pour approbation.</p> <p><u>Conférence régionale des élus(es) Lanaudière (CRÉ) :</u></p> <p>Dans le cadre du renouvellement du PQD, l'implication de la CAR est sollicitée afin de participer à la réflexion. Des documents seront transmis à cet effet aux membres de la CAR prochainement. Les secteurs structurés recevront la même demande (ex. : municipalité, MRC, membres du conseil d'administration).</p> <p><u>Conseil du statut de la femme (CSF) :</u></p> <p>Les nouveaux portraits régionaux sont en cours de réalisation. La finalisation des portraits est prévue pour le printemps 2014. Le lancement du planificateur pour la mixité en emploi et des dépliants qui y sont liés afin de sensibiliser les acteurs économiques à l'embauche des femmes dans des métiers traditionnellement masculins et encourager l'accès à des emplois de qualité a eu lieu à l'automne 2013. Aussi, des chroniques dans les journaux lanaudois concernant la valorisation des métiers traditionnellement masculins ont été publiées à l'automne dernier. Un document sur la réalité des femmes de 65 ans et plus dans Lanaudière a été produit ainsi qu'un avis sur les crimes d'honneur.</p> <p><u>Ministère de la Famille :</u></p> <p>Le Ministère est en planification de la phase 2 du développement des places en services de garde et une annonce est prévue prochainement à ce sujet. Le Ministère souligne une belle collaboration de la part des municipalités dans ce dossier. Il pourrait être possible de faire une présentation concernant le développement des nouvelles places en services de garde lors d'une prochaine rencontre.</p>	<p>Prévoir un point à l'ordre du jour d'une prochaine rencontre concernant les nouvelles places en services de garde</p>

Sujets	Description et synthèse des échanges	Décision et suivi
	<p><u>Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) :</u></p> <p>Le MAPAQ travaille notamment à soutenir les MRC couvertes par la CMM concernant les zones agricoles. Il agit également à la mise en œuvre de la <i>Politique de souveraineté alimentaire</i>. Un travail est fait aussi afin de mettre en place une offre de service concertée en démarrage d'entreprises.</p> <p><u>Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) :</u></p> <p>L'exercice de planification 2014-2018 est débuté. Le déploiement de <i>Tous pour l'emploi</i> se poursuit. Aussi, deux entreprises ont signifié dernièrement des mises à pied importantes pour janvier, soit Masonite-Portes Belhumeur et General Dynamics.</p> <p><u>Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) :</u></p> <p>La création du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie (MESRST) ne devrait pas entraîner le déploiement d'une nouvelle direction régionale. L'exercice de planification stratégique 2014-2018 du MELS est en cours. Le Ministère travaille à l'élaboration d'une politique de lutte contre le décrochage scolaire ainsi qu'à celle du sport, du loisir et de l'activité physique. Actuellement, un comité d'experts travaille sur la gouvernance et le financement des commissions scolaires. Régionalement, il y a l'aménagement de terrains de tennis à Repentigny et Crabtree, d'un terrain de soccer à Terrebonne et de centres multisports à Joliette et à Saint-Roch-de-l'Achigan. Aussi, pour une 18^e année, il faut souligner le retour du concours <i>Chapeaux les filles</i>. Le gala aura lieu dans la région des Laurentides.</p> <p><u>Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC) :</u></p> <p>L'Entente spécifique 2013-2018 devrait être ratifiée prochainement. La Ville de Terrebonne se joindra à l'entente et il y aura possiblement une implication de la SHQ. Dans le cadre des « <i>Journées Québec</i> », il y aura notamment des activités de recrutement à Paris attirer de la main-d'œuvre qualifiée. La région de Lanaudière n'est malheureusement pas représentée à cet événement. 43 employeurs sont impliqués, dont la majorité proviennent des régions (9 régions représentées) et il y a 600 postes à pourvoir.</p>	

Sujets	Description et synthèse des échanges	Décision et suivi
	<p><u>Hydro Québec (HQ) :</u></p> <p>HQ est actuellement en phase de déploiement des compteurs de nouvelle génération. Deux autres phases sont à venir et devront être étudiées par la Régie de l'énergie. Concernant les nouvelles installations pour la région de Lanaudière, le poste de Lachenaie est en service depuis l'automne (lignes de distribution) et un 3^e transformateur sera ajouté d'ici 2016.</p> <p><u>Centre des services partagés du Québec (CSPQ) :</u></p> <p>Plusieurs formations sont disponibles, dont le 28 janvier 2014 à Saint-Charles-Borromée sur les régimes de retraite. Cette formation peut être considérée comme une activité de développement.</p>	
8. Divers	Aucun point apporté	
9. Prochaine rencontre	La prochaine rencontre des membres de la CAR est fixée au 12 mars 2014 de 9 h à 14 h.	



CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE LANAUDIÈRE

Le 12 mars 2014
9 h à 12 h 30

Direction régionale d'Emploi-Québec
Salle de conférence Barthélemy-Joliette
40 rue Gauthier Sud, bureau 2000, Joliette

PROJET D'ORDRE DU JOUR

1. Ouverture de la rencontre
2. Adoption du projet d'ordre du jour et du compte rendu de la rencontre du 11 décembre 2013
3. Point d'information sur les travaux du comité technique en aménagement du territoire de la CAR
4. Présentation des projets autorisés en services de garde pour Lanaudière, ministère de la Famille
5. Retour sur la rencontre de la CAR-Élus municipaux du 3 février 2014

Pause

6. Présentation de l'avis du Conseil du statut de la femme : Les crimes d'honneur, de l'indignation à l'action
7. Présentation de la Politique nationale de la ruralité 2014-2024
8. Tour de table
9. Divers
10. Prochaine rencontre



Conférence administrative régionale des Laurentides

Rencontre du 12 juin 2013

**Complexe du Val d'Espoir
17700 du Val d'Espoir à Mirabel (secteur St-Janvier)**

Proposition d'ordre du jour

8 h 45 1. Accueil

9 h 00 2. Ouverture de la réunion

Claudette Larouche

3. Adoption de l'ordre du jour

4. Adoption du compte rendu, réunion du 20 avril 2012

5. Tour de table (nouveaux programmes, affaires nouvelles, annonces...)

Pause

6. Discussion sur les attentes en ce qui concerne la CAR Laurentides

7. Calendrier des rencontres

8. Varia

12 h 00 Fin de la rencontre



Certifié carboneutre

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DES LAURENTIDES

RÉUNION du 12 juin 2013

Centre communautaire Val-d'Espoir, Mirabel

COMPTE RENDU

Projet

Étaient présents :

Josée Desjardins	MELS	Alexis-Fred Edouar	SHQ
Michel Boisclair	MAPAQ	Gilles Desgagnés	MSP
Afshim Hojati	OPHQ	Gilbert Lepage	MCC
Carl Patenaude	MRN	Roger Hotte	CRE
Louise Mercier	MAMROT	Claudette Larouche	MAMROT

ORDRE DU JOUR	INTERVENANTS	CONTENU DES INTERVENTIONS
1. Ouverture de la réunion	Claudette Larouche MAMROT	Mot de bienvenue adressé aux participants. Informe les membres qu'elle a eu une rencontre avec M Sylvain Pagé et qu'il pourrait être disponible pour rencontrer les membres de la CAR le mardi 20 août prochain en après-midi ou en septembre. Étant donné les vacances estivales, les membres aimeraient que l'on propose 2 dates, soit celle du 20 août et une date en septembre afin qu'il y ait le plus de participants disponibles.
2. Adoption de l'ordre du jour	Claudette Larouche	L'ordre du jour est adopté tel que proposé.
3. Adoption du compte rendu de la réunion du 20 avril 2012	Claudette Larouche	Le compte rendu est adopté

ORDRE DU JOUR	INTERVENANTS	CONTENU DES INTERVENTIONS
4. Tour de table (affaires nouvelles, nouveaux programmes, annonces, etc)	Gilles Desgagnés MSP	<ul style="list-style-type: none"> • Préparation, avec le service de sécurité incendie de la ville de Mirabel, d'un exercice relatif à un sinistre touchant un oléoduc. Cet exercice est prévu pour l'automne 2013. • Interventions pluie printanière : Il n'y a pas eu de dommage important dans la région des Laurentides. • Un décret a été adopté afin d'accorder une aide financière lors d'un glissement de terrain. Récemment, trois glissements de terrain sont survenus, soit à Blainville, Ste-Adèle et Piedmont. • Prévention au niveau social et culturel : Le MSP accompagne la Ville de Mirabel pour l'élaboration de son schéma sur la sécurité incendie qui n'est pas encore adopté. • Pour toutes les municipalités de la région des Laurentides, un plan d'action sur 5 ans a été établi afin de soutenir les MRC pour la mise à jour de leur plan de sécurité civile.
	Michel Boisclair MAPAQ	<ul style="list-style-type: none"> • Projet pilote (2008-2011) avec 8 MRC incluant Argenteuil, pour l'élaboration d'un plan d'aménagement de la zone agricole (PDZA). Le bilan est positif. • Dans les prochaines semaines, un accompagnement pour l'élaboration d'un PDZA sera offert à la MRC Deux-Montagnes. Ce plan est obligatoire pour les MRC qui font partie de la CMM. • Une tournée des MRC sera effectuée afin de sensibiliser les élus à l'importance de se munir d'un PDZA. • On a constaté sur les eaux de surface, un résidu de pesticides. Bien que ce ne soit pas nocif pour le moment, on a mis en place une stratégie pour le traitement phytosanitaire. Le ministère a comme objectif la réduction des pesticides de 50 % d'ici 10 ans. • Il y a discussion entre la CRÉ et le MAPAQ pour la signature d'une entente spécifique sur l'innovation, la recherche et les ressources humaines. Le budget alloué serait de 1,4 M\$ sur 3 ans. • Présentation de la Politique sur la souveraineté alimentaire. La définition de la souveraineté alimentaire est celle de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Une dizaine de ministères devront prendre en compte cette politique lors de l'élaboration de leur plan d'action.

ORDRE DU JOUR	INTERVENANTS	CONTENU DES INTERVENTIONS
	Roger Hotte CRÉ	<ul style="list-style-type: none"> • La CRÉ a vu son budget réduit de 28 % à la suite des compressions annoncées par le gouvernement. Le budget passe de 2,6 M\$ à 1,8 M\$. Le financement des projets sera donc revu à la baisse. • Les élections 2013 auront un impact majeur sur le comité exécutif. En effet, en 2009 30 % des membres de la CRÉ étaient de nouveaux élus et il n'y avait eu aucun changement au comité exécutif. À la suite des élections 2013, un seul membre du comité exécutif restera en poste. • Pour le plan quinquennal, la CRÉ sollicitera la participation des membres de la CAR. • La CRÉ a engagé 3 stagiaires qui dresseront le portrait du développement des Laurentides, et ce, sous forme de fiches. Les stagiaires interpellent chacun des ministères. Le bilan devrait être déposé au conseil d'administration du 5 septembre prochain. • Le laboratoire sur la gestion des paysages en est à sa dernière année. Concernant le litige entre St-Adolphe-d'Howard et Hydro-Québec pour l'installation d'une ligne entre St-Jovite et St-Sauveur, une discussion sur l'emplacement de cette ligne est en cours entre la gestionnaire du projet paysage et Hydro-Québec. • PAGSIS : Enveloppe de 3,7 M\$. Plusieurs projets ont été autorisés tant au niveau local que régional. Les rencontres ne sont pas toujours faciles, car on ne peut pas répondre à toutes les demandes étant donné les conditions d'admissibilité que l'on doit respecter. • CRNTL : nouveau régime forestier en vigueur depuis le 1er avril 2013. • Aires protégées : La cible visée par QC pour 2015 est que 12 % du territoire soit aménagé en aires protégées. Actuellement, 8 % du territoire des Laurentides sont des aires protégées. • Sport de haut niveau : On veut que les Laurentides deviennent la région reconnue pour le sport de haut niveau. Présentement, une partie des épreuves de Ironman se font à Mont-Tremblant. On voudrait que le championnat mondial soit à Tremblant. Mme Marois a annoncé un investissement de 800 000 \$ pour la mise à niveau des infrastructures afin de recevoir ce championnat qui, selon la CRÉ, pourrait entraîner des retombées de près de 20 M\$.

ORDRE DU JOUR	INTERVENANTS	CONTENU DES INTERVENTIONS
	Josée Desjardins MELS	<ul style="list-style-type: none"> • La scission du ministère a demandé beaucoup d'énergie, les activités principales de la dernière année ont donc été le remaniement interne. Concernant le nouveau ministère, MESRST, on devrait connaître en septembre leur rôle au niveau de la représentation régionale. • Étant donné la forte croissance démographique dans les Laurentides, et la baisse des ratios maîtres / élèves, il y aura construction de nouvelles écoles. • Le CEGEP de St-Jérôme est dorénavant considéré dans la catégorie des grands collèges, car on estime recevoir à l'automne 2013 plus de 5 000 étudiants. Un agrandissement du CEGEP est donc prévu. • La réussite éducative s'améliore d'année en année. Le travail effectué depuis près de 5 ans a donc porté fruit. • On constate aussi une augmentation des diplômés en formation professionnelle • En réponse aux questionnements soulevés, Mme Desjardins informe que le débat sur l'avenir des commissions scolaires est toujours sans impact pour le moment. Dossier prioritaire régional: formation pour les futurs employés dans le domaine de la santé. Il y a une très bonne collaboration entre le MELS et l'ASSS.
	Afshim Hojati OPHQ	<ul style="list-style-type: none"> • Il y a une nouvelle gestionnaire pour la Direction régionale de l'ouest dont fait partie les Laurentides, Mme Sylvie Tremblay. • Concernant le Plan d'engagement gouvernemental, le nombre d'engagements sera revu à la baisse, mais les actions seront plus structurantes. • Il y a environ 120 agents individuels pour couvrir le Québec. Il faudra donc faire plus mais avec moins d'effectifs. • Toutes les municipalités de plus de 15 000 habitants doivent avoir un plan d'action favorisant l'intégration des personnes handicapées. • Un budget récurrent de 10 M\$, pour les régions de la Montérégie, Laurentides, Lanaudière, Laval et Outaouais, est alloué par le gouvernement pour l'organisation de services socioprofessionnels pour les personnes de 21 ans et plus qui ont un TED, déficience intellectuelle ou physique. Il y a aussi création d'un groupe de travail pour répondre aux besoins exprimés par ces personnes ou leurs parents. • Transport adapté : Semaine des personnes handicapées, 1^{er} au 7 juin, la MRC Rivière

ORDRE DU JOUR	INTERVENANTS	CONTENU DES INTERVENTIONS
		<p>du Nord a produit 5 capsules vidéo.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les attentes de l'OPHQ : Travailler avec les M/O afin de faire progresser les actions intégrantes.
	Gilbert Lepage MCC	<ul style="list-style-type: none"> • Le sous-ministre et la DRH travaillent avec les directions régionales pour discuter d'efficience. • Objectif du MCC : devenir partenaires des municipalités. Travailler de plus en plus en partenariat avec les CLD-MRC-Municipalités. • La Direction régionale travaille présentement avec les MRC et les municipalités pour développer une politique culturelle ainsi qu'un plan d'action s'y rattachant. Le travail qui est fait par le Conseil de la culture des Laurentides est très efficace. • Salle de spectacle de St-Jérôme : bien qu'elle soit dans les priorités, le projet n'est toujours pas annoncé. La salle de spectacle actuelle est dans un état lamentable ce qui nuit au tourisme culturel. • Le centre commercial et communautaire du Domaine de l'Estérel à Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson, est devenu un enjeu patrimonial et politique.
	Fred-Edouard Alexis SHQ	<ul style="list-style-type: none"> • La SHQ n'a pas de bureaux régionaux; on a donc revu la structure pour permettre la représentation de la SHQ aux CAR de toutes les régions. Le représentant de la SHQ pour la CAR des Laurentides sera toujours la même personne. On veut intensifier la collaboration entre la SHQ et les M/O. • Une réflexion sur l'ensemble des programmes est en cours dans le but de mieux desservir la clientèle, aide à la personne, etc. • Suspension temporaire du programme Logements adaptés pour aînés autonomes afin de faire une évaluation du programme et ainsi trouver le moyen de maximiser son efficacité pour les aînés. • La Résidence Vallée de la Rouge, destinée aux aînés en légère perte d'autonomie, sera bientôt reconstruite et agrandie afin d'offrir 26 logements de qualité à prix abordable. Investissement de 5 M\$ dont 2 M\$ proviennent de la SHQ. • Le taux d'inoccupation acceptable pour la SHQ est de 3 %. Le taux pour la région des Laurentides est de 1,5 % ce qui indique un besoin de nouveaux logements. Il faut donc réduire le délai de livraison des projets en logement d'autant plus qu'il y a

ORDRE DU JOUR	INTERVENANTS	CONTENU DES INTERVENTIONS
		présentement 1 151 familles en attente d'un logement et le délai d'attente est de 23 mois.
	Carl Patenaude MRN	<ul style="list-style-type: none"> • Il y a eu remaniement de la structure étant donné que le ministère ne s'occupe plus du dossier de la faune. Difficile à vivre, car l'équipe faune-forêt était très intégrée. Le changement au niveau des directions régionales se fera en septembre/octobre. Actuellement, on procède au transfert des RH et des budgets. • On veut développer les ressources naturelles : mines et énergie. • Nouveau régime forestier depuis le 1er avril 2013. Dorénavant, le gouvernement planifiera les activités d'aménagement en forêt, et ce, par le biais des Tables de gestion intégrée des ressources et du territoire (TGIRT). • Crise forestière : forêt feuillue : Arbres destinés à l'industrie papetière en déclin...donc aucune valeur marchande. Il faudra donc innover et réorienter l'industrie du papier vers de nouveaux produits. • Le gouvernement a adopté une Charte du bois avec objectif d'accroître l'utilisation du bois dans la construction au Québec. Dorénavant, le responsable d'un projet financé par les fonds publics, en tout ou en partie, devra évaluer l'utilisation du bois à l'étape d'avant-projet. • Actuellement, lors de la formation des architectes et des ingénieurs, on enseigne principalement comment utiliser le béton, l'acier. Il faudra donc prévoir une formation sur l'utilisation du bois. Un comité sera formé pour en faire le suivi. • Quant au DEP en foresterie, peu de jeunes s'inscrivent à cause de cette crise. • FP Innovations, entreprise à but non lucratif, travaille présentement sur des prototypes où le bois pourrait être utilisé dans la fabrication d'un produit.
5- Attentes des M/O		<ul style="list-style-type: none"> • La CRÉ propose qu'au lieu de faire un tour de table où chacun informe verbalement les membres de la CAR sur les activités de son organisation, on demande à chacun des M/O de le faire par écrit. Un document sur les informations serait transmis aux membres avant la rencontre et le tour de table consisterait à répondre aux questions suscitées par les écrits. • Le MSP propose de créer une table de mission pour la sécurité civile et incendie. On pourrait ainsi faire une planification pour la région. • On veut que ce soit chacun des ministères et organismes qui proposent les sujets de

ORDRE DU JOUR	INTERVENANTS	CONTENU DES INTERVENTIONS
		<p>discussion.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Selon la CRÉ, la CAR devrait avoir son propre plan d'actions et ses propres sujets. • On pourrait mettre en place une table sectorielle dans le cas où un dossier interpellerait certains ministères et non l'ensemble des M/O. Le MAPAQ donne l'exemple du dossier de l'Abbaye d'Oka où l'implication des autres ministères a été faible ce qui a eu comme conséquence que le MAPAQ a géré seul ce dossier. Pourtant, ce type de dossier aurait dû être discuté à la CAR. • Le MAMROT propose qu'une journée CAR/élus soit organisée au printemps 2014. On pourrait ainsi informer les nouveaux élus de la mission et priorités de chacun des M/O ainsi que du mandat de la CAR.
6- Prochaine rencontre	Claudette Larouche	<ul style="list-style-type: none"> • Considérant le fait qu'il n'y ait pas eu de CAR depuis plus d'un an, le MAMROT aimerait, autant que possible, organiser 3 autres rencontres de la CAR, d'ici le 31 mars 2014. Il est déjà convenu de se revoir en septembre avec M. Pagé. Le MAMROT proposera un calendrier à la prochaine rencontre.
Fin de la rencontre		

Conférence administrative régionale des Laurentides

Rencontre du 16 septembre 2013

Hôtel de région, salle C et D
161, rue de la Gare, Saint-Jérôme

Proposition d'ordre du jour

- 13 h 15 1. Accueil
- 13 h 30 2. Ouverture de la réunion Claudette Larouche
3. Adoption de l'ordre du jour
4. Adoption du compte rendu, réunion du 12 juin 2013
5. Tour de table (questions sur les informations transmises)
6. Présentation sommaire des étapes de la planification stratégique 2013-2018 de la CRÉ
- 15 h 00 Pause
7. Suite des discussions sur les attentes concernant la CAR Laurentides débutées lors de la CAR du 12 juin 2013
- Enjeux et projets prioritaires pour chacun de nos ministères et organismes)
 - Projets communs à prioriser
 - Présentations à prévoir
 - Ententes spécifiques
 - etc
8. Calendrier des rencontres 2013-2014 (proposition)
9. Varia
- 16 h 30 Fin de la rencontre

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE des LAURENTIDES

RÉUNION du 16 septembre 2013
Hôtel de région, Saint-Jérôme

COMPTE RENDU Projet

Étaient présents :

Suzy-Ann Morin	M Famille	Jocelyn Bianki	MFEQ
Lise Giroux	MESS	Roger Hotte	CRÉ
Gilles Desgagnés	MSP	André Provencher	SHQ
Maude Marquis	CRÉ	Marie-Pier Boutin	Tourisme Qc
Stéphane Hardy	CSPQ	Jean-Marc Bricault	MICC
Afshim Hojati	OPHQ	Sylvie Laroche	MTQ
Carl P. Levasseur	MRN	Patrice Paquette	MELS
Marie-Josée Gauthier	MDDEFP	Joëlle Lafontaine	Attachée politique
Claudette Larouche	MAMROT	Louise Mercier	MAMROT

1. Accueil

2. Ouverture de la réunion

C. Larouche adresse le mot de bienvenue aux participants. Elle souligne que M. Pagé ne peut assister à la rencontre étant retenu à Québec. L'ordre du jour a donc été revu de manière à poursuivre les discussions entreprises lors de la dernière rencontre.

3. Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est accepté tel que présenté

4. Adoption du compte rendu de la réunion du 12 juin 2013

Le compte-rendu est adopté tel que présenté

5. Tour de table (questions sur les informations transmises)

C. Larouche revient sur le document *Points d'informations* transmis par courriel. Elle précise que le document contenant les informations reçues de quelques membres permettra d'expérimenter une nouvelle façon de transmettre les informations sur nos organisations respectives. Elle invite les participants à commenter et compléter le document ou encore en questionner le contenu.

Après en avoir pris connaissance, les participants se disent satisfaits de l'outil et confirment leur intérêt à poursuivre l'expérience pour les futures rencontres.

Complément d'informations :

Suzy-Ann Morin pour Ministère de la Famille :

- La ministre a autorisé le développement de 1 281 nouvelles places en CPE et garderie pour les Laurentides. Un appel de projets a été lancé. Selon la Loi sur les services de

- garde à l'enfance, un comité doit être formé pour analyser les projets afin d'en recommander certains à la ministre.
- La ministre a annoncé la mise en place d'un guichet unique pour l'inscription d'un enfant sur une liste d'attente.
 - La ministre a également annoncé la tenue du Forum de la famille québécoise le 7 et 8 novembre prochain sur la famille québécoise

Afshim Hojati, OPHQ

- Nous sommes rendus à la 2e phase de la Politique gouvernementale À part entière. Les ministères et organismes seront interpellés afin de favoriser l'intégration des personnes handicapées au sein de leur organisme.

Patrice Paquette, MELS

- Depuis septembre, on expérimente la maternelle pour les enfants de 4 ans vivant en milieu défavorisé.
- Le gouvernement vise la mise sur pied d'au moins un nouveau groupe en milieu défavorisé par commission scolaire.
- À Mont-Laurier, il n'y avait pas assez d'enfants pour former une classe.
- La Commission scolaire Rivière-du-Nord a décidé d'ouvrir une deuxième classe de maternelle-4 ans étant donné le grand nombre d'enfants qui répondent aux critères.

Stéphane Hardy, CSPQ

- Le secteur d'activités *développement et formation* du CSPQ prévoit une séance d'informations sur les régimes de retraite à Saint-Jérôme en novembre prochain. Cette séance s'adresse à tous les participants des régimes de retraite.

Gilles Desgagnés, MSP

- À la fin octobre, il y aura une rencontre de tous les représentants des ministères en sécurité civile. L'objectif est de faire un retour sur les événements au Lac-Mégantic, de connaître les actions réalisées par les différents ministères.

Louise Mercier, MAMROT

- Plusieurs événements seront organisés dans le cadre du mois de l'économie sociale. Quatre circuits seront organisés afin de faire connaître des entreprises d'économie sociale, et ce, à intervalle d'une par semaine, à partir de la mi-octobre.

6. Présentation sommaire des étapes de la planification stratégique 2013-2018 de la CRÉ

Par Roger Hotte et Maude Marcoux-Bissonnette

- La CRÉ s'est adjoint 2 étudiants en maîtrise dans le but d'élaborer la planification stratégique.
- Une approche différente aux plans antérieurs a été proposée par les consultants, soit de dégager une vision du futur et non sur un horizon de 5 ans.
- On veut que la planification soit un moteur d'avancement pour les Laurentides.
- On a dégagé 5 ou 6 orientations majeures sur lesquelles on souhaite travailler.
- Des rencontres ont eu lieu avec différents groupes sociaux, la CIT pour le transport en commun, le Bureau du cinéma, etc.
- À ce jour, M Gascon a rencontré le conseil des maires de 6 MRC.
- À la fin septembre, il y aura un sommet économique où l'on discutera des orientations sur le transport et l'économie.
- M. Paquette considère que la réussite éducative doit faire partie des orientations.

- Questionnement sur l'utilisation du mot équitable versus territoriale.
- Le sommet économique permettra de revoir les objectifs de la planification.
- À l'hiver 2014, on travaillera sur le plan d'action.

7.1 Suite des discussions sur les attentes concernant la CAR

G. Desgagnés, Ministère de la sécurité publique

- Les MRC doivent adopter un schéma de couverture de risques en sécurité incendie. Pour la partie sud des Laurentides, les schémas sont majoritairement à jour.
- Actuellement, la MRC Rivière-du-Nord révisé son schéma. Il y a seulement la MRC de Mirabel qui n'a pas encore adopté le sien.
- Une des préoccupations du ministère concerne les municipalités qui n'ont pas les ressources ou qui ne sont pas préparées à gérer une catastrophe. On propose que les municipalités voisines se regroupent dans le but de partager les équipements et les ressources en cas d'un incendie ou de désastre naturel. Il faut apprendre à travailler en amont.
- Il serait important que la CAR se penche sur les enjeux liés à la sécurité publique.

Suzy-Ann Morin, Ministère de la Famille

- La qualité de vie des citoyens des Laurentides est un enjeu majeur. De plus, la croissance démographique importante dans la région occasionne une pression sur le développement des services.
- Lors de la rédaction ou de l'évaluation d'une politique familiale, on constate que les préoccupations reviennent souvent sur la fluidité du transport, la conciliation travail-famille, les services de proximité, l'accessibilité aux services de garde, la construction de logements pour les aînés afin qu'ils puissent demeurer dans leur milieu de vie.

Lise Giroux, MESS

- Les points forts des Laurentides sont entre autres, la diversification de son économie, la croissance de sa population et l'augmentation du taux de diplomation
- Les principaux enjeux du MESS sont l'intégration et le maintien en emploi d'une main-d'œuvre qualifiée en fonction des besoins des entreprises et planifier la formation en conséquence.
- Afin de relever ces défis, il faut, nécessairement établir un partenariat régional dynamique, concerté et complémentaire..

Jocelyn Bianki, MFEQ

- Une des préoccupations est la grandeur du territoire et les enjeux qui peuvent différer entre les Basses et les Hautes Laurentides.
- Il rejoint Mme Giroux dans sa définition du partenariat. La collaboration entre les M/O ne doit pas être seulement pour une intervention ponctuelle.
- Il serait intéressant d'avoir un portrait global des enjeux pour la région des Laurentides. Pour ce faire, il faudrait dresser un portrait des préoccupations de chaque MRC.
- Le maintien du partenariat est essentiel.
- Il faut donc avoir une vision globale, penser autrement, changer les mentalités. Il faut comprendre ce qui se passe dans les Laurentides. Il faut amener les élus à voir plus loin que leur municipalité. On constate actuellement une dichotomie entre le local et le régional.

Afshim Hojati, OPHQ

- Concernant les enjeux, il ne faut pas oublier le développement social. Il faut équilibrer le développement social versus le développement économique.
- Comme plusieurs maires ne se représentent pas, le résultat des élections municipales apportera plusieurs changements. Il y aura donc plusieurs maires qui en seront à leur premier mandat. Il est donc important que nous suivions la situation de près.
- Aménagement du territoire : il faut éviter le développement dans les zones de contraintes et les zones inondables.
- Il faut miser sur le dynamisme de la table sectorielle qu'est la CAR.

Jean-Marc Bricault, MICC

- Il n'y a pas eu de coupe budgétaire toutefois, le budget a été réparti différemment entre les régions.
- Une des orientations du ministre veut que la région des Laurentides soit un pôle d'attraction pour les immigrants. Il faut que l'on amène ces derniers à s'établir en région.
- Il faut aussi que le Québec puisse attirer une main-d'œuvre spécialisée.
- La CAR devrait être interpellée pour développer des projets mobilisants qui pourraient avoir un impact économique.

Marie-Pier Boutin, Tourisme-Québec

- . La région des Laurentides bénéficie de la présence d'un créneau d'excellence ACCORD en tourisme, soit Tourisme de villégiature quatre saisons. Les Laurentides est une région dynamique qui a la chance d'être une destination de choix à longueur d'année avec une offre touristique constituée de moteurs très forts et de grande renommée tant nationale qu'internationale.
- Un des enjeux au Québec : L'industrie doit se démarquer en développant de nouveaux produits (diversification et bonification de l'offre). Il faudrait s'assurer de l'accessibilité du territoire notamment par le réseau routier. On devra aussi composer avec les changements climatiques, qui ont un impact notamment sur la durée et la qualité de l'enneigement donc sur la pratique des activités liées au ski et à la motoneige, entre autres.

Sylvie Laroche, MTQ

- Au niveau des infrastructures en transport, il y a une différence flagrante entre les Hautes et les Basses-Laurentides. Le budget du ministère ne permet pas le développement de nouvelles infrastructures. Il servira plutôt à conserver en bon état les infrastructures existantes.
- Le développement non planifié du territoire devient un enjeu important pour le MTQ. Par exemple, quand on construit un Smart Centres, on ficelle le projet et ensuite on va voir le MTQ pour les accès routiers. On développe localement sans vérifier les impacts régionaux du projet.
- Il serait pertinent que la CAR se penche, par le biais d'un comité, sur l'aménagement du territoire. Il faudrait discuter sur la façon d'amener les municipalités à collaborer entre eux pour le développement au lieu de travailler en compétition. Il serait bien de travailler sur un Plan territorial de mobilité durable.

Carl Patenaude-Levasseur, MRN

- Il faut orienter nos actions vers une diversification économique.

Marie-Josée Gauthier, MDDEFP

- Difficulté avec le concept actuel de développement économique. Le développement n'est pas toujours planifié en fonction d'un développement durable. On construit trop souvent sans mesurer les impacts sur l'environnement ce qui a pour effet de détruire ce dernier.

7.2 Rôle et fonctionnement de la CAR

- Il faudrait cibler 3 ou 4 enjeux et former des comités composés des M/O concernés ou intéressés à la problématique. Lors des rencontres de la CAR, les comités pourraient faire état de leurs travaux.
- La table économique pourrait aussi travailler sur 2 ou 3 grands enjeux.
- Il faut travailler en partenariat et non en silo.
- Thèmes possibles pour les comités : la mobilisation, la diversification de l'industrie, l'aménagement du territoire.
- M. Desgagnés propose que les questions de sécurité civile soient priorisées
- Une rencontre avec les élus permettrait une interaction entre les M/O et les maires. On pourrait entre autres, présenter l'organisation de la CAR ainsi que les dossiers travaillés en comité. La rencontre se tiendrait au plus tard le 31 mars 2014.

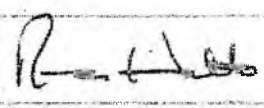


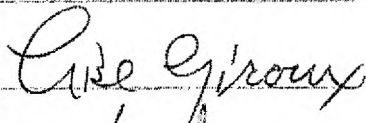

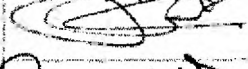
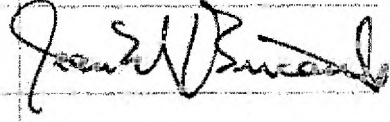

8 Prochaine rencontre

C. Larouche transmet la proposition de M. Sylvain Pagé soit de planifier la prochaine rencontre de la CAR le 18 novembre prochain, en après-midi. La proposition est acceptée et remplacera la rencontre qui était prévue en décembre.


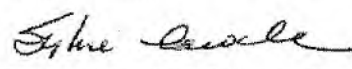


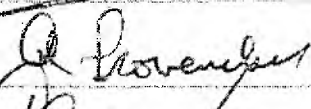


La table économique pourrait se réunir en avant-midi. Il est possible que la nouvelle politique industrielle soit présentée lors de cette rencontre.

Fin de la rencontre

CAR des Laurentides
16 septembre 2013

	MINISTÈRE / ORGANISME	NOM		SIGNATURE
ASSSL	Agence de la santé et des services sociaux	Marc	Fortin	
ASSSL	Agence de la santé et des services sociaux	Éric	Gohier	
CNT	Commission des normes du travail	Yves	Gagnon	
CRÉ	Conférence régionale des Laurentides	Roger Moude	Hotte des Rivières	
CSF	Conseil du statut de la femme	Josée	Camarra	
CSPQ	Centre des services partagés du Québec	Stéphane	Hardy	
CP	Curateur public			
HYDRO	Hydro-Québec Direction Laurentides - Réseau de distribution	Natalie	Roussel	
JUSTICE	Ministère de la Justice	Michel	Caouette	
MAPAQ	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	Michel	Boisclair	
MCC	Ministère de la Culture, des Communications	Gilbert	Lepage	
MCE	Ministère du Conseil exécutif Secrétariat aux affaires autochtones	Marc	Foisy	
MCE	Ministère du conseil exécutif Secrétariat à la région métropolitaine	Hubert	De Nicolini	
MCE	Ministère du conseil exécutif Secrétariat à la région métropolitaine	André	Lavallée	
MDDEFP	Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la faune et des Parcs	Marie-Josée	Gauthier	
MELS	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	Josée Patrice	Desjardins Paquette	
MELS	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	Roger	Paré	
MESS	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	Lise	Giroux	
MF	Ministère de la Famille	Christine Suzy-Ann	Beaudin Morin	
MFE	Ministère des Finances et de l'Économie	Jocelyn Chantal	Bianke Morin	
MICC	Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles	Serge Jean-Marc	Tétreault Bricault	
MRI	Ministère des Relations internationales	Claude	Trudelle	
MRN	Ministère des Ressources naturelles	André B. Carl	Lemay P-Levasseur	
MSG	Services Québec Laval, Laurentides et Lanaudière	Pierre	Nadeau	
MSP	Sécurité publique - Direction correctionnelle	Jean-François	Longtin	

CAR des Laurentides
16 septembre 2013

	MINISTÈRE / ORGANISME	NOM		SIGNATURE
MSP	Sécurité publique - Direction incendie	Gilles	Desgagnés	
MTQ	Ministère des transports - Laval-Milles-Îles	Odile	Béland	
MTQ	Ministère des transports - Laurentides	Sylvie	Laroche	
TO	Tourisme Québec	Marie-Pier	Boutin	
OPC	Office de protection du consommateur	Marcel	Lapointe	
OPHQ	Office des personnes handicapées du Québec	Claudine Afshim	Delvoye Hojati	
SHQ	Société d'habitation du Québec	Yves André	Larondeau Provencher	
MAMROT	Ministère des Affaires municipales et des Régions	Claudette Louise	Larouche Mercier	
	Ministre responsable de la région des Laurentides	Sylvain	Pagé	
	Attachée politique au député responsable de la région	Joëlle	Lafontaine	

Conférence administrative régionale des Laurentides

Rencontre du 18 novembre 2013

Hôtel de région, salle C et D
161, rue de la Gare, Saint-Jérôme

Proposition d'ordre du jour

- | | | |
|---------|---|-------------------------------|
| 13 h 00 | 1. Accueil | |
| 13 h 15 | 2. Ouverture de la réunion | Claudette Larouche |
| | 3. Adoption de l'ordre du jour | Claudette Larouche |
| | 4. Adoption du compte rendu, réunion du 16 septembre 2013 | Claudette Larouche |
| | 5. Tour de table (questions sur les informations transmises) | |
| | 6. Retour sur les discussions du 16 septembre 2013 | |
| | ➤ Projets communs à prioriser | |
| | ➤ Présentations à prévoir | |
| | ➤ Ententes spécifiques | |
| 14 h 00 | 7. Proposition de date et lieu pour rencontre CAR-Élus | |
| | 8. Sensibilisation aux environnements favorables aux saines habitudes de vie par <i>Direction de la Santé publique de l'Agence de Santé et des Services sociaux des Laurentides</i> | Brigitte Durand
Éric Goyer |
| 14 h 30 | 9. Présentation de la Politique industriel MFEQ | Jocelyn Bianki |
| 15 h 00 | Pause | |
| 15 h 15 | 10. Échanges entre M. Sylvain Pagé, député responsable de la région, et les membres de la CAR (enjeux et projets prioritaires pour chacun de nos ministères et organismes) | |
| | 11. Prochaine rencontre | |
| | 12. Varia | |
| 17 h 00 | Fin de la rencontre | |

Conférence administrative régionale des Laurentides

Compte-rendu

Rencontre du 18 novembre 2013

Hôtel de région, salle C et D
161, rue de la Gare, Saint-Jérôme

Projet

Étaient présents :

Brigitte Durand	MSSS	Johanne Michaud	MSSS
Odette Cordeau	MESS	Roger Hotte	CRÉ
Gilles Desgagnés	MSP	André Provencher	SHQ
Chantal Morin	MFEQ	Marie-Pier Boutin	Tourisme Qc
Jean-Marc Bricault	MICC	Michel Boisclair	MAPAQ
Afshim Hojati	OPHQ	Sylvie Laroche	MTQ
André B. Lemay	MRN	Josée Desjardins	MELS
Sébastien Bolté	MDDEFP	Josée Camarra	CSF
Gilbert Lepage	MCC	Marc Foisy	MCE
Sylvain Pagé	Député resp. région	Joëlle Lafontaine	Attachée politique
Claudette Larouche	Prés. CAR	Louise Mercier	MAMROT

1. Accueil

C. Larouche accueille les participants.

2. Ouverture de la réunion

La rencontre débute à l'heure prévue. C. Larouche souligne que quelques participants ont avisé de leur retard possible. Elle rappelle que M. Pagé se joindra à la rencontre vers 15 heures, tel que prévu.

3. Adoption de l'ordre du jour

La modification suivante a été apportée à l'ordre du jour : la présentation de la politique industrielle prévue par le MFEQ est reportée à une rencontre ultérieure. L'ordre du jour est accepté avec la modification proposée.

4. Adoption du compte-rendu du 16 septembre 2013

C. Larouche avise qu'un projet de compte-rendu révisé a été retourné à chaque membre en date de vendredi en fin de journée étant donné les corrections qui avaient été apportées par quelques membres. Si d'autres corrections devaient être ajoutées, une nouvelle version sera retournée à tout le monde, par courriel.

5. Tour de table (précisions sur les informations transmises)

C. Larouche précise que l'envoi du document concernant les informations a été retardé afin de donner plus de temps pour obtenir les informations de chacun. C. Larouche rappelle les motifs qui justifient la production de ce document et questionne sur la pertinence de poursuivre l'expérience. Tous les membres s'entendent sur le fait que la production du document doit se poursuivre. Toutefois certains membres précisent qu'étant donné qu'ils couvrent plusieurs régions, il devient impossible de répondre à toutes les demandes. Tous conviennent que les informations seront soumises autant que possible.

Il est suggéré de remettre les discussions du tour de table afin d'alimenter les échanges avec M. Pagé.

6. Retour sur les discussions du 16 septembre 2013

➤ Projets communs à prioriser

MESS : Actuellement, il y a trois tables de concertation en emploi et éducation. Ces tables couvrent la plupart des projets en lien avec l'emploi et l'éducation. Il ne faut pas multiplier les tables inutilement. Il est toutefois envisageable d'ajouter de nouveaux partenaires sur celles qui existent déjà. Il est aussi suggéré de créer un tableau de bord qui permettrait de suivre les travaux des différentes tables qui existent et d'en faire un outil de suivi pour la CAR. Pour le moment, les grands problèmes soulevés touchent les déficits constatés au niveau du savoir-être de la clientèle ainsi que l'analphabétisme. L'intégration des nouveaux arrivants est aussi problématique.

Il existe de nouvelles mesures spécifiques qui visent à faciliter l'embauche des personnes handicapées dans les entreprises.

Ces tables permettent de se pencher sur des problématiques ou dossiers particuliers.

MELS : L'offre de formation est encore problématique dans la région des Laurentides. Comment expliquer que la formation en aéronautique se donne majoritairement sur la Rive Sud alors que les emplois se retrouvent dans Les Laurentides.

Il est de plus en plus question de construction de nouvelles écoles pour répondre à la demande qui est à la hausse. Ces projets devraient être planifiés avec les divers intervenants comme ceux visant le résidentiel.

MRN : La Table économique est un autre lieu de concertation qui se concentre sur les dossiers économiques tel : Le rendez-vous de la forêt au Lac-St-Jean

H-Q : L'alimentation en électricité dans la région des Laurentides est un dossier préoccupant considérant que le réseau est pratiquement à pleine capacité. Il devient impératif de le développer de façon à répondre aux projets économiques et touristiques qui se développent dans la région.

Il est proposé de créer une table qui réunirait des aménagistes et urbanistes des différents ministères et organismes et qui aurait pour but de discuter des nouveaux projets de développement dans la région. Cette table qui serait une initiative de la CAR pourrait se réunir au besoin.

SAA : Le Plan d'action contre le racisme et la discrimination à l'endroit des autochtones

Sécurité civile : Discussion à prévoir sur un plan stratégique pour trouver des solutions à des problématiques telles le développement de structures de secours à apporter aux véhicules hors-route spécifiquement dans les secteurs éloignés.

Les schémas de couvertures de risques doivent être complétés dans chacune des municipalités.

TQ : Le ministère est interpellé par différents ministères dans le cadre du créneau ACCORD - Tourisme de villégiature quatre saisons ou autres types de rencontres ou dossiers.

CSF : Les femmes manquent d'information sur les options possibles en emploi ou en formation particulièrement en ce qui concerne ceux à prédominance masculine.

CRÉ : Propose que la CAR se concentre sur des problématiques ou dossiers particuliers qui répondent à des besoins et permettent de faire avancer des dossiers régionaux.

MAMROT : La formation de tables ou comités réunissant des acteurs clefs pour réfléchir et chercher des solutions à des problématiques concrètes. Lorsque nécessaire, il pourrait être pertinent d'associer d'autres intervenants à ces tables, tel DEC, organismes régionaux ou Laurentides économique. Le nombre de rencontres pourrait varier en fonction de l'objectif visé.

➤ **Présentations à prévoir**

- ✓ SAA : Présentation sur les dossiers en lien avec les Atikamekw ainsi que l'entente signée avec eux.
- ✓ MFEQ : Politique industrielle qui pourrait être présentée dans le cadre de la Table économique.
- ✓ CSF : Portrait des femmes dans secteurs d'emplois plutôt masculins.
- ✓ MSSS : Politique en prévention et portrait de l'état de santé des Laurentiens.
- ✓ Tourisme : Plan de développement de l'industrie touristique 2012-2020 ainsi que les mesures pour la région des Laurentides.
- ✓ Hydro : Portrait de la situation concernant le plan de développement.
- ✓ MESS : Portrait socio-économique : formation de la main-d'œuvre.
- ✓ OPHQ : Plan et enjeux gouvernementaux ainsi que la mission, le mandat et le rôle.
- ✓ MAMROT : Politique nationale de la ruralité (PNR-3) et L'initiative : L'économie sociale : J'achète

En ce qui concerne les présentations futures, il est convenu d'aménager l'ordre du jour afin de s'assurer assez de temps pour discuter des enjeux qui découlent de l'objet de la présentation et déterminer si des actions doivent être entreprises par les membres de la CAR.

➤ **Ententes spécifiques**

- ✓ CALQ
- ✓ Aînés dont les grands objectifs apparaissent déjà dans le gabarit négocié pour l'ensemble des régions.
- ✓ Immigration dont les grands objectifs seront en lien avec le plan quinquennal du ministère. Présentement, des discussions sont en cours entre la CRÉ, le MICC et le MESS.
- ✓ Culture actuellement en processus de signatures ministérielles

Il est proposé de faire connaître les grands objectifs des ententes à venir afin de voir quels seraient les ministères et organismes intéressés à participer à une première rencontre de négociation. Le MAMROT fera suivre les informations par courriel.

7. Proposition de date et lieu pour rencontre CAR_Élus

Les membres de la CAR mandatent le MAMROT pour l'organisation de la rencontre d'information avec les élu(e)s. Il est proposé de planifier une date à la fin février ou encore en début avril. Il est également convenu de s'assurer que la date choisie ne vienne pas en conflit avec celles choisies par la DR Lanaudière qui demandent la collaboration des mêmes partenaires. Il est proposé de consulter la CRÉ pour obtenir une liste de salles. Il est aussi convenu de s'assurer d'une uniformité dans les présentations qui seront faites.

8. Présentation

Sensibilisation aux environnements favorables aux saines habitudes de vie par *Direction de la Santé publique de l'Agence de Santé et des Services sociaux des Laurentides*, par *Brigitte Durand et Johanne Michaud*

Une somme de 480 000 \$ est disponible afin d'assurer le déploiement et la formation sur les saines habitudes de vie.

Une conférence téléphonique regroupant les partenaires actuels de l'Alliance soit, le MAPAQ, MAMROT, MESS, MELS, MTQ, MFA et le MSSS s'est tenue afin de s'assurer de leur intérêt pour le mandat associé à ce budget.

Les problèmes liés au poids sont en hausse au Québec. Ces problèmes ont des conséquences sérieuses sur la santé générale des gens. Actuellement 47 % du budget total de l'État est consacré à la santé. La formation prévue vise à sensibiliser la population sur les problèmes liés au poids ainsi que l'importance de développer des environnements favorables aux saines habitudes de vie. Il est possible de s'y inscrire jusqu'en juin.

En 2014, on prévoit un deuxième volet qui vise à travailler sur des moyens à prendre pour amener un changement. Il est possible d'avoir plus d'informations sur le site Web de l'Agence.

La Politique en Prévention du ministre Hébert vient de faire l'objet d'une consultation provinciale.

9. Présentation de la Politique industrielle

Sera remise à une rencontre ultérieure ou dans le cadre d'une rencontre de la CAR Économique.

10. Échanges entre M. Sylvain Pagé, député responsable de la région, et les membres de la CAR

M. Pagé débute en remerciant les membres de la CAR ainsi que tous les fonctionnaires pour le travail accompli dans la région. Il constate beaucoup de diversité, de dynamisme et le potentiel que la région offre. Il souligne la réalité différente entre le nord et le sud de la région.

Trois mots importants :

- Sensibilité à l'égard de tous les citoyens et des municipalités
- Travail
- Intégrité à toutes épreuves, la transparence et la franchise

Il faudrait se donner une séquence de travail, se donner des moyens pour échanger l'information afin d'aller plus loin dans certains dossiers et s'assurer que la réalité et les préoccupations des Laurentides soient entendues. Il se dit disponible pour faire suivre les messages auprès des élus. L'arrimage des interventions est essentiel. Il serait efficace d'asseoir nos interventions concertées sur quelques grands enjeux. La CAR doit viser l'efficacité et l'efficacéité par une recherche de cohérence et de cohésion.

M. Pagé poursuit en invitant chacun à faire part de préoccupations et problématiques à prioriser.

CRÉ :

- Beaucoup de rencontres
- Besoin de cohésion et concertation
- Les liens avec Québec plus difficiles au cours des dernières années
- Plusieurs difficultés au niveau de la croissance économique
- Défi : crise de croissance démographique dont les projections sont importantes
- Voir plus loin en se donnant une vision de 10 ou 15 ans

MAPAQ :

- Diversité en agriculture, réalités différentes
- La présence d'un relayeur politique est importante surtout dans la vitesse d'intervention pour le développement de produits particulièrement dans la transformation alimentaire.

Sécurité civile :

- Mise à jour du plan de base en sécurité civile. Environ 60 % des municipalités ont complété.
- Beaucoup de pompiers volontaires.
- Il y a encore du travail à faire au niveau des schémas de couverture de risques en sécurité incendie des municipalités.
- La régionalisation des services est devenue une solution à considérer

MESS :

- Un portrait du marché du travail à partir des données de 2011
- Intégration des groupes éloignés du marché du travail
- Persévérance chez les jeunes garçons de moins de 25 ans
- Décrochage scolaire est un grand défi, on vise la réussite éducative

- Aide offerte aux entreprises en gestion de la main-d'oeuvre

MRN :

- Grande réflexion à faire sur l'exploitation des ressources
- Conflit d'usage ingérable dans le dossier minier
- Développement des ressources énergétiques axé sur le développement durable, écologique si fait intelligemment
- Leadership à exercer auprès des maires
- Développer un tableau de bord pour suivre des dossiers précis
- Poser des actions concrètes

HQ :

- L'acceptabilité sociale est un réel défi
- Opposition systématique des citoyens qui exerce une pression sociale

M. Lemay explique que dans le dossier des forêts, le MRN a développé des outils dont celui s'adressant aux élus et traitant de l'utilisation des forêts

MTQ :

- Plan territorial sur la mobilité durable dans les Laurentides à faire connaître
- Complémentarité dans les modes et les réseaux; demande de la cohésion et la concertation.
- Accessibilité durable aux pôles : croissance du nombre de personnes qui demeurent dans la région pour y travailler

OPHQ :

- Plan engagements gouvernementaux : À part entière
- Plan d'action annuel des municipalités
- Mesures plus structurantes

Tourisme :

- Nouveau plan de développement de Tourisme Laurentides
- Entente partenariat régionale en tourisme
- Association de villégiature de Tremblant (AVT), unique au Québec
- Bonifier l'offre touristique

MICC :

- Immigration qui se tient dans le sud est un défi particulier. Pour accroître la mobilité, il faut de bonnes structures d'accueil.
- L'immigration est un enjeu important pour la main-d'œuvre et relève

MAMROT :

- Révision des schémas d'aménagement par les MRC
- Densification et Orientation 10 à appliquer en aménagement.
- Les municipalités doivent de plus en plus travailler ensemble pour plus de cohérence régionale.

11. Prochaines rencontres

La prochaine rencontre aura lieu le 17 février à 13 h 00.

Nous convenons que nous maintiendrons l'ordre du jour en mode productif.

Des sujets, problématiques et actions concrètes y seront présentés.

CAR des Laurentides
18 novembre 2013

	MINISTÈRE / ORGANISME	NOM		SIGNATURE
ASSSL	Agence de la santé et des services sociaux	Marc	Fortin	
ASSSL	Agence de la santé et des services sociaux	Éric <i>Brigitte</i>	Gohier <i>Dureau</i>	<i>Brigitte Dureau</i>
CNT	Commission des normes du travail	Yves	Gagnon	
CRÉ	Conférence régionale des Laurentides	Roger	Hotte	<i>Roger Hotte</i>
CSF	Conseil du statut de la femme	Josée	Camarra	<i>Josée Camarra</i>
CSPQ	Centre des services partagés du Québec	Stéphane	Hardy	
CP	Curateur public			
HYDRO	Hydro-Québec Direction Laurentides –Réseau de distribution	Natalie	Roussel	<i>Natalie Roussel</i>
JUSTICE	Ministère de la Justice	Michel	Caouette	
MAPAQ	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	Michel Pierre-Olivier	Boisclair Quesnel	<i>Michel Boisclair</i>
MCC	Ministère de la Culture, des Communications	Gilbert	Lepage	<i>Gilbert Lepage</i>
MCE	Ministère du Conseil exécutif Secrétariat aux affaires autochtones	Marc	Foisy	<i>Marc Foisy</i>
MCE	Ministère du conseil exécutif Secrétariat à la région métropolitaine	Hubert	De Nicolini	
MCE	Ministère du conseil exécutif Secrétariat à la région métropolitaine	André	Lavallée	
MDDEFP	Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la faune et des Parcs	Marie-Josée <i>Sébastien</i>	Gauthier <i>Boite</i>	<i>Marie-Josée Boite</i>
MELS	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	Josée Patrice	Desjardins Paquette	<i>Josée Desjardins</i>
MELS	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	Roger	Paré	
MESS	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	Lise <i>ODETTE</i>	Giroux <i>CORDEAU</i>	<i>Lise Giroux</i>
MF	Ministère de la Famille	Christine Suzy-Ann	Beaudin Morin	
MFE	Ministère des Finances et de l'Économie	Jocelyn Chantal	Bianky Morin	<i>Jocelyn Bianky</i>
MICC	Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles	Serge Jean-Marc	Tétreault Bricault	<i>Serge Tétreault</i>
MRI	Ministère des Relations internationales	Claude	Trudelle	
MRN	Ministère des Ressources naturelles	André B. Carl	Lemay P. Levasseur	<i>André B. Carl</i>
MSG	Services Québec Laval, Laurentides et Lanaudière	Pierre	Nadeau	
MSP	Sécurité publique - Direction correctionnelle	Jean-François	Longtin	

CAR des Laurentides
18 novembre 2013

	MINISTÈRE / ORGANISME	NOM		SIGNATURE
MSP	Sécurité publique – Direction incendie	Gilles	Desgagnés	<i>M. Desgagnés</i>
MTQ	Ministère des transports - Laval-Milles-Îles	Odile	Béland	
MTQ	Ministère des transports - Laurentides	Sylvie	Laroche	<i>Sylvie Laroche</i>
TQ	Tourisme Québec	Marie-Pier	Boutin	<i>Marie-Pier Boutin</i>
OPC	Office de protection du consommateur	Marcel	Lapointe	
OPHQ	Office des personnes handicapées du Québec	Claudine Afshim	Delvoye Hojati	<i>[Signature]</i>
SHQ	Société d'habitation du Québec	Yves André	Larondeau Provencher	<i>André Provencher</i>
MAMROT	Ministère des Affaires municipales et des Régions	Claudette Louise	Larouche Mercier	<i>[Signature]</i>
	Ministre responsable de la région des Laurentides	Sylvain	Pagé	
	Attachée politique au député responsable de la région	Joëlle	Lafontaine	

Conférence administrative régionale des Laurentides

Proposition d'ordre du jour

Rencontre du 17 février 2014

Hôtel de région, salle C et D
161, rue de la Gare, Saint-Jérôme

13 h 00	1. Accueil	
13 h 10	2. Ouverture de la réunion	Claudette Larouche
	3. Adoption de l'ordre du jour	Claudette Larouche
13 h 20	4. Présentation : Projet de plan de relance de la Corporation de l'Abbaye d'Oka	Claude Drapeau Linda Sage
13 h 50	5. Adoption du compte rendu, réunion du 18 novembre 2013	Claudette Larouche
14 h 00	6. Tour de table (questions sur les informations transmises)	
	7. Retour sur les discussions du 18 décembre 2013	
	> Projets communs à travailler	
	> Politique MAPAQ 12 milliard acheter Qcois	Michel Boisclair
	> Présentation à prévoir à la prochaine rencontre	
	> État de situation sur les ententes spécifiques	
	> Rencontre CAR-Élu(e)s	
14 h 30	8. Table Économique de la CAR	Jocelyn Bianki
14 h 45	9. Consultation CRÉ Plan de développement des Laurentides 2014-2019.	Roger Hotte
15 h 00	Pause	
15 h 15	11. Réflexion sur l'acceptabilité sociale dans la région des Laurentides : un constat à faire selon nos priorités régionales	
	12. Prochaine rencontre (Proposition de calendrier)	
	13. Varia	
16 h 15	Fin de la rencontre	

Conférence administrative régionale de la Montérégie

Réunion du 11 juin 2013 à 13 h 30
Ministère des Finances et de l'Économie
201, place Charles-Le Moyne, bureau 101
Salle Les Appalaches
Longueuil

ORDRE DU JOUR PROPOSÉ

Heures	N ^{os}	Sujets	Objectifs	Responsables	Documents
13 h 30	1	Ordre du jour (5 min.)	<ul style="list-style-type: none">• Adopter l'ordre du jour de la réunion	Robert Sabourin (MAMROT)	Transmis par courriel
13 h 35	2	Présentation des participants (5 min.)	<ul style="list-style-type: none">• Présenter tous les participants	Tous les participants	
13 h 40	3	Compte rendu (5 min.)	<ul style="list-style-type: none">• Adopter le compte rendu de la réunion du 18 mars 2013	Robert Sabourin (MAMROT)	Transmis par courriel
13 h 45	4	Présentation – Affaires autochtones (60 min.)	<ul style="list-style-type: none">• Informer la CAR des orientations gouvernementales en matière de relations avec les Autochtones	Marc Foisy (SAA)	
14 h 45	5	Priorisation PQD – CRÉ Montérégie Est (30 min.)	<ul style="list-style-type: none">• Échanger avec les membres de la CAR concernant l'exercice de priorisation dans le cadre du Plan quinquennal de développement de la CRÉ Montérégie Est	Nathalie Ward (CRÉ Montérégie Est)	
15 h 15	6	Pause (10 min.)			
15 h 25	7	Table économique (20 min.)	<ul style="list-style-type: none">• Présenter le mandat du comité interministériel mis sur pied pour élaborer une vision stratégique du développement économique du corridor de l'autoroute 30, de Sorel-Tracy à Vaudreuil-Soulanges, en Montérégie• Faire le point sur les travaux de la Table d'action en entrepreneuriat de la Montérégie	Jacques La Rue (MFE)	
15 h 45	8	Groupe de travail sur l'agglomération de Longueuil (5 min.)	<ul style="list-style-type: none">• Faire le point sur les travaux du Groupe de travail	Robert Sabourin (MAMROT)	

Heures	N ^{os}	Sujets	Objectifs	Responsables	Documents
15 h 50	9	Dossiers métropolitains (15 min.)	<ul style="list-style-type: none"> Présenter la structure organisationnelle du Secrétariat à la région métropolitaine et les dossiers d'actualité 	Hubert de Nicolini Lucie Tremblay (SRM)	
16 h 05	10	Tableau de suivi des requêtes (5 min.)	<ul style="list-style-type: none"> Discuter des suivis du tableau des requêtes et exposer les nouvelles requêtes 	Robert Sabourin (MAMROT)	
16 h 10	11	Suivi des politiques et des plans d'action (5 min.)	Procéder aux suivis requis : <ul style="list-style-type: none"> Politique nationale de la ruralité Plan d'action gouvernemental pour l'entrepreneuriat collectif 	Marie-Eve Perreault (MAMROT) Sylvie Goupil (MAMROT)	
16 h 15	12	Tour de table (10 min.)	<ul style="list-style-type: none"> Connaître les changements organisationnels des M/O 	Tous les participants	
16 h 25	13	Varia (5 min.)			

Membres présents : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Beaugrand-Champagne, Isabelle, MFE (en remplacement de Jacques La Rue pour la première partie de la rencontre) ▪ Béland, Joceline, MTQ – Ouest ▪ Bilodeau, Pierre, MRN ▪ de Nicolini, Hubert, MCE (SRM) ▪ Donais, Daniel, MTQ – Est ▪ Foisy, Marc, MCE (SAA) ▪ Forest, Jean-Sébastien, MSP (en remplacement de Christine Savard) ▪ Girouard, Pierre, FADQ ▪ Goudreau, Annie, MCC ▪ La Rue, Jacques, MFE ▪ Laprise, Ghislain, MESS ▪ Lessard, Jean-Pierre, MAPAQ – Est ▪ Niddam, Isabelle, SHQ ▪ Patry, René, MF ▪ Rousseau, Patricia, MESS (Services Québec) ▪ Sabourin, Robert, MAMROT, président de la CAR ▪ Sauvé, Jocelyne, ASSSM 	Observatrices : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Goupil, Sylvie, MAMROT ▪ Perreault, Marie-Eve, MAMROT ▪ St-Denis, Laurence, MCC ▪ Ward, Nathalie, CRÉ ME Personnes invitées pour les présentations : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Morin, Annie, CRÉ ME ▪ Villeneuve, Francis, CRÉ ME 	Membres absents : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Beaulieu, Robert, MAPAQ – Ouest ▪ Boucher, Odette G., RBQ ▪ Brisson, Gilles, IQ ▪ Carignan, Sonia, MFE (ST) ▪ Delvoye, Claudine, OPHQ ▪ Desrochers, Yves, HQ ▪ Grieco, Émile, MDDEFP ▪ Langlois, Lise, MELS ▪ Lavallée, André, MCE (SRM) ▪ Paquin, Pierre, MDDEFP ▪ Rochon, Lorraine, CSF ▪ Rouleau, Julie, MESS (SCF) ▪ Tremblay, Lucie, MCE (SRM) ▪ Trudelle, Claude, MRI
---	---	---

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
1. Ordre du jour ➤ Adopter l'ordre du jour de la réunion	L'ordre du jour est adopté tel que présenté.	
2. Présentation des participants ➤ Présenter tous les participants	Les participants se présentent à tour de rôle.	
3. Compte rendu ➤ Adopter le compte rendu de la réunion du 18 mars 2013	<p>Le compte rendu de la réunion du 18 mars 2013 est adopté tel que présenté. M. Robert Sabourin, du MAMROT, en fait le suivi.</p> <p>Un point en suivi (présentation de la Loi sur le patrimoine culturel) est reporté à la prochaine CAR.</p> <p>En ce qui concerne la présentation du projet de plan quinquennal de développement (PQD) de la CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent, le président de la CAR a été informé que la CRÉ n'est pas suffisamment avancée pour savoir quand pourrait avoir lieu la présentation.</p>	<p>Prévoir une présentation de la Loi sur le patrimoine culturel lors de la prochaine CAR.</p> <p>Assurer le suivi du dossier auprès de la CRÉ.</p>

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
<p>4. Présentation – Affaires autochtones</p> <p>➤ Informer la CAR des orientations gouvernementales en matière de relations avec les Autochtones</p>	<p>D'entrée de jeu, M. Robert Sabourin, du MAMROT, explique l'importance de la présentation en affaires autochtones pour la CAR. D'abord, dans le Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2013-2016 du MAMROT, la Direction régionale de la Montérégie a inscrit une action visant à établir des mécanismes de collaboration et de concertation entre la CAR de la Montérégie, la MRC de Roussillon, la CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent et la communauté mohawk de Kahnawake. Ensuite, des M/O présents à la CAR sont aussi concernés par les relations avec les communautés autochtones dans la conduite de certains dossiers.</p> <p>M. Marc Foisy, du Secrétariat aux affaires autochtones (SAA), présente la mission de l'organisme. Il passe en revue l'information pertinente quant aux nations, aux organisations et aux institutions gouvernementales autochtones au Québec.</p> <p>Il donne aussi des éléments d'information concernant les droits autochtones, désignés comme des droits ancestraux étant liés aux activités traditionnelles menées sur le territoire. Il explique en quoi les arrêts Haïda et Taku River ont apporté des changements dans la façon de considérer les droits ancestraux, notamment en ce qui concerne l'obligation de consultation des nations autochtones de la part de la Couronne.</p> <p>Il explique les cinq volets du Fonds d'initiatives autochtones qui a été renouvelé pour cinq ans pour un total de 135 M\$. La majeure partie de ce fonds est dédiée au développement économique et aux infrastructures communautaires.</p> <p>Des membres de la CAR souhaiteraient que ce dossier soit repris lors d'une autre CAR, notamment en vue d'avoir davantage d'informations quant aux façons de procéder lors de projets conjoints avec les communautés autochtones.</p>	<p>Inscrire un suivi au tableau des requêtes</p>
<p>5. Priorisation PQD – CRÉ Montérégie Est</p> <p>➤ Échanger avec les membres de la CAR concernant l'exercice de priorisation dans le cadre du Plan quinquennal de développement de la CRÉ Montérégie Est</p>	<p>M^{me} Nathalie Ward, de la CRÉ Montérégie Est, fait état des résultats de l'exercice de priorisation tenu en mai 2013 concernant les enjeux qui seront principalement retenus dans le PQD 2013-2018. Dans le but de mieux cibler ses actions, la CRÉ a déterminé quatre axes de développement : 1) Assurer un usage optimal du territoire, 2) Stimuler les dynamismes régionaux, 3) Renforcer le capital humain, 4) Respecter et mettre en valeur le patrimoine matériel et immatériel.</p> <p>Au terme des consultations tenues en vue de la préparation du PQD, 22 enjeux avaient été identifiés. L'exercice de priorisation a permis de retenir douze de ces enjeux qui s'inscrivent dans un ou plusieurs des axes d'orientation, ce qui forme une stratégie intégrée, l'objectif visant son application de façon transversale dans les différents dossiers portés par la CRÉ.</p> <p>Le plan d'action annuel qui sera développé pour la mise en œuvre du PQD intégrera les objectifs de développement durable et ceux de l'occupation et de la vitalité des territoires. Dorénavant, les projets qui seront financés par le Fonds de développement régional devront être en lien avec le PQD.</p>	

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
	Le PQD sera officiellement déposé au MAMROT avant son adoption par le conseil d'administration de la CRÉ qui se tiendra en septembre prochain.	
6. Pause		
7. Table économique de la CAR ➤ Présenter le mandat du comité interministériel (développement économique du corridor de l'autoroute 30) ➤ Faire le point sur les travaux de la Table d'action en entrepreneuriat de la Montérégie	<p>M. Jacques La Rue, du MFE, indique que l'annonce de la mise sur pied du comité interministériel s'est faite le 31 mai dernier. Le comité doit développer une vision stratégique gouvernementale concernant le développement économique du corridor de l'autoroute 30, de Sorel-Tracy à Vaudreuil-Soulanges. La décision d'englober l'ensemble du corridor de l'autoroute 30, jusqu'à Sorel-tracy et non seulement le nouveau tronçon qui se situe sur le territoire de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent, a pour but de permettre un développement plus intégré. Le dossier de la plateforme intermodale sera au cœur des travaux du comité.</p> <p>Le comité est coprésidé par le ministre des Transports et des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, M. Sylvain Gaudreault, et par la ministre déléguée à la Politique industrielle et à la Banque de développement économique du Québec, M^{me} Hélène Zakaïb. Il compte aussi plusieurs autres ministres, dont la ministre responsable de la Montérégie, M^{me} Marie Malavoy. Les autres ministères concernés sont le MFE, le MESS, le MDDEFP et le MAPAQ. Le SAA est aussi membre du comité en raison de la présence de la communauté mohawk de Kahnawake sur le territoire. Des membres du personnel des ministères impliqués seront interpellés prochainement. Le comité s'est donné un échéancier serré comportant une tournée de consultation, notamment auprès des CRÉ, à l'automne 2013 et le dépôt d'un plan de développement et d'une vision stratégique à la fin de l'hiver ou au début du printemps 2014.</p> <p>En ce qui concerne la Stratégie québécoise en entrepreneuriat, lancée en 2011, celle-ci se poursuit. À l'hiver 2013, la Table d'action en entrepreneuriat de la Montérégie a complété l'élaboration de son plan stratégique et elle a adopté son plan d'action au printemps 2013. Au mois d'avril, on a assisté à la création d'un Centre de transfert d'entreprises en Montérégie.</p>	
8. Groupe de travail sur l'agglomération de Longueuil ➤ Faire le point sur les travaux du Groupe de travail	<p>M. Robert Sabourin, du MAMROT, relate les faits saillants qui ont mené à la création du Groupe de travail. Il mentionne l'état des travaux réalisés jusqu'à maintenant. La première étape, qui visait la documentation des problématiques de l'agglomération, est en voie d'être complétée avec le dépôt d'un rapport de mi-mandat dans les prochains jours. Le 18 juin prochain, le président du Groupe de travail, M. Pierre Deland, et M. Sabourin rencontreront les ministres concernés par le dossier.</p> <p>M. Sabourin demande aux membres de la CAR de communiquer les informations qu'ils pourraient détenir concernant le financement des organismes par territoire puisqu'il s'agit d'un sujet qui fait partie des problématiques soulevées.</p>	

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
	<p>Les représentants de l'agglomération au Groupe de travail craignent un déséquilibre entre la Montérégie, d'une part, et les régions de Laval, des Laurentides et de Lanaudière, d'autre part.</p> <p>Par ailleurs, en ce qui concerne le rôle de la CAR de la Montérégie envers l'agglomération de Longueuil, il mentionne l'importance d'aborder davantage de dossiers métropolitains et il invoque le rôle que le Secrétariat à la région métropolitaine (SRM) pourrait tenir à cet égard.</p>	
<p>9. Dossiers métropolitains</p> <p>➤ Présenter la structure organisationnelle du Secrétariat à la région métropolitaine et les dossiers d'actualité</p>	<p>M. Hubert de Nicolini, du SRM, explique que le rôle du SRM est de soutenir non seulement le ministre responsable de la région, mais aussi le comité ministériel de la région métropolitaine formé de cinq ministres représentant le territoire de la métropole, et ce, tant sur les plans économique, social et culturel.</p> <p>Le SRM est présentement responsable d'une quarantaine de dossiers qui s'articulent autour de quatre grandes priorités : le transport, la relance économique, l'identité métropolitaine et les jeunes familles. Parmi ces dossiers, on compte notamment ceux de l'électrification des transports, des sols contaminés, du pont Champlain, de l'échangeur Turcot, de l'agglomération de Longueuil et de l'autoroute 30. Le 375^e anniversaire de Montréal (en 2017) fait aussi partie des dossiers à l'étude et à ce sujet, l'objectif est d'en faire un événement qui n'est pas seulement montréalais, mais qui s'étend à l'ensemble de la région métropolitaine.</p>	
<p>10. Tableau de suivi des requêtes</p> <p>➤ Discuter des suivis du tableau</p>	<p>Le tableau de suivi des requêtes est distribué aux membres et M. Robert Sabourin, du MAMROT, en fait la lecture.</p> <p><u>Requête n° 10-06-16-03</u> : Puisque des procédures permanentes seront mises en place, la requête peut-être fermée.</p> <p><u>Requête n° 11-03-08-01</u> : On note une difficulté d'identification des collaborations possibles. La requête demeure ouverte.</p> <p><u>Requête n° 12-05-29-01</u> : La CRÉ a reçu une lettre de refus de la part du MELS. La requête demeure toutefois ouverte puisque toutes les possibilités sont examinées.</p> <p><u>Requête n° 12-12-13-01</u> : La session s'est tenue. La requête peut être fermée.</p>	<p>Fermer la requête</p> <p>Fermer la requête</p>
<p>11. Suivi des politiques et des plans d'action</p> <p>Procéder aux suivis requis :</p> <p>➤ Politique nationale de la ruralité</p> <p>➤ Plan d'action gouvernemental pour l'entrepreneuriat collectif</p>	<p>Concernant la Politique nationale de la ruralité, M^{me} Marie-Eve Perreault, du MAMROT, annonce les résultats régionaux pour les Grands Prix de la ruralité 2013 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Prix Mobilisation</u> : MRC des Jardins-de-Napierville pour le 150^e anniversaire de commémoration de Louis Cyr; • <u>Prix Excellence</u> : Caravane 20-20 de la région des Maskoutains; • <u>Prix organisme rural</u> : Coop au coeur du village de Saint-Joachim-de-Shefford, dans la région de La Haute-Yamaska; • <u>Prix agent rural</u> : M. Samuel Gosselin et M^{me} Lyne Charlebois. 	

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
	<p>M^{me} Sylvie Goupil, du MAMROT, mentionne qu'une évaluation du Plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat collectif est en cours au ministère. À cet égard, les partenaires du ministère, notamment les CRÉ, ont été appelés à répondre à un questionnaire d'évaluation.</p> <p>Elle indique aussi que les travaux de la commission parlementaire concernant le projet de loi en économie sociale se sont tenus du 21 au 28 mai 2013. Au total, 37 mémoires ont été déposés et 22 organisations ont participé aux consultations. Trois aspects principaux marquent les consultations : 1) Un consensus quant à un ensemble d'aspects, notamment que le porteur du dossier demeure le MAMROT et que les deux interlocuteurs privilégiés en économie sociale soient le Chantier de l'économie sociale et le Conseil québécois de la coopération et de la mutualité, 2) Des propositions de bonification quant à l'ajout d'un élément concernant la recherche de l'autonomie financière dans la définition et pour l'inclusion des volets relève d'entreprise et international, 3) Des éléments à rediscuter comme le rôle et la composition de la table des partenaires.</p> <p>Enfin, M^{me} Goupil souligne que le lancement du Portrait des entreprises en économie sociale de la Montérégie Est devrait avoir lieu le 20 septembre prochain, à la suite du conseil d'administration de la CRÉ Montérégie Est.</p>	
<p>12. Tour de table</p> <p>➤ Connaître les changements organisationnels des M/O</p>	<p>M. Jacques La Rue, du MFE, informe la CAR que le projet de loi concernant la Banque de développement du Québec est reporté.</p> <p>En ce qui concerne le MTQ, M^{me} Joceline Béland et M. Daniel Donais indiquent la tenue d'une consultation concernant le transport collectif en milieu municipal visant la mise en œuvre d'un plan de transport en 2014. Il y est question de l'intégration des réseaux, ce qui nécessitera de travailler de plus près avec les municipalités. Par ailleurs, on mentionne la mise en place d'une deuxième phase du « photo radar », qui sera étendu au réseau routier municipal.</p> <p>M. Jean-Pierre Lessard, du MAPAQ, demande de réserver du temps lors de la prochaine CAR afin de présenter la Politique de souveraineté alimentaire.</p> <p>M. Ghislain Laprise, du MESS, annonce l'intégration de plusieurs organismes au ministère. Selon un plan de déploiement de trois ans, dix-sept bureaux de Services Québec et dix-neuf centres locaux d'emploi seront intégrés au MESS.</p> <p>M. Pierre Bilodeau, du MRN, parle de la mise en place de la Stratégie 2012-2017 du ministère. Cette dernière sera notamment axée sur la transformation des produits forestiers et sur l'élaboration d'une charte de l'utilisation du bois. Il fait aussi état d'une problématique existante sur l'île Sainte-Thérèse, qui fait partie du territoire de Varennes, où sont présents des occupants, sans droit. Un comité interministériel est saisi du dossier qui touche différents aspects, dont la sécurité publique et l'agriculture.</p>	<p>Prévoir une présentation lors de la prochaine CAR.</p>

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
	<p>M^{me} Isabelle Niddam, de la SHQ, mentionne des investissements de 4,5 M\$ pour le programme qui vient en aide aux maisons lézardées en Montérégie et que la SHQ est en processus de révision et de modernisation des programmes.</p> <p>M. Robert Sabourin, du MAMROT, annonce l'adoption des indicateurs d'occupation et de vitalité des territoires par le gouvernement, comme prévu dans la Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires. Au total, 26 indicateurs ont reçu un avis favorable de l'Institut de la statistique du Québec. Les indicateurs vont permettre de faire un suivi dans les secteurs de l'occupation territoriale, de la qualité de vie et de la prospérité économique.</p>	
<p>13. Varia</p> <p>➤ Proposer le calendrier des rencontres à venir de la CAR</p>	<p>M. Robert Sabourin, président de la CAR, propose le calendrier des prochaines rencontres de la CAR pour l'année 2013-2014. Les dates retenues sont les suivantes : le mardi 1^{er} octobre 2013 à 13 h 30, le mardi 10 décembre 2013 à 13 h 30 et le mardi 11 mars 2014 à 13 h 30.</p>	<p>La proposition est adoptée.</p>

Conférence administrative régionale de la Montérégie

Réunion du 1^{er} octobre 2013 à 13 h 30
Ministère des Finances et de l'Économie
201, place Charles-Le Moyne, bureau 101
Salle Les Appalaches
Longueuil

ORDRE DU JOUR PROPOSÉ

Heures	N ^{os}	Sujets	Objectifs	Responsables	Documents
13 h 30	1	Ordre du jour (5 min.)	<ul style="list-style-type: none">• Adopter l'ordre du jour de la réunion	Robert Sabourin (MAMROT)	Transmis par courriel
13 h 35	2	Présentation des participants (5 min.)	<ul style="list-style-type: none">• Présenter tous les participants	Tous les participants	
13 h 40	3	Compte rendu (5 min.)	<ul style="list-style-type: none">• Adopter le compte rendu de la réunion du 11 juin 2013	Robert Sabourin (MAMROT)	Transmis par courriel
13 h 45	4	Loi sur le patrimoine culturel (30 min.)	<ul style="list-style-type: none">• Présenter la Loi sur le patrimoine culturel	Annie Goudreault (MCC)	
14 h 15	5	Offre de service du CSPQ (20 min.)	<ul style="list-style-type: none">• Informer la CAR de l'offre de service du CSPQ pour la Montérégie	Stéphane Hardy (CSPQ)	
14 h 35	6	Corridor Vert et Bleu Richelieu (20 min.)	<ul style="list-style-type: none">• Présenter le projet Corridor Vert et Bleu Richelieu	Caroline Bisson (MDDEFP)	
14 h 55	7	Pause (10 min.)			
15 h 05	8	Dossiers métropolitains (20 min.)	<ul style="list-style-type: none">• Présentation du Secrétariat à la région métropolitaine	André Lavallée (SRM)	
15 h 25	9	Table économique (30 min.)	<ul style="list-style-type: none">• Faire le point sur les travaux du comité interministériel mis sur pied pour élaborer une vision stratégique du développement économique du corridor de l'autoroute 30, de Sorel-Tracy à Vaudreuil-Soulanges, en Montérégie• Plan d'action de la Table d'action en entrepreneuriat de la Montérégie	Jacques La Rue (MFE)	

Heures	N ^{os}	Sujets	Objectifs	Responsables	Documents
15 h 55	10	Tableau de suivi des requêtes (10 min.)	<ul style="list-style-type: none"> • Discuter des suivis du tableau des requêtes et exposer les nouvelles requêtes 	Robert Sabourin (MAMROT)	
16 h 05	11	Suivi des politiques et des plans d'action (10 min.)	<ul style="list-style-type: none"> • Politique nationale de la ruralité • Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées • Plan d'action gouvernemental pour l'entrepreneuriat collectif • Politique gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes 	Marie-Eve Perreault (MAMROT) Sylvie Goupil (MAMROT) Julie Rouleau (SCF)	
16 h 15	12	Tour de table (10 min.)	<ul style="list-style-type: none"> • Connaître les changements organisationnels des M/O 	Tous les participants	
16 h 25	13	Varia (5 min.)		Tous les participants	
16 h 30	14	Levée de la rencontre			

Membres présents : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Beaulieu, Robert, MAPAQ – Ouest ▪ Béland, Joceline, MTQ – Ouest ▪ Bilodeau, Pierre, MDDEFP ▪ Carignan, Sonia, MFEQ (Tourisme Québec) ▪ de Nicolini, Hubert, MCE (SRM) ▪ DesRochers, Yves, HQ ▪ Donais, Daniel, MTQ – Est ▪ Forest, Jean-Sébastien, MSP (en remplacement de Christine Savard) ▪ Girouard, Pierre, FADQ ▪ Goudreau, Annie, MCC ▪ Guay, Jean, MICC ▪ Hardy, Stéphane, CSPQ ▪ La Rue, Jacques, MFEQ ▪ Langlois, Lise, MELS ▪ Lavallée, André, MCE (SRM) ▪ Niddam, Isabelle, SHQ 	Membres présents (suite) : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Paquin, Pierre, MDDEFP ▪ Patry, René, MF ▪ Sabourin, Robert, MAMROT, président de la CAR ▪ Tremblay, Lucie, MCE (SRM) Observateurs : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Goupil, Sylvie, MAMROT ▪ Laberge, Jacques, CRÉ VHSL ▪ Perreault, Marie-Eve, MAMROT ▪ Turbide, Martin, CRÉ Longueuil ▪ Ward, Nathalie, CRÉ ME Personnes invitées pour les présentations : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Bisson, Caroline, MDDEFP ▪ Tétreault, Annie, MCC 	Membres absents : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Boucher, Odette G., RBQ ▪ Brisson, Gilles, INV-QC ▪ Delvoye, Claudine, OPHQ ▪ Foisy, Marc, MCE (SAA) ▪ Laprise, Ghislain, MESS ▪ Lessard, Jean-Pierre, MAPAQ – Est ▪ Rochon, Lorraine, CSF ▪ Rouleau, Julie, MESS (SCF) ▪ Rousseau, Patricia, MESS (Services Québec) ▪ Sauvé, Jocelyne, ASSSM ▪ Trudelle, Claude, MRI
--	--	--

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
1. Ordre du jour ➤ Adopter l'ordre du jour de la réunion	L'ordre du jour est adopté tel que présenté.	
2. Présentation des participants ➤ Présenter tous les participants	Les participants se présentent à tour de rôle.	
3. Compte rendu ➤ Adopter le compte rendu de la réunion du 11 juin 2013	<p>Le compte rendu de la réunion du 11 juin 2013 est adopté tel que présenté.</p> <p>Le point en suivi concernant la présentation de la Loi sur le patrimoine culturel est à l'ordre du jour.</p> <p>Le projet de plan quinquennal de développement (PQD) de la CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent n'est pas suffisamment avancé pour être présenté à la CAR.</p> <p>Projets conjoints avec les communautés autochtones : À la suite de la présentation en Affaires autochtones, les membres de la CAR ont demandé que le sujet soit inscrit au tableau des requêtes.</p> <p>M. Jean-Pierre Lessard, du MAPAQ, avait demandé de réserver du temps pour présenter la Politique de souveraineté alimentaire.</p>	<p>Le sujet a été ajouté au tableau des requêtes.</p> <p>Le sujet sera traité au point 12 de l'ordre du jour.</p>

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
4. Loi sur le patrimoine culturel ➤ Présenter la Loi sur le patrimoine culturel	<p>M^{mes} Annie Goudreault et Annie Tétreault présentent la Loi sur le patrimoine culturel du ministère de la Culture et des Communications. La Loi a pour objectif d'élargir le spectre du patrimoine qui couvre désormais non seulement le patrimoine bâti, mais aussi le patrimoine immatériel (personnages, événements historiques, lieux, paysages culturels, etc.). Deux types de statuts seront désormais envisageables. D'une part, le classement du patrimoine bâti sous des mesures de protection qui comportent l'obligation de le maintenir en bon état. D'autre part, une désignation s'appliquant au patrimoine immatériel qui est associé à des mesures de valorisation. En ce qui concerne les statuts légaux, le Conseil du patrimoine culturel du Québec agit comme comité consultatif auprès du ministre de la Culture et des Communications, qui procède au classement ou à la désignation. Sur le plan local, les municipalités peuvent procéder à la citation d'un immeuble ou d'un site ou encore à l'identification d'un patrimoine immatériel proposé au ministre en vue d'une désignation. Le Conseil local du patrimoine donne son avis en la matière au conseil municipal.</p> <p>Par ailleurs, depuis octobre 2012, un document de référence concernant les plans de conservation explique les procédures à suivre au sujet des biens classés. En ce qui a trait aux biens et aux sites archéologiques, ce sont les mêmes mesures que dans l'ancienne loi qui continuent à s'appliquer. Dans ce cas, quiconque trouve un bien à caractère archéologique doit en informer le ministre.</p>	
5. Offre de service du CSPQ ➤ Informer la CAR de l'offre de service du CSPQ pour la Montérégie	<p>M. Stéphane Hardy, du CSPQ, présente les services offerts par le CSPQ en région, notamment en formation, développement des ressources humaines et concertation régionale. Il distribue quelques documents faisant état de formations déjà offertes. Les membres de la CAR sont conviés à un tour de table pour exprimer les besoins qui pourraient être soumis au CSPQ. Il est demandé si le personnel des CRÉ peut participer aux activités offertes. M. Hardy s'informerait à ce sujet. Il serait possible d'établir un lien avec la requête concernant le comité interministériel régional visant à réduire les coûts des directions régionales.</p>	<p>Vérifier l'admissibilité du personnel des CRÉ aux activités offertes par le CSPQ en région.</p> <p>Relancer le comité interministériel pour établir un pont avec l'offre de service du CSPQ. Les ministères suivants se montrent intéressés : Famille, Éducation, Transports, Culture et potentiellement Ressources naturelles.</p>
6. Corridor Vert et Bleu Richelieu ➤ Présenter le projet Corridor Vert et Bleu Richelieu	<p>M^{me} Caroline Bisson, du MDDEFP, explique les grandes lignes du projet. D'abord, le territoire d'application est le bassin versant du Richelieu, hormis la baie Missisquoi. Il s'agit d'un territoire à 71 % agricole et 16 % forestier. Ce bassin regroupe plus de 50 % des poissons d'eau douce du Québec. Il s'agit d'un lieu important de biodiversité. Le projet vise notamment l'amélioration de la qualité de l'eau, la restauration des berges et la connectivité entre plans d'eau pour faciliter l'échange génétique des espèces. Des sites prioritaires d'intervention seront ciblés en comptant sur la collaboration volontaire de propriétaires de terres en bordure des rives. Le Ministère apportera un soutien technique et l'expertise à des projets portés par des partenaires du milieu et un plan de communication auprès des riverains sera mis en place. De plus, la notion de bande riveraine pourrait être intégrée dans le schéma d'aménagement.</p>	<p>Inscrire une requête concernant la formation d'un comité d'aménagistes des ministères.</p>

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
7. Pause		
8. Dossiers métropolitains ➤ Présentation du Secrétariat à la région métropolitaine	M. André Lavallée, secrétaire général du SRM, souligne l'importance d'aborder les enjeux métropolitains à la CAR. Il précise les niveaux d'intervention du Secrétariat sur le territoire de la métropole. Les priorités du SRM concernent quatre aspects : l'économie et l'emploi, le transport collectif, la rétention des familles sur l'île de Montréal et l'identité métropolitaine. Son intervention se déploie sur trois niveaux. 1) En ce qui concerne les dossiers d'orientation, le SRM travaille conjointement avec le comité ministériel de la région métropolitaine, composé de douze membres du conseil des ministres. 2) Le SRM administre certains fonds, dont le Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole (FIRM). D'ailleurs, le FIRM est accessible à tous les territoires situés dans la CMM. Une présentation des fonds administrés par le SRM pourrait être placée à l'ordre du jour d'une prochaine CAR. 3) Le SRM voit au suivi de dossiers prioritaires, notamment le dossier de l'autoroute 30, les grappes industrielles, la vitalité économique du territoire, le transport et Montréal 2017 (année du 375 ^e anniversaire de la fondation de Montréal).	Un point statutaire intitulé « Table métropolitaine » sera désormais intégré à chaque CAR. Prévoir une présentation des différents fonds gérés par le SRM lors d'une prochaine rencontre.
9. Table économique ➤ Faire le point sur les travaux du comité interministériel du corridor de l'autoroute 30 ➤ Plan d'action de la Table d'action en entrepreneuriat de la Montérégie	Concernant le dossier du corridor de l'autoroute 30 (A30), M. Jacques La Rue, du MFEQ, distribue des exemplaires du communiqué émis conjointement par le MAMROT et le MFEQ le 1 ^{er} octobre 2013, annonçant la tenue d'une tournée de consultation pour élaborer une vision stratégique de développement économique du corridor de l'A30. La démarche permettra de mieux connaître le point de vue des élus et des représentants des organismes partenaires des trois CRÉ de la Montérégie. La tournée se fera sous la direction de M ^{me} Éline Zakaïb, ministre déléguée à la Politique industrielle, et de M ^{me} Marie Malavoy, ministre responsable de la Montérégie. Deux documents seront déposés pour assurer la compréhension commune des enjeux, soit un guide de consultation et un document de réflexion. Les documents pourront être transmis aux personnes intéressées. On vise l'élaboration d'un plan d'action pour le printemps 2014. M. La Rue dépose le Plan d'action 2013-2015 de la Table d'action en entrepreneuriat de la Montérégie. Il mentionne que la phase de mise en œuvre sera amorcée sous peu. Par contre, aucune stratégie de diffusion n'a été adoptée pour l'instant, compte tenu du budget limité.	
10. Tableau de suivi des requêtes ➤ Discuter des suivis du tableau	Le tableau de suivi des requêtes est distribué aux membres et M. Robert Sabourin, du MAMROT, en fait la lecture. <u>Requête n° 11-03-08-01</u> : Formation d'un comité interministériel régional visant à réduire les coûts des directions régionales. On note une difficulté d'identification des collaborations possibles. La requête demeure ouverte et pourrait être mise en relation avec l'offre de service du CSPQ.	Relancer le comité interministériel concernant les besoins de formation des M/O.

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
	<p>Requête n° 12-05-29-01 : Possibilités d'élaboration d'une entente spécifique en loisir et sport en Montérégie Est. La CRÉ a reçu une lettre de refus de la part du MELS. La requête demeure toutefois ouverte puisque toutes les possibilités sont examinées.</p> <p>Requête n° 13-06-11-01 : Modalités de collaboration avec les communautés autochtones lors de projets conjoints.</p>	Le sujet sera placé à l'ordre du jour d'une prochaine CAR.
<p>11. Suivi des politiques et des plans d'action</p> <p>Procéder aux suivis requis :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Politique nationale de la ruralité ➤ Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées ➤ Plan d'action gouvernemental pour l'entrepreneuriat collectif 	<p>M^{me} Marie-Ève Perreault, du MAMROT, indique que le gouvernement a annoncé que la Politique nationale de la ruralité sera renouvelée. Les précisions seront connues sous peu.</p> <p>M^{me} Perreault mentionne qu'un bilan des contrats signés en vertu du Fonds de soutien aux territoires en difficulté pourrait être effectué lors d'une prochaine CAR.</p> <p>M^{me} Sylvie Goupil, du MAMROT, précise que le projet de loi n° 27, qui concerne la Loi sur l'économie sociale, sera adopté sous peu à l'Assemblée nationale. Le projet en est à la dernière étape, celle de la lecture détaillée.</p>	<p>Prévoir une présentation lors d'une prochaine CAR.</p> <p>Prévoir une présentation lors d'une prochaine CAR.</p>
<p>12. Politique de souveraineté alimentaire</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Présenter les grandes lignes de la Politique 	<p>M. Robert Beaulieu, du MAPAQ, dépose un document sur la Politique de souveraineté alimentaire, adoptée en mai 2013. Les grands objectifs cette politique sont d'assurer aux Québécois des aliments de qualité à juste prix, d'accroître la proportion des aliments du Québec dans l'alimentation et de développer le secteur bioalimentaire. La mise en œuvre de la Politique sera effectuée par l'intermédiaire d'une table de concertation des partenaires, qui regroupera de 25 à 30 décideurs qui seront chargés d'identifier des actions prioritaires et des indicateurs.</p>	
<p>13. Varia</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Tour de table 	<p>M. Jacques Laberge, de la CRÉ VHSL, mentionne que la CRÉ doit retourner en appel de propositions pour la réalisation du portrait diagnostic en vue de la préparation de son PQD. Ainsi, la présentation envisagée pour la CAR de décembre devra être reportée lors de la CAR suivante.</p> <p>M. Daniel Donais, du MTQ, souligne que, compte tenu de l'annonce d'un projet immobilier d'îlot déstructuré, il faudra une nouvelle route de contournement agricole à Farnham. Des terres agricoles devront être reprises pour la route. Le comité des aménagistes devrait être saisi du dossier en vue de discussion lors d'une prochaine CAR.</p> <p>M. Robert Sabourin, du MAMROT, informe la CAR que le Rapport du Groupe de travail sur l'agglomération de Longueuil est complété et qu'il sera déposé au ministre sous peu.</p>	<p>Prévoir une présentation à la CAR de l'hiver 2014.</p> <p>Inscrire cette requête au tableau de suivi.</p>

Conférence administrative régionale de la Montérégie

Réunion du 10 décembre 2013 à 13 h 30
201, place Charles-Le Moyne
Salle Mont Saint-Bruno (4^e étage – local 4.02)
Longueuil

ORDRE DU JOUR PROPOSÉ

Heures	N ^{os}	Sujets	Objectifs	Responsables	Documents
13 h 30	1	Ordre du jour (5 min.)	<ul style="list-style-type: none">• Adopter l'ordre du jour de la réunion	Robert Sabourin (MAMROT)	Transmis par courriel
13 h 35	2	Présentation des participants (5 min.)	<ul style="list-style-type: none">• Présenter tous les participants	Tous les participants	
13 h 40	3	Compte rendu (5 min.)	<ul style="list-style-type: none">• Adopter le compte rendu de la réunion du 1^{er} octobre 2013	Robert Sabourin (MAMROT)	Transmis par courriel
13 h 45	4	Présentation en immigration (30 min.)	<ul style="list-style-type: none">• Informer la CAR concernant :<ul style="list-style-type: none">➢ Le Plan d'immigration du Québec 2014➢ Le Plan de francisation et d'intégration des personnes immigrantes;➢ La nouvelle structure ministérielle	Sylvain Lacroix (MICC)	
14 h 15	5	Table économique (30 min.)	<ul style="list-style-type: none">• Présenter la Politique industrielle québécoise 2013-2017;• Faire le point concernant les consultations du comité interministériel du corridor de l'autoroute 30	Jacques La Rue (MFEQ)	
14 h 45	6	Mécanisme de gestion de projets régionaux majeurs (10 min.)	<ul style="list-style-type: none">• Échanger au sujet de la gestion de projets régionaux majeurs nécessitant une coordination interministérielle	Robert Sabourin (MAMROT)	
14 h 55		Pause (10 min.)			
15 h 05	7	Table métropolitaine (20 min.)	<ul style="list-style-type: none">• Présenter les mesures préférentielles par bus• Informer les membres de la CAR des recommandations contenues dans le Rapport du Groupe de travail sur l'agglomération de Longueuil	Lucie Tremblay (SRM) Sylvie Goupil (MAMROT)	

Heures	N ^{os}	Sujets	Objectifs	Responsables	Documents
15 h 25	8	Affaires autochtones (10 min.)	<ul style="list-style-type: none"> Faire le suivi concernant l'action régionale en OVT visant à établir des mécanismes de collaboration et de concertation entre la CAR de la Montérégie, la MRC de Roussillon, la CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent et la communauté mohawk de Kahnawake 	Robert Sabourin (MAMROT)	
15 h 35	9	Point CAR-CRÉ (30 min.)	<ul style="list-style-type: none"> Faire le point concernant les différentes ententes en vigueur entre les M/O et les CRÉ Montérégie Est et Vallée-du-Haut-Saint-Laurent 	Nathalie Ward (CRÉ ME) Jacques Laberge (CRÉ VHSL)	
16 h 05	10	Tableau de suivi des requêtes (10 min.)	<ul style="list-style-type: none"> Discuter des suivis du tableau des requêtes et exposer les nouvelles requêtes 	Robert Sabourin (MAMROT)	
16 h 15	11	Suivi des politiques et des plans d'action (10 min.)	<ul style="list-style-type: none"> Politique nationale de la ruralité Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées Plan d'action gouvernemental pour l'entrepreneuriat collectif 	Marie-Eve Perreault (MAMROT) Sylvie Goupil (MAMROT)	
16 h 25	12	Tour de table et varia (5 min.)	<ul style="list-style-type: none"> Connaître les changements organisationnels des M/O 	Tous les participants	
16 h 30	13	Levée de la rencontre			

Membres présents : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Bilodeau, Pierre, MDDEFP ▪ Détolle, Jean-Philippe, MRN ▪ Donais, Daniel, MTQ – Est ▪ Girouard, Pierre, FADQ ▪ Hardy, Stéphane, CSPQ ▪ La Rue, Jacques, MFEQ ▪ Lacroix, Sylvain, MICC ▪ Landriault, Jean-Pierre, ASSSM (en remplacement de Jocelyne Sauvé) ▪ Lessard, Jean-Pierre, MAPAQ – Est ▪ Morin, Julie, MTQ – Ouest (en remplacement de Joceline Béland) ▪ Niddam, Isabelle, SHQ ▪ Paquin, Pierre, MDDEFP ▪ Picard, Mireille, MELS (en remplacement de Lise Langlois) ▪ Sabourin, Robert, MAMROT, président de la CAR ▪ St-Denis, Laurence, MCC (en remplacement d'Annie Goudreault) ▪ Tremblay, Lucie, MCE (SRM) 	Observateurs : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Beauséjour, Michel, MAMROT ▪ Goupil, Sylvie, MAMROT ▪ Laberge, Jacques, CR� VHSL ▪ Perreault, Marie-Eve, MAMROT ▪ Proulx, Claudine, MAMROT ▪ Ward, Nathalie, CR� ME 	Membres absents : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Beaulieu, Robert, MAPAQ – Ouest ▪ Boucher, Odette G., RBQ ▪ Brisson, Gilles, INV-QC ▪ Carignan, Sonia, MFEQ (Tourisme Québec) ▪ de Nicolini, Hubert, MCE (SRM) ▪ Delvoye, Claudine, OPHQ ▪ DesRochers, Yves, HQ ▪ Foisy, Marc, MCE (SAA) ▪ Laprise, Ghislain, MESS ▪ Lavallée, André, MCE (SRM) ▪ Patry, René, MF ▪ Rochon, Lorraine, CSF ▪ Rouleau, Julie, MESS (SCF) ▪ Rousseau, Patricia, MESS (Services Québec) ▪ Savard, Christine, MSP ▪ Trudelle, Claude, MRI
--	--	--

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
1. Ordre du jour ➤ Adopter l'ordre du jour de la réunion	L'ordre du jour est adopté tel que présenté.	
2. Présentation des participants ➤ Présenter tous les participants	Les participants se présentent à tour de rôle.	
3. Compte rendu ➤ Adopter le compte rendu de la réunion du 1�r octobre 2013	Le compte rendu de la réunion du 1�r octobre 2013 est adopté avec une modification au point 13 : « La délimitation de l'ilot déstructuré a fait l'objet d'une approbation gouvernementale de modification au schéma d'aménagement de la MRC Brome-Missisquoi ».	
4. Présentation en immigration ➤ Informer la CAR concernant le Plan d'immigration du Québec 2014 et le Plan d'action pour la francisation et l'intégration des personnes immigrantes ➤ Présenter les modifications apportées à la structure ministérielle	M. Sylvain Lacroix, du MICC, présente d'abord le document intitulé Plan d'immigration du Québec 2014, qui a été déposé le 31 octobre 2013. Ce plan découle des orientations adoptées lors de la consultation publique sur la planification des niveaux d'immigration 2012-2015. Les principaux objectifs visent à augmenter à 50 % la proportion de la catégorie des travailleurs qualifiés, de maintenir une proportion majoritaire de personnes connaissant le français, de maintenir à un minimum de 65 % la part de l'immigration économique dans l'ensemble des admissions et d'atteindre une stabilisation du volume des	

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
	<p>admissions avec une moyenne annuelle de 50 000 personnes, contrairement au plan précédent, pour lequel la moyenne était fixée entre 53 000 et 55 000 personnes. Parmi ces gens, le Québec en sélectionne 70 %, la plus grande partie étant composée de travailleurs qualifiés et de gens d'affaires.</p> <p>M. Lacroix présente ensuite le Plan d'action pour la francisation et l'intégration des personnes immigrantes du MICC. Ce plan d'action est composé de six axes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Mieux sélectionner pour faciliter l'intégration en français; 2) Améliorer le niveau de préparation avant l'arrivée au Québec; 3) Faciliter l'intégration en francisant davantage au Québec; 4) Mieux arrimer les actions en matière d'intégration; 5) Favoriser l'établissement durable en région et mieux soutenir les entreprises; 6) Mobiliser les collectivités et la population pour faciliter l'intégration. <p>Enfin, M. Lacroix informe les membres de la CAR que, dans le but d'assurer une cohérence avec le plan d'action, la structure du ministère a été revue. Les directions de la francisation et de l'intégration ont ainsi été unifiées, et ce, même au niveau des directions régionales.</p>	
<p>5. Table économique</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Présenter la Politique industrielle québécoise 2013-2017 et l'évaluation de la démarche Accord ➤ Faire le point sur les consultations du comité interministériel du corridor de l'autoroute 30 	<p>M. Jacques La Rue, du MFEQ, présente la Politique industrielle québécoise 2013-2017. Cette politique est basée sur trois axes répartis en dix-neuf mesures. Des sommes additionnelles seront investies pour la mise en œuvre de chacun de ces axes, soit :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Des entreprises vertes et modernes (461 M\$); 2) De nouveaux fleurons (254 M\$); 3) L'innovation : De l'idée à la commercialisation (328 M\$). <p>La démarche Accord contribue au développement de systèmes productifs régionaux. Son évaluation portait sur les cinq années de sa réalisation (2008-2013). M. La Rue indique qu'au total, 76 % des 3 750 entreprises sollicitées ont répondu à un sondage qui a permis de constater une augmentation de 3,4 % du chiffre d'affaires de ces industries et une création de 1 465 emplois durant la période visée. L'appréciation générale qui s'est dégagée de l'évaluation de cette démarche a été positive, bien que certains progrès restent à faire, notamment en ce qui concerne les activités de maillage des créneaux, qui devraient être axées sur des projets concrets.</p> <p>En ce qui concerne les consultations sur le corridor de l'autoroute 30, M. La Rue mentionne que sept rencontres ont été tenues sur trois jours, soit les 18, 22 et 25 novembre 2013. Quelque 33 organismes ont été consultés. Les prochaines étapes visent l'énoncé d'une vision du développement durable du corridor, avec une échéance pour le 1^{er} février 2014, puis l'élaboration d'un plan de développement stratégique du corridor pour le printemps 2014.</p>	

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
<p>6. Mécanismes de gestion de projets régionaux majeurs</p> <p>➤ Échanger au sujet de la gestion de projets nécessitant une coordination interministérielle</p>	<p>M. Robert Sabourin, du MAMROT, signale que lors d'une réunion de la CRÉ VHSL, des élus ont affirmé que, contrairement à ce qui se passe en Ontario, il serait beaucoup plus ardu au Québec de mener à terme des projets majeurs nécessitant de multiples autorisations de l'appareil gouvernemental. Cette situation avantagerait notamment la région de Cornwall, voisine de la MRC de Vaudreuil-Soulanges. Selon M. Daniel Donais, du MTQ, le problème des délais apparaît surtout lorsqu'un projet requiert la construction d'infrastructures dans un endroit inapproprié, ce qui implique des modifications à un schéma d'aménagement.</p> <p>Les membres de la CAR conviennent cependant de l'importance de mettre en place des mécanismes permettant une meilleure concertation gouvernementale dans la mise en œuvre de projets majeurs sur le territoire. Cette requête pourrait être abordée dans les travaux du comité technique en aménagement.</p>	
<p>7. Table métropolitaine</p> <p>➤ Présenter les mesures préférentielles pour autobus</p> <p>➤ Informer les membres de la CAR des recommandations du Rapport du Groupe de travail sur l'agglomération de Longueuil</p>	<p>M^{me} Lucie Tremblay, du SRM, et M. Daniel Donais, du MTQ, expliquent en quoi consistent les Mesures préférentielles pour autobus dans la région métropolitaine de Montréal 2013-2016. Ces mesures visent à répondre à la problématique métropolitaine marquée par la congestion routière récurrente et ses impacts. Un comité mixte entre le MTQ et le SRM a été formé pour mettre en place, au cours des deux prochaines années, des mesures préférentielles pour autobus. Le 29 septembre 2013, le gouvernement du Québec a annoncé un investissement de 84 M\$ pour l'ajout de 208 km de voies réservées. L'ajout de voies réservées participera notamment à l'effort en vue de faciliter les déplacements des citoyens de la région de la Montérégie au sein de la région métropolitaine de Montréal.</p> <p>M^{me} Sylvie Goupil, du MAMROT, présente les recommandations contenues dans le Rapport du Groupe de travail sur l'agglomération de Longueuil. Le Groupe de travail devait répondre aux besoins spécifiques de l'agglomération dans le contexte métropolitain. Les membres du groupe ont identifié trois volets prioritaires d'action qui recouvrent douze recommandations. Le volet identité et positionnement politique est celui qui contient le plus de recommandations, car on y a fusionné plusieurs aspects des préoccupations mentionnées par les représentants du milieu lors des travaux du groupe. Dans l'ensemble, il s'agit de déployer des mesures qui seraient susceptibles de contribuer à développer un sentiment identitaire chez les résidents de l'agglomération, de doter l'agglomération d'infrastructures à caractère récréotouristique et d'établir des mécanismes permettant de reconnaître pleinement sa contribution dans l'ensemble métropolitain. Le volet équité et financement gouvernemental comporte des mesures visant à évaluer les impacts engendrés par la présence d'un seul organisme sectoriel régional pour trois territoires de CRÉ en Montérégie dans différents secteurs d'activités. Enfin, le volet institutionnel concerne notamment l'instauration d'un volet métropolitain au sein de la CAR de la Montérégie.</p>	<p>Un suivi des recommandations du Groupe de travail sera présenté lors de la prochaine CAR s'il y a de nouvelles informations à ce sujet.</p>

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
8. Affaires autochtones ➤ Faire le suivi concernant l'action régionale en OVT touchant le dossier autochtone	<p>M. Robert Sabourin, du MAMROT, fait part des échanges récents à ce sujet entre le SAA, le MFEQ et le MAMROT. Selon les informations obtenues, la communauté mohawk de Kahnawake aurait démontré une ouverture pour siéger, à titre d'observatrice, à la Commission de développement économique de la CRÉ VHSL.</p> <p>Compte tenu de l'ouverture manifestée par la communauté mohawk lors des consultations du comité interministériel sur l'autoroute 30, le MAMROT, le MFEQ et le SAA devraient rapidement entreprendre des démarches afin d'établir des mécanismes de collaboration et de concertation entre la CAR de la Montérégie, la MRC et le CLD de Roussillon, la CRÉ VHSL et la communauté mohawk de Kahnawake.</p>	
9. Point CAR-CRÉ ➤ Faire le point concernant les ententes en vigueur entre les M/O et la CRÉ ME	<p>M^{me} Nathalie Ward, de la CRÉ ME, fait état des diverses ententes présentement en vigueur entre la CRÉ ME et les différents M/O. Il y a quinze ententes en cours, dont deux ententes spécifiques. Elle mentionne les problématiques particulières concernant certaines ententes, par exemple, en ce qui concerne la convention d'aide financière avec le MTQ, qui a mis deux ans pour être conclue et pour laquelle des modifications ont été apportées aux contributions financières des partenaires, notamment du MTQ.</p> <p>Par ailleurs, à la fin de la présente entente transitoire en immigration, la CRÉ ME ignore si elle sera en mesure de signer une entente spécifique avec le MICC selon les conditions prévues qui impliquent une contrepartie financière de 270 000 \$ par année, puisque la participation financière du MICC dans l'entente est consacrée au financement des services de régionalisation des organismes du territoire.</p>	
10. Tableau de suivi des requêtes ➤ Discuter des suivis du tableau et exposer les nouvelles requêtes	<p>M. Robert Sabourin, du MAMROT, passe en revue le tableau de suivi des requêtes. Le seul point nouveau concerne la requête n° 11-03-08-01 : Formation d'un comité interministériel régional visant à réduire les coûts des directions régionales. Cette requête ayant été jumelée à l'offre de services du CSPQ, M. Stéphane Hardy, du CSPQ, mentionne qu'il acheminera aux membres l'information concernant le calendrier des formations qui se tiendront à Montréal.</p>	
11. Suivi des politiques et des plans d'action ➤ Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids ➤ Politique nationale de la ruralité ➤ Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées	<p>M. Jean-Pierre Landriault, de l'ASSSM, présente l'évaluation des travaux du Comité régional PAG, qui visent à déposer à Québec en forme un plan d'action dans le but d'obtenir un financement. Les éléments principaux sont les suivants :</p> <p><u>Octobre 2013</u> : Consultation auprès de plus de 100 acteurs locaux et régionaux étant concernés par les saines habitudes de vie.</p> <p><u>Septembre-décembre 2013</u> : Développement par un sous-comité du Comité régional PAG, composé de professionnels des organismes membres du comité régional, d'une proposition de plan de travail qui contient une synthèse de la consultation, un état de situation, des priorités d'action, des objectifs et des stratégies d'action, ainsi que des exemples d'indicateurs de résultats.</p> <p><u>Mi-janvier 2014</u> : Envoi de la proposition aux membres du Comité régional PAG.</p>	

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
<p>➤ Plan d'action gouvernemental pour l'entrepreneuriat collectif</p>	<p>29 janvier 2014 : Réunion du Comité régional PAG. 23 février 2014 : Dépôt à Québec en forme.</p> <p>M^{me} Marie-Eve Perreault, du MAMROT, renseigne les membres de la CAR sur la nouvelle Politique nationale de la ruralité (PNR) annoncée par la première ministre le 5 décembre dernier. Les montants sont bonifiés et la PNR sera de dix ans. Comme les projets intersectoriels seront favorisés, les directions régionales des autres ministères seront certainement interpellées. Une présentation pourrait avoir lieu dans une prochaine CAR.</p> <p>M^{me} Sylvie Goupil, du MAMROT, informe les membres de la CAR du plan de communication 2013-2014 du MAMROT au sujet des initiatives pour développer l'achat public auprès des entreprises collectives. Le plan vise notamment la promotion de l'achat public au sein du gouvernement, du milieu municipal et des CRÉ. Il vise aussi la promotion de signatures de déclaration d'engagement. Les M/O intéressés peuvent se procurer la déclaration d'engagement en faisant une demande au MAMROT.</p>	<p>Inscrire un point à l'ordre du jour de la prochaine CAR.</p>
<p>12. Tour de table et varia</p> <p>➤ Connaître les changements organisationnels des M/O</p>	<p>M. Jacques Laberge, de la CRÉ VHSL, informe les membres de la CAR qu'il quittera son poste en janvier 2014 pour occuper un emploi à la Ville de Québec.</p> <p>M. Jean-Philippe Détolle, du MRN, mentionne que dans la Loi sur les mines, il y a un élément concernant la mise en valeur qui intéresse les municipalités. Il suggère d'en parler lors de la prochaine CAR.</p> <p>M^{me} Isabelle Niddam, de la SHQ, indique que M. Charles Larochelle est désormais le nouveau président-directeur général de l'organisme. Elle mentionne que le ministre Sylvain Gaudreault a annoncé, en octobre dernier, l'élaboration d'un projet national de politique nationale de l'habitation. La première consultation avec les villes a commencé le 28 novembre dernier avec les villes mandataires, la Fédération québécoise des municipalités et l'Union des municipalités.</p> <p>M^{me} Niddam mentionne également que des modifications seront apportées au programme d'adaptation de domicile, afin de diminuer le délai de traitement des demandes. Ce programme vient en aide aux personnes handicapées et leur donne droit à une aide financière lors de travaux d'accès à domicile. En 2012-2013, cette aide a représenté en moyenne jusqu'à 15 400 \$ par logement. Elle précise qu'en ce qui concerne les programmes AccèsLogis, 3 316 logements communautaires ont été construits dans la région de la Montérégie depuis leur mise en oeuvre, ce qui représente des investissements de 354 M\$. Elle donne des exemples de projets construits avec la SHQ au cours des deux derniers mois :</p> <p>Saint-Hyacinthe : 24 logements destinés aux personnes de 55 ans et plus, en partenariat avec l'OMH de Saint-Hyacinthe;</p> <p>Brossard : Maison Jolivé. 16 logements supervisés destinés aux personnes vivant avec une déficience intellectuelle;</p>	<p>Inscrire un point à l'ordre du jour de la prochaine CAR.</p>

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
	<p>Longueuil : Les Habitations Paul Pratt prévoient la rénovation de 109 logements offerts à des aînés en légère perte d'autonomie; les Habitations communautaires Longueuil, dans le quartier Sacré-Coeur, rénoveront 91 de ces logements destinés à des familles et personnes seules; la Coopérative de solidarité en habitation Montérégie/Rive-Sud prévoit la construction de 74 logements pour aînés en légère perte d'autonomie.</p> <p>Madame Niddam propose de présenter aux membres de la CAR ces programmes et leurs retombées économiques et sociales lors d'une prochaine rencontre. Elle termine en indiquant qu'un projet d'aide dans le logement social est en cours avec la CRÉ ME.</p> <p>M. Daniel Donais, du MTQ, rappelle le projet de création d'Agence du transport en 2014-2015. Le projet impliquerait que toutes les opérations seraient transférées à l'Agence ainsi que 90 % du personnel du ministère.</p> <p>M^{me} Sylvie Goupil, du MAMROT, présente la liste des indicateurs d'occupation et de vitalité des territoires du ministère qui ont reçu un avis favorable de l'Institut de la statistique du Québec. Au total, 26 indicateurs sont regroupés en trois catégories, soit : l'occupation territoriale, la qualité de vie et la prospérité économique. Les données pour chacun des indicateurs sont publiées sur le site de la Banque de données des statistiques officielles.</p>	<p>Prévoir une présentation lors d'une prochaine CAR.</p>
13. Levée de la rencontre	<p>Selon le calendrier des rencontres, la prochaine réunion est prévue pour le mardi 11 mars 2014 à 13 h 30.</p>	

Conférence administrative régionale de la Montérégie

Réunion du 11 mars 2014 à 13 h 30
201, place Charles-Le Moyne, bureau 101
Salle Les Appalaches
Longueuil

ORDRE DU JOUR PROPOSÉ

Heures	N ^{os}	Sujets	Objectifs	Responsables	Documents
13 h 30	1	Ordre du jour (5 min.)	<ul style="list-style-type: none">• Adopter l'ordre du jour de la réunion	Robert Sabourin (MAMROT)	Transmis par courriel
13 h 35	2	Présentation des participants (5 min.)	<ul style="list-style-type: none">• Présenter tous les participants	Tous les participants	
13 h 40	3	Compte rendu (5 min.)	<ul style="list-style-type: none">• Adopter le compte rendu de la réunion du 10 décembre 2013	Robert Sabourin (MAMROT)	Transmis par courriel
13 h 45	4	Agenda 21 (30 min.)	<ul style="list-style-type: none">• Présenter l'Agenda 21 en culture	Annie Goudreault Laurence St-Denis (MCC)	
14 h 15	5	Affaires autochtones (5 min.)	<ul style="list-style-type: none">• Faire le suivi concernant l'action régionale en OVT visant à établir des mécanismes de collaboration et de concertation entre la CAR de la Montérégie, la MRC et le CLD de Roussillon, la CRÉ VHSL et la communauté mohawk de Kahnawake	Robert Sabourin (MAMROT)	
14 h 20	6	Carte grand format de la Montérégie (5 min.)	<ul style="list-style-type: none">• Présenter aux membres de la CAR un projet de carte grand format de la Montérégie	Robert Sabourin (MAMROT)	
14 h 25	7	Point CAR-CRÉ (20 min.)	<ul style="list-style-type: none">• Présenter l'état de situation en ce qui concerne le plan quinquennal de développement de la CRÉ VHSL• Procéder à un compte rendu de la séance d'information sur le développement durable tenue à la CRÉ VHSL en février 2014	Jérôme-Antoine Brunelle (CRÉ VHSL)	
14 h 45	8	Ruralité (20 min.)	<ul style="list-style-type: none">• Présenter la Politique nationale de la ruralité 2014-2024• Permettre aux partenaires de connaître les nouveautés, particulièrement les aspects d'intersectorialité	Marie-Eve Perreault (MAMROT)	

Heures	N ^{os}	Sujets	Objectifs	Responsables	Documents
15 h 05		Pause (10 min.)			
15 h 15	9	Table économique (20 min.)	<ul style="list-style-type: none"> Expliquer le processus d'appel de candidatures pour la qualification d'entreprises prometteuses (« gazelles ») dans le cadre de la Politique industrielle du Québec 	Jacques La Rue (MFEQ)	
15 h 35	10	Table métropolitaine (15 min.)	<ul style="list-style-type: none"> Faire le suivi des dossiers métropolitains 	(SRM)	
15 h 50	11	Loi sur les mines (10 min.)	<ul style="list-style-type: none"> Informar les membres de la CAR sur les dispositions de la Loi sur les mines affectant les municipalités 	Jean-Philippe Détolle (MRN)	
16 h 00	12	Suivi des plans d'action (5 min.)	<ul style="list-style-type: none"> Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées Plan d'action gouvernemental pour l'entrepreneuriat collectif 	Marie-Eve Perreault (MAMROT) Sylvie Goupil (MAMROT)	
16 h 05	13	Tableau des requêtes (5 min.)	<ul style="list-style-type: none"> Procéder au suivi du tableau des requêtes 	Robert Sabourin (MAMROT)	Transmis par courriel
16 h 10	14	Comité technique en aménagement (5 min.)	<ul style="list-style-type: none"> Faire le point sur la première rencontre du comité 	Robert Sabourin (MAMROT)	
16 h 15	15	Tour de table et varia (15 min.)	<ul style="list-style-type: none"> Connaître les changements organisationnels des M/O Déterminer la date de la prochaine CAR 	Tous les participants	
16 h 30	16	Levée de la rencontre			

Rencontre des membres de la Conférence administrative régionale du Centre-du-Québec (CAR-17)

Vendredi 26 avril 2013, 9 h à 12 h 30

Place 4213

13, rue de L'Entente, Victoriaville

Tél. : 819 357-4213

Projet d'ordre du jour

1. Mot de bienvenue
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour
3. Période d'information et d'échanges
 - 3.1. Plan de développement de l'industrie touristique 2012-2020 et bilan de l'Entente de partenariat régional en tourisme (Tourisme Québec et ATR)
 - 3.2. Projet de Loi sur la décentralisation – M. Marc-Urbain Proulx (MAMROT)
 - 3.3. Stratégie de mobilisation *Tous pour l'emploi : une impulsion nouvelle avec les partenaires* (E-Q)
4. Adoption du compte rendu de la rencontre du 14 décembre 2012
5. Affaires découlant du compte rendu
 - 5.1. Plan quinquennal de développement du Centre-du-Québec (CRÉCQ)
 - 5.2. Alliance pour la solidarité et l'inclusion sociale (CRÉCQ et E-Q)
6. Affaires nouvelles
 - 6.1. Fonds de diversification économique pour les régions du Centre-du-Québec et de la Mauricie (MFE)
 - 6.2. Brochure *Au cœur du pouvoir* et Avis du CSF : *Une mixité en chantier les femmes dans les métiers de la construction* (CSF)
 - 6.3. Ententes spécifiques en région – État de situation
7. Divers
8. Présentation(s) lors de la prochaine rencontre
9. Prochaine rencontre
10. Fin de la rencontre



Certifié carboneutre

Compte rendu de la CAR Centre-du-Québec

DATE : Vendredi le 26 avril 2013
Place 4213
ENDROIT : 13, rue de L'Entente à Victoriaville
Téléphone : 819 357-4213

PERSONNES PRÉSENTES :

Messieurs :

Fred-Édouard Alexis (SHQ)
Vincent Bourassa (MFE)
Luc Couture (MAPAQ)
Denis Hould (Revenu Québec)
(en remplacement de Sylvain Beaulieu)
Gilles Labrie (CCQ)
Mario LeBlanc (CNT)
Claude-Henri Léveillé (CRÉCQ)

Mesdames :

Brigitte Blais (MTQ)
(en remplacement de Jean Douville)
Valérie Boudreault (MCE-SAA)
Sonia Carignan (Tourisme Québec)
Carole Gaudet (MELS)
Annie Lafrance (FADQ)
Marielle Langlois (MSP)
(en remplacement de Sébastien Doire)
Chantal Lussier (MICC)
Denise Picard (E-Q)
Marilaine Pinard-Dostie (OPHQ)
(en remplacement de Monique Savoie)
Mélanie Poisson (MCC)
Sandra Shee (CSF)
Céline Tremblay (MDDEFP)

PERSONNES INVITÉES :

Marc-Urbain Proulx (MAMROT)
Benoît Deshaies (IQ, division Tourisme)
Yves Zahra (Tourisme Centre-du-Québec)

MAMROT

Gaétan Désilets, président
Céline Girard, secrétaire
Jasmin Laferrière

PERSONNES EXCUSÉES :

Messieurs :

Serge Arpin (MJQ)
Yvan Bourgeois (CSST)
Yves Guay (SQ)
Gilles Hudon (ASSS)
Denis Marceau (SIQ)
René Patry (MFA)
Maurice Richard (SPIPB)
Anacleto Santucci (RLQ)
Alain Simard (MRN)
Christian Thibeault (MSP)
Claude Trudelle (MRI)

Mesdames :

Isabelle Fillion (OQLF)
Marie-Ève Landry (CSPQ)
Guylaine Mathieu (IQ)
Patricia Rousseau (Services Québec)

1. Mot de bienvenue

Le président souhaite la bienvenue aux membres à cette 54^e rencontre de la CAR-17.

2. Lecture et adoption de l'ordre du jour

Le projet d'ordre du jour est accepté tel que déposé.

3. Période d'information et d'échanges

3.1 Plan de développement de l'industrie touristique 2012-2020 et bilan de l'Entente de partenariat régional en tourisme

Madame Sonia Carignan (Tourisme Québec), monsieur Yves Zahra (Tourisme Centre-du-Québec) et monsieur Benoît Deshaies (IQ, division Tourisme) sont invités à présenter le Plan de développement de l'industrie touristique (PDIT) 2012-2020, l'Entente de partenariat régional en tourisme 2012-2015 et certains programmes qui en découlent dont le Programme d'appui au développement des attraits touristiques (PADAT).

Madame Carignan débute par la présentation du PDIT 2012-2020. Ce plan établit la cible de performance suivante : un taux de croissance annuel moyen de 5 % des recettes touristiques d'ici 2020, ce qui se traduira par une augmentation des recettes touristiques de 7 milliards de dollars, l'accueil de 7 millions de visiteurs de plus d'ici 2020 et la création de 50 000 nouveaux emplois au Québec. Pour y parvenir, le PDIT 2012-2020 s'appuie sur les axes et mesures d'intervention suivants :

- Miser sur la synergie des partenaires et améliorer la cohérence des interventions :
 - Rendre permanente la Table stratégique d'échanges qui regroupe des experts et chefs de file de l'industrie;
 - Maintenir le Comité interministériel sur le développement de l'industrie touristique.
- Développer et renforcer des produits de calibre international :
 - Renforcer les portes d'entrée que sont Montréal, Québec et l'Outaouais;
 - Mettre en valeur le Saint-Laurent, actuellement un volet sous-exploité au Centre-du-Québec;
 - Renforcer le potentiel touristique des régions;
 - Mettre en valeur le produit touristique québécois, notamment en développant des stratégies pour les produits à fort potentiel dont le tourisme hivernal, le tourisme de nature et d'aventure, le tourisme culturel et événementiel et le Saint-Laurent.
- Accroître l'investissement privé et stimuler l'innovation :
 - Intensifier les investissements publics, bonification et mise en place de plusieurs mesures concrètes.
- Enrichir l'accueil et améliorer l'accès à la destination :
 - Mettre en place diverses mesures dont notamment l'élaboration d'une stratégie d'accueil, l'implantation de nouveaux villages-relais et l'amélioration de l'accessibilité aérienne aux régions.
- Renouveler l'image de marque et les activités de promotion à l'étranger :
 - Adoption d'une nouvelle image de marque : Québec Original. Des vidéos promotionnelles ont notamment été développées : www.youtube.com/watch?v=2CD2mVq5UU.

Monsieur Yves Zahra (Tourisme Centre-du-Québec) présente, par la suite, les retombées de l'Entente de partenariat régional en tourisme 2009-2012. Cette entente a contribué à la concrétisation de 53 projets touristiques grâce à un financement de 1,47 M\$ pour des investissements totaux de près de 9,5 M\$. Dans le cadre de cette entente, 45 emplois ont été créés et 200 emplois consolidés. Les projets suivants ont notamment été soutenus dans le cadre de cette première entente : le développement du réseau cyclable, le Parc Marie-Victorin, le Village Québécois d'Antan, le Club de golf de Victoriaville, la Station du Mont Gleason, le Manoir du Lac William, etc.

Le 5 mars 2013, l'Entente de partenariat régional en tourisme 2012-2015 était lancée. Cette dernière est dotée d'une enveloppe de 1,395 M\$. Monsieur Zahra présente aux membres les différentes modalités de cette entente qui vise à soutenir des projets structurants permettant de développer l'offre touristique au Centre-du-Québec.

Monsieur Benoit Deshaies (IQ, division Tourisme) présente les modalités du Programme d'appui au développement des attraits touristiques (PADAT). Ce programme doté d'une enveloppe de 85 M\$ sur cinq ans vise à offrir aux entreprises touristiques des solutions financières souples et avantageuses sous forme de prêt et de garantie de prêt. IQ est responsable de la gestion du PADAT par l'entremise de la nouvelle division IQ Tourisme, en collaboration avec Tourisme Québec.

3.2 Projet de loi sur la décentralisation (MAMROT)

Monsieur Marc-Urbain Proulx, sous-ministre associé aux Régions au MAMROT, procède à un échange avec les membres de la CAR sur le thème de la décentralisation, et ce, dans le contexte du dépôt à venir d'un projet de loi en cette matière.

Monsieur Proulx mentionne aux membres que l'avant-projet de loi est relativement prêt et devrait être déposé cet automne. Ce projet de loi fera notamment mention des différents types de décentralisation :

Décentralisation politique : transferts de compétences à des instances directement élues et fiscalement dotées;

Décentralisation contractuelle : délégations de responsabilités par entente;

Décentralisation administrative : déconcentration de responsabilités vers des directions régionales ou des bureaux territoriaux.

Monsieur Proulx mentionne que le projet de loi devrait contenir les conditions et les balises claires permettant d'encadrer une éventuelle décentralisation gouvernementale. Les compétences et responsabilités concernées seraient d'abord négociées et convenues avant leur décentralisation et pourraient être envisagées aux trois échelles territoriales et dans plusieurs secteurs. Mais, avant toute décentralisation, est-il possible de faire davantage avec nos responsabilités et leviers actuels, de favoriser une plus grande complémentarité, cohésion et synergie entre les instances d'un territoire donné? Quels rôles devraient jouer la CAR en cette matière? Les moyens étant limités, le travail en synergie, des interventions mieux ciblées et l'enjeu de l'innovation s'avèrent être des clés essentielles pour le développement de nos territoires.

Suite à cet échange, le président de la CAR mentionne qu'il pourrait être opportun, lors de la prochaine rencontre, de prévoir une période de discussions sur le rôle des CAR, de même que sur l'enjeu de l'innovation régionale.

3.3 Stratégie de mobilisation *Tous pour l'emploi* : une impulsion nouvelle avec les partenaires (E-Q)

Madame Denise Picard (E-Q) est invitée à nous présenter la stratégie de mobilisation *Tous pour l'emploi* qui se veut une action concertée du gouvernement et de tous les partenaires du marché du travail afin de répondre aux défis de l'emploi.

Malgré un marché du travail dynamique, le Québec, tout comme le Centre-du-Québec, fait actuellement face à des enjeux d'importance, dont une diminution du nombre de personnes en âge de travailler, un portrait démographique vieillissant, un nombre important d'emplois à combler au cours des dix prochaines années, un niveau de productivité moins élevé que la plupart des pays de l'OCDE et des écarts qui subsistent entre les qualifications et compétences de la main-d'œuvre et celles requises pour occuper les emplois.

En réponse à ces enjeux, la stratégie *Tous pour l'emploi*, lancée le 8 février 2013, établit trois priorités, soit :

- Recentrer l'action vers les groupes sous-représentés sur le plan de l'emploi, notamment les prestataires aptes à l'emploi, les personnes immigrantes et les travailleurs expérimentés;
- Briser le cycle de la pauvreté par des interventions rapides et soutenues auprès des groupes cibles;
- Accroître les compétences de la main-d'œuvre dans toutes les entreprises, notamment par la mobilisation des milieux de travail et l'ouverture de la plupart des volets des programmes de la Commission des partenaires du

marché du travail (CPMT) pour les entreprises dont la masse salariale annuelle est inférieure à 250 000 \$ et supérieure à 10 M\$.

Par la suite, Madame Picard nous mentionne que cette stratégie est accompagnée de 27 mesures ciblées, dont notamment :

- Des services proactifs d'intégration à l'emploi, en particulier pour les jeunes;
- Trois mesures particulières visant l'insertion et le maintien en emploi des travailleurs expérimentés;
- L'implantation d'un dispositif de services intégrés pour les personnes immigrantes nouvellement arrivées;
- Le développement d'une offre de stages rémunérés en milieu de travail pour les personnes des groupes sous-représentés sur le plan de l'emploi;
- Une aide à la formation et à la qualification de la main-d'œuvre dans le secteur de l'économie sociale;
- L'élargissement du soutien à la francisation des milieux de travail;
- Le renforcement de l'acquisition des compétences de base des travailleurs en emploi;
- La création, par Services Québec, de nouveaux parcours personnalisés en ligne pour accompagner les personnes à la recherche d'un emploi et les entreprises en recrutement. À cet effet, madame Picard confirme aux membres l'unification, depuis décembre 2012, de Services Québec et du MESS.

En terminant, madame Picard mentionne qu'en travaillant tous ensemble, cette stratégie permettra d'augmenter le taux d'emploi de la population en âge de travailler et des groupes sous-représentés sur le plan de l'emploi.

Il est possible de consulter cette stratégie et l'ensemble de ses mesures à l'adresse suivante :

www.mess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/tous_pour_emploi.asp.

4. Adoption du compte rendu du 14 décembre 2012

Le compte rendu est adopté sans modification.

5. Affaires découlant du compte rendu

5.1 Plan quinquennal de développement du Centre-du-Québec

Monsieur Claude-Henri Léveillé (CRÉCQ) dépose aux membres deux documents. Le premier sert de mise en contexte à l'élaboration du Plan quinquennal de développement (PQD) 2014-2019 de la région du Centre-du-Québec, le deuxième est une mise à jour du processus d'élaboration du PQD. On y retrouve notamment une collaboration et consultation plus spécifique de la Table des préfets.

Dans le cadre de ce processus, monsieur Léveillé rappelle aux membres leur nécessaire collaboration dans l'envoi de leur planification respective et dans l'identification de trois priorités de leur secteur, et ce, d'ici le 14 juin 2013. Ces informations serviront de base à la réflexion menant à l'identification des enjeux de développement de la région. Comme prévu, trois forums thématiques (occupation du territoire, qualité de vie et prospérité économique) se tiendront à l'automne. Une ressource externe pourrait être embauchée pour ce faire.

5.2 Alliance pour la solidarité et l'inclusion sociale

Monsieur Claude-Henri Léveillé (CRÉCQ) dépose aux membres un état des résultats, en date du 25 avril 2013, des trois appels de projets tenus dans le cadre du Fonds régional de l'Alliance pour la solidarité et l'inclusion sociale du Centre-du-Québec (FRACQ). Ce sont 19 projets qui ont été reçus à ce jour, dont quatre projets soutenus et sept projets en cours d'analyse.

6. Affaires nouvelles

6.1 Fonds de diversification économique pour les régions : du Centre-du-Québec et de la Mauricie (MFE)

Monsieur Vincent Bourassa (MFE) est invité à présenter les balises du nouveau Fonds de diversification économique des régions du Centre-du-Québec et de la Mauricie, annoncé officiellement le 16 avril dernier.

Afin de mettre les membres en contexte, monsieur Bourassa rappelle les éléments suivants :

- Lors du discours sur le budget 2013-2014, le gouvernement Marois avait annoncé une enveloppe d'intervention de 200 M\$ destinée aux régions du Centre-du-Québec et de la Mauricie pour contrer les effets négatifs de la fermeture de la Centrale nucléaire Gentilly-2;
- 75 % du fonds sera investi en priorité sur les territoires de la MRC de Bécancour et de la Ville de Trois-Rivières;
- Une Table de diversification économique, composée de représentants socioéconomiques du milieu, fut mis en place afin, notamment, de proposer un plan de diversification qui définit des orientations et identifie des moyens d'actions pour générer des projets structurants.

Le Fonds de diversification économique a ainsi pour objectifs de favoriser le démarrage et le développement de projets d'entreprises et de développer de nouvelles industries tournées vers l'avenir. Neuf principes seront considérés dans le choix des investissements :

1. Soutenir en priorité les PME;
2. Projets structurants;
3. Intervention financière sur une base d'affaires;
4. Intervention principalement sous la forme de prêt et de garantie de prêt;
5. Un maximum de 15 % de l'enveloppe totale d'intervention sur cinq ans, soit 30 M\$, pourrait être affecté à des interventions sous la forme de subvention;
6. Prise en compte de l'aspect concurrentiel dans une perspective où il n'y aura pas d'incidences négatives sur les emplois d'entreprises existantes;
7. Complémentarité aux autres sources de financement privées ou publiques;
8. Maximiser les retombées économiques;
9. Tenir compte des principes de développement durable.

Par la suite, Monsieur Bourassa nous présente les clientèles, les secteurs d'activités, les types de projets et les dépenses admissibles dans le cadre de ce fonds, de même que le processus de cheminement des dossiers. Le MFE procède actuellement à une tournée des territoires de MRC afin de présenter les modalités de ce fonds. On peut d'ailleurs retrouver les détails du fonds et consulter le plan de diversification à l'adresse Internet suivante :

www.economie.gouv.qc.ca/pages-regionales/diversification-economique-du-centre-du-quebec-et-de-la-mauricie.

6.2 Brochure *Au cœur du pouvoir* et Avis du CSF : Une mixité en chantier - Les femmes dans les métiers de la construction

Madame Sandra Shee (CSF) dépose aux membres deux documents récemment produits par le Conseil. La brochure *Au cœur du pouvoir* permet de mieux connaître 25 lieux décisionnels du Québec tout en proposant dix stratégies gagnantes afin d'inciter les femmes à s'impliquer davantage dans les instances décisionnelles.

Madame Shee présente, par la suite, l'avis du CSF portant sur les femmes dans les métiers de la construction. Le milieu de la construction est le secteur le plus traditionnellement masculin, seulement 1,3 % de femmes y travaillent actuellement, soit 2 067 travailleuses. Dans le cadre de son avis, le CSF a procédé à l'analyse des obstacles qui limitent l'accès des femmes aux programmes d'études et aux emplois liés aux métiers de la construction et a fait la lumière sur les raisons qui expliquent leur désertion des chantiers.

Le CSF a ainsi émis 11 recommandations touchant les plans légal et structurel, éducatif et social, de la santé et de la sécurité. Il est notamment souhaité d'augmenter à 3 % le nombre de femmes présentes dans l'industrie de la construction d'ici trois ans et de mettre en place des mesures concrètes afin de contrer le harcèlement et la discrimination sur les chantiers.

Compte tenu du départ prochain de madame Sandra Shee pour la retraite, soit à la fin mai 2013, le président de la CAR la remercie pour sa grande collaboration et contribution aux travaux de la CAR et souligne sa passion pour la défense du dossier de la condition féminine. Toutes et tous lui souhaitent une très belle retraite, bien méritée.

6.3 Ententes spécifiques en région – État de situation

On dépose aux membres l'état de situation des ententes spécifiques en région en date d'avril 2013. Seule une nouvelle entente a été signée au cours des derniers mois, soit l'Entente spécifique portant sur le soutien à la création artistique et sa diffusion motivée par son lien avec la collectivité du Centre-du-Québec 2012-2015.

7. Divers

Aucun élément n'a été traité à cet item.

8. Présentations lors d'une prochaine rencontre

Les présentations suivantes pourraient être prévues lors d'une prochaine rencontre de la CAR-17 :

- Monsieur Gaétan Désilets (MAMROT)
Sujet : discussions et échanges sur le rôle des CAR et l'innovation régionale;
- Monsieur Michel Viens (Loisir Sport Centre-du-Québec)
Sujet : Entente spécifique portant sur la régionalisation et le développement du loisir et du sport au Centre-du-Québec 2011-2014.

9. Prochaines rencontres

Les prochaines rencontres auront lieu les :

- Vendredi 14 juin 2013 en avant-midi (endroit à déterminer);
- Vendredi 18 octobre 2013 en avant-midi (endroit à déterminer).

10. Fin de la rencontre

Le président remercie les membres pour leur participation. La rencontre est levée.

RÉDIGÉ PAR :



Céline Girard

Conseillère en développement régional

APPROUVÉ PAR :



Gaétan Désilets
Directeur régional

COPIES : Madame Louise Lambert, sous-ministre adjointe aux Territoires
Membres de la CAR-17

NOTE : Si l'on croit que le compte rendu est imprécis ou incorrect, prière d'en aviser le signataire qui effectuera les corrections qui s'imposent.

CG/jb
2013-05-23

**Liste des présences
CAR-17 du 26 avril 2013
Place 4213 – Victoriaville**

Membres

- Madame Annie Lafrance (FADQ)
- Madame Brigitte Blais (MTQ) *en remplacement de Jean Douville*
- Madame Carole Gaudet (MELS)
- Madame Céline Tremblay (MDDEFP)
- Madame Chantal Lussier (MICC)
- Monsieur Claude-Henri Léveillé (CRÉCQ)
- Monsieur Denis Hould (Revenu Québec)
- Madame Denise Picard (E-Q)
- Monsieur Fred-Édouard Alexis (SHQ)
- Monsieur Gilles Labrie (CCQ)
- Monsieur Luc Couture (MAPAQ)
- Madame Marielle Langlois (MSP) *en remplacement de Sébastien Doire*
- Madame Marilaine Pinard-Dostie (OPHQ) *en remplacement de Monique Savoie*
- Monsieur Mario LeBlanc (CNT)
- Madame Mélanie Poisson (MCC) *en remplacement de Jocelyne Jacques*
- Madame Sandra Shee (CSF)
- Madame Sonia Carignan (Tourisme Québec)
- Madame Valérie Boudreault (MCE-SAA)
- Monsieur Vincent Bourassa (MFE)

Invités

- Monsieur Marc-Urbain Proulx, MAMROT
- Monsieur Yves Zhara, Tourisme Centre-du-Québec
- Monsieur Benoit Deshaies, Investissement-Québec

MAMROT

- Monsieur Gaétan Désilets, président de la CAR-17
- Madame Céline Girard, secrétaire de la CAR-17
- Monsieur Jasmin Laferrière, conseiller

Rencontre des membres de la Conférence administrative régionale du Centre-du-Québec (CAR-17)

Vendredi 14 juin 2013, 9 h à 12 h

Hôtel et Suites Le Dauphin
Salle Versailles

600, Boulevard St-Joseph, Drummondville
Tél. : 819 478-4141

Projet d'ordre du jour

1. Mot de bienvenue
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour
3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 26 avril 2013
4. Affaires découlant du compte rendu
 - 4.1. Plan quinquennal de développement du Centre-du-Québec
5. Période d'information et d'échanges
 - 5.1. Politique de souveraineté alimentaire (MAPAQ)
 - 5.2. Discussions et échanges sur les actions innovatrices régionales (MAMROT)
6. Affaires nouvelles
 - 6.1. Décisions du CA de la CRÉCQ du 13 juin 2013 (CRÉCQ)
 - 6.2. Loi sur l'économie sociale (MAMROT)
 - 6.3. Ententes spécifiques en région – État de situation
7. Divers
8. Présentation(s) lors de la prochaine rencontre
9. Prochaine rencontre
10. Fin de la rencontre



Certifié carboneutre

Compte rendu de la CAR Centre-du-Québec

DATE : Vendredi le 14 juin 2013
Hôtel & Suites Le Dauphin
ENDROIT : 600, boulevard St-Joseph à Drummondville
Téléphone : 819 478-4141

PERSONNES PRÉSENTES :

Messieurs :

Karl Ancil (MFE)
(en remplacement de Vincent Bourassa)
Luc Couture (MAPAQ)
Sébastien Doire (MSP – Sécurité civile)
Jean Douville (MTQ)
Denis Hoult (Revenu Québec)
(en remplacement de Sylvain Beaulieu)
Gilles Hudon (ASSS)
Gilles Labrie (CCQ)
Claude-Henri Léveillé (CRÉCQ)

Mesdames :

Micheline Bowen (CSF)
Sonia Carignan (Tourisme Québec)
Annie Lafrance (FADQ)
Marie-Ève Landry (CSPQ)
Denise Picard (E-Q)
Marilaine Pinard-Dostie (OPHQ)
(en remplacement de Monique Savoie)
Hélène Ricard (SHQ)
Mélanie Poisson (MCC)
(en remplacement de Jocelyne Jacques)

MAMROT

Gaétan Désilets, président
Céline Girard, secrétaire
Chantal Duford
Jasmin Laferrière

PERSONNES EXCUSÉES :

Messieurs :

Serge Arpin (MJQ)
Jacques Dampousse (MSP – Services
correctionnels)
Yvan Bourgeois (CSST)
Yves Guay (SQ)
Mario LeBlanc (CNT)
Denis Marceau (SIQ)
René Patry (MFA)
Maurice Richard (SPIPB)
Anacleto Santucci (RLQ)
Alain Simard (MRN)
Claude Trudelle (MRI)

Mesdames :

Valérie Boudreault (MCE-SAA)
Isabelle Fillion (OQLF)
Carole Gaudet (MELS)
Chantal Lussier (MICC)
Guylaine Mathieu (IQ)
Céline Tremblay (MDDEFP)

1. Mot de bienvenue

Le président souhaite la bienvenue aux membres à cette 55^e rencontre de la CAR-17. Il souligne la présence de nouveaux membres, soit :

- Monsieur Gilles Hudon, directeur général adjoint par intérim à l'Agence de santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec;
- Madame Micheline Bowen, responsable régionale Centre-du-Québec au Conseil du statut de la femme;
- Madame Hélène Ricard, conseillère à la Société d'habitation du Québec.

Le président souligne également le départ prochain à la retraite de monsieur Claude-Henri Léveillé (CRÉCQ). Monsieur Léveillé fut un acteur de la première heure lors de la création de la région du Centre-du-Québec. Les membres de la CAR saluent son dévouement au développement de la région et lui souhaite une retraite bien méritée.

2. Lecture et adoption de l'ordre du jour

Le projet d'ordre du jour est accepté avec l'ajout des points suivants à l'élément Divers :

- 7.1 Catalogue Produits et services en gestion des ressources humaines (CSPQ)
- 7.2 Ressources humaines (CSPQ)

3. Adoption du compte rendu de la rencontre du 26 avril 2013

Le compte rendu est adopté sans modification.

4. Affaires découlant du compte rendu

4.1 Plan quinquennal de développement du Centre-du-Québec 2014-2019

Dans le cadre du processus d'élaboration du Plan quinquennal de développement du Centre-du-Québec, monsieur Claude-Henri Léveillé (CRÉCQ) rappelle aux membres l'échéance du 14 juin 2013 pour l'envoi de leur planification respective et l'identification des trois priorités de leur secteur. Ces informations serviront de base à la réflexion menant à l'identification des enjeux de développement de la région.

De plus, compte tenu des élections municipales à venir, la CRÉCQ a convenu de décaler l'échéancier initial pour la tenue des trois forums thématiques (occupation du territoire, qualité de vie et prospérité économique). Ces derniers se tiendront au printemps 2014 (février-mars) plutôt qu'à l'automne 2013 (octobre-novembre). Le dépôt du PQD serait pour sa part prévu en juin 2014.

Monsieur Gaétan Désilets mentionne que dans le cadre de ce processus d'élaboration, le MAMROT a pour mandat de réaliser un recensement des données et portraits socioéconomiques existants qui servira d'outil complémentaire à l'identification des enjeux de développement de la région. Une première rencontre de travail s'est tenue entre la CRÉCQ et le MAMROT afin d'établir les indicateurs qui seront les plus adaptés pour l'exercice. Le travail se poursuivra au cours de l'été. Les membres de la CAR pourrait être mis à contribution ultérieurement.

5. Période d'information et d'échanges

5.1 Politique de souveraineté alimentaire (MAPAQ)

Monsieur Luc Couture (MAPAQ) est invité à présenter la nouvelle Politique de souveraineté alimentaire, lancée officiellement le 16 mai 2013. Cette politique gouvernementale impliquera notamment de façon plus particulière le MFE, le MDDEFP, le MAMROT et le MAPAQ.

Monsieur Couture présente tout d'abord les grandes données et caractéristiques de l'industrie bioalimentaire du Québec et de la région.

Il mentionne par la suite que la souveraineté alimentaire se définit comme étant la capacité d'un État à définir sa propre politique agricole et alimentaire suivant les intérêts de sa population, et à le faire sans nuire à la capacité des autres États d'accéder à leur propre souveraineté alimentaire. Elle privilégie notamment la production locale pour nourrir la population, de même que l'accès à la terre et aux ressources pour y parvenir.

Les grands objectifs de cette politique sont les suivants :

- Assurer à l'ensemble des Québécois un approvisionnement en aliments de qualité, à juste prix et bons pour leur santé;
- Accroître la proportion de l'alimentation des Québécois satisfaite grâce aux aliments du Québec;
- Développer un secteur bioalimentaire prospère, rémunérateur, générateur d'emplois, respectueux de l'environnement et contribuant à l'occupation dynamique du territoire québécois.

Cette politique s'articule autour de quatre grands axes que sont :

1. L'identité des aliments du Québec
Développer un préjugé favorable envers les aliments du Québec.
2. L'occupation dynamique du territoire
Protéger et développer le patrimoine foncier québécois au bénéfice des générations futures.

3. La valorisation du potentiel économique du secteur

Développer le potentiel de chacune des filières et favoriser l'établissement d'une relève dynamique.

4. Le développement durable

Répondre aux besoins d'aujourd'hui sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs.

Dans le processus de mise en œuvre de cette politique, une Table de concertation des partenaires du bioalimentaire québécois a été formée. Cette Table a pour mandat d'apporter un éclairage au ministre et au gouvernement sur la mise en œuvre de la nouvelle politique ainsi que sur différentes questions d'intérêt concernant le développement du secteur bioalimentaire. La Table est composée de 22 personnes et est présidée par le ministre. Elle réunit notamment les hauts dirigeants des organisations jugées les plus représentatives des différents maillons du secteur bioalimentaire. Les travaux de cette Table permettront d'identifier les actions prioritaires, les indicateurs et le processus d'actualisation de cette politique, de même que les outils qui en découleront.

Il est possible de consulter cette politique à l'adresse suivante :

www.mapaq.gouv.qc.ca/fr/Publications/Politique_Souverainete_alimentaire.pdf

5.2 Discussions et échanges sur les actions innovatrices régionales (MAMROT)

Le président, monsieur Gaétan Désilets, fait un retour sur les échanges tenus avec monsieur Marc-Urbain Proulx, sous-ministre associé aux Régions au MAMROT, lors de la dernière rencontre de la CAR. Ces échanges portaient sur la décentralisation, et ce, dans le contexte du dépôt à venir d'un projet de loi en cette matière. Monsieur Proulx avait alors mentionné qu'avant toute décentralisation, il faudrait faire davantage et autrement avec nos responsabilités et leviers actuels et favoriser une plus grande complémentarité, cohésion et synergie entre les instances d'un territoire donné. L'enjeu de l'innovation régionale pourrait s'avérer être une des clés essentielles pour le développement futur de nos territoires.

Monsieur Proulx a donc souhaité mettre à contribution les régions, de même que les membres de la CAR, dans le cadre d'un exercice d'identification d'innovations régionales.

La direction régionale du MAMROT a donc procédé à l'identification de 17 actions innovatrices régionales, classées selon sept grands secteurs. Madame Chantal Duford (MAMROT) présente chacune de ces actions qui, dans certains cas, sont commentées et bonifiées par les membres de la CAR.

Ces fiches, de même qu'un canevas type, seront transmis aux membres suite à la rencontre. Le président les invite par ailleurs à bonifier ces dernières et à proposer, le cas échéant, de nouvelles actions novatrices. Un point sur le sujet sera à l'ordre du jour de la prochaine rencontre de la CAR-17.

6. Affaires nouvelles

6.1 Décisions du CA de la CRÉCQ du 13 juin 2013 (CRÉCQ)

Monsieur Claude-Henri Léveillé (CRÉCQ) nous communique les décisions prises lors du conseil d'administration de la CRÉCQ du 13 juin 2013 :

- La CRÉCQ a accepté de renouveler les ententes spécifiques suivantes, soit l'Entente pour la réussite éducative 2011-2016 (renouvellement an 3), l'Entente en économie sociale 2009-2014 (renouvellement an 5) et l'Entente portant sur le développement social 2010-2015 (renouvellement an 3, mais engagement limité à 50 K\$).
- La CRÉCQ a adopté son rapport d'activité et ses états financiers 2013-2014.

- L'UQAM a procédé à une présentation de son rapport sur le projet d'étude des eaux souterraines au Centre-du-Québec. Monsieur Léveillé mentionne qu'il serait intéressant d'inviter l'UQAM à présenter ce rapport lors d'une prochaine rencontre de la CAR.

6.2 Loi sur l'économie sociale (MAMROT)

Madame Céline Girard (MAMROT) fait part aux membres de l'étude actuelle du Projet de loi sur l'économie sociale. Ce dernier vise à :

- reconnaître la contribution de l'économie sociale au développement socioéconomique du Québec et établir le rôle du gouvernement dans ce domaine;
- promouvoir l'économie sociale, soutenir son développement par l'élaboration ou l'adaptation d'outils d'intervention et favoriser l'accès des entreprises aux mesures et programmes gouvernementaux;
- prendre en considération l'économie sociale dans les mesures et les programmes gouvernementaux existants, dans leur mise à jour et dans l'élaboration de nouveaux outils destinés aux entreprises;
- désigner le Chantier de l'économie sociale et le Conseil québécois de la coopération et de la mutualité comme étant les interlocuteurs privilégiés du gouvernement en cette matière;
- créer la Table des partenaires en économie sociale afin de conseiller le ministre dans ce domaine.

Les dernières avancées concernant l'adoption du Projet de loi sur l'économie sociale sont les suivantes :

- Dépôt du projet de loi en mars 2013;
- Consultations particulières à la fin mai 2013, auxquelles 22 organisations ont été entendues;
- Adoption du principe le 6 juin 2013;
- Projet de loi actuellement en cours d'étude détaillée.

On fera suivre aux membres ce Projet de loi sur l'économie sociale.

6.3 Ententes spécifiques en région – État de situation

On fait part aux membres de l'état de situation de certaines ententes spécifiques en région. Monsieur Claude-Henri Léveillé (CRÉCQ) mentionne notamment que suite aux coupures budgétaires du Fonds de développement régional, certains resserrements seront nécessaires dans le cadre du soutien à certaines ententes spécifiques.

7. Divers

7.1 Catalogue Produits et services en gestion des ressources humaines (CSPQ)

Madame Marie-Ève Landry (CSPQ) présente aux membres la première édition du catalogue *Produits et services en gestion des ressources humaines* du Centre de services partagés du Québec (CSPQ). Ce catalogue permet de prendre connaissance de l'étendue et de l'accessibilité des produits et services que le CSPQ peut offrir en matière de gestion des ressources humaines, et ce, dans les cinq domaines d'affaires suivants :

- Dotation des emplois;
- Développement des compétences;
- Rémunération, avantages sociaux et conseil à la retraite;
- Programme d'aide aux employés;
- Services intégrés en ressources humaines.

Madame Landry invite les membres à consulter ce catalogue, disponible en ligne à l'adresse suivante : www.cspq.gouv.qc.ca/documents/ressources-humaines/CSPO_Catalogue-PS-accessible_FR_05_2013.pdf.

7.2 Ressources humaines (CSPQ)

Madame Marie-Ève Landry (CSPQ) rappelle aux membres l'existence de deux banques de candidates et candidats auxquelles ils peuvent faire appel lors d'un processus d'embauche. Il s'agit de la Banque de gestion du personnel excédentaire (personnel mis en disponibilité) et de la Banque de mobilité interministérielle (personnel intéressé à un changement de ministère).

Madame Landry fait par la suite part aux membres de la sortie prochaine du calendrier des différentes activités de développement et de formation qui seront offertes en région, tant au Centre-du-Québec qu'en Mauricie. Ces activités sont offertes à l'ensemble du personnel des secteurs publics, parapublics, municipaux et des sociétés d'état. Chaque année, les activités sont offertes au Centre-du-Québec, mais force est de constater que les inscriptions sont souvent insuffisantes pour pouvoir les tenir. La promotion de ces activités, au sein de nos différents réseaux, est donc de mise.

8. Présentations lors d'une prochaine rencontre

Les présentations suivantes pourraient être prévues lors d'une prochaine rencontre de la CAR-17 :

- Monsieur Michel Viens (Loisir Sport Centre-du-Québec)
Sujet : Entente spécifique portant sur la régionalisation et le développement du loisir et du sport au Centre-du-Québec 2011-2014.
- Groupe de recherche – Université du Québec à Montréal
Sujet : Rapport du projet d'étude sur les eaux souterraines du Centre-du-Québec

9. Prochaines rencontres


Les prochaines rencontres auront lieu les :

- Vendredi 18 octobre 2013 en avant-midi (endroit à déterminer);
- Vendredi 17 janvier 2014 en avant-midi (endroit à déterminer).

10. Fin de la rencontre

Le président remercie les membres pour leur participation. La rencontre est levée.

RÉDIGÉ PAR :



Céline Girard

Conseillère en développement régional

APPROUVÉ PAR :



Gaétan Désilets

Directeur régional

COPIES : Madame Louise Lambert, sous-ministre adjointe aux Territoires
Membres de la CAR-17

NOTE : Si l'on croit que le compte rendu est imprécis ou incorrect, prière d'en aviser le signataire qui effectuera les corrections qui s'imposent.

CG/md
2013-09-20

**Liste des présences
CAR-17 du 14 juin 2013
Hôtel Le Dauphin – Drummondville**

Membres

- Madame Annie Lafrance (FADQ)
- Monsieur Claude-Henri Léveillé (CRÉCQ)
- Monsieur Denis Hould (Revenu Québec)
- Madame Denise Picard (E-Q)
- Monsieur Gilles Hudon (ASSS)
- Monsieur Gilles Labrie (CCQ)
- Madame Hélène Ricard (SHQ)
- Monsieur Jean Douville (MTQ)
- Monsieur Karl Anctil (MFE) *en remplacement de Vincent Bourassa*
- Monsieur Luc Couture (MAPAQ)
- Madame Marie-Ève Landry (CSPQ)
- Madame Marilaine Pinard-Dostie (OPHQ) *en remplacement de Monique Savoie*
- Madame Mélanie Poisson (MCC) *en remplacement de Jocelyne Jacques*
- Madame Micheline Bowen (CSF)
- Monsieur Sébastien Doire (MSP)
- Madame Sonia Carignan (Tourisme Québec)

MAMROT

- Monsieur Gaétan Désilets, président de la CAR-17
- Madame Céline Girard, secrétaire de la CAR-17
- Madame Chantal Duford, conseillère
- Monsieur Jasmin Laferrière, conseiller

Rencontre des membres de la Conférence administrative régionale du Centre-du-Québec (CAR-17)

Vendredi 18 octobre 2013, 9 h à 12 h

Hôtel Montfort
Salle Grenier

1141, rue Saint-Jean-Baptiste, Nicolet
Tél. : 819 293-6262

Projet d'ordre du jour

1. Mot de bienvenue
2. Période d'information et d'échanges
 - 2.1. Entente spécifique portant sur la régionalisation et le développement du loisir et du sport au Centre-du-Québec 2011-2014 (LSCQ)
 - 2.2. Programme de développement régional et forestier (MRN et CRÉCQ)
 - 2.3. Résultats d'une enquête auprès des employeurs (E-Q)
3. Lecture et adoption de l'ordre du jour
4. Adoption du compte rendu de la rencontre du 14 juin 2013
5. Affaires découlant du compte rendu
 - 5.1. Plan quinquennal de développement du Centre-du-Québec
 - 5.2. Actions innovatrices régionales
 - 5.3. Loi sur l'économie sociale
6. Affaires nouvelles
 - 6.1. Ententes spécifiques en région – État de situation
7. Divers
8. Présentation(s) lors de la prochaine rencontre
9. Prochaine rencontre
10. Fin de la rencontre



Certifié carboneutre

Compte rendu de la CAR Centre-du-Québec

DATE : Vendredi le 18 octobre 2013
Hôtel Montfort
ENDROIT : 1141, rue Saint-Jean-Baptiste, Nicolet
Téléphone : 819 293-6262

PERSONNES PRÉSENTES :

Messieurs :

Carl Bélanger (MTQ)
Vincent Bourassa (MFE)
Luc Couture (MAPAQ)
Sébastien Doire (MSP – Sécurité civile)
Michel Gagnon (CRÉCQ)
Denis Hould (Revenu Québec)
(en remplacement de Sylvain Beaulieu)
Gilles Hudon (ASSS)
Gilles Labrie (CCQ)
Mario LeBlanc (CNT)
Brian Morin (MELS)
(en remplacement de Carole Gaudet)
René Patry (MFA)
Maurice Richard (SPIPB)
Alain Simard (MRN)

Mesdames :

Valérie Boudreault (MCE-SAA)
Micheline Bowen (CSF)
Annie Lafrance (FADQ)
Ghislaine Maurais (MICC)
(en remplacement de Chantal Lussier)
Denise Picard (E-Q)
Marilaine Pinard-Dostie (OPHQ)
(en remplacement de Monique Savoie)
Hélène Ricard (SHQ)
Céline Tremblay (MDDEFP)

PERSONNES INVITÉES :

Michel Côté (CRRNT)
Éric Lampron (E-Q)
Caroline Lemire (LSCQ)
Michel Viens (LSCQ)

MAMROT :

Gaétan Désilets, président
Céline Girard, secrétaire
Chantal Duford
Jasmin Laferrière
Arielle Hudon-Fortier
Olivier-Dominic Galarneau

PERSONNES EXCUSÉES :

Messieurs :

Serge Arpin (MJQ)
Yvan Bourgeois (CSST)
Jacques Damphousse (MSP – Services
correctionnels)
Christian Éthier (Hydro-Québec)
Yves Guay (SQ)
Denis Marceau (SIQ)
Anacleto Santucci (RLQ)
Claude Trudelle (MRI)

Mesdames :

Sonia Carignan (Tourisme Québec)
Isabelle Fillion (OQLF)
Jocelyne Jacques (MCC)
Marie-Ève Landry (CSPQ)
Guylaine Mathieu (IQ)

1. Mot de bienvenue

Le président souhaite la bienvenue aux membres à cette 56^e rencontre de la CAR-17. Il souligne la présence de nouveaux membres, soit :

- Monsieur Michel Gagnon, directeur général de la Conférence régionale des élus du Centre-du-Québec (CRÉCQ);
- Monsieur Carl Bélanger, directeur régional à la Direction de la Mauricie et du Centre-du-Québec du ministère des Transports;
- Monsieur René Patry, directeur à la Direction régionale du Centre et du Sud du Québec du ministère de la Famille.

Le président souligne également la présence de deux jeunes employés du MAMROT, soit madame Arielle Hudon-Fortier, conseillère à la Direction du développement régional, rural et de l'économie sociale et monsieur Olivier-Dominic Galarneau, chargé de projet au Services des infrastructures collectives. Ces derniers participent à l'activité *À la découverte d'une direction régionale* offerte aux employés de moins de 35 ans des directions centrales du MAMROT. Ils passeront donc leur journée au Centre-du-Québec afin de mieux connaître les rôles et mandats d'une direction régionale.

2. Période d'information et d'échanges

2.1 Entente spécifique portant sur la régionalisation et le développement du loisir et du sport au Centre-du-Québec 2011-2014 (LSCQ)

Madame Caroline Lemire, directrice générale par intérim de Loisir Sport Centre-du-Québec (LSCQ), et monsieur Michel Viens, instigateur du projet, sont invités à présenter l'Entente spécifique portant sur la régionalisation et le développement du loisir et du sport au Centre-du-Québec 2011-2014.

Cette entente comporte deux volets importants. Le premier concerne la mise en place du Carrefour régional d'intervention en loisir et en sport (CRILS), un nouveau mode de gouvernance composé à la base de quatre partenaires (CRÉCQ, MELS, LSCQ, MAMROT) et visant à favoriser la convergence et la complémentarité régionale des actions et des interventions en matière de loisir et de sport. L'ensemble des ministères et des organismes régionaux sont ainsi invités à collaborer avec le CRILS lors de la mise en œuvre de projets touchant le loisir et le sport au Centre-du-Québec. Monsieur Viens donne à titre d'exemple le projet de cartographie des sentiers de véhicules hors-route, mandat reçu de la CRÉCQ par l'entremise du MTQ. Le CRILS se veut ainsi un lieu favorisant la mise en commun de tous projets en matière de loisir et de sport, pouvant notamment émaner des différents ministères, en vue de leur déploiement optimal en région.

L'entente vise également à favoriser la régionalisation de mesures et de programmes en matière de loisir et de sport. Le CRILS procédera à une analyse de la situation afin d'émettre des recommandations de régionalisation de certains programmes et mesures.

Actuellement, le CRILS s'est donné comme objectif de mieux connaître les infrastructures de loisir et de sport au Centre-du-Québec. Un projet de portrait régional des infrastructures est en cours d'élaboration. L'outil Parc-O-Mètre sera utilisé pour procéder à l'inventaire de ces infrastructures. Une fois complété, ce portrait permettra de mieux établir les besoins et les orientations à mettre de l'avant en cette matière.

2.2 Programme de développement régional et forestier (MRN et CRÉCQ)

Monsieur Alain Simard (MRN) est invité à présenter le nouveau Programme de développement régional et forestier (PDRF). Ce programme regroupe dorénavant le volet II du Programme de mise en valeur des ressources du milieu forestier (PMVRMF) et le Programme de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée (PAIR). Ce dernier programme a d'ailleurs fait l'objet d'une entente spécifique qui a pris fin au 31 mars 2013. Il était à l'origine de la création des commissions régionales sur les ressources naturelles et le territoire (CRRNT) et de la réalisation des plans régionaux de développement intégré des ressources du territoire (PDIRT).

Les CRÉ sont désignées pour mettre en œuvre ce nouveau programme d'une durée de deux ans (2013-2015), et ce, par l'entremise d'une entente de délégation de gestion. Le Centre-du-Québec pourra compter sur une enveloppe d'un peu plus de 558 000 \$ au cours de l'exercice financier 2013-2014. Ce programme comprend deux volets :

- 20 % du budget alloué à la tenue d'activités de concertation régionale (maintien de la CRRNT);
- 80 % du budget alloué à la réalisation de projets régionaux de développement dans les domaines de la forêt, de la faune et du territoire.

Monsieur Michel Côté, chargé de projet à la CRRNT du Centre-du-Québec, nous explique les changements envisagés par la région considérant la venue de ce nouveau programme :

- Révision de la composition de la CRRNT en se limitant aux trois domaines touchés par le nouveau programme. Des partenariats pourront être établis avec les autres secteurs, au besoin;

- Les actions seront modulées en fonction du budget alloué (20 % pour le fonctionnement et 80 % pour les projets). Ce mode de répartition était déjà effectif au Centre-du-Québec;
- Des activités de concertation sont prévues à l'automne 2013 (rencontre des comités sectoriels, sondage auprès des MRC, forum des partenaires). Ces activités permettront d'établir les nouvelles orientations à prendre et les critères d'analyse des projets à être soumis;
- Lancement d'un appel de projets en janvier 2014 et mise en œuvre des projets choisis jusqu'au 31 mars 2015.

2.3 Résultats d'une enquête auprès des employeurs (E-Q)

Monsieur Éric Lampron, analyste du marché du travail chez Emploi-Québec, est invité à présenter les résultats de *l'Enquête sur les besoins de main-d'œuvre et de compétences des entreprises de cinq employés et plus du Centre-du-Québec*, réalisée au printemps 2013 auprès de 2 359 entreprises.

Cette enquête visait principalement à recenser les données nominatives et d'emploi de l'ensemble des entreprises de cinq employés et plus du Centre-du-Québec, à identifier les besoins de main-d'œuvre et de compétences de ces entreprises et à permettre d'orienter l'intervention d'Emploi-Québec en région. Les principaux faits saillants de cette enquête sont :

- 48,3 % des entreprises prévoient embaucher, au cours des 12 prochains mois, un total de 4 589 personnes;
- Parmi les postes à combler, 26 % n'exigeront aucun diplôme et 33 % demanderont une formation professionnelle ou technique;
- Dans près de 40 % des cas, aucune expérience ne sera exigée à l'embauche;
- Les principales compétences et connaissances exigées à l'embauche sont les compétences techniques propres à l'exercice de la profession (73 %), les compétences de base (60 %) et les compétences interpersonnelles (46 %);
- Près de 49 % des entreprises anticipent des difficultés de recrutement;
- Plus de 36 % des entreprises ne comptent aucune ressource dédiée à la gestion des ressources humaines au sein de leur entreprise.

Les données complètes de cette enquête sont disponibles sur le site d'Emploi-Québec, et ce, par territoire de MRC. On transmettra le lien aux membres de la CAR.

Madame Denise Picard (E-Q) mentionne que dans le cadre de la stratégie *Tous pour l'emploi*, il est prévu rejoindre et accompagner les personnes sans emploi afin de les préparer à occuper des postes disponibles. Pour les emplois nécessitant moins de formation ou d'expérience, on compte sur une meilleure adéquation entre les compétences des chômeurs et les besoins des entreprises, ainsi que sur la mobilisation des personnes bénéficiant de la sécurité du revenu. Au Centre-du-Québec, on compte actuellement 4 000 prestataires de la sécurité du revenu aptes au travail.

Madame Picard nous fait part de la tenue, les 27 et 28 novembre prochain, du *Carrefour des professions d'avenir du Centre-du-Québec*. Cette activité qui est principalement dédiée aux jeunes du secondaire afin de connaître et d'expérimenter plus de 60 professions d'avenir, sera cette année ouverte aux chercheurs d'emplois de tous âges pour leur permettre de se familiariser avec les professions à potentiel élevé de placement. Certains membres de la CAR souhaitent obtenir plus d'informations sur cette activité afin d'en faire la diffusion au sein de leur réseau et auprès de leur clientèle spécifique.

3. Lecture et adoption de l'ordre du jour

Le projet d'ordre du jour est accepté avec l'ajout des points suivants à l'élément Divers :

- 7.1 *Consultation Web d'Emploi-Québec (E-Q)*
- 7.2 *Fonds de diversification économique du Centre-du-Québec et de la Mauricie (MFE)*
- 7.3 *Inventaire des salles de visioconférence au Centre-du-Québec (MFA)*

4. Adoption du compte rendu de la rencontre du 14 juin 2013

Le compte rendu est adopté sans modification.

5. Affaires découlant du compte rendu

5.1 Plan quinquennal de développement du Centre-du-Québec 2014-2019

Dans le cadre du processus d'élaboration du Plan quinquennal de développement du Centre-du-Québec, monsieur Michel Gagnon (CRÉCQ) rappelle aux membres que compte tenu des élections municipales à venir, la CRÉCQ a convenu de décaler l'échéancier initial pour la tenue des trois forums thématiques (occupation du territoire, qualité de vie et prospérité économique). Ces derniers se tiendront au printemps 2014 (février-mars). L'adoption du PQD serait pour sa part prévue en juin 2014.

Un comité de travail a été mis en place au sein de la CRÉCQ pour analyser l'ensemble des priorités d'actions et autres documents soumis par les partenaires au cours des derniers mois, et ce, en vue d'identifier les enjeux de développement de la région. Monsieur Gagnon remercie à cet effet les membres de la CAR pour leur contribution à l'exercice.

5.2 Actions innovatrices régionales

Le président, monsieur Gaétan Désilets, fait un retour sur les échanges tenus avec monsieur Marc-Urbain Proulx, sous-ministre associé aux Régions au MAMROT, lors d'une CAR précédente et à l'exercice d'identification de projets d'innovation régionale souhaité par ce dernier.

Lors de la dernière rencontre de la CAR, la direction régionale du MAMROT a d'ailleurs procédé à la présentation de 17 actions innovatrices régionales, réparties selon sept grands secteurs. Les membres de la CAR furent invités à bonifier ces dernières et à proposer, le cas échéant, de nouvelles actions novatrices. Des améliorations ont notamment été proposées par le MTQ concernant la fiche portant sur le réseau régional d'électrification des transports et par l'OPHQ concernant la fiche sur le programme de subvention et d'attestation *Victoriaville Habitation Durable*. À la demande du MFE, la fiche portant sur l'usine de gazéification des déchets fut retirée. De plus, trois nouvelles fiches ont été proposées et présentées par les membres concernés, soit :

- o Partenariat innovant de gestion et de communication des risques en matière de sécurité civile – mission santé (ASSS);
- o Code de conduite sur voie publique des utilisateurs d'aide à la mobilité motorisée – Ville de Drummondville (OPHQ);
- o Subvention Victoriaville Ville inclusive (OPHQ).

L'inventaire des actions innovatrices régionales au Centre-du-Québec sera ainsi mis à jour et transmis aux membres de la CAR. Dans les suites de cet exercice, monsieur Marc-Urbain Proulx s'est dit intéressé de travailler avec la région pour aller plus loin et ainsi pousser la réflexion en matière d'innovation régionale. Une séance de travail, en sa présence et avec les membres de la CAR intéressés, sera donc prévue prochainement.

Monsieur Gilles Hudon (ASSS) mentionne par ailleurs qu'il serait intéressant de faire le point, dans un an, de l'avancée des différentes actions innovatrices identifiées.

5.3 Loi sur l'économie sociale

Madame Céline Girard (MAMROT) fait part aux membres de l'adoption, le 10 octobre dernier, de la Loi sur l'économie sociale. Cette Loi vise à :

- Reconnaître la contribution de l'économie sociale au développement socioéconomique du Québec et établir le rôle du gouvernement dans ce domaine;
- Prendre en considération l'économie sociale dans les mesures et les programmes gouvernementaux existants, dans leur mise à jour et dans l'élaboration de nouveaux outils destinés aux entreprises;
- Créer la Table des partenaires en économie sociale afin de conseiller le ministre dans ce domaine et désigner le Chantier de l'économie sociale et le Conseil québécois de la coopération et de la mutualité comme étant les interlocuteurs privilégiés du gouvernement en cette matière.

La Loi prévoit l'adoption, au plus tard le 1^{er} avril 2014, d'un nouveau plan d'action gouvernemental en économie sociale. Les travaux ont débuté à cet effet. On fera suivre aux membres le document portant sur l'adoption de cette Loi.

6. Affaires nouvelles

6.1 Ententes spécifiques en région – État de situation

On dépose aux membres l'état de situation des ententes spécifiques en région en date d'octobre 2013. On souligne notamment que les discussions sont en cours en vue du renouvellement des ententes en matière de régionalisation de l'immigration, d'amélioration des conditions de vie des personnes âgées et de régionalisation du secteur agroalimentaire.

7. Divers

7.1 Consultation Web d'Emploi-Québec (E-Q)

Madame Denise Picard (E-Q) mentionne aux membres qu'à l'approche de sa prochaine planification régionale 2014-2017, la Direction régionale du Centre-du-Québec d'Emploi-Québec, en collaboration avec le Conseil régional des partenaires du marché du travail, lancera sous peu une consultation Web auprès de l'ensemble de ses partenaires afin de connaître leurs besoins et leurs points de vue sur la situation du marché du travail. L'ensemble des membres de la CAR sera automatiquement inscrit à cette consultation, un courriel leur sera acheminé à cet effet. Madame Picard les invite donc à y participer en grand nombre.

7.2 Fonds de diversification économique du Centre-du-Québec et de la Mauricie (MFE)

Monsieur Vincent Bourassa (MFE) fait un bref état de situation des annonces effectuées à ce jour dans le cadre du Fonds de diversification économique du Centre-du-Québec et de la Mauricie, doté d'une enveloppe de 200 M \$:

- Trois annonces à ce jour, pour un total de huit projets annoncés dont quatre à Bécancour;
- D'autres annonces sont à venir sous peu;
- Environ une centaine de demandes déposées, dont 12 projets approuvés.

7.3 Inventaire des salles de visioconférence au Centre-du-Québec (MFA)

Monsieur René Patry (MFA) souhaite connaître quels sont les ministères et organismes gouvernementaux équipés, au Centre-du-Québec, d'une salle de visioconférence, et ce, dans le but de faciliter le partage potentiel de ces

salles en réponse aux besoins de partenaires et de clientèles. On convient de procéder à un inventaire de ces salles en région, de même qu'aux types de plateforme utilisée. Madame Céline Girard (MAMROT) transmettra aux membres un tableau à compléter à cet effet.

8. Présentations lors d'une prochaine rencontre

Les présentations suivantes pourraient être prévues lors d'une prochaine rencontre de la CAR-17 :

- Monsieur Sébastien Doire (MSP)
Sujet : État de situation de la sécurité civile et incendie au Centre-du-Québec.
- Secrétariat à la condition féminine
Sujet : Bilan mi-étape du Plan d'action pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2011-2015.
- Madame Céline Girard (MAMROT)
Sujet : Politique nationale de la ruralité 2014-2024.
- Madame Denise Picard (E-Q)
Sujet : *La solidarité : une richesse pour le Québec*, l'un des quatre piliers de la stratégie du gouvernement Marois.

9. Prochaines rencontres

Les prochaines rencontres auront lieu les :

- Vendredi 24 janvier 2014 en avant-midi (endroit à déterminer);
- Vendredi 25 avril 2014 en avant-midi (endroit à déterminer).

10. Fin de la rencontre

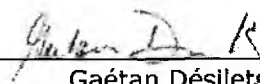
Le président remercie les membres pour leur participation. La rencontre est levée.

RÉDIGÉ PAR :



Céline Girard
Conseillère en développement régional

APPROUVÉ PAR :



Gaétan Désilets
Directeur régional

COPIES : Madame Louise Lambert, sous-ministre adjointe aux Territoires
Monsieur Bertrand Cayouette, directeur général des affaires territoriales
Membres de la CAR-17

NOTE : Si l'on croit que le compte rendu est imprécis ou incorrect, prière d'en aviser le signataire qui effectuera les corrections qui s'imposent.

CG/md
2014-01-13

**Liste des présences
CAR-17 du 18 octobre 2013
Hôtel Montfort – Nicolet**

Membres

- Monsieur Alain Simard (MRN)
- Madame Annie Lafrance (FADQ)
- Monsieur Brian Morin (MELS) *en remplacement de Carole Gaudet*
- Monsieur Carl Bélanger (MTQ)
- Madame Céline Tremblay (MDDEFP)
- Monsieur Denis Hould (Revenu Québec)
- Madame Denise Picard (E-Q)
- Monsieur Gilles Hudon (ASSS)
- Monsieur Gilles Labrie (CCQ)
- Madame Ghislaine Maurais (MICC) *en remplacement de Chantal Lussier*
- Madame Hélène Ricard (SHQ)
- Monsieur Luc Couture (MAPAQ)
- Monsieur Maurice Richard (SPIPB)
- Madame Marilaine Pinard-Dostie (OPHQ) *en remplacement de Monique Savoie*
- Monsieur Mario LeBlanc (CNT)
- Monsieur Michel Gagnon (CRÉCQ)
- Madame Micheline Bowen (CSF)
- Monsieur René Patry (MFA)
- Monsieur Sébastien Doire (MSP)
- Madame Valérie Boudreault (MCE-SAA)
- Monsieur Vincent Bourassa (MFE)

Invités

- Madame Arielle Hudon-Fortier, MAMROT
- Monsieur Olivier-Dominic Galarneau, MAMROT
- Madame Caroline Lemire, LSCQ
- Monsieur Michel Viens, LSCQ
- Monsieur Michel Côté, CRRNT
- Monsieur Éric Lampron, E-Q

MAMROT

- Monsieur Gaétan Désilets, président de la CAR-17
- Madame Céline Girard, secrétaire de la CAR-17
- Madame Chantal Duford, conseillère
- Monsieur Jasmin Laferrière, conseiller

Rencontre des membres de la Conférence administrative régionale du Centre-du-Québec (CAR-17)

Vendredi 24 janvier 2014, 9 h à 12 h

Auberge Godefroy
Salle Louisbourg A

17575, boul. Bécancour, Bécancour
Tél. : 819 233-2200

Projet d'ordre du jour

1. Mot de bienvenue
2. Accueil de la Sous-ministre adjointe au SCF : Bilan mi-étape de la mise en œuvre du Plan d'action pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2011-2015
3. Lecture et adoption de l'ordre du jour
4. Adoption du compte rendu de la rencontre du 18 octobre 2013
5. Affaires découlant du compte rendu
 - 5.1. Plan quinquennal de développement du Centre-du-Québec
 - 5.2. Actions innovatrices régionales
 - 5.3. Consultation Web Emploi-Québec (E-Q)
 - 5.4. Fonds de diversification économique du Centre-du-Québec et de la Mauricie (MFE)
6. Période d'information et d'échanges
 - 6.1. État de situation de la sécurité civile et incendie au Centre-du-Québec (MSP)
 - 6.2. Politique nationale de la ruralité 2014-2024 (MAMROT)
7. Affaires nouvelles
 - 7.1. Guides de bonnes pratiques sur la planification territoriale et le développement durable (MAMROT)
8. Divers
9. Présentation(s) lors de la prochaine rencontre
10. Prochaine rencontre
11. Fin de la rencontre



Certifié carboneutre

**Liste des présences
CAR-17 du 24 février 2014
Auberge Godefroy – Bécancour**

Membres

- Madame Annie Lafrance (FADQ)
- Monsieur Brian Morin (MELS) *en remplacement de Carole Gaudet*
- Madame Chantal Lussier (MICC)
- Madame Claire Pépin (MCC)
- Monsieur Denis Hould (Revenu Québec)
- Madame Denise Picard (E-Q)
- Monsieur Gilles Beaudry (MAPAQ) *en remplacement de Luc Couture*
- Monsieur Gilles Hudon (ASSS)
- Monsieur Gilles Labrie (CCQ)
- Madame Hélène Ricard (SHQ)
- Madame Marie-Ève Landry (CSPQ)
- Madame Marilaine Pinard-Dostie (OPHQ) *en remplacement de Monique Savoie*
- Monsieur Mario LeBlanc (CNT)
- Monsieur Michel Gagnon (CRÉCQ)
- Monsieur René Patry (MFA)
- Monsieur Sébastien Doire (MSP)

Invités

- Madame Johanne Dumont (SCF)
- Madame Claudia Lessard (SCF)

MAMROT

- Monsieur Gaétan Désilets, président de la CAR-17
- Madame Céline Girard, secrétaire de la CAR-17
- Madame Chantal Duford, conseillère
- Monsieur Dominic Duval, conseiller
- Monsieur Jasmin Laferrière, conseiller

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE MONTRÉAL

Date : 24 septembre 2013

Heure : 9 h à 12 h

Société d'habitation du Québec, 500, boul. René Lévesque O, 5^e étage

ORDRE DU JOUR PROPOSÉ

- | | | |
|----|--|---------|
| 1. | Mot de bienvenue du Secrétaire général associé à la région métropolitaine | 9 h 00 |
| 2. | Adoption des faits saillants de la rencontre du 7 février 2013 | 9 h 05 |
| 3. | Présentation du Rapport du comité de pilotage Montréal-Familles par madame Édith Cyr, présidente du Comité de pilotage | 9 h 10 |
| 4. | Présentation de l'offre de service en formation du Centre de services partagés du Québec, par monsieur Stéphane Hardy, responsable de la formation et du développement, Bureau régional du Grand Montréal, Direction des services aux régions, vice-présidence aux ressources humaines | 9 h 50 |
| 5. | Pause | 10 h 30 |
| 6. | Tour de table | 10 h 45 |
| 7. | Planification d'une nouvelle rencontre de la CAR en 2013-2014 et fin de la rencontre | 12 h 00 |

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE MONTRÉAL

FAITS SAILLANTS DE LA RENCONTRE DU 24 SEPTEMBRE 2013

Société d'habitation du Québec
500, boulevard René-Lévesque Ouest, 5^e étage, Montréal

SONT PRÉSENTS

- Mmes Barbara Béliveau, Société d'habitation du Québec (SHQ)
Hélène Binette, Culture et Communication (MCC)
Lyne Lapointe (MAMROT)
Claudine Delvoye, Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ)
Choghik Kirakosian, Revenu (MRQ)
Lise Poisson, Emploi et Solidarité sociale (MESS)
Lucie Tremblay, Conseil exécutif – Secrétariat à la région métropolitaine (MCE – DDT)
- MM. Carle Bernier-Genest, Conférence régionale des élus de Montréal (CRÉ)
Sébastien Bolté, Développement durable, Environnement, Faune et Parcs (MDDEFP) Hubert de Nicolini, Conseil exécutif-Secrétariat à la région métropolitaine (MCE – DDECS)
Jean-Philippe Détolle, Ressources naturelles (MRN)
Daniel Gagné, Finances et Économie (MFE)
Pierre Gaucher, Famille (MF)
Jacques Lauzon, Ville de Montréal (VM)
André Lavallée, Conseil exécutif, secrétaire général associé à la région métropolitaine (MCE – SGRM)
François Perron, Agriculture, Pêcheries et Alimentation (MAPAQ)
Rémi Sylvain, Transport Québec (MTQ)

SONT ABSENTS

- Mmes Johanne Beaulieu, Emploi, Solidarité sociale (MESS)
Astrid Coulombe (Services Québec)
Majida El Mrabet, Immigration et Communautés culturelles (MICC)
Martine Faille, Immigration et Communautés culturelles (MICC)
Francine Lacroix, Tourisme Québec (MFE-TQ)
Lorraine Rochon, Conseil du statut de la femme (CSF)
- MM. André B. Lemay, Ressources naturelles (MRN)
Simon-Robert Chartrand (MRI – Cabinet du ministre Lisée)
Francis Culée, Éducation, Loisir et Sport (MELS)
Gilles Desgagnés, Sécurité publique (MSP)
Agop Evereklian, Ville de Montréal
François Gaudreau, Agriculture, Pêcheries et Alimentation (MAPAQ)
Vincent Lehouillier, Agence de la santé et des Services sociaux de Montréal (ASSSM)
Fadi Moubayed, Transport Québec (MTQ)
Claude Trudelle, Relations internationales, Francophonie et Commerce extérieur (MRIFCE)

INVITÉS

- Mmes Danielle Cécile, directrice de l'habitation, Ville de Montréal
Édith Cyr, présidente du Comité de pilotage Montréal=Familles
Jannick Lachapelle, MCE-SRM
Margaux St-Georges, secrétaire de la CAR, MCE-SRM (SRM – DDECS)
- M. Stéphane Hardy, responsable de la formation et du développement (CSPQ)

1. Mot de bienvenue

Monsieur André Lavallée, secrétaire général associé à la région métropolitaine au MCE, souhaite la bienvenue aux membres de la CAR.

2. Adoption de l'ordre du jour et des faits saillants de la rencontre du 7 février 2013

L'ordre du jour est adopté sous réserve des modifications que l'Office des personnes handicapées du Québec fera parvenir au SRM.

3. Présentation du Rapport du comité de pilotage Montréal=Famille

Document de présentation transmis aux membres.

Présentation du Rapport du Comité de pilotage Montréal=Familles par M^{me} Édith Cyr, présidente du Comité de pilotage et M^{me} Danielle Cécile, membre du Comité. La rétention de jeunes familles sur l'île de Montréal est une priorité de la première ministre. Le Rapport, rendu public en septembre 2013, a été présenté à différentes instances. Il comporte 29 pistes d'action regroupées sous 3 axes d'intervention. Le Comité de pilotage s'est donné comme objectif central d'identifier les mesures concrètes à mettre en œuvre pour inciter plus de jeunes familles et de couples à s'établir sur l'île de Montréal et à y rester. Des discussions s'ensuivent. Certains enjeux ou pistes sont soulevés par les participants : l'accès à un médecin de famille, l'utilisation des ruelles comme lieu d'animation pour les familles, les zones d'emploi, l'assouplissement des normes du programme Climatsol, la réutilisation de terrains ou de bâtiments excédentaires, la rénovation de parcs résidentiels existants alors que les programmes sont axés sur la construction, etc.

Le rapport a été transmis aux ministères et organismes gouvernementaux dans le cadre d'une démarche d'analyse large pour obtenir leurs commentaires formels quant à la faisabilité des mesures proposées par le Comité de pilotage, eu égard au budget disponible dans un premier temps, en misant sur la complémentarité et la concertation.

4. Présentation de l'offre de service en formation du Centre de services partagés du Québec, par monsieur Stéphane Hardy, responsable de la formation et du développement, Bureau régional du Grand Montréal, Direction des services aux régions, vice-présidence aux ressources humaines.

Le bureau du Grand Montréal du CSPQ couvre les territoires de Montréal, de la Montérégie, de Laval, de Lanaudière et des Laurentides. L'offre du CSPQ comprend cinq axes de formation et de soutien : recrutement et promotion, développement et formation, programmes gouvernementaux, mobilité et redéploiement, activités de concertation. L'offre s'adresse aux ministères et organismes gouvernementaux, au réseau parapublic et de plus en plus des formations sont développées pour le milieu municipal. Le coût d'une formation est généralement de 175 \$. Pour en savoir plus sur l'offre de formation du bureau régional du Grand Montréal du CSPQ : <http://cspq.gouv.qc.ca/mo/ressources-humaines/bureaux-regionaux.asp>.

M. Hardy sollicite les participants sur leurs éventuels besoins en formation :

- Rédaction stratégique et efficace;
- Gestion du transfert d'expertise en contexte de départ à la retraite;
- Gestion documentaire;
- Gestion du changement;
- Partage d'information au sein d'une équipe et accessibilité;
- Nouvelles règles concernant l'octroi de contrats professionnels.

Revenu Québec souhaitait également faire connaître son offre de services aux entreprises, notamment ses formations sur la taxation et sur l'impôt des sociétés, offerte en collaboration avec les CLD et les CDEC.

5. Tour de table

OPHQ

- Les plans quinquennaux ministériels établis en 2009 dans la foulée de l'adoption de la politique À part entière, prendront fin sous peu. Les négociations avec les ministères et organismes gouvernementaux commenceront cet automne en vue de l'élaboration d'un second plan d'action quinquennal. M^{me} Delvoye invite les membres à prendre connaissance du Plan global de mise en œuvre de la politique qui pourrait faire l'objet d'une présentation à la CAR.

- Des liens sont à faire entre les préoccupations relatives aux personnes handicapées et le rapport Montréal=Familles.

Revenu Québec

- Le groupe de travail pour l'allègement réglementaire et administratif a travaillé sur deux mesures particulières :
 - Depuis le 18 février 2013, les particuliers en affaires peuvent s'inscrire aux fichiers de la TPS et de la TVQ par téléphone ou demander à une autre personne de le faire pour eux. À partir de janvier 2014 les sociétés pourront se prévaloir de ce même mode pour s'inscrire.
 - Revenu Québec s'est engagé à promouvoir ses séances d'information auprès des associations d'entreprises, des ordres et associations professionnels, et des associations populaires ou socio-économiques. Chaque année Revenu Québec offre plus de 200 conférences, certaines en collaboration avec l'ARC. Ces séances d'information portent majoritairement sur le démarrage d'entreprise, la perception des taxes par les OBE/OSBL et par les organismes publics, et les demandes de crédit d'impôt RS-DE (recherche scientifique et développement expérimental).

MESS

- La phase finale des modifications réglementaires proposées à l'aide sociale a été amorcée. Les clients sollicités pour regagner le marché du travail ont été rejoints.
- L'intégration de Services Québec et d'Emploi-Québec se poursuit.

MRN

- Les consultations sur les enjeux énergétiques du Québec ont cours. Deux journées de consultation se sont tenues à Montréal, les 18 et 19 septembre et une journée supplémentaire a été ajoutée le 11 octobre.
- Le projet de pipeline d'Enbridge est en évaluation.
- Les projets de loi sur les hydrocarbures et sur les mines cheminent.
- Avec la Charte du bois, le gouvernement souhaite relancer le secteur du bois tant sur le plan de la construction que de la transformation.

CSPQ :

- Le CSPQ poursuit le développement de formations et compte cibler le milieu municipal.

MDDEP :

- BPC à Pointe-Claire : le site de Reliance est maintenant sécurisé. Un appel d'offres sera lancé afin d'amorcer les travaux de décontamination. Lac-Mégantic : La caractérisation est presque finie à Lac-Mégantic. Les rives seront à nettoyer. Déversement de mazout à Sept-Îles : les opérations de récupération et de nettoyage sont amorcées.
- Un nouveau système de sanctions administratives pécuniaires a été instauré. Les directeurs du Centre de contrôle environnemental du Québec (CCEQ) pourront donner une contravention variant de 1000 \$ à 10 000 \$ à une personne ou une entreprise fautive. Les possibilités d'intervention sont maintenant dans l'ordre : l'avis de non-conformité, la sanction administrative pécuniaire et le recours pénal.

MAMROT

- Les négociations sur le renouvellement du pacte fiscal avec les municipalités, qui prendra fin le 31 décembre 2013, ont été reportées à 2014, compte tenu du contexte électoral. Des négociations reprendront en vue de conclure une nouvelle Entente Québec-municipalités. Entretemps, certaines mesures ont été reconduites.
- Dans le cadre des élections municipales, une campagne de communication a été élaborée pour inciter les femmes, les jeunes et les personnes issues des communautés culturelles à poser leur candidature (voir le site www.electionsmunicipales.gouv.qc.ca). L'intervention du Directeur général des élections vise plutôt la participation au vote.
- Les élections municipales et à la préfecture de la MRC du Lac-Mégantic ont été reportées dans le cadre du projet de loi 57.

MCC

- L'entente avec la ville de Montréal sur le développement culturel s'est conclue en juin dernier. Elle est assortie d'une somme de 191 M\$ pour les années 2012 à 2015, dont 98 M\$ proviennent du MCC. Une brochure sur l'entente pourrait être présentée aux membres de la CAR.

- Plusieurs de projets d'immobilisation sont à l'étude ou en réalisation :
 - Projets de legs dans le cadre du 375^e anniversaire de Montréal : LIEU culturel et artistique des Premiers Peuples, Musée Pointe-à-Callière, projet Cité Mémoire de Montréal en histoires.
 - Bibliothèques du XXI^e siècle : bibliothèque Marc-Favreau (Rosemont-La petite Patrie) bibliothèque Du Bois (Vieux-St-Laurent), bibliothèque de Pierrefonds, bibliothèque Le Prévost (Villeray).
 - Relocalisation de la Maison Théâtre, du Vivier ainsi que de l'Adresse des métiers d'arts.

CRÉ de Montréal

- La CRÉ a subi une coupe équivalant au tiers de son budget, mais elle maintient ses activités. Le SRM l'accompagne pour en atténuer les effets.
- Renégociation d'ententes spécifiques : avec le CALQ, en immigration, en tourisme. Elle compte poursuivre les démarches avec le MRN.
- CRÉ a mis en place un groupe de travail sur l'iniquité interrégionale en vue de documenter les effets sur les milieux de même que les effets « domino ». Un rapport est attendu d'ici la fin du mois.
- Le 3 décembre se tiendra la Soirée des partenaires, sous forme de 5 à 7 au Planétarium.
- La réélection des membres élus de la CRÉ aura lieu en février 2014.
- Excellence sportive de l'île de Montréal (ESÎM) : le projet est toujours en négociation. La ville de Montréal a confirmé son soutien financier et les discussions vont bien avec le gouvernement fédéral.

MAPAQ

- La politique de souveraineté alimentaire a été dévoilée le 16 mai dernier. Cette politique contient trois objectifs principaux et des plusieurs mesures dont des mesures législatives en vue de mieux protéger les zones agricoles et rendre plus difficile l'achat de terres par des étrangers.
- Le 22 août, le ministère du Québec et le gouvernement fédéral ont annoncé l'octroi d'un budget de 300 M\$ pour l'initiative à frais partagés «Cultivons l'avenir 2» au profit des secteurs agricole et de la transformation alimentaire.
- Concertation et participation à des groupes de travail : le MAPAQ poursuit sa participation au Comité permanent sur l'agriculture urbaine (consultation de l'OCPM sur une initiative citoyenne), au Plan de développement de la zone agricole (PDZA, s'inscrit dans PMAD avec l'agglomération de Montréal), au plan de développement d'un système alimentaire durable et équitable de la collectivité montréalaise.

MF

- Développement des places à contribution réduite dans les garderies : Annonce de 2 000 nouvelles places à l'automne pour porter le nombre de places à contribution réduite à 4 000 d'ici 2016. La mise en place de comités consultatifs est en planification.
- Plan de mobilisation régional : Le MF souhaite rencontrer les promoteurs en collaboration avec la Ville de Montréal.
- Développement des garderies non subventionnées : Ce développement n'est pas planifié et crée donc des pressions sur le ministère et les arrondissements.

SHQ :

- Madame Béliveau est la nouvelle représentante de la SHQ à la CAR.
- Plan d'action 2013-2014 prévoit la mise en place de nouvelles applications informatiques, de nouveaux modèles de financement, et une modernisation de nos programmes pour mieux répondre aux besoins de la clientèle.
- Projet pilote de 40 unités avec ossature en bois à la Cité verte de Québec, notamment afin d'en évaluer l'efficacité énergétique.

MFE :

- Projet de loi sur la Banque de développement économique du Québec : le gouvernement reviendra avec un nouveau projet en novembre.
- La nouvelle Politique industrielle sera annoncée incessamment.
- Le Plan d'action pour l'entrepreneuriat de Montréal pourrait faire l'objet d'une présentation à la CAR. Une copie du plan a été remise au ministre Lisée.

Ville de Montréal :

- La Ville de Montréal salue le dévoilement du Rapport Montréal=Familles, surtout qu'il s'agit d'une initiative portée par le gouvernement.
- Entente Québec – Municipalité de 45 M\$, crédit de taxes.
- Le financement du transport actif et collectif devra être discuté. Ce sujet concerne la région métropolitaine. Il y a un besoin de concertation avec le gouvernement fédéral sur différents enjeux : le pont Champlain, SLR, péage.
- Régimes de retraite (Rapport D'Amours) : Le coût des régimes de retraite est estimé à 510 M\$ dans le budget 2014 de la Ville. Les régimes des policiers et des pompiers cumulent la moitié de ce montant, alors qu'ils représentent seulement le tiers des effectifs. La Ville nécessite l'aide du gouvernement à cet égard en vue de mieux répartir les coûts entre la Ville et ses employés.
- La Ville est préoccupée par la Loi sur les mines.
- Charte de la Ville de Montréal : un omnibus n'est pas prévu à l'automne par le MAMROT alors que la Ville souhaitait apporter certains changements à sa Charte.
- La Ville a participé aux interventions à Lac-Mégantic et va continuer à supporter la demande en matière de sécurité civile. La capacité d'agir de la Ville pourrait être augmentée en obtenant certains pouvoirs habilitants.
- Le nouveau Plan Chantiers Canada du gouvernement fédéral s'élève à 53 G\$ sur 10 ans, dont 47 G\$ en nouveaux fonds. Le fédéral a fait récemment une annonce relative au métro de Toronto alors que la Ville de Montréal est notamment en demande à l'égard du transport collectif.
- Le réseau d'égouts montréalais ne peut suffire lors d'épisodes de pluies diluviennes notamment dans le contexte des changements climatiques. Elle examine la possibilité d'installation de systèmes de rétention pour les toits plats. La Ville aimerait connaître les partenaires gouvernementaux qui pourraient se joindre à cette initiative (habitation, aménagement, réglementation).

SRM :

- Immeubles excédentaires du CHUM et du CUSM : Un comité interministériel a été mis en place regroupant le MSSS, le SRM, la SIQ, le MCC, la Ville de Montréal, le CHUM et le CUSM. Un rapport est attendu en mars 2014.

6. Planification d'une nouvelle rencontre de la CAR en 2013-2014 et fin de la rencontre.

Les prochaines rencontres auront lieu le 26 novembre 2013 et le 11 février 2014.

La rencontre est levée à midi.

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE MONTRÉAL

Date : 26 novembre 2013

Heure : 9 h à 12 h

Ministère des Transports du Québec, 500, boul. René Levesque O, salle 3.010

ORDRE DU JOUR PROPOSÉ

- | | | |
|----|--|---------|
| 1. | Mot de bienvenue du Secrétaire général associé à la région métropolitaine | 9 h 00 |
| 2. | Adoption des faits saillants de la rencontre du 24 septembre 2013 | 9 h 05 |
| 3. | Présentation sur la Politique industrielle du Québec et portrait de la vitalité économique de Montréal
<i>Par monsieur Dieudonné Elia-Gyona du ministère des Finances et de l'Économie</i> | 9 h 10 |
| 4. | Présentation de l'investissement pour la mise en place des mesures préférentielles par bus
<i>Par madame Lucie Tremblay, directrice du développement territorial du Secrétariat à la région métropolitaine, en collaboration avec le ministère du Transport</i> | 9 h 55 |
| 5. | Présentation de l'Entente sur le développement culturel de Montréal
<i>Par monsieur Sylvain Provost, coordonnateur des projets spéciaux et des alliances du ministère de la Culture et des Communications</i> | 10 h 10 |
| 6. | Pause | 10 h 25 |
| 7. | Tour de table | 10 h 40 |

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE MONTRÉAL

FAITS SAILLANTS DE LA RENCONTRE DU 26 NOVEMBRE 2013

Ministère des Transports du Québec
500, boulevard René-Lévesque Ouest, salle 3.010, Montréal

SONT PRÉSENTS

M ^{mes}	Peggy Bachman Barbara Béliveau Claudine Delvoye Marie-Claire Dumas Majida El Mrabet Lucie Tremblay	Ville de Montréal Société d'habitation du Québec (SHQ) Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ) CRÉ de Montréal Immigration et Communautés culturelles (MICC) Conseil exécutif – Secrétariat à la région métropolitaine (MCE – DDT)
MM.	Hubert de Nicolini Jean-Philippe Détolle Dieudonné E. Oyono Nicolas Froger Jacques Lauzon Vincent Lehouillier James Mangano Fadi Moubayed François Perron Sylvain Provost Mourtala Salha Didier Toni	Conseil exécutif-Secrétariat à la région métropolitaine (MCE – DDECS) Ressources naturelles (MRN) Finances et Économie (MFE) Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire (MAMROT) Ville de Montréal Agence de la santé et des Services sociaux de Montréal (ASSSM) Revenu (MRQ) Transport Québec (MTQ) Agriculture, Pêcheries et Alimentation (MAPAQ) Culture et Communication (MCC) Finances et Économie (MFE) Emploi, Solidarité sociale (MESS)

SONT ABSENTS

M ^{mes}	Hélène Binette Astrid Coulombe Martine Faille Choghik Kirakosian Francine Lacroix Lorraine Rochon	Culture et Communication (MCC) Services Québec Immigration et Communautés culturelles (MICC) Revenu (MRQ) Tourisme Québec (MFE-TQ) Conseil du statut de la femme (CSF)
MM.	André B. Lemay Carle Bernier-Genest Jean-Marc Bissonnette Sébastien Bolté Simon-Robert Chartrand Francis Culée Gilles Desgagnés Agop Evereklian Daniel Gagné Pierre Gaucher François Gaudreau Sébastien Lanthier André Lavallée	Ressources naturelles (MRN) Conférence régionale des élus de Montréal (CRÉ) Ville de Montréal Développement durable, Environnement, Faune et Parcs (MDDEFP) MRI – Cabinet du ministre Lisée Éducation, Loisir et Sport (MELS) Sécurité publique (MSP) Ville de Montréal Finances et Économie (MFE) Famille (MF) Agriculture, Pêcheries et Alimentation (MAPAQ) Relations internationales, Francophonie et Commerce extérieur (MRIFCE) Conseil exécutif, secrétaire général associé à la région métropolitaine (MCE)

INVITÉS

M ^{me}	Mélyssa Dubois	Secrétaire de la CAR, MCE-SRM (SRM – DDECS)
-----------------	----------------	---

1. Mot de bienvenue

Monsieur Hubert de Nicolini, directeur du développement économique, culturel et social au Secrétariat à la région métropolitaine, souhaite la bienvenue aux membres de la CAR.

2. Adoption de l'ordre du jour et des faits saillants des dernières rencontres

- 7 février 2013 : les faits saillants sont adoptés.
- 24 septembre 2013 : les faits saillants sont adoptés, sous réserve des modifications que Revenu Québec et la SHQ feront parvenir au SRM.

3. Présentation sur la Politique industrielle du Québec et portrait de la vitalité économique de Montréal

Présentation par M. Dieudonné E. Oyono, du ministère des Finances et de l'Économie, de la Politique industrielle québécoise 2013-2017, *Priorité Emploi*, qui s'inscrit parmi les quatre initiatives stratégiques de la politique économique annoncée par le gouvernement (les autres étant : la Politique nationale de la recherche et de l'innovation, le Plan de développement du commerce extérieur et la Stratégie d'électrification des transports).

Dans le cadre de la Politique industrielle, le gouvernement consacrera plus de 1 milliard de dollars additionnels au soutien du secteur manufacturier d'ici 2017, pour un total de plus de 2 milliards de dollars en incluant les programmes et mesures en cours.

M. Oyono détaille chacun des trois axes de la Politique :

- Des entreprises vertes et modernes
- L'émergence de nouveaux fleurons
- L'innovation : de l'idée à la commercialisation

Un comité consultatif a été mis en place pour la mise en œuvre de la Politique, présidé par la ministre Zakaïb.

La présentation sera transmise aux membres de la CAR et M. Oyono souligne de ne pas hésiter à communiquer avec lui pour plus de détails.

Ensuite, M. Mourtala Sahla, également du MFE, présente le Portrait de la vitalité économique de Montréal. Ce portrait, élaboré dans le cadre de la Politique industrielle et duquel découleront les choix pour la région, est en cours de réalisation et fait l'objet de consultations auprès des partenaires. La version préliminaire présentée sera transmise aux membres pour commentaires et ajouts.

Le portrait se divise en quatre sections : un portrait général de la vitalité économique, des indicateurs de la vitalité économique, les particularités et disparités intrarégionales et les avantages comparatifs de la région (forces, faiblesses, opportunités).

Au cours de la discussion, le SRM souligne que pour être plus parlantes, les comparaisons présentées dans le portrait devraient être faites avec le Québec sans Montréal, puisque la présence de Montréal influence grandement les résultats du Québec en entier.

Il est également demandé de préciser dans les données présentées dans le portrait s'il est question de la CMM, de la RMR ou de l'île de Montréal.

Aussi, comme il y a beaucoup d'entreprises de très petite taille (1 à 9 employés) à Montréal, on s'interroge sur la stratégie des nouveaux fleurons qui en favorisera certaines. Est-ce que cela risque de créer un réseau concurrentiel où plusieurs entreprises pourraient souffrir du soutien accordé à certaines autres? Le MFE convient que c'est un facteur à prendre en compte, un risque à évaluer. Il précise que plusieurs paramètres seront examinés dans la sélection des entreprises à soutenir, dont la première liste devrait paraître à la fin janvier.

L'équipe du MFE est félicitée pour le travail accompli en un très court échéancier.

4. Présentation de l'investissement pour la mise en place des mesures préférentielles par bus (MPB)

Cette présentation est réalisée par madame Lucie Tremblay, directrice du développement territorial au Secrétariat à la région métropolitaine, en collaboration avec monsieur Fadi Moubayed, directeur de la Direction de l'île-de-Montréal du ministère des Transports. Pour accompagner la présentation des grandes lignes de cet investissement, des copies du communiqué de presse et d'une carte de la région métropolitaine présentant les mesures sont remises aux participants.

Le déploiement des MPB se concrétisera par la mise en place de voies réservées, de feux prioritaires et de stationnements réservés visant à diminuer le temps de parcours par bus. La création d'un comité conjoint (SRM – MTQ), en collaboration avec les sociétés de transport (STM, Réseau de transport de Longueuil, AMT), a permis d'identifier des projets à déploiement rapide d'ici les trois prochaines années incluant 2013-2014. Ces projets seront financés à 100 % par le gouvernement (au lieu de 75 %) jusqu'à concurrence de 7 M\$ et permettront de doubler le nombre de voies réservées d'ici 2016. Les mesures doivent être proposées et mises en œuvre par les sociétés de transport, qui doivent les exploiter et les entretenir.

Les projets prévus pour après 2016 sont plus lourds et susceptibles de ne pas être financés à 100 %. À titre d'exemple, le SRB Pie-IX, un projet dépassant les fonds de 7 M\$, ne sera pas réalisé avant 2016 et ne sera pas admissible à la subvention de 100 %.

On constate sur la carte remise que rien n'est prévu pour la couronne nord pour l'instant. Toutefois, le programme n'étant pas fermé, le budget n'est pas limité à ce qui est présenté sur la carte. Toutes les régions peuvent donc proposer des mesures. On précise en outre que, contrairement aux annonces de Mobilité Montréal, ces mesures seront permanentes.

5. Présentation de l'Entente sur le développement culturel de Montréal

Monsieur Sylvain Provost, coordonnateur projets spéciaux et alliances à la Direction de Montréal du ministère de la Culture et des Communications présente l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2012-2015.

L'entente de 200 M\$ entre la Ville de Montréal et le MCC est la 14^e entente consécutive en 33 ans. Elle comprend 4 axes :

- a. la mise en valeur du patrimoine (75,5 M\$)
- b. l'accès à la culture (12,5 M\$)
- c. la consolidation du réseau des bibliothèques (69,3 M\$)
- d. le Forum des équipements culturels (34,1 M\$)

L'Entente est une structure modulable qui permet d'intervenir de façon ciblée. Par exemple, il est possible d'intervenir spécifiquement dans des quartiers ou des arrondissements qui ont des besoins particuliers de vitalité culturelle, ce qui pourrait notamment s'inscrire dans le cadre de Montréal = familles.

Une question est soulevée à propos des actions prévues pour l'Est de Montréal. L'Entente manifeste effectivement une volonté de déployer la culture dans les arrondissements, notamment via le réseau des bibliothèques ainsi que les maisons de la culture.

Par ailleurs, l'OPHQ soulève l'enjeu de l'accessibilité de la culture aux personnes handicapées. L'Entente vise nommément différentes clientèles comme les jeunes, les personnes autochtones et les membres des communautés culturelles, mais il serait intéressant de cibler également les personnes handicapées, puisque la culture peut être un bon véhicule pour favoriser la participation citoyenne des personnes handicapées. Le MCC précise notamment que les nouvelles bibliothèques en tiennent compte et sont rendues accessibles à tous.

Une brochure présentant l'Entente sera transmise aux membres de la CAR.

6. Tour de table

MFE

- Une tournée des partenaires est actuellement en cours pour présenter la Politique industrielle. L'Inter-CDEC a déjà été rencontré, l'Inter-CLD sera rencontré le 3 décembre.
- Le MFE a participé le 16 novembre dernier au lancement, avec la CRÉ de Montréal et le MICC, de l'initiative Entreprendre ici, pour favoriser l'entrepreneuriat immigrant à Montréal.
- L'identification des entreprises prometteuses dans le cadre de la Politique industrielle (les gazelles) est en cours.
- Finalisation du portrait de la vitalité économique de Montréal, les commentaires des membres de la CAR sont demandés.
- Une approche commune visant des gains d'efficacité est en développement avec Emploi-Québec. Elle est prévue pour avril-mai 2014.

Revenu Québec

- Étudie la possibilité de donner des sessions d'information pour les entreprises en démarrage, en partenariat avec les CLD.
- Poursuite des travaux pour l'inscription par téléphone pour la TPS/TVQ.
- Une formation a été offerte aux chauffeurs de taxis.

MRN

- Les consultations sur les enjeux énergétiques du Québec sont terminées. Le rapport sera publié d'ici au 31 décembre 2013.
- Mise en place du programme ÉcoPerformance, qui vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre et la consommation énergétique des entreprises.
- Le projet de loi sur les mines est susceptible de ressortir avant la fin de la session parlementaire.
- Milieu forestier : étude en cours des conclusions du sommet sur l'avenir du secteur.
- Renouvellement de l'entente avec la CRÉ : en attente auprès des autorités.

OPHQ

- Échanges en cours afin d'identifier des engagements qui pourront être pris par les MO dans le cadre de l'élaboration du Plan des engagements gouvernementaux 2014-2019 qui vise à assurer la mise en œuvre de la politique gouvernementale À part entière. Une proposition devrait être présentée à la ministre Hivon en décembre pour adoption par le Conseil des ministres au printemps.
- Le 3 décembre est la Journée internationale des personnes handicapées. Les membres de la CAR sont invités à utiliser les outils de promotion disponibles sur le site Web de l'OPHQ afin de sensibiliser leur personnel.

MAPAQ

- Le MAPAQ poursuit sa participation au Comité permanent sur l'agriculture urbaine (consultation de l'OCPM sur une initiative citoyenne), au Plan de développement de la zone agricole (PDZA, s'inscrit dans PMAD avec l'agglomération de Montréal) et au Plan de développement d'un système alimentaire durable et équitable de la collectivité montréalaise.

MESS

- Une aide financière de 4 M\$ sur trois ans a été accordée à Bombardier Aéronautique pour des programmes de formation de son personnel dans la région de Montréal.
- Présentation du 3^e pilier du gouvernement, La solidarité : une richesse pour le Québec, bonifiant notamment l'aide financière aux personnes seules et le financement des organismes communautaires.
- Les membres de la CAR sont invités à visiter la nouvelle version du site Web.

MAMROT

- Retour sur les élections municipales qui ont eu lieu dans 1 103 municipalités et pourvu 6 900 postes de conseillers. 13 000 personnes avaient posé leur candidature. 4 400 ont été élus sans opposition. Plus de femmes ont été élues, elles représentent 30 % des élus (17 % des maires et 32 % des conseillers). Augmentation du nombre de jeunes maires, 21 ont moins de 35 ans, comparativement à 16 en 2009. L'âge moyen des élus a augmenté, il est de 53 ans. La tranche des 55-64 ans représente 32 % de tous les élus. Le taux de participation a été d'environ 50 %. Il a été de 42 % à Montréal, une augmentation de 3 % par rapport à 2009.
- Suite aux élections, le Guide d'accueil et de référence pour les élus a été mis à jour sur le site Web.
- Les MRC ayant jusqu'au 12 mars 2014 pour se conformer au Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD) par l'adoption d'un règlement de concordance, le ministère est susceptible de recevoir beaucoup de documents avant les Fêtes, qu'il faudra commenter. Les M/O auront 120 jours pour se prononcer, 60 jours s'il s'agit de modifications majeures.
- Les négociations sur le renouvellement du pacte fiscal avec les municipalités devraient reprendre dans les prochaines semaines.
- Plus de détails lors de la prochaine rencontre au sujet des travaux devant mener à un avant-projet de loi sur la décentralisation.

MICC

- Présentation du Plan d'immigration du Québec pour l'année 2014. Un document synthèse est remis aux participants. L'objectif d'admission de personnes immigrantes est inférieur à celui de l'année 2013.
- Présentation du Plan d'action pour la francisation et l'intégration des personnes immigrantes Un Québec fort de son immigration, qui se déploie en 6 axes et 24 mesures, prévoyant notamment un investissement de 13 M\$ pour des mesures en francisation. Ce plan d'action découle de la tournée nationale réalisée par la ministre en 2012-2013.

SHQ

- Monsieur Charles Larochelle est le nouveau PDG.
- L'organisme est impliqué dans le projet Montréal = familles et participe aux travaux.

- Les consultations ont débuté afin de définir la portée des travaux entourant une éventuelle politique nationale de l'habitation.

ASSSM

- En raison de la situation financière préoccupante, l'Agence travaille avec les établissements à définir des scénarios d'optimisation budgétaire.
- Priorisation du retour à domicile de la clientèle en fin de soins actifs afin d'éviter de bloquer des lits d'hôpitaux. Il s'agit souvent de personnes âgées en attente d'une place en hébergement dans le réseau.
- Modernisation des hôpitaux : ouverture du campus Glenn du CUSM prévue pour 2015. Une stratégie de communication doit être développée. La capacité de lits sera inférieure, il est prévu de diriger une partie de la clientèle vers le 450.
- Plan stratégique 2015-2020 à élaborer, les membres de la CAR seront consultés.

CRÉ de Montréal

- L'Entente spécifique en immigration a été signée.
- Collaboration avec le MRN : souhaite renouveler l'entente le plus tôt possible parce que beaucoup de projets sont prévus.
- Discussions en cours pour le renouvellement de l'entente spécifique pour l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées, de l'entente spécifique sur la persévérance scolaire et de l'entente spécifique en économie sociale.
- Lancement en novembre de l'initiative Entreprendre ici.
- Lancement de la campagne Verdir, une offre consolidée de services aux entreprises afin de verdir la métropole par la plantation d'arbres et les pratiques innovantes telles que l'agriculture urbaine, le verdissement des toits, des murs, des stationnements, des cours d'école et des terrains privés.
- Après 2 ans de concertation, élaboration du Système alimentaire montréalais, un système alimentaire durable et équitable pour la région, traitant l'ensemble de la boucle, de la production au compostage. Une présentation pourra être faite lors d'une prochaine rencontre de la CAR.
- Lancement du projet l'Économie sociale, j'achète!
- Lancement, en collaboration avec le CEFRIQ, d'une unité mobile de formation numérique dans le secteur manufacturier.
- Le service Accueil Plus pour recevoir les étudiants internationaux à l'aéroport Montréal-Trudeau a été récompensé du prix Panorama pour un programme extraordinaire d'éducation internationale, offert par le Bureau canadien de l'éducation internationale (BCEI).
- Les membres de la CAR sont invités à la Soirée des partenaires qui se tiendra le 3 décembre au Planétarium.

MCC

- Publication du rapport Corbo sur l'avenir du réseau muséal québécois et du rapport Macerola sur les enjeux du cinéma québécois.
- Reconduction de l'entente triennale La culture à l'école en partenariat avec le MELS.

Ville de Montréal

- Très préoccupés par la situation du pont Champlain. Ce dossier doit faire l'objet d'une concertation et d'une solidarité à tous les niveaux, incluant la Ville.
- Création du poste d'inspecteur général : en attente pour voir si cela peut entrer dans le projet de loi n°64.
- Caisses de retraite : rencontre de la table Québec-municipalités le 15 décembre. L'urgence perdure, il faut arriver à une position commune pour faire avancer les négociations. Le problème touche particulièrement les pompiers et les policiers.
- Plan de mobilité durable : on s'attend à un dépôt rapide, il s'agit d'un dossier prioritaire. Il faudra trouver du financement pour les ponts et les tunnels. Il n'y a pas de financement depuis plusieurs années alors qu'un programme pour les routes rurales existe.
- Mesures d'urgence : des pourparlers sont en cours pour créer un réseau de communication radio entre les différents intervenants d'urgence. Ce réseau leur permettrait de communiquer directement entre eux sur le même réseau en situation d'urgence et serait accessible partout, même dans le métro ou les édifices en béton. Cependant, Urgences-santé ne voit pas la pertinence de changer de système. Les discussions sont en cours.
- Politique nationale de l'habitation : la Ville n'avait pas reçu de lettre à cet effet. Il semble y avoir eu une confusion entre les niveaux administratif et politique. On rappelle de toujours valider si le besoin est administratif ou politique.

- La Ville offre sa collaboration aux membres de la CAR s'ils pensent à des sujets pour lesquels elle pourrait intervenir davantage. Monsieur Jacques Lauzon serait la porte d'entrée. La Ville exprime le souhait de rendre la CAR plus collaborative et dynamique. Les demandes et initiatives sont bienvenues.

MTQ

- Occupés sur le dossier du pont Champlain à temps plein.
- Le MTQ applique les retombées de la Commission Charbonneau. De nombreuses améliorations sont en cours au niveau de l'organisation, de la gestion de projets notamment. Une panoplie de mesures sont en train d'être mises en place visant un resserrement du contrôle, la réappropriation de l'expertise, la recentralisation sur la mission du ministère qui compte redevenir expert, tant en transport routier que collectif. D'ici 5 ans, le MTQ sera très différent, et la direction de Montréal est au cœur du changement.

SRM

- Le comité interministériel pour les sites excédentaires a annoncé le 13 novembre la composition du groupe d'experts. Celui-ci fera des recommandations sur les scénarios les plus pertinents. Un premier rapport est attendu en décembre, le rapport final est prévu pour mars.
- Montréal = familles : le rapport publié en septembre a été transmis aux M/O pour voir comment les différentes pistes d'action pourraient prendre place. Une rencontre du comité interministériel a eu lieu la semaine dernière. Les membres ont manifesté une adhésion unanime sur l'enjeu et son importance. La rencontre a permis d'écarter certaines pistes, d'en raffiner plusieurs. Le comité de pilotage reste en place, il prendra notamment en charge certaines mesures. Une rencontre est prévue la semaine prochaine.
- Entente avec les CLD : pour la première fois, les CLD seront évalués sur l'atteinte de certaines cibles, conditionnelles à l'obtention d'un financement additionnel. Les 18 CLD de l'île de Montréal seront rencontrés la semaine prochaine avec la Ville.
- Rappel du rôle du SRM notamment avec l'exemple du projet de Politique en matière d'itinérance, pour laquelle le Secrétariat a voulu s'assurer que la métropole soit abordée spécifiquement, puisqu'il s'agit d'une problématique essentiellement montréalaise. Des commentaires semblables ont été émis dans le cas du Cadre de référence pour une action concertée en lutte contre la pauvreté.

7. Planification d'une nouvelle rencontre de la CAR en 2013-2014 et fin de la rencontre

La prochaine rencontre aura lieu le 11 février 2014.

La rencontre est levée à midi.

CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE DE MONTRÉAL

Date : 11 février 2014

Heure : 9 h à 11 h

Société d'habitation du Québec, 500, boul. René-Lévesque O., 5^e étage

ORDRE DU JOUR PROPOSÉ

- | | | |
|----|---|---------|
| 1. | Mot de bienvenue du secrétaire général associé à la région métropolitaine | 9 h 00 |
| 2. | Adoption des faits saillants de la rencontre du 26 novembre 2013 | 9 h 15 |
| 3. | Présentation du bilan de mi-étape du plan d'action égalité femmes hommes
<i>Par madame Johanne Dumont, sous-ministre adjointe au Secrétariat à la condition féminine</i> | 9 h 20 |
| 4. | Tour de table | 10 h 00 |
| 5. | Planification des rencontres de la CAR en 2014-2015 et fin de la rencontre | 11 h 00 |

Mardi, le 15 octobre 2013 à 9 h 30
Maison de l'Industrie, du Commerce et de l'Agriculture
1555, boulevard Chomedey, Laval
Salle internationale

PROJET D'ORDRE DU JOUR

- | | | |
|----|--|---------|
| 1. | Mot de bienvenue et présentation des objectifs de la rencontre | 9 h 30 |
| | <i>Par monsieur André Lavallée, secrétaire général associé à la région métropolitaine</i> | |
| 2. | Adoption des faits saillants de la rencontre du 14 février 2013 | 9 h 35 |
| 3. | Présentation de l'investissement pour la mise en place des mesures préférentielles par bus | 9 h 40 |
| | <i>Par madame Lucie Tremblay, directrice du développement territorial du Secrétariat à la région métropolitaine, en collaboration avec le ministère du Transport</i> | |
| 4. | Présentation du plan d'action de la Table d'action en entrepreneuriat de Laval (TAEL) | 9 h 55 |
| | <i>Par monsieur Anthony Lacopo, président de la TAEL</i> | |
| | Pause | 10 h 30 |
| 5. | Tour de table | 10 h 45 |
| 6. | Présentation de l'offre de services de Services Québec | 11 h 10 |
| | <i>Par monsieur Pierre Nadeau, directeur du Service du soutien à la prestation de services Laval</i> | |
| 7. | Rappel de la prochaine rencontre de la CAR de Laval -10 décembre 2013 et fin de la rencontre | 11 h 45 |

**MAISON DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE L'AGRICULTURE
1555, BOULEVARD CHOMEDEY, SALLE INTERNATIONALE**

SONT PRÉSENTS

M ^{mes}	Odile Béland	Transports (MTQ)
	Manon Caron	(CRÉ de Laval)
	Lucie Tremblay	Ministère du Conseil exécutif (MCE – SRM – DDT)
	Marilou Tremblay	Développement durable, Environnement, Faune et Parcs (MDDEFP)
	Caroline Coin	Ministère du Conseil exécutif (MCE – SRM – DDECS)
MM.	Philippe Bissonnette	Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. (MAMROT)
	François Perron	Agriculture, Pêcheries et Alimentation (MAPAQ)
	Jean-Marc Bricault	Immigration et Communautés culturelles (MICC)
	Pierre Hébert	Finances et Économie (MFE)
	André Lavallée	Ministère du Conseil exécutif (MCE-SRM)
	Daniel Parent	Emploi et Solidarité sociale (MESS)
	Pierre Nadeau	Services Québec
	Hubert de Nicolini	Ministère du Conseil exécutif (MCE – SRM – DDECS)
	Patrice Paquette	Éducation des Loisirs et des Sports (MELS)
	Pierre Pelletier	Ville de Laval
	Denis Fafard	Ville de Laval

SONT ABSENTS

M ^{mes}	Christine Beaudin	Familles (MF)
	Lorraine Rochon	Conseil du statut de la femme (CSF)
MM.	Alain Carrier	Agence de la Santé et des Services sociaux (ASSSL)
	Raynald Charrier	Société d'habitation Québec (SHQ)
	Gilles Desgagnés	Sécurité publique (MSP)
	Michel Viau	Cabinet du ministre de la Famille, responsable de la région de Laval
	François Laverdure	Emploi et Solidarité sociale (MESS)
	Raymond Leduc	Revenu Québec
	Gilbert Lepage	Culture et Communications (MCC)
	Serge Vaugeois	Ressources naturelles (MRN)

INVITÉS

M ^{me}	France Lajoie	MCE – SRM - Communications
M.	Anthony Lacopo	Table d'action en entrepreneuriat de Laval (TAEL)

1. Mot de bienvenue et présentation des objectifs de la rencontre

M. André Lavallée, secrétaire général associé à la région métropolitaine au MCE, souhaite la bienvenue aux membres de la CAR. Il mentionne l'enjeu des élections municipales qui induiront beaucoup de changement aux niveaux local et régional.

Hubert de Nicolini, directeur du Développement économique, culturel et social au Secrétariat à la région métropolitaine (SRM), présente l'ordre du jour détaillé.

2. Adoption des faits saillants de la rencontre du 14 février 2013

Les faits saillants sont adoptés.

3. Présentation de l'investissement pour la mise en place des mesures préférentielles par bus (MPB).

Cette présentation est réalisée par madame Lucie Tremblay, directrice du développement territorial du Secrétariat à la région métropolitaine en collaboration avec madame Odile Béland, directrice de la Direction de Laval-Mille-Îles du ministère des Transports. Madame Tremblay présente les grandes lignes de cet investissement. À cet effet, des copies du communiqué de presse et d'une carte de la région métropolitaine présentant ces mesures sont remises aux participants.

Les impacts de la congestion engendrent des frais de 1,4 M\$. Le déploiement des MPB se concrétisera par la mise en place de voies réservées, de feux prioritaires et de stationnements réservés. La création d'un comité conjoint (SRM – MTQ), en collaboration avec les sociétés de transport (STM, Réseau de transport de Longueuil, ATM), a permis d'identifier des projets à déploiement rapide d'ici les trois prochaines années incluant 2013-2014. Ces projets déposés par les sociétés de transports seront financés à 100 % par le gouvernement (au lieu de 75 %).

Concernant Laval, madame Béland précise que des mesures sont déjà existantes. Par exemple, sur l'A15, une partie de l'A19 et de l'A25. Pour 2014-2015, les mesures identifiées concerneront, entre autres, les boulevards Curé Labelle, Le Corbusier, et une partie de Concorde. Après 2016, il est prévu, entre autres, de compléter les mesures sur l'A19, le boulevard Concorde et d'en développer sur l'A13. Ces projets visent notamment à désengorger la couronne nord et à encourager les résidents à utiliser le métro.

4. Présentation du plan d'action de la Table d'action en entrepreneuriat de Laval (TAEL)

M. Anthony Lacopo, président de la TAEI, présente le plan d'action de la TAEI. Il rappelle que les Tables d'action en entrepreneuriat sont soutenues par le ministère des Finances et de l'Économie du Québec. Elles visent à favoriser l'émergence de projets qui consolident l'entrepreneuriat et le développement de la culture entrepreneuriale. À Laval, la Table d'action entrepreneuriat a été formée lors de sa première rencontre, le 12 novembre 2012.

- La région de Laval est passée du 5^e au 7^e rang parmi les régions administratives concernant le taux entrepreneurial des propriétaires d'entreprises dans la population entre 2001 et 2006.
- Taux d'entrepreneurs en fermeture d'entreprise le plus élevé parmi les 17 régions administratives.
- Pour le groupe 18-34 ans, les « intentions » arrivent au 3^e rang au Québec.
- Pour les immigrants, l'écart entre les « intentions » et le démarrage est 3 fois plus élevé que la moyenne du Québec

Plan d'action 2013-2015

Les membres de la TAEI ont retenu un enjeu pour leur plan d'action : diminuer l'écart entre « l'intention » et le « démarrage ».

Premiers livrables identifiés :

- Cartographie
Il s'agit d'établir un inventaire des ressources offrant des services en entrepreneuriat à Laval. Les travaux ont permis d'identifier 54 organismes dont 22 sont situés à Laval. La prochaine étape est l'analyse et l'établissement de constats. Les résultats de cette analyse seront présentés aux partenaires lors d'une rencontre prévue le 7 novembre prochain.
- Mettre en place un comité de support au démarrage.
- Revoir un gabarit de présentation vs Plan.
- Réaliser des campagnes de promotion auprès de clientèle ciblée.

Période de questions qui permet à monsieur Lacopo de préciser :

À la demande du MAPAQ, que les secteurs agricoles et alimentaires sont considérés au plan d'action. Et à la demande du SRM, de préciser que l'économie sociale est une formule qui intéresse de plus en plus d'entreprises. L'économie sociale est d'ailleurs représentée autour de la Table.

5. Tour de table

- | | |
|------------------------|--|
| Emploi-Québec | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Depuis, la dernière CAR a rédigé son plan d'action 2013-2014 après consultation de l'ensemble des partenaires. ▪ Planification stratégique sur le plan national : enjeux de l'immigration et de la démographie sur le marché du travail. ▪ Modifications au Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles. Il s'agit de modifications en matière d'aide financière de dernier recours, afin de renforcer l'incitation au travail et favoriser la participation au marché du travail de tous les bassins de main-d'œuvre. Ces modifications ont permis de revoir certaines règles d'admissibilité à l'allocation pour contraintes temporaires octroyée en raison de l'âge ou en raison de la garde d'un enfant d'âge préscolaire. Avec ces nouvelles mesures et un accompagnement adéquat, plus de 50 % des couples et 45 % des 54 ans et + se remettent en mouvement. ▪ Offrant tous deux des services à la population, Services Québec et Emploi-Québec unissent leurs forces : dorénavant Services Québec va offrir ses services dans les locaux d'Emploi-Québec. |
| Services Québec | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Participera au nouveau déploiement des services d'Emploi-Québec. ▪ Il s'intégrera au déploiement d'Emploi-Québec et les deux directions offriront des services à la population. |
| MELS | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le taux de sortie sans diplôme ni qualification à Laval est de 18,3 % et est similaire au taux moyen des commissions scolaires du Québec. Ce taux a diminué. En 2001-2002, il s'élevait à environ 25 %. ▪ Le taux de diplomation est demeuré stable. Laval occupe le 8^e rang (sur 17). ▪ Enfants issus de l'immigration : nouveau mode d'attribution des budgets visant une meilleure intégration. ▪ Élèves avec déficience : un nouveau programme est en élaboration. Sa sortie est prévue pour l'an prochain. ▪ Développement du programme d'histoire en 3^e secondaire. ▪ Effort financier pour la formation des éducatrices en services de garde. ▪ Une consultation sur le Livre vert (Loisirs) s'est tenue à Laval. Les enjeux relatifs à l'accessibilité ont été soulevés (transport et en immigration). ▪ Maternelle à 4 ans : la plupart des régions l'ont déjà mis en œuvre. ▪ Succès de la Semaine nationale de la lutte contre la violence. ▪ Vif succès du concours « Chapeau les Filles » : 1 lauréate nationale est de Laval. ▪ Madame Josée Desjardins remplacera monsieur Parent au poste de directeur régional. |

MTQ	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Gros travaux en cours sur le boulevard Saint-Martin (axe de Pie-IX), l'autoroute 25 et sur Cartier. ▪ Démarche de planification sur deux ans (2013 à 2015). ▪ Projets SRB pour accentuer l'utilisation du transport en commun (création de voies réservées). ▪ Protocole avec la Ville pour des murs antibruit. ▪ Éclairage 640. ▪ Recrutement intense au MTQ : création de poste d'ingénieur pour se réapproprier l'expertise en ingénierie. Une cinquantaine de postes se sont ouverts pour la région de Laval. Initiative visant à devenir une organisation apprenante (embauche de finissants pour les mettre en mode formation à la tâche, offres de stages dans les centres de services et partenariat avec les CÉGEPS).
MFE	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Souligne 2 annonces importantes du gouvernement : politique économique et parmi les 4 initiatives stratégiques annoncées dans cette politique, la politique industrielle québécoise. L'enjeu principal de cette politique est la création d'emploi. ▪ Politique industrielle : <ul style="list-style-type: none"> – il faut hausser la productivité des entreprises par la mise en œuvre de mesures à court terme (crédits d'impôt); – il faut augmenter les exportations; – il faut augmenter le nombre d'entreprises intermédiaires (chiffres d'affaires ≤ 2 M\$) avec notamment l'initiative du plan régional d'intervention en entreprises. Il est prévu de préparer un portrait de la vitalité économique de la région. De plus, une démarche visant à identifier 15 à 20 entreprises prometteuses en concertation avec les partenaires (MFE-IQ-CLD, ...) sera amorcée.
CRÉ	<ul style="list-style-type: none"> ▪ La majorité des budgets annoncés seront disponibles pour 2014-2015 à 2016-2017. ▪ Planification stratégique 2013-2018 : les consultations se sont terminées avec une participation importante des partenaires. La démarche d'élaboration a fait l'objet d'un Forum. Ce PQD 13-18 a été approuvé par le CA de la CRÉ en septembre dernier. Ce plan sera lancé en janvier avec une nouvelle administration municipale. La CRÉ anticipe beaucoup de changement. De la formation sera nécessaire pour les nouveaux élus qui siégeront à la CRÉ. ▪ Le bilan du PQD 2008-2013 est en cours de réalisation et sera mis prochainement en ligne. <p>Point sur le suivi des différentes ententes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Entente de partenariat sur la persévérance scolaire : Réunir-Réussir conclut pour deux ans. ▪ Entente spécifique en économie sociale Laval arrive à échéance en 2013. Les activités pour la semaine de l'économie sociale sont en cours de préparations. ▪ Entente spécifique sur l'immigration 2013-2018 est en voie de finalisation.
MDDEFP	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Madame Marilou Tremblay est en poste depuis juin. ▪ 2 projets de règlements qui concernent le prélèvement, la protection et l'assainissement des eaux. ▪ Très sollicité au niveau médiatique sur les sujets : Lac Mégantic et le terrain de Reliance à Pointe-Claire. ▪ Publication d'un décret à Laval pour le respect des cotes de crues. ▪ Tous les règlements découlant de la Loi sur la qualité de l'environnement (LQE) ont été harmonisés avec les sanctions pénales et administratives prévues par la LQE. Des travaux ont été menés permettant l'application des pénalités administratives.
MICC	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Entente spécifique en immigration sur le point de se conclure. ▪ Avec le CSSS, création d'un comité de veille pour la clientèle immigrante. ▪ En septembre dernier, Diane de Courcy a annoncé le plan quinquennal du MICC pour les cinq prochaines années. 24 mesures sont prévues et visent la francisation et l'intégration. Conférence de la ministre déposée sur le site Web. ▪ Collaboration avec le MESS pour arrimer les stratégies. ▪ Le MICC reçoit beaucoup d'appels sur le dossier de la charte des valeurs, mais ce dossier relève du ministère de Bernard Drainville. Il réfère les demandeurs au site Web. ▪ le site d'immigration a été amélioré cet été pour en faciliter l'usage pour les internautes avec une emphase sur l'immigration. ▪ Sur le service en ligne de francisation, ajout d'un module de français avancé et de trois modules traitant de domaines spécifiques (santé, affaires, génie). ▪ Modification des liens avec les partenaires communautaires visant une harmonisation des pratiques, l'amélioration des performances et des outils du service à la clientèle.

MAPAQ	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Politique de souveraineté alimentaire annoncée en mai dernier. Mise en place d'une table des partenaires ▪ Les gouvernements provinciaux et fédéral de l'Agriculture se sont entendus sur le nouveau cadre stratégique, Cultivons l'avenir 2, d'une durée de cinq ans (2013-2018). Le budget est de 300 M\$ et financera différents programmes : Innovation, mise en marché de proximité. ▪ Médaille du mérite agricole : beau résultat à Laval.
MAMROT	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Support aux élections municipales en incitant les citoyens à poser leur candidature (campagne promotionnelle), en effectuant le suivi des résultats des élections, en développant un guide pour les futurs élus, etc. Ce dossier se fait en collaboration avec le DGE.
SRM	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Adoption de la loi-cadre en économie sociale. ▪ Élabore avec le MAMROT un plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat collectif. ▪ Publication du Rapport Montréal=Famille. ▪ Stratégie d'électrification des transports. ▪ Suivi des élections en surveiller les enjeux territoriaux des plateformes électorales. ▪ Dossier des sites excédentaires du réseau de la santé – mise en place d'un comité interministériel.
Ville de Laval	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Poursuite du schéma d'aménagement de Laval, pièce majeure à laquelle se greffent des plans spécifiques. Il s'agit d'un document rassembleur dans le cadre des prochaines élections.
Service Québec	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Dans le cadre de l'intégration des services avec ceux d'Emploi-Québec, la ligne d'affaires de Service Québec va demeurer la même.

6. Présentation de l'offre de service de Services Québec

Monsieur Pierre Nadeau, directeur du Service du soutien à la prestation de services Laval, présente l'offre de services de Services Québec. Sont abordés dans cette présentation les points suivants : mission, historique, offre de services (clientèles ciblées, domaines des services, modes de prestations et détails).

7. Fin de la rencontre

La prochaine rencontre de la CAR de Laval aura lieu le mardi 10 décembre 2013.

Mardi, le 10 décembre 2013 à 9 h 30
Maison de l'Industrie, du Commerce et de l'Agriculture
1555, boulevard Chomedey, Laval
Salle internationale

PROJET D'ORDRE DU JOUR

- | | | |
|----|--|---------|
| 1. | Mot de bienvenue et présentation des objectifs de la rencontre
<i>Par monsieur André Lavallée, secrétaire général associé à la région métropolitaine</i> | 9 h 30 |
| 2. | Adoption des faits saillants de la rencontre du 15 octobre 2013 | 9 h 35 |
| 3. | Tour de table | 9 h 40 |
| 4. | Présentation de la Politique de souveraineté alimentaire
<i>Par monsieur François Perron, Directeur, Direction régionale de Montréal-Laval-Lanaudière, ministère de l'Agriculture, Pêcheries et Alimentation du Québec</i> | 10 h 05 |
| | Pause | 10 h 35 |
| 5. | Présentation sur la Politique industrielle québécoise 2013-2017, Priorité Emploi
<i>Par monsieur Pierre Hébert, Directeur, Direction régionale de Laval, ministère de l'Économie et des Finances</i> | 10 h 45 |
| 6. | Présentation de l'offre de service en formation du Centre de services partagés du Québec
<i>Par monsieur Stéphane Hardy, responsable de la formation et du développement, Bureau régional du Grand Montréal, Direction des services aux régions, vice-présidence aux ressources humaines, Centre de services partagés du Québec</i> | 11 h 15 |
| 7. | Rappel de la prochaine rencontre de la CAR de Laval –20 février 2014 et fin de la rencontre | 11 h 45 |

MAISON DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE L'AGRICULTURE
1555, BOULEVARD CHOMEDEY, SALLE INTERNATIONALE

SONT PRÉSENTS

M ^{mes}	Manon Caron	(CRÉ de Laval)
	Lucie Tremblay	Ministère du Conseil exécutif (MCE – SRM – DDT)
	Marilou Tremblay	Développement durable, Environnement, Faune et Parcs (MDDEFP)
	Caroline Coin	Ministère du Conseil exécutif (MCE – SRM – DDECS)
	Josée Desjardins	Éducation des Loisirs et des Sports (MELS)
MM.	Philippe Bissonnette	Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. (MAMROT)
	Yves St-Laurent	Transports (MTQ)
	Serge Vaugeois	Ressources naturelles (MRN)
	Silvio Manfredi	Agence de la Santé et des Services sociaux (ASSSL)
	François Perron	Agriculture, Pêcheries et Alimentation (MAPAQ)
	Raynald Charrier	Société d'habitation Québec (SHQ)
	Pierre Hébert	Finances et Économie (MFE)
	André Lavallée	Ministère du Conseil exécutif (MCE-SRM)
	Daniel Parent	Emploi et Solidarité sociale (MESS)
	Hubert de Nicolini	Ministère du Conseil exécutif (MCE – SRM – DDECS)

SONT ABSENTS

M ^{mes}	Christine Beaudin	Familles (MF)
	Josée Camarra	Conseil du statut de la femme (CSF)
MM.	Gilles Desgagnés	Sécurité publique (MSP)
	Michel Viau	Cabinet du ministre de la Famille, responsable de la région de Laval
	Serge Tétrault	Immigration et Communautés culturelles (MICC)
	François Laverdure	Emploi et Solidarité sociale (MESS)
	Raymond Leduc	Revenu Québec
	Gilbert Lepage	Culture et Communications (MCC)
	Pierre Nadeau	Services Québec (MESS)
	Pierre Pelletier	Ville de Laval

INVITÉS

Stéphane Hardy	Centre de services partagés du Québec
----------------	---------------------------------------

1. Mot de bienvenue et présentation des objectifs de la rencontre

M. André Lavallée, secrétaire général associé à la région métropolitaine au MCE, souhaite la bienvenue aux membres de la CAR. Il souligne la perception positive de l'opinion publique relativement aux élections municipales à Laval, la prochaine levée de la tutelle ainsi que la bonne situation financière de la ville.

Hubert de Nicolini, directeur du Développement économique, culturel et social au Secrétariat à la région métropolitaine (SRM), présente l'ordre du jour détaillé.

2. Adoption des faits saillants de la rencontre du 15 octobre 2013

Les faits saillants sont adoptés avec la correction demandée par Madame Tremblay du MDDEFP, soit, remplacer « pénalités administratives » par « sanctions administratives et pécuniaires ».

3. Tour de table

- | | |
|--------|--|
| MAMROT | <ul style="list-style-type: none">▪ Bonne collaboration avec la Ville.▪ Adoption prochaine du schéma d'aménagement de Laval en concordance avec le PMAD.▪ Le SRM propose que lors d'une prochaine rencontre, la Ville de Laval vienne présenter les grands enjeux d'aménagement de la municipalité. |
| MELS | <ul style="list-style-type: none">▪ Mise en œuvre de la Politique nationale de lutte contre le décrochage scolaire.▪ Chantier en cours visant le renouvellement de la Politique en matière d'éducation des adultes et de formation continue.▪ La consultation sur le Livre vert visant la modernisation de la politique nationale du sport et du loisir est terminée.▪ Réflexion engagée sur la gouvernance et le financement des commissions scolaires.▪ Investissement supérieur à 43 M\$ pour la région de Laval, notamment 22 M\$ consacrés à la construction d'écoles primaires, 8 M\$ pour des agrandissements et 8 M\$ pour des écoles plus saines. |

MDDEFP	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Organisation de formation pour les clientèles visées par l'entrée en vigueur des régimes de sanctions administratives et pécuniaires prévues aux règlements découlant de la Loi sur la qualité de l'environnement (LQE). ▪ Création par le ministre d'un comité consultatif sur les changements climatiques. ▪ Bonification du programme d'inspection entourant les BPC. ▪ Terrain de Reliance à Pointe-Claire : lancement d'un appel d'offres pour le retrait des matières dangereuses. ▪ Respect des cotes de crues : la Ville de Laval continue ses études. Le ministère est ouvert aux démonstrations qui seront produites par la Ville.
MRN	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Adoption, avec quelques modifications, de la Loi sur les Mines qui prévoit notamment : <ul style="list-style-type: none"> ▪ la production d'une étude d'opportunité économique et de marché pour la transformation du minerai au Québec avant d'accorder un bail minier; ▪ l'obligation d'associer les acteurs locaux et de consulter les communautés autochtones. ▪ Tenue d'un forum sur la forêt québécoise au Lac St-Jean portant sur la relance de l'industrie forestière.
ASSSL	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Consultation sur le projet d'une Politique nationale de prévention visant l'amélioration de la santé et de la qualité de vie de toute la population.
MTQ	<ul style="list-style-type: none"> ▪ La programmation en matière de travaux routiers devrait être approuvée en janvier. ▪ Dépôt du projet de loi sur l'Agence des infrastructures de transport du Québec. ▪ Depuis la CAR du 15 octobre dernier, il n'y a pas de nouvelles informations à présenter.
SHQ	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Nomination d'un nouveau président-directeur général à la tête de la SHQ, M. Charles Larochelle. ▪ Important projet de revitalisation du secteur Val-Martin comprenant un ensemble de 534 logements sociaux construits dans les années 1950, qui connaissent d'importants problèmes de moisissure. La construction de nouvelles unités est prévue afin de permettre de reloger les locataires (familles et aînés). 350 logements sont à rénover. ▪ Ce projet qui consiste à redessiner un quartier se réalise en collaboration avec la Ville de Laval et les organismes communautaires. Il est prévu une mixité d'usage. ▪ Le MELS rappelle l'importance de tenir compte de la clientèle scolaire et de la pression sur les écoles existantes. ▪ Le SRM souligne l'intérêt de travailler avec l'ensemble des partenaires (communautaires, municipaux, gouvernementaux). ▪ La SHQ propose de faire une présentation de ce projet aux membres de la CAR lors d'une prochaine rencontre.
Emploi-Québec	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Poursuite des travaux de consultation sur le plan d'action régionale. ▪ La région de Laval comprend 3 CLE qui desservent 12 000 personnes. ▪ Le bassin de clientèle est historiquement bas, mais la clientèle est de plus en plus difficile. ▪ Poursuite de l'intégration de Services Québec.
MFE	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Déménagement des bureaux de la direction régionale prévue en novembre 2014 (en recherche de locaux). ▪ Doit prendre position sur un projet de ligne de transport d'électricité de 735 kV d'Hydro-Québec. ▪ Travaille à la mise en œuvre de la Politique industrielle et notamment à établir, en collaboration avec Investissement Québec et le CLD, une liste d'entreprises prometteuses susceptibles de devenir les nouveaux fleurons du Québec.
CRÉ	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Sont en période de formation des nouveaux élus, administrateurs de la CRÉ. ▪ Tiendra sa prochaine assemblée en janvier avec une nouvelle administration. ▪ Lancement de l'Entente de partenariat sur le développement des coopératives jeunesse 2013-2015. ▪ Renouvellement de l'entente spécifique en économie sociale pour 2013-2014. ▪ Dévoilement le 17 décembre de l'entente spécifique en matière d'immigration pour la région de Laval totalisant des investissements de 3 125 000 \$ pour la période 2013-2018. ▪ Démarrage des travaux sur le plan d'action suite à la réalisation du plan de développement stratégique 2013-2018.

- MAPAQ**
- Annonce gouvernementale visant le déploiement d'un plan de commercialisation et de mise en valeur des vins québécois, en collaboration avec la SAQ.
 - Ce plan prévoit une aide spécifique pour le secteur viticole de 4,3 M\$ pour les trois prochaines années.
 - L'industrie du vin regroupe plus de 110 entreprises, qui génèrent des revenus de près de 80 M\$ annuellement. C'est aussi 1 600 emplois directs et indirects, avec des retombées économiques, dans toutes les régions du Québec, de plus de 125 M\$ pour l'ensemble du secteur.
- SRM**
- Suivi de la politique de la mobilité au MTQ.
 - Vient d'achever l'évaluation des 18 CLD et CDEC.
 - Prévoit travailler à l'harmonisation des critères d'évaluation dans le cadre de la nouvelle entente.
 - Participe à l'élaboration d'une politique en itinérance et du plan d'action gouvernemental en économie sociale.
 - S'assure que les objectifs et les actions prévues dans cette politique et ce plan d'action reflètent les réalités propres à la région métropolitaine.
 - Souligne la tenue de deux événements importants qui ont connu un important succès :
 - le Forum Innovation Aérospatiale 2013 du 2 au 4 décembre 2013. 250 personnes étaient présentes. Des retombées intéressantes en termes de réseautage sont anticipées;
 - le Forum stratégique sur les industries créatives organisé par la Chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM). Ces industries ont généré en 2012 des retombées économiques de 8,6 milliards de dollars et assuré le maintien de 91 500 emplois directs dans la métropole.

4. Présentation de la Politique de souveraineté alimentaire

M. François Perron, directeur, Direction régionale de Montréal-Laval-Lanaudière, ministère de l'Agriculture, Pêcheries et Alimentation du Québec présente les faits saillants de cette politique dévoilée en mai 2013. Cette politique vise à assurer la prospérité du Québec, à répondre aux aspirations des Québécois notamment en matière de santé et de développement durable.

Lors de cette présentation, il est fait mention :

- de la nouvelle tendance chez les jeunes de préférer les produits québécois;
- des projets pilotes en cours dans la région, notamment à Laval avec le réseau de la santé, les épiceries Métro dans Lanaudière et Montréal, mais que l'approvisionnement et les coûts demeurent un enjeu;
- des actions auprès des MRC pour préserver les zones agricoles et les valoriser (plans de développement des zones agricoles);
- des enjeux que constituent le secteur laitier et celui de la production animale.

5. Présentation sur la Politique industrielle québécoise 2013-2017, Priorité Emploi

M. Pierre Hébert, directeur, Direction régionale de Laval, ministère de l'Économie et des Finances présente les faits saillants de cette politique annoncée en octobre dernier. Lors de cette présentation, M. Hébert a notamment fait ressortir :

- la nécessité d'investir dans la productivité notamment dans le secteur manufacturier qui constitue 88 % des exportations du Québec et 12,5 % des emplois;
- le secteur manufacturier a du rattrapage à faire en matière de productivité par rapport à ses principaux partenaires commerciaux notamment à cause de la structure du secteur (beaucoup d'entreprises de petite taille), l'insuffisance des investissements et l'appréciation du dollar canadien;
- ce secteur dispose cependant de nombreux atouts comme l'approvisionnement en énergie, les ressources naturelles, le réseau de la recherche, une structure industrielle diversifiée, la présence de secteurs industriels stratégiques, une importante mobilisation régionale des acteurs industriels et une main-d'œuvre instruite;
- cette politique se décompose en 3 axes dont celui visant à soutenir l'émergence de nouveaux fleurons. À cet effet, dans la région de Laval, le MFE a dressé avec ses partenaires une liste d'entreprises prometteuses. D'ici 5 à 10 ans, l'objectif est de permettre à ces entreprises d'atteindre un chiffre d'affaires de 200 millions de dollars. Cet axe prévoit aussi des mesures pour appuyer l'intégration des PME dans les chaînes d'approvisionnement stratégiques;
- la politique prévoit de plus, en matière d'innovation (axe 3), le financement de projets mobilisateurs pour le développement de technologies ou de produits novateurs (avion écologique-phase 2 et électrification des transports);
- les mesures annoncées par le gouvernement dans le cadre de cette politique entreront en vigueur à compter du 1^{er} avril 2014. Cependant, les crédits d'impôt annoncés sont applicables depuis le 7 octobre.

6. Présentation de l'offre de service en formation du Centre de services partagés du Québec (CSPQ)

M. Stéphane Hardy, responsable de la formation et du développement, Bureau régional du Grand Montréal, Direction des services aux régions, vice-présidence aux ressources humaines, présente l'offre de service du CSPQ : identification des besoins de formation et de développement en ressources humaines du CSPQ. Cette présentation a permis de renseigner les participants sur :

- la raison d'être et la vision de la Direction des services en région;
- les clientèles desservies et les partenaires;
- les axes de services : accueil et renseignements, recrutement et promotion, concertation régionale, programmes gouvernementaux, mobilité et redéploiement, développement et formation.

Cette présentation a permis de présenter les services à la carte offerts par le CSPQ.

7. Fin de la rencontre

La prochaine rencontre de la CAR de Laval aura lieu le mardi 25 février 2014.

Conférence administrative régionale de Laval

Mardi, le 25 février 2014 à 9 h 00
Maison de l'Industrie, du Commerce et de l'Agriculture
1555, boulevard Chomedey, Laval
Salle internationale

Projet d'ordre du jour

- | | | |
|----|---|---------|
| 1. | Mot de bienvenue et présentation des objectifs de la rencontre
<i>Par monsieur André Lavoie, secrétaire général associé à la région métropolitaine</i> | 9 h 00 |
| 2. | Adoption des faits saillants de la rencontre du 15 octobre 2013 | 9 h 10 |
| 3. | Présentation du bilan de mi-étape du Plan d'action égalité femmes hommes
<i>Par madame Johanne Dupont, sous-ministre adjointe au Secrétariat à la condition féminine</i> | 9 h 15 |
| 4. | Plan régional d'intervention en entreprise
<i>Par monsieur Pierre Hébert, directeur régional, ministère des Finances et de l'économie</i> | 10 h 00 |
| 5. | Tour de table | 10 h 15 |
| 6. | Planification des rencontres de la CAR en 2014-2015 et fin de la rencontre | 11 h 00 |

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec

